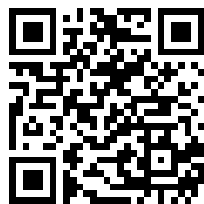


---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google<sup>TM</sup> books

<https://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





















## REVUE



Historique, Archéologique, Littéraire et Pittoresque

DU

VIVARAIS

ILLUSTRÉE

*Publiée avec le concours d'un groupe d'écrivains Ardéchois*

Sous la Direction de M. P. d'ALBIGNY

*Vivaraïs ancien*

« Il y a des régions plus majestueuses dans notre France ; il n'y en a pas, à ma connaissance, de plus originale et surtout de plus contrastée, où l'on puisse comme ici, passer en quelques heures, de la nature alpestre à la nature italienne ; il n'y en a pas où l'histoire de la terre et des hommes soit écrite sur le sol en carac-



tères aussi clairs, aussi vivants. »

« Le pays est petit, mais si plein de choses belles ou mémorables ! »

E. MELCHIOR DE VOGÜÉ  
de l'Académie.  
(Notes sur le Bas-Vivaraïs)

La légende dit : « Les morts vont vite ! » Mais l'oubli va plus vite que les morts.

M<sup>me</sup> de BLOCQUEVILLE.

PARIS

DUMONT, libraire  
32, Rue de Grenelle S.-G.

PRIVAS

IMPRIMERIE CENTRALE

LYON

BRUN fils, libraire  
13, Rue du Plat

S'adresser pour la Rédaction à M. P. d'ALBIGNY, 96, Avenue des Ternes,  
à Paris, et pour l'Administration, à M. C. LAURENT, à Privas.

## Collaborateurs de la REVUE DU VIVARAIS

MM. le vicomte Melchior de Vogüé, A. Mazon, Vicomte L. de Montravel, Benoit d'Entrevaux, Jules Ollier de Marchand, E.-A. Martel, Henri Vascchalde, Lascombe, Henri Lafayolle, de Lubac, Henri Arsac, l'abbé Grimaud, l'abbé Fillet, Emmanuel Nicod, Léopold Chiron, Léonce Pingaud, Grelllet de la Deyte, Prosper Falgairolle, Léon Charvet, Gaston Privat, l'abbé N. Boulay, Eugène Bourras, A. Vachez, Roger Valentin du Cheylard, l'abbé Aug. Roche, l'abbé O. Mirabel, Maurice Massip, l'abbé B. Chenivresse, Marquis d'Albon, R. P. Apollinaire, etc.

## SOMMAIRE DU N° I.

	PAGES
1 <sup>o</sup> ÉTUDES FRANCISCAINES SUR LA RÉVOLUTION, dans le département de l'Ardèche (Suite II), par le R. P. Apollinaire . . . . .	1
2 <sup>o</sup> NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite X), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . .	23
3 <sup>o</sup> LE PRIX DES DENRÉES. — <i>Comestibles, vêtements et autres objets très variés, de 1732 à 1736</i> (Suite II et fin), par Paul d'Albigny . . . . .	31

### GRAVURES

1 <sup>o</sup> R. P. CASIMIR, d'Aubenas. . . . .	(Hors texte)
--	--------------

## Conditions d'abonnement à la REVUE

Département et Départements limitrophes		Autres Départements	
SUR PAPIER ORDINAIRE		SUR PAPIER ORDINAIRE	
Un an . . . . .	12 fr. »	Un an . . . . .	13 fr. »
Six mois . . . . .	7 fr. »	Six mois . . . . .	7 fr. 50
SUR PAPIER ANGLAIS		SUR PAPIER ANGLAIS	
Un an . . . . .	20 fr. »	Un an . . . . .	22 fr. »
Six mois . . . . .	11 fr. »	Six mois . . . . .	12 fr. »

Payables en souscrivant, par mandat ou timbres-poste.  
Il ne sera pas reçu d'abonnement au-dessous de six mois de durée.

S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS ET LA VENTE AU NUMÉRO :

A PARIS, chez DUMONT, libraire, 32, rue de Grenelle S.-G.  
A LYON, chez BRUN fils, libraire, 13, rue du Plat.



REVUE

DU

VIVARAIS ILLUSTRÉE



# REVUE

Historique, Archéologique, Littéraire et Pittoresque

DU

# VIVARAIS

ILLUSTRÉE

*Publiée avec le concours d'un groupe d'écrivains Ardéchois*

Sous la Direction de M. P. d'ALBIGNY

~~~~~

TOME VII. — 7<sup>me</sup> ANNÉE

1899



PARIS  
DUMONT, libraire  
32, Rue de Grenelle St-Germain

LYON  
BRUN fils, libraire  
13, Rue du Plat

PRIVAS  
IMPRIMERIE CENTRALE





# ETUDES FRANCISCAINES

## SUR LA RÉVOLUTION

### DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

---

#### CORDELIERS D'ANNONAY (*Suite*).

5. CHALON, Pierre, né le 11 février 1761. M. Nicod, dans sa Notice sur les *Cordeliers d'Annonay*, nous fait savoir que ce religieux remplit l'office de diacre, le 10 avril 1791, au service célébré solennellement pour l'âme de Mirabeau, ensuite qu'il « prêta le serment ». Ce devait être le serment schismatique ; mais il ne paraît pas qu'à la suite le P. Chalon ait occupé un poste dans l'Eglise constitutionnelle. Il prêta pareillement en son temps le serment de liberté-égalité, dont nous voyons le certificat présenté, à la date du 1<sup>er</sup> pluviôse an VII, parmi les pièces qui établissaient son droit à la pension : c'était la plus essentielle. Dans la Notice qu'il a également publiée sur l'*Hospice d'Aunonay* pendant la Révolution, M. Nicod dit comment le P. Chalon eut l'avantage de passer en tranquillité les années si redoutables aux prêtres et aux honnêtes gens. Ce détail lui est fourni par les Mémoires ou Notes de l'homme le mieux informé, c'est-à-dire du docteur Duret, médecin de l'hospice. Les religieuses qui desservaient cette maison en ayant été exclues, les administrateurs firent choix d'un citoyen nommé Moulin, qui justifia pleinement leur confiance dans son intelligence et dans son dévouement. Il fut installé le 1<sup>er</sup> frimaire an II (21 novembre 1793). « Pour la pharmacie, dit le docteur Duret, je sollicitai un professeur du « collège, sortant des Cordeliers et jouissant de sa pension « d'ancien religieux (Pierre Chalon). Je m'engageai à lui donner « des leçons et à lui fournir des livres. Il ne tarda pas à se former « et à satisfaire aux besoins de l'hospice. » La plus heureuse harmonie s'établit entre le vieux directeur et le jeune pharmacien... Ils ne cessèrent pas de rivaliser de zèle pour l'intérêt de la maison. » Lorsque le culte fut rétabli, Moulin était vieux et infirme ; Chalon voulut reprendre l'habit ecclésiastique, et fut

appelé à la cathédrale de Valence, sa ville natale. On songea à prendre de nouvelles sœurs. (Nicod, op. cit. p. 12).

6. CHOMEL. Peut-être est-ce lui que concerne cette note de Gleizal : « Chomer, ecclésiastique à Tournon, réclame en 1806 l'arriéré de la pension de 160 francs. Payé à M. Reboul, avoué à Tournon, le 25 février 1806. »

7. CLOZEL.

8. ARMAND, André-François, noté par les documents annoniens comme appartenant à la communauté d'Annonay, a été rencontré par nous semblablement dans celle de Sainte-Colombes-Vienne : le défaut de dates précises dans ces sources fait obstacle à l'explication de ce mystère.

Le P. Armand devait être natif du village de Champagne, entre Serrières et Andance. C'est là qu'il se retira, et que, par simple défaut d'énergie, il commit quelques faiblesses, comme d'assister dans l'église du village aux vêpres célébrées par un intrus, de se faire délivrer des certificats de civisme à l'effet d'obtenir le paiement de sa pension, de se faire recevoir membre de la Société populaire, et enfin de déposer ses lettres de prêtrise. Il rétracta toutes ces fautes le 28 août 1796, et fut réconcilié avec l'Eglise par M. l'abbé Mignot, à Annonay, le 5 octobre suivant. (Archives de l'évêché de Viviers). Il mourut peu après en son village de Champagne. (Notes secrètes de Mgr d'Aviau).

9. MARTHOURET nous est uniquement connu par sa signature, apposée, avec celles des PP. Descombes et Meyssat, au pied de l'expédition de l'acte de profession du P. de la Marguerie, levée en octobre 1790 pour être présentée au district de Montbriçon, en octobre 1790.

10. MEYSSAT connu par ce même unique document.

### CORDELIERS DE LARGENTIÈRE

L'inventaire de cette maison fut fait le 27 mai 1790. Les trois religieux qui suivent protestèrent en être les seuls habitants :

1. LACOSTE, Henri-Julien-Denis, en religion devait s'appeler P. LOUIS, nom qui lui est donné sur ce document. Il avait alors 39 ans, étant né le 2 septembre 1751. Voici la note qui lui est consacrée parmi celles que M. Vernet prenait soin de tenir :



« Lacoste, Denis, cordelier du couvent des Mineurs Conventuels de Largentièrre, natif de cette ville, communiqua *in divinis* avec un intrus, rétracta cette faute en septembre 1795, et fut réhabilité *ad cautelam* le 21 janvier 1796, après deux mois de pénitence canonique. » Il faut observer ici que, lorsque M. Vernet emploie les mots *ad cautelam*, c'est parce qu'il ne regarde point comme certaine la faute du sujet, ou qu'il l'estime inférieure à la rigueur de la pénitence. Lors de cette réhabilitation, le P. Lacoste habitait Largentièrre. Il se retira plus tard à Jaujac ; le 23 ventose an VII (13 mars 1799), il produisit les pièces qui témoignaient de son droit à la pension, et il fut constaté qu'il n'avait pas prêté le serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790 ; c'était le serment dit civique, imposé comme condition au droit des pensionnaires.

2. GIRARDI, Jacques-François, âgé de 68 ans, né le 3 décembre 1722, profès 18 novembre 1742, se retira au couvent de Moirans, auquel il était affilié, et où il arriva le 22 juillet 1790 ; il déclara vouloir y rester.

3. ROBERT, Etienne, lai, âgé de 62 ans, étant né le 21 février 1728. Il alla prendre sa retraite à Vernon, près de Joyeuse, où on le voit toucher paisiblement sa pension en l'an VII, produisant toutes ses pièces en règle.

Ces religieux déclarèrent en plus un affilié de leur maison, le P. Pierre Guérin : en religion P. Marcien, alors au couvent des Cordeliers d'Alais (v. *Etudes francisc. sur la Rév. dans le Gard* p. 13).

### CORDELIERS D'AUBENAS

Le personnel des Cordeliers d'Aubenas, comprenant quatre religieux, dont trois prêtres et un frère laïque, est brièvement nommé dans une lettre du supérieur, adressée le 4 décembre 1790, à la municipalité ou au district. D'après ce document, le P. Gardien et le P. Michel sont seuls à opter pour la vie commune ; les autres s'y refusent. Le 20 mai 1791, la municipalité se préoccupe de la vente des biens ecclésiastiques, et se sent disposée à faire l'achat du couvent des Cordeliers pour y placer les établissements judiciaires que la ville pourra obtenir. Le 28 décembre 1791, l'église est fermée d'autorité ; les clefs sont

remises au maire et au procureur de la commune. Le prétexte de cette mesure était qu'on y avait aperçu pendant la nuit des lumières et des personnes parant l'autel et arrangeant les ornements.

1. SUCHET, Jean-Joseph, gardien, dans la lettre susdite, fait savoir aux administrateurs qu'il se propose de rétablir dans la maison, avec l'aide du P. Michel, l'ordre que le public a droit d'attendre d'eux, et que cela deviendra possible dès qu'ils auront touché leur pension de 1790. Après cela, ce digne homme cesse entièrement de nous apparaître.

2. SUREL, Joseph, né le 22 janvier 1727, « réside habituellement à Aubenas, et souvent à Fons, annexe d'Ailhon, » dit M. Vernet dans ses notes secrètes. Le 30 septembre 1793, un certificat de civisme lui fut accordé, ainsi qu'à d'autres prêtres et religieux habitants d'Aubenas ; il y est exprimé que tous ils « ont donné des preuves non équivoques du civisme le plus pur depuis le commencement de la Révolution, jusqu'à ce jour ». Un état de pensionnaires sans date, qui nous a paru être de l'an 1797 ou année suivante, indique le P. Surel comme résidant à Fons (sic) et ayant droit à la pension de mille livres. Il ne faut pas omettre que le P. Surel, à la date du 27 août 1792, a prêté le singulier serment que voici, disant que, pour se conformer à la loi, « et d'après l'instruction de l'Assemblée nationale, qui assure qu'elle n'a voulu, ni pu, ni entendu toucher à la religion catholique, apostolique et romaine, dont elle reconnaît la sainteté et excellence, » il jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution. Ce serment, précédé de tant de précautions, nous paraît remarquable de naïveté, ou de finesse.

3. MICHEL, François-Bénigne, né le 28 août 1764, continua de résider à Aubenas, où sa pension était de 700 livres. Il fut un de ceux qui reçurent le certificat de civisme le 30 septembre 1793. On le voit figurer dans un état de pensionnaires des dernières années de la Révolution, et dans les notes de M. Vernet, qui ne signale aucune tache à sa fidélité.

4. FRANÇOIS, frère laïque, sur lequel nous possédons un renseignement unique, antérieur à la sortie des religieux ; toute-

fois son nom figure dans la lettre précitée du P. Gardien. Le 25 mars 1790, un mémoire informait la municipalité que le Frère François, de la maison des Cordeliers, exerçait illégalement la médecine, la chirurgie et la pharmacie, et que cet abus avait causé de nombreux accidents. L'Assemblée fit défense au Frère François de continuer.

### CORDELIERS DE TOURNON

C'est seulement aux archives du département de la Drôme que nous avons rencontré un unique religieux du monastère des Cordeliers de Tournon, et il nous a semblé que cette maison ne devait pas avoir eu d'autre habitant en 1790. En cela, elle aurait ressemblé à un grand nombre d'autres de cet ordre, qui, n'ayant plus un recrutement suffisant, se contentait d'établir un simple garde jusqu'à ce que des temps meilleurs et des sujets plus nombreux permissent de faire mieux. Voici donc notre cordelier de Tournon.

FERRAND, Jean-Baptiste, frère laïque cordelier du couvent de Tournon. Le 26 mars 1791, le secrétaire du district du Mézenc, certifiait que J.-B. Ferrand, lai cordelier du couvent de Tournon, avait déclaré fixer sa résidence à Romans, et le disait né le 6 juin 1726. Le registre des pensionnaires du district de Romans l'inscrivit en ces termes ; « Jean-Baptiste Ferrand, frère lai cordelier à Romans : 400 livres ; âgé de 65 aus. Vu l'extrait baptistaire, né 3 juin 1726, l'extrait des registres de profession religieuse des Cordeliers de Lyon du 20 mai 1754, et le certificat du secrétaire du district du Mézenc, du 6 mars dernier (sic), de la déclaration du dit Frère lai de venir résider à Romans, il a été porté au présent tableau pour 400 livres les 10 mai 1791, ayant été payé du 1<sup>er</sup> trimestre au district du Mezenc. » On voit ensuite ce bon Frère figurer dans toutes celles des listes d'émargement qui subsistent jusques en l'an V. Puis, silence. Enfin, le 11 prairial an XII, Marbos, conseiller de préfecture, renvoie de Valence au maire de Romans les papiers du citoyen Ferrand, ex-cordelier, avec la décision qu'il ne peut lui être accordé de pension parce qu'il n'est pas prêtre.

## RÉCOLLETS D'ANNONAY

Sous la rubrique *Sortie des Récollets de leur couvent*, M. Léorat-Picancel a écrit ces lignes dans ses *Annales inédites de la Terreur à Annonay* :

« Lorsque la Société des frères et amis vint s'établir aux Récollets, ils n'étaient plus dans leur maison. Au moment de leur sortie, ils étaient six prêtres et trois frères, dont trois prêtres d'Annonay : le P. Pourrat, gardien, le P. Chomel de Jarnieux, vicaire, et le P. Favet mort peu de temps avant. Le couvent fut vendu dix mille livres en assignats, Il fallut donc se déterminer à le vider ; ils le firent le plus tard qu'ils purent. Ce fut pour la troisième fête de Pâques, le 26 avril 1791, après avoir chanté leurs Vêpres. Les étrangers se retirèrent dans leurs familles ; les PP. Pourrat et Chomel restèrent dans la ville. Ils gardèrent leur costume aussi longtemps qu'ils le purent, et ils édifièrent tout le monde par leur conduite. En qualité de quinquagénaires, on leur fixa à chacun 800 livres de pension.

1. POURRAT, dont ni les prénoms ni le nom religieux n'ont été conservés, était, comme on vient de le lire, gardien de cette maison. A l'éloge que M. Léorat fait de sa conduite, nous pouvons seulement ajouter ce détail fourni par l'abbé Filhol, c'est qu'il eut à se cacher dans les bois de Vanosc au fort de la Terreur.

2. CHOMEL DE JARNIEUX, Henri, en religion P. ROCH, était vicaire de cette communauté. Lorsque la Terreur battit son plein dans Annonay, il se retira en compagnie du P. Pourrat, dans les bois de Vanosc (Filhol, *Hist. d'Annonay*, III, 42, 74). Par la suite, il revint en ville exercer son ministère. Le 10 septembre 1796, il assista son confrère le P. Camel récollet du couvent de Condrieu (1), et le P. Albert, cordelier d'Annonay, qui tous deux se réconciliaient avec l'Eglise entre les mains de M. le chanoine Mignot, délégué par l'archevêque de Vienne

(1) Toutes les fautes du P. Camel consistaient en ceci : Un de ses amis l'ayant prié d'apposer sa signature au pied d'un écrit, peut-être même en le trompant sur le sens de cet écrit, le P. Camel signa de confiance sans en avoir pris lecture. Plus tard, il sut que c'était tout simplement son acte d'abdication. Les supérieurs lui reprochaient de n'avoir pas rétracté avec éclat un acte dont il n'était pas coupable : *Summum jus, summa injuria*.



(archives de l'évêché de Viviers). Il continua jusqu'à la fin son ministère, et, non seulement il tint avec soin un registre des actes de catholicité qu'il faisait, mais il en composa un autre où étaient réunis ceux des divers missionnaires (Filhol, III, 336, 406, 407). Au rétablissement du culte, il fut nommé curé de Saint-Prim (Isère) le 20 juin 1804, et de là transféré à Chonas le 1<sup>er</sup> octobre 1808 (archives de l'évêché de Grenoble).

3. FAVET, N. N. qui, comme nous avons vu ci-devant, eut la faveur d'échanger les menaces de la persécution contre la paix inamissible du ciel.

4. BELLE, Laurent, en religion P. BARTHELEMY, né le 9 novembre 1717, était donc septuagénaire en 1790. Il avait prononcé ses vœux le 29 mars 1737. Il fixa dès le 1<sup>er</sup> janvier 1791 sa résidence à Peyrins (Drôme), qui probablement était son pays natal, et confirma ce choix par une lettre au syndic du district de Romans, à la date du 15 mai suivant. Mais il ne dut pas longtemps survivre à cette démarche, car à la suite il ne figure plus sur les états de pensionnaires de ce district ni du département (Archives de la Drôme).

5. MARTEL, Jean-Jacques, né le 21 novembre 1730, présenta au district de Vienne, le 14 août 1791, la déclaration qu'il avait déjà faite pardevant celui du Mézenc, par laquelle il fixait sa résidence dans la ville de Vienne. Le silence règne ensuite sur son nom jusqu'au 18 janvier 1804, où il fut nommé curé de Marcilloles (Isère). Mais il était devenu septuagénaire, et, le 1<sup>er</sup> octobre 1808, sous l'accablement de l'âge et des infirmités, il se démit (Chancellerie de l'évêché de Grenoble).

Le sixième prêtre et les trois frères laïques de cette maison nous demeurent inconnus.

## RÉCOLLETS DE BOURG-SAINT-ANDÉOL

Nous n'avons pu découvrir que ceux des habitants de cette maison :

1. PINGARD, Jérôme, en religion P. MAGLOIRE, devint instituteur à Saint-Martin-le-Supérieur (canton de Rochemaure, arrondissement de Privas). M. Vernet croit qu'il y célébrait en même temps la messe, qu'il se maria et fut veuf de très bonne

heure. Nous estimons que cette note de M. Vernet est très postérieure à celle-ci, de Gleizal : « Pingard, Jérôme, de Bourg-Saint-Andéol, militaire en l'an IV, réclame le paiement de sa pension. »

2, 3 et 4. BEC, Claude, né le 13 avril 1741, laïque récollet du couvent de Bourg-Saint-Andéol, au dire d'un état de pensionnaires daté de Grenoble 3 octobre 1792.

BEC, Barthélemy, né le 1<sup>er</sup> juin 1743, frère récollet d'après un état des mêmes lieu et date, sans indication du couvent auquel il appartenait en dernier lieu.

BEC, Joseph, né le 18 mars 1749, frère récollet du Bourg-Saint-Andéol d'après le même état. Obligés de quitter leur couvent, ces trois religieux allèrent habiter le Gua, village du canton de Vif et de l'arrondissement de Grenoble. Leur présence sur le susdit état de pensionnaires, et la mention soigneusement apposée du droit qui leur appartient en vertu de la loi du 27 septembre 1792, prouvent qu'ils avaient prêté le serment de liberté-égalité. Cela leur causa par la suite les embarras dont témoigneront les pièces qui vont suivre, et qui donnent lieu de soupçonner qu'au bout de deux ans quelque théologien des plus intransigeants leur inspira de tels scrupules qu'ils crurent devoir le rétracter. Au moment où ils le firent, il y avait, quelque peu de relâche dans la persécution ; mais les maîtres du pays tenaient tout de même à ce serment.

I. *Directoire du District de Grenoble. Séance du 4 Germinal l'an 3 de la République Française une et indivisible* (1).

« Vu les rétractations de serment des trois frères Bec ex-Récollets sous la date du 30 Ventôse dernier.

« Considérant que la conduite de ces ex-frères Récollets est d'autant plus répréhensible qu'ils ont usé de supercheries en venant prendre le jour d'hier dans les bureaux de l'administration des certificats de non émigration, en exhibant une prestation de serment qu'ils déclarent avoir rétracté le 30 Ventôse dernier, laquelle rétractation ils ont eu la ruse de garder en poche jusqu'à ce qu'ils eussent touché leur traitement ; qu'ils n'ont eu pour motif en agissant d'une manière aussi frauduleuse, que d'escro-

(1) 23 mars 1795.



T.R.P. CASIMIR D'AUBENAS  
*nommé Supérieur et Commissaire Général des Couvents de France*  
le 14 Aout 1828





quer à la nation un traitement auquel ils n'avaient plus aucun droit, puisqu'ils se déliaient du serment de fidélité qu'ils lui avaient juré. Par ces motifs ;

« Oui l'Agent national ;

Le Directoire arrête que le traitement attribué à Barthélemy, Joseph et Claude Bec, ex-frères Récollets, habitant dans la commune du Gua, sera suspendu jusqu'à ce qu'autrement ait été ordonné par la Convention Nationale.

« Charge à cet effet l'agent national du district d'en prévenir le Payeur Général du département ;

« Arrête au surplus qu'ils sont mis sous la surveillance spéciale de la municipalité du Gua, à laquelle il est enjoint de veiller à leur conduite, et pour cet effet, extrait du présent leur sera adressé.

« Copie de la rétractation et du présent sera envoyée au Comité. »

N° 97. II. 5 *Germinal an 3* (1). *Au comité de sûreté*  
Corresp. du district *générale.*

de Grenoble. « Nous vous adressons les extraits certifiés de deux arrêtés du Directoire, du jour d'hier, sur les rétractations du serment civique de trois ex-frères Récollets (Les frères Bec habitant au Gua) et de l'ex-religieux N... avec copie de ces rétractations.

Rétractations. « Il est temps que la Convention nationale se Les frères Bec. prononce sur la grande question de savoir si l'on peut méconnaître impunément les lois du gouvernement et rétracter le serment de la liberté et de l'égalité dans la contexture que vous trouverez dans la rétractation.

« L'égalité et la liberté, un vice ! Le serment de cette liberté et de cette égalité, contraire à la vérité et à la Religion ! Demander pardon à Dieu et à l'Eglise de l'avoir prêté ! Dites-nous, s'il vous plaît, si le décret sur la liberté des cultes a voulu donner à cette liberté cette latitude. Dites-nous ce qu'il faut faire, ou sortez-nous de place. Car nous ne savons plus où nous en sommes pour faire exécuter la loi, empêcher qu'elle ne soit méconnue et avilie, ni

(1) 25 mars 1795.

pour marquer le point où la liberté cesse d'être elle-même, en devenant licence, où l'action et la surveillance de la police commencent.

« *Salut et frat.* ».

III. *Etat des ci-devant religieux restant et domiciliés dans la commune du Gua et qui ont rétracté leurs serments, ainsi que conste de leurs déclarations, inséré dans les registres de la Municipalité dans le mois de... de l'An 3.*

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| « Claude Bec, âgé de 55 ans | } frères. |
| « Barthélemy Bec, 53 ans    |           |
| « Joseph Bec, 47 ans        |           |

« Tous trois ex-frères Récollets, en résidence audit lieu de la Pierre, hameau de la commune du Gua, où ils cultivaient un domaine leur appartenant.

« Il n'existe pas d'autres réfractaires dans la commune.

« Certifié par nous agent Municipal et adjoint de ladite commune le 9 nivôse an 4 (30 décembre 1795).

LEBOUIT, agent. FÉVRIER, adjoint.

N° 24. IV. 18 *Germinal an 4* (1). *Au citoyen Bigillon,*

Corresp. du *custode des prisons.*

Com. du Direct. Je vous renvoie cit la pétition de Barthélemy Bec.

Barth. Bec. La loi du 18 août 1792 et les autres lois subséquentes l'obligeaient au serment, et il est au cas de la déportation si ce serment n'est pas prêté.

Comme s<sup>te</sup> Marie est encore occupée par des officiers militaires, ce que j'ignorais, l'administration n'a pas pu autoriser en l'état la translation des insermentés et réfractaires dans cette maison.

HILAIRE.

V. *Extrait des Registres de l'Ad. Cent. du département de l'Isère du 23 Messidor au IV* (11 juillet 1796).

« Sur la pétition du citoyen Barthélemy Bec, détenu à la Conciergerie, tendant à obtenir son élargissement, a été pris l'arrêté suivant :

(1) 7 avril 1796.

« Vu la pétition du citoyen Barthélemy Bec et l'avis de la Municipalité du canton de Vif du 22 du présent mois ;

« Ouï le Commissaire du Directoire exécutif ;

« L'administration centrale du département de l'Isère, Considérant que le pétitionnaire était si bien soumis par son état de frère Récollet à prêter le serment prescrit par les lois de la République; qu'il en avait fait la prestation et qu'il en rapporta extrait à l'Administration du ci-devant district de Grenoble pour en obtenir un certificat de non émigration, afin de pouvoir recevoir son traitement du Payeur Général, et qu'il reçut effectivement ;

« Considérant que, non content d'avoir fait cette surprise au district, une heure après il lui fit signer la rétractation de son serment ; qu'à cet acte d'impudeur et de la plus inique mauvaise foi, il a fait succéder une pétition par laquelle il en impose aujourd'hui sur sa non-obligation au serment, et cherche à se soustraire à la peine qu'il a encourue comme réfractaire et rebelle aux lois de la République, ainsi que ses deux autres frères,

« Arrête qu'il n'y a lieu à délibérer sur la réclamation du pétitionnaire.

« Certifie conforme,

« PUIS, en l'absence du président ».

On a pu voir qu'à ces deux dernières dates, il n'était plus parlé de Claude ni de Joseph, mais du seul Barthélemy, qui était incarcéré. Il survécut à la Révolution, et, dans les notes de la chancellerie de l'évêché de Grenoble, il est nommé sur un état des ecclésiastiques du diocèse comme existant en 1802. Il y est dit de plus qu'il était natif de Gresse, village du canton de Monestier et de l'arrondissement de Grenoble.

### RÉCOLLETS DE PRIVAS

PALLUIS, Antoine, en religion P. Balthasar, récollet du couvent de Privas, a été vicaire de l'intrus de Vogüé. Cette note est de M. Vernet, administrateur du diocèse pendant la Révolution, qui n'en dit pas plus long. Il est peut être utile de rappeler ici le souvenir d'un P. Palluis, procureur de la Grande-Chartreuse, qui consumma son martyre sur le navire *Le Jeanty* vers la fin de 1793 : ce pouvait être un parent du Récollet.

## CAPUCINS DE VILLENEUVE-DE BERG

Villeneuve-de-Berg était un bon champ, fructueusement cultivé depuis près de deux siècles par les Capucins. Ils avaient successivement arraché au protestantisme la presque totalité de la population. L'estime dont ils étaient l'objet provoquait parmi la jeunesse du pays de nombreuses vocations, qui allaient enrichir de bons religieux les couvents de Capucins du Dauphiné. Mais, lorsque le souffle de la Révolution eut fait surgir dans Villeneuve la minorité criminelle qui se plaît dans le désordre et sait par son audace s'emparer du pouvoir, la paix cessa de régner autour des murs de la pieuse communauté.

Nous n'avons pas pu parvenir à connaître dans son intégrité le personnel qu'elle renfermait en 1790; tout renseignement a échappé sur ce sujet aux recherches, bien plus considérables que les nôtres, faites par M. le chanoine Mollier, historien de Villeneuve, et scrutateur patient, autant qu'adroit, des archives de cette ville et de celles du département. Cet auteur exhume d'un journal inédit et d'un registre de la Société Populaire le souvenir que, le 20 novembre 1791, M. de Saint-Andéol, maire, fit un éloquent discours pour porter ses administrés à respecter la maison des Capucins, où pendant quelques mois vingt-trois religieux ou prêtres séculiers (réfractaires sans doute) vécurent en communauté (*Recherches hist. sur Villeneuve-de-Berg*, p. 330, en note). Malgré son désir et ses efforts, M. Mollier n'a pas pu éclairer ces faits par de plus nombreux détails. Le 14 avril 1792, les Capucins furent violemment expulsés de la ville et leur couvent mis aussitôt en vente (*ibid.*).

Si donc nous sommes en droit d'affecter au couvent de Villeneuve les religieux qui vont suivre, c'est parce que cette appartenance se trouve affirmée dans plusieurs documents étrangers qui nous l'ont fait connaître.

1. LAGARDETTE-JALLA, Jacques, en religion P. BONNET du Cheylard, était fils d'un médecin de cette ville, qui en avait donné un autre au clergé du diocèse d'Avignon, et une fille à une communauté religieuse du Cheylard même. Gardien des Capucins de Villeneuve en 1790, le P. Bonnet opta pour la vie commune,



et retint à cet effet une place dans le couvent de Romans. Il ne paraît pas qu'il soit jamais allé l'occuper, car nous y avons constaté son absence, et de plus il avait eu le malheur de se mettre au service du schisme. C'est ce que nous vont dire les lignes suivantes de M. Vernet, qui du reste contiennent tout ce que nous avons pu apprendre sur lui, en sus de ce qui précède :

*Lagardette-Jalla*, Jacques, *P. Bonnet*, de Saint-Jean-Roure, dernier gardien des Capucins de Villeneuve-de-Berg, fut curé constitutionnel de Saint-Sauveur (Ardèche), rétracta, le 8 décembre 1795, son serment schismatique et ses autres fautes, et les répara pleinement par sa bonne conduite, fit une pénitence canonique de quinze mois. Le 20 mai 1796, il demanda d'être exempté des psaumes et des litanies qui faisaient partie de cette pénitence; cela lui fut accordé. Il habitait Saint-Jean-Roure, et devait être âgé d'environ soixante-cinq ans, lorsqu'il mourut, en 1799 ou 1800, muni du secours des derniers sacrements. »

Cette dernière indication pourrait bien être erronée, car le registre des religieuses du Cheylard porte, de la façon la plus positive, que le frère aîné du P. Bonnet, M. Jean-Ignace Lagardette, curé d'Aubignan (Vaucluse), assistait à une prise d'habit le 17 juillet 1808, et que Jacques Lagardette assistait à une autre prise d'habit le 26 octobre 1814, dans la même maison (communication de M. le chanoine Mollier). De plus, d'après une lettre desdites religieuses, Jacques Lagardette serait mort en avril 1831, et son frère serait mort un mois après, dans sa paroisse d'Aubignan. Voici, d'autre part, un renseignement qui peut infirmer le dire des religieuses et donner raison à M. Vernet : Le docteur Barjavel a consacré un article au curé d'Aubignan dans son *Dictionnaire historique de Vaucluse* ; il le dit mort en avril 1831, et ajoute qu'il avait un frère, savant bénédictin, « qui lui a survécu peu de temps », et qui pendant le cours de la Révolution avait rédigé un journal ecclésiastique en Belgique. Barjavel signale, de ce bénédictin, *Eloge historique de J.-B.-Ignace Justiniani, curé de Carpentras*, etc., in-8° de 19 pages imprimé à Carpentras en 1824.

2. PEYRAS-BOURCIER, Pierre, en religion P. CALIXTE d'Abriès, était né le 17 février 1760 de Guillaume et de Marie Hugues, et avait fait profession au couvent de Grenoble le 1<sup>er</sup>

septembre 1781, comme en témoigne l'acte, conservé aux archives de l'Isère. Il se rendit au couvent de Romans pour y suivre la vie commune, et il y prêta le serment de liberté-égalité le 11 septembre 1792, comme firent presque tous ses confrères, en attendant que certains esprits intransigeants leur inspirassent des remords qui en portèrent plusieurs à le rétracter par écrit. La séparation leur ayant été imposée de force peu après, le P. Calixte se retira au pays natal et y demeura jusqu'en l'an IV, où il revint du côté de Romans pour y exercer le saint ministère. Ses compatriotes l'avaient muni d'un certificat de civisme que nous reproduisons textuellement, avec d'autres pièces existant aux archives de la Drôme (V, 188) :

### I. « Liberté, Égalité, Fraternité.

« Nous maire, officiers municipaux et membres du conseil général de la commune d'Abriez, district de Briançon, département des Hautes-Alpes, certifions que le citoyen Pierre Peyras-Bourcier a résidé habituellement et journellement dans cette commune depuis plus d'un an, que tous les trois mois il a pris un certificat de résidence, qu'il a dans tous les temps donné des preuves non équivoques du plus pur et du plus vrai patriotisme et civisme, qu'il n'a jamais été compris dans la liste des émigrés de ce département, en outre qu'il ne possède ni n'a recueilli aucune succession. Lequel certificat a été publié et affiché aux termes de la loi.

« Donné à la maison commune en permanence le vingt-neuf floréal l'an 2<sup>e</sup> de la République une, indivisible et démocratique.

« FEUDRIER maire. Chaffre AUDIER MESLE off. municip. PHILIPPON, off. mun<sup>l</sup>. BARNULOT, notable, PEYRAS-BOURCIER, notable. HUGUES, agent nat. pr., Antoine BESSEY, notable, MERLE, notable.

« Vu par le comité de surveillance de ladite commune ce jour et an que dessus ayant reconnu le présent véritable.

« Barthélemy RICHARD CAHIE président. C. BOURCIER, G. MARTIN, François RICHARD, C. AUDIER, Barthélemy MARTIN.

« Vu par nous administrateurs et agent national du district de

Briançon le sept prairial l'an deux de la République française une et indivisible.

« MEISSIMILLY, J.-A RABY, FANTIN, BERSE, FAURE, ROULX, a. n.

« Vu par les administrateurs du département des Hautes-Alpes, à Gap, le 7 thermidor, 2<sup>e</sup> année de la République une et indivisible.

« MARTEL, B. RICHARD, CHAMPSAUR, BONARDEL, agent n. »

Un sceau municipal ornementait cette pièce si fortement authentiquée, et cependant incapable d'assurer la sécurité de celui qui la portait.

Le P. Calixte exerça son ministère pendant un temps assez long, qui prit fin par son arrestation, le 8 novembre 1797, et voici le document le plus autorisé à en rapporter toutes les circonstances ; nous n'en retrancherons aucun des agréments littéraires que la main du gendarme a su y réunir. (Archives de la Drôme, *ibid.*) :

## II. « Liberté. — Egalité.

« L'an six de la République française, une et indivisible, et le dix huitième jours du mois de Brumaire, à huit heure du matin, nous Pierre Joseph Payson, Brigadier de gendarmerie nationale, de résidence à Moras, departement de la Drome.

« A compagné des citoyen, geandarme surs nommé Jean Thomé, Joseph Ferier, André Berger, Jean Descombe, Louis Joserand et Antoine Bouliant,

« En suite d'un ordre à nous donné par le citoyen Leharivel du Rocher, chef du 44<sup>m</sup> escadron de gendarmerie nationale le dit ordre signé de luy et datté du quinze brumaire an 6<sup>e</sup>.

« Le dit ordre nous ordonne de nous transeporté en la commune d'Auriol, canton de Rochefort Sancents, afin dy arrêté un ministre de culte dans la susdite commune, et dont le nom nest pas nommé au present ordre. Nous etant transeporté à environ quatre heures du matin pour investir lasille de ce ministre de culte ayant investy le domicile du citoyen Jaque Baudin daumiciliee en la commune de l'Auriol canton de Rauchefort-Sancents lieux ou résidoit ce ministre la famme du citoyen jaque Baudin c'est presenté sur

l'escalier de sa porte. En voyant sa maison invisty Nous a extraimement prié elle et son paire dantrée chez elle quelle nous donneroit collation et quelle fairoit donné du foin à nos chevaux.

« Nous connoissant à la façon de parler de cette famme que sétoit un piege quelle tandoit à la geandarmerie, afin de favorisé lévasion du ministre du culte logé chez elle.

« N'ayant peut réussir pour ce moment, elle jure que ce ministre n'est point logé chez elle.

« Mais qui pouroit bien etre logé chez le citoyen agent national de la ditte commune. Second piege que cette méchante femme tandoit à la geandarmerie qui etoit au tourd de sa moison.

« Moy Brigadier, me suis désidé à levée trois geandarme du tourd de la maison de Jaques Baudin, pour aller invistir sur le champ la maison de l'agent nationnal jaurait demandé à lagent nationnal sont pere repond quil nest point à la moison ;

« Je luy observe que plusieurs individus nous ont déclaré qui rétiroit chez luy le ministre du culte nommé pierre pairard.

« Repond je vous invite citoyen à faire fouille chez moi Et cy vous le trouvé dans mon doumicille se luy que vous cherché je me soumet à toute la rigueur des loy.

« Nous etant transeporté à lavoy du citoyen Thomé qui disoit avoir vu ledit ministre du culte qui cherchoit à sévader par la porte de derrier du domicile de Jaque Baudin il et antre dans le dit daumicile et sur le même instant, il cherche a séchapé par desous une voute regardant le couchant ;

« Lieux ou etoit placé le cytoyen Jean Descombe qui a saisie au collet le dit ministre qui cherchoit a s'enfuir pour la seconde fois, Etant arrêté pour être traduit dans les prisons de Valance de conformité à l'ordre nous aurions sommé cet individu a nous déclaré ses nom prénom et doux il etoit : Repons qui senomme Piere Payrard exe capucin natif de la commune d'Abriès departement des Aute Alpes.

« Nous geandarme ayant monté dans la chambre dudit Payrard accompagné de la femme de Jaque Baudin ainsy que dudit Payrard arrêté ; Et cesy a sept heure du matin au jourd savoir sy nous pourions découvrir quelque correspondance nous aurions trouvé une bourse argenté et brodé en vers rouge et jaune avec deux



etaule de differante couleurs ; En suite un gros etuis ayant dedans un autre etuy en plom ou métal servant aux s<sup>t</sup> huile un s<sup>t</sup> siboire en plom ou métal avec quatre quatre quatéchisme, garnis de dix ou onze hosty ayant trouve un registre des mariage et sepulture signé de sa main et un autre registre des mariage, un troisième registre, paraphé du citoyen Charlon juge du district de Valance avec huit differante lettre, deux chançons une sur l'air *aux arme ciloyen*, l'autre par un *incroyable* avec huit diférant mourceaux de papier escrit pardifferente chose avec son paseport délivré à la commune de Briès le 16 frimaire l'an 5<sup>e</sup> de la Republique et une corcarde aux trois couleurs dans le fons d'une boîte en bois tous ses differant arriété etant icy en excée.

« De tout quoy avons dresé procès verbal que nous sertifion veritable ainsy que dessus jour moi et ans et avons signé.

« BOUILLANE. THOMÉ. BERGER. FERIE. PEYSSON. DEURSERAUD (?). DESCOMBE. »

Nous avons le regret de ne point connaître par leur détail les souffrances au milieu desquelles s'accomplit pour le P. Calixte le douloureux voyage depuis le lieu de son arrestation jusqu'à Rochefort et de Rochefort à Cayenne. Il fut embarqué le 1<sup>er</sup> août 1798 sur la *Bayonnaise*, qui arriva le 29 septembre suivant au lieu de la déportation. Il fut relégué dans le désert mortel de Konomama, et y mourut le 25 brumaire an VII (15 novembre 1798).

Tous les auteurs qui ont mentionné ce digne religieux parmi les victimes de la Révolution, ont fait erreur sur son couvent, qu'ils ont dit être celui de Valence, et sur le lieu de son arrestation, qu'ils ont dit être Loriol. C'est Oriol-en-Royan, à une autre extrémité du département de la Drôme. M. Champollière, dans ses *Chroniques Dauphinoises*, page 5, s'est aussi donné le tort de dire que le P. Calixte fut un des prêtres qui assistèrent dans ses derniers jours le général comte de Murinais. Cet officier avait succombé, au dire du même auteur, en décembre 1797 ; or, le P. Calixte arrivait à Cayenne neuf mois plus tard.

3. N.... en religion Frère ANTONIN de Marnans, laïque, alla suivre la vie commune au couvent de Romans, après laquelle nous cessons de le suivre. Nous n'avons pas même rencontré son nom dans les papiers révolutionnaires du département de l'Isère,

quoique Marnans, son village natal, situé dans le canton de Roybon et l'arrondissement de Saint-Marcellin, appartienne à ce département.

4. N... GRIVOLAS, frère laïque dont le nom religieux nous est demeuré jusqu'ici inconnu, a laissé une mémoire bénie, qui sans doute eût été bien tôt ensevelie dans un éternel oubli sans la communication ci-après, que nous devons à l'extrême obligeance de M. l'abbé Guigon, curé de Lagorce, par Vallon. Il nous écrivait, le 20 mai 1898 :

« Je n'ai que des souvenirs assez vagues, entendus, avant mon entrée au grand Séminaire, dans la famille de Barruel, au sein de laquelle j'ai passé une partie de ma vie.

« En 1761, Louis-Antoine de Barruel, lieutenant général du bailliage, père du célèbre Jésuite auteur de l'*Histoire du Jacobinisme* et des *Helviennes*, était nommé Père Temporel du couvent. Ce choix avait été fait par le Provincial des Capucins de la province de Lyon, P. Jacques de Villeneuve-de-Berg<sup>(1)</sup>. Il a conservé longtemps cette fonction, dont il s'acquittait avec beaucoup de zèle. C'est sans doute par suite de ces relations que, dans la famille de Barruel, on possédait beaucoup de détails sur ces religieux : ils m'intéressaient infiniment ; mais alors j'étais enfant, et je n'ai pas pris de notes. Lorsque le dernier chef de la famille est mort, les enfants ont tous quitté le pays, et les papiers qui ne concernaient pas spécialement la famille sont allés chez le marchand de chiffons.

« Voici ce que j'ai entendu dire bien des fois, non du Père Grivolas, mais de Frère Grivolas. Sa famille existe encore, mais n'a conservé aucun souvenir de ce grand oncle. Frère Grivolas était un saint, un véritable apôtre. Il remplissait les fonctions de quêteur, et, en même temps qu'il recevait des aumônes temporelles, il distribuait largement l'aumône spirituelle. Doué d'une foi vive, d'un bon sens exquis, il savait toujours donner un bon conseil, faire même un peu de monition à qui en avait besoin, dire quelque chose pour faire aimer le bon Dieu, et cela sans froisser personne. Il était très populaire : les petits l'adoraient ;

(1) On verra plus loin quelques lignes au sujet de ce vénérable religieux.

les grands l'admiraient. L'adage « nul n'est prophète en son pays », avait ici une exception. Cette appréciation n'était pas celle des de Barruel seulement ; il était ainsi jugé par tous les vieillards de Villeneuve avec lesquels j'ai été en relation, et qui l'avaient connu ou avaient entendu parler de lui. Il y avait, dans le couvent de Villeneuve, des Pères de grand talent, des prédicateurs qui faisaient sensation : leur nom est oublié ; on n'a retenu que celui de ce pauvre Frère Grivolos. Je n'ai jamais su son nom religieux : avant qu'il entrât au couvent, les gens l'appelaient Grivolos ; lorsqu'il eut été reçu dans la famille de saint François, on continua de l'appeler Grivolos.

« Après l'expulsion des Capucins de leur maison de Villeneuve, Frère Grivolos se retira à Munich, en Bavière, probablement chez des religieux de son ordre. Quelque temps après, les Français se rendirent maîtres de cette ville. Frère Grivolos cheminait un jour sur les bords de l'Isar, lorsqu'il surprit une conversation entre deux personnages couchés parmi les broussailles de la rive. Cette conversation se tenait dans une langue qui fit palpiter son cœur mieux que n'aurait fait une musique enchanteresse : c'était sa langue maternelle, son patois de Villeneuve, et on parlait de Villeneuve. Frère Grivolos se précipita et découvrit deux Villeneuvois, deux jeunes soldats. Ces pauvres enfants parlaient du pays, de leur mère, et pleuraient. Le Frère s'étant joint à eux, ils furent trois à parler du pays et à pleurer. Il les consola, les réconforta, et fut pour eux comme une vision, une apparition de la patrie et de la famille absentes.

« Lorsque les Français, hélas ! pénétraient quelque part, ils amenaient avec eux la Révolution et son abominable cortège d'impiété et de persécution : il en fut ainsi à Munich. Le couvent qui abritait Frère Grivolos devint peut-être une caserne ; les religieux durent fuir, emportant chacun du monastère quelque objet, pour le soustraire à la rapacité des soldats. Frère Grivolos prit deux peintures sur bois d'environ 0,35 centimètres de diamètre. Ces tableaux sont ronds ; les cadres ne sont pas dorés, mais passés simplement à la céruse. L'un représente l'Enfant Jésus au maillot, bénissant, ou plutôt debout étendant les bras ; l'autre la Sainte Vierge, écartant son manteau bleu sur sa poitrine, et

montrant une colombe aux ailes éployées : je suppose que cette peinture représente l'intérieur de Marie.

« En quelle année ces événements se sont-ils passés ? Combien de temps Frère Grivolos est-il resté à Munich ? En quittant cette ville est-il allé errer dans d'autres pays, ou est-il immédiatement revenu à Villeneuve ? Je l'ignore. Ce qui est certain, c'est qu'il était à Villeneuve en 1804 ; qu'il a apporté les peintures en question ; qu'il en a fait présent à l'église paroissiale, où elles se trouvent encore. Ce qui est pareillement certain, c'est que Frère Grivolos était capucin. Me trouvant à Villeneuve la semaine dernière, j'ai dit à M. l'Archiprêtre que nous verrions derrière ces tableaux l'indice de leur provenance et la qualité du donateur. En effet, voici l'inscription à l'encre que nous avons lue derrière l'une et l'autre peinture :

*Don de Frère Grivolos, capucin, 1804.*

« J'ai remarqué que, dans les deux peintures, le mot *Frère* a été rectifié ; il semble que d'abord on a voulu mettre *Père*. On a rectifié ensuite pour donner au bon religieux sa qualification vraie.

« En quelle année Frère Grivolos est-il mort ? Où est-il mort ? Il m'est impossible de répondre à ces deux questions : mais, jusqu'à ce jour, j'ai été persuadé qu'il n'est pas mort à Villeneuve, et qu'il est allé finir sa vie dans un couvent, probablement de son ordre. D'où me vient cette persuasion ? Certainement de ce que j'ai entendu raconter.

« Le couvent de Villeneuve possédait une riche bibliothèque, fondée par Louis XIII. Chaque volume portait les mots : *Ex dono Régis*. Elle fut pillée lors de la Révolution. Dans mon enfance, j'ai souvent vu de ces livres. Je ne me rappelle pas avoir eu sous les yeux l'inscription ci-dessus, mais bien celle-ci : *A l'usage des Capucins de Villeneuve*. D'autres portaient le nom d'un Père. J'ai eu en ma possession un Bréviaire, que j'ai donné à l'abbé Deleuze, curé d'une paroisse qu'il a fondée près de Montmartre, à Paris. C'est lui qui a acheté le couvent des Capucins pour y établir un orphelinat. Je crois bien lui avoir donné quelques autres livres, et je me rappelle l'inscription : *A l'usage du P. Turc, capucin*

*indigne*. J'ai entendu parler de ce Père assez souvent ; on le donnait comme excellent prédicateur et bon théologien (1).

« A la Révolution, tout, dans la maison, fut pillé ou vendu. Cependant, on pourrait aujourd'hui retrouver la plupart des objets qui ornaient la chapelle :

« Le maître-autel sert de maître-autel à l'église de Mirabel, près Villeneuve. Son rétable est magnifique, de style renaissance, haut de cinq mètres, avec colonnes torses enlacées par une vigne chargée de fruits, d'oiseaux et de serpents qui se jouent dans ses pampres. Le tableau qu'elles encadrent représente la Sainte-Vierge et l'Enfant-Jésus au milieu d'un nuage. A leurs pieds, d'un côté, S. Pierre, patron du couvent ; de l'autre Louis XIII, son fondateur. Pendant le siège de Privas, ce prince en fit poser la première pierre par M. de Tardieu, lieutenant du bailliage, de qui descendit le Tardieu dont parle Boileau dans sa X<sup>me</sup> satire :

*Dans la robe on vantait son illustre maison...*

« L'autel de la Sainte-Vierge (Notre-Dame des Sept Douleurs) est dans l'église de Villeneuve. Le rétable est de même style que le précédent, très bien fouillé et mieux conservé. Le tableau représente la Sainte-Vierge le cœur percé de sept glaives, son fils mort sur ses genoux, et S. François en adoration devant le corps de la divine Victime. Les socles, où piédestaux qui supportent les colonnes, ont en bas-relief des capucins en pied, l'un portant une tête de mort, l'autre un livre ouvert.

« Mirabel possède encore des reliquaires de même provenance ; ils servent à orner l'autel. Je ne sais quelles reliques ils contiennent.

« Dans l'église de Villeneuve, on trouve encore, ayant appartenu aux Capucins :

« 1<sup>o</sup> Dans la sacristie, S. François d'Assise.

« 2<sup>o</sup> Dans le sanctuaire, la Présentation de Notre-Seigneur. La tête du vieillard Siméon est admirable. C'est une copie de Rubens.

(1) Il est possible que plusieurs religieux originaires de Villeneuve aient eu par leur naissance le nom de Turc ; nous n'en sommes sûr que pour un, dont nous avons rencontré autrefois un neveu, ancien magistrat. Nous donnons plus loin quelques lignes sur ce P. Turc.

« 3° A la tribune. I. S. Félix de Cantalice en extase. Attitude et expression remarquables. II. S. Fidèle de Sigmaringen. III. S. Léon, franciscain. IV. Sainte Elisabeth de Hongrie donnant l'habit à une sœur du Tiers-Ordre.

« Les rétables qui se trouvent à Mirabel et à Villeneuve sont l'œuvre d'un Frère capucin, qui ne possédait que les outils les plus vulgaires et les plus primitifs. Ces œuvres révèlent chez leur auteur du génie, de la foi et de la patience. Quel était le nom de ce Frère artiste ? Il est inscrit dans le livre de vie, à côté ou à la suite de ceux de tant de saints religieux qui sont venus dans ce couvent de Villeneuve consumer leur vie pour la gloire de Dieu, et n'ont voulu être connus que de lui. »

Nous estimons que ce Frère Grivolos n'est autre qu'un Frère Damien de Villeneuve-de-Berg, qui avait revêtu le saint habit le 15 janvier 1743. Deux voies nous amènent à cette supposition : l'une est l'élimination nécessaire de nos laïques originaires de Villeneuve dont la vêtue, plus ancienne, interdit de les croire vivants en 1790 et 1800 ; de même l'élimination des plus jeunes, qui d'ailleurs nous sont connus ; l'autre est la longueur de la carrière religieuse du Frère Grivolos d'après les récits précédents. Le seul auquel, après lui, la supposition pourrait à la rigueur être appliquée, est un Frère Louis de Villeneuve-de-Berg, vêtu le 12 décembre 1730.

(A suivre).

R. P. APOLINAIRE.







des modifications apportées aux usages, durant un laps de temps d'environ cent ans.

Pierre Adam, habitant les Granges, loua, à partir du 15 avril, pour la durée de trois ans, le moulin qu'il possédait, installé sur le Rhône, au prix annuel de 94 sétiers, moitié froment, moitié mescle, payable par trimestre. Les deux preneurs étaient tenus de payer la moitié de la cense grevant ce moulin, de remettre au bailleur le 25 décembre de chaque année, 2 chapons, 2 paires de perdrix, 2 paires de poulet et 12 livres pour acheter un pourceau et « *toutes les affachiles des grains qui se mouldront au dict molin pour nourrir ses pigeons* ». Les farines devaient appartenir aux meuniers, mais ils étaient obligés de moudre gratuitement le blé nécessaire pour la nourriture de tous les membres de la famille du bailleur. Les preneurs s'étaient engagés à faire les réparations d'un coût inférieur à 24 livres. Le bailleur devait réduire le prix de location, si le moulin ne pouvait moudre durant un laps de temps au moins égal à un mois, proportionnellement à cette durée. Les preneurs devaient prendre par inventaire le mobilier du moulin, sans être tenu à aucune indemnité pour l'usure des meules et « de la nau » ou du bateau sur lequel reposait le moulin. Adam abandonnait la jouissance d'une cartelée de sa terre, dite du moulin. Il fournissait la paille nécessaire aux preneurs et recevait en échange le fumier obtenu avec cette paille (1625) (1).

Les termes de cet accord sont formels. Pierre Adam semble avoir possédé un grand nombre de pigeons, puisque toutes les « affachiles » des grains moulus devaient leur être destinés et sous ce nom d'« affachiles », on comprenait les divers résidus et les grains de mauvaise qualité qui résistaient à la mouture, si sommaire de jadis. Ce terme s'est d'ailleurs conservé dans la langue vulgaire.

Pierre Adam était l'un des principaux négociants de son temps, fixés aux Granges. Il est vraisemblable que « ses pigeons » étaient installés dans un vaste pigeonier construit en ce lieu. Il aurait très probablement exigé que les « affachiles » fussent portées par les meuniers eux-mêmes à son pigeonier, si ce dernier s'était trouvé à une certaine distance de son domicile.

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> Veyret (Etude Ponsard)*, n° 216.

En 1632, noble Alexandre du Mourier, sieur du Port, au mandement de Soyons, Félix Marcet, docteur en droit, juge du comté de Crussol, et Antoine de Franchessin reconnurent devoir à « *sieur* » Pierre Adam, sieur de la Colombière, la somme de 312 livres. Les témoins furent noble Antoine de Vocance, noble Jean Dupont de Soyons et André Brueys, de Nîmes, commis au bureau de la foraine aux Granges. Il signa « Adam » (1).

L'acte suivant lui donne les qualités « *sieur* Pierre Adam, sieur de la Colombière, des Granges lez Valence ». Il le signe de la même manière (2).

Un acte de 1633 ne l'appelle que « *sieur* Pierre Adam » (3).

Pierre Adam, devenu antérieurement à 1632, sieur de la Colombière, paraît appartenir à une famille étrangère à notre région. Une maison, originaire des environs de Châlon-sur-Saône, que nous aurons l'occasion de citer plus tard, la maison de la Colombière possédait divers immeubles aux Granges et dans l'étendue du mandement de Crussol. Quel rapport existait entre Pierre Adam et cette maison ? En existait-il même quelqu'un ? Nous supposons qu'il y entra comme gendre. Le moulin qu'il possédait en 1625 appartint long temps à cette famille.

A la date de 1542, Guillaume de Uzenors ou Uzanors, notaire à Silhac, vendit ses biens sis au dit lieu et vint se fixer avec sa femme « au molin de *sire* Achilles de la Columbière, qui est sur le Rosne, près des Granges-lez-Valence » (4). Achille de la Colombière habitait ce dernier lieu. Il n'était pas tenu pour noble, lui et les siens. Le 5 avril 1533, il fut vendu à « *sieur* Jehan de la Columbière, des Granges-lez-Valence, absent, mais *noble* Françoise Guyot, sa femme, présente et pour luy avec moy dict notère acceptante ». Le prix fut reçu « du dict *sieur* de la Columbière, par les mains de la dicte *noble* Guyot » (5). Aucun doute n'est possible, quoique la noblesse n'ait pas tardé à être reconnue à cette famille.

Dans tous les cas, si le moulin des Granges était la propriété

(1) *Ibidem*, f° 278.

(2) *Ibidem*, f° 279.

(3) *Ibidem*, f° 279.

(4) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier*, f° 177.

(5) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sapets*, f° 158.

de la femme de Pierre Adam, le pigeonnier pouvait très bien lui appartenir également et comme la noblesse des La Colombière était incontestée dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, l'exemple, tiré du bail de 1625, peut être considéré, comme insuffisant au point de vue de la question qui nous occupe.

Les textes de 1632 et de 1633, sont unanimes, aussi bien que celui de 1625, pour n'attribuer à Pierre Adam que la qualité de « *sieur* ». Nous ne croyons pas à sa noblesse, malgré la qualité de « *sieur de la Colombière* », portée postérieurement à 1625. Le notaire, M<sup>e</sup> Veyret, n'a pas manqué de qualifier nobles, les témoins et l'un des emprunteurs de l'acte de 1632, en un mot tous ceux qui y figurèrent et qui étaient réellement nobles.

Probablement Pierre Adam avait relevé purement et simplement le titre de son beau-père ou d'un parent de sa femme.

Si au contraire « la Colombière », était la propriété personnelle de Pierre Adam, elle ne se trouvait sans doute pas dans notre région, où la forme habituelle est « le Colombier ». Cependant « la Colombière » est un lieu dit du territoire de Montélimar et l'on en retrouve la leçon en patois à Espeluche, tout près de là, tandis que M. Brun-Durand a relevé quarante quartiers dénommés « Le Colombier » dans le seul département de la Drôme (1). Celui de l'Ardèche fournirait peut être des rapprochements analogues.

Nous avons constaté un cas identique, beaucoup plus explicite, en un autre lieu du comté et nous l'invoquons pour montrer que la liberté d'avoir des pigeons avait été accordée un peu partout.

François Praneuf, de Beaupommier, à St-Marcel, avait « intanté en qualité criminelle au sénéchal de Nismes » une instance contre un tiers « qui auroit tiré à ses pigeons de son pigeonnier du dict Beaupommier » (1656) (2).

Dans cet acte il est dénommé « *sieur* » ; il n'était pas noble. De nombreuses conventions le qualifient « *sieur* » (3). L'une d'entre elles fut « faite et récitée dans le château du Bousquet, présents *sieur* Martial Joffre, de la Voulte, *noble* Jean Tarteyron, de Crozier, *sieur* Pierre Praneuf, de St-Marcel et *sieur* Anthoine Bas,

(1) *Dict. topographique du départ. de la Drôme.*

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Combier (Etude Girard)*, f° 155.

(3) *Ibidem (Etude Ponsard)*, f° 87.

de Pierregourde, soussignéz avec parties » (1657) (1). L'énumération des témoins fut faite en tenant compte de la noblesse de l'un et de la bourgeoisie des trois autres. Pierre Praneuf, très proche parent de François, puisqu'il était son frère, n'était pas noble non plus.

Emmanuel de Crussol avait inféodé « une mazure de tour, appelée la Tour de Toulaud, située au dit lieu » à noble Mathieu Audemar, de Charmes, sous la redevance de « demie malhe d'or réduite et avalluée à six deniers » payable chaque année à la Toussaint. Audemar substitua, le 18 avril 1657, dans ses droits, Adam Rapine, drapier à Toulaud, à la condition d'acquitter cette cense et en outre de remettre annuellement à Audemar une paire de pigeons (2).

La date de l'inféodation consentie par Emmanuel de Crussol n'est pas connue, et il est difficile d'émettre une opinion quelconque, car ce duc mourut en 1657. On peut simplement rappeler que la tour de Toulaud avait été ruinée dès 1622. Mathieu Audemar en avait transformé les restes en pigeonnier, évidemment. Adam Rapine en « prenant son lieu et place » pour employer une expression usuelle continua à jouir du colombier et à y élever des pigeons. C'était un simple drapier, investi, moyennant une très faible prestation en nature, du droit d'avoir un pigeonnier.

Ces exemples semblent être suffisants pour justifier notre théorie. Aucun quartier du mandement de Crussol ne paraît avoir gardé le souvenir d'un colombier important, tandis que dans la région les lieux-dits dénommés « le colombier » sont assez nombreux. Qui ne connaît le récit du roman ébauché à Valence par le futur Napoléon I<sup>er</sup> avec M<sup>lle</sup> du Colombier ? Ce nom de lieu était également un nom propre. A Cornas, l'endroit où se trouvait le colombier des barons de Durtail en a conservé l'appellation. Près de Beauregard, on voit encore un pigeonnier en fort mauvais état. Dans le bail du domaine de la Beylesse, noble Claude de Lamotte, seigneur de Colonges, bailli « se réserva son pigeonnier, où le grangier n'aura rien sauf le femier qu'il mettra aux fondz du dict domaine » (7 novembre 1669) (3).

(1) *Ibidem* (Etude Girard), f° 62.

(2) *Minutes de M<sup>re</sup> Combier* (Etude Ponsard), f° 18.

(3) *Minutes de M<sup>re</sup> Flame*, f° 137.

Il s'agit de ce même pigeonnier.

Cette clause fixe les rapports d'autrefois du fermier avec le propriétaire, à l'égard des produits d'un colombier, lorsque le bailleur, noble ou non, s'en réservait la jouissance.

Les habitants d'un fief voisin du comté de Crussol, la terre de Beauchastel, appartenant aux Soubise, se virent octroyer sous certaines conditions des faveurs analogues. Le 20 juillet 1655, Pierre Pallier, cultivateur, « a vendu les fruitz des biens qu'il a à Beauchasteau, comme donataire de Glaudine Leurier, concistant en un *pigeonnier* et terre et vigne, jougnant tout ainsi que les hoirs de feu Jacques Blanchon l'ont jouy jusques à présent » (1).

Lorsque le propriétaire noble d'un colombier avait fixé son domicile à quelque distance, il ne pouvait pas exercer pratiquement sa prérogative féodale. En ce cas, il louait son pigeonnier avec le surplus de son domaine. Le 10 octobre 1642, noble Antoine de Galbert, en qualité d'administrateur des biens de noble Joachim de Chaponay, afferma « les maisons et domaine, appelé la Trézorerie, appartenant au dict sieur de Chapponai, scitué aux mandements de Chabeuil et Beaulmont » (Drôme). Il fut convenu que le fermier : « entretiendra et laissera le pigeonnier bien peuplé de pigeons ». Le montant du bail était fixé à « quatre cents livres, huit chapons et dix-huit payres pigeons ». Les chapons étaient exigibles moitié à la Noël, moitié le 1<sup>er</sup> février « et les dicts pigeons à mesure que le dict sieur des Fontz les voudra prendre » (2). C'était le seul moyen de mettre à profit le droit de colombier.

### LE PORT DE L'ÉPÉE

S'il fallait en croire une tradition qui a cours à Valence, tous les habitants du Vivarais étaient nobles ou peu s'en fallait. Au bureau du bac, se trouvait à la disposition des passagers, sur la rive droite, un nombre considérable d'épées. Cette ample réserve n'était souvent pas suffisante. Il arrivait parfois qu'un Vivarois dut attendre pendant un moment le retour de l'un de ses compa-

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Combier* (Etude Ponsard), f<sup>o</sup> 6.

(2) *Ibidem* (Etude Girard), f<sup>o</sup> 588.

triotés pour ceindre à son tour l'épée que celui-ci venait de déposer. A l'intérieur de leur « pays » les Vivarois auraient négligé de porter l'épée, tandis qu'ils étaient fiers d'exercer l'une de leurs prérogatives, lorsque leurs affaires ou leurs plaisirs les appelaient dans la province du Dauphiné.

Comme, il arrive souvent, cette tradition confine la légende, tout en nous ayant transmis une part de vérité.

Selon Albert du Boys, les simples bourgeois de Lavoulte avaient droit au port de l'épée (1). Cet auteur ne justifie pas son opinion. Quoiqu'il en soit, Monteil raconte que des clercs et des marchands, pour imiter les gentilshommes ceignaient l'épée parfois à Paris, mais la plaçaient sur la hanche « pour se donner de temps en temps le plaisir de la regarder », tandis que les nobles la portaient sur les reins (2).

1. Une rixe éclata « le jour et feste de St-Jacques en la place de Gilhoc », où Jean Bosc « auroit voté devant tout le monde ». Simon Banc et Jacques de Cros ou Ducros « vindrent au dict Jehan Bosc avec leurs espées toutes nues et de fait luy irruaient en sa personne plusieurs cops d'espée », le blessèrent à la tête et à l'épaule (1541) (3).

2. Un prisonnier évadé, qui s'était mis en rebellion contre un sergent, « avoit agredé et assalhi icelluy Gonon Jaquet, luy promettant de tirer trois cops d'espée et oultrageant malicieusement » (1541) (4). Ce fait se passait près de Charmes, à St-Marcel-lez-Crussol.

Voilà deux circonstances, antérieures aux guerres de religion, où l'usage d'une épée est incontestable. Ceux qui s'en servirent ou qui menacèrent d'y recourir appartenaient « au vulgaire ». Les troubles électoraux, si fréquents de nos jours, étaient connus de nos aïeux.

Il est bon de rappeler que les barbiers, en même temps chirurgiens, jouirent, de très bonne heure, du même privilège que la noblesse. Peut-être voulut-on honorer leur habileté. Dans tous

(1) *Op. l.*, p. 144.

(2) *Op. l.*, t. III, p. 136.

(3) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier*, p. 17

(4) *Ibidem*, p. 30.

les cas, Simon Banc, Jacques Ducros et le prisonnier de St-Marcel n'étaient pas plus nobles que barbiers. A une époque où la profession n'était pas toujours indiquée, les chirurgiens exigeaient que la leur ne fût jamais omise. Le premier de ceux qui exercèrent à Saint-Péray et dont nous ayons retrouvé le nom est Claude Brousset « chirurgien » (1560) (1).

3. L'une des meilleures maisons de la région, était celle de Montmeyran. A la suite de diverses circonstances, ses membres se fixèrent à Cornas et y possédèrent de grands biens, comme à St-Péray, d'ailleurs, et nous retrouverons, plus d'une fois, leur nom. Le résumé des dispositions testamentaires prises par le dernier d'entre eux, peint à merveille les mœurs du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. On constatera avec étonnement que si son cheval d'armes était légué à l'aîné de ses enfants naturels, destiné à prendre du service à l'armée, le surplus de son équipement était donné à son serviteur. Il est évident que ce dernier ne pouvait songer à s'en parer intégralement. Il eut été grotesque de sa part de revêtir simultanément des bottes rouges et une dague. Mais rien ne s'oppose, à notre sens, à ce qu'il ait ceint parfois l'épée de son maître, après la délivrance du legs qui lui avait été fait.

Le 27 juillet 1559, noble Bernard de Montmeyran, écuyer, châtelain de Durtail, testa à Cornas. 12 pauvres, habillés selon la coutume, devaient être convoqués à ses obsèques. Le testateur devait être inhumé « dans la chappelle de leur maison estant dans « l'esglise parochielle du dict Cornas ». Il léguait 500 livres à chacun de ses enfants naturels, Bernard, Jean, autre Jean et Françoise de Montmeyran, qu'il a eus d'Antonie Guerre et à Antonie de Montmeyran qu'il a eue d'Antonie Lomyou dite Chazal, de St-Péray. Il léguait 100 livres t. destinées à servir à marier deux ou trois filles pauvres de cette paroisse, à faire choisir par sa sœur Jeanne de Montmeyran.

Son fils Bernard devait recevoir « son chival pour aller servir « avec icelluy ». Il donnait à Claude Forat, dit Juge, de Cornas « pour les services que luy a faitz dès longtemps en ça, comme « a dict, la somme de cent livres tournois, plus une sienne cappe,

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> de la Baume*, f<sup>o</sup> 16.



« une payre chausses rouges, ung collet, son espée et dague », à Pierre Lomyon, 10 livres, à Antonie Lomyou, une maison à St-Péray. Il fixait la dot de sa femme Anne Myard à 900 livres et lui léguait 200 écus d'or sol, etc. Il instituait pour légataire universel son enfant posthume, s'il en existait un, et à son défaut sa sœur Jeanne de Montmeyran, femme de noble Pierre de Bouvier (*Bovyer*), de Curson en Dauphiné.

Le testateur énumérait ensuite ses dettes. Il devait notamment « à maistre Jehan, le relogier de Valence, troys livres tournois ».

Son exécuteur testamentaire était de Bouvier (1).

Le nom de cet horloger apparaît pour la première fois dans l'histoire locale, à moins qu'il ne s'agisse de l'orfèvre Jean Ferrier qui exécuta divers travaux pour le compte du chapitre de Saint-Apollinaire peu d'années auparavant (1548-1551) (2). Cette identification n'est pas du tout certaine.

4. Une épée, une dague quelconque, étaient le complément indispensable de l'équipement des arquebusiers, témoin la gravure représentant la prise de Valence, à la date du mois d'avril 1562. Cependant la procédure relative au fourniment livré à un arquebusier, dans cette ville, ne mentionne aucune arme de cette nature.

Un procès éclata au sujet des fournitures, évaluées à 32 livres 10 sols t., consenties par Jean Girodon, natif de Gilhoc, armurier à Valence, à Pierre Meffel, du mandement de Retourtour « d'ung « jaques et pair manches à mailhe, un arquebouz à rouet, garny « de fornymens y nécessaires et une cappe drap noyr à l'usaige « d'homme » (1560) (3).

Un « jaques et pair manches à maille » était un objet simple, désigné par un nom compliqué. Un *jacques de mailles* était une armure faite d'anneaux entrelacés et qui protégeait la poitrine et le ventre.

La *cape* était un vêtement commun aux deux sexes ; c'était, en principe, une robe ample, munie d'un capuchon que l'on ramenait sur la tête pour se protéger du vent et de la pluie. Dans notre

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier*, f° 404.

(2) *Les Artistes Valentinois à l'époque de la Renaissance*, pp. 16-7.

(3) *Etendues de M<sup>e</sup> de Labaume*, f° 35.

cas, il s'agit tout simplement d'une cape spéciale, ou manteau de soldat.

En dehors de diverses autres parties de son costume, l'arquebusier portait encore un casque ou salade. La procédure que nous avons découverte, ne mentionne pas plus l'achat d'une épée que l'acquisition d'une salade, par Pierre Meffel, qui s'équipait pour aller servir. Il est probable qu'il s'était adressé à un second armurier pour se procurer ces deux objets.

5. A la suite d'une plainte formulée par noble Antoine de Vocance devant le juge-mage de Valence, un témoin déposa que François Bourbours, cordonnier à Valence, l'avait menacé et « dit « encore qu'il ne vindroit jamais au dit lieu qu'il ne pourtât *une* « *espée* et que le mercredy prochain il y vindroit et la porteroit ». Trois autres témoins affirmèrent de même que Bourbours avait regretté de ne pas avoir eu à sa disposition *son épée* », mais que le mercredi suivant « il se trouveroit au dict lieu avec *son espée* » (1596-7). La querelle avait pour origine une question d'arrosage (1).

Voilà un simple cordonnier, qui menaçait publiquement son adversaire de son épée. C'était là un argument dangereux, mais en rapport avec les mœurs violentes du XVI<sup>e</sup> siècle.

6. Cinquante ans plus tard, ou environ, nous voyons un cultivateur de Châteaubourg acheter une épée à son pupille, cultivateur à La Roche-de-Glun (1649).

#### « Quittance.

« L'an mil six centz quarante neuf et le dix neufviesme jour du  
« mois de septembre, avant midy, par devant moy notere royal  
« soubzsigné et présentz les tesmoins bas nommés, estably, en  
« personne, Jean Chalcat, filz à feu Claude, trevailleur du lieu  
« de la Roche-de-Glun en Dauphiné, lequel de son bon gré a  
« confessé et desclaré avoir heu et cy devant réallement receu de  
« Pierre Mataret, trevailleur du lieu de Chasteaubourg, son  
« curateur-conseil, ici présent, stipulant et acceptant la somme de  
« cinquante sept livres tournoiz, à laquelle, ilz ont amiablement

(1) E. LASCOMBES, *Antoine de Vocance (Bulletin etc. de la Drôme, 70<sup>e</sup> livraison, pp. 280-4).*

« liquidé deux habitz baillés au dict Chaléat, l'un au mois de  
 « may 1647 et l'autre en septembre 1648, un manteau baillé  
 « environ la Saint-Jean dernier passé, deux paires de souliers,  
 « baillés l'ung aux festes de Noël 1647 et l'autre en may 1648, un  
 « chapeau baillé en avril 1648, deux chemizes en 1647 et *une*  
 « *espée* au mois de mars dernier prochain passé, etc. » (1).

Nous avons cru devoir reproduire intégralement la première partie de cet arrêté de compte de tutelle, à cause de son importance réelle et pour éviter toute discussion, au sujet de sa valeur.

7. *Honnête* Jeanne de la Seauve, veuve de *sieur* Antoine l'aurie, décédé le 27 avril précédent, présenta une requête aux officiers ordinaires du comté de Crussol, pour faire dresser un inventaire des biens laissés par son mari (15 mai 1651). La formalité fut accomplie le 31 mai à Genève, au territoire de Touloud. Le de cujus laissait sept enfants : Jean, Jacques, Charles, Mari, François, Louise et Anne. Sa femme était en outre enceinte. Les parents convoqués furent *noble* Mathieu Audemar, oncle, *sieur* Jacques Chaban, beau-frère et *sieur* Jean Seauve, de Chambaud, « cousin allié ». Le notaire commis inventoria :

. . . . .

« Ung arquebuzé à fuzil.

« *Une espée*.

« Ung paire pistolés à fuzil, le montage desquels est deub au  
 « dict *sieur* Chaban ».

La vente fut effectuée le 14 juillet. Les deux premiers articles furent acquis par Isaac Brunet, praticien à Touloud, le premier pour 3 livres et le second pour 2 livres 6 sols ; le troisième fut délivré à *sieur* Jean Seauve de Chambaud au prix de 12 livres. Il est spécifié dans le procès-verbal qu'il s'agissait d'« *une espée avec son baudrier* » (2).

Du moment que l'épée était accompagnée de son baudrier, ce n'était pas là une arme de fantaisie ou hors d'usage. Il s'en suit enfin qu'elle n'était pas fixée à un ceinturon, mais supportée par une bande de cuir en écharpe.

(A Suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, f<sup>o</sup> 93. Le sympathique M<sup>e</sup> Seyve, notaire à Touloud, nous a prêté obligeamment ce volume, le seul ancien de son étude.

(2) *Ibidem* folios 443 et 450.

# LE PRIX DES DENRÉES

## COMESTIBLES, VÊTEMENTS ET AUTRES OBJETS

### TRÈS VARIÉS

De 1732 à 1736.

---

(SUITE II)

---

#### VÊTEMENTS, OBJETS DE TOILETTE, CHAUSSURES, ETC...

1722. — Le 14 février mon fils me remet son compte de dépenses faites a son retour de Valence. A la suite des dépenses faites pour le voyage, figurent les suivantes relatives à des objets d'habillement et de toilette, savoir :

Une paire de bas de laine noire pour le deuil de Madame de Sénozan, 5 livres.

Pour une bourse a cheveux garnie, 4 livres.

Pour 2 paires souliers, 7 livres.

Pour la coupe de ses cheveux et accomodage 6 livres.

Pour drap noir pour une veste et fourniture d'icelle, 31 livres 7 sols.

Pour la façon, 2 livres.

Voici maintenant le détail de toute une série de vêtements qui indique bien que le fils de M. le lieutenant général Bollioud se vêtait avec élégance et que le budget de sa toilette était assez largement doté par son père.

Les comptes sont envoyés par M. de Quinson gendre de M. Bollioud et trésorier de France, habitant Lyon.

Compte de Birouste et Farget marchands drapiers à Lyon.

9 aunes  $1/2$  peluche écarlate et  $2/3$  de même entout 10 aunes  $1/6$  à 6 livres l'aune, 61 liv.

11 aunes serge de Mante écarlate a 50 sols l'aune, 27 liv. 10 s.

Une paire de bas écarlate, 9 livres.

Puis, pour le deuil de Madame de Sénozan, décédée le 12 janvier 1732, 4 aunes  $7/8$  drap de rouraii (peut-être Roubaix), à 22 livres l'aune.

11 aunes serge de Mante noire, à 22 livres l'aune.

Une aune drap de Sedan noir pour une veste à mon fils, à 14 livres l'aune.

2 paires bas noirs de laine, de Paris, à 6 livres 10 s. la paire.

3 aunes crêpe, à 38 sols l'aune.

2 paires de boutons noirs et de boucles noires, 2 livres 10 sols.

Compte de Carrière tailleur à Lyon, du 6 janvier 1731.

Pour soie et façon d'un surtout à bouton d'or, 5 livres.

2 tiers taffetas pour les manches, à 4 livres 10 sols.

Du 12 janvier 1732.

Pour façon du justaucorps veste à la bavaoise et culotte écarlate a boutons d'olive avec des oupes (houppes), 14 liv.

4 douzaines boutons a olive et houppes, à 35 sols la douzaine.

4 douzaines pour la veste, à 9 sols.

2 peaux pour la culotte, 3 livres.

Poches et gousset, 18 sols.

Jarrettière et boucle, 1 livre 4 sols.

Pour façon d'un habit noir de drap de paigniole (probablement espagnol) justaucorps veste et une culotte, 16 livres.

Garniture de crin, 3 livres.

2 peaux pour la culotte, 3 livres.

Jarrettières et boucles, 1 liv. 4 sols.

Soie et façon de la seconde culotte, 1 liv. 10 s.

*Le 17 avril.* — J'ai donné à mon fils 9 livres pour trois mois de *frisure* et de *barbe*.

*23 avril.* — Payé à M. Nicolai pour une pièce de toile de frise de 40 aunes à 4 livres 10 s. l'aune pour chemises pour mon fils, plus celle de 36 livres 10 sols pour 2 aunes baptiste, à 14 livres 10 s. l'aune, plus une aune et  $\frac{2}{3}$  mousseline, à 4 liv. 10 s. 7 den. pour la garniture des dites chemises et pour 13 tours de cols.

Payé à Madame Nicolai, 48 sols pour 8 douzaines de boutons pour les cols des chemises dont on a employé 26 pour les 13 chemises de mon fils.

J'ai payé à M. Valesque, agent de M. Nicolai 10 livres pour une paire de bas blancs de fil et poil de chèvre pour moi, 10 livres pour une autre paire pour mon fils, 12 livres pour une paire de bas de soie blanche pour mon fils, 2 livres pour avoir mis des pointes aux dits bas.

9 livres pour un chapeau demi castor avec un bouton et ganse d'argent.

1732, le 19 avril. — J'ai payé au sieur Valette, valet de chambre de M. de Senozan pour une paire culotte de peau faite par Caresme tailleur à Paris, pour mon fils, 24 livres.

Plus pour six bourses à cheveux, pour mon fils à 4 livres 10 sols pièce, 27 liv.

Le 28. — Payé au sieur Boyer pour avoir coupé et frisé les cheveux à mon fils, 3 liv.

20 décembre. — Une paire de bas castor avec deux calottes de mesme pour mettre sous la perruque, montant à 11 livres 10 s.

1<sup>er</sup> septembre 1733. — Payé au sieur Bertrand, chapelier sur le pont de Pierre à Lyon, un *chapeau castor* à grandes ailes, 20 livres.

Pour une aune et demi peluche rouge pour une culotte à 6 livres l'aune.

Pour la doublure de peau et jarretières, 6 livres.

Pour deux aunes ratine de soie pour la doublure du justaucorps galonné de mon fils, à 5 livres l'aune.

Pour la façon de ladite culotte, pour jarretières mises à la culotte de mon habit à boutons d'or et de la doublure mise au justaucorps de mon fils ou pour avoir racommodé la culotte de draperie, 4 liv.

1734. — Voici le compte d'un habillement très-brillant en peluche rouge écarlate garni de boutons et de galons d'or.

Payé à Messieurs Soubry Descombles et Dodet :

3 onces  $\frac{2}{3}$  tresse or double pour le justaucorps et veste de peluche rouge à 10 livres l'once.

4 douzaines boutons d'or, à 3 livres 12 sols la douzaine.

5 douzaines pour veste et culotte, à 20 sols.

En tout, 56 livres 12 s.

Plus pour la façon dudit habit 15 livres, garniture en toile de crin pour les plis 3 livres 10 sols, poches ou goussets 18 sols.

2 peaux pour doublure des culottes 3 livres.

Jarretières et boucles pour la culotte 24 sols.

En tout, 23 liv. 12 s.

Plus l'étoffe, soit :

9 aunes et demi peluche écarlate, à 5 livres 10 sols l'aune.

11 aunes 1/2 serge de Mante, à 46 sols l'aune.

Une aune cadis, 1 livre.

Une demi aune de la même peluche, 2 livres 15 sols.

Total pour l'habillement 165 livres 17 sols.

1735, *décembre*. — Payé à M. de Sablon pour une paire de bas gris drapés, 4 liv. et pour une paire de chaussons de laine achetés à Lyon, 18 s.

#### CHAUSSURES

1732. — Le 8 janvier payé à Canet, cordonnier. pour trois paires de souliers minces faites à mon fils et une paire d'hiver pour moi à 2 semelles et a talon de cuir à raison de 3 livres 10 sols la paire, 14 liv.

Plus 20 sols pour les deux bandes de cuir pour les deux paires de sandales pour mon fils, 1 liv.

30 *avril*. — Payé à Dufresne, cordonnier, à l'enseigne du bien chaussé au coin de la rue Ecorchebœuf vis à vis le port du Temple à Lyon, une paire de souliers à mon fils, 4 livres.

Pour un raccomodage d'une paire de souliers pour moi et d'une paire pour mon fils, semelles et bouts, 3 livres.

25 *avril*. — Payé pour avoir fait décrasser les boucles a diamants des souliers de mon fils, 3 livres.

21 *juin*. — Payé à la femme de Canet cord. pour un paire de souliers d'hiver avec du liège, 3 liv. 15 sols.

15 *juillet*. — Payé à Vindry cordonnier pour 5 paires de souliers à 4 liv. 10 sols et 10 sols pour cirage. Le prix ne varie guère pour les divers comptes.

#### VOYAGES ET TRANSPORTS

1732. — Nous ne pouvons nous empêcher de regarder nos aïeux comme des gens fort économes dans leurs dépenses de voyage et non moins sobres dans leurs repas a en juger par la modicité du prix de ceux-ci, toute proportion gardée.

Voici par exemple le fils d'un gentilhomme aisé qui s'en va de Bourg-Argental à Valence et vice-versa à cheval, avec un valet également à cheval.

Le 15 février 1732 j'ay payé à Louis Rose mon valet pour les frais du voyage du Bourg-Argental à Valence avec deux chevaux



pour aller y chercher mon fils, savoir : le 12 du dit jour de son départ pour la dinée des chevaux à *St-Jeure*, 13 livres foin à 1 sol la livre, 13 sols.

Pour son diné 8 sols 6 deniers.

A *Tournon* pour la couchée des chevaux pour foin 2 livres, pour 1 avoine 1 livre, pour son souper 10 sols, aux *Granges* le 13, pour la dinée des chevaux 20 livres foin, 1 livre pour 1 avoine, 10 sols pour son diner, 8 sols pour la couchée des chevaux à *Tournon*, pour foin 2 livres, pour 1 avoine 1 livre, pour son souper et celui du suisse (le valet) 1 livre, à *St-Jeure* le 14 pour le déjeuner des valets 5 sols 6 deniers, plus 8 clous pour les chevaux à 6 deniers, 4 sols, pour le passage du *port* des *Granges* à *Valence* 2 sols.

Total, 3 jours de chevauchée avec 3 haltes et 2 étapes a l'aller comme au retour, savoir : de *Bourg-Argental* à *St-Jeure*, de *St-Jeure* à *Tournon*, et de *Tournon* aux *Granges* qui fait face à *Valence* sur la droite du *Rhône*, et comme dépense 9 liv. 17 sols, pour 1 homme et 2 chevaux. On verra la dépense du fils *Bollioud*, fort mince aussi.

Juillet. — Pour la diligence de *Trévoux* à *Lyon* 1 livre 4 sols et 4 sols pour le postillon.

Pour la couchée de 2 chevaux à *Vienne* 2 liv. 10 s., pour mon séjour 30 sols, pour 3 repas du valet 45 sols, pour le valet d'écurie et la servante 7 sols, pour la traille 5 sols. Total 6 liv. 17 sols.

Voici maintenant le détail de la dépense du voyage de *Bollioud* fils de *Valence* au *Bourg-Argental* et vice-versà les 5 et 7 août 1732. « Payé à Louis mon valet pour la dépense de deux chevaux et d'un cheval de bât, pour le voyage de *Valence* et pour le retour de mon fils scavoir : pour la dinée de 2 chevaux à *St-Jeure* 12 sols, ayant porté l'avoine, et 8 sols 6 deniers pour le diné de Louis, pour le coucher de 2 chevaux à *Tournon* 2 livres 10 sols, pour le souper de Louis 10 sols 6 d., pour la dinée de 2 chevaux aux *Granges* 1 livre 5 sols, pour la dinée de Louis 5 sols, pour la couchée de 2 chevaux à *Tournon* 2 liv. 10 sols, pour le souper de Louis 10 sols, pour le déjeuner de Louis 4 sols 6 deniers, pour

le cheval de harde (1) dont M. Nayme doit la moitié de la dépense pour le cheval de harde de Valence à Tournon, louage 1 livre 4 sols, pour la couchée 15 sols, pour le souper de l'homme 8 sols, pour le louage du cheval d'Annonay au Bourg-Argental 1 livre, pour un fouet de cheval pour mon fils 1 livre 4 sols, pour un relevé de fers 4 sols.

Le 19 août mon fils m'a donné son compte de despence depuis le 18 juin jour de son départ pour Lyon et pour Valence jusqu'au 6 août jour de son départ de Valence, par lequel il a despencé compris les frais de la thèse de bachelier la somme de 314 livres 1 sol et je luy avois donné 14 louis d'or de 24 livres montant à 336 livres.

Payé à Louis mon valet, pour le messenger qui a fourni un cheval pour les hardes de ma sœur de La Roche *depuis St-Pierre-de-Bœuf jusqu'au Bourg* 20 sols.

*Porteurs de chaise.* — Le 25 octobre j'ay payé à Louis mon valet, à Antoine Rose son frère, à Benoit Arnaud son beau-frère, à Comte Valet de M. de Sablon, à Comte Valet du fournier et à Vernet dit Jamet tisserand, à chacun d'eux 3 livres pour m'avoir porté de la Condamine au Bourg dans ma chaise.

Ce genre de voyage revenait évidemment plus cher qu'en carosse ou à cheval.

Le 31 mai 1733, le fils Bollioud reconduit Madame Ollivier à Vienne et son père note à cette occasion : J'ai donné à Benoit 24 livres pour la despence des chevaux et valets pour le retour de Madame Ollivier, dont il doit me rendre compte. La despence se monte à 7 livres 10 sols 6 deniers. Il y avoit 8 chevaux et 6 domestiques. Mon fils a payé la dépence des maîtres et est arrivé le samedi au soir 13 juin.

Une autre fois, en juin, pour la dinée de 3 chevaux et de deux valets à Serrières, 2 liv.

Le 16 juin louage d'un cheval pendant 2 journées, 2 livres.

*Septembre.* — Pour le souper de M. Chassepoul et le mien, chez Lafaurie à Vienne, 3 livres.

Pour le souper de Guillot, valet, 15 sols.

Pour les servantes, 15 sols.

(1) Cheval qui portait les bagages.

Pour le bateau, 12 sols.

Pour le cheval de M. Chassepoul, 25 sols.

Pour une chaise de poste, 9 livres, et 12 sols d'étrenne pour le postillon.

A la David, à Condrieu, pour le souper de Madame Gery et le mien, à 30 sols par tête, à 15 sols pour chaque valet et 10 sols pour leur déjeuner.

CHEVAUX

1732. — Le 6 octobre acheté du nommé Rat en présence de M. Gobert vicaire de Rutiange et de M. de Vernoux qui l'ont examiné un cheval noir de 3 ans, 183 livres et un sol, de 2 sols d'étrenne.

1735. — Acheté de M. Bollioud de la Gardette commis aux aides à St-Genis-Laval, un cheval blanc au prix de 200 livres tout nu.

INSTRUCTION. — MAÎTRES DES ARTS D'AGRÈMENT, OBJETS DIVERS

1732, 11 février. — J'ai donné 3 livres à M. Béolet, *Maître à chanter* de mon fils pour le mois de janvier du dit an, 3 livres.

14 février. — Payé pour inscription pour l'examen du baccalauréat de mon fils, 6 livres.

Pour l'examen, 10 livres.

Pour son auberge à Valence depuis le 30 janvier jusqu'au 13 février après dîné, réglé par M. de Deaux à 4 livres par jour avec son valet, 14 jours  $1/2$ , 58 livres.

1733. — 4 avril on retrouve un paiement pour le maître à chanter, M. Béolet, 6 livres pour 2 mois, et le 18 avril payé à M. Ramaux, maître écrivain, 14 livres pour deux mois et demy de 2 heures par jour de leçon d'écriture et de chiffres, pour le fils Bollioud.

La pension du même fils coûtait 24 livres par mois, de février à juin inclus de la dite année.

Le 8 janvier. — Pour le *Mercur* de novembre 1731, 12 sols.

Le 12. — Payé à Legrand, domestique de M. de Chambonas, savoir : pour une rame de papier coupé pour lettre contenant 80 cahiers et ce cahier composé de 6 feuilles, 3 livres.

Le 27. — J'ay payé à Madame de Sablon 12 sols pour le *Mer-*

*cure de Hollande*, de décembre dernier quelle m'a remis, 12 sols.

11 février. — Legrand, valet de chambre de M. de Chambonas, m'a apporté une rame de papier ordinaire à écrire de 3 livres 10 sols la rame. Une autre rame de moins fine de 50 sols la rame ; deux rames de papier coupé pour lettres à 50 sols la rame achetées chez *Mongoufier* (1) papetière de Vidalon près de Boulieu.

29 avril. — Acheté chez le sieur Rollet, marchand quincaillier sur le *port de bois* de *Bellecour* une petite lorgnette 1 livre 16 sols plus une tabatière 10 livres.

2 paires de lunettes avec leur étui doublé de chagrin 40 sols la paire.

Le 30 avril. — Acheté chez le sieur Thomas, épicier rue Mercière, un recueil de menuets 4 livres, les deux et troisième livres des cantates du sieur Clerambault, savoir : le 2<sup>e</sup>, 3 livres, le 3<sup>e</sup>, onze livres.

10 mai. — Payé au sieur Girard, baigneur, pour 2 chambres et une *bouge* pour mon fils, pour moi et pour mon valet depuis le 19 avril jusques au 30 du dit mois à 3 livres par jour, 36 livres plus 6 livres pour 3 bains pour mon fils.

Le 17 septembre, M. Bollioud payé pour son fils, les objets suivants qu'il a fait venir de Paris par M. de la Rivoire.

Une tabatière, 150 livres !

Trois livres de chansons des parodies dont il y a 2 livres reliés ensemble et le troisième sans reliure à 6 livres pièce.

8 volumes in-12 des *journées amusantes* de Madame de Gomès à 50 sols le volume, 3 volumes in-12 des *illustres françoises* 7 livres, 5 volumes in-12 de nouveaux recueils de chansons notées à 3 liv. le volume.

1732. — Le 25 janvier j'ay donné à Suisse deux rouleaux de *tabac* pour raper.

Il m'a remply la bouteille de verre carrée à quatre doigts près.

14 février. — J'ay reçu de M. Pupil de Tournon suivant sa lettre du 13 six livres *Brésil* (tabac) à 3 livres, huit livres et demi *clérac* à 2 livres, en tout 43 livres.

(1) Montgolfier, fabricant de papier à Vidalon, plus tard la raison sociale devient : Canson et Montgolfier.

23 avril. — Payé à M. Nicolaï pour un rouleau de tabac à raper de 3 livres, 9 livres. (Soit 3 livres la livre de tabac).

24 avril. — Le valet de chambre de M. Nicolaï ma achepté une livre de tabac à fumer au prix de 45 sols et 2 pipes 6 sols, ledit jour, Suisse mon valet en a achepté une livre 24 sols et 2 pipes 4 sols.

*Recette pour faire de l'encre.* — Voici un achat de drogues destiné à faire une provision d'encre comme on la préparait alors, savoir :

2 livres noix de Galles 2 livres, 6 onces vitriol 9 sols, 6 onces alun de roche 3 livres, 2 onces sucre candi 3 sols, 2 onces gomme 2 sols. C'est grâce à cette recette excellente que l'écriture des manuscrits et des documents de plusieurs siècles en de ça sont arrivés jusqu'à nous encore lisibles. Dans toutes les maisons où l'on attachait quelque importance à ce détail l'on fabriquait ainsi son encre pour longtemps car la devise de la bonne encre était : *plus je vieillis plus je noircis.*

1735. — Le 11 janvier acheté 15 douzaines de pipes de Ponsard (Drôme), du nommé Ricard, à 9 deniers la pièce ou à 9 sols la douzaine.

Il doit s'agir de pipes de terre communes comme celles fabriquées encore de nos jours dans les ateliers voisins de Serves, canton de St-Vallier.

*Tabac de Hollande.* — Un rouleau de tabac de Hollande pesant 3 livres est payé 9 livres, soit 3 livres par livre, ce qui est le prix des acquisitions précédentes lesquelles devaient être de même origine et pour la tabatière.

*Poudre à poudrer* à 5 sols la livre.

*Pâte* pour décrasser les mains à 12 sols la livre.

12 savonnettes à barbe achetées à Lyon 22 sols.

Payé au matelassier de St-Chamond pour avoir refait 7 matelas à 12 sols chaque, 4 livres 4 sols.

Le 12 novembre 1733 acheté pour ma fille de la Tuillière et pour faire un corset trois quarts et demy de molleton à 54 sols l'aune et trois quarts de cotonne à 3 livres 10 sols l'aune.

1734. — *Papier.* — Acheté chez M. Johanot dit l'officier, marchand papetier à Annonay, deux rames de papier ordinaire pour

écrire à 50 sols la rame, et une rame de papier coupé pour lettres à 3 livres 10 sols la rame.

FRAIS DE BAPTÊME. — ETRENNES DU JOUR DE L'AN ETC...

1732. — Le 1<sup>er</sup> juillet pour le baptême de ma fille de Tavernost à Trévoux.

Pour un carosse à 2 chevaux pour aller à Trevoux, 16 livres.

Pour le cocher, étrenne, 24 sols.

Pour le bouquet de la commère, 16 livres.

A la releveuse (sage-femme) de ma fille de Tavernost, 6 livres, (ou 2 écus).

A la garde, 6 livres.

A la nourrice, 6 livres.

Aux 3 domestiques de M. de Tavernost, 9 liv.

Aux sonneurs, 30 sols.

Aux clercs, 48 sols.

Aux pauvres, 12.

En tout, 64 liv. 16 sols.

Voilà donc ce que coutait un baptême au parrain d'un certain rang, comme l'était le riche Bollioud dont s'agit.

1732

*Etrennes du 1<sup>er</sup> janvier.* — Voici les étrennes du 1<sup>er</sup> janvier que distribue M. Bollioud aux gens de sa maison dont la composition est ainsi indiquée, et a son fils.

A Antoine Verrier, gros valet, 1 liv. 16 s.

A Guillot, mon valet, 3 liv.

A Louis, gros valet, qui est parti, 1 liv. 16 s.

A Suisse, mon valet qui est parti, 3 liv. 12 s.

A la Marie, cuisinière, 1 liv. 16 s.

A Ysabeau, fille de chambre, id.

A Marianne, grosse servante, id.

A la Vincent, fille de chambre de ma sœur de la Roche, 3 liv.

Au meunier, 8 sols.

Au valet du fournier, 8 s.

Aux deux clercs de l'église, 4 sols à chacun.

A la quête de la miséricorde, 3 liv.

A celle de l'église, 24 sols.

Au valet du boucher, 8 sols.

A mon fils, 4 louis d'or de 24 liv.

Le tout montant à 120 livres 6 sols.

Aux pauvres du Bourg il donne à chacun une pièce de 6 deniers, en tout 338 pièces de 3 deniers faisant 4 liv. 4 s. 6 deniers.

1733. — Juin, acheté 4 sourissières à 6 s. pièce, une sourissière double 8 sols, 3 sourissières rondes a fil darchal à 6 s. pièce et 4 petites a ressorts à 4 sols pièce.

*Perruques.* — A M. Paquet mon perruquier pour une *perruque* *ronde* 18 livres.

Pour la boîte 5 sols, pour étrenne au garçon 8 s. ,

Au perruquier de M. Nicolai, une *perruque à la Cavalier* 32 livres.

Pour l'étrenne au garçon 8 s.

Pour 3 rasoirs achetés à l'*Ecrevisse*, place Confort à Lyon 5 liv. 5 sols.

Pour 4 petits peignes de corne pour les perruques et cheveux 1 livre 4 sols.

12 livres de poudre à poudrer à 4 sols la livre.

12 savonnettes légères 2 livres.

4 onces pommade pour les cheveux à 4 sols l'once.

Une bouteille d'huile d'amande douce *pour les perruques* 26 sols.

1734. — Etrennes du 1<sup>er</sup> janvier.

A Antoine Verrier gros valet 36 sols.

A la Marie cuisinière id.

A la Marianne grosse servante id.

A St-Jean valet 3 livres.

A l'Isabeau autre jeune servante 36 sols.

A la Bochu fille de chambre de ma sœur de la Roche 3 liv.

A mon fils 4 louis de 24 livres.

A une fille de la Thuillière 24 livres.

Aux deux clercs 4 sols chacun.

Au valet du fournier 8 sols.

En tout 143 livres.

*Charge de lieutenant général d'épée* au baillage de Bourg-Ar-gental.



Pret annuel de 1734. — M. Nicolai a payé le prest et l'annuel de mon office de lieutenant général d'épée de 1734, montant à 62 livres, 1 sol 8 deniers.

*Dictionnaire de Bayle.* — Payé 80 livres pour ma souscription aux 5 volumes in-f° du *dictionnaire de Bayle*, le 8 février 1734.

1735. — *Etrennes* du jour de l'an. — A ma fille de la Thuillière 48 livres.

A St-Jean mon valet 3 livres.

A Antoine gros valet id.

A la Marie cuisinière 36 sols.

A la Marianne id.

A l'Isabeau id.

A Madelon fille de chambre de ma sœur 36 sols.

Au valet de M. Bollioud de Tartara 48 sols.

Au valet du meunier 8 sols.

— du fournier id.

— du boucher 4 sols.

Au deux clercs 12 sols.

A la quête de la Miséricorde 6 livres.

En tout 71 livres.

*Maître à danser.* — Donné à Tracol maître à danser d'Annonay pour son voyage d'un jour 6 livres, et l'ay nourri et couché avec sa femme.

*Bénédiction de cloche.* — Le 16 février 1735 payé 42 livres à la bourgeoisie du Bourg qui s'est mise sous les armes pour la bénédiction de la cloche dont mon fils a été parrain, plus M. Chassepoul a donné à mon fils le dit jour 6 livres, plus j'ay donné à mon fils 24 livres pour mettre au bassin le dit jour (quête).

#### MÉDECIN.

24 avril 1733. — Payé à M. Caintin médecin d'Annonay pour l'ordonnance sur ma maladie et sur l'indisposition de mon fils 12 livres.

8 juin. — « Payé pour la saignée faite à mon fils par M. Frémon en may, 10 sols.

*Barbes et médicaments.* — Payé à M. Paret chirurgien et apothicaire 40 livres pour médicaments depuis le 18 avril 1731 jusqu'au dit jour suivant (pour l'année suivante) son état montant

48 livres 13 sols, dont il a passé quittance au bas, plus 33 livres pour 3 années de barbes et cheveux au 19 mai dernier à 11 livres par année.

1735. — Le 18 mars. — Payé à M. Demeure, médecin à Annonay, pour 3 jours à l'occasion de la maladie de ma sœur de la Roche, 18 livres.

#### DISPENSES DU CARÊME.

1732. — Le 3 mai payé à M. Gautier, curé de Bourg-Argental pour la dispense de huit personnes des œufs et du fromage, 1 livre.

1733. — Le 5 avril jour de Paques payé à M. l'abbé Gautier 5 liv. 2 sols savoir 4 liv. 10 s. pour la permission de la viande pour Madame Dallier, mon fils et moi, et 12 sols 6 deniers pour la permission des œufs pour ma sœur de la Roche et quatre domestiques.

#### MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION. — CHAUX.

1732. — 27 mai. — Fait venir de St-Pierre-de-Bœuf 20 muids de chaux que je dois à Troisoireilles le pontonnier et la voiture à Robin, à raison de 12 sols le muid de voiture.

Le prix du muid ressort dans les divers achats de chaux à 10 sols le muid plus la voiture 2 ou 4 sols le muid suivant la distance.

Juillet 1734. — Briques. — Payé pour la voiture de la grande et petite brique voiturée de St-Pierre-de-Bœuf à Bourg-Argental montant 2346 à raison de 80 briques des grandes par charge et de 130 des petites à 10 sols la charge.

Les grandes sont payées 12 sols le cent et les petites à 6 sols le cent et la voiture de Chavanay à St-Pierre-de-Bœuf 3 liv. 5 sols.

Poudre de mine. — Acheté à Saint-Etienne 15 livres poudre à canon pour les mines à 20 sols la livre.

Cordes. — Une corde à puits pesant 28 livres et payée 1 liv. 6 s.

Le 29 mars 1735, acheté à Vienne :

20 livres de poudre à canon à 20 sols la livre.

Une livre de poudre fine à 25 sols la livre.

22 avril. — 20 livres de poudre à canon de St-Etienne payées à raison de 21 sols la livre.

10 mai. — Acheté à Annonay :

53 livres colle de blancher à 4 sols 6 d. la livre.

150 livres blanc de Troyes à 2 s. 6 d. de la livre.

*Clous millierons.* — Acheté de Lary au Chambon 2 milliers de clous millierons pesant 13 livres le sac à 5 sols la livre.

*Tuiles.* — 1500 tuiles de Roussillon, de la tuilière du sieur Raymond sont payées 21 livres le millier, voiturées au bord du Rhône du côté du Dauphiné et 2 livres pour l'embarquement et le débarquement à St-Pierre-de-Bœuf, au patron de cette localité.

*Cloux de sapin et clous de chêne.* — On distinguait ces deux espèces de clous pour la charpente, en raison de la différence de résistance de ces deux bois qui exigeait une forme et une qualité différentes aussi du clou. Leur prix était le même que celui des autres modèles, 5 sols la livre.

#### FER, ACIER.

1732. — 17 janvier. J'ai payé à Louis mon valet pour 9 livres fer à 3 livres 9 deniers la livre pour faire une hache.

1 livre 9 deniers pour un acier.

5 sols 6 deniers, au maréchal pour la façon de la dite hache 10 sols.

11 février. — Payé à Boisset maréchal pour 15 fers et 9 relevés, les 2 relevés pour un fer à 8 sols le fer.

1735. — Le 7 avril, acheté 7 livres  $\frac{1}{2}$  de fer en règle à 3 s. 6 d. la livre pour des aiguilles pour mines.

104 livres de clous de lards pris au Chambon à 5 sols la livre.

Les clous gros, moyens et petits pour la charpente et la menuiserie sont payés au même prix de 5 sols.

Le 28 août. — Acheté à St-Etienne :

94 livres fer en règle à 3 sols la livre.

25 livres verge ronde à 3 s. 9 d.

10 barres de portes pesant 21 livres à 5 sols la livre.

#### MAIN D'ŒUVRE ET JOURNÉES DE TRAVAIL

1732, 6 février. — Payé à Benoit Arnaud, pour 4 journées scavoir : 2 pour avoir fait l'huile au moulin de Montchal (Bourg-Argental) à 7 sols et deux autres pour le service de la maison à 5 sols.

En tout 24 sols.

Au mois de mai, 2 journées au valet, 14 sols.

Au mois de juin, journées pour fendre le bois et le mettre en bucher, payé 39 journées à 14 sols l'une.

Le 23 juin, 2 journées employées au jardin, payées 14 sols, soit 7 sol. par jour.

*Chanvre.* — Du 31 décembre payé aux peigneurs de chanvre pour 216 livres d'œuvre à 9 deniers les 2 livres, et 35 livres de fin au mesme prix, 4 liv. 13 s.

La journée de maçon, au mois de mai 1733, était payée 10 sols, et celle de la manœuvre ou compagnon, 7 sols.

Le 2 juin 1733 les prés sont fauchés au Bourg et on tourne les foins, à 7 sols la journée.

Le 19 juillet on moissonne, à 13 sols la journée.

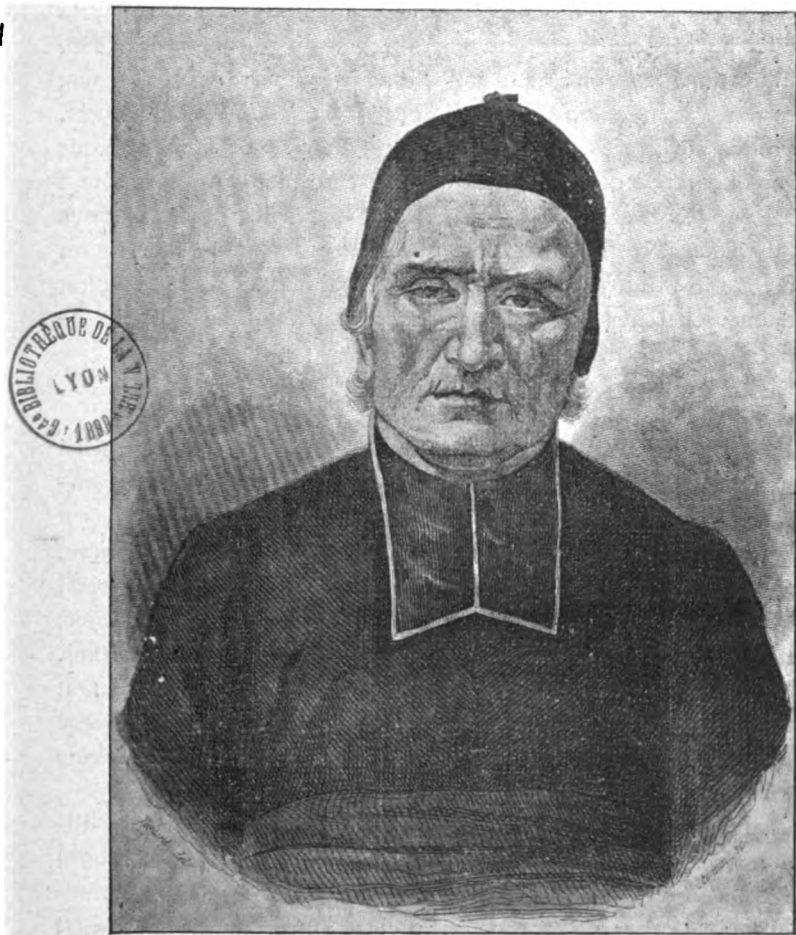
1735. — 3 scieurs de long pour scier des chênes et sapins, à raison de 15 sols par jour chacun.

Paul D'ALBIGNY.



# L'ABBÉ DUBOIS, DE ST-REMÈZE

Son acte de baptême. — Son départ pour l'Asie en 1792. — Tippo-Sahib et les volontaires français au Mysore. — Conversion et reconversion des chrétiens indigènes de Seringapatam. — Le manuscrit de l'abbé Dubois sur les mœurs et coutumes des Hindous. — Le mérite en est reconnu par les autorités anglaises, et la Compagnie des Indes en fait l'acquisition. — L'estime et le respect que les brahmes eux-mêmes témoignaient à l'abbé Dubois. — La publication de l'édition anglaise en 1817 et de l'édition française en 1825. — Comment l'abbé Dubois avait obtenu la confiance des Hindous. — Le catholicisme mieux traité par les Anglais dans leurs colonies qu'il ne l'est en France sous le régime actuel.



L'ABBE DUBOIS, DE ST-REMÈZE

Un ami nous ayant communiqué, au mois de septembre dernier, un numéro d'une feuille américaine, le *Catholic Standard*, de Philadelphie, qui contenait un long article sous le titre : *A French Priest among Brahmans — the Abbe Dubois, who labored for thirty — one Years in India* (Un prêtre français parmi les brahmes — l'abbé Dubois qui a travaillé trente-un ans dans l'Inde), nous nous rappelâmes que nous avions jadis réuni quelques notes sur ce personnage, notamment une liste de ses ouvrages. Nous retrouvâmes ces notes, auxquelles était venu se joindre une courte notice de la *Semaine religieuse de Viviers* du 10 septembre 1886, qui résume les données du *Dictionnaire Feller*. Nous avons, depuis lors, consulté à la Bibliothèque Nationale les ouvrages, devenus fort rares, de l'ancien missionnaire des Indes ; nous avons demandé des renseignements aux Missions étrangères et à St-Remèze ; bref nous avons frappé à toutes les portes où nous pouvions espérer quelque renseignement utile en vue d'écrire un aperçu bio-bibliographique de l'abbé Dubois, et c'est le résultat de nos recherches que nous donnons aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue du Vivarais*.



L'abbé Dubois naquit à St-Remèze le 10 janvier 1766, ainsi qu'il résulte de son extrait de baptême, qui nous a été obligeamment communiqué par M. Merle, curé de cette paroisse :

« L'an 1766, et le 10 janvier, dans ladite paroisse de St-Remèze, a été baptisé, le même jour de sa naissance, Jean-Antoine Dubois, fils naturel et légitime à Simon Dubois et à Madeleine Madier, du lieu et paroisse susnommés. Le parrain a été Antoine Madier, son oncle, et la marraine, Marianne Bosson, sa sœur utérine. Ont été présents : Jean Madier et Jean Chauliac du même lieu. Signé avec nous le parrain, la marraine illettrée — de ce enquis et requis Madier — Madier — Chauliac — Souchon, prêtre ».

Jean-Antoine Dubois fit ses études au collège du Bourg-St-Andéol, et peu après il partit du diocèse pour aller à Paris, où il termina ses études au Séminaire des Missions étrangères.

Il quitta la France en 1792 avec cinq autres missionnaires (1)

1) ADRIEN LAUNAY. *Hist. générale des Missions étrangères*, II, 272.

qui furent embarqués comme lui sur un de ces voiliers du temps sur lesquels la Compagnie des Indes françaises défrayait, de par le roi, les hommes apostoliques, et il était quelques semaines après à Pondichéry, d'où il se rendait dans le Mysore (ou Meïssour), sur la côte de Malabor.

Rien dans la situation actuelle de ce petit royaume indien ne devait rendre facile le pacifique ministère de l'abbé Dubois.

Tippo-Sahib continuait ses longues luttes contre les Anglais. Affaibli même par ses victoires, ce fidèle allié de la France avait envoyé en 1788 des ambassadeurs à Louis XVI pour lui demander des secours, et on s'était borné à leur donner des fêtes. Ce fut en vain que, dans la suite, en 1792 et 1796, il renouvela son appel. La vieille monarchie française avait bien autre chose à faire en 1792, et le gouvernement qui l'avait remplacée, en 1796, bien qu'ayant défendu victorieusement ses frontières, était dénué de tous moyens pour exercer une influence effective dans un pays aussi éloigné que l'Inde. Privé de tout appui, le dernier nabab du Mysore s'ensevelit, le 4 mai 1799, sous les ruines de sa capitale, après une résistance digne d'un meilleur sort.

Ces dix ans de grandes guerres devaient naturellement paralyser la mission de l'abbé Dubois. Ils attristèrent surtout son patriotisme. Le gouvernement de son pays se désintéressait de ses plus solennelles promesses ; il abandonnait à la merci des Anglais les anciens possesseurs de Pondichéry et la plus belle colonie du monde. La Révolution, qui absorbait, d'ailleurs, toute l'attention et toutes les forces de la France, poussa bien quelques Français dans la capitale du Mysore. Mais ce n'étaient pas ceux qui sauvent un Etat. C'était une manière des garibaldiens que nous avons subie. « Ils se réunirent à ceux de leurs compatriotes que le sort de la guerre avait amenés dans ces pays, et tous ensemble formèrent un club dont l'objet était de *jacobiniser* les Indes et d'y détruire tous les souvenirs, à l'exception toutefois du *citoyen-prince Tippo le Victorieux*, l'allié, l'ami de la R. F. sa cousine germaine. L'abbé Dubois se rendait autrement utile que ces apôtres de l'humanité. Il profitait des intervalles de paix pour remplir son ministère et ne négligeait aucune occasion de s'instruire. Il s'efforçait surtout de consoler et de soutenir les infortunés alliés de son pays. Pen-

dant plus de trente ans, il en fut l'apôtre et le père ». Ses qualités, sa grande charité surtout lui gagnèrent l'affection des populations qu'il évangélisait dans leur propre langue (le talmoul). Aussi son départ pour l'Europe en 1823 fut-il pour elles un véritable deuil (1).

Tippo avait obligé tous les chrétiens indigènes à se faire musulmans, mais aucun prêtre de la Société des Missions étrangères ne fut atteint par la persécution du nabab. L'abbé Dubois était l'ami de tous les Français enrôlés dans les troupes du sultan. Il fut respecté. Après la mort de Tippo et la prise de Seringapatan par les Anglais, il se fixa dans cette ville que commandait le colonel Wellesley. Le futur duc de Wellington accueillit le missionnaire avec distinction ; il lui donna carte blanche pour exercer son ministère et construire des églises partout où il le jugerait à propos. Le zélé missionnaire s'occupa d'abord de ramener à Dieu les apostats, dont on comptait dans la seule ville de Seringapatan jusqu'à 1800, tombés par ignorance plus que par faiblesse ; il interrogea son évêque sur la conduite à tenir envers eux ; il penchait pour l'indulgence et plaidait en ces termes la cause de ces malheureux : Tous témoignent le plus grand désir de revenir à la foi qu'ils ont trahie au moins à l'extérieur ; mais ils paraissent ne pas comprendre que d'avoir subi en silence le joug de la circoncision et d'avoir assisté jusqu'à présent à la mosquée, est un péché et un très grand péché.

Msgr Champenois partagea l'avis du missionnaire. Les mesures qu'il indiqua furent empreintes de cet esprit de modération qui faisait le fond de son caractère. Bientôt la plupart des coupables consolèrent par leur ferveur l'Eglise que leur chute avait désolée (2).

C'est ici le lieu, avant d'entrer dans l'examen des publications de l'abbé Dubois et d'en indiquer les traits essentiels, de raconter comment le précieux manuscrit, dans lequel il avait concentré le fruit de ses observations, pendant les douze ou quinze premières années de son séjour aux Indes, fut acheté par les Anglais.

Vers 1805, le gouverneur anglais de Madras, informé qu'un

(1) FELLER — *Semaine religieuse de Viviers*.

(2) LAUSAY, II, 318.



missionnaire français avait recueilli des documents sur le peuple de l'Inde, témoigna le désir d'en faire l'acquisition pour le compte de la Compagnie des Indes. Voici un extrait de la lettre écrite par ce haut fonctionnaire, en date du 24 décembre 1807, à la cour des directeurs de la Compagnie :

..... Nous appelons votre attention sur les pièces notées en marge, relatives à un ouvrage nouvellement composé par l'abbé Dubois, homme de mœurs irréprochables, qui, ayant échappé aux massacres de la Révolution française, se réfugia dans l'Inde, où, depuis cette époque il s'est livré avec zèle aux pieuses fonctions de missionnaire, et s'y est acquis, tant de la part des Européens que de celle des naturels du pays, un degré d'estime, auquel, selon nous, sont parvenues peu de personnes de sa profession. C'est néanmoins au milieu des indigènes que ce missionnaire a principalement vécu, et il a mis à profit la longue durée de ses communications avec eux, pour écrire une relation détaillée des coutumes et mœurs indiennes. Afin de vous donner une idée particulière du mérite de son ouvrage, nous insérons le passage suivant d'une lettre que le major Wilks, qui remplissait dernièrement les fonctions de résident dans le Meissour, contrée que l'abbé Dubois a le plus longtemps habitée, écrivit au secrétaire de notre ci-devant président :

« Le manuscrit de l'abbé Dubois, dit-il, me fut remis par lui-même au commencement de l'année 1806. Autant que mes connaissances acquises avant cette époque et les recherches auxquelles je me suis livré depuis me permettent d'en juger, ce manuscrit renferme, sur les coutumes et les mœurs des Indiens, les notions les plus exactes et les plus complètes qui existent dans aucune langue d'Europe ; d'où je conclus qu'on ne peut élever le moindre doute sur l'utilité générale d'un ouvrage de ce genre. Tous les Anglais qui résident dans l'Inde ont intérêt à acquérir, concernant les usages particuliers aux castes indiennes, des connaissances qui les mettent en état d'entretenir avec les naturels des rapports journaliers d'affaires ou de politesse, en évitant de blesser leurs préjugés. Les Européens ne connaissent guère ces préjugés que comme des faits isolés, et un ouvrage qui nous fournirait les moyens de généraliser les idées que nous en avons, en indiquant les sources d'où ces préjugés dérivent, serait, surtout entre les mains des jeunes employés de la Compagnie, un manuel dont les avantages pour l'intérêt public n'ont pas besoin d'être développés. Désirant obtenir, sur le mérite de cet ouvrage, un témoignage d'un plus grand poids que le mien, je le soumis à l'examen d'une personne distinguée par ses hautes connaissances littéraires, qui me le renvoya accompagné d'un éloge qui justifiait et au-delà la bonne opinion que j'en avais conçue d'avance ; mais (et c'était là le principal objet de ma communication) je ne pus obtenir d'elle la permission de faire usage de son nom ».

Ce manuscrit fut remis à lord William Bentinck, avant son départ de Madras, et M. Petrie, son successeur, après avoir, dans une note particulière, exposé les raisons qui avaient empêché qu'on ne s'en occupât plutôt, ajoute :

« L'abbé Dubois, n'ayant pas les moyens de faire imprimer son ouvrage à ses frais, et l'intérêt public exigeant qu'un travail si utile ne demeurât pas inconnu, on jugea nécessaire d'aviser au parti le plus convenable à prendre pour en effectuer la publication. Après une mûre délibération, il fut décidé que l'ouvrage serait acheté au compte de la Compagnie, moyennant 2.000 pagodes (environ 20.000 francs). Quelque modique que fût cette somme pour un travail qui a dû coûter beaucoup de peines à l'auteur, on eut l'assurance qu'il s'en contenterait. Il convient de faire remarquer en même temps qu'il est probable que cette somme sera pleinement couverte par la vente d'un ouvrage qui ne saurait manquer de piquer vivement la curiosité. »

... Lord William Bentinck, après qu'il se fut retiré du gouvernement, dit à son successeur en conseil en lui remettant le manuscrit : « Cet ouvrage est regardé par sir James Mac-kintosh, comme le tableau des mœurs des Hindous le plus ample et le plus détaillé qui existe en aucune langue d'Europe. »

Le sentiment de sir James Mac-Kintosh à ce sujet a été confirmé par celui de M. William Erskine, de Bombay, homme d'un mérite distingué, et également versé dans la connaissance de la mythologie, de la littérature, des mœurs et des institutions de l'Inde.

Voici comment lord William Bentinck résume son opinion :

« Le résultat de mes observations pendant ma résidence dans l'Inde, est qu'en général les Européens ne savent rien ou du moins que peu de chose des coutumes et des mœurs des Hindous. Nous connaissons tous, à la vérité, quelques traits saillants, quelques particularités remarquables que chacun peut saisir en passant ; mais nous manquons de documents exacts sur leur manière de penser, leurs cérémonies et leurs habitudes domestiques, enfin sur ce qui constitue la véritable physionomie d'un peuple. Nous entendons très-imparfaitement leur langage, peut-être le nôtre leur est-il plus familier : mais leur instruction sur ce point n'est pas assez étendue pour qu'ils puissent exprimer des idées que les mots isolés dont ils font habituellement usage, ne représentent que difficilement. Nous n'avons et ne pouvons avoir aucun commerce suivi avec les naturels ; nous ne les voyons point chez eux et au sein de leurs familles. La chaleur nous force de vivre confinés dans nos demeures ; ne pouvant pourvoir à nos besoins ni conduire nos affaires par nous-mêmes, ce qui établirait entre nous et les indigènes des relations plus fréquentes, nous sommes par le fait étrangers dans le pays. J'ai senti personnellement le besoin d'un ouvrage qu'on pût consulter pour se former une idée juste des opinions et des mœurs des naturels ; et je pense que, sous un point de vue politique, les renseignements que renferme celui de l'abbé Dubois seraient de la plus grande utilité

pour les employés du gouvernement, en ce qu'ils les aideraient à régler leur conduite sur les coutumes et les préjugés des habitants. »

L'auteur se montre rarement en personne dans son ouvrage ; mais une seule anecdote que nous tenons de source authentique, suffira pour laisser dans l'esprit des lecteurs une impression favorable sur son compte. « Tout ce que j'étais de l'histoire et du caractère de l'auteur, dit le major Wilks dans sa lettre au gouvernement de Madras, c'est qu'il échappa aux fusillades de la Révolution française (1), et que depuis il a vécu au milieu des Indiens, comme un Indien même. Quant à la considération qu'inspire sa conduite irréprochable, il suffit de dire que, dans ses excursions, quand il approche d'un village, les brahmes, par un sentiment spontané de déférence et de respect, nettoient et disposent tout dans leurs maisons pour le recevoir, sans l'intervention et ordinairement sans prendre avis des agents du gouvernement. »

Bref, la première édition de l'ouvrage de l'abbé Dubois en anglais parut à Londres en 1817, en un beau volume in-4° sous ce titre :

*Description of the character, manners and customs of the people of India and of their institutions, religions and civil, translated of the french MS. London, Longman 1817, in-4°, 2 liv. 2 sh. (2).*

L'ouvrage a une préface datée de Londres 2 décembre 1816, et c'est de cette préface que sont extraits les détails qui précèdent.

Dans l'intervalle écoulé entre la remise de son manuscrit et sa publication à Londres, l'abbé Dubois, ayant continué ses recherches sur les hommes au milieu desquels il vivait, était parvenu à se procurer beaucoup de particularités curieuses qui manquaient dans son travail primitif. Il s'appliqua, de plus, à faire de celui-ci une révision soigneuse, et c'est cet ouvrage, ainsi rectifié et augmenté, qu'il présenta au public dans l'édition française dont voici le titre :

*Mœurs, Institutions et Cérémonies des peuples de l'Inde.* — Paris, 1825. — Chez Merlin, libraire. Imprimé par autorisation du Roi. — A l'Imprimerie royale (3).

(1) Ce fait (dit l'auteur dans une note de l'édition française de 1825) n'est pas précisément exact. Il est bien vrai que je fuyais les horreurs de la Révolution, de laquelle j'aurais été probablement victime en commun avec les personnes dont je partageais les sentiments religieux et politiques ; mais je m'embarquai pour l'Asie environ deux ans avant qu'il fut question de fusillades.

(2) Cet ouvrage se trouve à la Bibliothèque Nationale sous la cote Ok 2. 141.

(3) Bibliothèque Nationale, Ok 2. 149.

Cependant comme il aurait cru manquer de délicatesse à l'égard de la Compagnie des Indes, qui lui avait acheté son manuscrit, et à laquelle il se plaît à reconnaître qu'il avait beaucoup d'obligations, il demanda préalablement à cette compagnie l'autorisation de mettre au jour ce résultat de ses premières et de ses nouvelles recherches, ce qui lui fut très gracieusement accordé « par déférence, dit la lettre, pour votre caractère, et afin que les sciences en général profitent sans réserve du fruit de vos recherches. »

Enfin, tout récemment, il a été publié à Oxford une nouvelle édition anglaise, mettant à profit tout ce qui avait paru dans l'édition française de 1825, avec une préface de Max-Muller, qui confirme, en les accentuant, les éloges déjà donnés au livre de notre compatriote. Nous en reparlerons plus loin. Pour le moment, laissant de côté le fond de l'ouvrage, nous nous bornerons à relever dans la préface de l'édition de 1825 les passages qui touchent plus ou moins à la personnalité de l'auteur.

Durant son séjour prolongé dans l'Inde, notre compatriote ne laissa échapper aucune occasion de recueillir des matériaux et des renseignements. Ayant acquis une parfaite connaissance de la langue, il puisa naturellement dans les livres indiens les plus estimés du pays. Il mit aussi à contribution quelques mémoires détachés, toutes les fois qu'il put constater l'authenticité des faits qui s'y trouvaient consignés. Mais c'est surtout à ses communications libres et familières avec différentes classes d'indigènes, sans en excepter les brahmes, qu'il fut redevable de la plupart des notions contenues dans son livre.

Dès sa première apparition parmi les naturels de l'Inde, il reconnut la nécessité indispensable de gagner leur confiance. « Pour y parvenir, dit-il, je me fis une loi de vivre comme eux ; j'adoptai leurs vêtements ; j'étudiai leurs habitudes, leurs manières d'agir et de converser dans le monde, afin de m'y conformer ; j'allai jusqu'à ne point montrer de répugnance pour la plupart de leurs préjugés. C'est cette conduite circonspecte qui me valut en tout temps un accueil facile et exempt de méfiance de la part de citoyens des diverses tribus, et qui me fournit souvent l'occasion de recueillir de leur propre bouche des particularités curieuses ou intéressantes. »

L'auteur avoue modestement les défauts de son œuvre, mais il n'hésite pas à le livrer au public à cause des utiles matériaux qu'il fournira à des mains plus habiles.

« Un motif d'un plus grand poids à mes yeux, ajoute-t-il, a influé sur ma détermination. En traçant un tableau fidèle des turpitudes et des extravagances du polythéisme et de l'idolâtrie, j'ai pensé que sa laideur ferait ressortir avec un immense avantage les beautés et perfections du christianisme. Multiplions les vœux pour que le Tout-Puissant fasse luire le flambeau de la vérité sur ces belles contrées qu'arrose le Gange. Sans doute le temps est encore éloigné où l'opiniâtre Indien, ouvrant enfin les yeux à la lumière, s'arrachera à ses ignobles superstitions ; mais, gardons-nous d'en désespérer, un jour viendra où l'étendard de la croix brillera sur les pagodes de l'Inde, comme il brille sur le Capitole. »

L'abbé Dubois témoigne une reconnaissance particulière pour M. Cole, le résident anglais au Mysore, qui l'a comblé de bienfaits pendant le séjour de plus de vingt ans qu'il a fait dans cette partie de l'Inde. Il avoue que tous les dépositaires du pouvoir ne lui ressemblent pas, mais il rend hommage d'une façon générale aux efforts du gouvernement anglais pour réprimer les abus et améliorer le sort du pays. Nous verrons plus loin ce qu'il pense des difficultés que présente le travail d'assimilation européenne avec un peuple tel que les Indiens.

Constatons, à ce propos, à l'honneur des Anglais, un fait qui contraste avec les vexations dont, sous le régime actuel, la religion de l'immense majorité du pays est l'objet en France, c'est que, de l'aveu de tous les missionnaires, les Anglais, aujourd'hui comme du temps de l'abbé Dubois, traitent généralement les missionnaires catholiques avec justice, et s'ils favorisent davantage la propagande protestante, ils n'entravent pas l'apostolat catholique.

(*A suivre.*)

A. MAZON.



# ETUDES FRANCISCAINES

## SUR LA RÉVOLUTION

### DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ARDECHE

---

(Suite III et fin)

---

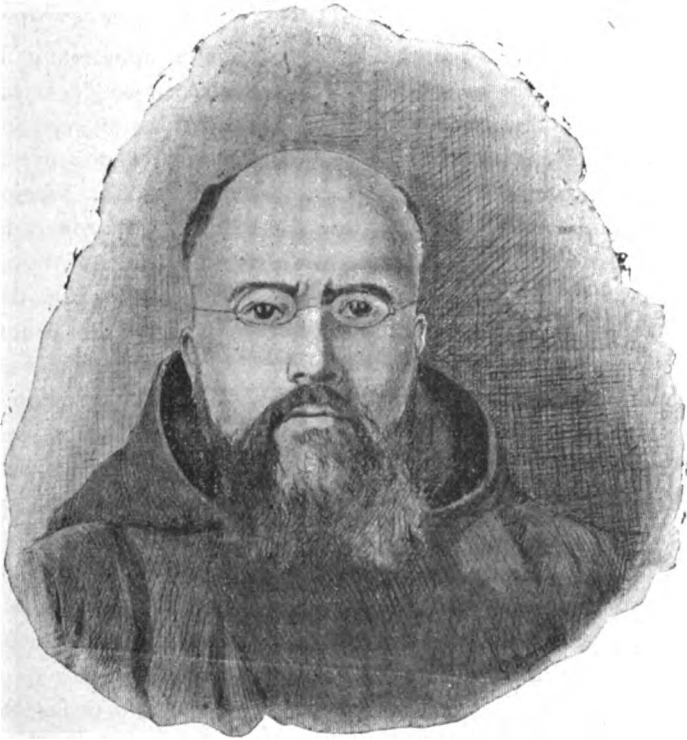
#### CAPUCINS DE TOURNON

1. MAIGRON, N., en religion P. FÉLICIEN de Villeneuve-de-Berg, était gardien de cette maison. Il se jeta dès le principe dans le schisme : chez lui, cette faute était d'autant plus spécialement blâmable, qu'il était homme fort instruit, ayant été lecteur de théologie au couvent de Vienne et définiteur de sa province. Il quitta donc le couvent de Tournon dès l'origine du schisme, et fut installé vicaire de la paroisse d'Annonay en même temps que M. Seguin en prenait possession comme curé constitutionnel (Filhol, *Histoire d'Annonay*, III, p. 56). Il n'y demeura pas longtemps ; car, le 7 septembre 1791, il était à la fois vicaire épiscopal de Valence et supérieur du Séminaire diocésain de la Drôme. En 1793, il était remplacé dans cette charge par un nommé Cluze. Il continua la série de ses fautes, que M. Vernet, dans ses notes secrètes, résume ainsi :..... « puis curé intrus dans plusieurs diocèses, et membre des Sociétés populaires, aux réunions des quelles il prit part, ainsi qu'aux fêtes républicaines. Il abdiqua ses fonctions. Il rétracta enfin ses nombreuses fautes le 5 août 1795, accepta une pénitence canonique de trois ans, et fut réhabilité le 30 septembre 1797. Il paraît avoir depuis lors habité Villeneuve-de-Berg ». Le P. Félicien s'était livré à des recherches historiques sur sa ville natale, M. l'abbé Mollier les cite souvent dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'histoire de Villeneuve-de-Berg.

2. BRAVET, Joseph, en religion P. HIPPOLYTE de Chapareillan, avait fait profession à Grenoble le 31 août 1776. Nous le voyons retiré à Chapareillan dès le 16 avril 1791, et il est payé de sa pension par le district de Grenoble jusqu'au 3 juillet 1792. Des jours plus mauvais arrivant, il se réfugia dans les Etats Pontifi-

caux, et fut placé au couvent de Monte-Calvario de Bologne. (*De Caritate S. Sedis ergà Gallos*, d'où notes relevées à notre bénéfice par un archiviste du Vatican).

3. BARBIER, Jean-André, frère laïque, dont le nom religieux nous est inconnu, était né le 4 avril 1751, et avait fait profession le 30 octobre 1768. Le 5 janvier 1791, il fit connaître au district de Tournon son option pour la vie privée ; il se présenta au district de Vienne, pour la renouveler, le 2 février suivant. Il y habita jusqu'au 16 mars 1793, où il déclara transporter sa résidence à La Roche-de-Glun, dans le district de Valence. Le 11 mai suivant, il se présentait de nouveau au district de Vienne, et se fixait dans sa circonscription.



LE P. APOLLINAIRE DE VALENCE

La *Revue*, ayant pu se procurer une photographie de l'auteur des *Études franciscaines sur la Révolution*, a pensé qu'il serait agréable à ses lecteurs d'en trouver la reproduction en tête de l'étude concernant le Vivarais. La photographie remonte à 1871.

4. BOYRON, Antoine, en religion Frère GABRIEL, de Ville-neuve-de-Berg, laïque, était né le 8 avril 1765 à Tournon, annexe de la dite ville, et avait fait profession à Grenoble en 1785. Il se retira au lieu de sa naissance, et y vécut fort caché pendant les mauvais jours. Son souvenir subsiste encore parmi ses arrière-petits-neveux, qui l'appellent le « grand oncle capucin ». Il fut l'objet des recherches de la police révolutionnaire, eut beaucoup à souffrir, mais eut l'avantage d'échapper aux mains des persécuteurs. Il mourut vers 1796 ou 1797, sans avoir fait aucun acte de faiblesse. Nous devons ces détails à l'obligeance de son petit-neveu M. l'abbé Boyron, secrétaire de l'évêché de Viviers.

#### CLARISSSES D'ANNONAY

Le monastère de Sainte-Claire d'Annonay appartenait à la branche de cet ordre dite des Urbanistes, à cause de certains tempéraments apportés aux rigueurs de la règle primitive par un pape Urbain, en faveur des vocations auxquelles une extrême austérité pouvait fermer les portes de la vie religieuse. Plusieurs des maisons de cette branche avaient été destinées par leurs fondateurs à recevoir des filles de noble extraction : celle d'Annonay était de ce nombre. M. Emmanuel Nicod, bibliothécaire de la ville d'Annonay, a publié une intéressante et fort érudite notice historique sur les Clarisses d'Annonay. M. Filhol, historien de cette ville, ne les a pas oubliées. Mais l'absence de documents pour l'époque de la Révolution n'a laissé parvenir aux mains de ces auteurs que trois des noms des pieuses habitantes de ce monastère : Madame de Saint-Alboy, abbesse ; Madame de La Fayolle, dépositaire, et Madame Marie-Monique Forcheron, sans aucun détail personnel. M. Filhol (III, 80) dit que ces dames, sauf une, optèrent dès le premier abord pour la vie privée, et se séparèrent : c'est là un fait bien rare dans l'histoire des Monastères de Sainte-Claire.

Nous nous souvenons d'avoir, dans notre enfance encore bien petite, assisté aux obsèques d'une dame de La Fayolle, à Saint-Vallier (Drôme). Nous nous souvenons pareillement d'avoir, au même lieu, souvent entendu le nom de Forcheron comme celui d'une famille des plus honorées du pays. Nous n'avons pas eu le



bonheur d'être exaucés dans les demandes d'informations que nous nous sommes permises au sujet de ces deux personnes.

Un autre souvenir, mais des années de notre adolescence, est celui du monastère de Sainte-Claire d'Annonay. Bien des fois, nous avons contemplé avec émotion cette vieille construction, son cloître, son préau, son église gothique, tout cela bien régulier, et surtout bien empreint du cachet de l'humilité franciscaine. Hélas ! nous avons vu cette église servir de remise à un carrossier, puis parfois de théâtre à des comédiens de passage, alors que, placée au milieu d'un quartier assez dense, et éloigné de l'unique église qui servait de paroisse à vingt mille âmes, elle aurait pu être une annexe très aimable et très utile. Mais les bonnes idées ne naissent pas toujours, même dans les meilleures têtes.

## APPENDICE

Religieux de résidence conventuelle, connue ou inconnue, mais étrangère au département de l'Ardèche, et toutefois lui appartenant par leur naissance, leur présence au cours de la Révolution, ou par toute autre circonstance.

1. ANCELIN, Jean-Pierre, laïque cordelier, né le 1<sup>er</sup> octobre 1736, résidait à Chassiers et produisait les pièces nécessaires pour toucher sa pension le 23 Ventôse an VII (13 mars 1798). Note rencontrée aux Archives de l'Ardèche, non encore classées.

2. ARNAUD, François, en religion P. AMBROISE de Ville-neuve-de-Berg, capucin du couvent de Valence (nos *Etudes sur le département de la Drôme*, p. 32).

3. BRESSON, Jean-Pierre, en religion P. CHARLES d'Embrun, capucin, né le 27 novembre 1722, profès le 19 septembre 1742, se trouvait aux Vans, nous ne savons pourquoi, et déclarait à la municipalité de ce lieu, le 13 décembre 1790, son intention de se retirer dans la vie privée. Nous l'avons ensuite aperçu à Orange le 13 février 1791 (Archives de Vaucluse). Enfin, M. Vernet le dit habitant de Joyeuse, sans date ni détail d'aucune espèce ; mais il est évident que ses notes appartiennent aux dernières années de la tourmente.

4. COUSIN, Jean, en religion P. DENIS de Saint-Ambroix,

capucin du couvent d'Alais (nos *Etudes sur le département du Gard*, p. 71).

5. GIBAUD, Simon, laïque cordelier du couvent de Montélimar, né le 20 mars 1749, se retira dans la ville d'Aubenas, où il reçut un certificat de civisme le 30 septembre 1793, et fit sa promesse de fidélité le 28 germinal an VIII (18 avril 1800).

6. IMBERT, Jean, en religion P. DAMASE du Teil (*sic*), capucin. Ce religieux sera décrit plus que suffisamment par les pièces ci-après, formant son petit dossier aux Archives de l'Ardèche :

I. F. PAULIN de Vire, préfet apostolique, supérieur général de la mission des Capucins dans les Isles du Vent de l'Amérique, à notre très cher frère en Jésus-Christ le R. P. Damase du Teil, religieux profès du même ordre dans la province de Lyon, missionnaire apostolique, salut en N.-S.

En conséquence du désir que vous nous avez témoigné de repasser en France pour y profiter de la liberté accordée aux religieux par les décrets de l'Assemblée nationale, et pour y jouir du repos que vous ont justement mérité les travaux apostoliques que vous avez constamment soutenus pendant vingt-deux ans dans notre mission en y exerçant le saint ministère avec autant de zèle que d'édification, nous consentons bien volontiers, mon Révérend Père, que vous fassiez auprès du gouverneur général de ces Isles les démarches nécessaires pour obtenir les ordres dont vous avez besoin pour votre embarquement. Donné dans notre maison du Lamentin de l'Isle Martinique, sous notre seing et le sceau de notre office, le 12 août 1791.

Signé : Fr. PAULIN, préfet apostolique, supérieur général.

II. Par devant les notaires royaux de l'Isle Martinique, demeurant en la ville de Saint-Pierre, soussignés.

En l'étude a comparu le R. P. Jean Imbert, natif du lieu du Teil, district de Villeneuve-de-Berg, département de l'Ardèche, âgé de quarante-neuf ans, religieux profès de l'ordre des Capucins sous le nom de P. Damase, suivant son acte de profession fait au couvent dudit ordre de la ville de Grenoble, département de l'Isère, en date du 18 janvier 1760. Ayant passé en ces colonies en qualité de missionnaire apostolique et en vertu des ordres du Roi

et de l'obédience de son Provincial en date du 9 février 1769, où il a servi d'abord en qualité de vicaire dans la paroisse Saint-François Basse-Terre Guadeloupe pendant six mois ; étant passé, le 23 janvier 1770 en qualité de curé amovible de la paroisse Saint-Joseph des Vieux-Habitants de ladite isle ; ensuite, le 24 septembre de la même année, en qualité de curé amovible de la paroisse Sainte-Anne Grand-Terre-Guadeloupe ; d'où il est passé en cette colonie, où il a desservi, en qualité de curé amovible la paroisse Saint-Jean-Baptiste de la Rivière-Salée pendant cinq ans. Sa santé ne lui permettant plus de continuer ses fonctions curiales, il s'est retiré, avec l'agrément de ses supérieurs, en cette ville de Saint-Pierre.

Lequel comparant, voulant satisfaire aux dispositions des décrets de l'Assemblée nationale des 20 février, 19 et 20 mars de l'année dernière..... concernant la déclaration à faire par les religieux devant les officiers municipaux des lieux où ils ont fait profession, Déclare devant lesdits notaires qu'il manifeste par le présent acte la volonté qu'il a de profiter de tous les avantages que ces décrets lui assurent, et, vu qu'il n'y a point dans ce moment de municipalité établie en cette ville ; il a fait devant lesdits notaires le serment d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de se soumettre à la Constitution et à tous les décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi, de les exécuter et faire exécuter en ce qui pourra le concerner, donnant pouvoir au porteur d'une expédition des présents de renouveler ledit serment devant la municipalité de Grenoble, lieu de sa profession, et partout où besoin sera....

Fait, passé et lu ez étude le 19 décembre 1791....

N. B. Cet acte est suivi d'une protestation de non rétractation par le P. Damase, où il se qualifie « déporté de la Guadeloupe » ; nous avons le regret de n'en avoir pas relevé la date.

III. Nous soussignés déclarons que le citoyen Jean Imbert, ci-devant capucin, a été chassé de sa cure par les planteurs aristocrates de la Martinique, dont il s'était attiré la haine par les sentiments patriotiques qu'il avait manifestés dès la première année de la Révolution ; qu'il a, le premier, et librement, exécuté le décret sur la suppression des costumes religieux, dont le

gouvernement et le Directoire contre-révolutionnaires n'avaient pas fait la publication et l'application aux ci-devant monastères de la colonie ; que son civisme l'avait fait comprendre dans la liste des victimes qui devaient périr par le glaive des scélérats qui ont assassiné Macaire, le respectable curé patriote de la paroisse de Fort-Saint-Pierre ; et qu'étant réfugié dans la même maison, il ne s'est soustrait à leurs coups qu'à la faveur de la nuit ; qu'il s'est retiré à la Dominique avec les bons Français lorsque le pavillon blanc a été arboré à la Martinique par le gouvernement et les planteurs rebelles ; et que, les couleurs nationales ayant été reprises à la Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, avant que les patriotes Martiniquais pussent rentrer dans leurs foyers, ledit citoyen Imbert, avantageusement connu des républicains de la Guadeloupe, fut entraîné par eux, et nous priva ainsi du plaisir de récompenser ses vertus civiles.

Port-Solide, le 3 fructidor an II (20 août 1794).

Suivent vingt signatures environ.

IV. 12 fructidor an II (29 août 1794).

Le représentant du peuple envoyé par la Convention Nationale à Port-Malo pour l'exécution de l'arrêté du Comité de Salut public en date du 1<sup>er</sup> fructidor concernant les déportés des Isles du Vent, ordonne la mise en liberté du citoyen Jean Imbert, âgé de 52 ans, taille de 5 pieds 2 pouces....., lequel pourra se retirer, ainsi qu'il l'a désiré, dans la commune de Solidor, district de Port-Malo, département de l'Isle-et-Villaine ; à l'effet de quoi le présent lui servira de passeport.... sans pouvoir obtenir de congé jusqu'à nouvel ordre.....

V. Au nom de la République française, il est permis au citoyen Jean Imbert, déporté de la Guadeloupe sur le transport anglais *La Favorite*, resté dans la commune de Solidor, de se retirer à Paris. Port-Malo, 14 brumaire an III (4 novembre 1794).

VI. 28 messidor an VI (16 juillet 1798). Certificat délivré par l'administration municipale du canton de Viviers.

..... Que le citoyen Jean Imbert, ci-devant capucin, curé amovible, déporté de la Guadeloupe, résidant à Saint-Thomé, de cet arrondissement, et vivant, pour s'être présenté ce jourd'hui devant nous, qu'il réside en France depuis le 1<sup>er</sup> fructidor an II

de la République française, à Port-Malo, département de l'Isle-et-Villaine, sans interruption jusqu'à ce jour ; qu'il n'est point émigré.....

VII. Certificat de prestation du serment de haine devant l'administration du canton de Viviers, 25 brumaire an VII (15 novembre 1798).

VIII. Viviers, 29 frimaire an VIII (20 décembre 1799).

L'administration municipale du canton de Viviers (Ardèche) à l'administration centrale,

Citoyens administrateurs,

L'administration a communiqué votre lettre du 22 du courant au citoyen Jean Imbert, ex-capucin, domicilié à Saint-Thomé, commune dépendante de ce canton, et l'a invité à vous faire parvenir les pièces que vous réclamez, pour que ce pensionnaire puisse obtenir les justes secours que la loi lui accorde.

Je joins en conséquence sous ce pli : 1° une expédition des arrêtés de cette administration en date du 11 nivose an IV, contenant la prestation du serment de ce citoyen *à la liberté et à l'égalité faite en exécution de la loi du 11 août 1792* (sic souligné), lequel serment il avait déjà prêté dans les Isles du Vent de l'Amérique.

2° Une expédition de l'obédience du Supérieur général des capucins en date du 12 août 1791.

3° Enfin une ampliation de sa prestation de serment aux lois de l'Etat, faite devant les notaires de l'Isle Martinique le 21 décembre 1791.

Je dois vous observer que ces deux dernières pièces établissent de la manière la plus évidente que ce citoyen *était attaché au couvent des Capucins avant et après la publication du décret du 28 octobre 1789, et qu'en outre il était employé dans les missions étrangères* (sic souligné).

L'administration vous prie, citoyens, de faire comprendre ce républicain dans le tableau des pensionnaires ecclésiastiques de ce canton ; aucun ne mérite peut-être mieux que lui le secours et la protection du gouvernement. Prenez la peine de lire les titres que l'Administration vous a fait passer le 9 thermidor an VI, le 7 frimaire an VII, et ceux que je joins ici, et vous vous convaincrez que nul pensionnaire ecclésiastique n'a de droits plus réels à la

bienfaisance nationale. S'il manquait quelque chose pour justifier ces faits, je me bornerais à vous observer que c'est une des victimes que les brigands du département ont cherché plusieurs fois à immoler à leur rage. Cela seul vous donne la mesure de ses vertus et de son attachement à la Révolution.

Salut et fraternité.

Signé : COUSIN, procureur.

IX. A la suite de ces pièces, voici le peu de lignes que l'on rencontre dans les notes de M. le Vicaire général Vernet : « Imbert, capucin, demeure au Theil. Il avait été comme missionnaire dans les îles pendant quelques années. — Actuellement, il est à Saint-Thomé ».

7. JULLIEN, Pierre-Protais, en religion P. CYPRIEN de Villeneuve-de-Berg, né le 21 août 1757, de François, avocat, et de Rose Sigon, profès le 8 mars 1786, habitait le couvent des Capucins de Grenoble en 1790. Il opta pour la vie commune, et la suivit en effet dans le couvent de Vienne aussi longtemps que la persécution la permit. Il resta dans la contrée pendant les mauvais jours, menant une vie tout à fait apostolique, prêchant, catéchisant et administrant les sacrements dans toute l'étendue du diocèse de Vienne et des limitrophes. M. Vernet, administrateur de Viviers, a laissé sur lui ces simples mots : « Il est souvent dans le Haut-Vivarais. » Il est de même simplement nommé dans les notes de l'évêché de Grenoble lors du rétablissement du culte ; mais rien n'indique qu'il ait pris du service dans ce diocèse. Il semble qu'il se soit ensuite retiré dans sa ville natale ; il y demeura jusqu'en 1818. A cette époque, les Capucins tentaient à Chambéry un essai de restauration de leur province de Savoie ; le P. Cyprien alla se joindre à eux. Il est mort au couvent de Châtillon-en-Val-d'Aoste quatre ans après, dans la nuit du 5 au 6 janvier 1822, asphyxié par des braises que l'on avait transportées dans sa cellule pour en tempérer l'atmosphère glaciale.

Nous ne devons pas omettre le récit d'un fait qui lui est souverainement honorable. Il paraît, que, pendant son séjour au pays natal, un héritage lui était échu. Lorsqu'il se rendit à Chambéry, il fit halte à Romans, auprès de son confrère le P. Casimir, d'Aubenbas, que nous nommerons ci-après en son lieu. Celui-ci était

alors aumônier du couvent de Sainte-Claire, et, tandis qu'ils fraternisaient, un des sujets de leurs conversations fut forcément le zèle des religieuses pour le rétablissement de leur monastère et la modicité de leurs ressources. Le P. Cyprien, soit spontanément, soit sur les prières et encouragements de son confrère, chargea sa famille de faire une large aumône à ces pieuses filles. Elle leur fut libéralement élargie quelques années après.

Les bonnes Clarisses ont consigné ce fait dans leur Livre de raison, mais en l'attribuant à un P. Gervais, capucin, et en disant que la somme permise leur fut envoyée de Bourg-Argental. Or, ce nom de Gervais est impossible : d'abord parce qu'il n'existe point parmi les restaurateurs de notre province de Savoie, en second lieu parce que, vraisemblablement, il n'existait pas davantage parmi les survivants de notre ancienne province de Lyon. Pendant le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, deux religieux seulement ont porté ce nom : l'un fut le P. Gervais de Langogne, qui avait pris l'habit le 2 octobre 1736, et que nous suivons jusqu'au moment où va s'ouvrir la Révolution. Il n'a pas pu revêtir l'habit avant l'âge de 15 ans ; il est donc né, pour le plus tard en 1721, et il aurait eu en 1818 quatre-vingt-dix-sept ans : il est inadmissible qu'il ait pu à cet âge faire le voyage de Savoie, où du reste il n'a jamais été aperçu. L'autre a été un Gervais de Nantua, vêtu le 3 juin 1749, né par conséquent au plus tard en 1734, et âgé de 84 ans en 1818 ; l'impossibilité est donc tout aussi grande que pour le précédent. Enfin, tous les Français venus en aide aux Pères de Savoie pour leur restauration, sont inscrits dans leur livre d'Or : il n'y a de Gervais ni pour le nom patronymique ni pour le nom de religion. Les souvenirs des bonnes religieuses souffraient de quelques confusions lorsqu'ils ont été tardivement déposés dans le Livre de raison.

8. LABOISSONNADE, frère récollet, fut un des ecclésiastiques détenus au grand séminaire de Viviers entre les dates extrêmes de floréal an II (avril et mai 1794) et vendémiaire an III (septembre-octobre de la même année), d'après la *Semaine religieuse de Viviers* du 9 janvier 1885, page 701.

9. LABROT, Jean, en religion P. ZACHARIE de Vogué, capucin du couvent de Grenoble, né le 20 novembre 1755, profès

du 23 novembre 1776, déclara, lors de l'inventaire, opter pour la vie commune, qui fut rendue impossible par la malveillance de l'administration départementale. Il resta pourtant dans Grenoble, où il toucha sa pension jusqu'au troisième trimestre seulement de 1792. Sa disparition à la suite témoigne de son refus du serment de liberté-égalité. Nous le voyons réapparaître en 1816, grâce aux *Notes inédites sur Grenoble* d'Esprit-André Bresson, conservées aux MSS de la bibliothèque municipale de cette ville. On y lit :

« Le P. Zacharie, ex-capucin, qui ne voulait point reconnaître le Concordat, et qui déclamait contre ceux qui y ont adhéré, vient de prendre un poste à la prison comme aumônier. Il a commencé au mois de décembre 1816. *Fiat lux !* »

« Le 1<sup>er</sup> février 1817, l'on a fait justice à Grenoble, d'une femme qui avait voulu empoisonner son mari. Elle est allée à pieds au supplice, accompagnée des Dames de la Miséricorde. Il est monté après elle sur l'échafaud, où il lui a donné une dernière absolution au moment où on lui faisait passer le trapon. »

« Le 8 du mois de février 1817, le P. Zacharie, ex-capucin, a commencé à sentir les prémisses de sa maladie par des maux de reins. Le 9, il a dit encore la messe et vêpres à la prison, avec peine et souffrance de plus en plus. Le 10, il s'est trouvé mal en se levant, et n'est pas sorti de chez lui, et sa maladie s'est ensuite déclarée et est devenue putride. Le 15, il a été administré par le curé de Notre-Dame (M. de Lagrée), accompagné de plusieurs prêtres, des cierges à la main, et il est mort le 17 au matin. »

« Le 18, le P. Zacharie a été enterré. On est allé le prendre chez lui à 7 heures du matin. Tout le Tiers-Ordre, hommes et femmes, y étaient. On l'a porté à Saint-Hugues. Il y a resté (*sic*) jusqu'après 9 heures, qu'on l'a porté au cimetière (1) ». »

10. LABROT, Jean, en religion P. THIADÉE de Villeneuve-de-Berg, capucin du couvent de Romans, né le 20 mars 1734, profès le 20 octobre 1753. Nous lui avons consacré quelques lignes dans nos *Etudes sur la Révolution dans le dép. de la Drôme*, pages

(1) Nous devons la communication de ce document au bienveillant dévouement de Mademoiselle A.-M. de Francieu, aux recherches de qui le Dauphiné doit la résurrection et la conservation désormais assurée de beaucoup de pieux mémoires.



39-40. Ce doit être lui que concerne cette note de Gleizal : « Labrot, veuve Sauzet, héritière de son frère, ex-religieux, réclame arriéré de pension 65 francs. Payé à M. Delpuech, à Privas, le 1<sup>er</sup> octobre 1811. » La mort de ce religieux avait donc dû précéder cette date à peu de distance.

11. LACOMBE DU CROUZET, Claude-Agrève, cordelier conventuel, docteur de la faculté de théologie de Paris, dernier gardien du grand couvent de son ordre dans cette capitale, né à Saint-Agrève en Vivarais, y avait été baptisé le 25 octobre 1752. Pérennès, dans le supplément qu'il a joint au *Dictionnaire biographique* de Feller, a donné sur lui une notice à laquelle nous ferons quelques emprunts pour suppléer aux lacunes de nos propres renseignements. Le nom d'Agrève, paraît-il, fut donné au P. Lacombe lors de son entrée en religion. Il fit sa licence en 1784, et reçut le bonnet de docteur le 18 octobre de l'année suivante. En 1789, il était gardien du grand couvent de Paris, qui, depuis des siècles, était le séjour des plus hautes sommités françaises de l'ordre, et l'école où les jeunes cordeliers se préparaient au doctorat. En cette même année, et sans doute grâce à cette situation élevée, il fit hommage à sa paroisse natale d'un reliquaire contemporain de St-Louis et renfermant une parcelle de la vraie croix. Dès l'origine de la persécution, les dignes religieux qui habitaient ce couvent, eurent soin, par une correspondance assidue, de tenir leurs supérieurs de Rome au courant des phases successives de leurs maux. « Rien de plus touchant, dit l'abbé d'Auribeau dans ses *Mémoires*, que les lettres des PP. Trillard, assistant général de France, Lacombe, docteur de Sorbonne, gardien du grand couvent de Paris, Burté, docteur de Sorbonne, Devoysins, docteur de Sorbonne, etc., etc. ». Cet auteur cite ensuite plusieurs de ces lettres, malheureusement en les mutilant un peu trop ; on n'y voit, du P. Lacombe, que ce post-scriptum du 20 avril 1790, en langue latine, que nous traduisons : « Plût à Dieu qu'en ce moment je fusse à Rome ! Je n'aurais pas sous les yeux les maux qui nous accablent. Ils sont tels, que je pourrais à juste titre m'écrier avec le Prophète : O épée du Seigneur, quand donc te reposeras-tu ! »

Le P. Lacombe, en sa qualité de gardien, envoya une adresse à l'Assemblée nationale au sujet du décret du 18 février 1790 qui

mettait une différence entre la pension des religieux mendiants et celle des autres. Un de ses arguments était que son couvent jouissait de revenus, et que ce privilège lui était dès longtemps reconnu par l'Église. D'ailleurs, il protestait de respect pour l'Assemblée. A sa signature au bas de cette pièce est jointe celle du P. Bourgade, son secrétaire. Le 13 septembre 1791, le P. Trillard écrivait aux supérieurs généraux de l'Ordre, à Rome, qu'aucun de ses confrères n'était encore sorti de la maison ; on peut inférer de cela qu'ils y avaient été laissés à titre de vie commune. Il fallut bien qu'elle prit fin, comme partout ailleurs.

En 1792, au mois d'août probablement, le P. Lacombe fut arrêté et incarcéré aux Carmes avec plusieurs de ses confrères et quantité de prélats, de prêtres et d'autres infortunés ; mais il eut le bonheur d'y tomber malade, et le P. Bourgade, qui avait prêté serment, paraît-il, et qui jouissait de quelque crédit, parvint à le faire sortir quelques jours avant les massacres, où périrent le P. Burté et d'autres Cordeliers. Il revint donc à son couvent, et y resta d'abord en surveillance ; puis, obligé par des ordres réitérés à le quitter, il en sortit le dernier. Il demeura dans Paris, exerçant son ministère au milieu des périls qui surabondaient en ces temps malheureux. Il fut assez heureux pour leur échapper, et peut-être tint-il trop à honneur d'y avoir réussi ; on ne s'explique guère autrement la voie dans laquelle il ne craignit pas d'entrer après que la paix eût été rétablie. Il se montra, en effet, adversaire du Concordat, ne voulut prendre part au culte dans aucune église, et se contenta de célébrer la messe chez lui. En 1816, sous le titre *Hommage aux principes religieux et politiques, ou court et simple exposé de quelques vérités importantes, par C.-A.-L. de C.*, il publia une brochure in-8° de 82 pages, dans laquelle on lit avec étonnement d'étranges appréciations comme celle-ci : il traite « d'assemblée d'assermentés et d'intrus » ceux qui ont pris part à l'établissement du Concordat ; il les engage à revenir à l'unité de la foi ; il admoneste le Pape, et le somme de réunir un concile devant lequel il reconnaîtra ses torts et se soumettra au jugement des évêques. Trois éditions de cet opuscule parurent, les dernières augmentées de réponses aux critiques qui en avaient été faites. Peu après, il publia une série de douze

lettres sous le titre de *Lettres sur l'état actuel de l'Eglise de France*. Elles étaient conçues dans le même esprit ; toutefois, les dernières témoignent de quelque retour à la douceur et à la sagesse. En 1819, il fit paraître un nouvel écrit : *Les regards d'un chrétien tournés vers le Saint-Sépulcre, ou Invitation aux princes de se coaliser pour garantir le tombeau du Sauveur des insultes des infidèles*, par C. A. C., in-8°. Il y prend le titre de « Commissaire général de l'Ordre et archiconfrérie du Saint-Sépulcre », et l'on sait qu'en cette qualité il reçut plusieurs membres dans cet ordre. Il mourut le 10 octobre 1834, au retour d'une course au Palais Bourbon, où il était allé confesser un de ses amis malade. (Même date dans *Ordo* de Paris 1835).

12. MAIGRON, Jacques, en religion P. CASSIEN de Villeneuve-de-Berg, capucin du couvent de Valence, de qui nous avons traité, page 32 de nos *Etudes sur la Révolution dans le dép. de la Drôme*. C'est lui, probablement, ou un de ses parents, qui figure sans qualification spéciale sur la liste des personnes incarcérées au grand séminaire de Viviers.

13. MARGUERIT, Alias Margerit, et de la Marguerie, Etienne, en religion P. Ennemond, cordelier du couvent de Saint-Galmier. Sa profession avait eu lieu au couvent d'Annonay le 31 janvier 1748, en présence des PP. Antoine Léorat, gardien ; Bonaventure Lacombe, définitéur perpétuel ; François Pourret ; Barthélemy Tremolet ; Joseph Lage. Dans cet acte, il est appelé « de la Marguerie », et dit né à Saint-Agrève. Une expédition de cet acte, donnée en 1790, est attestée par les signatures de trois des religieux qui à cette époque habitaient Annonay ; les PP. Marthouret, Descombes, Meyssat ; elle est légalisée par le P. Pourret, provincial et commissaire général, attestant au surplus que le P. Ennemond de la Marguerie, à la date du 7 octobre 1790, appartient au couvent de Saint-Galmier. Ce digne religieux figure sur le 5<sup>e</sup> supplément de la liste des émigrés, où il est dit que son dernier domicile a été à Polignac (Haute-Loire) où l'on suppose qu'il possédait quelques biens, et qu'il est *déporté*. Cette inscription est faite en vertu d'un arrêté du 19 nivose an III. En effet, l'abbé Lelièvre, page 190 de son ouvrage sur les prisons du Bordelais, le dit « cordelier de la Loire détenu au petit séminaire

de Bordeaux. » L'abbé Manseau, dans son livre sur les pontons et prisons des Côtes de l'Océan (II, 466), le dit natif de Polignac, détenu en premier lieu au fort du Hâ, puis au petit séminaire de Bordeaux, de là embarqué sur le Jeanty, enfin libéré à Brouage le 21 mai 1795. Les *Résultats des Conférences* ordonnées par Mgr d'Arcimoles sur la persécution dans le diocèse du Puy, nomment simplement le P. de la Marguerie comme ayant survécu à la déportation (chap. XI, p. 140, en note).

14. MARTARÈCHIE, N., en religion P. RAYMOND de Saint-Pierre-la-Roche en Vivarais (sic), capucin du couvent de Moulins, né le 22 octobre 1753, profès le 29 mai 1778, d'après un état de sa communauté fourni en 1790 par le P. Gardien du couvent des Capucins de Moulins. Malheureusement, nous n'avons eu la liberté de faire qu'une visite bien courte aux Archives de l'Allier, et il ne nous a pas été possible d'en relever autre chose que d'incomplètes nomenclatures.

15. « MAURIN, récollet, natif d'Antraigues, a environ 33 ans. Il est à La Viole. » Ceci est une note de la main du vénérable M. Vernet.

16. MIALON, Antoine. Nous ne connaissons ce personnage que par cette note textuellement reproduite des registres de la chancellerie archiépiscopale de Lyon (1801-1802) : « ex-capucin, intrus à Givors, natif du Vivarais. Auparavant intrus à Echalon. Mœurs très suspectes. Caractère très violent, qui mit en combustion cette commune. Il existe des plaintes contre lui dans la justice de paix de Givors. Réprimandé souvent par les autorités de Givors pour son excès. Enfin très mauvais sujet ».

17. PAGÈS, François, en religion P. Fidèle des Vans, capucin du couvent de Barjac, né le 29 juin 1712, vénérable vieillard sur lequel nous avons pu donner de trop courts renseignements dans *Etudes sur la Révolution dans le dép. du Gard*, en regrettant d'ignorer sa fin.

18. REY, Jean-Louis, cordelier, né le 28 août 1764, figure comme pensionnaire du canton d'Aubenas sur un état sans date, afférent aux dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. M. Vernet dit simplement de lui : « Rey (sic), cordelier à Aubenas, y réside ». Il y avait été gratifié d'un certificat de civisme le 30 septembre 1793.

19. RIOUD, N., en religion P. OLLIVIER, récollet, natif de Viviers et y résidant, fit une faute non spécifiée, et la rétracta. M. Vernet dit de lui : « Il vivait en saint, et se trouvait près d'être réhabilité, lorsqu'il mourut dans la nuit du 20 au 21 avril 1796, à l'âge d'environ 70 ans ».

20. SÉVENIER, Marie-Joseph, en religion P. LÉON de Villeneuve-de-Berg, capucin, était très digne supérieur du couvent de son ordre à Valence, et nous lui avons consacré un article, page 31 de nos *Etudes sur la Révolution dans le dép. de la Drôme*. Il mourut le 3 décembre 1816, étant curé de Bourg-les-Valence et chanoine honoraire de la cathédrale.

21. SIBRAN, Etienne, en religion P. ALEXANDRE de Villeneuve-de-Berg, capucin du couvent de Crest (Drôme). Nous lui avons consacré un article dans nos *Etudes* précitées, page 43. Il fut un des confesseurs de la foi détenus au château de Beauregard.

22. SOUBEYRAN, Jean-Pierre, en religion P. CASIMIR d'Aubenas, né à Saint-Etienne-de-Fontbellon, près de cette ville le 22 janvier 1758, était capucin du couvent de Grenoble en 1790, ce pour quoi nous avons donné sur lui une notice, pages 30 et suivantes de nos *Etudes sur la Révolution dans le dép. de l'Isère*. Il y aurait beaucoup plus à dire sur ce saint religieux, car il a été l'anneau principal de la chaîne qui relie les Capucins français du XIX<sup>e</sup> siècle à leurs ancêtres du XVIII<sup>e</sup>. Alors que notre réunion n'était qu'une tentative du plus incertain succès, il fut mis à sa tête par les supérieurs généraux (14 août 1828). Ses vertus le rendaient digne de leur choix ; mais ses talents et ses forces étaient quelque peu inférieurs à une pareille fonction en des temps aussi orageux. Toutefois, il fut aidé et soutenu par d'ardents et puissants catholiques, admirateurs de sa vertu, et l'œuvre ne périt pas. Les luttes qu'il eut à soutenir ne peuvent point être décrites en un opuscule comme ceux que nous donnons sur la Révolution, d'autant que l'histoire générale y devrait forcément avoir une large part, et ce récit exigerait un ouvrage spécial assez étendu. Le bon et immortel P. Casimir rendit à Dieu sa belle âme dans notre couvent d'Aix, le 25 octobre 1831.

23. SOULERY, Louis, en religion P. MANSUET de Ville-

neuve-de-Berg, capucin, né le 24 septembre 1742, profès du 26 août 1764, était supérieur du couvent de son ordre à Grenoble en 1790. A la notice que nous lui avons consacrée page 27 de nos *Etudes sur la Révolution dans le dép. de l'Isère*, il y a lieu d'ajouter ceci : La liste des émigrés dressée par Mgr Caleppi, prélat chargé de leur service, et présentée par lui au pape Pie VI le 1<sup>er</sup> août 1793, nomme le P. Mausuet parmi eux, et le dit placé au couvent généralice de son ordre, à Rome. C'était là une faveur bien rare, accordée seulement aux sujets considérés comme les plus méritants. En second lieu, le tome XXXIX du *Caritas S. Sedis ergà Gallos* conserve la requête ci-après, adressée au Pape par le P. Mausuet :

« Beatissime Pater, Frater Mansuetus a Villanova, guardianus Ordinis Minorum Capuccinorum provinciae Lugdunensis, exul propter fidem, reverenter exponit Sanctitati Vestrae quod secum habeat quamdam parvam summam pecuniae a benefactoribus et amicis ipsi largitam dum e patria expulsus fuit, ad subveniendum ipsius necessitatibus honestis cum debitis cautelis, tum in itinere, tum in permanentia. Cum autem Minorum stricta paupertas prohibeat ne Fratres apud se retinere possint pemniam, humillime supplicat orator Sanctitati Vestrae pro facultate ipsam apud se retinendi, ac per se caute et prudenter ea utendi, ob varias infidelitates depositariorum, aut dilationes restitutionis pecuniae ipsis creditae, ut, si in patriam redire possit, habeat prae manibus unde itineris sumptus facere. Quam gratiam Romae praesens enixe efflagitat tam sibi quam quibusdam Fratribus qui in eodem casu sunt, et pro gratia. Quam Deus, etc. »

Suscription : « Sanctissimo DD. nostro Pio Papae sexto, pro Fratre Mausueti, capuccino, exule à Gallia propter fidem. »

Nous ignorons si cette requête fut suivie d'un indult ; en cela nous perdons l'avantage d'en connaître la date ; mais elle dut être à peu près contemporaine de l'arrivée du P. Mausuet à Rome. Et, comme nul autre renseignement ne subsiste sur sa personne, il est possible que sa mort ait suivi de près cette démarche.

24. TURC, Jean, en religion P. HENRI de Villeneuve-de-Berg, capucin du couvent de Valence, donna entièrement dans le schisme (Nos *Etudes sur la Révolution dans le dép. de la Drôme*, p. 33).

25. VACHER, Jean-André, en religion P. HUBERT de Saint-Didier, capucin du couvent de Monistrol-sur-Loire, figure, en avril 1792, sur un état de pensionnaires du district de Saint-Etienne-en-Forez ; après cela, les papiers officiels font silence à son sujet. Il exerça pendant les mauvais jours son ministère sur les hautes montagnes du Vivarais et du Velay. L'abbé Cornut, dans ses *Causeries historiques sur le Velay* (II, 104), le désigne comme un des hommes qui, dans cette région, et concurremment avec son confrère le P. Honoré, résistèrent avec le plus de courage au clergé intrus. L'abbé Filhol, dans son *Histoire d'Annonay* (III, 142), raconte qu'il fut arrêté sur la paroisse de Satillieu presque en même temps que son curé M. Rouchouse. Livrés à la gendarmerie, ils furent conduits la chaîne au cou à Tournon. C'est de là, sans doute, que le P. Hubert, transféré à Viviers, y partagea la réclusion des prêtres et des suspects enfermés au Grand-Séminaire, de floréal an II à vendémiaire an III, plus ou moins exactement. Sa place y est indiquée à la 2<sup>e</sup> galerie, chambre n<sup>o</sup> 31 (*Semaine religieuse de Viviers*, 9 janvier 1885, p. 701). La mort de Robespierre amena la libération de tous ces reclus, et le P. Hubert se réfugia à Saint-Symphorien-de-Mahun, dans le canton de Satillieu (Filhol, III, 265). C'est là qu'il se trouvait lorsque Mgr d'Aviau fit sous un déguisement la visite de cette partie montagneuse de son diocèse. Ce prélat inscrivit dans ses notes ces simples lignes : « Saint-Symphorien de Mahums (*sic*). Le P. Hubert, capucin, y enseigne des enfants dans une maison particulière ».

Nous nous reprocherions de ne pas reproduire ici une anecdote rapportée par M. Filhol (II, 134) et relative au temps de la Terreur ; elle nous paraît plus sûrement applicable au P. Hubert qu'à tout autre confesseur de la foi. Du reste, elle est tout à l'honneur de la famille patriarcale des Buisson, de Lalouvesc, vénérée depuis un siècle par les populations de la contrée :

« D'autres prêtres, cachés dans les bois, où ils logeaient dans de petites cabanes qu'ils s'étaient construites avec des branches de sapin, y étaient également nourris des libéralités de la famille Buisson. Pour plus de sûreté, on leur portait des provisions pour plusieurs jours. Une fois, cependant, il arriva que M<sup>me</sup> Buisson

oublia jusqu'à la fin du troisième jour un Père capucin à qui elle n'avait donné de nourriture que pour deux jours. Le religieux, n'osant se présenter, dans la crainte de quelque danger pour lui ou pour ses hôtes, se recommandait à la divine Providence, lorsque la bonne mère de famille se rappela tout-à-coup sur le soir le P. Capucin, et se hâta de lui envoyer des provisions par un de ses enfants. Celui-ci court aussitôt au milieu des bois faire entendre le cri convenu, qu'il ne fut pas nécessaire de faire entendre deux fois ».

26. VALENTIN, Jules-Alexandre, en religion P. TIMOTHÉE de Villeneuve-de-Berg, capucin du couvent de Grenoble. Les papiers révolutionnaires le font naître le 15 août 1733, et professa le 5 mars 1753. Ces deux dates sont infirmées par la statistique de la province de Lyon conservée dans les Archives générales de l'ordre : sa vêtue y est notée en son lieu, au 4 mars 1742. La dernière trace de la présence de ce religieux à Grenoble est du 5 juillet 1792, où il dut toucher le troisième trimestre de sa pension. Sa disparition à la suite établit une puissante présomption de refus du serment de liberté-égalité, et probablement d'émigration.

27. VALLIER, Jean-Antoine, en religion P. SILVESTRE de Villeneuve-de-Berg, supérieur du couvent des Capucins de Crémieu (Isère), était né le 26 février 1725, et avait fait profession à Lyon le 20 janvier 1745. Il opta d'abord pour la vie commune, et, comme elle ne fut pas possible, il demeura dans Crémieu, où nous le suivons jusqu'au premier trimestre de l'an IV (septembre-octobre 1795).

28. VERNET, Pierre, en religion P. JACQUES de Villeneuve-de-Berg, né le 6 avril 1716, profès le 26 juillet 1733, était un des religieux les plus éminents de la province des Capucins de Lyon ; il l'avait gouvernée en qualité de provincial du 6 juillet 1770 au 21 mai 1773, et y avait exercé avec applaudissement nombre d'autres charges, pendant tout un demi-siècle. La Révolution le trouva au couvent de Grenoble, où son extrême vieillesse était assistée par les soins de son neveu, le P. Casimir d'Aubenas, dont nous avons parlé ci-dessus. Ils optèrent tous les deux pour la vie commune, et allèrent la suivre au couvent de Vienne, probablement en juillet 1791, puisque leur présence à Grenoble le 4 de ce mois-là est constatée pour la dernière fois par les états de pensionnaires. Nous avons le malheur d'ignorer la fin de cet homme vénérable.

P. APOLLINAIRE.



# NOTES GÉNÉALOGIQUES

## SUR LA MAISON DE BOULIEU

D'ANNONAY

*Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du  
Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne.*

---

(SUITE III.)

---

1514. — En quoi consistait cette seigneurie de *Jarnieux* dont il vient d'être question et dont les héritiers et descendants d'Albert de Boulieu portèrent le titre jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle ?

Dans une requête adressée au bailli de Vivarais ou à ses lieutenants par *Louis de Boulieu*, écuyer, *seigneur de Jarnieux* et de *Charlieu*, pour obtenir sentence contre *Méraud de Boulieu*, son frère, aux fins de se voir autorisé à exercer contre lui, sur les biens non encore aliénés de la succession de feu *Albert de Boulieu*, leur père commun, et de celles de François, Claude et Pierre de Boulieu, leurs frères et sœur, le règlement de ses droits héréditaires et de la quatorzième lui revenant, *Louis de Boulieu* fait le dénombrement de tous les biens délaissés par son père, et de ceux vendus à ce moment par Méraud.

Les biens de Jarnieux, de la Roche, etc., sont déclarés comme suit :

« Item semblablement avoit tenoit et possédoit ledit feu noble Albert au temps de son treppas une fort belle et noble place avecques son *chasteau fort et avecques toute juridiction haulte moyenne basse, mère et mixte impere appelée de Jarnyeu*, au pays de Lyonnais, où il y avoit et est accoustumé avoir chastellain, juge ordinaire, juge d'appeaulx, procureur, greffier, sergents et autres officiers acoustumés à toutes juridictions et il avoit et estoit de coustume avoir peages, leydes, et plusieurs autres droits juridictionnels, armes, guet en cas nécessaires requis et pareillement plusieurs censes rentes et autres revenus droits et mains mortes, et aussy bon domaine que terres vignes et grant quantité prés boys de coupe et autres et plusieurs arbres de chaine, pommier poirier noyers et autres fruitiers.

Et laquelle place et seigneurie comprins censes, rentes domaine et autres choses susdites valoit et encore vault de revenu annuel la somme de six a sept cents livres tournois et autant ou plus fust esté pour lors et peut encore s'arrenter et sen treuveroit en arrentement valoir pour une fois la somme de vingt mil livres tournois et autant et plus se fust vendue et seroit encore à l'enchant (encan) publique et estimée par prudhommes attendu la situation de la dite place quest assise en un des bons lieux dud. pays de Lyonnais et auprès la ville de Lyon et d'autres plusieurs belles villes et chasteaux et aussy que les tenementiers et ampitheotes sont actenus pourter et charier les susdites censes et rentes dans le chasteau de Jarneyu et au grenier du seigneur de tout temps et ancienneté comme plus à plein appert par les terriers, lièves charterauls et roolles dudit feu noble Aubert et de ses prédécesseurs et aussi dudit noble Merauld héritier susdit, etc... »

Les meubles et ustensiles de maison existant au dit Jarneyu sont évalués neuf cents à mille livres tournois.

*Item* en oultre avoit tenoit et possédoit le dit noble Aubert un autre fort beau héritage et domaine avec sa maison forte appelée la Roche en Beaujoulais sous la juridiction de Montmalard lez le prieuré de Salles a une lieue ou envyron de Villefranche et auprès dudit chasteau de Jarneyu dune autre lieue, concistant ledit domaine de la Roche en censes rentes et autres revenus avecques vignes prés boys terres et autres possessions ensemble plusieurs autres arbres fruitiers et le tout comprins valoit de revenu annuel la somme de sept vingt livres ou envyron et autant et plus, etc. » et se seroit vendu en une seule fois trois mil livres tournois, etc...

Les meubles et ustensiles du château et domaine de la Roche sont estimés deux cents livres tournois et plus.

Albert de Boulieu possédait encore une autre maison d'habitation dans ce même château de la Roche-sous-Montmélas, évaluée d'un revenu de trois cents livres tournois par an.

Mentionnons encore une maison assise au château et prieuré de Salles dans ce même pays de Beaujollais, valant 300 livres de revenu annuel, et la prévosté de la juridiction de Salles, office qui valait pour une fois la somme de deux cents livres tournois, et enfin un pré au terroir de St-Georges-de-Renein-lez-Villefranche, estimé 400 livres tournois.

Le domaine de *Biart* que possédait Albert de Boulieu dans le pays de Dombes ainsi qu'une maison dans le château fort de Chalamont *sur la porte* de la basse-cour, était évalué en propriété pour une fois 2500 livres tournois et en revenu annuel 100 livres.

Voilà donc énumérés dans ces déclarations à fin de procédure, les immeubles de *Jarnyeu*, de la Roche-sous-Montmélas, de la prévôté de Salles et de *Biart*, qui constituaient les possessions d'Albert IV et de son héritier en dehors du Vivarais et du Velay.

Les maisons que possédait *Albert IV de Boulieu* dans la ville d'Annonay au moment de sa mort (1514) étaient « belles et amples maisons en la grant rue allant à l'église parrochiale de ladite ville de haut en bas avecques plusieurs membres habitables et autres fort bien bastis et ediffiés et les auvans et plusieurs d'iceulx voultés a pierres, estables fenieres curtilaiges et autres plusieurs membres estant dans le circuy des dites maisons où il y avait aussi et qui encore y est une fort belle cave. Lesquelles maisons d'habitation dudit feu noble Aulbert comprins les membres susdits dicelles au temps du treppas dud. feu noble Aulbert non comprins les meubles et ustenciles dicelles valloient bien par commune estimation la somme de deux mille livres tournois et autant ou plus fussent été vendues a lencan et vallent encore de présent. »

« *Item* lesquelles maisons ou habitation dudit feu noble Aulbert audit Annonay estoient au temps de son dit trespas fort bien meublées de tous meubles et ustenciles de maison nécessaires autant ou plus et myeulx que maison de gentilhomme et seigneur de ses voisins et lesquels meubles valloient en iceluy temps de son trespas par commune prisée et estimation la somme de 800 livres ou envyron et autant et plus se fussent vendues a l'enchant (encan).

*Item* en outre et pardessus les susdites maisons ou habitation le dit feu noble Aulbert de Boulieu seigneur de Jarnieu encore avoit tenoit et possedoit un autre fort beau ténement de maisons en lad. ville d'Annonay et dicelle estoit vray seigneur et maistre au temps de son trespas lesquelles avoient esté de feu *noble Thomas Boulieu* son cousin assises en ladite grant rue publique dicelle ville d'Annonay aupres et joignantes a icelles que dessus

dudit feu noble Aulbert et a la place publique du marché de la dite ville. Lesquelles maisons avoient plusieurs membres fort bien ediffiés et boutiques audevant ladite place publique dudit marché desquelles provenoit et peut provenir grant profict chacune car ny a maison en la dicte ville située en meilleur lieu ny plus revenant que cestes et lesquelles maisons qui furent dud. feu noble Thomas Boulhieu estoient du temps du trespas dud. feu noble Aulbert de valeur et commune estimation de deux mille livres tournois et plus et autant fussent esté estimées et vendues à l'enchant si fussent esté en vente actendu la belle et fort bonne edification et plantation dicelles et aussi l'apport et revenu que pouvoit et peut encore sourtir chacune année pour ceste raison principalement au temps des dictes boutiques y edifiées comme dict est et ce sont aussi choses bonnes notoires et manifestes.

*Item* oultre plus tenoit et possedoit ledit feu noble Aulbert au temps de son trespas une autre maison située en lad. ville d'Annonay appelée du Petit Maleton joignant à la maison d'habitation d'Estienne Chapuis marchand d'hault en bas de valeur et commune estimation de cent livres tournois et autant ou plus se fust vendue car est auprès de lad. place publique du marché de lad. ville.

*Item* un pré joignant la maison paternelle de noble Pierre Pellet et le cellier de M. Pierre de Vairyer (?) notaire une autre maison dhaut en bas avecques ung jardin ensemble joignant lesquelles maisons et jardin valoient etc... la somme de cent livres tournois etc...

*Item* semblablement avoit tenoit et possédoit etc... une autre maison située au bourg de la *Recluzière* de la dite ville d'Annonay en laquelle avoit plusieurs membres aussi bien ediffiés et bien aërez et valoit la somme de cent livres tournois et autant et plus se fust vendue etc...

*Item* avoit etc... au mandement d'Annonay au terroir de la *Recluzière* ung colombier valant trente livres tournois et autant et plus se fust vendu etc...

*Item* pareillement avoit etc... au terroir de la *Recluzière* auprès de la ville d'Annonay trente hommes de vigne ou envyron vallant la somme de 600 livres tournois etc...

*Item* un pré sur le terroir de la Recluzière au dessous du chemin allant à la grange du Mas ayant valu et valant encore cent livres tournois attendu la fertilité et situation dudit pré.

*Item* ung autre pré aud. terroir de la Recluzière joignant un chemin allant d'Annonay a Serriere contenant deux sesterées ou envyron et lequell valoit et vault encore la sômme de 150 livres tournois et autant et plus etc...

*Item* semblablement deux terres ensemble touchant aud. terroir de la Recluzière joignant à la vigne susdite contenant envyron trois sesterées de terre valant cent cinquante livres tournois etc...

*Item* une autre vigne assise au terroir appelé de pollet contenant envyron huict fessoirées de vigne vallant 160 livres tournois etc...

*Item* une autre vigne appelée de las plantas de Lergnieu contenant envyron 24 fessoyrées vallant 25 livres tournois etc...

*Item* un pré appelé des *Joussauds* contenant envyron deux fessoyrées et demi joignant un chemin public allant d'Annonay à Andance vallant 150 livres tournois etc...

#### 1578. — LE CHATEAU ET LA TERRE DE CHARLIEU

Le fief composé de terres nobles et de franc-alleu désigné sous le nom de seigneurie de Charlieu, paraît bien d'origine ancienne. Il appartient de très bonne heure à la famille de Boulieu, dont les membres se qualifiaient seigneurs de Charlieu, dès le xiv<sup>e</sup> siècle, tout en ayant pour la plupart et pendant longtemps leur habitation dans la ville d'Annonay où ils possédaient plusieurs maisons, jardins et terres, ainsi qu'il est démontré par le dénombrement des biens d'Albert IV de Boulieu à son décès, c'est-à-dire en 1514, comme on peut le voir à cette date.

Mais le *chateau fort* (ou *maison forte*) de Charlieu, ainsi qu'il est désigné dans des actes anciens, et tel qu'il existait encore vers 1874, dans le fond d'un assez large vallon ouvert du nord au sud et arrosé par la rivière de Deûme, qui descend de Bourg-Argental, ne paraît avoir été complété que dans le dernier tiers du 16<sup>e</sup> siècle et plus exactement de 1578 à 1582, par les soins de *Meraud de Boulieu* II<sup>e</sup> du nom, fils d'autre *Meraud*, qui avait hérité de *Louis* et de *Pierre de Boulieu* ses oncles, se qualifiait seigneur de Jarnieu,

était bailli de Tournon, homme de guerre, et possédait une fortune assez importante pour son époque.

Il s'attacha à faire de Charlieu une résidence très habitable, en faisant édifier, élever ou réparer plusieurs membres du château, notamment la grosse tour, les rez-de-chaussée voûtés, et le corps de logis central sur les façades duquel sont ouvertes, sur les deux côtés, des *fenêtres à croisières*, dans le style de l'époque, dont quelques-unes furent transformées beaucoup plus tard en fenêtres tout à fait modernes. La partie la plus ancienne serait celle qui se termine au nord par une tourelle d'angle à cul-de-lampe, et qui renferme la chapelle à voûte ogivale au rez-de-chaussée. La juxtaposition des deux corps de logis successivement bâtis est visible extérieurement, soit que cette partie de l'édifice n'ait pas été crépie, soit que le temps ait fait tomber le crépissage.

Un cadran solaire ou *gnomon* se voyait sur la façade principale, il y a une trentaine d'années, et se voit peut-être encore aujourd'hui avec sa devise latine dont je ne me souviens plus exactement.

*Le prix fait* le plus ancien que je trouve dans les archives de la maison de Boulieu est du 11 juillet 1578.

Il est passé entre messire *Imbert Dangers*, chevalier de l'ordre du roy, seigneur du Mein, de Gruzon et Serrières et noble *Méraud de Boulhieu*, seigneur de Jarnyeu, bailli et capitaine de Tournon et seigneur de Charlieu, d'une part, et *Jehan de Ruolz*, habitant au lieu de *Pepin* (1) mandement d'Annonay « pour bastir et construire une maison aud. lieu de Charlieu en joignant la grange du cousté du matin et laquelle maison icelluy de Ruolz sera tenu comme il a promis et promet bien et deuement bastir aud. lieu et en la mure joignant lad. grange assavoir du matin tirant au couchant de la largeur de lad. mure et du cousté du vent tirant à la bise de deux toises et demye dans œuvre et de l'hauteur de lad. grange joignant que le couvert vienne en deppendant de l'auttre cousté du couchant et faire en icelle maison deux estaiges et en lestaige bas une porte de pierre de taille a voute de cinq pieds de large et de l'hauteur requise avec un larmier aud. bas estaige et en lestaige superieur une porte de pierre de taille servant pour l'entrée de lad. maison et deux fenestres bastardes lune du cousté du vent l'auttre du cousté du couchant de pierre de taille une cheminée bastarde et ung fourt pour pouvoir cuyre six quartes bled lequel de Ruolz sera tenu avoir basti lad. maison bien et deuement les murailles lespaisseur requise et

(1) Variante de Pupy, etc.

faict les planchers couvert portes et fenestres et fournir toute la pierre de tailhe et ce de cy a la feste de St-Michel prochain venant, et ce pour et moyennant le prix et somme de vingt escus dor sol et six quartes bled seigle bon et recepvable mesure d'Annonay de laquelle somme lesd. sieurs cy ont payé des mains et argent dud. seigneur de Jarnyeu six escus et deux tiers d'escu aud. de Ruolz en testons et monnoye réallement bailles en présence de moy notaire et tesmoins etc...

.....  
 Faict au lieu de Charlieu près la maison; présents André Veyre de Venzieu, Jehan Gay du lieu des Soliers ne saichant escripre ne ledit de Ruolz. et lesd. seigneurs se sont soubsignés en l'original. *Y. Dangeres, M. de Jarnyeu et moi* not. royal soubz signé *Tourlon*. (Expédition en forme sur papier doublé.)

Ces travaux furent sans doute achevés par de Ruolz conformément au prix faict qui vient d'être analysé.

Toutefois, je trouve à la date du 22 mai 1579 une autre convention originale portant les signatures *de Meins* et *M. de Jarnieu*, et ainsi libellée :

*Cet la bezonnie (1) que lon a balyé a fere a metre Nicolas Rouier pour Charlieu.*

*Premièrement* fera le couvert des degrés de la tour.

*Item* se fera la meuralie (2) du tinalier du cousté de la bise de demy toise.

*Item* se refera la meuralie dudit tinalier de cousté du vent de sorte que le couvert soit a deux apans (3) savoir du vent et bize.

*Item* metra les meuralies du soir et matin an letat qu'il sera nécessaire pour fere le couvert ainsin que dessus.

*Item* prendra heune meuralie autre de la grand porte de la cour qui ira joindre la meuralie de la cave et la aussera pour randre les dits couverts pareils et an icelle meuralie postera deux portes leune grande lautre moienne et heun larmier dun pie et demy de careure (4) et heune porte de boys sur letable.

*Item* fera heune meuralie dun pié et demy despaysseur pour separer letable et le tinalier jusques au planchier.

*Item* fera les couverts et planchiers de tout le bâtiment hormis de la cave qu'il ne faut plancher et sera tenu de fere les ruines (5) pour la bezonnie quest dessus.

*Item* fera les portes et fenestres de boys et lon luy randra tout atrel en place (6).

Et pour tout se que dessus nous luy donnons pour iceux finis la

(1) Besoigne, besogne, travail.

(2) Muraille.

(3) Pentes.

(4) Carrure.

(5) Enlever les déblais et matériaux après l'achèvement des constructions.

(6) Matériaux de construction.

somme de sent dix livres sans autre chose et il promet avoyr randu la bezonnie fette dans la fin du moys daoust prochain fet au Mein ce vint et deuxiesme may. Signé : *de Meins — M. de Jarneyeu.*

Par une quittance reçue Tourton notaire, le 7 août 1579, *Nicolas Royer*, maçon de Bourg-Argental, confesse avoir reçu de *noble Meraud de Boulieu*, seigneur de Jarneyeu et héritier bénéficiaire de feu noble *Louis de Boulieu*, seigneur de Charlieu, la somme de trente écus et deux tiers d'autre d'or sol, en laquelle somme feu Messire Imbert Dangeres, sieur du Meyn *en son vivant*, chevalier de l'ordre du Roy et ledit noble Meraud de Boulieu étaient tenus envers ledit Royer pour *réparer les batiments dudit lieu de Charlieu et tout ainsi que est especiffié par la pasche escripte de la main dudit Meraud et signée par ledit feux sieur du Meyn et led. noble Meraud en datte de lan présent et du 22<sup>e</sup> may.*

Et outre ce led. Nicolas Royer confesse avoir eu et receu dud. noble Meraud de Boulieu que dessus present la somme de dix écus d'or sol et ce pour payement de pension de certain autre prixfait touchant les reparations quil a fallu faire auxd. batiments de Charlieu que sont deux portes de tailhe que de dix huit a vingt toises murailles que aussi avancement du couvert lesquelles choses reviennent a lad. somme de dix écus pour sa main tant seulement, etc...

« Et en oultre par ces mesmes présentes led. Royer, et M. Claude Danson masson de Serriere lesquels ont attesté que en faisant lesd. réparations est entré et sest employé auxd. bastiments entre aultres choses assavoir six milliers de cloz a raison de quatre sols le tout montant quatre escus plus vingt deux charretées potz tant auxd. bastiment réparé que *en la grange* dud. lieu ou lon tient le fourrage du granger que reviennent lesd. postz a raison de quarante huit sols la charretée montant en tout dix sept escus sol et trente six sols tournois plus attestent estre entré auxd. bastiments pour le couvert quatre milliers de thuylls a cinq escus le millier montant vingt escus sol et lesquels thuylls ont esté acheptées assavoir troys milliers à Rossillon et l'autre millier à Saint Desira de M. Anthoine Gautier, etc.... »

Faict aud. lieu de Charlieu dans la *maison haulte* présents et témoins Jehan Mondot mareschal de Boulieu, Anthoine Verney de Saint Saulveur en Rue en Fourest lesquels ont dict ne scavoir signer, et moy notaire royal soubz signé recepvant.

TOURTON.



1580. — *Paches* passées le 6 août 1580 entre *Meraud de Boulieu* s<sup>r</sup> de Jernyeu et de Boulieu et Jehan de Ruolz d'Annonay et François Chieze massons du lieu de la Lombardièrre mandement d'Annonay pour parachever et continuer la muraille commencée pour clore la courtine de la maison dudit Charlieu laquelle lesdits de Ruolz et Chieze seront tenus comme ils ont promis et promettent avoir parachevé de bastir et construire bien et deuement dans un moys prochain a muraille de mortier de l'haulteur du cousté du couchant de deux pieds dhaulteur plus hault que la maison du buchier que soulait servir de tynal et de l'aulture cousté du vent de lhaulteur du couvert des degrès qui servent à monter en *la tour*, et ce pour et moyennant le prix de onze escus deux tiers dor sol dont la moytié dud. prix a été payé en testons et moy realement bailés en présence de moy notaire soubsigné et des temoins soub nommés etc...

Suivent les conditions détaillées et les garanties ordinaires des paches et formules de style alors en usage. L'acte est reçu Tourton, notaire.

« Faict a Annonay dans la maison de Mondon, présents Pierre Payret, Pierre Valette dict Souvignon, dudit Annonay, ne scaichant escripre ne led. de Ruolz et Chieze.

Signé : M. DE JARNYEU. — TOURTON.

1580. — *Prix fait* du 16 janvier 1580, entre Tourton, notaire royal de Boulieu, au nom de *Meraud de Boulieu*, seigneur de Jarnyeu et de Charlieu, absent, donné à Jehan de Ruolz et André de Ruolz père et fils habitants du lieu de *Pupy*, et Jehan de Vachier, massons d'Annonay pour fere une muraille a mortier pour fère l'advis pour le toict de la tour de Charlieu, des arcs de tailhe fenestres bastardes etc. Le prix convenu est de 15 escus dor sol, troys somées vin et troys sestiers bled seigle, le tout bon et recevable mesure d'Annonay.

Le travail devra être parachevé dicy à la feste de Pasques prochain.

La quittance passée devant M<sup>e</sup> Tourton le 26 juin 1582 du payement des divers travaux ci-dessus mentionnés et d'autres pour raison des agrandissements de murailles et piliers et certaines portes et fenestres des degrès et accès servant à la grande

tour dud. Charlieu etc..., est intéressante en ce qu'elle est passée dans la *maison forte* dud. lieu de Charlieu, ce qui indique que le château avait à ce moment l'importance et l'aspect d'une maison forte avec tours courtines, poterne, fossés, créneaux, etc...

1582. — Mais le 25 novembre 1582, une nouvelle pasche ou prix faict est passée entre *Meraud de Boulieu* escuyer, s' de Jarnyeu et de Charlieu, et *Jehan Rascle* habitant de Boulieu et *Claude Rascle* son frère du lieu d'Evas, pour bastir et construire les murailles suivantes :

« Premier afere une crotte (1) dans la courtine de la mayson dud. Charlieu et sera eslevée sur pilhers dung cousté et daultre quarrés et les arnoz (2) dicelles crottes quarrés en croix à la forme et manière qua esté accordé entre lesd. parties et les pilhers eslevés de l'hauteur requise pour servir a l'entrée quest ja faicte de la porte estant à ladvis de la tour dud. Charlieu. Et sera faicte et construite lad. crotte despuis la muraille joignant aux degres de lad. mayson et jusques a la muraille de lad. courtine estant du cousté du couchant et après sur les arnoz de la crotte que sera faicte bastir la muraille du cousté de bise de lauteur respondant sur la porte plus haulte de lavis de lad. mayson de facon que lestilicidie du couvert tombe du cousté du vent et dans le jardin et lesquelles crottes et murailles seront faictes à mortier de chaux et sable qui soict bien et deuement faict et en icelluy cousté feront une fenestre croysiére a l'endroit ou sera advisé par led. seigneur ou autre par luy commis.

Et pour le regard des murailles que fault hausser du cousté du vent et couchant seront faictes a mortier de terre et dud. cousté de vent seront faictes doubles fenestres croysiéres et du cousté du couchant une fenestre bastarde, lesquelles fenestres faictes de bonne pierre de tailhe posées et basties a bon mortier de chaux et seront tenus lesd. Rascles fournir toute la chaux nécessaire pour lesd. bastiments et led. seigneur leur fera charroyer la pierre sable et terre et mortier nécessaires et lesd. Rascles tireront à leurs propres depens toute la pierre de tailhe et autre nécessaires pour bastir lesd. piliers crotte et muraille susd. et poser le couvert audessus en fournissant par led. seigneur tous les tiers postz clous et tuyles nécessaires pour lesd. couverts et cindres (3) pour fere lad. crotte et autres boys nécessaires aud. bastiment » etc....

Le travail ci-dessus doit être livré, achevé au premier jour du mois d'aout suivant. et cela moyennant le prix de cent escus d'or sol, six sestiers de bled seigle et six sommées de vin, le tout bon et recevable mesure d'Annonay, etc ..

(1) Voûte.

(2) Arceaux.

(3) Cintres.

Fait à Boulieu dans la maison du notaire en présence des témoins Jehan Molinot, Jehan Prunet ou Prinnet, fils a feu Claude, Claude *Tourton*, notaire de Boulieu soussigné.

(Expédition signée Tourton, sur papier, écriture de l'époque).

Des pasches et prix faits qui précèdent, il paraît ressortir qu'en 1578 déjà, il existait à Charlieu des constructions plus anciennes servant au moins à l'exploitation des terres et à une habitation plus restreinte, et quelles reçurent à partir de 1578 des agrandissements, des exhaussements et aussi des réparations dont on trouve les détails spécifiés dans les pièces qui précèdent.

L'existence d'une *Maison forte* à Charlieu antérieurement à 1578 est attestée par un acte du premier août 1531, en latin, contenant la donation faite par Marguerite du Lac, veuve de noble Albert de Boulieu seigneur de Jarniost, à Louis de Boulieu son fils, des biens et domaine de Charlieu ainsi spécifiés :

« *Totale ejus factum chevantiā et hereditatem dicti loci de Charlieu sitam in parrochia Boliaci mendamenti Annoniaci Vienneſis diocesis cum animalibus et bonis molibus in domo et chevantiā prædictis existentibus, omniq̃ dominatione, juridictione directo et utili domino ac omnibus ipsius facti hereditatis et chevantiā aliis pertinentis appendentis et dependentis juribusque consuevis et debilis conciscentes in DOMO FORTI ALIIS DOMIBUS GRANGIIS, CASIBUS, hortis, terris, pratis, vinea sive clauso appellato de Charlieu, nemoribus, garena, et aliis pradiis possessionibus et terris cultis vel incultis, heremis seu vestitis, redditibus, censibus, possessionibus, et aliis annuis prestationibus quibuscunque una cum prato appellato prā nouvel peream aquisito a nobili Meraldo de Boulieu ejus filio in instrumento acquisitionis ejusdem per magistrum Joannem Mealerii notarium regium sub anno et die in eodem exaratis latius designato et confrontato, etc. etc...* »

Cet acte très long est dressé : « dans la ville d'Annonay, dans la maison de noble Meraud de Boulieu et dans la chambre qu'habite elle-même la noble donatrice sur la grande rue (supra magnam carrieram) témoins présents, vénérable messire Anthoine Gamon (Gamonis) licencié ès droit, juge royal de Vivarais, Pierre Bonnet marchand d'Annonay. Benoit Dumas de la paroisse de St-Julien-Molin-Molette, Barthelemy charretier de la paroisse

de Boulieu (boliaci) et Guillaume *Brenadii* notaire royal habitant de la ville d'Annonay, notaire recevant. (Extrait de l'original par Romanet notaire royal soussigné).

Dans cette donation de 1531, entre vifs, Marguerite du Lac, veuve d'Albert de Boulieu, fait toutes ses dispositions testamentaires par anticipation, au profit de Louis de Boulieu et de ses autres enfants, neveux et nièces, institue des fondations pieuses qui sont confirmées par son dernier testament du 26 juillet 1532, fait à Charlieu *ante domum fortem*, reçu Brenas, notaire d'Annonay.

(Voir les actes de 1531 et 1532 pour ces testaments).

La tradition des biens immobiliers composant Charlieu, se fait suivant l'usage : *divestiens se dicta nobilis Margarita du Lac donatrix de ptemissis et eundem nobilem Ludovicum ejus filium donatorium investiens traditione unius calami cum quo scribitur in manibus mei dicti notarii recipientis in cenomine et ad opus dicti nobilis Ludovici et suorum ac omnium et singulorum aliorum quorum intererit aut interesse poterit in futurum nihil juris actionis partis proprietatis et petitionis nec alterius cujus utroque reclamationis etc...*

(A suivre.)

PAUL D'ALBIGNY.



NOTES  
SUR  
LE MANDEMENT DE CRUSSOL  
AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

---

(SUITE XI)

---

Jeanne de la Seauve n'appartenait pas à une maison noble. Antonie Faurie n'était pas noble non plus. Il existait deux familles ayant le même nom, sans lien de parenté : de la Seauve. L'une d'elles était roturière et était dénommée parfois « Seauve » simplement. C'est à celle-ci que se rattachait la femme de Faurie.

Un acte de cession du 4 mai 1650 débute en ces termes : « *Noble* « Jean de la Seauve, de Charmes en la comté de Crussol, lequel « sachant estre débiteur à *sieur* Anthoine Faurie, mary et maistre « des biens de *damoiselle* Jeanne de la Seauve, en la somme de « trente trois livres pour reste de plus grande, en laquelle feu « *noble* Abel de la Seauve, son père, estoit cédullé à feu *sieur* « Ysaac de la Seauve, etc. » (1). Isaac était le père de Jeanne ; sa roture ne saurait être contestée.

Cette fois, Jeanne est qualifiée *damoiselle*, tandis que l'inventaire l'appelle *honnête*. La qualité de *damoiselle* n'impliquait nullement la noblesse.

On lit dans une obligation du 17 janvier 1651 « *damoiselle* « Françoise Broé, vefve de *sieur* Gaspard Gamon, du lieu de St- « Péray » (2). Par galanterie, les notaires attribuaient, sans peine, au XVII<sup>e</sup> siècle, une telle qualification à mainte bourgeoise.

Un dernier document nous éclairera sur la situation réelle de la famille Faurie, d'ailleurs de condition assez relevée.

Le 27 mars 1651, « *sieur* Anthoine Fauries (3), de Genève », régla divers comptes avec les fermiers de « *sieur* Jean-Louis « Seauve, du lieu de la Seauve, au dict mandement, habitant à Seyssel » (4).

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, n<sup>o</sup> 212.

(2) *Ibid.*, n<sup>o</sup> 344.

(3) L'ancienne orthographe était très variable : *Faurie*, *Fauries*.

(4) *Ibid.*, n<sup>o</sup> 403.

L'épée était portée par d'autres personnes que les nobles ou les barbiers, mais son emploi était bien loin d'être général. Les inventaires de personnes aisées relatent souvent diverses armes telles que des pistolets ou des fusils. Il est très rare d'y rencontrer la mention d'une épée.

### LE MARCHÉ DU MERCREDI

Le 12 avril 1525, noble Jean Flandin, de la paroisse d'Upie (*Upiani*), au diocèse de Valence, reconnut devoir à Pierre Revol, des Fins du Puy (*loci de Finis, mandamenti et diocesis Aniciensis*), une somme de 10 livres, monnaie de roi, à raison de la vente « *unius jumente pili bayardi* (1), *hac die presenti, vendite et expedita* ». L'acte fut passé à Saint-Péray, dans la rue publique, ou grande rue, en présence de Jean Roure et d'Antoine Marchand, habitant de Crest, et de Jean Mathieu, d'Aouste (2) (Drôme) (3).

Dans les actes de 1531, déjà analysés, le lieu d'origine du vendeur est mal abrégé et d'une lecture peu aisée. Il est difficile de savoir s'il s'agit du Puy (*Aniciensis civilas*) ou d'Annecy (*Aneciacum, Annecium, Annisiacum*).

L'acte de 1525 lève tous les doutes, tout en compliquant la question à un point de vue. Il existe dans le territoire de la commune d'Annecy un lieu dit dénommé *les Fins*, bien connu dans le monde numismatique par les importantes trouvailles de monnaies romaines, notamment de pièces d'or, qui ont été effectuées en cet endroit depuis 1590 (4). D'emblée, le membre de phrase « *loci de Finis, mandamenti et diocesis Aniciensis* », semble devoir s'appliquer au territoire de ces Fins-là.

Il n'en est rien. On lit réellement *Aniciensis*, mais un signe d'abréviation aurait pu être omis et l'on sait que les écritures du xvi<sup>e</sup> siècle sont difficiles à déchiffrer et les mots, abrégés irrégulièrement. A la rigueur, on aurait pu traduire *Aniciensis* par *Aneciensis*, forme altérée de l'adjectif régulier. L'exactitude n'était pas de règle sous François I<sup>er</sup>.

(1) *Bai.*

(2) *Dousta.*

(3) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sapets*, p. 280.

(4) FODÈRE, *Narration historique*, pp. 903 et s. — CHIEZA, *Corona reale*, cap. IV.

Annecy est un siège épiscopal. Comme il a été créé en 1535 (1), lors du transfert dans cette ville de celui de Genève, son diocèse ne pouvait être visé par le notaire de St-Péray, soit en 1525, soit en 1531.

La ville du Puy (Haute-Loire) était appelée précisément *Aniciensis civilas*. Le diocèse était dénommé *Aniciensis diocesis*. Le marchand qui se trouvait à Saint-Péray, à la date de 1531, était originaire du Puy. Le maquignon, qui céda en 1525 une jument à un Dauphinois, habitait *locum de Finis*. Aucune commune, répondant au nom des Fins, ne se trouve dans l'étendue du département de la Haute-Loire. Pour résoudre cette dernière difficulté, nous nous adresserons à la *Chronicon Sancti Petri Aniciensis*, publiée par M. Ulysse Chevalier. On y lit « *et in eodem Vellaico, in pago quem Fines vocant* » (2).

Il existait dans le Velay un lieu dit dénommé *Fines*. On sait d'autre part que cette région était très propice à l'élevage des chevaux et des mulets et que les produits en étaient renommés.

La solution que nous proposons est certaine.

Ce concours de personnes, domiciliées loin de St-Péray, semble être dû à une foire. De temps immémorial, cette ville a joui du bénéfice de quatre foires qui se tenaient les 20 mars, 21 juin, 22 septembre et 22 décembre. Nous employons le verbe tenir à l'imparfait, car en pratique, elles n'ont plus lieu. La suppression du péage du pont de Valence a amené leur disparition.

Le 12 avril 1525, ne fut donc pas jour de foire. Pâques étant tombé le 16 avril, cette année-là, le 12 avril fut un mercredi. De même les contrats d'acquisition de bœufs gras des 8 février 1531 et 31 janvier 1537 furent réalisés *un mercredi*. Voilà plus qu'il n'en faut pour prouver qu'un marché avait été établi à Saint-Péray ce jour-là, antérieurement à 1525.

Les actes du commencement du xvi<sup>e</sup> siècle désignent indifféremment la place appelée actuellement *place du Marché*, sous deux noms, *place publique* (*platea publica*), *place du marché* (*platea fori*). L'adjectif *publica* n'est pas uniquement synonyme de « commun,

(1) GRILLET, *Dict. hist., littéraire et stat. des départemens du Mont-Blanc et du Léman*, t. 1, p. 133.

(2) *Cartulaire de l'abbaye de St-Chaffre du Monastier*, p. 155.

à l'usage de tous » : il doit être traduit par *principale*. Ainsi la grande rue était dénommée au même moment *carrerìa publica*, *rue publique* (1). Bien entendu, à cette époque-là, il existait à St-Péray diverses places et d'autres rues, dont les unes avaient reçu un nom et dont les autres n'en portaient pas.

Les guerres de religion et la négligence d'un maire ayant amené la destruction de toutes les archives locales, on en est réduit à des conjectures sur de nombreux points. Le marché du mercredi passait même dans le peuple pour avoir été établi à une époque relativement récente, à la veille de la Révolution.

Louis XI institua de nombreux marchés dans notre région, afin de faciliter la vente des denrées à un prix rémunérateur pour le producteur. Les termes qui servaient sous François I<sup>er</sup> à désigner la principale place de St-Péray permettent de supposer que le marché n'avait pas été créé depuis bien longtemps. Voilà pourquoi nous pensons, jusqu'à plus ample informé, que c'est à Louis XI que St-Péray est redevable du marché du mercredi. On sait que l'installation des marchés était un droit régalien. Les Crussol ne paraissent pas avoir joui de cette faculté.

A titre de supplément de preuve nous invoquerons les lignes suivantes du 19 juin 1532 : « Item par ce qu'il a esté deslibéré, « qu'il ne soit permys à personne aller au devant et hors le dict « lieu de Saint-Péray achepter fruictz, marchandises et provisions de ceulx qui les apportent au dict lieu, mays que les « dictes marchandises et provisions se vendront et achepteront en « la *place publique* du dict lieu tant seulement » (2). Il s'agit d'une convention de la communauté avec Jean Peyrouse. L'appellation de *place du marché* a fini par prévaloir.

Jean Flandin qui vint acheter une jument à St-Péray en 1525 appartient à une famille dont divers membres occupèrent plus tard de hautes charges et qui est représentée de nos jours par les maisons d'Arces, de Rivoles et de Lafarge. Le premier mentionné par Chorier vivait en 1445. Cet auteur n'en cite aucun autre jusqu'à Jean Flandin ou Flandy, nommé procureur à la Chambre

(1) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sapets, passim.*

(2) *Ibid.*, p. 215.



des Comptes du Dauphiné (1645) (1). D'autre part une généalogie manuscrite faite de nos jours et conservée aux archives départementales de la Drôme ne commence qu'à André (1624). Une procédure indique que les consuls de Bourg-de-Péage plaident contre Jean-Noël-Flandy en délivrance d'un legs (1626) (2). M. Lacroix a bien voulu nous dire que Jean-Noël et André étaient fils d'autre André, gendre lui-même d'Humbert Bourgeois, décédé en 1587. Il nous est donc possible de combler en partie les lacunes fâcheuses séparant le premier auteur connu de cette famille, d'André II.

### LES BAUX A MI-CROIT

Olivier de Serres insiste sur les difficultés que l'on éprouvait à louer les bestiaux (3). Nulle part nous n'avons trouvé de texte sur les baux d'autrefois, même dans Guy Pape. François Marc déclare incidemment que « *in socida et societate animalium solum* » *videntur communicata crementa et fetus animalium, et capitale remanet præcipuum domino* » (4). On comprendra aisément que cette indication sommaire ne saurait suffire à ceux qui s'intéressent aux coutumes observées par nos ancêtres.

Il y a lieu tout d'abord de préciser la nature du bétail et des bêtes de somme qui ornaient les écuries jadis.

Les mules et les muets étaient fort rarement employés par les agriculteurs dans le mandement de Crussol. Nous n'avons relevé qu'un très petit nombre de textes relatifs à leur usage. Deux habitants de Charmes achetèrent à noble Antoine de Galbert « ung petit mullet poil bay et une anesse poil gris avec leurs batz », au prix de 48 livres tournois (1639) (5).

Quant aux chevaux et aux juments, il en était à peine question. Ils étaient à peu près uniquement destinés aux nobles. Durant les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, nobles Jean de Vergomas et

(1) *L'état politique de la province de Dauphiné*, t. III, p. 257.—DE RIVOIRE DE LA BATIZ, *Armorial de Dauphiné*.

(2) A. LACROIX, *Inventaire sommaire des archives hospitalières de la ville de Romans*, IV, H. 7.

(3) *Le théâtre d'agriculture*, t. I, p. 57, édit. de l'an XII.

(4) *Decisiones aureæ*, t. I, p. 322.

(5) *Minutes de M<sup>e</sup> Jacques Combier (Etude Girard)*, n<sup>o</sup> 420.

Guillaume de Geys, tous deux au service de la cour de François I<sup>er</sup>, semblent seuls en avoir possédé.

Au xvii<sup>e</sup> siècle, les formules sont vagues, très vagues. Rarement, le détail du bétail, donné à cheptel, est relevé dans les actes où l'on serait en droit de chercher ce renseignement ou dans leurs annexes habituelles :

« Se chargera le dict Pleynet du bestail que doibvent laisser les « rantiers quy y sont à présent pour le randre à la fin du bail au « chap qu'il luy sera bailhé » (1669) (1). Telle est la manière dont s'expriment les parties, le plus communément.

Le terme *chap*, que les vieux dictionnaires de la langue française omettent, doit être considéré comme étant l'équivalent du mot *prix*. C'est la traduction littérale de *capitale* ; il en est un dérivé par apocope. Le texte de 1537 (n. st.), publié ci-après nous le prouve. Les documents qui suivent, relatent la synonymie de *chap* et de *prix*. Comme nous avons l'habitude de justifier à l'évidence toutes nos observations, nous ajouterons la reproduction d'un membre de phrase que nous avons lu dans une convention banale et sans intérêt : « *Chap et pris* du bétail » (1659) (2).

Ce point établi, voici la première partie d'un très ancien bail à mi-croît :

*Medium crementum Jacobi Jay*

« Anno domini millesimo quingentesimo trigesimo sexto et die  
« ultima mensis januarii, Domino Francisco et., Jacobus Jay loci  
« Guilherandi, mandamenti Cruseoli, Valentinensis diocesis, qui  
« gratis etc. pro se et suis etc. tradidit etc. ad medium crementum  
« et incrementum probo viro Johanneto Marcalle, parrochie Sancti  
« Petri Ay, predicti (3) etc. videlicet unam vaccam pilli bochardi,  
« sub capitale septem florenorum monete regie currentis etc. et  
« hoc pro tempore trium annorum proxime futurorum, durante  
« quo, dictus Marcalle tenebitur prout facere promisit, bene et  
« debite nutrire et intertenere dictam vaccam cum cremento quod  
« ab ea perveniet et in fine dicti termini vel illo durante quando  
« una pars requiret alteram, tempore sprine exprinare, secundum

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame (Etude Ponsard)*, n<sup>o</sup> 105.

(2) *Mêmes minutes de M<sup>e</sup> Jacques Combier, passim*.

(3) Il a été omis le mot *diocesis*.

« usus et consuetudines hujus patrie et formam juris, reddere  
 « bonum compotum tam de principale quam dicto cremento. De  
 « quo quelibet pars habebit medietatem, dicto principale salvo  
 « eidem Jay, et non poterit dictus Marcalles, prout fuit conven-  
 « tum, vendere nec alienare dictam vaccam nec crementum illius  
 « absque licentia et permissione dicti Jay, ex quo ipse Marcalles  
 « confessus fuit habuisse et realiter recepissee dictam vaccam et  
 « illam penes se et in suo posse habere. De receptione illius  
 « propterea quictavit dictum Jay... » (1).

Cette convention est exceptionnellement rédigée en latin, langue abandonnée par les notaires, avant 1537. A ce moment-là ils avaient déjà recours ordinairement au français.

On peut résumer un autre bail. Le 31 janvier 1532, Pierre de Mordedieu remit « à my-creys, selon les usaiges acoustumés du  
 « présent pays à François Chovet et Pierre de Labaulme, rentiers  
 « de la baronie de Crussol... une anesse poil gris avec son polin...  
 « aux péril et fortune des dictz de Labaulme et Chovet et soubz  
 « le prix et chap de six florins roy pour le temps et terme de deux  
 « ans... du dict creys, lequel sera parti (2) de façon que chascune  
 « partie en aura la moytié, le dict pris ou chap principal, au dict  
 « Demordedieu demeurant » (3).

Un acte du 7 novembre 1539 fait dans les mêmes conditions, est relatif à un bail à mi-croit de deux vaches l'une d'un poil rouge et l'autre d'un poil sauret, avec leurs deux veaux mâles appartenant à Guillaume de Geys. Le terme stipulé est de trois ans. Le prix ou chap est de 20 florins qui resteront à de Geys. Le croit sera partagé par moitié (4).

De même M<sup>e</sup> Roure, notaire et procureur juridictionnel ou d'office de la baronnie de Crussol, donna à my-croit une vache « poil sauret », au prix de 6 florins roi, pour la durée de trois ans, sous la condition de partager également « le creys que Dieu y  
 « enverra et en tous temps d'exprine, les expriner selon les  
 « usages et forme de droict » (3 juillet 1534) (5).

(1) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sápets* f<sup>o</sup> 129 et 130.

(2) Synonyme de *réparti*.

(3) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 138.

(4) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 209.

(5) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 228.

Le 20 août 1632, Mathieu Bonnet, maçon à Touloud, reconnu tenir de noble Antoine de Galbert « en commende, aux uz et « coustumes du pays, scavoir ung bœuf arable, poil noir, deux « thoreaux de deux ans, l'ung poil rouge, l'autre soret, trois « grandes vaches, deux poil soret, l'autre poil rouge et ung paire « beufz arables poil noir et chalhet, soubz le chap de deux cents « livres t. Item, quinze grandz moutons, trente grands brebis et « quinze autaneurs ou autanèzes, bon bestail, lanage fin et quinze « chièvres, le tout au chap de teste pour teste, et finalement trois « grandz porceaux et treze petitz, soubz le chap de soixante « livres ». Le preneur devait répartir ce bétail dans diverses fermes, qu'il avait louées à plusieurs propriétaires. Il était convenu que « arrivant perte au chap du dict bestail sera supportée « par le dict Bonnet et le creys, venant à l'esprine qui se fera « tous les ans, une partie en requérant l'autre, à la feste de « Nostre Dame de Mars, sera partagé ». Bonnet devait donner annuellement par vache « faisant veau » 10 livres de fromage et 4 livres de beurre, par chèvre « ayant laict » 3 livres de fromage et par brebis 1 livre et demie de fromage. La laine des brebis et des moutons et l'« anyne » ou laine des agneaux devaient être partagées, Bonnet payant les tondeurs. Le preneur ne pouvait vendre aucune bête sans le consentement du bailleur (1).

Ce bail ne prit fin que le 6 février 1645 (2), après avoir bénéficié d'une durée peu ordinaire.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1632, Pierre Vinard, habitant le mandement de Crussol, déclara tenir en commende de noble Claude de Teste « deux vaches à laict, poil blanc ou froment » au chap de 66 livres. Vinard devait remettre par an 12 livres de fromage « bien sec et conconditionné » et 6 livres de beurre. En outre « tous les « veaux se partageront et venant à esprine, qui se fera tous les « ans à la Toussainct, sy une partie en requiert l'autre, le dict « Vinard sera tenu fere le susdict chap au dict sieur » (3).

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> Veyret (Etude Ponsard)* p 146.

(2) *Ibid.* p 147.

(3) *Ibid.* p 164.

# L'ABBÉ DUBOIS, DE ST-REMÈZE

(Suite II).

## II.



La Mission malabare. — Le contrecoup de la Révolution française à Pondichéry. — L'apostolat de l'abbé Dubois dans le Maïssour. — Les persécutions de Tippou-Sahib. — Le défaut de caractère des Indiens. — Wellington et l'abbé Dubois. — L'abbé Dubois refuse l'épiscopat. — Admiration de Dubois pour le pape Pie VII. — Patriotisme des missionnaires. — L'église et le presbytère. — L'abbé Dubois propage la vaccination dans l'Inde. — Le pour et le contre des bonnes relations de l'abbé Dubois avec les Anglais.

*(Depuis notre premier article sur l'abbé Dubois, nous avons eu la communication d'un ouvrage qui contient de nouvelles et intéressantes données sur notre compatriote puisées en partie dans sa propre correspondance, et cela nous oblige à revenir sur la première période de son séjour dans l'Inde.)*

L'abbé Dubois débarqua, comme nous l'avons dit, à Pondichéry dans le courant de 1792, avec M. Hébert, qui devint plus tard l'évêque de la contrée.

Pondichéry était le centre de la Mission malabare, dont la Société des Missions étrangères avait été chargée en 1776, à la suite de la suppression de l'ordre des Jésuites, et qui s'étendait sur différents territoires soumis aux Français, aux Anglais et aux souverains indiens. La Mission comprenait donc, non seulement le territoire français de l'Inde, mais encore le Carnaté, le Maïssour, le Maduré et d'autres petits Etats, en un mot tout le territoire de la pointe méridionale de l'Inde située entre les côtes de Malabar et de Coromandel.

Le supérieur de la Mission était à ce moment Mgr Champenois, évêque de Dolicha, à qui le titre de vicaire apostolique avait été refusé comme à son prédécesseur, Mgr Brigot (mort en novembre 1791), par la crainte qu'on avait de soulever un conflit de juridiction avec l'évêque portugais de San Thomé.

La Révolution française avait eu naturellement son contrecoup dans notre colonie de l'Inde. L'agitation y fut toutefois assez restreinte en 1790 et 1791, mais, à la suite du refus des missionnaires de prêter le serment exigé pour la constitution civile du clergé, la situation s'aggrava en 1792, et le P. Damase, capucin,

curé de Pondichéry, avec le titre de préfet apostolique, pour éviter les vexations des patriotes, furieux de son refus de serment, crut prudent de se réfugier sur le territoire anglais, à Madras.

Mgr Champenois fut obligé à son tour de partir, parce qu'il avait refusé, le 3 avril 1793, d'assister à la plantation d'un arbre de la liberté. Il se rendit à Tranquebar, « où il trouva M. Magny, supérieur du collège, avec les élèves du collège, et trois missionnaires, MM. Fabri, Hébert et Dubois. Aucun prêtre des Missions étrangères ne restait sur le territoire français. Deux anciens religieux de la Compagnie de Jésus y demeuraient seuls, en attendant que des jours meilleurs permissent aux exilés de revenir. Cette situation troublée inquiéta quelques jeunes missionnaires qui, craignant de ne pouvoir exercer leur zèle, songèrent à quitter l'Inde, pour aller sur des plages où ils espéraient jouir d'une plus grande liberté.

« Nous avons été sur le point de partir pour Macao, M. Dubois et moi (écrivait M. Hébert, de Pondichéry, le 1<sup>er</sup> septembre 1794). Étant à Tranquebar, et voyant que les choses allaient traîner en longueur, nous crûmes que nous serions inutiles dans ce pays ; en conséquence, nous souvenant de ce qu'on nous avait dit en partant de France, que s'il y avait du trouble à Pondichéry, nous pouvions aller à Macao, nous crûmes être dans le cas prévu, et nous nous disposâmes à partir. Mais M. Magny, l'ex-jésuite, qui était avec nous, et les chrétiens firent tant qu'ils nous arrêterent. »

« Ces projets de MM. Dubois et Hébert ne furent, on le voit, que très passagers, et n'eurent aucune suite ; il était cependant bon de les noter, dit l'historien des *Missions de l'Inde*, pour montrer l'influence fâcheuse des troubles de Pondichéry, l'erreur dans laquelle peuvent tomber des esprits sérieux, la lumière que l'on reçoit de bons conseils quand on a la sagesse de les écouter (1). »

Les Anglais ayant pris Pondichéry au mois d'août de la même année, Mgr Champenois put y rentrer. Il en repartit, le 15 septembre, pour parcourir « les pays conquis par MM. les Anglais, Meïssour, Tirrepatur, etc. Nous avons, dit-il, administré les sacrements à 3.300 chrétiens. J'ai chargé M. Dubois de cette

(1) LAUNAY. *Histoire des Missions de l'Inde*, I, 163.

partie là qui est très étendue. Les chrétiens qui sont encore sous la domination de Tippos-Sultan, peuvent avoir recours à lui ».

Le territoire dont parle ici l'évêque est le district de Salem, qui naguère avait fait partie des Etats de Tippos-Sahib, mais, depuis 1792, appartenait aux Anglais.

L'apostolat de l'abbé Dubois dans cette partie est résumé par lui dans ces seules lignes :

« Dans l'avant-dernière guerre des Anglais contre Tippos, les premiers ayant obligé ce prince à leur céder une grande étendue de pays, nous profitâmes de la tolérance et de la protection qu'ils accordent à tous les cultes religieux, pour entrer dans les provinces qu'ils avaient obtenues et prendre soin des chrétiens que la persécution de Tippos avait dispersés dans divers endroits. Nous reçûmes là entre 3 et 4.000 âmes dans quatre ou cinq principales églises ou résidences, et je fus chargé du soin de cette chrétienté. »

L'abbé Dubois demeura dans ce district jusqu'en 1799 ; en bons termes avec les autorités anglaises, il obtint d'elles une petite allocation de 42 roupies pour trois de ses églises (1).

Le Maïssour étant le pays où l'abbé Dubois exerça le plus longtemps son apostolat, avant comme après la chute de Tippos-Sahib, il nous faut ici revenir sur les événements de ce pays.

On sait que son précédent souverain, le nabab ou sultan musulman, Haider-Ali, mort en 1782, s'était fait remarquer à la fois par sa bienveillance envers les chrétiens et par sa haine contre les Anglais. Son fils Tippos-Sahib n'héritait pas malheureusement de ses sentiments de tolérance religieuse. Il persécuta les chrétiens avec une rage de sectaire, dans la persuasion où il était, dit-on, que des missionnaires chrétiens avaient aidé les Anglais dans leurs opérations contre lui. Mais la preuve qu'il agissait sous l'influence d'un violent fanatisme musulman bien plus que par l'effet d'un ressentiment particulier, c'est qu'il persécuta aussi bien les païens que les chrétiens indigènes pour les obliger à embrasser la religion de Mahomet. Des populations de villes entières furent obligées d'accepter le Coran, pour ne pas être massacrées. En ce qui concerne les chrétiens, après avoir abattu leurs églises, il les

(1) *Idem*, p. 188-190.

fit amener en masse à Seringapatam, sa capitale, où la plupart des femmes furent livrées aux musulmans, tandis que les hommes étaient invités à opter entre la mort et la circoncision qui les faisait enfants du prophète. Un trait caractéristique de l'incroyable apathie de la race indienne se trouve dans le fait que pas un seul de ces chrétiens indigènes ne sut résister. Les lettres de l'abbé Dubois fournissent sur ce point de tristes détails qu'on trouvera plus loin.

En 1798, Mgr Champenois ayant été nommé visiteur apostolique de la mission du Thibet, plus exactement mission de Patna, choisit pour son compagnon de voyage l'abbé Dubois « qui s'était offert lui-même, avait assez bonne santé, était aimé des Anglais et connaissait leur langue »; mais les Anglais qui, étant en guerre avec Tippe, craignaient jusqu'à l'ombre des Français, leur refusèrent des passeports.

Ne pouvant aller à Patna, l'évêque résolut de charger M. Dubois de cette mission. Après de longues négociations avec les Anglais, il obtint les autorisations nécessaires, et en 1802, Mgr Champenois pria M. Dubois de faire ses préparatifs de départ, mais celui-ci tomba malade; cet accident « et plusieurs autres raisons engagèrent l'évêque à le retenir et à donner la commission de visite à un autre (1).

Après la mort de Tippe-Sahib, 4 mai 1799, Msgr Champenois jugea le moment favorable pour s'occuper des catholiques du Maïssour et écrivit (4 octobre 1799) à M. Dubois « de se rendre dans les pays conquis par les Anglais afin de voir en quel état la persécution du sultan avait mis la religion (2). »

Le départ de l'abbé Dubois fut un peu retardé par des considérations qui tenaient à la crainte d'un conflit de juridiction avec les Portugais. Toutefois il était à Seringapatam, au mois de décembre suivant, et adressait de là, le 26, à son supérieur, de tristes renseignements sur la situation des chrétiens :

« Parti de Benguelour (Bangalore) le 9, je suis arrivé le 13 de ce mois dans la capitale du Maïssour. J'avais auparavant envoyé mon adresse au colonel Wellesley (3), commandant en chef dans

(1) *Idem*, p. 180.

(2) *Idem*, p. 91.

(3) Le futur duc de Wellington.



tout le pays conquis, pour le prévenir de mon arrivée et lui faire part de mes projets. En arrivant, j'ai eu l'honneur de lui faire une visite. J'ai été reçu très civilement par lui ; il m'a donné carte blanche pour exercer mon ministère et construire des églises partout où il me serait agréable ; il m'a promis sa protection dans tous les cas qui pourraient l'exiger. Ayant été ici peu de temps, je ne puis que très imparfaitement vous rendre compte de l'état de cette mission. D'ailleurs, depuis mon arrivée, je suis constamment malade, et je ne puis m'occuper de rien de sérieux. Je crains bien que le climat de ce pays, qui a la réputation d'être funeste aux Européens, ne me permette pas (malgré l'envie que j'ai de me consacrer au service de ces pauvres malheureux) de faire une longue résidence par ici, mais, du reste, ce sera à Votre Grandeur et non à moi de décider sur cet objet. Tous les chrétiens que j'ai vus jusqu'à présent témoignent, du moins à l'extérieur, le plus grand plaisir de me voir et un vif désir de me retenir auprès d'eux. Cependant, je trouve de grandes difficultés à exercer le ministère ; tous ces chrétiens ont subi le joug de la circoncision et ont été faits musulmans par le fanatique Tippo, et j'ai maintenant devant les yeux un des exemples les plus dégoûtants qui puissent se présenter à l'esprit des missionnaires...

« ..... Sur plus de 40.000 chrétiens que le défunt tyran amena dans sa capitale pour les forcer d'abjurer le christianisme et d'embrasser la loi de Mahomet, pas un seul, pas même un, n'eut assez de foi et de courage pour rendre témoignage à Jésus-Christ. Non seulement ils subirent, sans la moindre résistance d'action ou de parole, le joug de la circoncision, mais, jusqu'à la prise du fort, ceux du moins qui étaient dans la place se conduisirent comme de vrais apostats, en assistant tous les vendredis, par la crainte des tourments, à la mosquée avec les autres musulmans...

« ... Que dois-je faire par rapports à ces chrétiens apostats qui témoignent, à la vérité, le plus grand désir de revenir à la foi qu'ils ont trahie, au moins à l'extérieur, mais qui paraissent ne pas concevoir que d'avoir subi en silence le joug de la circoncision et d'avoir assisté jusqu'à présent à la mosquée, est un péché et un très grand péché ? Je prie Votre Grandeur de répondre sans

délai à ces doutes. Je dis sans délai, parcequ'il est probable que je ne ferai pas ici un long séjour, et cela pour deux raisons : la première, c'est que je suis malade, et je veux essayer si le climat, à quelque distance, me traitera plus favorablement ; la deuxième, c'est que, demeurant ici, je n'apprendrai jamais la langue du pays (le kanara, étant la plus grande partie du temps environné par les bons sujets qui sont attachés à la garnison et qui parlent tous le tamul. Je me propose donc de partir dans le courant de janvier, ou après que j'aurai de vos nouvelles, pour Chetalli, une place dépendante de la mission de Seringapatam, où il y a grand nombre de chrétiens... »

Dix-huit mois plus tard, (le 1<sup>er</sup> mai 1801), l'abbé Dubois confirme cette apostasie universelle, en précisant le chiffre des coupables qui fut de 44,318. Plus tard, les malheureux, revenus, à de meilleurs sentiments présentèrent quelques excuses qui diminuent la gravité de leur cas. « ...Il est vrai, écrit le missionnaire, qu'ils n'avaient personne pour les encourager. Les ministres de la religion avaient déjà tous été chassés hors du royaume, et, à leur départ, ne prévoyant pas l'événement qui arriva, ils n'avaient pas pensé à les y préparer ni à leur tracer une règle de conduite, de sorte que, dans l'état d'abandon, d'incertitude et de fluctuation où se trouvèrent ces pauvres gens, on ne pouvait guère attendre d'un peuple de ce caractère que des scandales.

Les chrétiens apostats, que je trouvai encore à Seringapatam, ou dans les environs, ne manquèrent pas, à mon arrivée, de venir se jeter à mes pieds, me protestant qu'ils n'avaient jamais renoncé à la religion chrétienne dans leur cœur, et qu'ils n'avaient même apostasié à l'extérieur, que parce que malheureusement ils avaient été privés de leurs guides spirituels et qu'il ne s'était trouvé personne pour leur faire apercevoir l'énormité de ce crime. »

Mgr Champenon, jugea que la douceur était, en pareil cas, préférable à la sévérité. Le missionnaire partageait pleinement cette opinion, il fut heureux de la suivre et se montra très indulgent pour les coupables, comme il l'écrivait de Seringapatam à M. Blandin, directeur du Séminaire :

« Si j'avais voulu user envers eux de la rigueur de la primitive

Eglise, je crois que j'aurais eu de la peine à en ramener un seul dans le bercail ; j'ai donc employé la plus grande douceur, trop heureux si je pouvais au moins leur faire entendre que leur apostasie est un grand péché, pour lequel ils doivent avoir de la douleur le reste de leur vie, mais cela même n'est pas une chose aisée, et Dieu veuille préserver ces malheureux de se trouver dans des circonstances qui les exposeraient au danger d'une rechute. Cependant, je dois dire qu'excepté deux ou trois familles, tout le reste que j'ai encore trouvés à Seringapatam et ailleurs, en apprenant mon arrivée dans le pays, sont venus me trouver et se sont efforcés de me convaincre que leur apostasie n'avait été qu'extérieure et qu'ils avaient toujours confessé J. C. dans leur cœur ; et c'est là tout ce que j'ai pu obtenir d'eux dans leur réconciliation. Mais ce grand nombre de chrétiens que Tipou amena dans sa capitale, se trouve aujourd'hui presque réduit à rien ; outre que la plupart d'entre eux ont péri durant l'intervalle, tous ceux qui avaient été amenés des districts éloignés ont profité du changement pour retourner dans leur patrie, de sorte que le nombre de ceux qui se trouvent dans le district que je parcours peut se réduire à 1.500 ou 1.800. Du reste, par la protection du gouvernement actuel, j'ai rétabli les affaires de la religion chrétienne dans ces pays sur un pied aussi honorable que possible après tant de scandales (1). »

La paix d'Amiens (27 mars 1802) rendit Pondichéry à la France. Le retour des Français n'était pas attendu sans quelque appréhension par les missionnaires qui sans doute ne se rendaient pas bien compte de la portée du changement survenu en France depuis l'arrivée au pouvoir de Bonaparte. On en jugera par l'extrait suivant d'une lettre de l'abbé Dubois, qui remonte, il est vrai, au 15 septembre 1798 :

« Qu'allons-nous devenir au retour des Jacobins français à Pondichéry ? Notre sort sera encore pire que l'état malheureux du clergé de France, car nous n'aurons aucun asile où nous puissions nous mettre à couvert. Alors, persécutés et proscrits par les Français, suspectés par les Anglais, abandonnés par le

(1) LAUNAY, *id.* p. 97.

clergé portugais, Dieu seul sera notre ressource et notre refuge, s'il veut prendre pitié de nous. Il nous fournira sans doute des moyens de sortir d'une aussi dangereuse situation. »

L'excellente attitude des troupes françaises, qui vinrent occuper Pondichéry, dissipa heureusement toutes les craintes qu'on avait pu concevoir. Au reste, l'occupation française fut de peu de durée. Quelques semaines plus tard, la guerre était de nouveau déclarée entre les deux pays, et Pondichéry dut subir de nouveau la domination des Anglais.

En 1805, la santé de Msgr Champenois déclinant visiblement, il fut question de lui donner un coadjuteur. Le P. Garret, doyen de la mission, mit en avant les noms de MM. Hébert, Dubois et Magny, appuyant principalement M. Hébert « le bijou de la colonie, bon caractère, bien intelligent et très vertueux » ; il fait quelque réserve sur M. Dubois qui « manque de tenue », et trouve M. Magny un peu âgé. Mgr Champenois, lui, appuya M. Magny. Parlant dans sa lettre de M. Dubois, il dit : « M. Dubois administre les missions de Maissour avec quatre prêtres malabars, mais c'est un des plus jeunes missionnaires ». Finalement, M. Magny ayant refusé la dignité qu'on voulait lui imposer, et M. Hébert ayant été élu, l'évêque refusa de le consacrer à raison de son état de santé et (lettre du 18 juillet 1807) songea à « M. Dubois, qui est ami et protégé des Anglais, qui parle l'anglais dans la perfection ainsi que les langues des missions dont il est chargé et qu'il a parcourues ; ayant sous ses ordres quatre prêtres malabars, il pourrait maintenant administrer partout la confirmation ; de plus, il a profité de quelques bonnes occasions pour amasser un fonds dont le revenu suffit pour toutes ses dépenses et pour celles des prêtres de sa dépendance ».

Mais lorsque M. Dubois sut qu'il était question de lui pour l'épiscopat, il refusa absolument ; un autre missionnaire en fit autant, et l'historien des missions étrangères déclare « ne pouvoir admirer sans réserve la conduite de ces bons et excellents missionnaires, car s'il est bon de se défier de soi-même, n'est-il pas parfois meilleur de se dévouer pour le bien général, qui était ici engagé (1) » ?

(1) *Idem*, page 216.

Notons ici l'admiration que l'abbé Dubois, dans une lettre du 1<sup>er</sup> mai 1809, exprime pour le pape Pie VII : « La conduite admirable du chef de l'Eglise, dans la situation désespérée où il se trouve réduit, nous montre évidemment que l'Esprit de Dieu dirige ses démarches. Les papiers anglais nous ont donné quelques détails de ce qui s'était passé à Rome, depuis l'invasion des Français jusqu'à l'époque du décret impérial, qui arrache du domaine du pape quatre des meilleures provinces pour les annexer au royaume d'Italie. Nous avons vu la correspondance officielle entre S. S. et Bonaparte. Quelle patience, quelle résignation de la part du chef de l'Eglise ! Et en même temps quelle fermeté, quelle dignité dans ses protestations et ses réponses ! Qu'il est beau, qu'il est consolant de voir le pilote du vaisseau de l'Eglise, dans un temps où ce dernier, agité par une des plus furieuses tempêtes, est menacé du naufrage, diriger ses mouvements avec tant de sagesse et de présence d'esprit et montrer à l'heure du danger une fermeté que la vue d'aucun péril ne peut abattre (1) ! »

En 1813, le séminaire de Pondichéry manquant de toutes ressources, on avait décidé de le fermer. C'est grâce à notre compatriote que cette extrémité fut évitée. Voici ce qu'il écrivait de Pondichéry, le 25 juillet :

« J'offris de prendre la charge du séminaire à mes propres frais et de sacrifier à cet usage les petits revenus que la Providence a mis à ma disposition. Mon offre fut acceptée et j'en suis chargé depuis six mois. »

Les misères et les douleurs des missionnaires ne les empêchaient pas de se préoccuper des malheurs de la France, et l'expression de leur patriotisme se trouve dans le passage suivant d'une lettre écrite par Mgr Hébert, le 12 septembre 1816 : « Nous sommes dans l'angoisse de ce que devient notre pays, nous sommes désireux d'en savoir des nouvelles. Nous nous intéressons sans doute beaucoup au Séminaire des Missions étrangères, mais nous nous intéressons encore davantage à la France. »

En face de l'attristante situation de la mission dont l'état de l'Eglise et de la France ne permettait pas de prévoir l'amélioration, M. Dubois écrivait, de son côté, ces touchantes paroles :

(1) *Idem*, p. 231.

« Nous nous avançons tous à grands pas vers le terme de notre carrière. Tous, tant que nous sommes ici, sommes accablés, les uns d'années, les autres d'infirmités, et ce qui nous rend plus désolante la vue de l'avenir, c'est que, n'ayant aucune espérance de laisser des successeurs, nous apercevons que tout va finir avec nous. Ne pourriez-vous donc pas nous procurer un ou deux sujets pour nous enterrer ? »

L'abbé Dubois, pendant son séjour de vingt ans dans le Maïssour, a longtemps habité la ville de Seringapatana. Parlant dans une de ses lettres de l'église du lieu : « C'est là, dit-il, que j'exerce mes cérémonies avec autant de publicité que je pourrais le faire dans aucun pays catholique, et le signe de la croix a été de nouveau arboré avec pompe dans une place où il avait été durant tant d'années un sujet d'opprobre et de scandale ; j'en ai fait de même dans les autres parties de mon district, où il y avait anciennement des églises et où il se trouve encore des chrétiens. »

Mais si notre compatriote tenait à honorer Dieu dans ses temples, il se négligeait assez lui-même, comme il résulte d'une note de Mgr Bonnard, visitant Settihally en 1834 :

« Le presbytère est à un étage, mais ni le bas ni le haut n'est convenable ; le haut n'a pas de fenêtres ni de portes ; c'est un plancher de planches de manguier, elles sont à moitié pourries, on a mis de la terre dessus, le toit est en mauvais état ; le bas n'est pas bien distribué ni assez aéré. Je ne me serais pas figuré que l'endroit où si longtemps avait habité M. Dubois, fût dans un si pauvre état. » (1)

L'abbé Dubois ne se contenta pas de prêcher les vérités de la religion catholique, de construire des églises et des presbytères, il voulut être utile à tous, aux chrétiens comme aux païens, et faire œuvre de charité, en introduisant parmi eux la vaccine. La variole avait à plusieurs reprises ravagé le Maïssour. Le missionnaire fit connaître la belle découverte de Jenner et en enseigna la pratique à un certain nombre d'indigènes qu'il envoya dans toutes les directions. Les envoyés devaient inscrire les noms des personnes vaccinées par eux et présenter leurs listes, d'après lesquelles M. Dubois rédigeait un compte-rendu qu'il adressait au gouver-

(1) *Idem*, p. 202.

nement. Un de ces comptes-rendus, écrit de sa main, porte un total de 25.432 indigènes vaccinés du 1<sup>er</sup> janvier 1803 au 30 juin 1804, et ce nombre peut être trouvé considérable, surtout quand on connaît la répugnance des Indiens pour la vaccination, chose nouvelle et inconnue de leurs ancêtres, et par conséquent très difficile à faire accepter. L'activité et la persistance de M. Dubois triomphèrent de leur répugnance et lui méritèrent de leur part le titre de *Doddha suāmiyavaru*, c'est-à-dire grand seigneur, sous lequel il est encore aujourd'hui désigné par les anciens du pays (1).

En même temps, l'abbé Dubois étudiait avec sagacité et précision les coutumes, les mœurs et le caractère des Indiens, et nos lecteurs savent déjà l'importance que les Anglais attachèrent à son ouvrage par le prix qu'ils en donnèrent et la publication qu'ils en firent.

\* \* \*

A propos des bonnes relations de l'abbé Dubois avec les Anglais, l'auteur de l'*Histoire des Missions de l'Inde*, qui a visité le théâtre de l'apostolat de notre compatriote, consacre un chapitre aux avantages et aux inconvénients qui ont pu en résulter au regard des indigènes :

« Ces relations, dit-il, fournirent plusieurs fois au missionnaire l'occasion d'avoir leur appui : c'est ainsi qu'il reçut, grâce au résident Cole, une pension annuelle de 200 pagodes (environ 2000 fr.) qu'on lui paya jusqu'à sa mort(2). Un jour cependant, il s'avisa qu'on pourrait se scandaliser de voir un missionnaire posséder quelque argent et il expliqua à M. Chaumont la provenance de sa modeste fortune, ajoutant ces lignes qui révèlent bien l'idée qu'avaient alors les missionnaires de la pauvreté dans laquelle ils devaient vivre :

« J'ai cru vous devoir ces explications, afin que vous ne soupçonniez pas que j'avais pu acquérir cet argent par des voies contraires aux devoirs de mon état. J'ai déjà mis cette somme en sûreté, en la plaçant moitié sur la Compagnie, et moitié sur

(1) *Idem*, p. 197.

(2) Cette pension annuelle lui était venue du zèle qu'il avait mis à propager la vaccine parmi les Indiens.

« la maison de MM. Lautour et C<sup>ie</sup> à Madras. Dans l'acquisition « de cet argent et dans sa disposition, je n'ai eu en vue que l'in- « térêt et l'avantage de nos missions réduites, comme elles sont « à présent, à l'état de la plus grande détresse (1) ».

L'abbé Dubois profita également de ses relations avec les Anglais afin d'avoir certaines faveurs pour quelques églises et pour quelques prêtres comme il l'avait déjà fait dans le district de Salem ; « ainsi, il obtint du colonel Cubbon une propriété à Ossur pour construire une église ; une allocation de 60 roupies pour le prêtre qui desservait l'église de Seringapatam ; une autre moins forte pour le desservant de Darmabury ».

Si ces relations furent utiles à M. Dubois et à quelques églises, furent-elles favorablement appréciées par les missionnaires et par les chrétiens ?

« Oui, en général, répond M. Launay, et nous dirions partout, si nous n'avions trouvé une note discordante dans le *Journal* de Mgr Bonnard (un des successeurs de Mgr Champenois), à la date du 25 mars 1836 ; elle est écrite à Settihally même, dans le presbytère bâti par M. Dubois. Après avoir assez longuement parlé de l'éloignement des païens pour les chrétiens, Mgr Bonnard note cette explication donnée par le catéchiste de la paroisse :

« Le catéchiste ajoute que ce qui a beaucoup contribué à ce mur de séparation entre les païens et les chrétiens, a été le commerce que M. Dubois eut avec MM. les Anglais, et en particulier avec M. Cole, résident de Mysore du temps de M. Dubois. Ce dernier était souvent chez M. le résident, mangeait chez lui, se promenant avec lui. Ces rapports fréquents et intimes ont fait regarder M. Dubois comme un paria, le guru des *Pararguis*, et l'ont diffamé aux yeux des Canaras, et principalement des Dasildars, des parents du rajah de Mysore et du rajah lui-même, qui ont été témoins de toutes les communications. Le rajah regardait tellement les chrétiens comme des parias, quelque bonne que fût d'ailleurs leur caste, qu'il les faisait mettre parmi les parias lorsqu'ils venaient au tribunal ».

« Ces lignes, ajoute M. Launay, nous ont toujours paru éton-

(1) Lettre datée de Seringapatam 4 octobre 1808.



nantes ; elles nous le paraissent davantage, maintenant que nous avons entendu les missionnaires du Maïssour nous parler de la grande réputation que M. Dubois a laissée parmi les païens et parmi les chrétiens, de l'estime que tous lui ont vouée, de sa fidélité à observer les coutumes indiennes. A Karumattanipaty, en particulier, on l'appelle encore « fils de prince, le plus noble des Européens ».

Il est certain que, dans ses rapports avec les Anglais, le missionnaire dut mettre de côté le decorum qu'il conservait toujours en traitant avec les indigènes ; mais, pensons-nous, et la tradition en témoigne, il ne le fit qu'avec la plus extrême prudence, de manière à ne pas étonner et froisser les indigènes. Pourquoi le catéchiste de Settihally a-t-il eu une opinion différente ? Pourquoi a-t-il parlé autrement qu'on ne le faisait autrefois et qu'on le fait aujourd'hui ? Nous l'ignorons, mais nous croyons que ses paroles doivent être prises sous toutes réserves (1).

(A suivre.)

A. MAZON.



(1) *Histoire des Missions de l'Inde*, I, 199 à 201.

# NOTES GÉNÉALOGIQUES

## SUR LA MAISON DE BOULIEU

D'ANNONAY

*Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du  
Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne.*

---

(SUITE IV).

---

1469. — Une note de l'écriture de Louis de Boulieu (1637) contient ce qui suit :

« Mémoire du testament d'Antoine de Laye sieur de Saint Lagier qui fut reçu par Dangelo, de l'année 1467. Mémoire du testament de feu *Philibert Buffard sieur de Tavernost*, reçu par par Massoud de Belleville en Beaujollais et au résidu de ses autres biens desquels il n'a testé institue son héritier *Louis de Laye* son fils et s'il vient à mourir sans enfants de légitime mariage substitue en ses biens et hoirie le dit posthume s'il est fils et où ledit posthume ne seroit fils en ce cas il substitue la dite *Claude* sa fille sus aportionnée et après le dit posthume fils et la dite Clade sa fille sera substitué le cas advenant quil décedat sans enfants de légitime mariage au dit cas le dit testateur a substitué a ses dits enfants et autres biens le dit noble *Louis de Boulieu* sieur de Charlieu son oncle et les siens. »

Philibert Buffart sieur de Tavernost dont les dispositions testamentaires sont mentionnées ci-dessus, avait épousé *Catherine de Boulieu*, fille d'*Albert IV* de Boulieu et de Marguerite du Lac.

Catherine de Boulieu était sœur de Louis 1<sup>er</sup> de Boulieu.

1471. — Par contrat de mariage du 6 octobre 1471 reçu *Perrin de Clauso* prêtre et notaire de la cour officielle de Lyon, et par *Pierre Giraudet* clerc notaire public, et personnellement constitués *nobilis sir Anthonius de GLETENS domicellus dominus de Jarniost patricæ Lugdunen. et HAUBERTUS ejus nepos etiam domicellus de Sanoniaco* (1) et *Margarita du Lac ipsius nobilis Antonii de*

(1) Pour de *Annoniaco*.

*Gletens uxor, videlicet ipsius nobilis Margarita de et cum autoritate licentia jussu et mandato expressis prefati nobilis Antonii de Gletens ejus viri presentis et ipsam nobilem Margaritam ejus uxorem presentem quoad infrascripta agenda quatenus indiget in hac parte auctorisantis auctoritatem atque licentiam et mandatum expressum dantis et prestantis ex uno parte ; et nobilis vir Gilibertus Dulac domicellus dominus du Mont patrie Auvergnie (1) et Claramontis diocæsis et Margarita ejus filia, videlicet dicta filia de et in autoritate et licentia expressis dicti nobilis Giliberti ejus patris et ipsam Margaritam suam filiam in hac... quatenus indiget autorisans ac licentiam prestans ex altera parte etc.*

De ce contrat dressé sur une peau de parchemin qui n'a pas moins de 0,76 centimètres de large sur 0,85 de hauteur et bien conservée, il ressort :

1° Que la femme d'Antoine de Gletens ou Gletteins seigneur de Jarnieu en Lyonnais était Marguerite du Lac, et que la femme d'Aubert ou Albert de Boulieu, quatrième du nom, autre Marguerite du Lac, était la nièce d'Antoine de Gletteins et portait le même nom que sa femme.

2° Que le père de cette Marguerite du Lac, Gilibert du Lac, était de l'Auvergne.

3° Que Aubert ou Albert de Boulieu IV était aussi désigné sous le nom de Gletens.

Son père, Albert III, avait en effet, comme nous le montrons d'autre part, épousé Méraude de Gletens ou Gletteins, dont l'oncle, Antoine de Gletteins, qui figure au contrat ci-dessus analysé, lui avait donné tous ses biens à titre d'institution universelle, par acte du 18 mars 1457, à condition de prendre ses nom et armes. Ces biens, comprenaient la seigneurie de Jarnieux, dont ses descendants et héritiers, notamment Méraud 1<sup>er</sup> et Méraud II de Boulieu fils et petit fils d'Albert IV portèrent toujours le titre.

Par le contrat de 1471 Marguerite du Lac se constitue en dot par son dit père 500 écus d'or des nouveaux fabriqués et bons. De plus par sa tante de Gletteins (Marguerite du Lac) elle se constitue 500 royaux d'or à 64 pour chacun marc d'or.

(1) Originaire de l'Auvergne.

Plus des bagues et bijoux conformément a sa qualité de noble, des habits etc...

Voir à 1532, le testament de Marguerite du Lac femme d'Albert IV et le testament de son mari du 19 avril 1514.

1499. — Par contrat du 14 novembre 1499 *Catherine de Boulieu dite de Glettens*, fille d'Albert IV de Boulieu, et de Marguerite du Lac, sœur de Méraud I<sup>er</sup> de Boulieu, épousa *Philibert Buffard*, écuyer, seigneur de Tavernost et de St-Lager en Dombes.

Je trouve cette mention dans un acte de procédure en forme d'inventaire par lequel le sieur de Tavernost demandait à Méraud de Boulieu 2.000 livres à lui dues sur la dot du mariage de feu Philibert Buffart avec demoiselle Catherine de Glettens la quelle somme ayant été payée par ledit Méraud c'était autant d'acquis à son propre sur les biens substitués d'Albert de Boulieu IV son père.

1514. — *Albert de Boulieu IV* par testament du 19 avril 1514 reçut Bruery, institue son fils Méraud I<sup>er</sup> héritier.

Méraud I<sup>er</sup> testa le 2 avril 1554, et décéda en 1565 sistantant héritier son fils Flory.

Flory testa le 9 novembre 1567, reçut Colomby, et décéda en 1569, instituant son héritier Christophe de Boulieu, son fils, auquel fut donné tuteur et curateur le 24 juillet 1572 et Méraud déchargé de cette tutelle le 19 avril 1581.

Méraud II, seigneur de Jarnieu décéda le 10 novembre 1597, alors que son fils Louis avait 13 ans 10 mois et 1 jour.

1514. — Albert de Boulieu qui fit son testament en 1514, reçut Bruery, institua son héritier universel Méraud son fils aîné et légittima les autres trois mâles qu'il avait.

Le dit Méraud I<sup>er</sup> substitué, après avoir recueilli l'héritage d'Albert son père et en avoir joui pendant 51 ans, décéda en 1565.

Il laissa après lui Flory, Laurens, Théode et Méraud, comme garçons. Flory fut substitué par le testament de Méraud, reçut Gounod le 2 avril 1554. Il recueillit l'héritage de son père et mourut en 1569.

Il avait institué pour héritier Christophe son fils, par testament du 21 avril 1569, reçut Colomby.

Christophe étant en état de pupillarité fut pourvu d'un tuteur

par la cour royale d'Annonay, et ce fut Méraud de Boulieu II du nom, son oncle, qui fut chargé de cette tutelle, le 24 juillet 1572.

Le dit *Méraud* tuteur de Christophe, après avoir administré la tutelle en fut déchargé par la cour royale d'Annonay le 19 avril 1581 sans préjudice des droits successifs et substitutions que le dit Méraud s'était toujours réservés et qui lui appartenaient sur les biens de son pupille, et qui dépendaient de l'héritage de feu Albert de Boulieu. Méraud tuteur, décéda le 11 novembre 1597 année où il fit son testament cité plus loin.

1514 ou peu après. — L'estimation des biens d'*Albert IV de Boulieu sr* de Jarnieu, faite peu de temps après sa mort, évaluait sa fortune à 60.670 livres. Mais cette estimation ainsi qu'il est indiqué dans diverses pièces, n'était pas la vraie et tendait à réduire de moitié la valeur des biens qui y figuraient, soit dans le Vivarais, soit dans le Lyonnais, soit ailleurs.

La maison paternelle d'Annonay, était estimée 2.000 livres et les meubles quelle contenait 1.000 livres.

Il y avait une maison donnée à Louis qui fut de Thomas de Boulieu (2.000).

Une maison rue Malatou.

Une maison près celle des Pellet.

Une maison à la Recluzière.

Un colombier au même quartier, tout cela estimé 100 l. chacune.

Le domaine du Buisson . . . . . 3.000.

Moulin et domaine de Pupy . . . . . 600.

Maison et domaine de Charlieu . . . . . 2.500.

Maison de Tence . . . . . 600.

Maison de Jarnieu. . . . . 20.000.

Maison de la Roche . . . . . 200.

Maison de Montmelas . . . . . 300.

Maison et château de Sales. . . . . 200.

Domaine de Biard. . . . . 2.500.

Maison de la Roche et domaine . . . . . 200.

La prévosté de Sales. . . . . 200.

Rentes d'Annonay, Velay, Dauphiné,

Forez et Vocance . . . . . 1.400.

Ce sont là seulement les propriétés bâties et je passe sous

silence les autres nombreux articles de cette estimation dont on peut aisément deviner la valeur bien supérieure à celle-là, mais qu'on avait intérêt à diminuer considérablement soit pour éviter des droits trop élevés, soit pour réduire les substitutions à rendre aux héritiers éventuels, et les légitimes à compter aux autres enfants ou à leurs ayant droit.

Cette fortune était d'ailleurs fort belle pour l'époque, c'est-à-dire si l'on compare la puissance du dit capital en 1514 avec celle qu'il représente aujourd'hui.

1521. — Transaction passée le 5 mai 1521 entre noble Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, et maître Jean Fabri, notaire de Tournon, Antoine de Cussonnel, Aymar de l'Olme à la Pouhete, André Cuminal, de Boulieu, et Martin Sagne de la Grange Chioure mandement d'Annonay, au sujet d'un droit de passage à pied et à cheval que les adversaires prétendaient avoir sur la terre de Charlieu, avec des animaux tenus à la corde, et pendant tout le temps des vendanges, et pendant le temps où les terres sont vides, avec les bœufs, et pour le service des vignes leur appartenant, droit qu'ils ont exercé de temps immémorial par leurs prédécesseurs ou par eux, ce à quoi s'était opposé ledit seigneur de Charlieu, et procès en était résulté devant la cour royale de Boucieu. L'accord se fait par une transaction qui détermine le passage à suivre le long des murs des vignes, etc., et moyennant le prix de 60 livres à répartir entre les requérants au profit du seigneur de Charlieu.

Les réparations de la porte ou *clieda* fermant le passage seront faites à frais communs par les impétrants.

Cet acte en latin, sur papier in-4° est reçu par Faulconet, notaire (1).

1521. — *Guillaume de Boulieu*, comme procureur de Méraud, son frère, par acte reçu le 29 juillet 1521, Martin Bruyère, vendit divers immeubles, savoir : à Pierre Garnier, chanoine de Vienne,

(1) Les mots latins *Clieda, sive porta*, est répété à diverses fois dans cette transaction et il est indiqué que cette clôture se fermait à clef et que le granger de Charlieu aurait aussi une clef comme les impétrants au sujet de cette servitude convenue.

Le mot *clida* est resté dans le langage du pays d'Annonay, où il sert à désigner une porte, généralement à claire voie, fermant à loquet ou à serrure, et indiquant qu'un passage est privé et non public.

P. A.

le 13 septembre 1521 une vigne, terre et prés à Cornas ou Coste Rulier, un pré à la Garinière, et affecta à la garantie de cette vente ses maisons, moulins et jardins de Grusse. Méraud de Boulieu était alors détenu dans les prisons de la conciergerie du Palais à Toulouse pour s'acquiter envers le Roy et la cour de parlement de Toulouse des amendes auxquelles il avait été condamné par arrêt de la dite cour et envers le frère Jean Naturel jusqu'à la somme de 4000 livres, à raison de la poursuite du prieuré de Tence, ainsi qu'il résulte d'un arrêt du 30 juillet 1520.

Il dut faire vendre de ses biens jusqu'à concurrence de 4000 livres et plus pour se tirer de ce mauvais pas et subvenir à ses nécessités, et chargea Guillaume de ce soin.

Par cette même procuration et par une autre du 13 septembre 1521, Guillaume vendit encore plusieurs censes à Pierre Garnier, chanoine, en plusieurs lieux et à Annonay.

1522. — Par transaction du 22 août 1522 reçue de Bressiaco, Méraud donne à Pierre son frère, ses moulins de Pupy et Pierre lui donne sa portion de légitime que Méraud lui devait sur le domaine du Buisson et de plus 156 livres, à prendre sur la légitime qui lui était due sur Solignac, etc..

1524. — Transaction passée au sujet d'un chemin desservant ses terres, entre Nicolas Chomeil, notaire de Combes, paroisse de St-Clair, mandement d'Annonay, habitant à Tournon, et Demoiselle Marguerite du Lac *veuve* de Aulbert de Boulieu, sieur de Jarnieu, le 20 décembre 1524.

Je note en passant que ce même droit de passage à travers certaines parties du territoire de Charlieu, fut vendu le 6 novembre 1618, par Louis de Boulieu à Claude Ranchon dit Gaspard, pour la somme de 66 livres tournois, à la charge que Louis de Boulieu aurait le droit de passer à pied et à bœufs sur la terre qu'il avait albergée au dit Ranchon moyennant un sestier de seigle de rente, acte reçu André Tourton, notaire.

(Acte en un grand parchemin et 2 feuilles de papier pour les annexes de ces transactions).

1528. — Par une transaction faite entre noble Méraud de Boulieu et Louis son frère, touchant les biens de feu Claude de Boulieu leur oncle, reçu Chamacroux, notaire de Boulieu, le 14

juillet 1528, il est réglé que moyennant 350 livres, ledit Méraud demeure quitte envers ledit Louis son frère des droits par lui prétendus sur l'héritage dudit *Claude de Boulieu* son oncle et fils de feu noble *Albert de Boulieu* III<sup>e</sup> du nom et par conséquent il acquiert par ce moyen sur les biens d'Albert IV<sup>e</sup> son père, le droit que ledit Louis y avait à prétendre à raison des biens de *Claude* son oncle.

L'acte est passé en la maison de Noël Romanet, *hoste du Chapeau rouge de ladite ville d'Annonay en la maison basse*, présents nobles et égrèges et scientifiques personnes Briant de Fay, écuyer, seigneur et baron de St-Romain de Valmordane, Théodose Cassart, licencié ès-lois, lieutenant de Messieurs les baillis et juges royaux de Vivarais et de Valentinois, Joachim de Chambort, sieur de Brezenaud, Jean Jossaud, licencié ès-lois habitant de Tournon, maîtres *Pierre de Boulieu* et Jean Romanet, prêtres d'Annonay, *Guillaume de Boulieu, bastard*, ledit Noël Romanet, *hoste dessus dit*, Philippe Mullat, Vital Bardille dudit Annonay, témoins appelés, et Guillaume de Chamalroux clerc notaire royal de la *ville de Boucieu*.

Dans cet acte, Messire *Pierre de Boulieu*, prêtre, chanoine de N.-D. d'Annonay, est qualifié seigneur de la Roche.

*Méraud de Boulieu* est qualifié *seigneur de Jarnieu*, et il est dit qu'*Albert de Boulieu* aïeul de Pierre, possédait des biens non seulement dans la ville d'Annonay, mais encore en Velay, Forest, pays de Dombes, Lyonnais, Bresse, Charollais et Beaujollais.

Les Albert de Boulieu paraissent avoir possédé en effet une fortune territoriale assez considérable pour leur époque.

Cette transaction de 1528 soulève une difficulté au point de vue de la filiation de *Claude de Boulieu* qui y est désigné comme *oncle* de Méraud et de Louis de Boulieu, fils tous deux d'Albert IV<sup>e</sup>.

D'après la généalogie comme d'après le testament d'Albert III<sup>e</sup>, on ne voit figurer comme enfants issus du mariage d'Albert III et de Méraude de Gleteins que deux enfants Albert et Jean, ce dernier qui mourut sans postérité et Albert IV qui recueillit toute la succession de ses père et mère.

Il faudrait donc admettre ou supposer qu'Albert III eut un troisième fils, Claude mort également sans enfants et laissant son héritage à ses neveux, fils d'Albert IV.



En dehors de cette hypothèse, on ne trouve d'autre Claude de Boulieu qu'une fille religieuse de Salles, mais celle là, fille d'Albert IV et par conséquent sœurs de Louis et de Méraud.

La confusion n'est donc pas possible.

1528. — *Echange* passé entre noble *Meraud de Boulieu*, seigneur de Jarnieu, d'une part, et noble Pierre de Boulieu son frère, chanoine de N.-D. d'Annonay, des Moulins de Pepin (1) et du domaine du Buisson.

Par cet acte en latin du 22 janvier 1528, Meraud de Boulieu remet à son frère Pierre les moulins de Pepin ou Pepy situés près d'Annonay et Pierre de Boulieu lui remet en échange la quatorzième part de son hérité sur le domaine du Buisson (*de Boysson*) et comme les moulins sont de plus grande valeur que cette quatorzième partie, une soulte en argent de 156 livres tournois sera payée.

L'acte est reçu M<sup>rs</sup> Gonod et de Breyssiac (de Breyssieux), notaires royaux, dans la maison de l'hôpital de la bienheureuse Marie de l'Aumône à Annonay, témoins honnêtes hommes Guillermo Borde, Pierre Chabert, marchands d'Annonay.

Ces moulins furent beaucoup plus tard achetés par les Montgolfier de Vidalon et utilisés pour les papeteries importantes de la maison Canson-Montgolfier, actuellement encore en pleine activité.

J'ai trouvé le nom de ces moulins sous les diverses formes Pupy, Pepy. Peupin, Pupin, Pupil, dans les nombreuses pièces des archives de la maison de Boulieu où ils sont mentionnés.

1531. — Par acte du 16 février 1531, noble *Louis de Boulieu*, seigneur de Charlieu en Vivarais, diocèse de Vienne, vend à noble Jean d'Aulhon, seigneur de Chiel, bourgeois de Lyon, les censives et rentes à lui dues par des manants et habitants de la juridiction de *Jarnioulx*, et que lui avait baillées pour sa part noble *Méraud de Boulieu* son frère.

1535. — Le 23 février 1535, noble *Méraud de Boulieu*, seigneur de *Jarnioz*, en Lyonnais, et de *la Roche*, en Beaujollais, pour ra-

(1) Molendina sua appellata *de Pepy* cum suis juribus et pertinenciis... consentia in domibus ortis pratis terris nemoribus et aliis prædiis et possessionibus suis debitis continibus confrontata in juro et franco allodio et absque servitute cujusquam, etc...

cheter la dite seigneurie de la Roche et autres choses vendues sous grâce de rachat, à noble Jean d'Aulhon, vendit à noble homme *Philibert de Rivoire*, seigneur de la Bastie de Montgascon en Dauphiné, les château, maison-forte, place, terre et seigneurie dudit *Jarnioz*, avec les cens, servis, rentes, revenus, lods, domaines, prés, terres, vignes, jardins, colombier, les maisons de la Charcutière, pressoirs, banniers, granges, bois, leydes, droits de patronages et de foires, banchages, halles, langues de bœufs et vaches, justice haute, moyenne et basse, juridiction ordinaire et d'appaux, amendes, corvées, tous autres droits seigneuriaux, appartenances et dépendances desdits château, place, terre et seigneurie de *Jarnioz* dus et situés es pays de Beaujollais, Dombes et Lyonnais, avec certaines rentes et dépendances de la maison-forte de la Roche-sous-Montmélas, sans y comprendre la part de ladite maison qu'il a vendue à messire Claude Paterin, docteur es-droits, président au parlement de Dijon.

Cette vente fut faite pour le prix de 8.400 livres tournois et à la charge de 20 sols de pension annuelle dus aux prêtres de l'église de Villefranche. Le vendeur avait promis de faire ratifier cette vente par demoiselle *Marguerite du Lac*, sa mère, demoiselle *Jeanne Pellet*, sa femme, *Pierre et Louis de Boulieu ses frères*, et demoiselle *Françoise de Boulieu* sa sœur.

Le 11 avril 1535, noble homme Pierre Pellet, seigneur du Chat, en Vivarais, diocèse de Vienne, à la prière dudit Méraud de Boulieu, se constitua caution de ladite vente, jusqu'à la somme de 4.000 livres, envers ledit Philibert de Rivoire, représenté par noble et égrège personne maître Pierre Bournel, prieur de Saint-Romain-le-Puy, chanoine et custode de l'église cathédrale de Lyon, en présence de noble Guillaume de Boulieu, seigneur du *Mazet* (pour Mazel) en Velay.

Le 31 janvier 1536, noble Philibert Buffart, seigneur de Tavernost, en Dombes, se porte caution, pour la même cause, jusqu'à la somme de 4.200 livres, par acte passé à Lyon, en la maison où pend pour enseigne les Trois Maries, appartenant au seigneur de Balmont.

1536. — Noble *Jeanne Pellet*, femme de *Meraud de Boulieu*, et noble personne maître Pierre de Boulieu, prêtre, chanoine de

l'église collégiale de N.-D. d'Annonay, son frère, approuvent la dite vente le 19 avril 1536.

1537. — Le 11 juin 1537, Pierre Pellet, seigneur du Chat, à la prière de Meraud de Boulieu, se constitua encore caution de la dite vente jusqu'à la somme de 6.000 livres par acte passé à Lyon en la maison de Pierre Bournel, prieur.

1538. — Le 2 juillet 1538, noble Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu en Vivarais, vend à Jean d'Aulhon, seigneur de Chiel, des cens, servis, rentes et censives à lui dus par les manants et habitants ds *Jarniost*.

A dater de 1539, la seigneurie de Jarnieu paraît être sortie au moins en partie, car elle était divisée en plusieurs parts, des mains des Boulieu.

1537. — *Extrait du livre des monstres et services faits au roy par les nobles de Vivarois le 27 aoust 1537 en la ville de Béziers entre lesquels étoit noble Méraud de Boulieu sieur de Jarnyeu.*

L'an mil cinq cens trente sept et le vingt septième jour du mois d'aoust pardevant mons<sup>r</sup> de Marles lieutenant lay de mons<sup>r</sup> le seneschal de Beaucaire et Nismes faict à Béziers, assisté de Me Jean du Vray substitut du procureur du roy.

#### HOMMES D'ARMES

*Le seigneur de la Voulte avec son domestique.*

— *de Montlor* — —

— *de Joyeuse* — —

— *d'Antragues* de la compagnie de monsieur le seneschal de Tholozé.

#### ARCHERS A DEUX CHEVAUX

*François du Blout* présenté et reçu.

*Le seigneur de Chadenac* occupé pour les affaires du roy.

*Jean du Blout* présenté et reçu.

*Le sieur de la Tourrette* excusé, estant devant monsieur le seneschal de Tholozé.

*François des Estats* seigneur de Valon lieutenant de la bande de monsieur de Calvisson.

*Claude Villar.*

*Pierre Pelet de Nonay* (1) pour lui s'est présenté *Antoine Richard*.

*Claude de Pradelles* pour lui *Claude Barjac* receu.

*Meraud de Boulieu*.

*Robert Laubergue* seigneur de Colon.

#### ARCHERS A UN CHEVAL

*Estienne de Monteils*.

*Bernard Boissou* présenté *Michel Monteils* receu.

*Jean de Clastrevieille* prés. et receu.

*Louis Darlendes* prés. et receu.

*Le seigneur du Pin* id.

*La présente copie tirée de son original deument collationnée par moy garde des archifs soubsigné, DE LA GORCE garde.*

1537. — *Lettres royaux pour Loys de Boulieu contre Meraud son frère, du 30 mars 1537, du parlement de Toulouse, signées par le conseil : Latonay, dans lesquelles noble Méraud de Boulieu, aïeul de Louis, est qualifié d'écuyer, seigneur de Charlieu. Voici la teneur du préambule de ces lettres sur parchemin oblong :*

Francs par la grace de Dieu roy de France a nos amés et feaux conseillers les gens tenant notre court de parlement seant à Thoulouze salut et dilection l'humble supplication de notre amé Loys de Boullieu escuyer seigneur de Charlieu avons receu contenant que procès est pendant en notre court entre Merauld de Boullieu aussy escuyer et seigneur de Jarnieu appeleant des bailly et juge de Vivaroys ou leurs lieutenants d'une part et ladite suppliante Marguerite du Lac damoyselle sa mère appelés d'autre... etc.

1538. — De divers arrêts rendus en 1538 par la cour de parlement de Toulouse dans les litiges élevés entre Méraud de Boulieu, et Marguerite du Lac et Louis de Boulieu, sur le règlement de successions, il ressort que Meraud et Louis de Boulieu ont été qualifiés nobles et écuyers.

1538. — Extrait de trois arrêts donnés en la cour du parlement de Toulouse en 1538,

Par lesquels noble Méraud de Boulieu sieur de Jarnieu est

(1) Pour Annonay.

qualifié escuyer, Méraud de Boulieu était l'aïeul de Louis de Boulieu.

Méraud de Boulieu était en instance de procès avec Marguerite du Lac, veuve de feu Albert de Boulieu seigneur de Jarnieu, et Louis de Boulieu fils de celle-ci.

Ces arrêts sont du 4 mai, 17 mai et 8 juillet 1538 et relatifs à des délais de procédure sollicités par Méraud de Boulieu au moyen de lettres royaux.

1539. — A la suite de plusieurs réclamations faites par Louis de Boulieu à son frère Méraud, relativement aux règlements d'hérédité de leur père et mère communs intervint une transaction du 2 avril 1539 qui après avoir été nomologuée par le parlement de Toulouse reçut sa forme définitive dans un arrêt rendu par M. Jacques David docteur es-droit, juge de Velay, commis à cet effet par le parlement de Toulouse, arrêt rendu en conformité de la transaction du 2 avril et des accords intervenus entre les parties, acte reçu Tavernier.

Par cette transaction et arrêt d'arbitrage, Méraud de Boulieu concéda à Louis son frère, la plupart des demandes que ce dernier avait formées contre lui et notamment Méraud tient compte au dit Louis des droits de sa légitime maternelle et de divers droits, sommes et fruits indûment perçus dont il le satisfait en lui assignant des terres de Charlieu. Il renonce aussi à des legats et donations entre vifs fait à son profit par Marguerite du Lac leur mère. Les frais et dépens de leurs procès et transactions sont partagés. Méraud garantit les rentes et pensions revenant à son frère Louis sur les biens de Charlieu.

Ainsi furent éteintes les contestations coutueuses qui s'étaient élevées entre les deux frères.

1543. — Par contrat du 26 novembre 1543 (écrit sur une grande peau de parchemin en 2 pièces), *Louis de Boulieu* seigneur de Charlieu épousa *Jehanne de Blancheleyne* fille de Jehan de Blancheleyne, ecuyer, seigneur de Blancheleyne, paroisse de Teing (Tain), mandement de Mercurol, diocèse de Vienne en Dauphiné.

Jehanne était relaissée (veuve) de noble et agrège personne Pierre Chenisson docteur es-droit, juge de la vicomté de Roche-

chouart, alors appartenant à dame Blanche de Tournon, vicontesse Rochechouart qui intervint au contrat en constituant 500 livres à la future (1).

1543. — Le 26 novembre 1543, quittance pasches et accord passés d'entre noble *Louis de Boulieu* écuyer seigneur de Charlieu d'une part et noble *Jehan* de Blancheleyne écuyer seigneur de Blancheleyne d'autre part, constatant et acquittant le payement de 100 écus sol d'or, comptés le dit jour par le dit *Jehan* en déduction de la dot faite à sa fille par contrat du même jour, en contemplation dudit mariage. L'acte est passé à Tournon, par Gamon, en la maison de *Pierre Chieze* hoste du logis appelé *le Moulon*, présents à ce *Jehan Colombier* notaire royal dudit Tournon, *François Paget* lieutenant de la Juridiction ordinaire de Teing (Tain) en Dauphiné, témoins appelés et Gamon notaire recevant.

1543. — *Louis de Boulieu* seigneur de Charlieu, épousa le 26 novembre 1543 *Jehanne* de Blancheleyne, venue en premières noces de *Pierre Chenisson* et il eut d'elle trois enfants, un fils et deux filles, savoir :

Antoine.

Anne.

Claude.

Il testa le 9 novembre 1567 ou le 28 juillet 1578, car il y a deux testaments inventoriés à ces dates dans les papiers de Boulieu, et tous deux faits par un *Louis de Boulieu* seigneur de Charlieu alors que je ne vois qu'un *Louis* figurer dans la filiation depuis *Albert IV*, jusqu'à *Louis* fils de *Meraud*.

1546. — Enquête faite par *Pierre de Boulieu* contre *François Chabal*, de l'an 1546, où il conste par témoins du bruslement de la maison de *M. Bafort* dont le dit *Louis de Boulieu* est garant en cas d'éviction, laquelle maison fut donnée par *Méraud* à son frère *Louis*, et réédifiée par ce dernier, et que possède à ce moment (1654) *Mademoiselle Bafort d'Annonay*. (Inventaire de 1654.)

Cette maison fut échangée par *Louis de Boulieu* avec *Pierre Bonnet*, pour la vigne du Clos de Charlieu et une autre vigne.

(1) Ce *Louis de Boulieu* était fils d'*Albert IV de Boulieu*, seigneur de *Jarnieu* etc., et de *Marguerite du Lac*.

Il était frère de *Meraud I<sup>er</sup>* qui signa au contrat.

Ce Bonnet était l'aïeul maternel de demoiselle Louise de Fournier, veuve de M. Baffort. La maison dont s'agit fut détruite par un incendie en 1526 environ.

1551. — Le 13 mars 1551, Louis de Boulieu donne quittance à Jehan de Blancheleyne, son beau père, de la somme de 24 livres 19 sols, pour la paie échue à la feste de la Toussaint dernière, en déduction de la dot de 300 écus. Constitutée à Jehanne de Blancheleyne par contrat de mariage de 1543.

Cette somme est payée par les mains de demoiselle Anne de Chanalost femme de Jehan de Blancheleyne.

1552. — Le 26 mars 1552, *Suzanne de Villars* femme de *Louis de Boulieu*, saine de corps et d'esprit, fit son testament par devant Desfrancois, notaire de Boulieu. Après s'en être remis à son mari du soin de ses funérailles et sépulture, elle fonde une messe à voix haute, à dire chaque mois dans la chapelle de la *Maison forte ou château de Charlieu*, sous le vocable de St-Louis (1), ou dans celle de l'église de Boulieu dépendante du patronage du seigneur son mari, sous le vocable de N. D. et de St-Sébastien, au choix de son héritier (2). Elle veut qu'on donne 5 sols au célébrant et qu'on lui serve à dîner.

Elle donne à messire Etienne de Boulieu, son fils, profès et promoteur de l'ordre de St-Ruf de Valence, 10 livres pour une fois, à titre particulier.

Elle donne sa légitime à noble *Louis de Boulieu* son autre fils.

A *Jacques* et *François-Louis*, enfans de son fils *Louis*, et de demoiselle *Jeanne de Garnier*, elle donne à chacun la somme de 5 livres et même somme aux fils et filles qui naîtront cy-après de leur mariage, et ne seront pas ecclésiastiques.

Elle donne et lègue à demoiselles *Suzanne* et *Lucrèce de Prarond*, filles de noble *Jean de Prarond* et de feuë demoiselle *Catherine de Boulieu* mariés, sa fille, à chacune 5 livres.

(1) La célébration de ces messes était autorisée par l'archevêque de Vienne, une à Boulieu, l'autre à Charlieu, par lettre du 16 juin 1614.

Une autorisation de l'évêque d'Ephèse coadj. de l'arch. de Vienne permettait d'administrer les sacrements dans la chapelle de Charlieu, mais pour la famille seulement 28 avril 1621.

(2) On verra ailleurs les notes concernant la chapelle de St-Sébastien de Boulieu, dite des Garnier.

Elle donne 5 sols à tous les autres prétendants droits sur ses biens.

Elle institue Louis de Boulieu son bien aimé mari, son héritier universel, à charge de remettre ledit héritage à leur fils Louis, puis à défaut dudit ou de ses enfants elle substitue Jacques, fils aîné de Louis, puis François-Louis le cadet, puis par ordre de primogéniture les enfants à naître dudit Louis substitué, les mâles préférés aux femelles, les aînés aux puînés, sauf capacités, puis à défaut des précédents, les enfants de Catherine et de Lucrèce de Prarond, et avec d'autres réserves encore.

Le testament est fait à Boulieu, dans la maison de Messire Charles Dumon, prêtre et vicaire, appartenant à M<sup>e</sup> Jacques Guérin, tailleur d'habits, présents : André Paradis, percepteur, Pierre Gamon et François Allouat, M<sup>es</sup> Charpentiers, et M<sup>e</sup> André Chotet, curé de Davézieu, qui ont signé avec le notaire.

1553. — Vénérable Messire *Pierre de Boulieu*, prêtre, chanoine prébendier de l'église collégiale de N.-D. d'Annonay, fit son testament le 2 mai 1553, par devant Guillaume de Sauzée, notaire, grand-père de François et père d'Antoine de Sauzée ses successeurs, à Annonay.

Ledit Pierre de Boulieu, était bachelier ès-droit, recteur de la rectorie de l'hôpital de N.-D. de l'Aumône de la même ville.

Il élit sa sépulture dans la chapelle de Ste-Agathe de N.-D. située à main gauche à l'entrée du chœur et qui est la sépulture de ses ancêtres.

Il veut que tous les prêtres et religieux cordeliers qui seront convoqués à son enterrement reçoivent chacun 2 sols 6 deniers et les clercs et serviteurs 15 deniers, et la même chose pour son trentain et bout de l'an.

Il veut que pour son enterrement 13 pauvres filles soient élues par son héritier et habillées de drap de mendiant blanc, et 13 ou 14 pauvres mâles grands et petits soient habillés de drap noir. Tous devront porter le *chandellon* de cire allumé. Ils recevront tous chacun 2 deniers.

Il ordonne diverses messes et offices soit à N.-D. de l'Aumône soit à la chapelle de Ste-Agathe, etc..

Il donne pour cela au recteur un pré acquis de noble Meraud de



Boulieu son frère, et de feue demoiselle Jeanne Pellette, femme dudit, par acte reçu François Sonier, notaire d'Annonay, ce pré est situé au terroir de Paillaras, confrontant les prés et terres des Jossouds. paroisse de Davézieu, et le pré de Claude Boiron, prêtre. Il fut des biens de Guion Coulaud et le recteur Delosme en prenait les revenus dans le temps.

Il donne son mobilier au recteur qui lui succèdera à l'hôpital N.-D. de l'Aumône sauf des couvertures et draps (linceuls), qu'il veut être employés pour les pauvres.

Il lègue à *Louis de Boulieu*, écuyer, seigneur de *Charlieu* son frère germain toutes les rentes annuelles et perpétuelles acquises de *Meraud de Boulieu de Jarnieu son frère*, et perçues au lieu et mas des Soulliers, mandement d'Annonay.

Il donne a l'honneur de Dieu, à *Marie, fille donnée* à noble *Meraud de Boulieu*, écuyer, bailli d'Annonay, son frère, la somme de 20 livres, une fois, savoir 10 livres quand elle sera colloquée en mariage et 10 livres un an après.

Il lègue à Claude, *fille donnée* audit bailli, 20 livres dans les mêmes conditions.

Il institue son héritier universel *Méraud son frère*, lui substituant *autre Méraud* son neveu, fils de Méraud, à condition qu'il ne réclame aucun droit à son père ou à l'héritier universel de son père.

Il désigne comme exécuteur testamentaire M. Antoine Gamon, lieutenant es-droit.

Furent témoins : discrète personne Antoine Gamon, juge de Vivarais, Etienne Massabon, notaire, Jean Androl, prêtre, Mathieu Marcland, Jean Salla, marchands, Jean et Hugues Cottier, tailleurs, Pierre Bonnet, marchand, habitants d'Annonay.

1554. — *Meraud* ou *Merauld de Boulieu*, ecuyer sieur de *Jarnieu*, bailli d'Annonay diocèse de Vienne en Vivarais fit son testament le 11 avril 1554 dans sa maison d'Annonay, en présence des témoins Pierre Bonnet le jeune, messire Michel Mural notaire royal, Hugues Gontier, Sartre, Jean Barbier cordonnier, Anthoine de Bord dit Curpe, Jean Flourit dit Bergaud, habitants d'Annonay et Gonod notaire royal recevant, dont la signature est certifiée par Jean Bollioud de Tartara conseiller du roy lieutenant prin-

cipal au bailliage d'Annonay, le 12 mars 1698, et scellé par Léorat et Faurie à la même date.

Par cet acte il élit sépulture au tombeau de ses aïeux, dans la chapelle de Ste-Agathe de l'église collégiale de N.-D. d'Annonay, étant à l'entrée du chœur du côté gauche. Il veut que les chanoines de ladite église et les pères Cordeliers assistent à ses funérailles leur donnant 2 sols 6 deniers pour cette assistance et aux autres 2 sols tournois.

Il énumère longuement les aumônes à faire, repas à donner, sans superfluite, à l'occasion des funérailles et services anniversaires.

Il donne et lègue par titre d'institution part héréditaire à frère *Laurent de Boulieu* son fils, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem séant à Malte, la somme de 10 livres tournois payable par son héritier universel une fois seulement outre et pardessus la pension annuelle et autres choses qu'il lui aurait données par le contrat d'émancipation entre eux passé reçu par le notaire sousigné Gonod.

Il donne et lègue au même titre à *Meraud de Boulieu* ecuyer son autre fils la somme de cent écus d'or au soleil chaque écu compté pour deux livres six sols au cas que messire Pierre de Boulieu frère du testateur aie fait ou fasse part par donation ou testament ou autrement de ses biens ou partie d'iceux audit Meraud, et dans le cas contraire il donne et lègue audit Meraud la somme de 500 livres payable par son héritier universel, une fois seulement.

Il lègue à *Théode de Boulieu* son autre fils 500 livres. Meraud et Théode seront *nourris de leur bouche et pourvus d'un accoutrement de drap honnestement* jusqu'à ce qu'ils auront des biens pour eux et que l'héritier universel leur aura payé leurs légats.

Quand ledit Théode aura été pourvu de biens d'église, offices ou bénéfices pour son entretien, le testateur lui donne la somme de cent livres, écrit ci-dessus.

Il donne et lègue au même titre à demoiselles *Magdeleine et Marguerite de Boulieu* ses filles, 1400 livres chacune, savoir 800 livres quand elles se marieront et 200 livres pour leurs robes nuptiales et pour le surplus 20 livres chaque année jusqu'à com-

plet paiement, à condition expresse quelles ne pourront se marier sans le bon plaisir de l'héritier universel, et autres plus proches parents.

Ces legs devront remplir les dits enfants de tous leurs droits qu'ils pourraient prétendre sur les biens du testateur et de Jeanne Pelette sa femme, sans qu'ils puissent demander rien et *quereller* aucune autre chose.

Il donne et lègue au même titre particulier à *Marie de Boulieu sa donnée* la somme de 150 livres payables une fois seulement, savoir 100 livres quand elle se mariera, le surplus 50 livres par an, sans quelle puisse demander autre chose.

Il donne et lègue pareillement à *Claude, dite de Boulieu son autre donnée* la somme de 100 livres dont 50 seront remises entre les mains à un habitant du Vivarais pour lui profiter au profit de ladite Claude et les autres 50 livres quand elle se mariera. L'héritier universel sera tenu alimenter les dites Marie et Claude, dites de Boulieu en son domaine jusqu'à ce quelles soient colloquées en mariage, ce quelles ne pourront faire sans le bon plaisir de l'héritier et autres ses plus proches. Dans le cas où elles viendraient à décéder, leurs legs profiteront au dit héritier.

Il donne et lègue pareillement à *Théode dit de Boulieu son autre donné* ses aliments et vêtements jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans qu'il sera tenu à l'école et passé ce temps s'il veut demeurer et servir dans le domaine dudit héritier il recevra 10 livres par an et un accoustrement suivant sa qualité, et s'il veut apprendre quelque autre métier, il lui sera donné 50 livres s'il est bien venant et obéissant.

Il donne et lègue au même titre particulier à *Jeanne dite de Boulieu sa fille donnée* outre les autres choses par ci-devant données la somme de 5 sols une fois seulement.

*Meraud de Boulieu* nomme pour son héritier universel, de sa propre bouche, *Flory de Boulieu* écuyer, son fils, et en cas de prédécès sans enfants lui substitue *Méraud de Boulieu* son fils, frère du dit Flory, puis Théode, puis Magdeleine, puis Marguerite ses filles.

Enfin les dits fils et filles venant à mourir sans enfants, il leur substitue *Louis de Boulieu* son frère et les siens enfants légitimes.

Il désigne pour exécuteurs testamentaires *Pierre de Boulieu et Louis de Boulieu* sieur de Charlieu ses frères, et leur donne pouvoir de prendre et vendre de ses biens, ce qui sera nécessaire pour accomplir ses dispositions testamentaires si son héritier ne le faisait. Il révoque tout autre testament et codicile.

Collationné a son original par le commissaire subdélégué de Mgr l'intendant en la présence de M<sup>e</sup> Cazeneuve, l'acte exhibé par Gaspard Malignon de la ville d'Annonay, à Montpellier le 3 octobre 1668, signé de Cazeneuve et Bernard commissaires. Une autre expédition collationnée de ce même testament se trouve dans mes archives. Elle porte la mention que ledit testament était aux minutes de M<sup>e</sup> Gonod, notaire recevant d'Annonay, que l'expédition de cette minute était aux mains de Marie de Baronnat, femme de messire Just de Serres, chevalier, seigneur et baron de Thorenc, et que l'extrait en avait été fait sur cet original par M. Baud, notaire, et légalisé par Jean Androl, conseiller du Roy, lieutenant principal du bailliage au siège d'Annonay, sous la date du 3 septembre 1666, signé : Cothouard, greffier.

On remarque que dans ces dispositions testamentaires, il n'est fait aucune mention de Jeanne Pellet, femme du testateur, laquelle avait fait son testament le 28 juin 1545, reçu Sauzée, et devait être décédée depuis lors.

(A suivre.)

PAUL D'ALBIGNY.



# MONOGRAPHIE

## *DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS*

---

### BEAULIEU ET BEC DE JUN

#### I

La paroisse de Beaulieu est circonscrite au levant par Comps, au couchant par Berrias et St-Paul-le-Jeune, au nord par la rivière de Chassezac et au midi par la chaîne de montagnes venant de Sampzon qui la sépare de St-André-de-Cruzières et de Bessas.

Mêmes terrains calcaires et produits que ceux de toute cette partie inférieure de la vallée de Chassezac. Les montagnes sont couvertes de taillis de chênes. Parmi les plantes qu'on trouve dans ces bois, nous en remarquons une assez rare, qui couvre de grands espaces, la pivoine rouge. Le chemin de fer traverse tout son territoire et y a une gare.

Deux principales routes, l'une venant de Ruoms, longeant toute la vallée et conduisant à St-Ambroix et Alais. L'autre croisant celle-ci, venant de Joyeuse, traversant Chassezac sur un beau pont en pierres, bâti par les Etats du Languedoc à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, montant au Col de la Serre pour redescendre sur Bessas et Barjac.

Une autre route secondaire s'embranchant sur celle-ci va à Berrias et aux Vans.

La population est d'environ mille habitants.

Rien ne prouve l'ancienneté de la paroisse de Beaulieu, nous avons même de fortes présomptions pour croire que le chef-lieu de la paroisse était à Bec de Jun, à une époque très ancienne.

Ce lieu était autrefois le plus important de la paroisse à cause sans doute de son château. Mais ce qui indique sûrement la suprématie de Bec de Jun sur tous les alentours, c'est qu'il n'est jamais question de la communauté de Beaulieu, sans que ce nom soit suivi de : Mandement de Bec de Jun.

D'Hozier, dans l'armorial de 1696 attribuée à Beaulieu-Bec de Jun, les armoiries suivantes : d'hermine à la face lozangée d'argent et d'azur.

Autrefois si l'on demandait à un habitant du village qui avait

fait bâtir l'église de Beaulieu, il répondait sans la moindre hésitation : c'est la Reine de Bec de Jun. (Es la Reyne de Bédéju), ce qui doit s'entendre, la Dame du lieu.

Or, à l'église de Beaulieu qui vient d'être reconstruite il y a peu d'années à la même place que l'ancienne, on trouva une pierre portant cette inscription :

*Esto es Dux pia Virgo Maria.*

L'église est en effet sous le vocable de Notre-Dame de l'Assomption.

On pourrait présumer qu'elle aurait été bâtie par une dame dont le mari ou le fils, était parti ou sur le point de partir pour la croisade.

La seigneurie du lieu appartenait à des familles dont nous ne connaissons que quelques-unes et nous verrons plus loin qu'elle devint au milieu du xv<sup>e</sup> siècle la propriété de la maison de Joyeuse.

Le 25 juin 1400 une transaction fut passée, le Roi Charles, régnant (Charles VI) et Pierre, étant évêque de Viviers, entre nobles Bertrand de Grospierres, Aymeric de Tarau (Tarantio) et Guiraud Gaiffier (Gaifferii), coseigneurs de Bec de Jun.

Il y est dit que noble Bertrand de Grospierres, cosg<sup>r</sup> du château et mandement de Bec de Jun, fils et héritier de feu noble homme sg<sup>r</sup> Bertrand de Grospierres, chevalier d'une part, et noble Aymeric de Tarau, fils et héritier de noble Albert de Tarau et Giraud Gaiffier, tant en son propre nom qu'en celui de Guioste de Berengier (Berengari). Son épouse, fille de noble Guillaume Berengier, autrefois coseigneur du château et mandement de Bec de Jun, d'autre part, Bertrand de Grospierres disait que son père Bertrand était héritier de Pierre de Guitafrey (Guitafredo), chevalier, son oncle et aussi de noble Reymon de Guitafred pour deux parts de la haute, moyenne et basse justice de Bec de Jun, et que ceux-ci avaient été héritiers de ces deux parts de noble homme sg<sup>r</sup> Pons de Cornillon et que ces derniers avaient été de toute antiquité sg<sup>rs</sup> du château de Bec de Jun.

Il paraît que Thibaud, fils de Bertrand de Grospierres et frère de Bertrand, fut pourvu du bénéfice de la chapelle rurale de Bec de Jun, sous le vocable de St-Jacques, qu'il posséda vingt ans.

Les autres parties contestaient les droits de Grospierres, prétendant qu'ils étaient aussi les héritiers des Cornillon. La suite du parchemin manquant il faut croire que Bec de Jun fut aliéné par le successeur de l'une des parties, 46 ans après cette transaction.

Jeanne de Louet, femme de Louis de Joyeuse II<sup>e</sup> du nom, qui dut mourir peu après avoir testé en 1441, acheta le 20 mars 1446 par contrat reçu Gervais Demidié, notaire, de noble Pierre de Peit, sg<sup>r</sup> de Malmeyrac, les châteaux et seigneuries de Grospierres et de Bec de Jun ayant appartenus auparavant à Bertrand de Grospierres, pour la somme de deux cents moutons d'or.

Dans la nomenclature des terres dont fut composé le duché de Joyeuse, par lettres patentes du mois d'avril 1581 de l'érection de la vicomté de Joyeuse en duché-pairie, on remarque la seigneurie de Bec de Jun.

Beaulieu et Bec de Jun sont compris en 1770 pour les revenus en censives du duché à la somme de 340 livres soit en capital au denier 40, 13.000 livres.

1559, 4 janvier. Noble Pierre de Borne, sg<sup>r</sup> de Baumefort, rendit hommage au sg<sup>r</sup> de Joyeuse pour diverses rentes en divers lieux, notamment à Bec de Jun.

1714. Bec de Jun est encore compris comme faisant partie du duché dans la nouvelle érection en duché-pairie en 1714 en faveur de Louis de Melun, prince d'Espinoy.

130. Charles dit Charlet de Sampzon, fils de Gaspard et de Claude d'Agulhac, fut vers 1570 chassé par la trahison de ses soldats du château de Bec de Jun qu'il défendait sans doute pour le sg<sup>r</sup> de Joyeuse, contre les huguenots. Charlet étant revenu assiéger le château que les révoltés ne purent défendre, s'en empara, mais fut tué dans l'affaire.

Le frère de Charlet, Jacques de Sampzon, sg<sup>r</sup> de la Bastide, avait à la même époque obtenu quatre soldats de l'armée royale pour défendre le château de la Bastide. On était en effet en pleine guerre civile et ce fut aussi probablement dans quelques rencontres de partisans que Jacques de Sampzon perdit la vie. Rien toutefois ne confirme cette supposition pour ce dernier, si ce n'est la haine dont les protestants enveloppèrent sa famille et les entreprises qu'ils firent contre elle.

Un membre de la noble famille de Gascon et plus tard de Gasques, originaire du Toulousin, Henri de Gascon, fils de Marie de Gascon, surnommé le Rhodiot, capitoul de Toulouse et de Louise d'Anvers, quitta cette ville et vint épouser en Vivarais le 4 mai 1565 Félix de Bournet, fille de noble Lancelot, cogr de Beaulieu et d'Anne de Chaldeyrac (Pons de la Roche, n<sup>re</sup>).

Leurs descendants se qualifièrent cosgr<sup>s</sup> de Beaulieu jusqu'à leur extinction au IX<sup>e</sup> degré en la personne d'Edmond de Gasque, né en 1808, marié à demoiselle Lebesch, demoiselle d'honneur de la duchesse de Berry, dont il n'eut pas de postérité.

Un rameau de ces Gasques dit de Combe, s'éteignit à Joyeuse en 1831.

Divers étymologistes ont cherché en vain la signification du nom bizarre de Bec de Jun, Becdejus, Bédeju.

Certains la font dériver d'un latin douteux, *Becum dunum* qui signifierait, une hauteur, une élévation qui s'avance au-devant en forme de bec, malheureusement ni *Becum* ni *dunum* ne sont latins à moins que ce soit du latin des notaires du moyen-âge.

En effet le rocher de Bec de Jun ressemble d'une certaine façon à un bec d'oiseau.

Dans la Lozère, du côté du pont de Montvert, il y a un endroit du même nom. En comparant les deux sites, on pourrait voir s'ils justifient la même étymologie.

Aujourd'hui le village compte 15 à 20 feux. Les maisons sont disséminées par petits groupes, sur une étendue de terrain très accidenté, au pied des rochers qui forment la base de la montagne de la Serre.

Il se trouve à 3 ou 4 kilomètres de l'église de Beaulieu et à 5 à 6 de Berrias.

Il est très ancien, des archéologues y auraient découvert des restes de constructions Sarrazines et on remarque dans la paroisse de Berrias, une localité appelée la Sarrazine.

Bec de Jun est dominé par un rocher isolé, ou se trouve seulement une tour ou donjon, vu le peu d'espace. Le château était au-dessous, on en trouve encore quelques débris dans les murs de soutènement d'un chemin. Le reste des matériaux a servi à construire des maisons.



On conserve le souvenir d'une chapelle construite sous la roche, en l'honneur de St-Roch. Nous avons vu plus haut qu'un Grospierres, fut recteur de celle de St-Jacques à Bec de Jun.

D'après la tradition ce village était autrefois fort important et du reste on peut encore s'en convaincre par les ruines qu'on rencontre un peu partout.

Il y avait des foires considérables, qui, à la suite de circonstances inconnues et toujours d'après la tradition auraient été cédées ou vendues à la ville des Vans.

Dans un acte de paréage entre les seigneurs de Naves et le prieur des Vans, du 2 décembre 1313, dans lequel intervient un membre de la famille Malignon de Bec de Jun, on trouve la clause suivante :

« Item fuit actum inter partes predictas, nominibus quibus  
 « suprâ quod si fornerius de Vannis vel sui successores venderent  
 « jus quod habent in furno de Vannis predicto vel si Malignoni  
 « seu sui successores venderent jus quod habent in Cartalagis  
 « seu leidis quæ habent in viela de Vannis quod tam predicti  
 « Domini quam predictus prior earum successores habeant jus  
 « prelationis emendi et retinendi illud quod venderetur secun-  
 « dam partem quam nunc habent predictæ partes. »

Or cette famille de Malignon réputée noble et existant encore, qui demeurerait à Bec de Jun et y avait des possessions, pouvait bien avoir possédé tout ou partie de ce fief en 1313.

## II

A la cime de la Serre, paroisse de Beaulieu, au-dessus du village de la Cabane et par dessus la Roche de la Carabasse, il y a un quartier qu'on appelle le Couvent de St-Maurice.

Le plateau a la côte d'environ 400 à 450 mètres d'altitude et une superficie de 200 à 250 mètres de pourtour.

On y voit des ruines informes et considérables, sur une longueur de 30 à 40 mètres et une largeur d'une vingtaine, conservant assez bien les traces de divisions ou compartiments ressemblant à des cellules, peut être aussi une plate-bande circulaire servant de cloître.

Dans l'état actuel on croirait que ces murs ont été construits en pierres sèches. Non loin de là, cependant on trouve les restes d'un four à chaux.

Aucun titre ne faisant mention de ce couvent, il y aurait là un sujet d'étude très intéressant à faire et peu de dépenses pour enlever les broussailles et les pierres sèches. On pourrait relever de la sorte le plan et probablement découvrir des objets pouvant renseigner sur l'origine et la construction de cet édifice.

En avant de ces ruines du côté du levant et à l'extrémité du rocher qui fait corniche sur Bessas, on trouve d'autres ruines. Il devait y avoir là certainement une tour d'exploration à l'usage des Romains, car on trouve aux alentours les restes d'une voie Romaine qui suivait la crête de la Serre et allait aboutir au château de St-Sauveur-de-Cruzières. On en reconnaît très visiblement la trace en plusieurs places et il y a même un endroit en face du village de Peyrole qu'on appelle encore : La Crous de l'*Esta*, c'est-à-dire une croix plantée sur un socle marquant le Stade. (1)

En dessous de la croix de l'*Esta*, toujours sur le territoire de Beaulieu, mais du côté de Bessas, on trouve aussi des restes d'établissements Romains. Beaucoup de tuiles plates et il n'y a pas longtemps un sarcophage dont on disait dans le pays qu'un musée en donnerait beaucoup d'argent.

M. l'abbé Malignon, natif de Bec de Jun, m'écrivait le 7 janvier 1898 :

« Il serait difficile de contester l'existence d'un couvent à la  
« cime de la Serre, la tradition est formelle et trop universelle  
« sur ce point.

« La tradition a aussi conservé le souvenir d'un couvent au lieu  
« du Rouret, paroisse de Comps. Or, on peut supposer que dans  
« le passé, le couvent de St-Maurice de la Serre, qui manquait  
« complètement d'eau, aurait bien pu être transféré à Rouret,  
« tout près de la magnifique fontaine de Regourdet. Le prieuré  
« de Comps dépendait anciennement de l'abbaye de Cluny,  
« comme celui de Ruoms et sans doute bien d'autres dans les  
« environs, comme St-Maurice dont on trouve des ruines dans

(1) Notes fournies par M. Joseph de Malbosc.

« tous les environs. Parmi les nombreux titres que prenaient les  
 « abbés de Cluny supérieurs de tout l'ordre, on trouve bien le  
 « titre de *prieur de St-Maurice de Beaulieu*, mais je n'ose croire  
 « qu'il s'agisse de notre Beaulieu.

« La paroisse de Beaulieu n'appartenait pas avant ce siècle au  
 « diocèse de Viviers, mais à celui d'Uzez, qui était le centre de  
 « son administration. C'est ce qui peut expliquer le peu de docu-  
 « ments qu'on trouve en Vivarais, sur cette paroisse. »

A Beaulieu en outre des ruines de Bec de Jun il y a encore une autre maison seigneuriale bien conservée, c'est la grande maison carrée du lieu du Bouchet, située à un quart d'heure de Beaulieu, entre le village de Pléou et celui de la Cabane. C'était, croit-on, le domaine des tantes de la famille du comte du Roure.

Ce fief du Bouchet était possédé en 1629 par noble Jacques Anglejan, dont la fortune eut à souffrir par suite de son acquisition de la terre et château de Baumefort.

Son fils Louis, se qualifiait sgr du Bouchet, Baumefort et St-Alban. Un de ses fils, né au Bouchet le 2 janvier 1649 ne fut baptisé à Beaulieu que le 18 novembre 1653, et eut pour parrain Mgr de Suze, évêque de Viviers et pour marraine dame Grésinde de Baudan, comtesse du Roure.

Le petit fils de Jacques dit encore sgr du Bouchet, dut vendre cette terre en même temps que celle de Baumefort qui fut expropriée et alors il alla s'établir à St-Paul-Trois-Châteaux, où ses descendants firent de belles alliances et sont encore représentés de nos jours par deux frères, l'un commandant au 29<sup>e</sup> de Ligne, et le cadet capitaine au 17<sup>e</sup> chasseurs à cheval.

On voit encore sur la paroisse de Beaulieu les restes de l'ancien et beau château de Jalès, siège d'une commanderie de l'ordre du Temple, puis de St-Jean de Jérusalem et de Malte.

Le château situé sur un petit mamelon, domine la plaine de tous les côtés. Celle-ci il y a cent ans, couverte de magnifiques chênes de haute futaie n'en a plus un seul aujourd'hui ; ils ont fait place aux mûriers, vignes et champs de blé. Le château est méconnaissable, divisé entre plusieurs propriétaires et masqué par de pauvres maisons.

La commanderie de Jalès était fort riche, son revenu s'élevant

quelques années avant la Révolution à soixante mille livres. Nous ne donnerons ici qu'un abrégé de notre notice sur cette commanderie et la liste des commandeurs que nous connaissons, depuis le xiv<sup>e</sup> siècle.

En 1186 Nicolas, évêque de Viviers fit une donation à la maison de Jalès, alors aux Templiers, confirmée par une bulle du Pape Grégoire VIII, donnée à Latran le 2 des nones de novembre 1187, des églises de Bane, St-Martin-de-Chandolas, de St-Laurent de la Maisonneuve (alors Avenas). Le commandeur présentait à la colation de l'évêque les curés et prieurs de ces paroisses.

Les deux commandeurs de Jalès, de l'ordre des Templiers que nous connaissons, sont Armand de Bane en 1187. Cet ordre comme on sait fut supprimé en 1307 et ses biens furent en partie donnés aux chevaliers de St-Jean de Jérusalem, ce qui arriva pendant que Pierre de Peyremale (de Petra Mala) était commandeur de Jalès. En 1326 le commandeur de Jalès dont on ne connaît pas le nom, fit un échange de droit avec l'évêque de Viviers. (Payan, n<sup>re</sup>).

Pierre du Teil, commandeur de Jalès, passa le 17 juillet 1402 une transaction avec les habitants de Berrias, les Lèbres et autres lieux, à propos des droits de chasse, dépaissance, usage des bois. (Archives du grand prieuré de St-Gilles, acte fort long et explicatif des droits et privilèges de chacun).

Pierre de Casteljau, fils de Louis de Labaume-Casteljau et de l'une de ses deux femmes : Guillaumette de Barjac et Angélique de Berrias, commandeur de Jalès d'après la vente de la moitié d'un moulin à Jausselein de Labaume-Casteljau. Perdit un bras dans un combat contre les Turcs et en 1238 il fit une inféodation à Jausselein, son frère. (Borneti, n<sup>re</sup>).

1477, 1<sup>er</sup> avril, noble frère Guillaume Polon, chevalier de St-Jean de Jérusalem, procureur de Jalès passe un lod à Jean Coste de Braye. (Jaq. de la Vie, n<sup>re</sup>).

Jean d'Arlempde, fils de Guillaume, M<sup>e</sup> sgr de Mirabel et d'Alasie de Serrescudier, d'abord commandeur de Valence en 1469, puis de Jalès en 1472, arrentant le 4 février les dimes de la commanderie à Guillaume Pellier. (Gaude, n<sup>re</sup>).

Jean de Châteauneuf, religieux et puissant père, reçoit une reconnaissance le 17 septembre 1478. (Rey<sup>d</sup>. Garnier, n<sup>re</sup>).

Charles d'Urre, dit de Teyssièrre, commandeur de Jalès, passe un bail à ferme des revenus de St-Jean d'Artignan en 1511.

Louis de Driasse, commandeur de Jalès, sg<sup>r</sup> de Berrias.

Charles d'Urre de Teyssières parent du précédent passe un bail à ferme des revenus de St-Jean d'Artignan à noble Claude de Maroan le 28 mai 1547.

Géraud de la Tour, précenteur de Jalès et de St-Jean d'Artignan, commissaire pour examiner la sortie de l'ordre de Jean d'Arlempde du 10 avril 1561.

N.... de Cagollan, commandeur de Jalès, tué en 1562 à la bataille de St-Gilles contre les réformés.

Antoine de la Lande, commandeur de Jalès, arrente le... 1578, à Guillaume Sabatier, la maison de Ste-Anne fondée en 1242 par le commandeur de Jalès au Bourg-St-Andéol.

Jean-François de Châteauneuf, sg<sup>r</sup> de Molloges, procureur de frère Scipion de Châteauneuf son frère, chevalier de St-Jean de Jérusalem, commandeur de Jalès par acte du 13 mars 1603, pour arrenter les rentes de la commanderie. (Deluaret, n<sup>re</sup> d'Avignon).

N.... de Tholon de Ste-Jalle, commandeur de Jalès en 1610.

Henri de Merle de Beauchamp, commandeur en 1640.

François de Ratte de Cambous, fils de Jean-Antoine et de Jeanne de Roquefeuil, capitaine de cavalerie en 1630, commandeur de Jalès en 1657.

1669, N....., commandeur de Jalès nomme, noble François de Narbonne, diacre pour desservir la chapelle de St-Sulpice.

Hugues de Loubens de Verdalle (petit neveu du grand maître de St-Jean de Jérusalem), commandeur de Jalès, arrente les cens qu'il prend à Berzème, St-Vincent, Rochemaure, Meysse. (Maurin, notaire).

Le 25 sepembre 1687 il passa un bail à ferme à M<sup>re</sup> Charles Gache, curé de Chândolas. (Deslèbres, n<sup>re</sup>).

16... ? Le chevalier de Porières ? commandeur, Melchior de Barras, commandeur de Jalès, arrente le 4 octobre 1711 les dimes de Bane, Lalauze, Berrias. Le sg<sup>r</sup> commandeur n'ayant pu signer à cause de ses douleurs de goutte, a signé pour lui son neveu procureur noble Melchior de Barras, sg<sup>r</sup> de St-Laurens au diocèse de Riez. (Fabrégat, n<sup>re</sup>).

Richard de Sade de Mazan, commandeur en 1713, décimateur des paroisses de Chandolas, Bane, etc.

Antoine de Puget, commandeur de Jalès, reçoit le 6 août 1723 une reconnaissance de noble Charles-François de Fayn. (Lespinasse, n<sup>re</sup>).

Pierre-Emmanuel de Pourroy de Quinsonas de Laubérivière, né en 1702, chevalier de Malte en 1724, commandeur de Jalès en 1740. Est connu par de nombreux actes. Son portrait à l'huile est chez M. Fuzet du Pouget. Le commandeur en ayant fait cadeau à l'agent du docteur Fuzet d'aujourd'hui, qui était son homme d'affaire.

Paul-Augustin de Rolland de Réauville, commandeur de Jalès, reçut le 8 février 1775 une reconnaissance. (Chevalier, n<sup>re</sup>).

Pierre-André de Suffren de St-Tropéz, né à Aix en 1728, célèbre par ses campagnes et ses victoires, devint vice-amiral et mourut en 1788.

Commandeur de Jalès, il y résida peu, étant retenu à la cour ou sur son escadre.

Paul-Bruno-Marie de Foresta, fut le dernier commandeur de Jalès, jusqu'à la Révolution et l'abolition de l'ordre de Malte.

Ce fut dans cette plaine de Jalès qu'eurent lieu les rassemblements des royalistes et catholiques, qui se proposaient de joindre leurs forces avec les armées Vendéennes pour s'opposer aux excès de la Révolution. (1)

L'histoire des prieurs et curés est peu connue.

1648, 17 mai, M<sup>re</sup> Antoine Cellier, curé de Beaulieu fit une reconnaissance féodale de seize propriétés, en faveur de Gaspard de Gascon, cosgr de Beaulieu.

1691, 8 novembre. Insignation de nom sollicité à l'évêque de Viviers par M<sup>re</sup> Mathieu Malignon, prieur de Beaulieu et Rouret au diocèse d'Uzès, aumônier et prédicateur de Madame la duchesse d'Orléans, bachelier en droit, ayant étudié cinq ans à l'Université d'Avignon, ce qui lui a été accordé à Viviers en présence de Jean Malignon, capitaine des gardes de Mgr le comte de Vivonne, gouverneur du Languedoc, qui s'est transporté au

(1) Voir l'*Histoire des Camps de Jalès*, par Firmin Boissin.

domicile de N..... de Gors, greffier des insinuations pour obtenir lesdites lettres de baccalauréat. (Grille, n<sup>re</sup>).

1671, 29 octobre, M<sup>re</sup> Jacques Redon, curé de Beaulieu, assiste à un mariage. (Fabre, n<sup>re</sup>).

1687, 25 septembre. Le même est témoin d'un acte passé par le commandeur de Jalès et M<sup>re</sup> Charles Gache, curé de Chandolas.

1693, 18 janvier. Est décédé à Rosières M<sup>re</sup> Alexandre du Laurens, prieur, commandaire de Rosières et de Beaulieu au D. d'Uzèz, enterré à Rosières. (Merlet, curé).

1714, 26 décembre. Reçu par les religieuses de Viviers de M<sup>re</sup> Mathieu Malignon, prieur de Beaulieu et de Rivière, de deux mille livres pour aliments et entretien de Marie de Piolenc sa nièce, suivant son contrat d'ingrès audit couvent du 20 mars 1713. (Bouvier, n<sup>re</sup>).

1790, N..... Chaussy, confesseur de la foi, que nous croyons originaire du diocèse de Mende, était curé de Beaulieu au commencement de la tourmente révolutionnaire. Pour ne pas prêter serment à la Constitution, il se retira sur les limites du Gard, mais ne tarda pas à être arrêté. Conduit dans les prisons de Nîmes il fut traduit devant le tribunal criminel, qui le condamna à la peine de mort, comme prêtre réfractaire le 7 pluviose an II.

V<sup>re</sup> L. de MONTRAVEL.



NOTES  
SUR  
LE MANDEMENT DE CRUSSOL  
AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES  

---

(SUITE XII).

---

Ces deux conventions du XVII<sup>e</sup> siècle relatent par hasard la nature de la robe des vaches, des bœufs et des taureaux, donnés à bail à cheptel. Nous en avons déjà rencontré les diverses nuances. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, aurait apparu dans la vallée du Rhône, une nouvelle variété de bêtes à corne, celles à poil blanc.

Noble Nicolas de Chaponay, seigneur de St-Bonnet, afferma le 3 décembre 1596, le domaine de Freyduret, sis à St-Bonnet-de-Valclérieux (Drôme). On lit dans l'acte de « la commande du dict « bestail » les détails suivants : « Assavoyr premièrement, quatre « beufz arables, de poyl l'ung froment, deux rouges et ung « parpalhon, au chaptal de quarante escutz ; plus deux velles de « poyl l'une blanche et l'autre borrete au chaptal de six escutz » (1).

La robe *borette* correspond à une tête noire et à un corps rougeâtre. Quant à l'adjectif *parpalhon*, il semble désigner une variété spéciale de la couleur rouge.

Selon Hector Blanchet, on appelle dans le Voironnais *parpallon* « un bœuf au poil tacheté comme les ailes des papillons et « *parpallonne*, la vache dont le poil offre les mêmes variations de « couleur » (2).

Cette proposition est fondée et le renseignement fourni par Blanchet s'applique non seulement au Voironnais, mais encore à diverses parties du centre du Dauphiné, voisines de cette région.

Cet adjectif *parpailon* rappelle à l'esprit le surnom infligé aux protestants, *parpailot*. La désinence des deux adjectifs n'est pas la même ; *on* et *ot*.

(1) *Archives de la maison de Chaponay*. (Communication du comte Paul de Solages).

(2) *Dictionnaire inédit* publié par Gariel.



Ils n'ont pas la même valeur. *On* est un augmentatif. *Ot* est au contraire un diminutif, mais pris en mauvaise part ; c'est un péjoratif. De nombreux noms propres ont été empruntés à la couleur des vêtements. D'autre part la dénomination des *Camisards* est bien connue. Malgré la coïncidence de l'existence d'un adjectif *parpaillon* au xvi<sup>e</sup> siècle, on ne peut pas supposer qu'il ait donné naissance au surnom des réformés.

Ménage rapporte les différentes étymologies de ce sobriquet, même l'origine, empruntée à la numismatique. Nous pensons que la meilleure est celle tirée de l'exécution de Parpaille (1562).

Il est singulier de constater que c'est seulement à partir du règne de Henri IV que les textes relatent des bêtes à corne, à poil blanc. On ne saurait se servir de cette circonstance pour admettre une nouvelle race, quoique l'on sache que ce roi ait fait effectuer les plus grands progrès à l'agriculture. Soit en 1596, soit en 1632, il s'agit simplement d'une variété de l'espèce à poil couleur froment, mais à poil très pâle, tirant par conséquent sur le blanc. Nous avons vérifié récemment que cette désignation s'était conservée dans ces conditions-là.

Les *autaneurs* et les *autanèzes* du bail du 20 août 1632 sont de jeunes agneaux mâles ou femelles.

« Pour le beurre et fromage », on s'en rapportait d'habitude aux usages du pays, mais ces usages étaient assez variables, puisque nous voyons stipuler annuellement en faveur du bailleur, par vache à lait, tantôt 10 livres de fromage et 4 livres de beurre, tantôt 12 livres de fromage et 6 livres de beurre. Le taux concernant les chèvres et celui relatif aux brebis paraît avoir été constant.

Nous relaterons un dernier exemple de bail à mi-croît, où une redevance est stipulée du chef du travail de la vache louée à mi-croît :

*Obligation à mescret pour Pierre Borne.*

« L'an mil six centz cinquante-huict et le vingt-deuxiesme jour  
« de may après midi, établi maistre André Allovon, menuizier  
« du mandement de Pierregourde, lequel de son bon gré a  
« confessé avoir reçu ci-devant de Pierre Borne, du dict mande-  
« ment, présent et acceptant, une vache poil sosret avec que son

« veau, pour icelle tenir à mycroît et tiltre de précaire au chap de  
 « vingt-six livres, chescune de vingt solz, laquelle vache et veau  
 « ledict Allovon a promis de bien nourrir et entretenir et le croît  
 « qui en proviendra sera entre eux partagé esgallement et en cas  
 « de perte sera aussi supporté entre les dictes parties esgallement  
 « et exprineront d'huy en un an prochain et pour le travail de la  
 « dicte vache entre ci et le dict terme, le dict Allovon lui baillera  
 « deux cartes seigle, mesure du dict Pierregourde, payables aussi  
 « d'huy en un an et pour le beurre et fromage, il en baillera sui-  
 « vant les uzues et coustumes du présent pays... » (1).

Avec le dix-septième siècle, les stipulations de cette catégorie devinrent de plus en plus rares. La location de l'important domaine de la Beylesse, possédé par le baron de Durtail, donna lieu, à la date du 15 novembre 1673, à l'« exprine » du cheptel. Il comprenait 30 moutons valant 4 livres l'un, 23 moutons à 50 sols, 60 brebis à 50 sols, 40 agneaux à 30 sols, une paire de bœufs à 100 livres et une autre à 78 livres (2). Nous avons raison d'affirmer que le menu bétail était beaucoup plus répandu proportionnellement que les bêtes bovines. Le cheptel d'une propriété, fort étendue même aujourd'hui, et appartenant à la comtesse Lepic, comprenait 153 moutons, brebis ou agneaux et seulement 4 bœufs. Aucun engagement spécial ne fut pris au sujet des produits de ce cheptel. Il faisait partie de la ferme. Il était immeuble par destination.

Accidentellement le bail « à *chapt* » d'un bœuf figure dans un acte d'arrentement plus important (1696) (3).

D'une manière générale, les baux à mi-croît ne furent plus guère contractés à partir de la fin de la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. L'expression « mi-croît » ne tarda même pas à ne plus être usitée dès le commencement de ce même siècle. Elle fut remplacée le plus ordinairement par les substantifs *précaire* ou *commende*, c'est-à-dire dépôt. Cette substitution de nom ne modifia pas les conventions habituelles.

Voici un traité qui définit fort exactement ce que l'on appelait un « bail à précaire ».

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Combiér*, f<sup>o</sup> 394.

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, f<sup>o</sup> 501.

(3) *Minutes de M<sup>e</sup> Bouchardon (Etude Ponsard)*, *passim*.

« L'an mil six centz cinquante et le vingt-septiesme jour du  
 « mois de mars avant midy par devant moy notere et tesmoings  
 « bas nommés, estably en personne Claude Forat, trevailheur de  
 « Guilherand, nommé en l'obligation cy derrier, lequel de gré a  
 « desclaré à Claude Bertrand trevailheur du dict lieu de Guilhe-  
 « rand présant et acceptant que la somme de trente-sept livres  
 « quinze sols que luy a presté le dict Bertrand par la dicte obli-  
 « gation a esté par lui employée au payement du prix d'une vache  
 « poil rouge qu'il a à son pouvoir laquelle vache, le dict Forat  
 « confesse tenir en précaire du dict Bertrand sans qu'il la puisse  
 « vendre ne engager que de son consentement et ainsi l'a desclaré,  
 « promis et juré par serement soubz obligation de tous ses biens  
 « et par exprès la vache qu'il confesse tenir en précaire du dict  
 « Bertrand, fins à l'entier payement de la dicte somme et le tout  
 « soubmiz aux cours royalles de Viveretz, présidial et conventions  
 « de Nismes, ordinaire des parties et aultre et chascune seule  
 « avec deube renonciation.

« Faict et récité à St-Péray maison de mon habitation, présant  
 « Claude Brunière drappier du dict lieu soubsigné avec le dict  
 « Forat et Durand Clarenson de Peny illetéré et aussi le dict  
 « Bertrand enquis » (1).

La question des baux à mi-croît est des plus curieuses à étudier, d'autant plus que les anciens auteurs l'ont passée sous silence. Elle est d'ailleurs fort complexe.

La dénomination de bail à mi-croît a disparu. De nos jours le nom des conventions de cette nature est devenu « bail à nourriture d'animaux », dont la forme la plus usuelle est le bail à cheptel. Nous rappellerons pour mémoire que le code civil reconnaît trois espèces de bail à cheptel, le cheptel simple, le cheptel à moitié et le cheptel de fer.

Aucune donnée spéciale n'avait été fixée pour les baux à mi-croît par la coutume locale. Ceux que nous avons analysés relatent des stipulations pour trois ans, deux ans et un an. Parfois même le terme n'était pas convenu d'avance.

Le mot *sprina* et le verbe *exprinare* ne figurent pas dans du

(1) *Minutes de M<sup>r</sup> Flame*, f. 168 (*Etude Seyve*).

Cange. Ils ont formé en vieux français, *exprine* et *expriner*, *esprine* et *espriner*.

Toutes ces expressions ont absolument disparu de la langue vulgaire ; elles ne sont plus du tout usitées. Il serait difficile de se rendre compte de leur valeur d'une manière positive sans l'*exprine* du 14 novembre 1673. On constate qu'il s'agit tout simplement de l'évaluation du bétail, tête par tête.

Le bailleur et le preneur pouvaient également demander l'*exprine* à toute époque de l'année, mais cette opération avait lieu d'habitude au 25 mars ou au 1<sup>er</sup> novembre.

Le preneur étant tenu en principe de la perte, il était facile de s'assurer si le bétail qui lui avait été confié, avait perdu ou non de sa valeur première. On devait partager le *crementum* et l'*incrementum*.

Le *crementum* s'appliquait aux produits, l'*incrementum* à la plus-value. Le mot *crément* est d'ailleurs resté dans la langue française, mais avec une toute autre signification.

La mortalité des bestiaux atteignit parfois de telles proportions que le bail à mi-croît fut rarement rémunérateur pour le preneur. Cette circonstance explique qu'il soit tombé en désuétude. Pour atténuer la sévérité du pacte, on décidait exceptionnellement que la perte serait partagée (acte du 22 mai 1658).

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.



# L'ABBÉ DUBOIS, DE ST-REMÈZE

(Suite III).

III.

## MŒURS ET COUTUMES DE L'INDE

Les castes. — Leurs avantages et leurs inconvénients. — Les mariages des enfants en bas âge. — *Suttys*. — Deux reines brûlées vivantes sur le cadavre de leur époux mort. — Interdiction des *suttys*. — Les infanticides. — La misère des populations. — La mythologie des brahmes. — Analogies entre les institutions de l'Inde et les traditions juives. — La supériorité du christianisme sur les autres religions.



Notre intention n'est pas d'analyser ici l'ouvrage de l'abbé Dubois, mais simplement de donner une idée de l'ensemble et d'en relever les particularités les plus saillantes, afin de faire comprendre l'intérêt que le public savant attachait dès le début à

une publication, qui était la première en date comme en importance, sur le caractère, les mœurs et les institutions civiles et religieuses des Hindous.

On sait que le régime des castes est la base du système social dans l'Inde. Il est apprécié par l'abbé Dubois d'une manière qui peut blesser nos sentiments égalitaires, mais qui, venant d'un juge aussi impartial, aussi éclairé, et connaissant si bien le milieu où il vivait, mérite d'être médité.

L'abbé n'est pas de ceux qui regardent le régime des castes comme non seulement inutile au corps politique, mais encore comme ridicule et tendant à jeter le désordre dans le peuple. Il le regarde au contraire comme le plus heureux essai de la législation hindoue. Il est persuadé que c'est seulement à cette distribution sociale du peuple que l'Inde doit de n'être pas tombée dans la barbarie et d'avoir pu préserver les arts et les sciences de la civilisation. Nous pouvons juger, dit-il, ce que les Hindous seraient devenus s'ils n'avaient pas été strictement tenus dans le giron social par les règlements de la caste, en considérant la condition de leurs voisins de l'ouest et de l'est, au delà du Gange et jusqu'en Chine.

Il est à remarquer que ce jugement ne diffère guère au fond de celui qu'en portent nos progressistes modernes.

C'est à la caste, dit l'auteur de l'article *Hindouisme* dans la *Grande Encyclopédie*, que l'Inde doit ses rudiments d'organisation ; c'est une sorte de syndicat dirigé par un conseil élu qui dirige toutes les affaires et dont les décisions sont souveraines. Mais c'est aussi à la caste que l'Inde doit l'extension de deux fléaux : la prohibition du mariage des veuves et le mariage des enfants en bas âge — coutumes fatales, en effet, et condamnées bien avant aujourd'hui par l'abbé Dubois.

Sur le premier point, il suffira de relever quelques-uns des faits monstrueux qui ressortent des statistiques modernes. Ainsi :

103.000 garçons et 260.000 fillettes mariés au-dessous de 5 ans ;

690.000 garçons et 2.200.000 fillettes mariés entre 5 et 10 ans.

Une autre statistique donne 14.000 veuves au-dessous de 5 ans, et 64.000 de 5 à 10 ans.

Et, de par la souveraine autorité de la caste, il est rigoureuse-

ment interdit à la pauvre enfant, devenue veuve avant d'avoir connu le mariage, de contracter un nouveau nœud.

La statistique nous apprend encore que 26 % des nouveaux-nés n'achèvent pas leur première année, et que la vie moyenne dans l'Inde est de 25 ans pour les hommes (au lieu de 41 en Angleterre), et de 26 pour les femmes (au lieu de 44 en Angleterre).

Si à cette cause d'anémie nationale, on ajoute le fatalisme hindou, qui est tout aussi prononcé que le fatalisme musulman, et l'idée innée et en quelque sorte indéracinable chez les parias, qui constituent la classe la plus nombreuse de l'Inde, qu'ils ne sont pas pétris de la même argile que les brahmes, et qu'ils sont irrévocablement voués à leur mauvais destin, on comprend aisément ce fait, si extraordinaire en apparence pour nos idées européennes, d'une nation de 280 millions d'habitants que les Anglais maintiennent sans peine sous leur domination avec une armée d'environ 220.000 hommes où figurent seulement 75.000 Européens.

Quant à l'exécrable coutume qui obligeait autrefois les veuves à se laisser brûler sur le corps de leur mari, constatons d'abord qu'elle serait incompréhensible si les livres sacrés de l'Inde ne tendaient pas à réduire les femmes au plus vil état d'abjection. Les règles de conduite pour les femmes mariées, tracées par le Padma-Pourana, que reproduit l'abbé Dubois, porte que tout mari, quel qu'il soit, laid, vicieux, brutal, etc., doit être un dieu pour sa femme, et que celle-ci doit se laisser brûler sur le bûcher de son mari mort. L'abbé Dubois consacre à ces horribles sacrifices un chapitre d'autant plus intéressant qu'il est un des très rares documents authentiques que l'on possède sur ce sujet. Peut-être est-il le seul Européen qui ait pu, dans ce siècle, assister à quelques-uns de ces cruels sacrifices, ou nous en transmettre le récit direct d'un témoin oculaire, comme celui qu'on lira plus loin, d'un roi indien que deux de ses femmes accompagnèrent sur le bûcher, et qui périrent en joignant leurs mains par dessus le cadavre de leur époux. Et nous supposons que, vu l'intérêt poignant de ce chapitre, où se peint si bien le fanatisme particulier à la race hindoue, nos lecteurs nous sauront gré, malgré sa longueur, de le reproduire ici intégralement (1).

(1) Mœurs, institutions et cérémonies des peuples de l'Inde, II, 18.



*De la coutume qui oblige quelquefois les veuves à se laisser brûler vivantes sur le bucher de leurs maris défunts.*

L'usage antique et atroce qui fait un devoir aux veuves de s'immoler volontairement sur le bucher de leurs maris, quoique non aboli d'une manière explicite, est infiniment plus rare aujourd'hui, surtout dans les provinces méridionales de la presqu'île ; néanmoins, dans le nord de l'Inde et sur les bords du Gange, on ne voit encore que trop souvent des femmes s'offrir comme victimes de cette détestable superstition, et se dévouer, par vanité ou par enthousiasme, à un genre de mort aussi cruel qu'insensé.

Les princes mahométans ne tolérèrent jamais cet horrible sacrifice dans les provinces soumises à leur domination, mais, malgré leurs défenses, de misérables fanatiques ont plus d'une fois acheté à prix d'argent, des représentants subalternes de l'autorité, la permission de commettre un tel attentat aux lois de l'humanité et de la saine raison.

Le grand pouvoir européen qui exerce à présent son influence sur tout le pays, a mis en œuvre tous les moyens de persuasion pour anéantir tout à fait cette coutume barbare ; mais ses efforts n'ont eu que peu de succès, et il s'est vu dans la nécessité de fermer les yeux sur cet épouvantable abus, auquel il n'eut pu se hasarder de remédier par la force, sans s'exposer à des conséquences funestes.

Personne n'admire plus que moi l'esprit de sagesse que montre un gouvernement éclairé et libéral, en accordant à ses sujets indiens une tolérance pleine et entière dans leurs usages civils et religieux ; personne n'est plus pénétré que moi des inconvénients qu'il y aurait à heurter de front des préjugés qu'ils regardent comme sacrés et invincibles. Mais l'abominable coutume dont il s'agit fait-elle bien partie des institutions publiques de l'Inde ? Existe-t-il des règlements qui en prescrivent à certaines castes l'observation ? Tous les renseignements que j'ai pu obtenir sur ce sujet me donnent lieu de croire qu'il n'en est pas ainsi. Cet infâme sacrifice, quoique encouragé par les imposteurs qui



dirigent le culte religieux, n'est nulle part prescrit d'une manière impérative dans les livres indiens ; il est entièrement libre et volontaire de la part des victimes qui se dévouent ainsi. Aucune tache, aucune défaveur, n'atteint aujourd'hui la femme à qui la rectitude de son jugement suggère qu'elle ne doit pas tant se hâter d'aller rejoindre dans l'autre monde le mari qui si souvent l'a fait enrager dans celui-ci. On pourrait donc, sans danger notable, en déployant une fermeté combinée avec la prudence, attaquer jusques dans ses racines cet abus révoltant, dont la honte rejaillit sur le pouvoir qui le supporte sans faire éclater la plus vive indignation (1).

Ce fut principalement dans la noble tribu de rajahs que cet usage prit naissance. On le considérait alors comme un acte de dévouement fort honorable et qui rehaussait l'éclat des familles auxquelles appartenaient les déplorables victimes d'un zèle aussi aveugle. Une femme, à qui l'amour si naturel de la vie ou le manque de courage conseillait de se soustraire à l'honneur d'être

(1) Durant ces dernières années, le nombre de ces détestables holocaustes allant en augmentant, surtout dans la présidence du Bengale et sur les rives du Gange, le gouvernement a cru de son devoir d'intervenir, au moins en employant les voies de la persuasion, pour tâcher de réfréner cette inconcevable manie. Il a, en conséquence, enjoint aux divers magistrats dispersés dans le pays, d'examiner avec attention toutes les circonstances des *Suttys* (c'est le nom qu'on donne à ces sacrifices barbares) et de n'en permettre la consommation qu'après avoir épuisé tous les moyens que la prudence leur dicterait pour s'y opposer.

Aucune femme ne peut donc maintenant se dévouer à ce cruel genre de mort sans l'autorisation des magistrats ; et, lorsqu'on s'adresse à eux pour l'obtenir, ils font comparaitre la victime, l'interrogent soigneusement pour s'assurer que sa détermination est entièrement libre, et qu'aucune influence étrangère ne la lui a suggérée. Ils s'efforcent ensuite, par leurs exhortations et les raisonnements les plus persuasifs, de l'engager à renoncer à son horrible dessein. Si la veuve demeure inébranlable, on la laisse maîtresse de sa propre destinée.

Les missionnaires protestants, en arrivant dans le pays, témoignèrent une juste horreur envers ces détestables sacrifices, et voulurent essayer d'en diminuer le nombre ; mais peu au fait du génie des Indiens et de leur attachement invincible à leurs pratiques, ils ne craignirent pas de heurter brusquement des préjugés trop bien enracinés pour ne pas résister à des attaques violentes et irréflechies. Le mal, au lieu de diminuer, ne fit que s'accroître.

J'ai vu les listes des veuves qui se sont sacrifiées sur les bûchers de leurs maris, depuis 1810, époque à laquelle les missionnaires commencèrent leurs travaux, jusqu'à 1820 ; et j'ai reconnu que le nombre de ces victimes avait progressivement augmenté chaque année durant cet espace de temps. En 1817, il y en eut 710 dans la présidence de Bengale. Il est vrai que cette manie est beaucoup plus en vogue sur les bords du Gange que partout ailleurs. Dans le sud de la presqu'île de l'Inde, on ne voit que rarement des *suttys*. Je suis persuadé que, dans la présidence de Madras qui compte au moins 30 millions d'habitants, il ne s'y brûle pas 30 veuves dans un an. (Note de l'abbé Dubois).

brûlée vivante sur le même bûcher que son mari défunt, faisait une insulte grave à la mémoire de celui-ci.

J'ai été à portée de me convaincre par moi-même de l'empire qu'exerce encore ce faux point d'honneur sur l'esprit des fanatiques Indiens, et en même temps j'ai pu juger que l'acte de dévouement auquel se résignent les infortunées qui en sont victimes, n'est pas toujours le fruit d'une résolution spontanée de leur part. Le caliar ou prince de Cangondy, dans le Carnatique, étant mort, on n'épargna ni prières ni menaces pour déterminer sa veuve à se laisser brûler vivante avec lui. Cette honorable coutume existait, disait-on, depuis longtemps dans cette famille, et c'était vraiment dommage de la laisser tomber en désuétude. L'époque des funérailles fut reculée d'un jour à l'autre, dans l'espérance que la veuve prendrait enfin son parti, et préférerait une mort glorieuse à un reste de vie passé dans l'opprobre. Vaine attente ! l'opiniâtre princesse ferma l'oreille aux sollicitations importunes de ses proches, et finalement le défunt fut contraint de partir seul pour l'autre monde.

Le triste sort des veuves, la vanité et l'espérance de se faire un nom, peut-être aussi l'enthousiasme, en poussent cependant quelques unes à faire de bonne grâce cette folie. Il est vrai qu'on leur décerne après leur mort des honneurs infinis, et même une sorte d'apothéose...

A ces motifs de vaine et fausse gloire, déjà assez puissants pour faire une vive impression sur une imagination faible, viennent se joindre les exhortations des parents, qui, lorsqu'ils découvrent dans la veuve la plus légère propension à prendre ce parti, n'épargnent aucun moyen pour la circonvenir et la fortifier dans sa résolution ; ils vont même quelquefois jusqu'à lui administrer des drogues, qui, en troublant sa raison, la décident à tout ce qu'on exige d'elle. Cette inhumaine et détestable captation leur est suggérée par l'espérance que la fin tragique de l'infortunée fera rejaillir un grand éclat sur toute la famille.

Quelques auteurs ont prétendu que cette coutume révoltante eut pour cause première la jalousie des maris, ou bien la crainte que ceux-ci avaient que leurs femmes mécontentes ne cherchassent à se défaire d'eux par le poison. Quant à moi, je n'ai pu, ni par la

lecture des livres indiens, ni par un commerce libre et familier avec beaucoup de personnes bien versées dans les usages du pays, rien découvrir qui justifiât l'une ou l'autre de ces assertions. Certes, l'état d'une femme condamnée même à souffrir les écarts d'un mari brutal ou débauché, est encore bien préférable à celui d'une veuve, à qui tout espoir de former une autre alliance est interdit. C'eût donc été pour rendre leur condition pire que les femmes indiennes auraient commis un crime !

Mais je suis infiniment plus éloigné d'attribuer ces sacrifices volontaires à un excès d'amour conjugal. A tort se laisserait-on éblouir par les scènes bruyantes de désolation que les femmes sont dans l'habitude de jouer à la mort de leurs maris : ce sont autant de grimaces. Pendant le long séjour que j'ai fait dans l'Inde, je ne crois pas y avoir vu deux mariages cimentés par l'union du cœur, et par un attachement vrai et réciproque.

Lorsque, après y avoir bien réfléchi, une femme déclare qu'elle veut être brûlée avec son mari défunt, c'est un arrêt irrévocable, elle n'est plus libre de se rétracter : si elle n'allait pas de bon gré au bûcher, on l'y traînerait de force. Les brahmes, qui dirigent tous les actes de cette tragédie, ainsi que ses parents, viennent tour à tour la féliciter sur son héroïsme, et sur la gloire immortelle qu'elle va acquérir par un genre de mort qui fera d'elle une divinité. Tous les ressorts du fanatisme et de la superstition sont mis en jeu pour soutenir son courage, exalter son enthousiasme, échauffer son imagination. Enfin, lorsque l'instant fatal approche, on orne la victime avec une élégance recherchée ; elle se revêt de ses plus riches habits, se pare de tous ses bijoux et se laisse conduire au bûcher.

Ce n'est pas sans un sentiment pénible que je décrirai la suite de cette horrible cérémonie. Qu'on me permette, en attendant, une courte digression qui n'est pas étrangère au sujet. Lorsqu'un mari a plusieurs femmes légitimes, ce qui arrive souvent dans la noble tribu des rajahs, elles se disputent quelquefois à qui aura l'honneur d'accompagner au bûcher leur mari commun et d'être brûlée avec lui. Les brahmes qui président à la cérémonie décident quelle est celle qui doit avoir la préférence. Voici un exemple en ce genre, extrait du Bahvata, un de leurs livres les plus estimés :

« Le roi Pandou s'était retiré dans les forêts avec ses deux femmes, pour s'y livrer aux exercices de la pénitence. Il était en même temps chargé d'une malédiction qui le condamnait à une mort soudaine, s'il osait avoir commerce avec l'une au l'autre. La passion que lui inspira la plus jeune, qui était fort jolie, l'emporta sur la crainte de la mort ; et, malgré les représentations que cette dernière ne cessa, durant plusieurs jours, de lui faire sur les suites funestes de son incontinence, il succomba à la violence de ses désirs ; et la malédiction fut sur le champ suivie de son effet. Après sa mort, il fallut décider quelle serait celle de ses deux femmes qui la suivrait au bûcher, et il s'éleva une vive altercation entre elles pour savoir à qui aurait cet honneur. La plus âgée parla la première dans l'assemblée des brahmes. Elle prétendit que sa qualité de première femme l'élevant au dessus de la seconde, elle devait avoir la préférence ; que d'ailleurs sa compagne ayant des enfants encore jeunes, ses soins étaient indispensables à leur éducation (1). La seconde femme convint de la supériorité de la première, mais elle soutint qu'elle seule ayant été la cause immédiate de la mort de leur mari commun, en lui offrant l'occasion de braver la malédiction qui le condamnait à périr, à elle aussi devait appartenir l'honneur d'être brûlée avec lui. Quant à l'éducation de mes enfants, ajouta-t-elle en s'adressant à sa compagne, ne vous appartiennent-ils pas aussi bien qu'à moi ? Ne vous donnent-ils pas aussi le nom de mère ? Et, par votre âge et votre expérience, n'êtes-vous pas mieux faite que moi pour veiller à leur éducation ?

Enfin, malgré l'éloquence de la plus jeune épouse, les juges décidèrent unanimement que la première femme devait avoir la préférence, et celle-ci en fut enchantée.

La plupart des castes de Sudras, ainsi que les Indiens attachés à la secte de Siva, enterrent leurs morts au lieu de les brûler, et il y a plusieurs exemples de femmes qui ont consenti à être neterrées vivantes avec leurs maris défunts. Du reste, tout se passe à peu près de même pour les femmes qui s'enterrent comme pour celles qui se brûlent.

(1) La coutume ne fait point un devoir aux veuves qui ont de jeunes enfants de se brûler avec les corps de leurs maris ; on le leur interdit même. Cette exception est-elle due à un principe d'humanité ? Mon Dieu non ! C'est que la multiplicité des orphelins deviendrait un fardeau pour l'Etat.

Je vais citer deux faits qui eurent lieu à peu de distance de mon domicile, et qui donneront une idée plus que suffisante de ces scènes déplorables, qu'on peut à bon droit ranger parmi les chefs-d'œuvre du fanatisme.

En 1791, dans un village du Tanjaour, appelé Poudoupéthat, il mourut un homme de la caste des vaissiah, et qui jouissait de quelque considération. Sa femme, âgée d'environ trente ans, fit connaître sa résolution de l'accompagner au bûcher. La nouvelle s'en étant rapidement répandue dans tout le voisinage, une multitude considérable accourut de tous côtés pour être témoin de ce spectacle. Tout étant disposé pour la cérémonie, et la veuve s'étant élégamment parée de tous ses atours, des porteurs s'avancèrent pour enlever le corps du défunt. Celui-ci était placé dans une espèce de niche, ornée d'étoffes précieuses, de guirlandes de fleurs, de feuillages verts, etc. Il y était assis, les jambes croisées, couvert de tous ses bijoux et vêtu de ses plus riches habillements. On lui avait rempli la bouche de bétel. La veuve suivait immédiatement, portée dans un superbe palanquin richement décoré. Pendant sa marche, une foule innombrable de curieux se pressaient à sa suite, levant les mains vers elle en signe d'admiration, et faisaient retentir l'air de cris d'allégresse ; chacun la considérait comme déjà transportée dans le paradis d'Indra, et l'on paraissait envier son sort.

Comme le cortège s'avancait lentement, les spectateurs, principalement les femmes, s'efforçaient de s'approcher d'elle, pour la féliciter sur son heureuse destinée, et attendre qu'usant du don de prescience qu'un dévouement aussi méritoire était censé lui conférer, elle voulût bien prédire ce qui leur arriverait d'heureux ici bas. D'un air gracieux et affable, elle annonçait à l'une qu'elle jouirait longtemps des faveurs de la fortune ; à l'autre, qu'elle aurait de nombreux enfants qui prospéreraient dans le monde ; à celle-ci, qu'elle vivrait longtemps heureuse avec un mari qui la chérirait ; à celle-là, que sa famille était destinée à parvenir aux honneurs et aux dignités, etc. Elle leur distribuait en même temps quelques feuilles de bétel, et l'empressement extraordinaire qu'on les voyait mettre à les recevoir, prouvait clairement qu'elles attachaient un grand prix au don de cette espèce de reliques.

Rayonnantes de joie, ces bonnes femmes se retiraient alors ; et pas une ne doutait que les richesses et une inaltérable félicité ne vinssent désormais pleuvoir sur elle et les siens.

Durant tout le trajet, qui fut assez long, la victime conserva un maintien assuré, un air serein et même riant (1). Mais, arrivée sur la place fatale, où une mort cruelle allait terminer son existence, on vit sa fermeté l'abandonner tout à coup : plongée dans une morne et sombre rêverie, elle ne parut plus s'occuper de ce qui se passait autour d'elle ; ses yeux hagards se tenaient constamment fixés sur le bûcher ; une pâleur mortelle couvrait son visage ; ses membres étaient agités d'un tremblement convulsif ; l'altération de ses traits, sa contenance abattue, décelaient l'effroi dont son âme était saisie ; l'affaiblissement rapide de ses facultés faisait prévoir qu'elle allait tomber en défaillance.

Les brahmes, qui dirigeaient la cérémonie, et ses proches parents, accoururent alors pour relever son courage et lui faire reprendre ses esprits. Soins inutiles ! La malheureuse, éperdue, égarée, était sourde à leurs exhortations et gardait un profond silence.

On la fit alors descendre du palanquin ; des personnes de sa famille l'aidèrent à se traîner vers un étang près duquel le bûcher était dressé : elle s'y plongea sans rien quitter de sa parure, et fut immédiatement après conduite vers le bûcher, sur lequel on avait déjà placé le corps de son mari, et qui était environné de brahmes, tenant chacun d'une main une torche allumée, et de l'autre main un vase plein de beurre liquide. Les parents et les amis, dont plusieurs étaient armés de fusils, de sabres et autres armes, formaient autour une double haie, et paraissaient attendre avec impatience, la fin de cette horrible tragédie. Cet appareil militaire, me dit-on, avait pour but d'intimider la malheureuse victime, au cas où l'idée effrayante de sa mort prochaine la porterait à fuir, comme aussi de résister à toute personne qui, mue par un sentiment bien naturel de compassion et d'humanité,

(1) Divers voyageurs ont dit, et je suis porté à le croire, qu'on fait prendre à ces misérables victimes de la superstition un breuvage qui, en étourdissant leur raison, les empêche d'arrêter leurs idées sur l'horrible supplice auquel on les conduit. Ce breuvage, assure-t-on, consiste en décoction de safran. On sait que les stigmates de safran, desséchés, pris intérieurement à forte dose, occasionnent des ris immodérés et convulsifs, quelquefois suivis de la mort même.

tenterait d'empêcher l'accomplissement de cet homicide sacrifice.

Enfin, le pourohita donna le funeste signal. En un instant, la pauvre veuve fut dépouillée de tous ses bijoux. Trainée plus morte que vive auprès du bûcher, elle fut contrainte, suivant l'usage, d'en faire trois fois le tour. Deux de ses proches la tenaient par la main. Elle fit le premier tour d'un pas chancelant ; au second, ses forces l'abandonnèrent tout à fait, et elle tomba évanouie entre les bras de ses guides qui ne purent qu'en la portant terminer cette cruelle promenade. Enfin on la jeta sans sentiment et sans connaissance sur le cadavre de son mari. En ce moment, l'air retentit de bruyantes acclamations : les brahmes, versant sur le bois sec le beurre contenu dans leur vase, y mirent le feu, et en un clin d'œil on n'aperçut plus qu'un tourbillon de flammes. Trois fois alors on appela l'infortunée par son nom. Hélas ! elle ne répondit rien !

Le dernier roi de Tanjaour, mort en 1801, laissa quatre femmes légitimes. Les brahmes décidèrent que deux de ces femmes devaient être brûlées avec le corps de leur mari, et désignèrent celles qui devaient avoir la préférence. C'eût été pour celles-ci une honte ineffaçable et un affront sanglant fait à la mémoire du défunt, si elles avaient hésité à accepter ce singulier honneur. Bien persuadées au reste qu'on aurait recours à toute sorte de moyens pour les engager de gré ou de force à se sacrifier, elles firent de nécessité vertu et parurent se dévouer de bonne grâce au triste sort qu'on leur réservait.

On n'employa qu'un jour pour faire les préparatifs des funérailles.

A trois ou quatre lieues de la résidence royale, on creusa une fosse carrée, peu profonde, et large de douze à quinze pieds en tous sens. On éleva une pyramide de bois de santal, supportée par une espèce d'échafaud construit du même bois ; et les piliers qui le soutenaient étaient disposés de manière qu'on pouvait les retirer aisément, et par ce moyen faire subitement crouler tout l'édifice. Du beurre liquide, contenu dans de vastes urnes de cuivre placées aux quatre coins, devaient servir à arroser le bûcher pour hâter la combustion.

Voici dans quel ordre le cortège se mit en marche. En tête on

voyait un grand nombre de soldats armés, immédiatement suivis d'une multitude de musiciens, principalement de trompettes, qui faisaient retentir l'air de sons lugubres. Après eux venait le corps du roi, porté dans un superbe palanquin ouvert, accompagné de son gourou (chapelain), de ses principaux officiers et de ses plus proches parents, tous à pied et sans turban en signe de deuil, et d'une multitude de brahmes. Paraissaient ensuite les deux victimes, portées aussi chacune sur un riche palanquin, et chargées plutôt que parées de bijoux. Plusieurs rangs de soldats, placés de part et d'autre, maintenaient l'ordre, et écartaient la foule immense qui accourait de toute part. Les deux reines, accompagnées de quelques unes de leurs favorites, s'entretenaient de temps en temps avec elles. Suivaient leurs parents, hommes et femmes, à qui elles avaient distribué des présents considérables avant de sortir du palais. Une affluence innombrable de brahmes et de personnes de toutes les castes fermaient la marche.

Arrivées, à l'endroit où les attendait une mort prématurée, on leur fit faire les ablutions et autres cérémonies d'usage, et elles s'en acquittèrent avec courage et sang-froid. Cependant, lorsqu'il fallut faire la triple promenade circulaire autour du bûcher, une altération soudaine se fit remarquer dans tous leurs traits ; leur fermeté paraissait près de les abandonner, malgré les efforts visible qu'elles faisaient pour étouffer la voix de la nature. Durant cet intervalle, le cadavre avait été déposé sur la plate-forme, dressée au milieu de la pyramide ; on y fit monter les deux reines, toujours couvertes de leur riche parure, et qui, après s'être couchées, l'une à droite et l'autre à gauche du prince défunt, se prirent par la main, en passant leur bras par dessus son corps. Les brahmes officiants prononcèrent alors à haute voix plusieurs mantrans (prières), aspergèrent le bûcher avec leur *tirtan* ou eau bénite ; et le beurre contenu dans les vases fut jeté sur le bûcher, auquel en même temps le feu fut mis d'un côté par le plus proche parent du roi, de l'autre côté par son gourou, et tout autour par des brahmes de distinction. Bientôt les flammes s'élevèrent avec rapidité, et les supports de l'édifice ayant été retirés, il s'écroula et dut écraser dans sa chute les malheureuses victimes. A cette vue, tous les spectateurs poussèrent des cris de joie. Les parents



qui entouraient le bûcher appelèrent à plusieurs reprises les princesses par leur nom, et l'on avait entendu, disait-on, sortir du milieu des flammes le mot *yen* (quoi ?) distinctement prononcé... Deux jours après, lorsque le feu fut entièrement éteint, on retira des cendres les restes des ossements qui avaient échappé à la violence des flammes, et on les mit dans des urnes de cuivre rouge, qui furent scellées du sceau du nouveau roi. Quelque temps après, trente brahmes furent choisis pour porter ces reliques à Kassy (Benarès) et les jeter dans les eaux sacrées du Gange... On réserva une partie de ces ossements qui, réduits en poudre et mêlés avec du riz bouilli, furent mangés par douze brahmes. Cet acte, qui révolte la nature, avait pour but l'expiation des péchés des défunts, péchés qui, suivant la commune opinion, sont transmis dans le corps des personnes, à qui l'appât du gain fait surmonter la répugnance que doit inspirer un mets si détestable... Des présents furent faits aux brahmes qui avaient assisté aux funérailles, et à ceux qui les avaient honorés de leur présence. Le gourou du roi reçut un éléphant... Enfin on fit bâtir douze maisons qu'on donna aux douze brahmes qui avaient eu le courage d'engloutir dans leur estomac les péchés des trois défunts.

Sur l'emplacement du sacrifice, on fit bâtir un mausolée où le nouveau roi fait de temps en temps ses dévotions. Des dévots y viennent en foule et j'ai entendu, en 1802, raconter un grand nombre de prétendus miracles qui s'y seraient produits...

Ce n'est qu'après avoir longtemps réfléchi à la foule incalculable des bizarreries et des inconséquences dont se compose l'histoire de l'esprit humain, qu'il est permis d'envisager sans étonnement les scènes déplorables dont on vient de retracer quelques traits. Comment ces brahmes si méticuleux qui attachent tant d'importance à la vie du plus vil insecte, dont les entrailles se soulèvent de pitié et d'indignation à la vue d'une vache qu'on égorge ; comment ces brahmes peuvent-ils considérer avec un sang-froid de cannibales, que dis-je ! avec un contentement atroce, tant de faibles et innocentes créatures humaines, égarées par leurs hypocrites et barbares suggestions, marcher avec une résignation attendrissante à un supplice aussi cruel que peu mérité ? Je laisse

à d'autres le soin d'expliquer ces inconcevables contradictions, si toutefois on peut assigner des causes aux conceptions extravagantes du fanatisme superstitieux, dont le propre est d'étouffer tous les sentiments de la raison et de la nature.



Pour en finir avec cette question des *suttys*, nous devons noter ici quelques chiffres et quelques observations recueillis dans une polémique ouverte entre l'abbé Dubois et des pasteurs protestants anglais, dont il sera question plus loin.

On a lu plus haut la note dans laquelle l'abbé Dubois attribue au zèle inconsidéré des pasteurs l'augmentation du nombre des *suttys* qui se produisit en 1810. La progression dans la province de Bombay se traduisit, en effet, par les chiffres suivants :

En 1815 ..... 378

En 1816 ..... 442

En 1817 ..... 707

En 1818 ..... 839

D'après les pasteurs anglais, cette augmentation aurait eu pour cause, non pas la réaction produite par leur zèle inconsidéré, mais par une fâcheuse interprétation que les indigènes auraient donnée à un ordre des autorités anglaises.

Celles-ci, informées qu'on brûlait des veuves très jeunes ou enceintes, avaient prescrit aux magistrats de s'assurer que les victimes avaient au moins 15 ans, qu'elles s'offraient volontairement aux flammes et qu'elles n'étaient pas enceintes ; en quoi les Hindous auraient vu une sorte de reconnaissance officielle de leur détestable coutume et auraient cru n'avoir plus à se gêner pour la pratiquer comme ils faisaient autrefois.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement anglais finit par comprendre qu'il ne pouvait plus tolérer de pareilles barbaries, et c'est du temps de lord Bentinck, qui fut gouverneur de l'Inde de 1825 à 1835, que les *suttys* furent sévèrement interdites. Depuis lors, il peut bien y en avoir quelques unes sur des points reculés de

l'Inde ; mais ce ne sont plus que des faits très exceptionnels, et leurs auteurs sont rigoureusement poursuivis (1).

Quant aux infanticides, si fréquents dans l'Inde, lord Wellesley avait déjà édicté les peines les plus sévères contre les coupables, et s'il n'avait pu détruire cette horrible coutume, il avait au moins réduit considérablement le nombre de ces crimes.

La misère des populations de l'Inde ressort çà et là dans des pages navrantes. Nous citerons seulement la visite du missionnaire à un paria moribond :

« ...Parvenu près de la hutte vers laquelle mon devoir me conduit, la porte en est souvent si basse que je suis obligé de marcher sur mes mains pour pouvoir y pénétrer. J'entre dans ce réduit infect : un mouchoir, dont j'ai eu soin de tremper un des bouts dans du fort vinaigre, et que je tiens sous mes narines, me garantit en partie de la puanteur qui s'exhale de tous côtés. J'y trouve un squelette gisant quelquefois sur la terre nue, mais le plus souvent sur une natte à demi pourrie, et ayant pour oreiller une pierre ou morceau de bois. Le malheureux n'a pour se couvrir qu'une guenille autour des reins, et un cambily ou tissu de laine grossier et tout déchiré, qui lui laisse à nu la moitié des membres. Je m'assieds par terre à côté de cet infortuné ; les premières paroles que je lui entends prononcer d'une voix lamentable et défaillante, sont ordinairement celles-ci : *Père, je meurs de froid et de faim !* Je passe un quart d'heure ou plus auprès de lui, et je sors de ce triste séjour du malheur, le cœur navré du spectacle déchirant dont je viens d'être témoin, et le corps souvent couvert d'insectes et de toutes les espèces de vermine qui pullulent dans ces repaires. Cependant ce dernier inconvénient était le moindre de mes peines ; j'en étais quitte pour changer de vêtements après m'être fait verser de l'eau chaude sur tout le corps. La seule chose qui m'affligeait réellement, c'était d'avoir été obligé de regarder

(1) Les journaux anglo-indiens, en constatant que les suttys furent interdites par lord Bentinck, « à l'exemple du grand rajah Ram-Mohum-Roy », avouent qu'elles persistent dans l'État himalayen du Nepaul, « qui est tout à fait indépendant, mais cependant placé dans le système de l'influence anglaise ». Dans son livre *The popular Religion and Folk-lore de l'Inde du nord*, M. Crooke décrit la façon barbare avec laquelle, même de nos jours, les suttys sont pratiquées dans le Nepaul, et rapporte des cas où les malheureuses victimes ont cherché à s'échapper mais ont été rejointes et conduites par force à la mort.

en face le tableau vivant de la misère dans toutes ses horreurs, et de n'avoir eu les moyens de lui procurer que de faibles soulagements (1). »

Si l'on songe que la moitié des communautés chrétiennes de l'abbé Dubois se composaient de parias, on voit à quelle fréquentation de misères il a été astreint. Ce qui atténue un peu les regrets d'une pareille misère, c'est qu'elle n'est pas tout à fait imméritée, l'idée de prévoyance n'ayant jamais pu entrer dans la tête de ces malheureux parias ; « C'est parmi eux une règle invincible et une espèce de point d'honneur, de dépenser à mesure qu'ils gagnent, de ne songer qu'au jour présent sans penser au lendemain. »

Et comme l'esprit des parias ne diffère que du plus ou moins de l'esprit général des Hindous, l'abbé Dubois, dans ses réflexions sur les moyens d'améliorer le sort de ce peuple, aboutit à des conclusions singulièrement pessimistes. On peut citer cependant, comme un bon conseil qu'il avait donné sur ce point aux Anglais, celui de l'établissement de colonies agricoles, idée nouvelle alors, et qui a été depuis heureusement mise en pratique dans plusieurs pays.

Les écrits de l'abbé Dubois nous le montrent comme un esprit très cultivé et d'un jugement très sain. Il cite souvent les classiques latins et français. On voit qu'il connaît fort bien l'histoire générale et en particulier l'histoire de France. Son éducation ecclésiastique en France et la lecture dans l'Inde de tous les livres du pays qu'il avait pu se procurer, lui permirent d'apercevoir entre les doctrines hindoues et les institutions juives de nombreuses analogies qui ne laissaient aucun doute sur les relations antiques des deux peuples.

L'abbé Dubois dit que la mythologie des brahmes n'offrait, dans le principe, que des allégories rendues sensibles par des objets visibles et matériels, afin que le souvenir en fût mieux conservé parmi les hommes ; mais ce peuple grossier et ignorant, indolent et superstitieux, eut bientôt oublié l'esprit de son culte et finit par s'attacher uniquement aux objets qui lui étaient représentés sous des formes corporelles.

(1) *Idem*, I, 64.

Il ne croit pas que cette mythologie soit beaucoup plus ancienne que celle des Grecs (1).

Dans plusieurs endroits il exprime l'idée que la connaissance du vrai Dieu n'était pas étrangère aux Hindous quand ils se réunirent en corps de nation.

« A travers le tissu d'idées folles, dit-il, dont les Indiens ont surchargé leur métempsychose pour l'expliquer, ou plutôt pour l'obscurcir, on entrevoit qu'ils ont conservé quelques pâles lueurs de la vraie religion, de celle dont les notions furent transmises par les premiers patriarches à leurs descendants. Indépendamment des récompenses et des punitions qui, selon eux, sont ici-bas le prix du bien ou du mal qu'on a fait dans le cours d'une génération antérieure, il est constant qu'ils reconnaissent qu'il y a une autre vie, un être supérieur à tous les êtres, le rémunérateur des bons et la terreur des méchants. Enfin ils ont un paradis et un enfer. Mais combien ces vérités saintes ont été défigurées en passant par la bouche impure des ministres de l'idolâtrie et du mensonge ! (2) »

Après avoir fait le tableau des cérémonies religieuses des Indous, il constate que de toutes les religions du paganisme, il n'en est aucune chargée de plus de pratiques folles, ignobles, obscènes et même cruelles.

« Les sacrifices humains, il est vrai, n'y sont plus ouvertement tolérés. Eh ! qu'importe que la victime tombe sous le couteau du sacrificateur, ou qu'égarée par les suggestions perfides des ministres de cette religion, elle périsse de son propre mouvement, ou, chose horrible à dire, par les mains mêmes de ceux qui lui ont donné l'existence ! Ne sont-elles pas des victimes humaines, ces malheureuses veuves, à qui la superstition fait un devoir de se brûler vivantes ? Quel nom faut-il donner à la destruction d'une foule d'innocentes créatures condamnées à mort dès leur naissance ? Ces brahmes, qui tremblent de casser un œuf de peur de faire périr le germe d'un poulet, ont-ils jamais fait éclater la moindre indignation, en voyant, dans quelques castes, des parents

(1) *Idem*, I, 135.

(2) *Idem*, II, 320.

plus féroces que le tigre, sacrifier impitoyablement toutes leurs filles et ne conserver que les enfants mâles ; d'autres, non moins dénaturés, noyer, exposer à la voracité des bêtes féroces, leurs enfants nés sous des étoiles réputées malheureuses ? Ont-ils jamais, ces brahmes, représenté à des hommes sur lesquels ils exercent un empire souverain, combien ils outragent la nature, en exposant sur la rive du Gange, ou de quelque autre fleuve soi-disant saint, les malades dont ils jugent l'état désespéré, pour y être engloutis vivants par le débordement des eaux ou dévorés par les crocodiles ? Ont-ils jamais tenté de réprimer la frénésie de ces fanatiques qui, mûs par une infernale dévotion, se font stupidement écraser sous les roues des chars de leurs idoles, ou vont se précipiter dans les flots au confluent du Gange et de l'Younna ?

« O religion du Christ, religion sublime, quel contraste consolant tu offres à l'homme qui sait apprécier tes bienfaits ! Combien tes préceptes saints, ta morale douce et pure, paraissent inestimables, quand on les compare au tissu de turpitudes dont je viens à regret de tracer le hideux tableau !... Toutes les fois que je compare la simplicité majestueuse de nos saintes écritures, la sublimité de la morale évangélique, la solennité imposante de nos rites religieux, avec les fables impertinentes et obscènes contenues dans les pouranams des indiens, avec le culte extravagant, barbare et souvent horrible auquel ils sont condamnés, la religion chrétienne brille à mes yeux d'un nouvel éclat ; j'éprouve un sentiment irrésistible de reconnaissance pour le bonheur d'être né dans une partie du globe où ses divins rayons ont pénétré ! (1) »

\*  
\*  
\*

Le portrait, qui se trouve en tête de cet article, est la reproduction d'un tableau que possèdent les parents de l'abbé Dubois à St-Remèze. Il est exactement semblable à celui que contient la récente édition anglaise de l'ouvrage de l'abbé Dubois, sauf que ce dernier est en buste tandis que le nôtre est en pied.

(A suivre.)

A. MAZON.



(1) Idem, II, 383.

# LA MISSION DES JÉSUITES

A ANNONAY

LE P. GAULTIER ET LE P. LOMBARD

---

Après avoir eu des prédicateurs de passage, qu'il fallait aller quérir, les habitants catholiques d'Annonay estimèrent qu'il leur serait plus avantageux de posséder des missionnaires à résidence fixe qui leur prêcheraient aux jours de dimanches et de fêtes et pendant l'Avent et le Carême. Ils délibérèrent donc à cet effet, le 14 avril 1620, par devant le notaire Nicolas Coupa et décidèrent de s'adresser à l'archevêque de Vienne et au provincial des Jésuites à Toulouse. La Communauté entretiendrait deux Jésuites et un serviteur, leur fournirait le logement, les meubles et livres nécessaires, et pour tout cela elle s'imposerait chaque année de 200 livres. Le Prieur donnerait les 50 livres « qu'il était tenu de bailler pour l'honoraire du prédicateur » et quant au surplus, on quêterait et « on aurait recours aux libéralités et charités ». D'ailleurs une somme totale de 450 livres devait suffire.

Parmi les catholiques annonéens, une famille était zélée entre toutes, celle des Caron, famille de prêtres et de médecins, assez riche et puissante, ardente surtout en ses convictions. Les trois frères Caron, qui avaient vu les guerres de religion, avaient été reconnus pour « les trois bons et solides piliers de la foi dans Annonay » (1) et l'un d'eux, Gillibert, eut un gendre qui ne déméritait point. C'était Jean de Barberon, seigneur de Fontanes, receveur général du tallion, en Lyonnais, qui avait déjà installé à Annonay les P. Récollets. La bourse des Caron allait aussi s'ouvrir aux Jésuites et Jean de Barberon leur promit 100 livres par an.

La Mission fut donc établie le 11 octobre de la même année et les Jésuites furent logés, provisoirement et moyennant 36 livres, chez le curé Courbon. Le supérieur était le P. François Sauterot et on lui donna tout ce qu'il fallait « meubles, vaisselle, linge, ustensiles, tableaux, tonneaux, colier, ornements et livres. » Il en avait coûté 1600 livres que M. de Barberon prêta au denier 16,

(1) Jacques Gauthier, Table chron. de l'Etat du Christianisme...

c'est-à-dire à 6 1/4 o/o. Mais, par son testament du 22 septembre 1623, Jean de Barberon légua « pour l'entretien de la Mission, tant et si longuement qu'elle résidera à Annonay, et à la décharge des catholiques, la pension annuelle et perpétuelle de 400 livres », dont 100 représentaient l'intérêt de son prêt de 1600 livres et dont les 300 autres étaient à prendre sur le greffe du bailliage d'Annonay dont l'arrentement lui appartenait (1).

Le médecin Louis Caron donna 200 livres en 1624 et Antoine Seigle 400 en 1628 (2); Pierre Dodin, juge conservateur de l'Equivalent en donna 1000 en 1641, et enfin Anne Caron, veuve de Jean de Barberon, en légua 2000 par son testament du 24 janvier 1646, spécialement destinées à bâtir la maison et la chapelle des Jésuites. Le P. Limogal acheta donc la maison de Jean Estoille située rues des Forges et de la Pistorie et le jardin contigu, rue de Seissel. On loua, en 1650, à la Confrérie des Pénitents, qui en avait l'usage, la vieille chapelle de Notre-Dame de l'Aumône, attenante à la nouvelle résidence des Jésuites. On fit des réparations, on perça une porte de communication avec la chapelle. Les Jésuites s'installèrent en 1654 et leur maison fut affranchie de la taille en 1657 (3).

Par testament du 12 août 1639, Hugues Caron, chanoine de la Collégiale, avait augmenté la mission de deux Pères et légué à cet effet la somme de 3200 livres « pour le bien des catholiques et

(1) Jean de Barberon laissait toutefois à sa femme Anne Caron en propriété et en usufruit le greffe du bailliage d'Annonay pour en jouir « tant qu'elle demeurerait en viduité et non autrement ». Il lui donnait la faculté « de racheter la pension de 400 livres en payant pour une fois au corps et communauté des catholiques la somme de 8000 livres ». Anne Caron n'usa pas de ce droit et le greffe appartenait à son neveu, Jean de Caron, de Lyon, lorsque, en 1670, le roi retira cet office. Alors le P. Vital Rasserie, supérieur de la Mission d'Annonay, fit opposition au remboursement du prix du greffe et arrêter la somme de 6000 livres entre les mains du Garde du Trésor. Celui-ci, avec le consentement de Jean de Caron, tira, sur Jean-Pierre Demeure, commis au grenier à sel d'Annonay, une lettre de change de 6000 livres et cette somme fut placée sur le diocèse du Puy, au denier 16. Elle rapportait donc un intérêt de 375 livres qui fut réduit plus tard à 180. Le diocèse du Puy employa cette somme à rembourser d'autant ce qu'il devait à Gaspard de Beaufort-Canillac.

(2) Le capital de ces 400 livres fut remboursé le 31 mars 1690 par François Desfrançais au P. Charles Colomb, supérieur.

(3) Les Jésuites étant logés, la Ville ne voulut plus leur allouer l'indemnité de logement qui de 36 livres était montée à 75 que l'on payait au curé Courbon. Les Jésuites réclamèrent, montrèrent la délibération de 1620, les conventions et, après force mémoires et consultations, on transigea, en 1690, en leur payant 40 livres par an.



augmentation de la foy ». Si la mission venait à cesser, les rentes constituées devaient être « employées à l'entretien de deux prêtres séculiers qui soient de bonnes vie et mœurs, autres toutefois que ceux du Chapitre Notre-Dame d'Annonay, afin que par ce moyen le nombre des ecclésiastiques soit accru en ladite ville à la plus grande gloire de Dieu (1).

Pour procurer à la Mission un Père de plus, Marie de la Salle, veuve du capitaine Mathieu Chomel, fit, par un codicille testamentaire du 4 août 1668, un fidéi-commis qu'une transaction passée entre Jean Rostaing de la Balme et le P. Antoine Hercule de Rochecolombe, supérieur, fixa à la somme de 3600 livres, réduite à 2600 par charges et frais (2).

La Mission d'Annonay se composait en 1689 de quatre Jésuites dont le supérieur était le P. François Dumas et d'un serviteur. Il n'en manquait qu'un par conséquent sur le nombre prescrit par les fondations successives. Mais les rentes avaient été constituées au denier 16. Or, on sait ce qu'il résulta, en l'année 1720, des fantasmagories et mirobolantes promesses de Law. Le *Système* engloutit de nombreuses fortunes, ruina les finances publiques, anéantit pour quelques années le commerce et l'industrie. Tous ceux qui avaient du bon argent comptant recherchèrent des placements de tout repos et le taux des rentes hypothécaires tomba de 6 et 1/4 à 2 p. o/o. Ce fut une gigantesque conversion. En vain le syndic du Collège de Tournon présenta-t-il à l'intendant Bernage une requête qui établissait que la Mission avait été fondée « pour prêcher pendant l'Avent, le Carême et les Dominicales », et lui demanda-t-il d'empêcher la réduction des sommes placées sur la Communauté d'Annonay. Il n'y avait vraiment pas de raison qui put justifier cette mesure d'exception. Comme l'Hospice d'Annonay, comme le Chapitre de la Collégiale, comme tous les rentiers enfin, il fallait que les Jésuites optassent entre

(1) Le P. Guillaume Chalmet, supérieur, toucha ce legs de 3200 livres, le 6 août 1643, des mains de Guillaume Mayol, époux de Marie Caron, nièce et héritière du chanoine Hugues Caron, et prêta la somme aux catholiques d'Annonay sous la rente de 200 livres qui furent plus tard réduites à 80.

(2) Mémoire de Valentin Fourel, procureur du roi, concernant l'établissement de la Mission des Jésuites d'Annonay, dressé sur les actes qui forment la 2<sup>m</sup>e liasse des papiers de la communauté de ladite ville (de nos archives). — Tout ce qui précède est extrait de ce mémoire.

le remboursement ou la réduction du taux de l'intérêt. La Ville n'était pas riche et l'annonéen Delacou, banquier à Lyon, offrait, tant qu'on en voulait, de l'argent à 2 p. o/o. Ce fut une bonne aubaine pour les débiteurs.

Mais, en fin de compte, si l'on ne pouvait plus payer les Jésuites, ils n'étaient pas forcés de rester à Annonay. Ce fut ce qui arriva et la Mission ne compta désormais qu'un seul Père avec son serviteur. Il est vrai que deux autres Jésuites, prêtres et prédicateurs, eurent leur résidence dans la maison d'Annonay. Le roi leur donnait 720 livres et ils allaient, pendant l'Avent et le Carême, prêcher des missions dans les paroisses du Haut-Vivarais à la part du diocèse de Valence.

C'est ainsi qu'en 1762, à la veille du décret d'expulsion, il y avait trois Jésuites à Annonay : les P.P. Gabriel Poussonnell, supérieur, Jean-Pierre Masson, Charles-Hector Fontaine et le Frère Gabriel Pellet.

La banqueroute du P. Lavalette avait attiré ou rappelé l'attention sur les Jésuites. On s'émût de leur puissance qu'ils avaient su conserver malgré les *Lettres Provinciales*, malgré tout. On voulut réformer leurs constitutions. *Sint ut sunt, ant non sint*, répondit leur général Ricci. Leur suppression fut alors décidée et prononcée, le 6 août 1762, par le Parlement de Paris, toutes cours assemblées et à l'unanimité. L'arrêt déclarait « ledit Institut inadmissible par sa nature dans tout État policé comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité spirituelle et temporelle ». Un édit royal de novembre 1764 sanctionna les procédures et, plus tard, le 21 juillet 1773, Clément XIV promulgua la bulle qui prononçait l'abolition de la Société de Jésus dans toute la Chrétienté.

Le Parlement de Toulouse s'associa aux mesures du Parlement de Paris. Il pensionna à 12, puis à 20 sous par jour les Jésuites de son ressort, après avoir procédé à la confiscation de leurs biens à quelques exceptions près. On ne sévissait pas encore contre les Jésuites pris individuellement et on les admettait même, sous prestation du serment, à l'Université et à l'exercice de différentes fonctions publiques.

Ayant refusé le serment, les Jésuites d'Annonay cessèrent

leurs prédications en avril 1763 et furent chassés de leur maison. Ils purent toutefois rester dans la ville jusqu'en mai 1764. On les obligea alors à se disperser. Six Jésuites se trouvaient à cette époque à Annonay. Le P. Poussonnel se retira à Lalouvesc ; le P. Baborier à Saint-Vallier ; le P. Lombard en Suisse ; les deux P.P. Masson frères ainsi que le Fr. Pellet à Bollène (1).

Quelques Annonéens des plus notables, les médecins Duret et Chabert, les officiers du bailliage Jean-Marie Desfrançais, Barthélemy Barou et Valentin Fourel protestèrent contre ces rigueurs. Fourel sollicita la bienveillance du procureur général de Toulouse en faveur du P. Baborier qu'il appelait un *saint* (2). Ces témoignages de sympathie ou de dévouement pouvaient être précieux mais non utiles aux Jésuites qu'on allait, en 1767, traiter plus durement que les protestants ne l'avaient jamais été. Ceux-ci, en effet, on avait voulu les empêcher de sortir du royaume ; ceux-là, on les en expulsait.

Vraisemblablement les Jésuites devaient être fort suspects aux réformés annonéens qui, assurément, les écoutaient peu et nous ne savons s'ils purent colloborer d'une façon bien efficace et autrement que par des prédications à leur conversion. Nous ne savons si le P. Martinecourt, qui controversa durant vingt-six séances avec le pasteur Alexandre de Vinay, appartenait à la Mission d'Annonay ; il était théologien trop érudit et redoutable pour qu'on l'y confinât.

Les Jésuites d'Annonay étaient sous la dépendance du recteur du Collège de Tournon. On avait un peu compté sur eux pour établir un collège à Annonay et l'évêque de Bethléem, André de Sauzée, les avait désignés les premiers à cet effet dans son testament. Mais les Jésuites d'Annonay ne pouvaient décemment entrer en concurrence, si faible fût-elle, avec leurs supérieurs de Tournon qui ne le leur eussent d'ailleurs pas permis. Aussi ce fût en vain que le syndic des catholiques, Jean Volozan, docteur ès droits, fit, par acte du 5 février 1642, sommer le P. Guillaume Chalmet, supérieur, d'accepter dans le délai de trois mois, le service des classes fondées par André de Sauzée. Il n'avait pas eu

(1, 2) Abbé Filhol, Histoire d'Annonay, t. 2, p. 395 et suiv. D'après Chomel, Annales d'Annonay, ms.

de réponse et, le 23 Juillet 1644, le nouveau syndic, Pierre-André Gauthier, assisté de deux conseillers du roi, Gabriel Colomb et Jacques Piquet, n'eut pas plus de succès auprès du P. des Gieux qui se tira d'affaire en répondant « qu'il en advertirait le R. P. provincial qui doit estre tost en ce pays » (1).

Les arrêts des Parlements ayant déclaré à l'époque de l'expulsion des Jésuites tous leurs établissements solidairement obligés aux dettes de la Société, leur maison et leur jardin d'Annonay avaient été mis en vente à la poursuite du Syndic de l'Union des Créanciers et adjugés, par arrêt du 24 mars 1766, à François Desgaches, pour le prix de 6025 livres.

Mais l'acquéreur s'engageait là dans un procès qui allait durer dix-sept ans. Il eut à faire face aux consuls d'Annonay, au syndic des créanciers des Jésuites, au syndic des Cordeliers et aux ayants droit d'Anne Caron dont on éplucha les clauses testamentaires.

Anne Caron, veuve de Jean de Barberon, avait, par son testament du 24 janvier 1646, légué aux Pères Jésuites de la Mission d'Annonay la somme de 2000 livres, « pour être employée à bâtir la maison et église de la dite Mission.... et au cas que la dite Mission viendrait à cesser, veut et entend la dite Demoiselle testatrice que la dite somme de 2000 livres il en soit employé 1000 pour marier cinq pauvres filles... et les autres 1000 livres, au dit cas, veut qu'elles appartiennent savoir : moitié aux Pères Cordeliers et l'autre moitié au Couvent des Religieuses Notre-Dame d'Annonay. »

Or, le P. Limogal avait, le 30 mai 1650, employé cette somme à acheter, pour la résidence des Jésuites, la maison et le jardin du protestant Jean Estoille. Maintenant la Mission avait cessé, l'immeuble avait été vendu ; d'où le procès.

Desgaches ne s'opposait pas à ce que la maison qu'il avait acquise fut hypothéquée pour le montant de 2000 livres dont il était redevable à MM. Mayol de Luppé et Combes de Barberon, ayant droit d'Anne Caron, aux Cordeliers et aux Dames de Sainte-Marie, mais il disait qu'il n'avait pas affaire avec les consuls et que, du reste, n'étant que tiers acquéreur, il ne pouvait être actionné en paiement qu'après que le débiteur, c'est à

(1) Documents sur le Monastère des Cordeliers, de nos archives.

dire le curateur aux biens des Jésuites, aurait été discuté : *Tertius possessor hypothecarius conveniri non potest, nisi discusso principali*. Il entendait seulement que son achat fût valable et il le voulait d'autant plus qu'il avait dépensé, disait-il, plus de 10000 livres en réparations.

On avait épilogué longuement sur les termes de *Mission* et de *Résidence* et les Consuls demandaient si la maison des Jésuites d'Annonay ne devait pas être comprise dans la catégorie des « Collèges, Ecoles, Séminaires » dont les immeubles étaient exceptés de la vente, conformément aux Lettres Patentes du 14 Juin 1763. Desgaches répondait que les Jésuites d'Annonay ne s'étaient jamais occupés de l'instruction, qu'ils s'y étaient même refusés, que le legs d'Anne Caron avait été fait « nommément aux Pères Jésuites de la Mission d'Annonay..., que la maison qu'ils avaient acquise leur était propre et patrimoniale et qu'ainsi elle avait été dans le cas d'être vendue ». En tous cas, il appelait en garantie le Syndic de l'Union des Créanciers à la requête duquel la vente avait eu lieu (1).

De leur côté, les Consuls présentaient une requête de *soit montré*. Valentin Fourel, procureur du roi au bailliage, avait dressé le mémoire et il disait que plusieurs des legs avaient été faits « à la décharge des catholiques », que les Lettres royales exceptaient de la saisie et de la vente non seulement les établissements d'instruction, mais aussi « les fondations qui se trouveroient valablement établies », que la Mission d'Annonay n'avait contracté ni laissé aucunes dettes et enfin que la Ville ne pouvait être privée ainsi de ses prédicateurs (2).

La Cour accueillit donc l'opposition des Consuls et le procès menaçait de s'éterniser quand, à la suite d'une délibération prise par la Ville le 24 février 1783, d'une ordonnance de l'archevêque de Vienne et d'un arrêt rendu par le Parlement de Toulouse le 18 mars, il fut décidé que la rente hypothécaire grevant l'immeuble Desgaches serait employée à la rétribution d'un prédicateur

(1) Observations pour le sieur de Gaches... — Instruction contenant réponse pour le sieur François de Gaches...

(2) Valentin Fourel, *Mémoire pour les Maires et Consuls de la ville d'Annonay, concernant la Mission* (de nos archives).

jusqu'à ce que la fabrique fût mise en jouissance des revenus affectés à cet objet par le décret concernant la liquidation des biens de l'Ordre de St-Ruf. Après quoi les dits revenus seraient versés au budget de l'instruction. S'il y avait un excédent, on le donnerait aux Dames de Ste-Marie. Celles-ci ne durent pas toucher beaucoup d'argent ; il n'était pas question des Cordeliers et Desgaches resta paisible propriétaire de sa maison (1).



La Société de Jésus compta parmi ses membres deux Annonéens dignes de mémoire : le P. Gaultier et le P. Lombard.

Jacques Gaultier naquit à Annonay en 1562. Il appartenait à une bonne et ancienne famille bourgeoise, mais on ignore son ascendance (2). On suppose qu'il fit ses études au collège de Tournon. Peut-être profita-t-il de la bourse perpétuelle qu'y avait fondée, le 27 juin 1574, un ancien élève, le lieutenant au bailliage Giraud pour un pauvre écolier du Haut-Vivarais (3). Quoiqu'il en soit, Jacques Gaultier entra dans la Société de Jésus et il était maître ès-arts libéraux de l'Académie de Tournon en 1585. C'est le titre qu'il prend en publiant cette année-là ses *Flegantix Aldi Manutii... Gallicæ factæ*.

Ouel sera le bouclier qui protégera son petit livre, quelle sera la splendeur qui en illuminera l'obscurité ? L'auteur n'a pas hésité, il a pensé au grand Tournonnais et, ceci étant dit en latin, il dédiera son œuvre au président Bon Broë. Maintenant l'auteur nous explique la nature et l'utilité de son travail :

*Quos Cicero latices in multa volumina fudit,  
Aldinus cunctos pene libellus habet.  
Gallicus hic Latium Comitatur sermo leporem,  
Ut fluat ex uno copia fonte duplex.*

(1) Abbé Filhol, Hist. d'Annonay, t. 2, p. 399. — Le jardin qui dépendait de la maison des Jésuites fut revendu par M. Desgaches à M. J.-B. Desgrand qui y fit construire, en 1804, la maison, rue Boissy-d'Anglas, passée aujourd'hui à M. Alexis Nicod.

(2) Jacques Gaultier était, d'après le Dr Duret, fils de Pierre, procureur du roi et de Claudine de Colonjon. Mais M. l'abbé Darnaud fait remarquer dans ses *Généalogies* que le mariage de ces parents présumés n'eut lieu qu'en 1587 et dit qu'il a sous les yeux les notes mêmes de Pierre Gaultier.

(3) Maurice Massip, *Le Collège de Tournon*, p. 43.

« L'Italie, dit le P. Lombard (1), avait une foule de littérateurs qui, sous le nom de Cicéroniens, écrivoient d'après la manière de Cicéron ; ils rendoient une espèce de culte à toutes ses expressions et parvenoient à cette harmonie et à cette rondeur dans le style que redemande notre siècle. » Afin d'égaliser les Italiens le P. Gaultier a donc accommodé en français le recueil italo-latin d'expressions cicéroniennes d'Alde Manuce. Mais il ne s'est pas contenté à faire du mot à mot, *ad verbum, ut dici solet*. Pour traduire les élégances de Cicéron, il a employé des locutions françaises choisies dans les bons auteurs. Le P. recteur, Michel Coysard l'a ainsi voulu, parce que, de cette façon, le livre sera doublement utile aux élèves étrangers qui viennent d'Ecosse, d'Angleterre, de Hollande, des Flandres, d'Allemagne, de Savoie, d'Italie au collège de Tournon et qui ne savent pas le français ou le parlent très mal.

En somme, ce petit livre a du bon, il en vaut bien un autre et nous eût été fort utile jadis, au temps des discours latins.

Le P. Gaultier connaissait le grec et l'hébreu aussi bien que le latin ; peut-être les écrivait-il mieux que le français ? Après avoir enseigné la philosophie et dirigé les études à Tournon, après y avoir occupé la chaire de controverses, il quitta le collège et se<sup>s</sup> sept cents écoliers pour exercer le ministère apostolique. Il vint à Annonay aider Pierre de Villars qui s'occupait d'y convertir les protestants. Avec Antoine Poursan, chanoine de Saint-Maurice-de-Vienne, le P. Gaultier fut un des principaux collaborateurs de l'ancien archevêque, mais il combattait surtout l'hérésie sur les deux rives du Rhône, depuis Tournon jusqu'à Montélimar, en compagnie du P. Armand et du fameux P. Coton qui devint le confesseur de Henri IV et dont « les rares prédications, par l'assistance de Dieu eurent telle force sur l'esprit de ce grand roy, qu'il le fit son prédicateur ordinaire et à sa considération, il remit les Jésuites par toute la France(2). » Et les protestants de crier que le bon roi s'était mis du coton dans les oreilles.

« Homme très rare », dit Jacques de Banne, chanoine de Viviers ;

(1) P. Th. Lombard, *Eloge histor.* de Pierre Bunel.

(2) Chanoine Rouchier, *Les Mémoires du chanoine Jacques de Banne* (Bulletin de la Société des Sciences et Arts de l'Ardeche).

« d'une petite taille, mais d'un génie supérieur », dit Fourel, le P. Gaultier fut un des plus renommés parmi les controversistes de la Société de Jésus, merveilleux ergoteurs contre l'ingéniosité desquels les Synodes se virent contraints de protéger leurs ministres en réglementant les conditions dans lesquelles il leur était permis d'engager la lutte. Ayant à sa disposition un fort bagage d'érudition et de haute littérature, tout un arsenal d'arguments, le P. Gaultier soutint de nombreuses disputes, à Loriol contre Vinay, pasteur de Livron, à Montélimar, à Aubenas, à Bourg-en-Bresse et ailleurs, à Alan surtout contre le célèbre Daniel Chamier, un professionnel aussi, l'auteur de la *Panstratia*. Chamier avait entamé une polémique avec le P. Coton et le P. Armand et s'était attaqué ensuite au P. Gaultier qui finit par lui répondre « qu'il ne veut plus perdre de temps à blanchir un Ethiopien... Ici Chamier à triompher, chanter ses victoires : nouveau Hercule, avoir terrassé trois Jésuites, et des plus huppez (1). » L'affaire n'en pouvait rester là et, comme le roi ne voyait pas d'un bon œil les discussions publiques qui finissaient mal quelquefois, on prit rendez-vous pour vider la querelle, à Alan, chez le seigneur de Saint-Auban. Les conférences se prolongèrent durant cinq semaines, du 8 janvier au 13 février 1601. Chamier enfourcha le grand cheval de bataille, le vieux dada réformé, la prétendue idolâtrie du culte catholique. Il déclara qu'il n'admettait que le texte hébreu pour l'ancien Testament et le grec pour le nouveau. Alors le P. Gaultier poussa quelques colles à l'imprudent et démontra combien Chamier savait peu d'hébreu aux assistants qui, probablement, n'en savaient point. Le ministre — c'est le Jésuite qui parle — « confessa d'avoir failli » et finalement se retira déconcerté et confus. — A tout prendre, le P. Gaultier ne se vantait peut-être pas trop puisque, trois mois plus tard, le Synode national de Gergeau où Chamier était présent, interdisait aux ministres d'être désormais les « agresseurs » et d'entreprendre des disputes publiques sans l'avis de toutes les Eglises assemblées au Synode national, « sous peine d'être déclarés apostats » (2).

(1) Reboul, *l'Apostat*, Préface.

(2) P. Prat, *Recherches sur la Compagnie de Jésus en France, du temps de Platon*, t. 1, p. 449, 640. — Aymon, *Synodes nationaux des Eglises réformées de France*, t. 1, p. 237. — P. Gaultier, *Table Chronographique...*



Le P. Gaultier publia en 1609 sa *Table chronographique de l'Estat du Christianisme*. Il dédia son ouvrage à Henri IV dont il réclamait l'indulgence en ces termes saugrenus : « Or jaçoit qu'entre ceux de ma robbe je soy le moins idoine et le plus indigne d'en parler, n'est-ce que, l'ayant ainsi voulu ceux que je suy obligé de reconnaistre pour truchemens du vouloir de Dieu, je me suy enhardy d'offrir à ce gazophylace (1) si non telle somme que les autres plus richement ornez de grâces divines, au moins deux menus tournois correspondans à la pauvreté du donneur. » Notre poète annonéen Christophle de Gamon faisait à la même époque des poésies d'un goût tout pareil. Le roi Henri, qui avait de bons secrétaires, répondit plus simplement et gracieusement au P. Gaultier : « Continuez vos labeurs utiles à l'Eglise, honorables à la Compagnie d'ont vous estes et nécessaires à ceux qui se sont laissé emportés à la nouveauté. »

Cette *Table chronographique*, publiée d'abord en latin, dut être un ouvrage précieux pour les savants et les controversistes du temps. Ce qui le prouverait, c'est qu'elle eut, de 1609 à 1673, sept éditions. « Je n'ay eu en ce petit miroir de l'Estat de l'Eglise, disait l'auteur, et ne veux avoir d'autre but que de faire voir oculairement à un chascun, qu'elle est et qu'elle a toujours esté la vraie Epouse de l'Agneau. » Et, de fait, l'in-folio parlait aux yeux ; l'ordonnance en était lumineuse, ingénieuse. Siècle par siècle, en des tableaux synoptiques, le Jésuite faisait défiler tout ce qu'il fallait ou qu'on voulait savoir sur les papes ou anti-papes, conciles, patriarches, auteurs sacrés ou profanes, saints ou illustres personnages, empereurs, rois de France et souverains étrangers, sur les hérétiques et les événements remarquables. Les hérésies diverses y étaient traitées avec un soin très particulier. L'auteur montrait, selon le mot de M. Mazon (2), « une vraie ménagerie d'hérétiques » et une collection importante de miracles. En somme ce monument d'érudition nette et profonde répondait aux besoins du temps et, avec les contemporains du P. Gaultier, nous pouvons sérieusement le tenir pour un chef-d'œuvre du genre.

(1) Γαζοφυλάκιον, trésor.

(2) A. Mazon, Voyage dans le Haut-Vivaraïs, journal l'Annonéen, 18 juin 1887.

Après sa *Table chronographique*, le P. Gaultier publia en 1614 *L'Anatomie du Calvinisme où sont brièvement découverts et clairement refutés en deux cens dilemmes les principaux erreurs de l'Eglise prétendue Réformée*. C'est en quelque sorte le résumé de son grand ouvrage avec une méthode identique, avec la même clarté d'exposition.

Le P. Gaultier avait été professeur de théologie au Collège de la Sainte-Trinité de Lyon. Il mourut recteur du Collège de Grenoble le 14 octobre 1636.

\* \*

Théodore Lombard naquit à Annonay le 21 juillet 1699. Il était fils de Jean, notaire, et de Jeanne Lagrange. Il portait le prénom de son grand-père maternel. C'était le préféré de la grand-mère Lagrange qui l'avait élevé avec sollicitude dans la religion protestante. Mais on le mit au collège de Tournon où les Jésuites le convertirent en 1716 et, comme il montrait d'heureuses dispositions, comme c'était un bon sujet, ils le firent entrer dans leur Compagnie et l'envoyèrent professer la rhétorique dans leur collège de Toulouse.

Le P. Lombard débuta dans la controverse. Il publia en 1725 sa *Méthode courte et facile pour discerner la véritable religion chrétienne d'avec les fausses qui prennent ce nom aujourd'hui*. Son livre est la contre-partie de celui de M. Abadie, ministre protestant. Le style en est sobre et clair ; la controverse n'y est plus hérissée de citations, elle est mise à la portée de tous. « Ainsi cet ouvrage dit l'auteur qui publiera vingt ans plus tard un *Discours sur la Présomption*, sera une méthode infaillible quoique abrégée. » L'auteur ne s'attaque pas aux seuls protestants, mais à tous les hérésiarques et schismatiques, aux Jansénistes en particulier, et à leur doctrine qui fut à la mode. « Il est vrai qu'aujourd'hui on en est beaucoup revenu... Ils font rire le monde quand on leur entend dire ou qu'on lit dans leurs libelles que les Jansénistes ou les disciples de Saint-Augustin comme ils s'appellent, sont les plus pieux, les plus sçavans, les plus sincères, ceux qui aiment le plus l'Eglise... C'est le propre de l'hérésie de jouer ce rôle. Les

Protestans firent tout comme eux. Ce ne furent d'abord qu'abus à corriger, que pénitence, que réforme ; on ne nous rappelait qu'aux premiers siècles ; on ne vit jamais plus de réserve ; leurs soldats ne proféraient presque aucun jurement dans leurs armées, mais bientôt ce ne fut plus cela... »

Parmi les nombreux ouvrages du P. Lombard il faut noter ses *Réflexions sur l'Impiété prise du côté littéraire* et sa *Réponse à un libelle intitulé : Idée générale des vices principaux de l'Institut des Jésuites, tirée de leurs constitutions et des autres titres de leur Société*.

Le P. Lombard avait été chargé par le P. Vanière, dont il était l'élève et l'ami et dont il publia la *Vie*, de parachever son grand *Dictionnaire français-latin* dont le manuscrit s'est perdu.

Mais ce fut surtout dans la poésie, au pays de Clémence Isaure, que le P. Lombard triompha. Il eut vite fait de moissonner tout le parterre des *Jeux Floraux* ; il cueillit l'amarante d'or, la violette, l'églantine et le souci d'argent.

Dans le *Collège du gai savoir*, dans « le charmant verger » où les mainteneurs, successeurs des troubadours s'assemblaient, les joyeux compagnons n'entendaient point du tout céder la place aux religieux. Leurs statuts avaient été prudents : « Les religieux ne pouvaient être mainteneurs ; mais ils pouvaient obtenir des Lettres de Maîtres-ès-Jeux Floraux, et, pour cela, il fallait qu'ils eussent remporté douze prix, trois de chaque genre, et il ne pouvait y avoir qu'un religieux à la fois parmi les maîtres. Ce religieux ne pouvait jamais présider le corps des Jeux Floraux. On lui permettait seulement de faire la Semonce et l'Eloge de Clémence Isaure. C'est tout ce que put obtenir la grande faveur dont jouissaient les Jésuites en 1742, pour un de leurs religieux, le P. Lombard, professeur de rhétorique. Cet exemple est unique dans l'histoire des Jeux Floraux. (1) »

Notre regretté compatriote ardéchois, M. Firmin Boissin a établi la critique de l'œuvre poétique du P. Lombard et comme il fut, croyons-nous, son successeur dans la maîtrise, comme nous ne saurions aussi bien dire, nous renverrons le lecteur

(1) Poitevin Peytavi, *Mémoires pour servir à l'histoire des Jeux Floraux*, t. I p. 169.

curieux de ces détails, *rara avis*, à son étude savante, judicieuse et spirituelle (1).

Le P. Lombard peut prendre rang parmi les *poetæ minores*, poètes de concours, et ses vers nous laissent l'impression de quelque chose de déjà appris. Il savait certainement sur le bout du doigt son Boileau, bafoué par Banville, réhabilité par M. Brunetière. Ecoutez ces conseils aux railleurs :

Vous, railleurs, qui courez cette lice amusante,  
Gardez-vous d'y brûler d'une ardeur médisante.

.....  
Tout n'est pas pour railler une heureuse matière.  
Respectez les défauts qui craignent la lumière  
Et n'allez pas aux yeux présenter un miroir  
Où celui qui se voit rougis de se voir.  
Le railleur vif, léger, flatte, pique, réveille,  
Sans emprunter jamais l'aiguillon de l'abeille.

La versification est toujours facile, souvent élégante ; la poésie, assez froide. Mais si le P. Lombard est « un poète médiocre » il est, au jugement de M. Boissin, « un prosateur irréprochable ». M. Boissin cite son *Discours sur les Bienséances*. « Les bienséances dépendent d'une foule de circonstances qui varient sans cesse. Trop délicates, elles échappent souvent au précepte et la réflexion est inutile si la justesse du goût ne les fait sentir. Il faut qu'une raison éclairée nous les découvre, qu'un discernement prompt nous aide à les distinguer et à les saisir. L'usagé du monde est un secours nécessaire ; l'esprit seul ne saurait y suppléer, mais c'est à nous de nous y plier par l'habitude, guide plus sûr que l'étude et les spéculations ».

Douze fois couronné de suite, de 1736 à 1742, le P. Lombard ne pouvait plus concourir. Il alla cueillir de nouveaux lauriers dans d'autres Académies, à Marseille, à Pau, à Montauban et même à l'Académie Française (2). En 1748 il prononça la *Semonce* ordinaire et en 1750, le 3 mai, jour de la Fête des Fleurs, il fit l'éloge de dame Clémence. Mais le poète a passé la cinquantaine, il est maintenant *laudator temporis acti*. Il trouve que les hommes de lettres de son temps ne valent plus ceux d'au-

(1) Firmin Boissin, *Revue du Dauphiné et du Vivarais*, 1877.

(2) Henry Vaschalde, *Histoire des Poètes du Vivarais*.

trefois. Il devait avoir raison. Autrefois l'homme de lettres était « un beau génie, zélé, laborieux, un sage utile à l'Etat et presque nécessaire à sa grandeur ». Aujourd'hui, dit-il, ce n'est que « trop souvent, un citoyen frivole, un bel esprit ignorant, un sujet quelquefois dangereux et sans mœurs ».

Ce coup de pied lancé, le P. Lombard fait l'éloge, en prose et en vers, de dame Clémence qui n'est pas un mythe, un personnage imaginaire, mais « une fille qui sent penser un grand homme ». Et, s'adressant à Toulouse :

Sœur des vastes Cités de la Gaule guerrière,  
 . . . . .  
 Souffre que dans ton sein une Fille rappelle  
 Du soleil des Beaux Arts la Lumière immortelle ;  
 Pare tes vieux Lauriers de ses nouvelles Fleurs  
 Et tire du Tombeau tes antiques honneurs.  
 . . . . .  
 Ce qu'elle a fait pour toi l'égale au plus Grand Homme,  
 Et Clélie adorée avait moins fait pour Rome.

Tel fut le chant du cygne. A dater de ce jour, le poète n'est plus. Recteur du collège de Toulouse au moment de la dissolution de la Société de Jésus, le P. Lombard rentra à Annonay, puis il passa en Suisse et put revenir quelque temps après demeurer avec ses parents. Son père n'était mort qu'en 1763, en laissant ses biens à l'hôpital d'Annonay. Sa mère décéda en 1770, à l'âge de 95 ans; son fils l'avait convertie. Il avait un frère, François Lombard, vi-bailli d'Annonay, que le roi avait nommé capitoul de Toulouse en février 1757.

Le P. Lombard mourut à Annonay le 2 novembre 1773 (1).

E. NICOD, .



(1) Chomel, Annales d'Annonay, ms.

# NOTES

## SUR

### LE MANDEMENT DE CRUSSOL

AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

(SUITE XIII).

#### UN HOMMAGE-LIGE

(1647)

Les hommages étaient rendus au gré des seigneurs suzerains. Parfois, ils étaient espacés sur un faible nombre d'années. D'autres fois, ils étaient échelonnés durant deux ou trois siècles.

Noble Louis de Montmeyran rendit hommage au seigneur de Tournon le 30 mai 1504 ; il avait fourni, le 18 avril de cette année, le dénombrement des fonds qu'il possédait noblement au mandement de Durtail, au nombre desquels figurait le domaine de Chabans. A son tour, noble Bernard de Montmeyran accomplit la même formalité le 25 mai 1549 (1). Ces deux hommages n'étaient séparés que par un laps de quarante-cinq ans.

Trois hommages successifs, relatifs au fief de Fialaix, eurent lieu respectivement aux dates de 1336, 1549 et 1647.

Emmanuel I de Crussol séjourna quelques jours à St-Péray au mois d'octobre 1647. A titre de simple renseignement, nous reproduisons le relevé exact des titres qu'il prenait : « Duc d'Uzès, « comte du dict Crussol, pair de France, chevallier des ordres du « roy, chevallier d'honneur de la reyne, prince de Soyon, baron « de Lévy, Florensac, Vias, Pommerol, seigneur d'Assier, Ca- « denac et aultres places ». Il assigna en hommage noble Jean III de Fay de Solignac, sieur de Fialaix, sur le mandement de la Bâtie-de-Crussol. Ce dernier se présenta devant son suzerain le 27 octobre. Il déclara tenir ses terres en « fief, franc, noble et « allodial » du comte de Crussol et promit d'en fournir le dénombrement. La cérémonie eut lieu au domicile du bailli. Le comte

1) *Minutes de M<sup>e</sup> Daniel Flame, passim.*

était assis sur une chaise. Jean de Fay, ayant quitté sa ceinture, debout et la tête nue, s'approcha de lui. Après l'avoir salué, il mit « ses deux mains jointes, entre les mains closes » de son seigneur et lui baisa la joue gauche. Le comte inclina la tête et de Fay prêta serment, puis s'engagea à être un féal homme-lige, sauf contre le roi de France. Les hommages précédents avaient été rendus le 9 août 1336 par noble Gêrenton de Solignac et le 3 février 1549 par noble Aymar de Solignac. L'un des témoins fut noble François du Faur, sieur du Mas, au mandement de la Bâtie (1).

Jean de Fay s'était distingué par sa bravoure, notamment au siège de Leucate (2).

En indiquant que Jean-François Duport fit en 1756 une reconnaissance féodale de son domaine de Peny, à Saint-Romain-de-Lerps, comme ses prédécesseurs en 1430 et en 1511, Garnodier rappelle que les roturiers baisaient respectueusement les ongles des pouces de leur suzerain, lors de leur hommage, mais que pour les nobles, le suzerain, après la formalité, « serrant les mains jointes dans les siennes, les embrassait » (3).

Cet hommage de 1756 est le dernier connu de la région, qui émanât d'un roturier. Tout en reconnaissant le mérite des recherches de Garnodier, on peut lui reprocher d'avoir trop généralisé ses idées.

Les seigneurs suzerains étaient ordinairement libres de régler la formule des hommages, lesquels variaient suivant les provinces (4); celui dont nous avons analysé le procès-verbal, diffère sensiblement des indications fournies par cet auteur.

L'hommage rendu au comte de Crussol est un hommage-lige, tout autre que l'hommage simple, à tous les points de vue.

On connaît le détail du récit dû à St-Simon de l'hommage-lige prêté à Louis XIV par le duc de Lorraine (1699).

La foi de l'homme-lige étant engagée « à celui à qui on la doit » préférablement à toutes les personnes du monde », l'hommage-

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> Veyret*, n° 127.

(2) GARNODIER, *Op. l.*, p. 222.

(3) *Ibidem*, p. 88.

(4) COLLIN DE PLANCY, *Dict. féodal*.

lige n'était dû en principe qu'au souverain. Guy Allard raconte que de son temps le Dauphiné était « entièrement purgé d'une « soumission qui a quelque apparence d'esclavage » et qu'il avait découvert des titres de gentilshommes, s'étant rendus hommes-liges de quelques seigneurs (1). La situation n'était pas la même en Vivarais ; les hommages s'y perpétuèrent jusqu'à la veille de la Révolution. Cet hommage-lige consenti par Jean de Fay est une exception, qu'il importait de mettre en lumière. On y remarque précisément que la personne du roi de France était spécialement réservée.

### L'INDUSTRIE DE LA TANNERIE

Un extrait sommaire d'une charte inédite, conservée aux archives de la Drôme et non classée, témoignera de l'existence de la dénomination d'Ongrie, attribuée dès 1294 à un quartier :

« *Nos Giraudus Basteli, domicellus, dominus Crucioi, notum « facimus universis presentes litteras inspecturi quod in nostra presencia constituti* », Guigone Chanala, fille de Garin, femme de Pierre Chanal, en présence de son mari et assistée de son frère, Garin. Ils partagent leurs biens tant paternels que maternels « *quedam petie terre site infra mandamentum castri nostri Crucioi, « quarum petiarum terre sita est una petia in territorio d'Ongria, et « confrontata terra Johannis de Veriaco et terra Ponceli de Mayres. « Item alia petia terre confrontata terra Petri Escofferii ex una « parte et violo del Boyssso. Item alia petia terre confrontata terra « Guillelmi Roycha ex una parte et terra Arnaude Bajaca parte ex « alia. Item alia petia terre confrontata terra confratrie ex una parte « et terra Guillelmi Roycha ex altera. Item alia petia terre sita est « apud Petram Blanca juxta viam publicam per quam itur de « Valencia apud Cruciolium, juxta terram Petri de Vernoni domi- « celli* ». Garin gardait le surplus des biens. L'acte est daté du 8 avril 1294 : « *Datum die Jovis ante Ramos Palmarum anno domini « m<sup>o</sup> cc<sup>o</sup> nonagesimo quarto* ». Un des témoins est Pierre de Meyrès.

Lorsqu'il y a trois ans, nous démontrâmes que le nom de

(1) Dictionnaire, édité par Gariel, t. I, p. 650.



« Hongrie » donné à l'un des coteaux les plus renommés de Saint-Péray ne rappelait en aucune manière les plants de Tokay, certains esprits inquiets manifestèrent leur étonnement et témoignèrent leur incrédulité. La tradition n'avait pas conservé le moindre souvenir d'une tannerie quelconque.

L'orthographe *Ongrie* sans *h* est extrêmement ancienne, puisque nous la rencontrons dès 1294. A la date de 1539, malgré la pénurie des documents, nous avons découvert l'existence d'un *blanquier* à St-Péray (1).

On appelait *blanchier* ou *blanquier*, un mégissier, un chamoiseur et par extension un tanneur, un corroyeur. Venu du latin *blanquerius*, ce terme signifiait littéralement « qui prépare les peaux blanches ».

On pourrait prétendre que ce *blanchier* se trouvait simplement de passage à St-Péray. Il n'en est rien. En 1562, Antoine Sorbier le jeune était *blanchissier* en ce lieu. Pierre Lomyeu ou Lomyou, dit Chasal, qui exerçait la même profession, se maria le 6 février 1562. Il est appelé *blanchisseur*, comme son parent Vincent Lomyou, dit Chasal (1563) (2).

En 1543, Martin Rossard, *coyratier* à Saint-Péray, acheta une maison sise sur la rive droite du Merdaric, confrontée par l'oche de noble Jean de Vergomas, le chemin royal de St-Péray à Toulaud (au couchant) et deux maisons, suivant acte reçu M<sup>e</sup> Claude Corrier, notaire à Valence (3).

Un peu plus tard, il acquit « une petite pièce de terre, où a de « nouveau faict édifier une chochière, située au mandement de « Crussol, territoire d'*Ongrio* », entourée de terres, sur la rive droite du ruisseau de Merdaric ou d'Ongrie, à côté de la terre de Jean Jacquet ou Jaquet, meunier d'Ongrie (1543) (4), suivant acte reçu M<sup>e</sup> Pierre de Sapets.

Ces deux actes ont disparu, mais leur souvenir a été conservé jusqu'à nous par l'investiture que dut en consentir le prieur de St-Péray, de la mouvance desquels se tenaient ces immeubles.

(1) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sapets, passim.*

(2) *Etendues de M<sup>e</sup> de Labaume, f<sup>os</sup> 50, 117 et 260.*

(3) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier, f<sup>o</sup> 201.* L'emplacement de cet immeuble peut être identifié avec l'Hôtel du Nord.

(4) *Ibid., f<sup>o</sup> 202.*

Ainsi un corroyeur au moins exerçait son art. Pour une raison ou pour une autre, il fit construire à neuf une « chochière » à Ongrie. Le texte est ambigu. Rossard, dont le nom paraît être étranger au pays, a-t-il fait bâtir un établissement à la place d'un autre démoli, incendié, ou ruiné d'une manière quelconque, depuis peu de temps, ou bien a-t-il fait élever une construction neuve, qui n'en remplaçait pas une plus ancienne ? Le doute est permis et l'expression *de nouveau*, traduction littérale de *de novo*, ne permet pas d'adopter une solution plutôt que l'autre.

Au même moment, un *coyratier* vivait à Alboussière également.

Ce sont les deux seuls points de la baronnie, où nous ayons rencontré la trace d'un tel métier.

En technologie, *corroyer* est synonyme de « retravailler ou « continuer à travailler un cuir tanné ». *Corroyage* et *corroyeur* sont usités comme le verbe *corroyer*.

Le terme *corroyage* signifie comprimer les cuirs par le battage en les imprégnant souvent en même temps de matières grasses.

Le *coyratier* (*corroyeur*) s'occupait donc de faire subir une certaine préparation aux cuirs déjà tannés.

Enfin le mot « chochière » désignait non seulement un four à chaux, mais encore il s'appliquait au lieu où l'on foulait les cuirs.

Voilà l'existence de l'industrie des cuirs pleinement prouvée pour le XVI<sup>e</sup> siècle et son fonctionnement démontré à Ongrie même.

L'étude du latin du moyen âge et du vieux français révèlent l'emploi des mots *gauchatorium* ou *gauchoir*. Ils n'ont aucun rapport avec le mot « chochière ».

Le 27 janvier 1529 (n. st.), M<sup>e</sup> Pierre Nonier, notaire à Saint-Péray, céda « *omnia jura, res et actiones, que et quas habet super « medietate molendini ad tucanda blada apti, siti in eodem loco de « Charmis et in ripparia d'Ambroye. .... una cum facultate constru- « endi in eodem molendino unum torcolare aptum ad faciendum « oleum aut ponendi et construendi unum gaucherium pannorum. »*

Ce moulin, dit *lo moli doux Faures*, avait été accensé à ces derniers par le baron de Crussol. Le prix, de 26 écus d'or, fut payé en 20 écus au soleil et en un cheval de poil noir (1).

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> de Sapets*, f<sup>o</sup> 345.

Le contrat d'accensement, consenti par le seigneur, prévoyait la transformation du moulin, ou d'une partie, en huilerie ou en moulin à drap. Les Crussol se montrèrent toujours libéraux.

Le terme technique *gauchatorium* ou *gauchorium* signifie moulin à drap, mais par suite d'un vice de prononciation locale, on disait *gaucherium* pour *gauchorium*.

On nommait en Dauphiné, *gauchoir*, un artifice de cette nature. Nous avons montré que Pavol Combon était le premier fabricant de draps, connu, qui ait habité Valence (15 mars 1562). Le malheur des temps rendit sa tentative infructueuse, car un acte de 1564 nous le montre de retour à St-Péray, son pays natal, où il est « tisserand, cardeur, faisant draps » (1). On fabriqua donc des « draps de pays » en ce lieu et peut-être à Charmes, également. Comme nous l'avons déjà expliqué, l'existence de véritables manufactures de draps au XVI<sup>e</sup> siècle, n'est nullement prouvée.

Quelques mots sur le *torculaire* ou *torgeoir*, *torgoir*, *tórdoir* ne seront pas inutiles. On prenait volontiers la partie pour le tout. Un moulin à huile comprenait notamment une meule spéciale, le *torculaire*. On le désignait parfois sous ce seul nom.

Dès 1229 au moins, les tenanciers de certains moulins royaux étaient autorisés à se tenir à la disposition des étrangers venus « *ad molendum lannum, ad fullendum et parandum pannos, ad unguendum coria* » (2). L'opération qui consistait à « *ungere coria* » semble n'être autre chose que la « mise dans la fosse au tan ». C'est en nous basant sur ce texte, que nous avons établi que le nom d'*Ongrie* (aujourd'hui *Hongrie*), attribué à un quartier bien connu du territoire de la commune de St-Péray, ne rappelait nullement une tentative d'acclimation de ceps, originaires de Tokay (Hongrie). *Ungere* a formé *Ongrie*, comme *uncia*, *unctio*, *unda*, *unguentum* et *undecim* ont créé respectivement *once*, *onction*, *onde*, *onguent* et *onze* (3). De temps immémorial, on s'occupa à *Ongrie* de l'industrie des cuirs, puisque ce nom existait déjà en 1294. Cette dénomination n'est pas isolée en France. Une montagne, située à Valernes (Basses-Alpes) est appelée « *de Hongrie* »,

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> de Labaume*, f° 349.

(2) DU CANGE, *Op. l.*, v° *ungere*.

(3) Notre notice, *Notes hist. sur le vignoble de St-Péray*.

comme a bien voulu nous l'écrire l'aimable bibliophile de Siste-ron, M. Eysséric. On récoltait le tan, destiné à alimenter les tanneries du pays, dans les bois qui la couvraient jadis. Il est probable qu'on y remarquait un établissement où les cuirs subissaient une première préparation.

L'auteur d'un dictionnaire d'histoire naturelle s'exprime ainsi : « La peau du bœuf, tannée, *hongroyée* ou chamoisée, donne « d'excellentes chaussures, des harnais, et est employée à une « infinité d'autres usages » (1).

Béscherelle donne les deux termes *hongrieur* et *hongroyeur* « ouvrier qui façonne le cuir de Hongrie. Les tanneurs de Paris « sont aussi hongroyeurs ». Il serait aisé d'invoquer d'autres auteurs.

Il est incontestable que ces termes sont encore en usage actuellement et que les « cuirs hongroyés » ou « cuirs de Hongrie » sont toujours préparés et plus spécialement destinés aux selliers ou bourreliers.

Ils diffèrent actuellement des cuirs tannés en ce que l'on remplace le tan par le chlorure d'aluminium et presque toujours l'épilage à la chaux par un rasage soigné et après diverses opérations on blanchit par l'exposition au soleil. L'« hongroyrie » ne s'applique qu'aux cuirs blancs (2).

L'étymologie du nom d'*Ongrie* mérite d'être précisée avec plus de soin. *Hungaria* était certainement prononcé *Ongaria* (3) tout en étant écrit, dans notre région correctement, car Béatrix d'Hongrie dauphine, était dénommée « *Béatrix de Hungaria* » (acte du 19 mars 1319) (4).

Il semble que « *hongroyer* » répond réellement à une préparation spéciale, inventée en Hongrie, mais qu'*Ongrie* correspond à un procédé particulier, d'après lequel on faisait « *ungere* » les cuirs dans des conditions peu ordinaires. Au point de vue local, la seconde solution n'est pas douteuse, puisque dès 1294, on rencontre le nom d'*Ongria* et non de *Hungaria*. Une partie du moulin

(1) *Dictionnaire pittoresque d'histoire naturelle*, 1833-1834, t. I, p. 463.

(2) LABOULAYE, *Dict. des arts et manufactures*, 2<sup>e</sup> édition, t. II, v. *tannage*.

(3) BAUDRAND, *Novum lexicon geographicum*, page 322.

(4) CHEVALIER, *Nécrologe et cart. des dominicains de Grenoble*, p. 33.

d'*Ongrie* fut employée à faire subir une transformation aux cuirs, mais non à les *hongroyer*. Il y a là une nuance importante, à bien mettre en relief.

Avec le XVII<sup>e</sup> siècle, la petite industrie de tannage, installée à St-Péray, émigra à Valence et à Bagnols, qui devinrent des centres importants du commerce des peaux. C'est à peine si à cette époque-là, on rencontre encore un « curatié » à St-Péray (1656) (1).

Les guerres de religion avaient anéanti de beaux bois de chênes, dont l'écorce était transformée en excellent tan. La tradition a singulièrement exagéré le nombre et l'importance de ces futaies, au point d'affirmer qu'une forêt, tellement épaisse, couvrait toute l'étendue de la plaine entre les Granges et St-Péray, que des tribus d'écureuils y vivaient tranquillement et passaient aisément d'un arbre à un autre. Les nombreux actes de vente et les baux que nous avons étudiés nous permettent de faire une prompte justice de cette légende. Même au XV<sup>e</sup> siècle, le vaste quartier appelé « de la plaine » était entièrement cultivé. Il est juste de rappeler que de petites forêts ornaient à peu près toutes les collines et les montagnes, aux alentours de St-Péray.

Les arts de la mégisserie et de la tannerie reçurent une certaine impulsion à Bagnols. Ses produits obtinrent une excellente réputation avant la Révolution (2).

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.

---

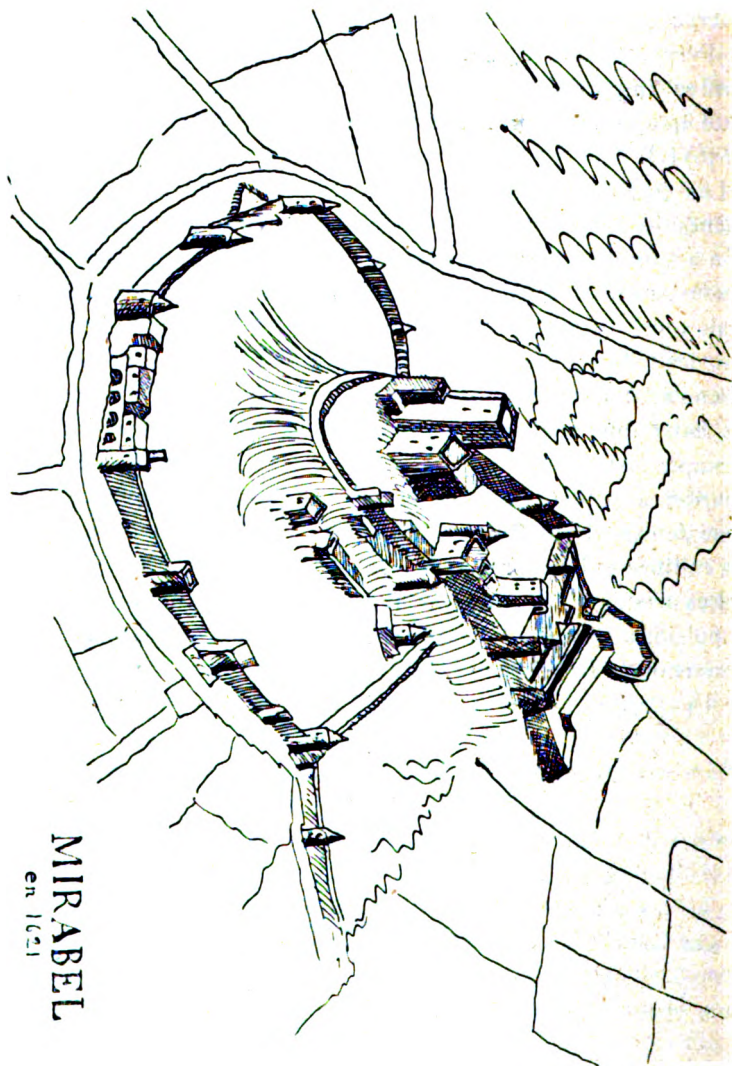
(1) *Notre Notice*, page 27.

(2) *ALÈGRE, Bagnols en 1787*, pages 182-3.

# NOTICE

## SUR MIRABEL EN COIRON, ET SES SEIGNEURS

---



Le voyageur qui aperçoit cette tour démantelée de Mirabel, dont le squelette planté sur la cime du Coiron se détache dans

l'azur du ciel, ne se doute pas que là fut une place terriblement fortifiée en 1621, place qui joua un grand rôle pendant les guerres de religion.

L'assiette de Mirabel est aussi pittoresque que celle du rocher de Gourdon. Ce village était fermé de bonnes murailles ; un grand rocher basaltique élevé en forme de terrasse pouvait contenir environ quatre mille hommes. Sur ce rocher, étaient deux châteaux avec de fortes tours, l'un appartenait à M. d'Arlempde de Mirabel et l'autre au baron de Laroche. Ces deux châteaux sur le rocher, dit l'auteur des *Commentaires du soldat du Vivarais*, le rocher sur le lieu, et le lieu sur la montagne, faisaient un grand précipice tout autour. Les escarpements qui leur servaient de défense ont, en effet, 70 mètres de hauteur à pic, et l'accès n'en est possible que par le côté nord.

Peu de temps après la Saint-Barthélemy, le roi envoya M. de Logières à Villeneuve-de-Berg, pour la conserver sous son autorité. C'était la résidence d'un bailliage de province, capitale de Maillarguès et très bien située ; elle était d'ailleurs du domaine du Roi qui possédait cette ville en pariage avec l'abbé de Mazan (1).

Depuis plusieurs mois, les habitants de l'une et de l'autre religion s'étaient promis mutuellement de vivre en paix sous l'autorité du Roi, et d'élire un consul de chaque parti pour veiller à la police ; Louis d'Arlempde de Mirabel, qui devint plus tard un ardent religionnaire, était, cette année, consul catholique et Baron consul protestant.

De Logières, malgré la bonne harmonie des deux partis, vint, d'intelligence avec d'Arlempde de Mirabel, seigneur du Vivarais, encore catholique, prendre possession, au nom du Roi, de Villeneuve-de-Berg, une nuit à la tête de plusieurs hommes à cheval.

Baron se retira alors à Mirabel où il fut suivi par les religionnaires de la ville. Il se vengea de d'Arlempde dont il saisit le château. Pradel, gentilhomme protestant du voisinage, vint se joindre à lui. Ils se concertèrent tous les deux sur les moyens de reprendre la ville.

Les religionnaires de Mirabel qui, du haut de ce bourg dominaient sur Villeneuve-de-Berg, jetaient des regards continuels sur

(1) Soulavie, *Histoire du Diocèse de Viviers*, manuscrite.

cette ville qu'ils avaient abandonnée et étudiaient les moyens de s'en rendre maîtres. Un serrurier de la ville vint leur proposer un stratagème, offrant ses services pour le faire réussir.

Ce traître avait observé que les égouts de la ville sortaient à travers une ouverture considérable, fermée par un grillage de fer; il promit de l'enlever avec ses instruments. Son plan fut applaudi et adopté.

Le 2 mars 1573, le traître serrurier, à la tête des religionnaires de Mirabel, de Vessaux, d'Aubenas et de Privas vint limer en silence, à trois heures du matin la grille; les plus résolus entrèrent dans la ville par cette ouverture, passèrent au fil de l'épée la garnison, livrèrent au pillage le plus affreux les maisons des habitants et firent main basse sur une trentaine de prêtres, réunis en synode diocésain (1).

Olivier de Serres fut-il l'instigateur de ces horribles massacres ainsi que le dit une tradition mensongère? La vie tout entière de cet homme et son œuvre protestent contre cette infâme calomnie. Les goûts, l'inclination, le caractère d'Olivier disent assez qu'il resta complètement étranger aux massacres de Villeneuve-de-Berg.

Écoutons-le plutôt lui-même :

« Outre cette considération générale, une autre particulière  
« m'a fait entreprendre ce labeur. Mon inclination et l'estat de  
« mes affaires m'ont retenu aux champs, en ma maison, et fait  
« passer une bonne partie de mes meilleurs ans, durant les guerres  
« civiles de ce royaume, cultivant ma terre par mes serviteurs,  
« comme le temps l'a peu porter. En quoy Dieu m'ayant conservé  
« parmy tant de calamitez, dont j'ay senty ma bonne part, je me  
« suis tellement comporté parmi les diverses humeurs de ma  
« patrie, que ma maison ayant esté plus logis de paix que de  
« guerre, quand les occasions se sont présentées, j'ai rapporté ce  
« tesmoignage de mes voisins, qu'en me conservant avec eux, je  
« me suis principalement addonné chez moy, à faire mon mesnage.  
« Durant ce misérable temps là à quoy eussé-je peu mieux em-  
« ployer mon esprit qu'à rechercher ce qui est de mon humeur?  
« Soit donc que la paix nous donnast quelque relasche, soit que  
« la guerre par diverses recheutes m'imposast la nécessité de

(1) Soulavie, *Histoire du Diocèse de Viviers*, manuscrite.



« garder ma maison ; et les calamitez publiques me fissent cher-  
 « cher quelque remède contre l'ennuy, trompant le temps, j'ay  
 « trouvé un singulier contentement, après la doctrine salutaire  
 « de mon âme, en la lecture des livres de l'agriculture : à laquelle  
 « j'ay de surcroist adjousté le jugement de ma propre expé-  
 rience. » (1)

Sont-ce là les paroles d'un fanatique et d'un égorgueur ?

### GARDE DE MIRABEL

En 1582, tous les châteaux du Languedoc furent signalés à la surveillance du duc de Montmorency, il fut « supplié de com-  
 « mender aux mestres propriétaires d'iceulx de les garder ou fère  
 « garder en toutz temps et en prendre d'iceulx submission et  
 « obligation à ce que par moyen d'yceulx la paix et repos com-  
 « mung ne puisse rien estre altéré, à peine de razement de leurs  
 « meysons et chascung de toutz despans, dommaiges et inté-  
 « restz. » (2)

La garde de la place de Mirabel fut confiée, par le duc de Montmorency, à Louis d'Arlempde, seigneur de Mirabel. Voici la copie textuelle de l'ordonnance, dont nous possédons l'original :

« Henry duc de Montmorency, pair et mareschal de France, Gouverneur et Lieutenant général pour le roy en Languedoc au sieur de Mirabel salut. Prévoyant estre nécessaire et expédiant pour la seuretté et conservation de nostre gouvernement soulz l'obéissance de sa Majesté et nos commandemens et empescher que ceulx qui se sont naguères élevés en armes contre sa Majesté et qui troublent son estat ayant de forces prestes en provinces circonvoisines ne puissent prendre pied en ceste cy, y attenter ou exécuter leurs pernicieulx dessaingz au préjudice du repos et à la ruyne des habitans d'icelle, de mettre sur ce assemblé quelques gens de guerre commandés par de bons capitaines desquelz la valleur suffisant et fidellité nous sont cognues. A ceste cause nous vous avons créé et ordonné chef et capitaine d'une compagnie de cent hommes de guerre à pied que vous prendrez et choisirez des mieulx armés et aguerris que pourrez trouver et lesquelz vous

(1) *Théâtre d'Agriculture*, Préface.

(2) *Chroniques du Languedoc*, second volume.

assembleriez en lieux que vous seront prescritz par les consulz et et depputés de ville et diocèse de Viviers, dans icelle ce que leur est expressément enjoinct et mandé faire comme aussy de pourvoir à la nourriture et entretiennement de gens de guerre que vous y aurez et à mesure qu'ils arriveront, soit par contributions d'avoir lieux ou autrement, ainsy qu'ils adviseront estre pour le mieulx pour le soulagement du peuple et suivant nos réglemens, pour après ladite compagnie employer et exploiter pour le service de sa Majesté, soubz nos commandemens où et quant par nous ou autre en ayant charge vous sera ordonné de ce faire. Nous avons donné, donnons pouvoir, commission et mandement par ces présentes par lesquelles mandons et ordonnons à toutz qu'il appartient.

Donné à Pezenas le deuxiesme jour du mois de juin mil cinq cens quatre vingtz cinq. » (1)

#### MONTMORENCY.

Au bas de la page 161 des *Commentaires du soldat du Vivarais*, nous lisons : « Henri duc de Montmorenci institua le capitaine Rousset commandant du château et de la place de Mirabel, par lettres du 13 juin 1585. (Registres du bailliage de Villeneuve-de-Berg). Si ce capitaine était le *paladin* qui, en 1627, faisait des prouesses, l'étonnement qu'elles ont causé à l'écrivain s'accroît encore par la considération de son âge. »

Voici ce que raconte l'écrivain : « Pendant que le capitaine Rousset était chevalier errant, il fit rencontre près de Montpellier de quatre rebelles armés de mousquets et d'épées, et lui seulement de la sienne ordinaire, laquelle je ne pense pas que *Flamberge*, *Haute-Claire*, ni *Cortez*, se puissent comparer, du moins *Durandal*, celle de Roland (laquelle se voit à la chapelle des Corps saints de Saint-Germain, à Toulouse), ne le peut pas, étant certainement plus grande et plus forte. Ainsi armé, ayant abordé ces quatre rebelles sous le mot de *Rohan*, il les surprit de telle sorte, que n'ayant pas le loisir de le coucher en joue, ils firent comme lui, mirent la main à leurs épées, avec lesquelles pensant de le charger ils en trouvèrent une si pesante, qu'elle avala une épaule à l'un,

(1) Cette pièce est munie d'un sceau plaqué — Armes de Montmorency : D'or à la croix de gueules cartonnée de seize alérions d'azur.

blessa l'autre de trois ou quatre blessures mortelles, et fit rendre les autres deux à discrétion. Ils furent par lui tout seul conduits à M. de Montmorenci, avouant le tout à sa Grandeur, et en voulant excuser leur honte, disaient que c'était sans doute un de l'autre monde de qui les romans font mention.

Le sieur de Pellone, cornette de la compagnie des cheveau-légers de M. le Marquis de Merville, et très brave cavalier, en eut bien cette même opinion, lorsqu'ayant eu querelle dans Villeneuve-de-Berg contre lui, et le voyant venir avec sa grande épée haute, il se *montra* armé de toutes pièces de ne l'attendre jamais que de cette sorte-là. Le sujet d'un combat qu'il fit contre les rebelles de Lagorce, m'a porté dans cette déduction, afin d'y donner plus grande créance. Le capitaine Rousset avait bien fait quelques légers combats avec ces gens-là, mais comme ils étaient les plus redoutables du pays, il n'avait jamais pu parvenir à son dessein de s'éprouver contr'eux, fut ou qu'on n'osât pas l'attendre, ou bien qu'on ne le vit trop accompagné ; ce qui le porta à prendre seulement trente hommes choisis, et avec ce nombre, s'alla mettre en embuscade proche de Lagorce, où s'étant fait voir, et ayant pris quelque bétail, obligea les rebelles à sortir en nombre de cent ou six vingts hommes. Après s'être quelque temps escarmouchés, ils reconnurent le petit nombre auquel ils avaient à faire qu'ils investirent de toutes parts, et après avoir fait plusieurs décharges, où il y eut dix ou douze morts ou blessés d'un côté ou d'autre, le sergent Villars, chef des ennemis, s'en vint avec la plupart des siens droit au capitaine Rousset, auquel voulant porter un coup de hallebarde, il l'abattit de sa grande épée, avec laquelle il lui ôta aussi la tête de dessus les épaules d'un seul coup. Les rebelles voyant leur chef mort par un coup aussi démesuré, n'osèrent plus se serrer de lui ; les uns lui tiraient continuellement des mousquetades, lesquelles lui avaient troué ses habits en plusieurs endroits ; par le moyen de sa disposition, courant d'un côté et d'autre, il se donnait moins de prise ; les autres le prenaient à coups de pierres, qu'il parait avec la garde de son épée, laquelle enfin se trouva faussée. De cette sorte il faisait sa retraite du côté de Ruoms, lorsque ceux de Vallon et de Salavas ayant ouï l'escarmouche, s'en vinrent joindre ceux de

Lagorce comme ils avaient accoutumé ; et tout ensemble faisant bien le nombre de deux cents, vinrent fondre impétueusement sur ce peu de catholiques, la plupart desquels gagnèrent au pied, abandonnant le butin et leurs compagnons. Rousset en retint trois ou quatre auprès de lui, avec lesquels faisant tête, donna le temps au reste de sauver le butin du côté du château de Chaussy. Enfin le capitaine Rousset fut blessé d'une mousquetante, laquelle le prenant par derrière au milieu du dos, lui traversait le corps, et lui sortait de trois doigts sur le tétou droit. Ce grand coup ne l'ébranla point, et si pourtant il fut reconnu des ennemis, lesquels se jetant la plupart sur lui et sur ce peu de gens qu'il avait auprès de soi, ils lui en tuèrent deux, de quoi il reçut sa raison sur-le-champ par la mort d'un autre, et la blessure de trois ou quatre. La sienne ne l'empêchait pas de faire lever le molinet de telle sorte, qu'on ne pût pas l'empêcher de faire sa retraite et sauver son butin dans le château de Chaussy éloigné d'une lieue de Lagorce, où étant, sa blessure fut tenue pour mortelle ; il guérit cependant, mais miraculeusement. » (1)

Tel était ce capitaine Rousset que le duc de Montmorency avait nommé commandant du château et de la place de Mirabel.

Quelques mois après il fut remplacé par Louis d'Arlempde seigneur de Mirabel, par commission de Jacques de Chambaud, en date du 27 novembre 1585. (2)

(A suivre).

HENRI VASCHALDE.



(1) *Commentaires du soldat du Vivarais,*

(2) Jacques de Chambaud embrassa chaudement le parti de la réforme religieuse dont il devint le chef en Vivarais. Il était gouverneur de Saint-Agrève et tenait sous son obéissance les châteaux de Clavière, Truchet, Rochebonne, Lamastre et la Bâtie d'Andance, situés dans les environs. Ces garnisons protestantes mettaient à contribution tous les catholiques du voisinage, qui appelèrent à leur secours Antoine de la Tour, baron de Saint-Vidal, gouverneur du Velay, et Just Louis, baron de Tournon, gouverneur du Vivarais.

# L'ABBÉ DUBOIS, DE ST-REMÈZE



(Suite IV).

## IV

### *SUR L'ÉTAT DU CHRISTIANISME DANS L'INDE*

Le retour de l'abbé Dubois en France. — Souscription à Madras pour faire son portrait. — Les bons souvenirs qu'il laisse dans l'Inde. — Ses *Lettres* sur l'état du christianisme dans l'Inde. — Y a-t-il possibilité de convertir les Hindous ? — Les succès des Jésuites, premiers apôtres de l'Inde. — Leur méthode attaquée et finalement condamnée par la bulle de 1714. — Beaucoup de catholiques hindous retournent alors au paganisme. — Le sentiment de l'abbé Dubois sur cette question. — Effet fâcheux de la diffusion de la Bible parmi les indigènes. — Etat des communautés protestantes dans l'Inde au commencement du siècle. — Protestations des ministres anglicans contre le pessimisme de l'abbé Dubois. — Il est blâmé par les missionnaires catholiques eux-mêmes. — La statistique religieuse de l'Inde. — Augmentation des conversions catholiques et diminution des conversions protestantes. — Conversion de quelques brahmes.

L'historien des Missions de l'Inde nous fait connaître les circonstances dans lesquelles l'abbé Dubois quitta définitivement le théâtre de son long apostolat.

La mission Malabare n'avait au Séminaire des Missions étrangères aucun représentant. En 1819, un des directeurs, M. Chaumont, étant mort, le conseil jugea avec raison qu'elle devait être représentée à Paris, et exprima à Mgr Hébert le désir de voir l'abbé Dubois remplacer le vénérable défunt. Il avait été déjà question de lui donner ce poste en 1816, mais il l'avait refusé, déclarant que sa faiblesse ne lui permettait pas le long voyage nécessaire pour venir en Europe.

Mgr Hébert (lettre du 13 juin 1820) n'éleva aucune objection contre ce rappel, se contentant de demander de nouveaux missionnaires pour tenir la place de celui qui allait partir ; mais l'abbé Dubois hésita beaucoup, à cause de sa santé, à accepter le poste qui lui était offert. L'évêque le pressa un peu, non seulement

parce qu'il trouvait utile d'avoir au Séminaire des Missions étrangères un représentant de la mission Malabare, mais encore parce que l'abbé Dubois commençait à rendre peu de services dans l'administration des chrétiens.

« Depuis bien des années, écrivait déjà l'évêque en 1816, M. Dubois a toutes les peines du monde à exercer le ministère ; aussi, s'il se fût bien porté, je crois qu'il aurait accepté la charge de procureur, pour n'être plus obligé d'entendre les confessions. »

La raison de cette difficulté à accomplir certains devoirs du saint ministère, doit être cherchée dans un état d'âme particulier dont M. Dubois n'a pas été le seul missionnaire à souffrir : l'austérité de ses principes et la faiblesse des Indiens qui sans cesse retombaient dans les mêmes fautes avec une facilité désolante pour l'apôtre. Qu'il eût été mieux inspiré, ajoute M. Launay, s'il avait suivi cette doctrine de Mgr Hébert, appuyée sur celle de Mgr Pottier, le vicaire apostolique de Su-Tchuen :

« Les Indiens sont, comme l'a dit des Chinois feu Mgr d'Agathopolis, des enfants dans la foi, et ils le seront encore longtemps. Vouloir qu'ils soient chrétiens, ou comme nous le sommes, ou comme on l'est en Europe, la chose n'est pas possible. Cherchons, dit encore le même Mgr d'Agathopolis, à faire des chrétiens non pas comme nous le sommes, mais comme Dieu veut qu'ils le soient. Ayant affaire à des chrétiens faibles et qui se trouvent au milieu de la gentilité, nous pensons qu'il ne faut exiger d'eux que ce à quoi ils sont strictement obligés. »

Les hésitations de l'abbé Dubois durèrent longtemps. Le 18 février 1821, Mgr Hébert écrivait : « M. Dubois n'est pas encore déterminé à aller en Europe ; il le veut et ne le veut pas. Sa position est fort désagréable ; il est dans une mission qu'il n'a pas envie de quitter, et cependant il ne veut point exercer le saint ministère, ou, s'il l'exerce, il fait peu de chose, et cela par des peines de conscience qu'il se fait. »

Enfin, après bien des tergiversations, l'abbé Dubois, ayant réglé toutes ses affaires, obtenu que la pension de 200 pagodes qui lui était servie par la Compagnie, lui serait continuée en France, quitta Pondichéry pour aller s'embarquer à Madras. Quelques jours après son départ, il tomba de son hamac et se brisa deux côtes,

mais grâce aux soins empressés qu'on lui prodigua, il se remit assez vite de cet accident.

Les Anglais le traitèrent avec honneur, comme le raconte M. Mottet (lettre de Pondichéry du 21 mars 1823) :

« On a fait une souscription pour faire son portrait. Les accouplements de Malabar, c'est-à-dire l'habit que nous portons dans l'intérieur du pays, figurent sur ce portrait qui doit être placé à l'Académie de Madras dont il est associé, et comme la souscription a fourni plus qu'il ne fallait, on va faire avec le surplus une gravure. Un Anglais m'en a promis quelques exemplaires, et si je les reçois, vous en aurez au moins un (1). La réputation littéraire que s'est acquise M. Dubois en ce pays-ci est le moindre de ses mérites. Il a honoré et servi la mission de toutes manières, et plus peut-être qu'aucun de nous. Les Indiens avaient pour lui le plus grand attachement, la confiance, le respect, etc. ; mais il faut avouer que cela n'était pas réciproque de sa part ; il a même témoigné des préventions contre les Indiens une fois ou deux, d'une manière qui n'a pas été du goût de tout le monde, et qui lui a attiré dans le moment quelques plaintes. Mais ce qui lui est échappé alors procédait d'une bonne intention : du désir d'éloigner les protestants du projet de faire des prosélytes dans ce pays. »

(1) M. Launay ignore si cette gravure fut exécutée. Mais le portrait original existe encore à Madras, et l'abbé Dubois en apporta pour ses parents de Saint-Remèze une copie, dont on a vu la reproduction en tête du précédent chapitre.

M. Beauchamp a donné, de son côté, dans la nouvelle édition anglaise, la photographie du tableau original de Madras, qui ressemble exactement à la nôtre, sauf que dans son livre l'abbé Dubois est en buste, tandis qu'ici il est en pied. La préface de M. Beauchamp débute par les impressions que lui a fait éprouver la vue du portrait de l'abbé Dubois, et ce passage mérite d'être mis sous les yeux de nos lecteurs :

« Dans la bibliothèque de la Société littéraire de Madras, auxiliaire de la Société royale Asiatique, on peut voir, dans une place de choix, au dessus d'une des portes, un portrait à l'huile frappant. Ce portrait, vu à distance, paraît être celui d'un Hindou, vêtu de blanc, portant un turban blanc, et tenant d'une main le bâton de bambou que la tradition assigne au pèlerin hindou. Vu de plus près, on voit que c'est en réalité le portrait d'un Européen, dont la figure est si basanée et sillonnée par les lignes de l'âge et de la pensée, que la première impression qu'on en reçoit ne s'efface pas aisément. C'est une figure qui, de son cadre, vous parle littéralement. Un large front, le nez bien proportionné mais un peu proéminent, la bouche ferme mais douce, et par dessus tout des yeux merveilleusement intelligents, tout indique un homme d'un type peu commun. Quel que soit l'artiste (et je n'ai pu découvrir son nom et les circonstances dans lesquelles il a exécuté son œuvre), il n'est pas douteux qu'il ait réussi à peindre une face qui est pleine de caractère, tandis que, comme fond du tableau de sa peinture, il a tracé un petit rang de collines pelées et arides, qui semblent liées étroitement à son sujet, et suggérer, comme une espèce d'inspiration, la tâche rude et d'abnégation mais solide, de la vie de l'homme dont il a reproduit les traits. »

De retour en France, M. Dubois laissa voir quelque chose de ses sentiments sur les Indiens, dans les lettres que publièrent les *Annales de la Propagation de la Foi*, accusant les chrétiens de l'Inde d'être ignorants des vérités de la foi.... Un des vétérans de la mission Malabare releva vivement cette affirmation (lettre de Pondichéry du 26 septembre 1827) :

« Quels peuvent être ces missionnaires, assez ennemis de l'Eglise que Dieu s'est formée dans l'Inde, pour la décrier, la calomnier et l'outrager comme ils le font, s'écriait M. Austruy. Comme dans toutes les autres églises, même dans celles de France, il y a de mauvais chrétiens et qui ignorent les premiers principes de la religion, il s'en trouve aussi dans celle de l'Inde. Mais c'est une erreur d'imputer cette ignorance à tous nos chrétiens de l'Inde; c'est une injure faite non seulement aux chrétiens, mais principalement à ceux qui sont chargés de les instruire. Si vous interrogez nos chrétiens, vous en trouveriez autant, proportionnellement, que partout ailleurs, qui vous répondraient juste sur toutes les vérités de religion qu'il leur est nécessaire de savoir pour faire leur salut. »

M. Austruy avait raison, dit M. Launay ; il parlait en sage qui a vu l'histoire au travers des légendes, la faiblesse humaine près des vertus héroïques, et qui partout sur notre pauvre terre rencontre, sans étonnement, le mal et le bien juxtaposés, mais se refuse à croire que toute chose est mauvaise quand elle n'est pas parfaite et que tout homme est un grand coupable quand il n'est pas un saint.

Quoi qu'il en soit de cet incident, M. Dubois laissa dans l'Inde un excellent souvenir.

« Son départ, écrivait Mgr Hébert, fait un véritable vide dans notre mission, et surtout dans les églises éloignées où, par son crédit auprès des Anglais, il protégeait les missionnaires et les chrétiens. »

Et M. Jarrige dira en 1829 : « Tout le monde parle de lui avec grand respect et une grande estime ; c'est seulement un de ses livres qui indisposa dans le temps plusieurs missionnaires. »

Et l'auteur des *Missions de l'Inde*, revenant d'un voyage dans ces régions, conclut :



« Ces paroles prononcées il y a bientôt 70 ans, sont encore vraies aujourd'hui. La mémoire du missionnaire du Maïssour est demeurée entourée d'estime et de respect dans toutes les classes de la société anglaise et indienne, et son nom continue de projeter un rayon de gloire humaine sur les continuateurs de son œuvre (1) ».



Dès son arrivée à Paris, l'abbé Dubois s'occupa de l'impression de son livre, dont les imperfections et les lacunes de l'édition anglaise de 1817 lui faisaient désirer doublement une prompt réédition. On voit par une lettre du 27 octobre 1823 qu'il courait, depuis deux mois, d'un ministère à l'autre et d'un libraire à l'autre, pour arriver à ce résultat ; le garde des sceaux n'avait pas encore reçu le rapport qu'un orientaliste éminent avait été chargé de lui faire sur l'ouvrage ; l'abbé Dubois cherchait à ce moment à céder la propriété de son livre à M. Dondey-Dupré, le libraire parisien (2).

Une autre lettre, en date de novembre 1824, nous le montre négociant pour le même objet avec la librairie Treuttel et Wurtz. Mais, à ce moment là, la publication de l'ouvrage était assurée, grâce à l'intervention de quelques-uns de nos orientalistes les plus renommés, MM. le baron de Sacy, Langlès et Rémusat, qui, en ayant reconnu l'importance, lui avaient fait obtenir un secours de 3.000 fr. pour le faire imprimer à l'Imprimerie Nationale.



Le livre sur l'état du christianisme dans l'Inde, écrit en anglais par l'auteur, et auquel il est fait ci-dessus allusion, parut à Londres vers le même temps sous ce titre :

*Letters on the state of Christianity in India.* London, Longman, 1823, in-8.

(1) ADRIEN LAUNAY. — *Histoire des missions dans l'Inde*, p. 431 à 434.

(2) L'original de cette lettre est dans la collection de M. Fuzier, de la Voulte, qui nous l'a obligeamment communiquée.

Un bibliographe semble indiquer une édition française, de même lieu et date, que nous n'avons trouvée nulle part et qui probablement n'existe pas.

Cet ouvrage paraît, du reste, avoir passé par diverses péripéties, que nous fait connaître M. Launay.

La première pensée en remonte au moins à 1817, ainsi qu'il résulte d'une lettre de l'abbé Dubois adressée de Séringapatam, le 20 août de cette année, à M. Chaumont :

« Vous me témoignez de l'inquiétude au sujet d'un opuscule écrit en anglais que j'avais composé, dans le dessein de dégoûter les bibliomaniaques, que cette Société de la Bible envoie par bandes dans ce pays-ci, pour pervertir ces pauvres chrétiens indigènes déjà chancelants dans la foi, et pour répandre leurs erreurs. Je vous dirai maintenant que la personne à qui j'avais envoyé mon manuscrit, un protestant bien modéré et raisonnable, m'a écrit dernièrement qu'après l'avoir lu attentivement et avec impartialité, il n'était pas d'avis qu'il fût publié, parceque les traits que j'y lance contre la Société de la Bible et ses procédés, quoique fondés sur la plus exacte vérité, affirme-t-il, ne pourraient manquer de déchaîner contre moi, non seulement les membres de cette Société, mais encore tout ce grand nombre de sectaires fanatiques qui abondent en Angleterre et qui se croiraient provoqués par mon opuscule. Je lui ai répondu pour le prier de jeter mon manuscrit au feu, en sorte qu'il ne sera pas publié. »

Si l'ami fit la commission, cela n'empêcha pas l'auteur, une fois qu'il eut quitté l'Inde, de refaire et d'augmenter son ouvrage qui, on l'a vu, parut à Londres en 1823.

Ces lettres sont au nombre de sept :

La première, datée du mois d'août 1815 ;

La seconde, adressée au Révérend G. B. à Bombay, de décembre 1815 ;

La troisième au même, du 16 décembre 1816 ;

La quatrième, datée de Mata près de Séringapatam, le 15 décembre 1820 ;

La cinquième, du 11 juin 1821, adressée à J.-S. esq. ;

Et enfin deux lettres, adressées au capitaine M. C., en octobre et novembre 1821.

Nous avons eu la bonne fortune de trouver ces lettres à la Bibliothèque Nationale (1) reliées avec les réfutations de deux pasteurs anglicans, en sorte qu'il nous a été possible d'entendre les deux cloches dans cet intéressant débat.

L'auteur dédie ces lettres à l'honorable cour des directeurs de la compagnie des Indes, comme une marque de sa gratitude, et un témoignage de ses plus sincères désirs pour le bonheur temporel de ses sujets hindous, « après qu'il s'est vainement efforcé de promouvoir leurs intérêts spirituels pendant un long séjour de trente-deux ans parmi eux comme missionnaire ».

Dans sa préface, datée de Londres 19 juin 1823, l'abbé Dubois expose la résistance insurmontable qu'il a trouvée dans l'Inde partout où il a voulu semer les rayons de la lumière évangélique. Ses paroles sont constamment tombées sur le roc. A la fin, « entièrement dégoûté par l'inutilité de ses efforts, et averti par ses cheveux gris qu'il était temps de songer à ses propres affaires, il est rentré en Europe pour y passer dans la retraite le peu de jours qui lui restent et se préparer à aller rendre ses comptes à son Rédempteur ».

La première lettre est consacrée à l'examen de ces deux questions :

1° Y a-t-il vraiment possibilité de faire de réelles conversions au christianisme parmi les natifs de l'Inde ?

2° Les moyens employés dans ce but sont-ils bons, et surtout la version des Saintes Ecritures dans les idiômes de la contrée, est-elle propre à amener ce résultat ?

L'auteur répond aux deux questions par la négative. Il démontre en particulier que la version des Ecritures, répandue parmi les Hindous, ne peut avoir qu'un effet contraire à celui qu'on se propose.

Et d'abord, l'auteur veut dire un mot de la manière dont le christianisme fut importé dans le pays il y a près de 300 ans, et de l'adresse (*industry*) avec laquelle ses intérêts furent ménagés par les anciens prédicateurs. Un des premiers missionnaires fut Saint François Xavier. Il parcourut plusieurs provinces, et on dit

(1) Ce volume est coté Ok<sup>2</sup>. 531.

qu'il fit plusieurs milliers de conversions, à une époque où les préjugés des indigènes contre la religion chrétienne étaient loin d'être au point qu'ils ont atteint depuis. Le saint avait déjà reconnu dans les mœurs et les préjugés des Hindous une barrière insurmontable au progrès du christianisme, comme le montrent ses lettres à Saint Ignace. A la fin, tout à fait découragé, après un séjour de deux ou trois ans, il partit pour le Japon où son apostolat eut le plus grand succès.

L'échec de Saint François Xavier ne découragea pas les Jésuites. Ils virent qu'il fallait avant tout se conformer aux usages du pays. Ils s'annoncèrent comme des *brahmins* venus de cinq mille lieues à l'ouest, dans le but de donner des connaissances à leurs frères les brahmes de l'Inde et d'en recevoir. Ils étaient presque tous savants en astronomie et en médecine, les deux sciences les plus propres à leur gagner la faveur des populations. Ils prirent le costume et les usages de l'Inde, s'abstinrent de toute espèce de nourriture animale et de liqueurs, ne vivant, comme les brahmes, que d'aliments végétaux, de lait et de miel. Avant tout, ils s'attachèrent à ne pas heurter de front les préjugés locaux. Et cette manière d'agir, jointe à leurs talents et à leurs vertus, leur valut de grands succès.

Le principal initiateur de la nouvelle méthode employée par les Pères Jésuites avait été le P. de Nobili qui le premier, au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, prit le costume des brahmes, s'assujettit à vivre comme les indigènes et à ménager leurs préjugés. On sait ce qui arriva alors. D'autres ordres religieux adressèrent des plaintes à Rome. Ils accusaient les Jésuites de pactiser avec l'idolâtrie, de brahmaniser le christianisme, tandis que les Jésuites, de leur côté, faisaient observer que le système employé était le seul moyen de christianiser le brahmanisme. Le débat dura plus d'un siècle. La note de la cour de Rome fut longtemps celle d'une tolérance éclairée. Une bulle de Grégoire XV en 1623 autorisa les nouvelles pratiques. Mais, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, le pape envoya en Orient le cardinal Maillard de Tournon, pour examiner l'affaire sur les lieux. Le cardinal débarqua à Pondichéry en 1704. Il fit un mandement défavorable aux pratiques des Jésuites que le pape Clément XI approuva

« jusqu'à nouvel ordre » le 7 juin 1706. Les dissensions continuèrent. Benoît XIII approuva le mandement du cardinal en 1727. Finalement une bulle solennelle de Benoît XIV en 1744, qui sert maintenant de règle de conduite à tous les missionnaires, trancha la question, dans un sens défavorable aux pratiques des Jésuites, mais qui ne l'a pas moins été aux progrès du christianisme dans l'Inde.

Il est certain qu'une foule de chrétiens indigènes retournèrent à leur ancien culte après l'application de la bulle de 1744. L'abbé Dubois a vu, par des listes authentiques « dressées il y a 70 ans », par conséquent vers 1755, que le nombre des chrétiens indigènes était d'environ 30.000 dans le Marawa, 100.000 dans le Maduré, 80.000 dans le Carnatic, 35.000 dans le Mysore. A présent (en 1815), il y en a à peine le tiers. L'abbé Dubois a entendu dire que le nombre des conversions sur l'autre côte, de Goa au cap de Comorin, avait été encore plus considérable, mais il n'a pas sur ce point de listes authentiques.

Loin de nous la prétention de juger une question si délicate. Mais il nous semble que l'appréciation d'un homme aussi compétent que l'abbé Dubois est intéressante à recueillir. « Les accusations, dit-il, avaient quelque degré de fondement, mais non pas autant qu'on le prétendait. Il y avait surtout envie et jalousie contre les Jésuites. Ceux-ci se défendirent par de bonnes raisons, mais qui parurent au Saint-Siège futiles et purement évasives, et ils reçurent l'ordre péremptoire de prêcher la religion catholique dans toute sa pureté... L'effet fut que beaucoup de prosélytes aimèrent mieux renoncer à la nouvelle religion que d'abandonner leurs pratiques; les conversions s'arrêtèrent, et le christianisme commença à devenir odieux aux Hindous. »

L'auteur constate l'impression déplorable produite sur les indigènes par les Européens que les événements politiques amenèrent ensuite dans le pays. A mesure qu'on connut leurs mœurs, si diamétralement opposées à celles des Hindous, ceux-ci jusqu'alors plus ou moins indifférents, devinrent nettement hostiles à la religion de ces nouveaux venus.

Tel est, dit l'abbé Dubois, le résumé de la naissance, des progrès et du déclin du christianisme aux Indes. Le triste état où il

est aujourd'hui ne peut être pire. Il n'y a plus que le tiers des anciens chrétiens et les apostasies augmentent. Il n'y a plus que le rebut des Indiens qui se fait chrétien. Le christianisme, naguère objet d'indifférence, tout au plus de mépris, est devenu un objet d'horreur. Tout Indien qui se fait chrétien est mis à l'index. C'est une insulte à quelqu'un que de lui proposer d'embrasser le christianisme.

Ailleurs, l'abbé dit que, pendant tout son séjour aux Indes, il n'a converti que deux ou trois cents indigènes des deux sexes, dont les deux tiers de parias ou de mendiants, et le reste de Sudras, vagabonds, bannis de diverses tribus, qui étant sans ressources, devenaient chrétiens pour un mariage ou pour d'autres vues intéressées.

Ce tableau peut paraître un peu chargé, mais on s'en explique vite les sombres couleurs en voyant plus loin l'effet produit aux Indes par la propagande inconsidérée du protestantisme dans ce pays.

Alors comme aujourd'hui le grand moyen de propagande des Anglais était de répandre la Bible à profusion parmi les peuples qu'ils voulaient convertir au christianisme.

Or, l'abbé Dubois montre que la diffusion de la Bible dans l'Inde, diffusion faite sans commentaires, sans instruction préparatoire, sans connaissance préalable du christianisme, est dangereuse, parceque les Hindous ont des mœurs et des préjugés très opposés aux coutumes et aux mœurs des Israélites, et parcequ'une telle lecture ne peut que les éloigner encore davantage du christianisme.

Dans sa lettre à M. William J..., écuyer, il lui pose les questions suivantes, laissant à sa sagacité le soin de les résoudre :

« Que pensera un Indien de bonne éducation, lorsqu'en lisant nos livres sacrés, il verra qu'après qu'Abraham eût reçu la visite des trois anges sous une forme humaine, il traita ses hôtes en faisant tuer un veau et en leur en servant à manger (1)? Le

(1) Les Hindous révérent les bœufs et les vaches, dont ils regardent le meurtre comme un crime irrémissible. La note suivante que nous relevons dans la nouvelle édition de M. Beauchamp (p. 19), mérite de trouver place ici : « L'horreur pour le meurtre de la vache est aussi vif que jamais parmi les Hindous. La remarquable renaissance de l'Hindouisme depuis, peu d'années, a été caractérisée par la formation d'innombrables sociétés secrètes religieuses

superstitieux Indien jugera aussitôt qu'Abraham et ses hôtes n'étaient que de vils parias ; et, sans oser continuer sa lecture, il jettera le livre, contenant, selon lui, des détails si sacrilèges.

« Que dira un brahme indien lorsqu'il lira dans la Bible le détail des sacrifices sanglants prescrits par la loi mosaïque dans le culte du vrai Dieu ? Il jugera aussitôt que le Dieu qui pouvait se plaire dans l'effusion de tant de victimes immolées en son honneur, était indubitablement une divinité de la même espèce (loin de moi le blasphème !) que les divinités malfaisantes de l'Inde, Kahly, Mahry, Darma-Rajad, et autres dieux infernaux, dont la colère ne peut être apaisée que par l'effusion du sang et l'immolation des victimes.

« Mais surtout que pensera un brahme ou tout autre Indien bien né, lorsqu'il lira, dans nos livres saints, l'histoire de l'immolation des victimes qu'il regarde comme les plus sacrées ? Quels seront ses sentiments, lorsqu'il verra que l'immolation des bœufs et des taureaux formait un des principaux traits des préceptes religieux des Israélites et que le sang de ces animaux très sacrés ruisselait tous les jours sur l'autel du Dieu qu'ils adoraient ? Quels seront ses sentiments, lorsqu'il verra qu'après que Salomon eut construit, à des frais immenses, un temple magnifique à l'honneur du vrai Dieu, il en fit le *pratista* ou la consécration en faisant immoler vingt-deux mille bœufs et en inondant son nouveau temple du sang de ces victimes sacrées ? Il ne pourra certainement s'empêcher de frémir et d'être saisi de la plus vive horreur, en lisant des détails si horriblement sacrilèges selon lui, et de regarder le livre qui contient de si choquantes histoires comme un livre abominable. (Encore une fois loin de moi le blasphème ! Je ne fais que parler le langage d'un païen fortement prévenu.) Il le jettera avec indignation loin de lui, se considérera comme souillé pour l'avoir touché, ira immédiatement à la rivière pour se purifier par le bain de la souillure qu'il croira avoir contractée, et, avant de rentrer dans sa maison, il enverra

pour la protection de la vache, et les conflits entre Hindous et Mahométans dans ces dernières années sont plus ou moins attribuables, à ce qu'on assure, à la propagande de ces sociétés. Il est à noter que dans le Cachemire, jusqu'à une époque récente, le fait d'avoir tué une vache était puni de mort ; il l'est encore maintenant d'un emprisonnement pour la vie. »

chercher un brahme Pourohita pour y faire les cérémonies requises, afin de la purifier de la souillure qu'elle a contractée en y gardant, sans le savoir, une substance aussi polluée que la Bible. En même temps, il se confirmera de plus en plus dans l'idée qu'une religion qui tire ses dogmes d'une source si impure est tout à fait détestable, et que ceux qui la professent sont les plus vils des hommes. »

L'abbé Dubois cite des exemples caractéristiques des précautions que doivent prendre les missionnaires pour ne pas blesser les préjugés locaux. Prêchant à Karikal (vers 1800), et ayant parlé du Christ, fils d'un *charpentier*, qui avait pris douze apôtres *pêcheurs*, ses auditeurs les plus fidèles lui objectèrent que cela avait fait très mauvais effet sur ses auditeurs non chrétiens; il aurait fallu, d'après eux, dire que le Christ était de la noble tribu des khatrias ou rajahs, et ne pas le rattacher ni aux charpentiers ni aux pêcheurs qui sont les plus viles classes de l'Inde.

Dans la parabole de l'enfant prodigue, il faut, si l'on ne veut pas blesser son auditoire, supprimer le *veau gras*.

Même avec ses chrétiens il était obligé de s'observer. Ainsi, il appelait le vin *le jus du fin fruit appelé grappe*.

Il paraît que déjà en 1825, les sociétés protestantes avaient fait plusieurs traductions de la Bible dans les idiomes de l'Inde et en distribuaient plus d'un million d'exemplaires par an.

L'abbé Dubois, qui connaissait très bien les trois langues (Tamoul, Kanara et Télugue), dans lesquelles la Bible avait été traduite, jugeait ces travaux très défectueux.

« J'ai auprès de moi, écrivait-il, une copie du Nouveau-Testament traduit en tamoul par les missionnaires luthériens; mais les traducteurs, en voulant traduire le texte littéralement, ont employé des termes si bas et si abjects et des expressions si triviales et si ridicules, le style est d'ailleurs si différent de celui des compositions indiennes, que la personne à qui l'ouvrage n'est pas familier, n'en pourra pas lire (comme j'en ai été plusieurs fois témoin) quatre versets sans hausser les épaules et sans rire de la manière dont l'ouvrage est exécuté. »

Dans une de ses lettres particulières (citée dans l'ouvrage de



M. Launay), l'abbé Dubois parle ainsi des résultats de la propagande protestante :

« Les missionnaires protestants aiment à parler dans leurs lettres du nombre de Bibles qu'ils distribuent. Ils voudraient faire croire que tous ceux qui veulent bien les accepter deviennent protestants. Néanmoins nous pouvons assurer que rien n'est plus faux : la société biblique peut se flatter de faire dans l'Inde des aumônes, mais non des conversions ; car la plupart des infidèles qui reçoivent un exemplaire des Saintes-Ecritures s'empressent de le vendre pour en retirer quelque argent. Si les protestants font des prosélytes, ce n'est point parmi les sectateurs de Boudha, mais parmi les mauvais catholiques, qui sont bien aises de se retirer par l'apostasie des reproches paternels de leurs missionnaires. » Ailleurs il montre que les protestants n'ont réussi à faire des conversions qu'en distribuant beaucoup d'argent et de riz dans les années de famine ; « leurs convertis sont désignés sous la dénomination de *chrétiens de riz* pour donner à entendre qu'ils ne se sont faits protestants que pour vivre (1) ».

Il confirme le fait dans ses lettres anglaises, en disant qu'il n'est pas rare, sur la côte, de voir des indigènes qui passent d'une religion à l'autre suivant leur intérêt. « Dans mon dernier voyage à Madras, ajoute-t-il, on m'a parlé de natifs convertis qui régulièrement changent deux fois par an de religion : six mois catholiques et six mois protestants ».

Le même ouvrage donne à ce sujet des détails curieux.

« Les communautés luthériennes, dit-il, sont encore plus méprisées que les catholiques. La mission luthérienne établie à Tranquebar contient des personnes respectables, mais n'a eu que des succès nuls dans son œuvre de prosélytisme. Il ne pouvait en être autrement. La religion protestante est trop simple dans son culte pour attirer l'attention des Hindous. Pas de pompes, pas de cérémonies frappant les sens. Le catholicisme, que vous appelez une idolâtrie, est ce qui pouvait le mieux réussir aux Indes. Les Luthériens n'ont pas fait de progrès sensible bien qu'ils soient là depuis un siècle. Actuellement, leurs congrégations se réduisent à quatre ou cinq : la plus importante à Vepery près

(1) *Histoire des Missions dans l'Inde*, I, 314.

Madras se compose de 5 à 600 âmes; une autre à Tranquebar, composée d'environ 1.200 âmes; une autre à Tanjore, de même nombre, et une cinquième à Trichinopoli, de 3 à 400 âmes. Il y a à côté un petit nombre de protestants dispersés surtout dans le Tinivelly-district, mais en si petit nombre qu'on ne peut dire une congrégation. J'étais à Vellore, ajoute-t-il, il y a cinq ans, m'occupant de la nombreuse congrégation catholique qui est là. Je fus informé que le missionnaire luthérien entretenait un catéchiste comme prédicateur de sa religion dans cet endroit, au prix de 5 pagodes (50 fr.) par mois. Je supposai qu'il y avait là un fort noyau de protestants, et je ne fus pas peu surpris d'apprendre que le groupe se composait de trois personnes, savoir, un tambour, un cuisinier et un gardeur de chevaux ».

Finalement, observe le missionnaire, « on ferait mieux de venir en aide à la misère des Hindous qui veulent du pain que de leur donner des Bibles qu'ils ne demandent pas. Pendant que des millions d'hommes meurent de faim chaque jour aux Indes et en Angleterre, on souscrit des centaines de mille livres, pour distribuer des Bibles parmi les nations païennes ».

Les *Letters on the state of Christianity* firent naturellement sensation, et l'on a vu plus haut que les missionnaires catholiques eux-mêmes n'avaient pas hésité à blâmer leur ancien collègue comme beaucoup trop pessimiste. L'abbé Dubois répondit qu'il n'avait publié son ouvrage que pour empêcher les ministres protestants d'aller répandre leur doctrine dans l'Inde. A propos de quoi l'auteur de l'*Histoire des Missions dans l'Inde* fait les justes réflexions suivantes (1) :

« Le motif était louable sans doute, mais le moyen ne valait rien, car les ministres ne devaient ajouter qu'une médiocre confiance aux assertions du missionnaire, et d'ailleurs, si le livre arrêta quelques protestants sur le chemin de l'Inde, il pouvait produire la même impression sur les prêtres catholiques et les empêcher d'aller au secours des Eglises indiennes. De plus, et c'est la raison dernière, les affirmations de M. Dubois n'étaient pas exactes; les Indiens reçoivent, comme les autres peuples, les

(1) LAUNAY, id., p. 318.

grâces de lumière et de force pour voir la vérité et l'embrasser, et comme chez les autres peuples ces grâces produisent des résultats. L'époque à laquelle vécut M. Dubois était attristante et portait parfois à une sorte de découragement ceux qui oubliaient que les semailles précèdent la récolte. Ah ! que ne pouvaient-ils entrevoir l'avenir ces ouvriers de la première heure ! Ils auraient jeté loin d'eux les pensées d'inquiétude, pour se réjouir des moissons abondantes que l'apostolat devait recueillir à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Sans doute cette moisson n'est pas complète, et les épis qui échappent sont les plus nombreux. Mais quelle différence cependant entre le nombre des conversions autrefois et aujourd'hui ! La besogne est toujours lente, elle est toujours difficile, et sur ce point, la sagacité du missionnaire avait raison ; mais elle se fait beaucoup plus rapidement qu'il ne l'avait prévu. »

Les deux réfutations de ministres anglicans, jointes au volume de l'abbé Dubois, sont l'une, du Révérend James Houg, chapelain de la Compagnie des Indes à Madras, datée de Londres 1824, (322 pages in-8), et l'autre d'Henri Townley, missionnaire au Bengale, (214 pages). Elles s'attachent à relever des contradictions dans le langage de l'abbé Dubois et à démontrer, en principe et en fait, que l'évangélisation des Indes n'a rien d'impossible — en quoi, comme on vient de le voir, les missionnaires catholiques furent d'accord avec eux pour blâmer le pessimisme de l'abbé Dubois : ce qui étant l'objet principal de leurs publications, nous dispense d'en dire plus long. Notons le fait très honorable pour eux, qu'ils se prononcent énergiquement dès cette époque pour l'abolition des suttys.

Il est à remarquer que l'auteur de la Préface et des notes de la dernière édition anglaise, M. Beauchamp, paraît partager le découragement de l'abbé Dubois au sujet de la conversion des Hindous, et un journal anglais, le *Spectator*, lui reproche, non sans quelque aigreur, d'avoir dit que la prévoyance de l'abbé avait été justifiée par les faits. La feuille en question croit que l'homme, qui a tant désespéré en 1823 de l'avenir du christianisme dans l'Inde, serait fort surpris des résultats obtenus aujourd'hui et elle va jusqu'à dire que « malgré des obstacles beaucoup plus grands que du temps de l'empire romain, à cause de leurs profondes

racines dans la vie de la masse du peuple, la proportion du développement chrétien dans l'Inde pendant ce siècle est plus grand que pendant le premier siècle de l'Eglise ».

Un autre organe de l'opinion publique d'Outre-Manche fait des réflexions d'un genre différent, dont on pourrait profiter en France au moins autant qu'en Angleterre.

Le *Tablet* tout en considérant qu'il y a quelque exagération dans le langage pessimiste de l'abbé Dubois, déclare indéniable « que, sur un ou deux points, l'histoire a largement vengé son jugement. Par exemple, il a souvent prédit l'effet désastreux du système agnostique d'éducation que nous avons introduit dans l'Inde pendant ce siècle, système qui a détruit (*disintegrated*) les anciennes croyances religieuses nationales, sans y substituer le christianisme, et de là la création rapide d'une génération de libres-penseurs.

« Si les rapports des Hindous avec les Européens, disait l'abbé Dubois, en devenant plus amicaux, amènent une révolution dans leur religion et leurs mœurs, je crois que ce ne sera pas pour redevenir chrétiens, mais plutôt (ce qui est à mon avis mille fois pire que l'idolâtrie) pour devenir athées. et s'ils renoncent à leurs mœurs, ce sera, non pour prendre celles des Européens, mais plutôt pour devenir ce qu'on appelle « maintenant parias. » (Lettre d'août 1815).

Cette prévision, continue la feuille anglaise, a été amplement démontrée par l'expérience actuelle. Les indigènes qui ont été endoctrinés avec les notions européennes de *Minus Christianity* sont devenus de brillants hommes de lettres ou hommes de loi, journalistes, savants, mais de plus agnostiques et athées. Tel est le témoignage des observateurs les plus compétents, catholiques ou non catholiques, des ministres protestants comme des missionnaires catholiques, des journaux indigènes comme des journaux européens... (1) »



Quelques données statistiques sur les Indes, au point de vue religieux, doivent être le complément naturel de ce chapitre.

(1) *Tablet* du 21 mai 1898.

D'après le recensement officiel de 1891, l'Inde comprend environ 280 millions d'âmes, dont un million au plus dépend, savoir, de la France, 300,000 et du Portugal, 600,000, les 279 millions restants faisant partie de l'empire britannique.

Les musulmans forment environ le cinquième du chiffre total de la population. M. Beauchamp dit que le nombre des chrétiens y est seulement de 0,75 pour cent pas même un centième, et que les trois quarts se trouvent dans les provinces de Madras, Travancore, Hyderadab, Mysore et Cochin. Et à l'égard des chrétiens indigènes de ces contrées, ajoute-t-il, un membre distingué et grand voyageur du service civil faisait récemment la remarque que « leur christianisme était trop souvent large, mais peu empreint de l'esprit du Sermon sur la montagne ».

Pour le détail, les statistiques portent 2,300,000 chrétiens environ, dont 1,600,000 catholiques, avec un accroissement de 352,000 en dix ans (1881 à 1891).

Sur les 700,000 restants, la religion protestante, bien qu'étant celle des maîtres du pays, n'en a que 340,000, dont 103,000 européens et 207,000 indigènes (ceux-ci en diminution de 13,000 sur 1881). Et comme ces chiffres sont puisés, non dans les notes des missionnaires catholiques, mais dans les tableaux dressés par l'administration anglaise, la supériorité des résultats obtenus par les missions catholiques dans l'Inde, ne semble pas pouvoir être mise en doute.

Une statistique de date plus récente (1894) émanée du *Madras Catholic Directory*, évalue à 1.860.000 le total des catholiques de l'Inde et Ceylan. A cette date, le catholicisme aux Indes possédait (non compris l'archevêché de Goa) 3.500 églises ou chapelles, 1.683 écoles donnant l'instruction élémentaire à plus de 95.000 enfants, 20 séminaires et 120 orphelinats. Le nombre des missionnaires européens y était de 715 et celui des prêtres indigènes de 689.

Actuellement, la mission du Maduré possède à elle seule plusieurs centaines d'écoles et d'églises, plus de 2.000 jeunes Indiens fréquentent son collège de Trichinopoli.

Les journaux catholiques anglo-indiens parlent avec admiration de l'œuvre que poursuit un brahme catholique, très instruit et

très dévoué, nommé Sannyasi, soit par des conférences, soit par la publication (à Hyderabad) du recueil philosophique mensuel *Sophia* dont les articles sont très habilement calculés pour appeler à lire les plus intelligents et les plus réfléchis de sa caste.

Le nombre relativement faible des conversions — vu la population de l'Inde—peut s'expliquer par l'énorme proportion de personnes illettrées qui existent dans ce pays. En dix ans, de 1881 à 1891, toujours d'après les statistiques anglaises, cette proportion n'est descendue que de 95,20 à 94,44. Chez les femmes, l'ignorance est à peu près universelle. Dans les deux communautés qui, presque à elles seules font l'Inde, hindouisme et islamisme, le nombre des illettrées est presque de 100 0/0, et l'on comprend la conclusion des écrivains modernes, aussi désespérante que celle de l'abbé Dubois en 1823, qu'en dépit des missionnaires de tous les cultes, le foyer domestique et l'éducation des enfants en bas âge sont pour longtemps fermés à un esprit nouveau.

Il est impossible cependant de ne pas remarquer que si, dans ces fâcheuses conditions, les conversions individuelles sont difficiles, les conversions en masse peuvent, le moment venu, mieux effectuer que dans un milieu plus cultivé et plus raisonneur. Et c'est ce qui donne un intérêt particulier aux quelques conversions de brahmes obtenues dans ces derniers temps au Maduré par les Jésuites. car, si les corps des brahmes, la caste dirigeante de l'esprit indien était sérieusement entamé, nul ne saurait prévoir la transformation religieuse qui pourrait s'opérer dans ce pays.

(A suivre).

A. MAZON.



# MONOGRAPHIE

## *DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS*

---

### GROSPIERRES ET COMPS

#### I

Sur la rive droite de la rivière de Chassezac qui en fait la limite au nord, s'étend la paroisse de Grospierrre, bornée au midi par une chaîne de montagnes parallèles à la rivière, limitant au levant avec Sampzon et au couchant avec Comps. Cette arrête montagneuse d'une médiocre élévation la sépare des paroisses de Vagnas, Barjac et Bessas.

La plaine seule est habitée et à part quelques agglomérations de maisons, la population est presque toute groupée autour de l'Eglise, située à peu près au milieu de la paroisse.

Un tiers environ du territoire en plaine est cultivé, les deux autres tiers, couverts de taillis de chênes.

Le sol des coteaux est calcaire, la plaine au bas de ceux-ci est argilo-calcaire et la partie qui longe la rivière, très fertile, est formée par les alluvions séculaires de la rivière. Celle-ci à cause du peu de profondeur de ses berges et de sa faible pente, déborde souvent, couvrant les terres de limon, mais par contre sous les grandes crues, par de capricieux changements de lit, elle emporte souvent de larges bandes d'excellentes terres. Presque tous les étés elle est à sec, les eaux se perdant dans les sables et ne sortant qu'au delà des limites de la paroisse vis-à-vis St-Alban et Auriolles. Dans un certain endroit la rivière est étranglée entre des roches calcaires, cavernueuses dans lesquelles on a trouvé plusieurs squelettes de l'ours des cavernes, mêlés avec des débris fossiles de divers animaux. (*Ursus Spelunca*).

Autrefois cette paroisse était riche en blé, chanvre, mûriers, vignes, oliviers, noyers. Aujourd'hui ces produits ont ou disparu ou périclité, comme partout.

Ses bois produisaient des truffes excellentes, et les lièvres, perdreaux, diverses sauvagines, renards, fouines, bléreaux, abondaient. Au xvi<sup>e</sup> siècle, lorsque les bois étaient de hautes futaies, produisant des glands, ils nourrissaient des cerfs et des sangliers ; les premiers disparus faute de nourriture et les seconds détruits eu commencement de notre siècle.

Le chemin de fer du Teil à Alais, traverse tout le territoire de la paroisse, sur lequel se trouve une gare. La paroisse fait partie du canton de Joyeuse, ainsi que celle de Comps, qui toutes deux ne forment qu'une commune. La population est d'environ 1,500 âmes, toute catholique, laborieuse et animée des principes conservateurs.

Un peu au couchant de l'église et au bas du coteau, il sourd une grosse source d'une sorte d'entonnoir pierreux, d'où le nom de la paroisse : Gurgite Petra, Gourd, Gouffre de Pierre, anciennement Gourpierre, puis Groupierre et enfin Grospierres. Cette source forme un petit ruisseau qui actionne un moulin, arrose les terres de Bournet et va se perdre dans Chassezac.

## II

Grospierres, fit depuis 1446, partie de la baronnie de Joyeuse, puis du Duché et n'eut pas d'autre seigneur jusqu'à la Révolution.

Le 10 octobre 1786, Joseph Richard, acheta lors de la vente des biens du Duché de Joyeuse, les droits seigneuriaux, cens et rentes de Grospierres, St-Alban, ensemble le château de Baume-fort et la terre de Bourbouillet, au prix de 77,283 livres par acte reçu Comte notaire de Joyeuse.

Sur le penchant du coteau qui domine l'église, un peu au couchant, on voit les ruines d'un très ancien château, qu'on appelle aujourd'hui le Chastelas.

Il fut la demeure d'une famille du nom de Grospierres, dont on ne connaît que quelques membres vivant sûrement du xiii<sup>e</sup> siècle à la fin du xiv<sup>e</sup> et bien probablement avant.

Odilon de Grospierres et Pons de Grospierres signent comme témoins l'acte des libertés et privilèges de Joyeuse, le 8 des ides de juin 1237. Puis Odilon est dit décédé en 1250.

En 1273, le sénéchal de Beaucaire donna aux coseigneurs de



Naves, les fiefs provenant de dons du Roi, que tenaient Alexie et Reymonde de Gravières, femmes de Guilhon et Dalmas de Groupière.

Le 15 août 1333, Richard de Groupière rendit hommage à Henri de Villars, évêque de Viviers pour son château et terres de Groupière.

Le 16 novembre 1375, Richard de Groupierre agissant au nom de son frère Reymond, comme fils et héritiers de feu autre Reymond, passe un compromis avec Pierre Augier, etc.

En 1400 le 15 juin eut lieu une transaction entre noble Bertrand de Grospierres (de Gurgite Petra) coseigneur du château et mandement de Bec de Jun, fils et héritier de noble homme Bertrand de Grospierres, chevalier, et Eymeric de Tarand et autres, et sa femme Guysette de Berengier fille de Guillaume, jadis coseigneur de Bec de Jun, etc. (1).

Le 20 mars 1446, devant Gervais Demidié, noble Jeanne de Lonet femme de Louis de Joyeuse, achète les châteaux et seigneuries de Grospierres et de Bec de Jun, pour la somme de deux cents moutons d'or, de noble Pierre du Peit, sgr de Malmeyrac, terres dont il avait hérité ou acheté des Grospierres, sans doute tombés en quenouille. Et ainsi pour plusieurs autres actes, dont le dernier de l'an 1449 est un achat par Pierre Monteil, de Grospierres, à noble Anne de Grospierres, veuve de noble Jean de Montjeu, sgr de Chassagne (R. Garnier n<sup>re</sup>).

Une famille noble du nom de Bournet (Borneti) paraît être originaire de Grospierrre, et avoir habité le mas de Bournet, non loin de l'église.

Le premier connu est Guillaume de Bournet notaire, qui reçut en 1453 un acte de reconnaissances faites à noble Pons de Brison. Il eut de sa femme Guillemette, sept enfants, entre autres François qui fut prieur de Grospierres et de St-Pancrace ; exécuteur testamentaire de son père. Noble Anne de Bournet sans doute sœur de Guillaume, épousa vers 1450, Pons d'Agulhac sgr de Baumefort.

Guillaume II succéda à son père suivant son testament de l'an 1460. Son fils Aimé (alias André), épousa Françoise de Montjeu.

(1) Voir généalogie de Grospierrre.

Ils laissèrent six enfants, entre autre Guillaume III qui épousa Honorade de la Garde de Chambonas, dont quatre enfants, entre autres Jean dit le capitaine de Bournet, dont le fils Etienne, habitait St-Paulet-le-Caisson où il fit souche.

Guillaume IV fils de Guillaume III, fut le dernier mâle de sa famille. Il épousa Blanche d'Anjoules qui lui donna deux filles et qui se remaria encore deux fois.

Honoradé l'ainée, épousa le 5 février 1584 Gabriel Chabaud, et Marguerite la cadette, épousa le 9 avril 1591 Claude Barthélemy, régent de Faugères, dont les descendants ajoutèrent à leur nom celui de Bournet (1).

Gabriel Chabaud, d'une famille de Barjac, vint après son mariage demeurer à Bournet et s'en qualifia sgr. Il testa en 1615, nommant ses dix enfants, et mourut avant 1630. Sa veuve par acte du 11 décembre 1646 partagea les biens de Bournet avec sa sœur.

Jean Chabaud fils aîné épousa en 1625 Gasparde de Vincens, fille de noble Etienne, cosgr de St-Marcel-d'Ardèche, dont le fils Joachim Chabaud sgr de Bournet et de la Broutière, fut lieutenant de juge à Grospierres et servait en 1653 dans le régiment de la Fare. Il épousa en 1671, Catherine Privat, de laquelle il eut trois filles :

1° Catherine dame de Bournet, épousa en 1690 noble Jean d'Alamel.

2° Thérèse, mariée à noble Charles de Reymond de Modène, fils de Scipion et d'Hélis de Vachier.

3° Jeanne, mariée en premières noces à Henri de Sorbières fils de Samuel, et en deuxième à noble Louis Français de Reymond de Modène, frère de Charles (2).

Ces deux sœurs n'ayant pas d'enfant, testèrent en faveur de leur sœur aînée qui se trouva maîtresse de toute la terre de Bournet.

(1) Voir généalogie de Barthélemy, des Chadenèdes et Bournet.

(2) Samuel Sorbière, né protestant, se maria en Hollande en 1646. Revenu en France il fut principal du collège d'Orange en 1650, se fit catholique à Vaison en 1653. Le pape Alexandre VII et Louis XIV lui firent des pensions à cause de ses ouvrages. Il mourut à Nantes le 9 avril 1670. Henri son fils naquit à la Haye, se maria à Grospierres, et n'ayant pas d'enfant, testa le 8 juillet 1681 en faveur de Jeanne Chabaud sa femme. Ce fut de son vivant que les Camisards, incendièrent la maison de Bournet et toutes les archives.

Les d'Alamel famille noble, originaire de Johannas, dont un membre, Jean d'Alamel, épousa le 16 janvier 1690, Catherine Chabaud dame de Bournet, héritière de sa famille, dont les descendants prirent le nom de Bournet et s'y établirent.

Jean Louis d'Alamel de Bournet, assista à l'assemblée de la noblesse à Villeneuve-de-Berg en 1789, et victime de la Révolution fut exécuté le 6 ventose an II, (16 mars 1794).

Jean André son fils, officier, fut comme son père exécuté à Paris, le 29 messidor an II (17 juillet 1794).

Le neveu de ce dernier, Edouard Joseph, Père Jésuite, mourut au Maduré le 19 juin 1840.

Le représentant actuel de la famille, le soutien de toutes les bonnes œuvres de sa paroisse, M<sup>re</sup> Arsène de Bournet, a plusieurs enfants de son mariage, avec M<sup>lle</sup> de Lafarge. Il a fait construire près de l'ancienne maison de Bournet un beau château où il demeure.

Le frère de celui-ci, Louis Joseph, lieutenant d'artillerie, périt glorieusement à Reichoffen en 1870.

Nous trouvons aussi à Grospierres un rameau de la famille des Arcis, originaire de la paroisse de Meyras. Comme depuis Hugues des Arcis vivant en 1349, alliés aux Veyrier, Nicolay, Forest, Peyre, Chanaleilles, Berne etc. La brance de Bonnet est encore représentée.

### III.

A peu de distance de l'église et à mi côteau, il existe une très ancienne chapelle, appelée Notre-Dame-des-Songes. D'après la tradition elle aurait été fondée par suite d'un vœu fait à l'époque des Croisades, par un membre de la famille de Grospierres, sgr de Bournet. Elle a été restaurée il y a peu d'années par les soins de Messieurs de Bournet.

L'église paroissiale est sous le vocable de Notre-Dame de l'Assomption et croit-on, anciennement, sous celui de saint Pancrace. Le clocher en forme de tour carrée, est surmonté par une statue de Notre-Dame, qui se voit de très loin.

On possède peu de documents sur les prieurs et curés.

Le nom de cette paroisse n'est mentionné dans aucune des donations d'églises faites à l'église de Viviers.

1460, 7 mai. Sgr François Borneti, prieur de Grospierres est témoin d'un acte passé par Roberti, notaire. (Voir St-Alban-sous-Sampzon).

1559, 23 février. Hommage au vicomte de Joyeuse par M<sup>re</sup> Jean Pierre, prieur de Grospierres, pour toutes les rentes et censes qu'il tient pour raison dudit prieuré, dans son mandement et ailleurs. (Duserre, n<sup>re</sup>).

1644, 20 novembre. Mise en possession de la chapelenie fondée par feu Gabriel Dufare : curé de Vagnas, située dans la paroisse de Grospierres dont le service a toujours été fait dans cette église par feu M<sup>re</sup> Jacques Toulouse, curé de Chandolas, jadis possesseur d'icelle ; pour M<sup>re</sup> Paul Darrasse, prêtre de Saint-Paul-Trois-Châteaux, installé par M<sup>re</sup> Pierre de Gasques, prieur et curé de Crospierres, en présence de Louis d'Alamel, sgr de Bournet. (Bérard, n<sup>re</sup>).

Nous le croyons fils d'Henri de Gascon et d'Hélix de Bournet et grand oncle du futur prieur de Grospierres.

1645. M<sup>re</sup> G. Maurin était prieur de Grospierres. Il l'était encore le 2 janvier 1664, suivant transaction qu'il passa avec Antoine Barthélemy, de Payzac, avocat au Parlement, pour un procès au Parlement de Toulouse à raison de la maison presbytérale que ledit Maurin avait commencé à faire construire contre l'église. (Mourgues, n<sup>re</sup>).

1675, 4 décembre. « Visite de l'église par M<sup>re</sup> Monge. Il y avait « autrefois au *château* de Grospierres, une chapelle alors presque « ruinée, en l'honneur de St-Pierre, et à quelques centaines de « pas dudit château, sur le grand chemin, une chapelle en bon « état, dédiée à Notre-Dame-des-Songes, bien blanchie, voutée, « couverte. Pas de fondation, mais seulement quelques messes « de dévotion. La dime se lève au douzain. M<sup>re</sup> Guillaume Maurin, curé depuis trente ans ».

1703, 23 mars. Quittance par M<sup>re</sup> Jean Toulouse, prieur de Grospierres. (Bouvier, n<sup>re</sup> de Viviers).

M<sup>re</sup> Jacques Gache, curé depuis le commencement de l'année 1714.

1714, 20 juillet. M<sup>re</sup> Jacques Gache, prieur, curé de Grospierres, professeur de la chapelle de la Stc-Vierge en l'église de Rosières,

fondée par M<sup>re</sup> Gabriel Tabonet, acolyte de Joyeuse en son testament du 9 avril 1698. (Duroure, n<sup>re</sup> de Largentière), résigne ladite chapelle en faveur de M<sup>re</sup> Antoine Guigon, prêtre de Saint-André-Lachamp. (Garcin, n<sup>re</sup>).

1723, 18 juin. Ledit Jacques Gache, prieur et coseigneur de Grospierres, est témoin du testament de Marie-Victoire de Rochefort, veuve de Charles de la Garde de Chambonas, fait dans la maison claustrale de Grospierres. (Marron, n<sup>re</sup>).

1732, 9 février. Noble Pierre de Gascon, prêtre, prieur de Grospierres est présent au mariage de Jean-Baptiste de Gascon, son frère, avec Marie Motte. (Laforest, n<sup>re</sup>).

Nous croyons qu'il était longtemps avant cette date curé mais non encore prieur de Grospierres.

Il se nommait Pierre-François, né à Joyeuse le 13 novembre 1686, fils de noble Guillaume de Gascon, coseigneur de Beaulieu et de Marie Gache. Il eut pour parrains, Pierre Gache et Françoise de Gigord, baptisé ledit jour par le Révérend Père Saurin, prêtre de l'oratoire, curé de Joyeuse.

Il fut un poète facétieux, qui a laissé un grand nombre de poésies tragi-comiques et de contes, soit en français soit en patois. Quelques unes ont été imprimées, mais la plus part manuscrites sont perdues.

Nous avons une tragédie intitulée : *Absalon* et une autre pièce sans titre, qui paraît être une pastorale.

Nous ne savons en quelle année il mourut.

1779. M<sup>re</sup> Blaise Toulouse, curé de Grospierres, nous a laissé son testament qui est intéressant, du 1<sup>er</sup> juin 1781.

1782, 23 mars. Ouverture du testament de M<sup>re</sup> Blaise Toulouse devant Bérard, notaire et les parents assemblés : Marthe Toulouse, de la Roche ; Thérèse Toulouse, épouse Darasse ; Jacques Toulouse, prieur actuel de Grospierres, neveu du testateur, etc. Par lequel testament mystique, il donne aux pauvres de la paroisse *sept mille deux cents trente six livres*, à lui dûes par Jean-Baptiste Tourre, de la Roche de Chandolas, dont la distribution se fera par les soins du s<sup>r</sup> prieur futur et de son héritier. En plus donne aux pauvres, tous les menus grains qui se trouveront dans son grenier et aux pauvres de Sampzon et surtout au quadruple à la

famille Chautard. A la confrérie du Saint-Sacrement 160 livres, à Notre-Dame-des-Songes pour l'agrandir, s'il ne l'a déjà fait, 200 livres, à Balthazard Toulouse, son neveu, procureur au sénéchal de Nîmes 2.000 livres, à Thérèse Darasse, sa nièce, mille livres, à Marguerite François, sa gouvernante, outre ses gages, une pension de 50 livres, fait héritier universel son neveu Jean Toulouse, de la Roche. A fait écrire son testament par une personne de confiance, ne le pouvant lui-même, qu'il a pu néanmoins parapher à Grospierres le 1<sup>er</sup> juin 1781. Verbal, signé, Jean-Joseph Toulouse, notaire de Joyeuse.

Le 9 juin 1780, Codicile du même, disant ayant fait le 2 dudit mois, un legs à M<sup>re</sup> Jacques Toulouse, prieur de Sampzon et son résignataire. Lèguant à M<sup>re</sup> Joseph Toulouse, prêtre, prieur d'Aigneze son neveu, une terre. (Taulelle, n<sup>re</sup>).

Par un deuxième testament du 1<sup>er</sup> juin 1781, reçu Bérard, n<sup>re</sup>, il modifie le premier. Donnant aux pauvres de Sampzon, son ancienne paroisse, une obligation de pension de 600 livres due par Antoine Charousset, de la Boudène. Le reste de même.

Il mourut le dernier février 1782, son neveu Jacques Toulouse, lui ayant déjà succédé.

1784, 1<sup>er</sup> mai. Prise de possession par M<sup>re</sup> Reymond Meynier, prêtre, secrétaire de la Cour épiscopale de Viviers, originaire de Joyeuse, de la cure de St-Pancrace (*sic*) de Grospierres. Installé par M<sup>re</sup> François d'Alamel de Bournet, prêtre, prieur de Saint-Alban-sous-Sampzon. (Marron, n<sup>re</sup>).

Il était fils d'André Meynier, marchand de Joyeuse et de Magdeleine Barrot, baptisé le 20 octobre 1748.

1784, 24 août. Résignation par M<sup>re</sup> Jacques Toulouse, prieur, curé de St-Pancrace de Grospierres, chapelain de Ste-Catherine en l'église de Valvignières (St-Symphorien) et de la chapelle du St-Esprit en l'église de St-Laurens d'Aubenas. Lequel malade résigne son bénéfice de prieur-curé de St-Pancrace de Grospierres et autres chapelles en faveur de M<sup>re</sup> Joseph Toulouse, prêtre, curé de Notre-Dame-du-Verger de Valvignères, son frère. (Marron, n<sup>re</sup>).

Cette résignation ne dut pas être acceptée puisqu'on a vu que déjà quatre mois avant, M<sup>re</sup> Reymond Meynier était installé à Grospierres.

1792. Ledit Reymond Meynier, curé de Grospierres, déclare le 10 germinal an II (30 mars 1794) qu'il a cessé ses fonctions depuis deux mois.

Revenu dans sa paroisse après la tourmente, on le voit donner en 1810 et 1813 des certificats de publications de mariages pour Rosières.

## COMPS

La paroisse de Comps est contigue du côté du couchant à celle de Grospierres, les deux ne formant qu'une commune. Même situation topographique, bornée au nord par la rivière de Chassezac et au midi par la même chaîne de montagnes boisées et au couchant par Beaulieu. Le chemin de fer la longeant dans tout son territoire.

Le village de Comps est situé sur un mamelon dominant la plaine. Population, 200 âmes.

Comps fit toujours partie de la baronnie de Joyeuse jusqu'à la vente des biens du Duché. Ces seigneurs y possédaient un castelet, rendez-vous de chasse et quelques terres, nommé la Selve, qui furent achetés en 1787 par M<sup>re</sup> Chanac, Cadet, au prix de 44,250 livres, aujourd'hui habité par ses descendants.

Au pied de la montagne, dans un replis de terrain, au lieu appelé Rouret (lieu couvert de rouses, chênes), il existait d'après la tradition, un monastère de Bénédictins. On croit qu'à une époque fort ancienne, le couvent de St-Maurice du même ordre, situé à la cime de la Serre de Barjac, paroisse de Beaulieu, qui manquait complètement d'eau ; aurait été transféré à Rouret, tout près de la belle source de Regourdet.

Aujourd'hui ce lieu a été transformé en un oasis par les importants travaux qui y a fait M<sup>re</sup> Froment, qui y demeure.

Comps sous le vocable de St-Prix, vulgo St-Prieys, était un prieuré fort ancien, dépendant de l'abbaye de Cluny.

Ce serait croit-on avec les ruines du monastère de Rouret, qu'aurait été bâtie l'église actuelle.

Serait-ce la même que *Roureto* dont il est question dans la Bulle du pape Clément IV (1259).

Il est dit aussi que Léger, évêque de Viviers (1096-1107) donna à Hugon, prieur de Ruoms, l'église de Conchis, (Comps).

L'église est fort petite et pauvre. L'histoire des prieurs et curés est peu connue.

1619, 16 septembre. M<sup>re</sup> Michel Ancelin, prieur de Cons (*sic*), est témoin et signe le codicile de Mgr de l'Hostel, évêque de Vivers, au Bourg-St-Andéol (Labornhe n<sup>re</sup>).

1661, 21 juin. Arrentement par M<sup>re</sup> Antoine Massis, prieur de Comps, curé de Mélas (Espiard n<sup>re</sup>).

1675... septembre. Visite de l'église par M<sup>re</sup> Monge. « Elle est « fort ancienne, petite, carrée et rongée en bas, pauvre, la dime « donne à peine de quoi vivre. »

1679, 12 juin. Permutation de cures en M<sup>re</sup> Claude Chaumel, curé de Mercuer, et M<sup>re</sup> Jean Allemand curé de Comps, (Chalabreysse n<sup>re</sup>).

1704. M<sup>re</sup> Jean Valette, nommé curé de Comps, l'était encore en 1714.

1704, 6 septembre. Testament de M<sup>re</sup> Noël Mounier, prieur de Comps, en faveur de Claude Mounier, son neveu habitant à Nieigles (Chanac n<sup>re</sup>).

1730, 3 mai. Testament de M<sup>re</sup> Esprit Boisson, prieur de Comps. Veut être inhumé en ladite église au tombeau de ses prédécesseurs. Lègue aux pauvres de la paroisse, deux cartals de blé consegnail. Veut que son bien soit partagé entre André Brun, de St-Remèze, son neveu, et Marguerite Boisson, sa sœur, et fait son héritier, Jean Antoine Boisson, de St-Remèze, son frère (Bérard n<sup>re</sup>).

1759. M<sup>re</sup> Etienne Tibon, prieur de Comps, devait être fils de Philippe Tibon et de Gabrielle de Vachier, et neveu d'Antoine de Vachier, prieur de Payzac.

1771, 29 octobre. M<sup>re</sup> Etienne Dominique Chaussy, prieur, curé de Comps, assiste à un mariage, reçu Fabre n<sup>re</sup>.

1774, 24 août. Assignation donnée à M<sup>re</sup> Chaussy, curé de Comps, à propos du droit de dime qu'il prenait sur le millet.

V<sup>te</sup> L. de MONTRAVEL.





## AU LECTEUR

---

Dans son rapport sur l'état de la paroisse de Lavoulte, M. Monge, délégué par Mgr de Suze, évêque de Viviers, pour visiter les églises du diocèse, a écrit ces quelques mots sur trois chapelles de notre ville : « En ce qui concerne les chapelles des Pénitents, de Notre-Dame et de Saint-Nicolas, qui sont hors de ladite église dans la ville et au fauxbourg, nous avons défendu sous peine d'interdit, d'y admettre aucun pretre passant pour y dire la sainte messe, sans permission expresse du curé de la paroisse, ou de celui qui tient sa place en son absence. Donné audit Lavoulte le dernier jour du mois d'octobre mil six cent soixante et quinze. — Monge, pretre et comm<sup>re</sup>, signé. »

Parlant d'un siècle plus tard, M. Rousset a, de son côté, laissé dans ses notes manuscrites les lignes suivantes : « La ville de la Voute a au-dessous du château une petite chapelle des Pénitents de Gonfalons où sont environ soixante confrères. Les Pères Augustins en sont les aumoniers ; elle fut fondée en mars 1600, et les premiers confrères furent de la maison de Lévy : l'archevêque de Bourges, l'évêque de Mirepoix, le seigneur duc de Ventadour et le duc d'Amville de la maison de Montmorency. Cette chapelle est en vases sacrés, ornements, tabernacle, etc., fort bien décorée, et l'office s'y fait régulièrement et solennellement tous les jours de fêtes qui leur sont propres, comme l'anniversaire de la Vierge, de sainte Madeleine, patronne de l'église, la bénédiction du Saint-Sacrement tous les premiers dimanches du mois à la messe et à vêpres, et on y fait les 40 heures les trois derniers jours du carnaval. »

En lisant pour la première fois ces courtes indications, la pensée nous vint de consacrer au souvenir de ces chapelles une notice plus étendue. Hélas ! nos recherches ont été peu fécondes en résultats. Sur ce qui regarde les chapelles de Notre-Dame et de Saint-Nicolas, nous ne savons guère autre chose que ce qu'on trouve dans notre « *Cartulaire du couvent des Augustins à Lavoulte-sur-Rhône* ». Aussi, en attendant que l'avenir nous fournisse des

renseignements nouveaux et nous permette de compléter notre travail, nous ne parlerons présentement que de la chapelle des Pénitents, ou plutôt de la confrérie pour laquelle on l'avait construite. Il n'est pas possible en effet de s'occuper longuement de la chapelle elle-même. Modeste d'architecture et de dimensions, bâtie en l'année 1600, elle n'a pas d'histoire spéciale ; si elle eut à subir de légères modifications, avant de devenir une maison profane, elles seront indiquées par le registre que nous allons publier. Elle mesurait environ 10 mètres à sa plus grande hauteur ; sa nef unique avait 5 mètres de largeur et 12 mètres de longueur ; sa toiture était à deux pentes dont l'inclinaison est marquée par une charpente encore conservée. La porte à plein cintre est aujourd'hui murée à moitié et l'on n'a laissé qu'une étroite entrée d'habitation ouvrière ; au sommet de l'édifice, à droite de la porte, est une fenêtre ronde ; cette chapelle est située en face la fontaine publique de la rue de la Meille et appartient aux familles Vercasson et Deval.

On y a trouvé des ossements humains, et la chose n'a rien d'inexplicable puisque les recteurs de la confrérie des Pénitents recevaient l'honneur d'être inhumés dans cette chapelle, ainsi que nous l'apprend le registre : « Ce jourd'hui vingt-unième octobre année 1733 a été chanté solennellement l'office des morts et une grande messe pour le repos de l'âme du fr. Jean Annet Grégoire, notaire royal, lieutenant-général du comté de Lavoulte et chasteillon de Beauchastel, décédé le 17<sup>e</sup> du présent mois étant recteur de la présente confrairie. En considération de quoy il a été inhumé le 18<sup>e</sup> du courant, du consentement de tous les confrères dans le milieu de la nef de la présente chapelle. » — Le vendredi, 4<sup>e</sup> juin 1773 est décédé le fr. Jean-Jacques Rast, docteur en médecine, recteur de notre confrérie, il a été enterré le lendemain dans cette chapelle. »

Nous n'avons pas de détails sur les cent premières années de cette confrérie ; le registre qui va suivre est le seul document que nous possédions. Il fait partie des archives paroissiales et porte à l'intérieur de sa couverture le nom de « Monsieur François Decurty », il contient les délibérations ainsi que l'obituaire des confrères jusqu'à la date du 5 avril 1841, jour du décès du

frère Bourgeat. Quoiqu'il ne remonte qu'à l'an 1713, il renferme des détails assez intéressants pour que nos compatriotes nous pardonnent de le leur communiquer.

Nous avons supprimé les noms des confrères comme inutiles à notre but et quand une question a été soumise à la délibération de la confrérie, nous nous sommes contenté, afin d'éviter la répétition des mêmes mots et des mêmes choses, d'indiquer qu'elle avait été acceptée ou rejetée.

Il est bon de rappeler que cette confrérie de séculiers est très ancienne ; on dit même qu'elle fut la première et le modèle de toutes les autres. Elle fut établie par quelques citoyens romains auxquels « Saint Bonaventure prescrivit vers l'an 1264 une forme particulière de prières, leur enjoignant de dire tous les jours vingt-cinq fois l'oraison dominicale, la salutation angélique, avec l'antienne des morts *Requiem æternam*. » Ils devaient aussi s'engager à se confesser et à communier trois fois l'année. Le saint fondateur plaça l'association sous le patronage de la Sainte Vierge et donna aux confrères le nom de « *Recommandés de la Sainte Vierge* ». Mais comme sur la bannière qu'ils portaient aux processions était l'image de la Sainte Vierge leur patronne, on attribua bientôt à l'association le titre de « Société du Gonfalon ou Gonfalon, mot formé de l'italien *confalone* qui signifie, bannière, étendard. Remarquons toutefois que le *Gonfanon*, *Gonfalon*, *Confanon*, ou *Confalon* est une bannière d'église à trois ou quatre fanons ou pièces pendantes et aboutissantes, non pas en carré comme les bannières simples mais en pointes à demi rondes. Leur costume fut un habit blanc avec la croix rouge et blanche dans un cercle sur l'épaule ; il consistait en une robe de toile ou de serge appelée *sac*, serré avec une ceinture. Un capuchon pointu couvrait le visage du confrère ; il y avait seulement deux ouvertures pratiquées à l'endroit des yeux. Ce vêtement leur valut le nom de *Pénitents blancs*.

En 1576, le pape Grégoire XIII confirma cette *Société du Gonfalon*, dites des *Pénitents blancs*, et lui concéda plusieurs privilèges et indulgences. « Trois ans après, savoir le 26 avril 1579, il l'érigea en archiconfrérie et lui permit de s'agréger d'autres confréries. L'an 1583, il lui donna le soin de délivrer des chrétiens

esclaves des infidèles, et permit de faire des quêtes pour ce sujet; le pape Sixte V fixa même un revenu pour cela. »

Des confréries s'établirent un peu partout, s'agrégeant à l'archiconfrérie de Rome et « toutes portaient sur leur sac un écusson où l'on voit l'image du patron ou la livrée de la paroisse à laquelle elles appartenaient. »

Le costume se modifia légèrement dans la suite ; la croix rouge et blanche fut supprimée du sac, la pointe du capuchon, au lieu de couvrir le visage, fut rejeté sur le dos, et par là même disparurent comme inutiles, les deux ouvertures pour les yeux. C'est ainsi que nous voyons se vêtir les pénitents blancs actuels de nos paroisses.

Il y eut d'autres confréries de Pénitents qui changèrent la couleur de leur habit et, d'après la couleur qu'elles choisirent, on les appela Pénitents bleus, Pénitents noirs, Pénitents gris, etc.

Les plus hautes personnalités paroissiales se faisaient un honneur d'appartenir à ces confréries. Les seigneurs et leurs officiers ne craignaient pas de prendre rang dans une association où la piété les abaissait au niveau modeste des vassaux, leurs confrères. Et le lecteur se souvient sans doute que, en 1586, Henri III, roi de France, ayant assisté à une procession des Pénitents blancs d'Avignon, se fit recevoir au nombre des associés, et que, quelques années après, il institua à Paris une pareille confrérie dans l'église des Augustins sous le titre de l'*Association de Notre-Dame*. Tous les favoris du roi et les seigneurs de la cour s'engagèrent dans cette confrérie et assistaient aux processions revêtus de l'habit des Pénitents, à l'exemple du roi.

Autres temps, autres mœurs. La foi a tellement faibli, que ces costumes de pénitence font naître aujourd'hui un sourire de moquerie sur bien des lèvres, et que, là où elles existent encore, ces confréries sont plus ou moins languissantes et se recrutent à grand peine. A Lavoulte, la confrérie des Pénitents blancs du Confalon a disparu depuis la construction de la nouvelle église : nous le regrettons d'autant plus vivement qu'aucune autre association d'hommes ne l'a remplacée.

---

# CONFRÉRIE

DES

## PÉNITENTS BLANCS DU CONFALON

à LAVOULTE-SUR-RHONE

---

L'an mil sept cent treize et le septième jour du mois de may à l'issue des vêpres, dans la chapelle des pénitents blancs du Confalon de cette ville de La Voulte, en présence des confrères icy assemblés, a esté représenté par le frère Jean-Antoine Roche, recteur de ladite confrérie que le sixième juin de l'année mil six cent nonante sept, il fut pris une délibération dans notre chapelle sur une simple feuille de papier volante touchant les articles suivants tous tirés de nos statuts, qu'il requiert de renouveler et relever dans le présent livre, et y joindre quelques autres articles aussy tirés de nos statuts, qu'il requiert de renouveler et relever dans le présent livre, et y joindre quelques autres articles aussy tirés des statuts pour éviter le relâche qu'il y a dans notre confrérie de la part de plusieurs des confrères par leurs fréquentes absences, aymant mieux s'aller promener là et là, estre dans un cabaret ou chez eux, sans aucune affaire qui puisse les en dispenser, au préjudice et mépris de nos Saints-Offices et statuts ; et comme il est nécessaire de pourvoir à ce relâche et tâcher de faire observer ponetuellement nos Saints Statuts pour que tous les confrères fassent leur devoir, comme nous nous sommes obligés et avons promis par serment lors de notre réception à ladite confrérie ; et pour ce, ledit frère Roche. recteur, requiert qu'il soit tout présentement délibéré sur les choses suivantes comme il sera trouvé à propos pour éviter l'abus et scandale que l'on peut donner à tout le monde ne faisant pas notre devoir, et nous attirer en observant nos Saints Statuts l'honneur et la gloire de Dieu et de la glorieuse Vierge Marie notre patronne.

Premièrement. — A esté délibéré qu'aucun confrère ne pourra

s'absenter des offices, processions, enterrements et autres assemblées sans avoir des excuses légitimes que lesdits confrères qui se sont absentés feront savoir au Recteur ou Soubz-Recteur soit par un billet ou par la voye de quelque autre confrère, s'ils ne le peuvent faire eux-mêmes ; et pour ceux qui manqueront d'assister auxdits offices sans avoir des excuses légitimes, ils seront marqués par le portier et tenus de luy payer un sol pour chaque fois qu'ils manqueront, que ledit portier mettra dans le tronc placé à costé de la porte pour ce sujet lorsqu'ils entreront dans ladite chapelle ; et pour ceux qui manqueront Vêpres et complies, ils ne payeront que 6 deniers, lesquels absens ne pourront entrer dans la tribune qu'ils n'aient payé leurs multes et amendes qui seront faites pour le plus tard un mois après, lesquels estant revenus dans ladite chapelle seront tenus de dire à genoux suivant nos statuts les prières qui sont après les sept psaumes pénitenciaux qui commencent par « *Veni Sancte Spiritus* » pour que le Seigneur les illumine de son Esprit et qu'ils se rendent plus assidus ; que si quelque confrère manque ledit mois entier d'assister auxdits offices et assemblées, après avoir payé leurs d. amendes ils seront soufferts encore un autre mois tout au plus, passé lequel le portier en avertira le Recteur lequel le fera rayer sans autre formalité, et son sac et livre restera au profit de la chapelle.

Et parce que plusieurs confrères sortent de la tribune et se désabillent avant le Recteur, même avant que les Oraisons soient finies, a esté résolu et délibéré que nul confrère ne pourra se désabiller avant le Recteur, et que les Oraisons ne soient finies, à moins que led. Recteur ne l'aye permis, et que si quelque confrère veut sortir de la tribune pendant les offices ou messes, soit qu'il soit demandé ou qu'il aye d'autres affaires, il sera d'obligation avant de se désabiller de demander la permission au d. Recteur. autrement il est enjoint au portier de ne les laisser sortir sans lad. permission.

Et comme il y a plusieurs confrères estant dans la tribune pour assister aux offices et messes négligent de prendre leurs sacs, ce qui est contraire à nos statuts, a esté délibéré qu'aucun confrère ne pourra s'exempter de prendre son sac dès qu'il sera

entré dans la tribune après avoir fait sa prière, devant l'autel, excepté les incommodés et vieux qui ne peuvent le faire lesquels seront pourtant obligés de le demander au Recteur et s'il y a quelque confrère qui refuse, étant averty par un des maîtres de cérémonie de prendre son sac une fois, deux fois, à la troisième il sera chassé et rayé de lad. confrérie. Son sac et livre resteront comme dessus au profit de la chapelle.

Et comme il n'y a rien qui attire tant la dévotion que de fréquenter les Sacraments, a esté délibéré que tous les confrères et confréresses se confesseront et communieront dans la chapelle les jours de l'Annonciation de la glorieuse Vierge-Marie le vingt-cinquième de mars, et le jour de la Madeleine le vingt-deux de juillet, et les autres bonnes festes de Notre-Dame.

De même a esté délibéré conformément à nos statuts que si quelque confrère sçait qu'il y en aye deux ou plusieurs de la confrérie qui ayent querelle ensemble, il sera tenu d'en avertir le Recteur ou vice Recteur qui leur assignera un terme pour se réconcilier pendant lequel temps ils pourront entrer dans la chapelle; et si le terme passé ils ne sont réconciliés, celui qui aura fait refus sera chassé.

A l'égard de ceux qui n'entrent point dans la tribune, a esté délibéré que le Recteur ou sous-recteur leur parleront ou leur feront parler pour savoir les causes de leur absence pour tâcher d'y remédier et les obliger à faire leur devoir, et ne le voulant ils seront rayés conformément à nos statuts.

Et parce qu'il y a plusieurs confrères qui refusent le payement de leurs cottes et pentions le pouvant faire, a esté délibéré qu'aucun chacun payera sa cotte et pention en deux payements égaux pendant l'année sans attendre qu'on la leur demande, savoir le premier payement à Notre-Dame de septembre, et le dernier à Pâques de chaque année, et n'ayant payé dans les d. termes, la porte leur sera refusée jusques à avoir satisfait, et s'ils passent un mois entier sans le faire ils seront rayés.

Plus a été déllbéré que nul confrère ne pourra faire entrer dans la tribune aucune personne excepté ceux qui demandent à se faire recevoir dans ce temps-là sous la perception du Recteur

que le portier luy demandera et sans laquelle il luy est enjoint de leur refuser la porte.

Plus, qu'aucun confrère ne pourra parler publiquement au cabaret comme plusieurs font des affaires de la confrairie ny de ce qui s'y passe et dit, au contraire si quelque particulier en parlait tâcher de l'interrompre, et ne le pouvant faire, se retirer de leur compagnie.

Plus, que nul confrère ne parlera dans lad. chapelle que des choses de lad. confrérie et qu'aucun ne sortira de sa place sans la permission du Recteur.

De même, qu'aucun confrère ne pourra s'exempter de garder le Saint Sacrement et le corps des frères défunts le temps qui leur sera marqué par le Recteur, sauf à eux de prier quelqu'un de leurs amis étant confrère pour aller tenir leur place ayant des affaires.

Il a été de même résolu et délibéré que tous ceux qui doivent des arérages de pention depuis huit ans seront tenus de les payer, le pouvant faire, d'aujourd'hui en deux mois, pour le plus tard, à deffaut de quoy ils seront assignés en condamnation desdits arérages et réceptions, comme aussy ceux qui doivent leur réception, autrement et à deffaut de ce la porte leur sera refusée jusques à ce qu'ils ayent satisfait, s'ils restent un mois entier sans le fère, ils seront rayés.

Et quant aux processions, entèrements et offrandes que nous sommes obligés de faire, a esté résolu qu'aux processions et entèrements les confrères plus près de la porte marcheraient d'abord après la croix de deux à deux, c'est-à-dire un de chaque côté de ceux qui se joindront ensemble sur la porte, et aux offrandes le Recteur, Sous-Recteur, conseillers et autres officiers marcheront après l'un des maîtres de sérémonies, et ensuite ceux qui suivent des côtés des Recteur, et conseillers toujours un de chaque côté, sans se remuer de leur place que lorsque leur rang est venu qui pour lors se couvriront de leur capuce, et ne se découvrant qu'estant revenus à leurs places ; sur tout quoy les maîtres des sérémonies veilleront et prendront garde qu'aucun ne se tire de son rang et ne tourne la teste pour voir d'un côté et d'autrè, et qu'ils marchent toujours égaux et couverts de leur capuce.



Plus, il ne sera permis à aucun confrère de donner aucun sac pour rentrer un séculier qui ne sera de la confrérie, sans le consentement dud. Recteur.

De même, s'il manque quelquefois des coristes aux offices ou processions, les maîtres de sérémonie auront soin d'avertir quelque confrère capable pour prendre sa place, estant deffendu aux confrères de prendre la place des coristes sans en avoir esté averty par le maître des sérémonies.

Plus, a esté résolu et délibéré suivant nos statuts que le Recteur nommera deux confrères pour aller se tenir à la porte de l'Eglise de la paroisse ayant un bassin à la main toutes les dimanches et festes pour demander pour les nécessités et réparations de la chapelle, comme aussy led. Recteur en nommera un ou deux pour aller pendant la messe à notre chapelle ou bien après la messe se tenant à la porte pour demander comme dessus pour les nécessités et réparations de la chapelle, lesquels questeurs seront toujours revêtus de leur sac et couverts de leur capuce.

Plus, que tous ceux qui entreront dans la tribune l'office estant commencé, ayant fait leur prière devant l'autel et ensuite pris leur sac, se mettront à genous à leur place et diront en leur particulier tous les psaumes de l'office qui auront déjà esté dits et ne se lèveront qu'ils ne soient arrivés au verset que l'on chantera.

Ainsy délibéré par les confrères icy assemblés qui ont tous promis et promettent d'observer tout le contenu en la présente délibération sous les peines dont en icelle, et se sont les sachant écrire sousignés.

A la réunion du 29 juin 1714, jour de la feste Saint Pierre, dans la chapelle, à l'issue de la messe, frère Jean Anne Grégoire, Recteur de cette confrérie, a représenté à tous les confrères icy assemblés que cette chapelle doit des arrérages aux Révérends pères Augustins du service qu'ils font outre autres choses qui sont deubs au paiement desquelles il est impossible de pouvoir subvenir d'autant que la plus part des confrères refusent de payer les arrérages qu'ils doivent de leur pension, mais encore les courantes ; et comme pour le soutien et entretien de cette chapelle, il est important d'y pourvoir et mettre les choses en bon ordre, led. f. Grégoire requiert qu'il soit tout présentement deslibéré et

conclud de ce qu'il sera fait au sujet desd. arrérages deubs, et contre les refusant, et qu'à ces fins il soit nommé un trésorier pour les demander et exiger aussy bien que les pentions courantes. Et a signé : Grégoire, recteur.

Se sont trouvés assemblés frères Bernard Dupin, soubds-recteur, Antoine Roche, maitre des sérémonies, Fabien Boissy, aussy maitre des sérémonies, André Boissy, Christophle Brun et autres confrères soubsignés, tous lesquels unanimement ont conclud et deslibéré et nommé pour trésorier le f. Benoit Maurin, lequel sera chargé de faire l'exaction tant desd. arrérages, réceptions que pentions courantes, et s'il y a quelqu'un qui se rende refusant du payement de ce qu'il doibt ou qu'il aye des raisons, led. f. Maurin les avertira de les venir proposer et dire au Recteur qui luy fera justice sur le champ, à deffaut de quoy sera de nouveau deslibéré contre les refusants, et ce qu'il sera exigé, led. f. Maurin sera tenu d'en donner compte mois par mois au Recteur, lequel à cet effet luy remettra un estat desd. arrérages et pentions courantes et réceptions. Et se sont les sachant écrire soubsignés, les autres illétrés.

Le 9 juin 1715, il a esté par les principaux officiers proposé qu'il convient faire quelques réparations à la chapelle pour l'embellissement et commodité d'icelle, quy consistent à faire faire une sacristie dans notre chazal qui est à costé de la tribune, mestre des consolles au plancher d'icelle, repasser tout le couvert de lad. chapelle, fenestres, tuilles, doublis, et planches nécessaires et poutres, la faire induire et blanchir en dedans, achever de payer l'agrandissement qu'on a fait à la tribune et autres réparations nécessaires; et comme il faut necessairement trouver quelque expédient pour faire toutes ces réparations, pour pouvoir y faire et dire notre saint office selon nos règles et nos statuts, à cestecause il a esté par lesd. confrères icy assemblés conclud et deslibéré que dorénavant et à commanser dès aujourd'huy les confrères payeront le chacun vingt sols de pention annuelle, et ceux qui se feront recevoir à l'advenir à lad. confrérie donneront pour leur réception six livres et une livre de sierges d'abord après leur réception, desquelles pentions et réceptions il en sera payé la moitié pour faire faire lesd. réparations à frère Jean Antoine Roche, exacteur

nommé par les confrères, lesquelles étant faites et parfaites, lesd. pensions et réceptions seront remises, sy l'on trouve à propos, sur le pied quelles estoient cy-devant, et comme les R. P. Augustins servant lad. chapelle ne nous veulent plus servir attendu ces arrérages que nous leur devons, il a esté résolu et deslibéré pour leurs procurer incessamment leur payement que les confrères qui doibvent à la chapelle des arrérages, des pansions et réceptions seront tenus de les payer sans faute au Recteur ou au trésorier entre huy et le dimanche d'après la Feste de Dieu ; passé lequel temps, s'ils ne satisfont pas, ils seront rayés du catalogue sans autre avertissement, et s'il se trouve des confrères qui né puissent pas payer tous les arrérages, ils s'adresseront dans le susd. temps au Recteur et conseillers quy les modéreront, comme ils jugeront à propos.

Ainsy deslibéré et procédé à la création des nouveaux officiers par les confrères sousignés.

Le 13 juin 1717, a esté deslibéré que tous les enfants desd. confrères qui se feront recevoir à l'avenir à nostred. confrérie ne donneront pour le droit de réception que trois livres et une livre de sierges d'abord après leur réception, ne dérogeant pour le surplus à la précédente deslibération du 9 juin 1715 qui porte que les autres qui se feront recevoir donneront six livres et une livre de sierges.

Plus, a esté deslibéré que tous les confrères et confréresses qui doivent des arrérages de pension et réception seront assignés au plutôt à la diligence du syndic et trésorier de la chapelle devant le juge des lieux pour s'y voir condamner ; lesquels s'y souffrent une condamnation seront rayés du catalogue d'heure de la chapelle sans autre formalité, et cependant poursuivis au payement des arrérages. De plus, a esté représenté par le Recteur que pour la conservation du bien de la chapelle il serait nécessaire de faire un inventaire de tous les effets, ornements, vases sacrés et habits sacerdotaux, ensemble de tous les titres et papiers appartenant et concernant lad. chapelle et en charger (suivent les noms de divers officiers)....

Le 2 octobre 1718, les confrères assemblés recognoissant les abus que plusieurs confrères commètent pendant les offices, a esté

délibéré par tous lesd. confrères assemblés qu'à l'advenir les Recteur, soubz-Recteur et autres officiers à leur absence nommeront un ou deux confrères pour aller dans la ville pendant les offices de nostre chapelle et voir dans les cabarets, bouchons et autres lieux publics pour voir s'ils y trouveront des confrères qui boivent, jouent et se divertissent pendant lesd. offices sans excuses légitimes, les confrères visiteurs nommés seront tenus de les dénoncer auxd. Recteur et officiers quy les escriront ou feront escrire sur un livre qui sera tenu pour cella. Lesquels confrères qui seront trouvés dans lesd. cabarets, bouchons, beuvant et se divertissant pendant lesc. offices seront tenus de payer cinq sols d'amande pour chasque foyx qu'ils seront trouvés à moins qu'ils n'eussent quelque excuse légitime, laquelle amande ils seront tenus de payer et assignés en cas de refus pour y estre condamnés.

Plus, a esté délibéré que pendant la messe aucun confrère ne pourra estre assis ny se mettre à genoux sur les bancs à la réserve des vieux confrères et incommodes, à quoy les maîtres des cérémonies prendront garde et que chasque confrère reste à sa place, à tout quoy lesd. confrères se sont soubmis, et se sont les sachant escrire soubsignés.

Le 6 novembre 1718, a esté représenté par le f. Antoine Roche, recteur, que (malgré les avertissements les arrérages ne se payaient pas et il a demandé qu'on délibérât de nouveau à ce sujet). Sur quoy tous lesd. confrères assemblés ont unanimement conclud et délibéré que pour raison des arrérages de pention que chasque confrère peut debvoir, sera tenu de les payer, à deffaut de quoy que, conformément aux précédantes délibérations seront assignés et poursuivis jusques à une condamnation, et au surplus ont deslibéré qu'à l'advenir à commencer à la feste de la Pentecoste dernier qui est la dernière année du rectorat du f. Roche, les pentions de chasque confrère seront et demeureront réduites à dix sols par année au payement de laquelle seront tenus le plus exactement qu'ils pourront à peyne d'estre poursuivis comme dessus. Et se sont les sachant escrire soubsignés.

Le 28 avril 1720, a esté deslibéré que les deslibérations des 3 may 1713, 13 juin 1717, 6 novembre 1718, qui portent que les

confrères qui doivent des arrérages seront assignés à la diligence du trésorier, seront exécutées sans délai pour procurer le payement des frais de notre chapelle, et se sont lesd. confrères soubsignés.

Le 4 may 1721, a esté délibéré que tous les confrères qui doivent des arrérages de pension ou leurs réceptions seront aussy advertis de la payer dans tout le présent mois au trésorier de lad. confrérie, à défaut de quoy il leur est aussy déclaré qu'il sera procédé led. jour de la Pentecoste conformément aux susd. deslibérations.

Le 27 février 1724. — Enregistrement des Lettres et Indulgences accordées à la confrérie. — Cejourd'hui vingt-septième février mille sept cent vingt quatre à l'issue de l'office et grande messe qui se sont célébrés dans la présente chapelle des pénitents de Lavoulte, les Lettres et Indulgences obtenues par lad. confrérie de notre saint Père le Pape du 23<sup>e</sup> juillet 1723 ont esté enregistrées dans le présent livre de la chapelle, ensemble l'ordonnance de M. le grand vicaire du 29 octobre 1723 qui en permet l'exécution et assigne les trois derniers jours avant le jour des Cendres de chaque année, n'estant lesd. Indulgences accordées que pour sept ans. Et c'est en présence des officiers et confrères soubsignés, ayant esté lues et publiées dans lad. chapelle et dans la paroisse de cette ville le dimanche de la Sexagésime dernier, dont la teneur s'ensuit :

Innocentius, pp. XIII.

Universis Christi fidelibus præsentis litteras inspecturis salutem, et apostolicam benedictionem.

Ad augendam fidelium religionem et animarum salutem, cœlestibus Ecclesiæ, pia charitate intenti, omnibus utriusque sexûs Christi fidelibus verè pœnitentibus et confessis ac sacra communione reffectis, qui orationi quadraginta horarum continuatarum, non autem nisi noctis tempore interpolatarum de licentia ordinarii in Ecclesia Sanctæ Mariæ Magdalencæ intra limites parochiæ Ecclesiæ S<sup>ti</sup> Vincentii loci de La Voulte, Vivariensis diœcesis, semel in anno tantum instituendarum per aliquod temporis spatium devote interfuerunt et ibi pro christiannorum principum concordia, hæresum extirpatione ac Sanctæ

Matris Ecclesiæ exaltatione pias ad Deum preces effuderint, plenariam omnium peccatorum suorum Indulgentiam et remissionem misericorditer in Domino concedimus, præsentibus ad septennium tantum valituris ; volumus autem ut, si alias Christi fidelibus in quocumque alio anni die præmissa peragentibus aliqua alia indulgentia similis perpetuo vel ad tempus nondum elapsum duratura, concessa fuerit, vel si pro impendente petitione, admissione seu publicatione punctum aliquod, vel minimum, dis haut sponte oblatum recipiat, præsentibus nullæ sint.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem sub annulo piscatoris die decima tertia julii 1723. Pontus, f. cardinalis Oliverius. Gratis pro Deo, et secretario.

Publicentur. Datum Vivarii, die vigesima nona octobris 1723, assignantes tres ultimas dies ante diem Cinerum cujuslibet anni pro consecutione prædictæ Indulgentiæ. Melchion, v. g.

Le 9 septembre 1725, les confrères nommèrent frère Jean Antoine Roche pour se transporter en la ville de Vallance pour aller recevoir les arrérages de pension qui sont dus à lad. confrérie par les héritiers de M. Franchisse iceux héritiers ou biens tenants de feu M. de Paumeau de Vallance, que ce dernier a donné et légué à lad. confrérie par son testament solennel, et que depuis quelques années ils refusent de payer cette pension de cote annuelle.

Le 5 décembre 1728, a représenté f. Fabien Boissy, recteur, aux confrères icy assemblés qu'il estait de coustume que lorsqu'il arrive que les confrères viennent à décéder, les confrères deux à deux gardent le corps de celluy qui est décédé jusques à ce qu'il soit dans la sépulture sur les mandements du recteur, et comme il arrive très souvent que plusieurs des confrères ne peuvent pas s'y rendre à l'heure marquée par rapport à leurs affaires domestiques, ce qui cause que le corps du défunt n'est pas gardé comme il devrait l'être, et comme il est nécessaire de prandre des mesures pour que les corps des défunts soient gardéz, c'est pourquoy il requiert que les confrères icy assemblés aient à y délibérer.

Sur quoy lesd. confrères soubsignés, pour remédier à ce deffaut, ont conclud et délibéré de nommer deux des confrères pour garder le corps des confrères qui décéderont à l'avenir, et

attendu que les frères Martial Methon et Claude Laurier se sont offert de faire ces fonctions, a esté délibéré suivant leur offre qu'à l'advenir lesd. frères Methon et Laurier garderont le corps des frères qui décéderont dès leur décès jusques à ce qu'ils soient dans la sépulture, et c'est sur les mandements dud. Recteur, et moyennant ce il sera payé par le trésorier de lad. confrérie vingt cinq sols à chacun desd. frères Methon et Laurier, lesquels 25 sols seront passés en dépense aud. trésorier sur l'acquit desd. Methon et Laurier, lesquels auront la même rétribution pour chaque corps des frères qui décéderont et qu'ils garderont.

Le 2 août 1733, Antoine Perret, lieutenant d'infanterie de la ville de La Voulte, a donné à la confrérie des Pénitents un bel encensoir avec sa navette.

Le 12 août 1734, Jeanne Boulliac, femme de Fabien Perret, donna par testament à la confrérie des Pénitents la somme de 50 livres pour qu'on dise une messe basse de *Requiem* à perpétuité. Le jour en fut fixé annuellement au 18 août par les confrères assemblés le 3 octobre 1734.

Le 8 décembre 1734, Louis Fontbonne a donné à la confrérie un devant d'autel de cuivre doré avec un tableau au milieu représentant l'Annonciation de la Très-Sainte Vierge.

Le 17 avril 1735, Louis Fontbonne a donné à la confrérie six beaux bouquets pour orner le tabernacle de lad. chapelle avec six vases en façon d'argent.

Le 12 février 1736, Jean Charon s'est chargé d'entretenir à ses frais, pourvu qu'on lui fournisse des matériaux, le couvert de la chapelle de la confrérie à la condition qu'il ne payera pas les dix sols de pension annuelle à lad. confrérie. (Accepté).

Le 11 août 1737, des officiers sont nommés pour examiner les comptes de plusieurs trésoriers qui ne les ont pas rendus.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1737, Jacques Perret est désigné pour faire rentrer les pensions courantes et arréages que plusieurs confrères refusaient de payer.

Le 3 janvier 1747, par son testament dudit jour, Madeleine Valentin, femme de feu Louis Fontbonne, donna la somme de 100 livres à la confrérie pour deux messes basses de *Requiem* à perpétuité dans la chapelle de la confrérie.

Le 14 décembre 1747, par son testament dudit jour, Louis Fontbonne, pardevant M<sup>e</sup> Dupin, notaire, donna aussi à la confrérie 100 livres pour une messe de *Requiem* à perpétuité.

Le 4 octobre 1748, on délibéra, sur les donations précédentes, de les accepter avec reconnaissance et de les employer à réparer le couvert de la chapelle et faire autres pressantes réparations pour éviter le croulement et la chute.

Le 4 mai 1749, Jacques Sallier, mari de demoiselle Agathe Molière, faisant tant pour luy que pour et au nom de demoiselle Anne Molière, sa belle-sœur, icelles succédantes aux biens de feu Nicolas Molière, notaire royal et ancien recteur de la confrérie, déclare que feu Nicolas Molière a donné volontairement quelques jours avant sa mort, arrivée au mois de juin, la somme de 100 livres capitale payable à la confrérie pour une basse messe de *Requiem* à perpétuité pendant led. mois de juin, à condition qu'on ferait passer la clochette avant cette messe dans la ville pour avertir les parents du défunt et qu'on prierait le célébrant de dire un *De Profundis* après la messe. (Accepté), et le jour de juin sera fixé par Messieurs les aumôniers.

Le 2 février 1762, les confrères assemblés, sur la demande faite à la confrérie par le syndic des pauvres de cette ville de trois livres de pension et arrérages d'icelle, ont unanimement délibéré qu'il sera incessamment vérifié si la susd. pension est due par lad. confrérie ou si elle est transférée à quelque particulier suivant les advertissements qu'ils nous paraissent, sous le bon plaisir de Mgr l'Illustrissime et Révérendissime évêque et comte de Viviers, et au cas que lad. pension soit due par lad. confrérie, icelle offre d'amortir le capital et payer les arrérages.

Le 21 février 1762, les frères assemblés sachant avoir passé délibération le second février jour de la purification sur une demande que faisait le sindic des pauvres dud. Lavoulte de la pension de trois livres dues à l'hôpital, il était dit que, sous le bon plaisir de Monsieur l'illustrissime et révérendissime évêque et comte de Viviers, il serait fait incessamment une recherche exacte si lad. confrérie devait la susd. pension de trois livres, et au cas qu'elle fust due que led. hôpital en serait amorti ; ce qu'ayant exactement fait, il s'est trouvé par les actes publics que



la susd. confrérie doit auxd. pauvres la susd. pension de trois livres et qu'elle est respectable. A cette cause a été délibéré que Claude Robert, comme mari de d<sup>lle</sup> Clotilde Grégoire, la fille héritière de feu s<sup>r</sup> Pierre César Grégoire, lequel servait lad. pension de trois livres en rente et de plus grandes, de vouloir payer le susd. capital de trois livres aud. syndic des pauvres ; lequel a accepté la susdite prière et promis payer le susd. capital, au moyen de quoy il demeurera valablement déchargé à la charge pour iceluy de rapporter à la susd. confrérie la quittance du syndic des pauvres pour le susd. capital de trois livres.

Le 6 novembre 1763, madame la v<sup>e</sup> de Granoux écrit de Lyon pour envoyer au recteur 48 livres données à la confrérie par son mari en don gratuit. — Ces 48 livres ont été employées aux réparations du rétable et à l'achat des degrés de l'autel.

Le 27 novembre 1763, Gilbert Molière fait à la confrérie une pension de six sols à prendre sur Martial Rencurel, à la charge par lad. confrérie de dire un *De profundis* chaque année de la St-André, lequel *De profundis* sera pour l'âme du frère Gilbert Molière, son père.

Le 15 février 1767, il a été délibéré de faire un déshabilloir dans la masure qu'est à costé de la chapelle de la confrérie, afin que tout se passe dans la plus grande décence. Un devis sera fait.

Le 8 juin 1767, par un mandement dudit jour, Mgr l'évêque de Viviers ayant supprimé la feste de St-André, et n'y ayant donc pas de messe ce jour-là dans la chapelle de la confrérie, le *De Profundis* pour Gilbert Molière (du 27 novembre 1767) sera dit le jour de la Toussaint.

Le 12 février 1768, on réduit à trois livres pour tout le monde le prix de la réception, tandis qu'avant il était de six livres pour ceux qui n'étaient pas fils de confrères, et on supprime la colation que les nouveaux confrères étaient en usage de donner à la suite de la messe ; par là il y aura plus de personnes à se faire recevoir et la confrérie y gagnera. — Au même jour, il fut décidé que la robe et la juppe de popeline couleur gorge de pigeon données par feu demoiselle Louise Maurin serait vendue par les soins de Gilbert Molière pour le prix en provenant être employé aux réparations les plus urgentes.

Le 6 novembre 1768, a été représenté par le frère Gilbert Molière de Vienne, recteur, que, par acte du 11 février 1670, reçu M<sup>e</sup> Jean Rast, notaire, N. Pierre Fomries donna à cette confrérie une maison près de cette chapelle qui est actuellement en chasal et qui confronte du levant maison de Jacques Freydier, du couchant maison d'Antoine Chambon et de bise la chapelle, rue entre deux, que cette donation fut confirmée par demoiselle Suzane Serrier substituée aux biens dudit Fomries par acte du 31 août 1698, reçu M<sup>e</sup> Fabien Rast, notaire, et confirmée encore par le frère Augustin Serrier, neveu et héritier de lad. Suzanne par délibération du 3 juin 1731 ; et comme ce chasal ne porte aucun revenu à cette confrérie et qu'il ne peut lui être d'aucune utilité, il propose aux confrères icy assemblés de donner pouvoir à quelqu'un d'entre nous de vendre ledit chasal pour le prix en revenant être employé à la construction d'un déshabilloir à costé de la sacristie pour que les offices divins se fassent avec plus de décense. Ce qu'entendu par lesd. confrères, ils ont donné pouvoir aud. frère Gilbert Molière Arrenne, recteur, et au frère Claude Fabien Molière, trésorier, de vendre ledit chasal pour l'argent en provenant être employé à construire led. déshabilloir, leur donnant pouvoir d'en passer le prix fait.

Le même jour, 6 novembre 1768, Azémard donne à la confrérie 300 livres payables après son décès pour agrandir l'église du côté de ce chasal et en faire une tribune, à condition que la chapelle dira une messe de *requiem* chaque année pour son âme. (Accepté).

Le 30 avril 1769, a été représenté par le frère Gilbert Molière Arrenne, recteur, que, sur la requeste et supplicque que la confrérie a présentée à Mgr l'Illustrissime évêque et comte de Viviers, Sa Grandeur vient de rendre une ordonnance au bas de lad. requête qui porte que la bénédiction du St-Sacrement sera donnée dans cette chapelle le matin à la messe et le soir après vespres le second dimanche de chaque mois de même que le jour de l'Annonciation de la Ste-Vierge le 25<sup>e</sup> du mois de mars.

Que comme la feste de Ste-Madeleine n'est point chomée dans le diocèse et que c'est le temps où les peuples sont le plus occupés aux travaux de la campagne, cette ordonnance porte que

cette feste sera célébrée dans cette chapelle le premier dimanche après le 22 juillet ;

Et comme cette requête et ordonnance pourraient s'égarer, il propose de la faire transcrire dans le présent livre. (Accepté).

A Monseigneur l'Illustrissime évêque  
et comte de Viviers.

Suplient humblement les confrères pénitents blancs de la ville de Lavoulte sous le vocable de l'Annonciation de la Ste-Vierge et vous représentent, Monseigneur, que dans le mois de mars 1600, pour donner des marques de leur dévotion, ils commencèrent à s'assembler toutes les dimanches et festes de l'année dans une chapelle qu'ils firent construire pour y chanter l'office de la Très Sainte Vierge, que le nombre des confrères s'étant considérablement augmenté et pour donner une règle uniforme à cette confrairie naissante ils dressèrent des statuts qui furent autorisés et approuvés par Monseigneur Jean de l'Hôtel, pour lors évêque, par son ordonnance au bas du 9<sup>e</sup> octobre 1620 ; que ces mêmes statuts ont été confirmés par votre Grandeur, Monseigneur, le 30<sup>e</sup> janvier 1752, ayant esté aussy précédemment approuvés par nos seigneurs les évêques vos prédécesseurs et nottamment par Monseigneur de Suze le 20<sup>e</sup> juillet 1682, par Monsieur de Simian, vicaire général, le siège vacant, le 22<sup>e</sup> novembre 1690, et par Monseigneur François Reynaud de Villeneuve le 24 mai 1725, qui y ont même ajouté pour augmenter la dévotion des confrères la permission de donner dans la chapelle la bénédiction du Très Saint-Sacrement à la messe et à vespres tous les premiers dimanches du mois, ensemble d'exposer et donner la bénédiction du Très Saint-Sacrement le jour et feste de l'Annonciation de la Ste-Vierge sous le vocable de laquelle ils sont érigés, et le jour et feste de Sainte Marie-Madeleine leur patronne, ce que les confrères ont toujours fait depuis ce temps-là.

Mais comme les suppliant sont instruits que votre Grandeur vient d'ordonner que chaque premier dimanche du mois sera affecté pour solenniser la feste du Rosaire et que l'on donnera dans chacune paroisse à la messe et à vèpres la bénédiction, que si on continuait de la donner ce même jour là dans la chapelle, nombre de fidèles se dispenseraient d'assister aux offices de la

paroisse, ils ont recours à votre Grandeur, Monseigneur, de leur permettre de faire donner la bénédiction dans leur chapelle au lieu du premier dimanche du mois le second dimanche, jour auquel il ne s'en donne aucune dans l'église paroissiale, ce qui ne dérangera nullement les offices divins et qui procurera à plusieurs fidèles le bonheur de la recevoir, et les supliants continueront leurs vœux et prières pour la santé et prospérité de votre Grandeur.

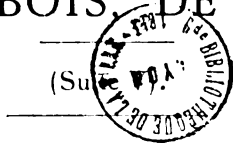
Nous, Joseph Robin de Morel de Mons, évêque et comte de Viviers, pour entretenir et augmenter la piété et la religion dans les paroisses de notre diocèse, avons autorisé et confirmé la permission qu'avaient accordée nos prédécesseurs que l'on donne la bénédiction dans nos paroisses le premier et troisième dimanche de chaque mois ; mais étant instruit qu'il y avait dans quelques-unes des confréries de pénitents, comme à Lavoulte, qui n'avaient obtenu de faire donner la bénédiction le même jour, ce qui est contraire au bien général : pour obvier aux inconvénients et témoigner aux pénitents blancs de cette paroisse combien nous sommes satisfait des sentiments de piété qu'ils nous ont marqués pour n'être pas privés de cette consolation, Nous ordonnons que la bénédiction du St-Sacrement sera donnée le matin à la messe et le soir après vêpres dans la chapelle des pénitents blancs de La Voulte, le second dimanche de chaque mois, de même que le jour de l'Annonciation de la Ste-Vierge le 25 mars, Quant à la feste de Ste-Madeleine, comme elle n'est point chomée dans le diocèse et que c'est le temps où les peuples sont le plus occupés aux travaux de la campagne, Nous ordonnons qu'elle sera célébrée dans la chapelle des pénitents de La Voulte le premier dimanche après le 22 juillet, afin que le concours y soit plus grand et que les paroissiens ne soient pas détournés par des occupations nécessaires et indispensables de satisfaire à leur dévotion. — Donné à Viviers le 26 avril 1769 : † J., évêque de Viviers. Par Monseigneur l'évêque, Duguilhén, secrétaire ».

(A suivre)

L'Abbé Aug. ROCHE.



# L'ABBÉ DUBOIS, DE ST-REMÈZE



V

## LA NOUVELLE ÉDITION DU GRAND OUVRAGE DE L'ABBÉ DUBOIS

La notice de Max-Müller et la Préface de M. Beauchamp. — Histoire d'un manuscrit. — Les notes de l'éditeur. — La célébrité de l'abbé Dubois en Angleterre et dans l'Inde — Les autres ouvrages de l'abbé Dubois.

La nouvelle édition en anglais de l'ouvrage de l'abbé Dubois a pour titre :

HINDU MANNERS, CUSTOMS AND CEREMONY, by the abbé J. A. Dubois, translated from the author's later french MS. and edited with notes, corrections and biography by Henry K. Beauchamp — with a prefatory note by the hon. F. Max Müller and a portrait. — Oxford — at the Clarendon Press, 1<sup>re</sup> édition 1897, en deux volumes in-8. — 2<sup>e</sup> édition 1899, en 1 volume in-8 de 730 pages.

Voici la traduction de la *Prefatory Note* de Max-Müller, le célèbre érudit anglo-allemand qui a publié depuis 1849 tant d'importants ouvrages sur les documents religieux de l'Orient antique :

On croirait difficilement que l'abbé Dubois, l'auteur des *Mœurs, Institutions et Cérémonies des peuples de l'Inde*, est mort seulement en 1848. Au point de vue de l'étude des sujets indiens, il appartient en réalité à la période antérieure à la renaissance des études sanskrites dans l'Inde, telle qu'elle a été inaugurée par Wilkins, sir William Jones et Colebrooke. Je ne pensais pas, lorsqu'en 1846 je suivais à Paris les leçons d'Eugène Burnouf au collège de France, que le vieil abbé était encore vivant et en pleine activité comme Directeur des Missions étrangères. et je doute que Burnouf lui-même connût son existence à Paris. L'abbé appartient en réalité au XVIII<sup>e</sup> siècle, mais il y a beaucoup à apprendre d'hommes comme Robert de Nobili qui alla dans l'Inde en 1606, H. Roth, qui a été très consulté par Kircher dans sa *China illustrata* (1667), et autres, bien que le XVIII<sup>e</sup> siècle n'ait pas eu comme nous les moyens de faire une étude approfondie du sanskrit, de la religion indienne et des sujets indiens en général. Il est vrai

que de nos jours leurs observations et recherches ont surtout un intérêt historique, mais elles ne doivent pas, à cause de lacunes inévitables, être négligées. Elles nous font voir comment la connaissance de l'Inde par les savants européens a commencé, et dans quelles circonstances les premiers pas ont été faits par ces pionniers, des missionnaires surtout, en vue d'apprendre l'ancienne langue de l'Inde, le sanskrit, et par ce moyen d'acquérir la connaissance d'un des peuples les plus intéressants et d'une des plus riches et plus originales littératures du monde. Les informations envoyées de l'Inde par le P. Cœurdoux (1767), publiées par Barthélemy dans les Mémoires de l'Académie française, les lettres du P. Calmette (1733) et du P. Pons (1740), sont pleines de détails curieux, qui devancent sur quelques points les dernières découvertes de sir William Jones et d'autres membres de la Société asiatique du Bengale fondée en 1784. Il faut aussi rappeler que la première grammaire sanskrite a été publiée à Rome par Paolino de S. Bartholommeo, cinq ans avant la mort de sir William Jones (1746-1794).

L'abbé Dubois, quoique né vers 1770 (1), et conséquemment beaucoup plus jeune que sir William Jones, appartient par sa place dans l'histoire de la littérature Sanskrite, à la période qui finit au début de la Société asiatique du Bengale, fondée par sir William Jones en 1784. Il ne faut pas oublier non plus que, pendant que la vraie renaissance des études avait lieu dans le Bengale, l'abbé Dubois passait la totalité de sa vie dans le Dekhan et dans la présidence de Madras. Il était donc, comme on peut le voir par sa traduction du *Pancha-Tantra* (Paris, 1826), un étudiant du tamoul, bien plus qu'un étudiant du sanskrit, connaissant bien la littérature tamoul, laquelle a été jusqu'ici beaucoup trop négligée par ceux qui s'occupent de la littérature, de la philosophie et de la religion indiennes.

Quoiqu'on sache peu de chose sur la vie de l'abbé Dubois en dehors de ce fait qu'il a vécu retiré du monde et s'est éloigné même de ses compagnons de travail, restant étranger, à ce qu'il semble, aux recherches que faisaient autour de lui les étudiants dévoués et enthousiastes de la littérature sanskrite en France, en Angleterre et en Allemagne, son principal ouvrage : *Description of the Character, Manners and Customs*, — publié en français et en anglais, a toujours continué d'être lu et considéré avec respect, comme contenant les vues d'un témoin oculaire, d'un homme singulièrement libre de préjugés, et d'un savant ayant une connaissance suffisante, sinon du sanskrit, au moins du tamoul, la langue littéraire et la langue parlée, pour être capable d'entrer dans les sentiments des indigènes, de comprendre leurs mœurs et coutumes, et d'avoir de l'indulgence pour beaucoup de leurs opinions et de leurs pratiques superstitieuses, comme de pures corruptions d'une forme originelle beaucoup plus rationnelle et

(1) On a vu plus haut qu'il était né le 10 janvier 1766.

plus intelligente de religion et de philosophie. Peu d'hommes vraiment savants ont jusqu'ici essayé de nous dire ce qu'ils ont vu de l'Inde et de ses habitants pendant un long séjour personnel dans le pays, et malgré les grandes occasions que l'Inde offre aux travailleurs intelligents et observateurs, nous sommes bien moins renseignés sur la vie actuelle de l'Inde que sur celle de la Grèce et de Rome....

Comme autorité digne de foi, sur l'état de l'Inde de 1792 à 1823, l'œuvre de l'abbé Dubois garde toujours sa valeur, et, dans sa forme finale et complète offerte aujourd'hui au public, elle sera la bienvenue, non seulement des étudiants du sanskrit, mais de tous ceux qui portent un intérêt éclairé à cette merveilleuse contrée. L'abbé étant venu aux Indes comme missionnaire et étant un homme remarquablement affranchi des préjugés théologiques, les missionnaires en particulier liront son livre avec intérêt et profit réel.

Dans la Préface qui suit, l'éditeur, M. Beauchamp fait un historique du manuscrit de l'abbé Dubois, dont nos lecteurs connaissent déjà une partie, mais qui contient des détails nouveaux dignes d'être mis sous les yeux de nos lecteurs.

On a vu que la traduction anglaise de l'ouvrage de l'abbé, achetée en 1807, ne fut publiée à Londres qu'en 1817, avec l'approbation de la compagnie des Indes et la révision personnelle du major Wilks. Dans l'intervalle, une copie du manuscrit conservée dans les archives du fort St-Georges à Madras avait, en 1815, attiré l'attention de M. A.-D. Campbell, surintendant du bureau local des *Examiners*, lequel, ignorant sans doute que le manuscrit original avait été envoyé à Londres pour être imprimé, proposa d'en publier à Madras une édition annotée. Son offre acceptée, il se mit au travail, mais presque immédiatement il écrivait au gouvernement local qu'il n'avait pas cru convenable d'aller plus loin, sans avoir fourni à l'auteur l'occasion de réviser son œuvre, « étant bien convaincu que l'expérience accrue de l'abbé Dubois et sa connaissance plus grande des coutumes et habitudes des Hindous, le rendaient plus propre que personne à rectifier quelques passages de son manuscrit et à ajouter de nouveaux renseignements sur les très curieux et très intéressants sujets qu'il y traitait. » J'ai l'honneur maintenant, ajoutait-il, de soumettre au bureau la réponse de l'abbé Dubois à la communication que je lui avais adressée à ce sujet, et il en résulte que, malgré la manière très favorable avec laquelle l'exactitude des

faits avancés a été mentionnée dans le rapport du colonel Wilks, l'auteur admet que son œuvre demande des changements considérables (*considerable alterations*) et quelques additions, et que plusieurs chapitres sont entièrement à refaire. »

« C'est à partir de là, dit M. Beauchamp, que l'histoire du MS. devient très intéressante. D'un examen attentif que j'ai fait des archives, au secrétariat du gouvernement de Madras, il résulte que le MS. fut renvoyé à l'abbé pour les additions, suppressions et corrections voulues, et que celles-ci furent très considérables. En effet, le MS. fut complètement changé, corrigé et augmenté, jusqu'à ne pas plus ressembler à l'œuvre originale, qu'une ébauche rudimentaire à une peinture bien finie. — Et c'est cependant cette simple ébauche rudimentaire, pour ainsi parler, qui a été jusqu'ici présentée aux lecteurs anglais comme l'œuvre de l'abbé. Je n'entends pas une minute rien enlever du mérite artistique et littéraire de cette ébauche, admirable comme elle est, et reconnue comme telle par les autorités citées plus haut. Mais ce que je veux dire, c'est que cette ébauche n'est qu'une représentation extrêmement pauvre de ce qu'était en réalité le grand ouvrage de l'abbé. La véritable histoire est celle-ci : Lorsque le MS. en 1815 fut retourné à l'abbé, celui-ci y fit les additions et corrections suggérées par plusieurs années d'études et de recherches ultérieures, et, lorsqu'il le renvoya au gouvernement de Madras, c'était, pratiquement parlant, une œuvre tout-à-fait différente. A la réception de ce MS. révisé, le gouvernement de Madras décida que la seule voie à suivre était de l'envoyer à la cour des Directeurs à Londres, comme l'avait été l'original. Malheureusement, avant que ce manuscrit révisé parvint en Angleterre, le premier original avait été traduit et publié, et c'est cette édition qui a toujours été en vente depuis lors et sur laquelle la réputation de l'abbé est restée. » Un journal anglais (*Literature*, du 16 août 1898), nous apprend qu'en 1860, M. Talboys Wheeler découvrit le MS. français qui a servi à M. Beauchamp et reconnut son importance ; il songea même à le publier, mais son départ de Calcutta l'obligea d'abandonner ce projet. Le volume paru deux ans après à Madras, n'était qu'une réimpression abrégée de l'édition de 1817 ; l'éditeur avoue « qu'il a laissé de côté tout ce qui ne lui a pas paru susceptible d'être vérifié ».



Notons ici, ce que M. Beauchamp paraît avoir ignoré, qu'une nouvelle édition anglaise est annoncée à la fin des *Letters on the state of christianity*, ce qui s'appliquait sans doute à une édition vraiment revue, corrigée et augmentée, mais que, pour une raison ou pour l'autre, elle ne parut jamais, bien que, dès l'année 1818, dans une lettre adressée de Seringapatan au gouvernement de Madras, lettre citée par M. Beauchamp, l'abbé se plaignit des lacunes, contresens, mutilations et défauts de toutes sortes de l'édition de 1817.

Finalement, avant de quitter l'Inde pour toujours, l'abbé transmit une bonne copie de son œuvre définitivement corrigée au gouvernement de Madras, copie conforme à deux autres qu'il avait envoyées en Angleterre, et dont une est maintenant à la bibliothèque de l'India-Office.

L'autre fut plus tard retirée par l'abbé et publiée dans l'original français, mais tirée à un petit nombre d'exemplaires qui sont actuellement introuvables (édition de 1825.)

La copie restée dans les archives du fort St-Georges est celle qu'a retrouvée M. Beauchamp, et l'on peut s'étonner, en effet, comme lui, que personne n'eût encore remarqué « combien l'édition anglaise représentait peu le long travail de l'abbé sur le théâtre de ses recherches ».

Et cependant, cette édition de 1817 a été largement utilisée par les écrivains anglais, en tête desquels la Préface mentionne Mill, l'historien de l'Inde, en ajoutant que des orientalistes, comme le professeur Wilson, ont reconnu l'aide qu'elle leur a fournie, et qu'il y a au British Museum une copie, contenant une note de Coleridge qui montre que le poète est allé s'y inspirer. *C'est, dit-il, le plus honnête livre de ce genre, écrit par un Français, que j'aie jamais lu.*

En présence des services rendus et des éloges obtenus par une publication defectueuse, M. Beauchamp devait naturellement se dire qu'une édition revue et augmentée obtiendrait certainement un succès encore plus grand, et c'est ainsi qu'avec l'autorisation et le concours du gouvernement de Madras, le public de langue anglaise est aujourd'hui en possession de l'œuvre complète de l'abbé Dubois que le public français connaissait depuis 1825.

Appréciant la valeur de l'œuvre, M. Beauchamp n'hésite pas à dire qu'elle est aussi grande que jamais et même plus grande à certains égards. « Il est vrai qu'une masse d'ouvrages savants sur la vie civile et religieuse des Hindous s'est accumulée depuis le temps de l'abbé et grossit toujours, et l'impression peut bien rester dans quelques esprits qu'un livre écrit depuis si longtemps ne peut être d'un usage pratique aujourd'hui ; mais le fait est que le travail de l'abbé, composé comme il l'a été au milieu des populations elles-mêmes, est d'un caractère unique, et qu'il réunit, comme ne l'a fait aucun autre livre sur les Hindous, un large exposé de faits de la religion hindoue et de la sociologie hindoue, avec beaucoup de descriptions magistrales, à la fois d'ensemble et de détail, de la vie intime du peuple au milieu duquel il a vécu de si longues années. Avec un autre peuple que les Hindous, un pareil travail serait déjà tombé de vétusté, mais avec eux les mêmes coutumes et traditions ancestrales sont suivies aujourd'hui comme elles l'étaient il y a des siècles, au moins par l'immense majorité de la population ».

L'éditeur s'explique ensuite sur les notes dont il a accompagné le texte de l'abbé Dubois, soit pour rectifier certaines erreurs, soit pour indiquer les changements survenus depuis ; il fait observer que ces modifications nécessaires sont « étonnamment peu nombreuses », et on ne peut que le louer de s'être borné sagement « à rectifier seulement, comme il le dit, ce qui était sujet à rectification, en évitant autant que possible toute digression qui n'était pas suggérée par le texte lui-même ».

Le petit nombre de ces notes rectificatives est ce qui nous a le plus étonné, en parcourant la nouvelle édition anglaise, et rien ne montre mieux, à notre avis, la sûreté des observations de l'abbé Dubois. Ces notes n'en sont pas moins d'un véritable intérêt, parce qu'en résumant les progrès accomplis depuis un siècle dans la situation de l'Inde et dans l'étude de sa philosophie et de son histoire, elles donnent à l'ouvrage une valeur nouvelle — même pour le public français, pour qui elles viennent heureusement compléter l'édition de 1825.

La seule observation que nous aurions à faire sur ces notes porterait sur leur tendance bien marquée, à défendre les brahmes,

ce qui s'explique du reste par le dernier alinéa de la Préface, dans lequel M. Beauchamp reconnaît « avoir eu le bienveillant concours et les conseils de plusieurs de ses amis hindous, et principalement de M. Munisawmy Iyer, un gentleman brahme, qui s'est joint à lui pour la révision des épreuves ». Mais c'est un point sur lequel nous reconnaissons, mieux que personne, notre incompetence, et il nous suffira de l'avoir signalé.

Un autre sujet d'étonnement pour nous a été la lecture des articles publiés par les journaux anglais et indiens, que l'auteur de la nouvelle édition a eu l'heureuse idée de réunir en une brochure dont il a bien voulu nous envoyer un exemplaire. C'est un concert unanime sur la haute valeur du livre et sur l'honnêteté et la justesse des jugements de l'auteur. Tous félicitent l'éditeur comme ayant non seulement rendu un grand service aux lettres indiennes, mais encore réparé la grave injustice que les autorités anglaises avaient commise en ne publiant pas l'œuvre revue et corrigée d'un homme aussi remarquable que l'abbé Dubois.

Le *Times* constate que, pendant près d'un siècle, Dubois a été la source modèle d'informations sur les conditions et les coutumes du peuple de l'Inde méridionale, à l'époque où ce pays passa définitivement sous la domination britannique. Il l'appelle un très fin observateur, et remercie M. Beauchamp d'avoir donné en sa vraie forme « l'œuvre capitale de ce grand missionnaire (*the life-work of that great missionary*) » (1).

La *Pall Mall Gazette* dit qu'avec la nouvelle édition anglaise les fonctionnaires civils dans l'Inde auront un livre modèle sur les coutumes et les préjugés des indigènes (2).

La *Westminster Review* trouve, dans la préface de l'abbé, la preuve de la « largeur d'esprit, de la profondeur et de la lucidité de pensée de cet homme étonnant (3). »

Il est vrai que, dans cette préface (que tout le monde peut lire dans l'édition de 1825), l'abbé Dubois indique avec une haute raison la ligne à suivre par le gouvernement anglais pour mener à bonne fin sa tâche administrative dans l'Inde. Il établit, en

(1) *Times* du 20 septembre 1896.

(2) *Pall Mall Gazette* du 16 septembre 1896.

(3) Livraison d'avril 1898.

termes frappants, les dispositions des Hindous à l'égard de leurs anciens et de leurs nouveaux maîtres, en disant que les Hindous aimaient les brahmes mais détestaient leur gouvernement, tandis qu'ils détestent les Européens mais chérissent leur gouvernement. L'abbé Dubois constate les difficultés immenses que doit rencontrer l'Angleterre en administrant son vaste empire indien suivant les idées occidentales de civilisation et de progrès, étant données les ressources limitées de l'Inde où l'excès de population et d'autres causes produisent si souvent la famine.

*L'Imperial Institute Journal* admire la clairvoyance de l'abbé quand il fait entendre qu'il n'y a pas de révolte populaire à redouter dans l'Inde tant que les usages et les croyances des indigènes seront respectés, mais que le gouvernement de l'Inde ne peut compter sur l'appui actif des populations en cas de péril extérieur sérieux (1).

La première partie de cette prophétie s'est trouvée confirmée par l'insurrection des *Cipayes* (les spahis de l'Inde) en 1857. On sait que le mouvement provint de ce qu'on voulait obliger ces troupes à se servir de cartouches où il entraient de la graisse de porc, animal réputé immonde dans le pays. On sait aussi que l'insurrection dura deux ans et donna lieu à d'épouvantables cruautés des deux côtés. Quant aux éventualités de l'avenir, s'il arrivait que l'Angleterre se trouvât aux prises avec une grande puissance, la Russie par exemple, il faut souhaiter pour l'honneur et le bonheur de l'humanité, mais plus spécialement encore dans l'intérêt de l'Angleterre, que le cas ne se produise pas, car l'événement pourrait valoir à notre missionnaire un nouveau brevet de prophète.

*L'Asiatic Quaterly Review* fait observer qu'il existe déjà dans le commerce beaucoup d'ouvrages sur l'Inde, dont quelques uns écrits par des Hindous, mais que l'exactitude dans les détails n'est pas chose habituelle chez les Hindous, et qu'aucun de leurs travaux ne peut servir de base, sans avoir été préalablement passé au crible par quelque patient et compétent savant européen. L'avantage de l'œuvre de Dubois, dit-elle, sur tous les ouvrages de cette nature émanés d'auteurs hindous, est que, tout en recueil-

(1) Livraison d'avril 1898.

lant la plupart de ses matériaux des lèvres du peuple, au milieu duquel il a vécu, l'auteur a passé lui-même éventuellement au crible tous les faits qu'il rapporte (1).

Le célèbre livre de Dubois, dit le *Tablet*, est une vraie encyclopédie de tout ce qui concerne la vie indienne au moins dans le sud de la Péninsule. Sa *bona fides* est inattaquable et éclate à chaque page. Comme Hérodote en Égypte et en Orient, il écrit avec une simplicité consciencieuse seulement ce qu'il a vu et entendu lui-même ; mais, différent en cela de l'historien grec, il a vécu de longues années au milieu du peuple qu'il décrit, parlant sa langue, lisant ses livres et se faisant un des siens. La lucidité de son esprit et sa finesse politique feraient honneur à un homme d'État (2).

Les journaux indiens n'admirent pas moins le livre de l'abbé Dubois que les journaux anglais.

Le *Madras-Times* l'appelle « un grand livre, le livre qui fait le mieux connaître la vie de l'Inde ».

L'*Indian Spectator* y voit un ouvrage classique (3).

Le *Times* de l'Inde dit que le trait le plus saillant est l'impartialité de l'auteur, etc. (4).

Voici enfin l'appréciation flatteuse, que faisait de l'œuvre du missionnaire, dans une réunion de la Société littéraire de Madras en 1896, « un éminent Hindou, d'autant plus autorisé sur ce sujet, dit M. Beauchamp, qu'il a été non seulement inspecteur général de *Registration* à Madras, ce qui l'a mis plus que tout autre en contact avec les conditions matérielles et sociales du peuple, mais aussi parce qu'il est lui-même l'auteur d'ouvrages très remarquables et très estimés sur le progrès moral et matériel de l'Inde méridionale sous le régime britannique : « Ses jugements montrent son sens commun très fin, sa clairvoyance très nette et sa parfaite sincérité. Toute information venant d'un pareil homme est en tous cas instructive... »

Nous avons été d'autant plus heureux de mettre ces témoigna-

(1) Livraison d'avril 1898.

(2) *Tablet* du 7 mai 1898.

(3) Livraison de mars 1898.

(4) *Times of India*, 22 janvier 1898.

ges, sous les yeux de nos lecteurs, qu'ils contrastent, d'une manière aussi éclatante qu'inattendue, avec l'oubli presque complet dans lequel était tombée la mémoire de l'abbé Dubois parmi ses propres concitoyens, avant la publication de cette étude dans la *Revue du Vivarais* (1).

Nous finirons par quelques réflexions sur l'utilité du livre de l'abbé Dubois, à un point de vue que le *Tablet* seul a effleuré, en disant que les hideux tableaux du paganisme et de l'immoralité païennes, si vigoureusement tracés par le missionnaire, devraient être une leçon pour les écrivains de nos jours qui, « voués trop exclusivement à l'étude des beautés et des sublinités des livres sacrés des nations orientales, n'ont pas le correctif salutaire de la connaissance pratique de la vie quotidienne des prédicateurs et praticiens de la religion ethnique. Le livre de Dubois est ce correctif ».

On est tenté, dit ailleurs la feuille anglaise, après avoir lu ce livre, de croire avec M. Rudyard Kipling, que, « à l'est de Suez le contrôle de la Providence cesse, l'homme y étant livré au pouvoir du Dieu ou Diable de l'Asie ».

On pourrait conseiller spécialement la lecture du livre de notre éminent compatriote à ceux de nos esprits forts qui se sont mis en tête d'opposer les deux grandes religions orientales, le brahmanisme et surtout le bouddhisme, à la religion chrétienne, tantôt pour prétendre que le Christ n'a été que leur plagiaire, tantôt pour soutenir que c'est encore dans l'Inde, au Thibet ou en Chine, qu'il faut chercher la solution des plus hauts problèmes métaphysiques. On dit qu'il y a à Paris environ 30,000 bouddhistes dits *théosophes*.

De même qu'aux fruits on connaît l'arbre, de même on reconnaît bien vite au caractère des populations orientales le vide et le danger de leur alimentation religieuse. Leur profonde apathie, leur anémie physique et morale sont le résultat logique des inspirations et des enseignements du brahmanisme ou du bouddhisme, qui se résument dans une contemplation béate, sans ressort de

(1) Dans la presse française, nous n'avons connaissance que d'un article sur l'ouvrage de l'abbé Dubois : cet article a paru dans la *Revue historique* (décembre 1898), sous la signature de M. Finot.

pensée, sans élévation de cœur, sans résistance aux instincts égoïstes et aux passions les plus basses.

C'est pour cela que, selon l'expression du P. Coubé, « alors que l'Occident, fier de sa civilisation, marche dans la voie du progrès, l'Orient, assis, couvert des haillons de sa pauvre philosophie, le doigt posé sur ses vieilles légendes, dort... »

Et le réveil, ajoutait l'orateur sacré, ne se fera que par la religion du Christ !

Mais ce réveil, hélas ! peut se faire longtemps attendre. Et si l'abbé Dubois a eu le tort de désespérer de la conversion des populations de l'Inde, il est malheureusement bien certain que les difficultés dont il a fait l'exposé ne sont que trop réelles.



Les autres ouvrages de l'abbé Dubois sont :

EXPOSÉ DE QUELQUES-UNS DES PRINCIPAUX ARTICLES DE LA THÉOLOGIE DE BRAHMA, *extrait et traduit des meilleurs originaux écrits dans la langue du pays*, par l'abbé J.-A. Dubois, ci devant missionnaire dans le Meissour, membre de la Société royale asiatique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de la Société asiatique de Paris et de la Société littéraire de Madras, Paris, 1825, in-8 (143 pages). (1)

LE PANTCHA-TANTRA, *ou les cinq Ruses, fables du brahme Vichnou — Sarma — Aventures de Paramarta et autres contes traduits pour la première fois sur les originaux indiens* — par M. l'abbé J.-A. Dubois. Dédié à la Société Asiatique de Paris, par son très humble et très obéissant serviteur et associé, l'abbé J.-A. Dubois.

(Cet ouvrage publié pour la première fois en 1826, a été réédité par Barraud en 1872, avec treize eaux fortes de Léonce Pétit). (2)

---

(1) BIBL. NAT. Okz. 339.

(2) BIBL. NAT. Inventaire Ya. 955.

## VI

*LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'ABBÉ DUBOIS*

Quelques extraits de correspondances de l'abbé Dubois avec le curé de St-Remèze et avec un de ses parents. — Sa générosité à l'égard de sa famille. — Il rencontre à Paris l'abbé Vernet. — Le bref qui lui est adressé par le pape en 1845. — Son legs aux écoles de St-Remèze.

L'abbé Dubois était revenu en France, avec l'idée de se fixer au lieu de sa naissance, mais la conduite de quelques membres de sa famille l'obligea de renoncer à ce projet ; voilà ce qui résulte des quelques lettres, conservées par des parents ou amis de St-Remèze, qui ont bien voulu nous les communiquer, et dont nous ne donnerons d'ailleurs que de courts extraits.

Parmi ses parents de St-Remèze, Richard, aubergiste dans ce village, était celui de ses neveux qu'il affectionnait le plus, et voici ce qu'il lui écrivait le 8 janvier 1830 : « ... Tu connais, mon pauvre Richard, les raisons qui m'ont fait fuir du pays. J'y étais venu dans l'intention de m'y fixer et d'y mourir. Mais Dieu ou plutôt le Diable ne l'a pas voulu. Tu sais le principal sujet qui m'en a éloigné. Mais ne parlons pas d'une affaire dont le souvenir sera pour moi un sujet d'affliction jusqu'à la mort... »

L'extrait suivant d'une autre lettre, adressée le 30 septembre de la même année à M. Dour, curé de St-Remèze, montre sa générosité à l'égard de ses parents pauvres :

« Dans ma réponse à votre lettre du 24 juillet dernier, je vous avais prié de vouloir bien vous charger de quelques fonds, que j'avais entre les mains de M. le curé de Vallon, pour être employés au soulagement de quelques-uns de mes parents qui vivent dans la détresse et aux frais d'apprentissage d'une des filles de Dubois, qui, je crois, a été placée au Bourg pour y apprendre le métier de couturière, afin qu'elle pût gagner sa vie en travaillant, n'ayant rien à attendre de la succession de son père qui, dans l'espace de deux ans a eu l'art de prendre et de dissiper 25,000 fr. d'immeubles, y compris mon pauvre patrimoine. Je vous priais en même temps de me marquer ce qui vous restait de fonds, afin que je pusse les renouveler à temps... »

Dans la suite de sa lettre, l'abbé Dubois, après avoir exprimé



l'espoir que ses parents, divisés au sujet de la succession paternelle, éviteront « un procès interminable, qui finirait par consommer la ruine spirituelle et temporelle de chacun d'eux », aborde un autre sujet d'un intérêt plus général pour nos lecteurs :

« ... J'ai eu le plaisir de voir ici mon ancien condisciple du séminaire, M. Vernet, au milieu des affaires sans nombre dont il était occupé. Il n'y a pas de porte de ministre à laquelle il ne soit allé heurter. C'est vraiment un homme incomparable, et son activité, à l'âge où il est parvenu, est un vrai phénomène de la nature, et cette vie active a toujours pour but le bien de la religion. Dieu daigne le conserver de longues années pour le bien de notre diocèse ! Comment vous trouvez-vous dans votre nouveau poste ? Commencez-vous à vous accoutumer aux manières un peu brusques de vos paroissiens ? Je suis toujours dans la persuasion qu'avec de la patience vous y opèrerez le bien. M. Vernet qui me parle de vous, dans des termes d'éloges et de louanges sur votre mérite, pense de même. Ne vous découragez donc pas par les difficultés que vous aurez à surmonter. Hélas ! où n'en trouve-t-on pas ? Si vous étiez témoin du spectacle écœurant qu'offrent les diocèses de Paris, de Versailles, de Meaux, etc., etc. Si vous y voyez des paroisses de 3 et 4,000 âmes réunissant le dimanche une centaine de personnes à la messe, et fournissant 40 ou 50 personnes qui font leurs Pâques, les curés recevant dans le courant de l'année une douzaine d'honoraires de messes, etc., etc., vous vous estimeriez heureux d'être dans un poste bien moins décourageant et qui donne à votre zèle l'espoir de pouvoir y faire le bien à l'avenir. Daigne le Seigneur bénir vos efforts et y faire fructifier votre zèle !... »

Dans une autre lettre, datée du 12 février 1834, l'abbé Dubois écrit à son neveu Joseph Richard :

« ... J'ai toujours le projet d'aller faire un tour de vos côtés, si ma santé dérangée depuis quelque temps me le permet au beau temps. Ce sera la dernière visite que je vous ferai... »

En novembre 1838, il écrit au curé de St-Remèze : « ... Je vous prie de remettre pour mon compte à ma sœur Charmasson 25 francs. Je recommande d'une manière particulière à votre zèle et à votre charité cette pauvre vieille femme. Elle a bien des maux

à endurer... Engagez-la à sanctifier ses peines par une humble et entière résignation à la volonté de Dieu et à se préparer à entrer dans son éternité, dont elle et moi ne sommes pas loin. — Voici l'hiver, le temps des souffrances pour les pauvres. Si vous aviez des honoraires de messes de reste, je me chargerais d'en acquitter 40 à votre décharge. Vous distribueriez les 40 francs en aumônes dans votre paroisse durant l'hiver. Aussitôt que j'aurai votre réponse, je commencerai l'acquit des messes. — Mes compliments à la famille R. Dites au père que je l'engage fortement à en finir sur l'affaire du mariage de son fils. Qu'il ne regarde pas à un ou deux mille francs de plus ou de moins. Le principal pour lui est d'avoir pour bru une bonne ménagère intelligente, laborieuse, active, économe. Voilà les véritables richesses d'un ménage... »

L'abbé Dubois fut supérieur du séminaire des Missions étrangères pendant trois ans (1836 à 1839). La lettre ci-dessous, adressée au curé de St-Remèze, est de cette période : « ... Encore deux mois, et je verrai tomber mes chaînes, et je serai délivré de ce fardeau accablant pour moi de Supérieur, et je pourrai m'écrier avec tressaillement : *Dirupisti vincula mea, tibi sacrificabo hostiam laudis.* » Et il ajoute : « Ma santé est toujours languissante et dépérit de jour en jour. Demandez pour moi à Dieu la grâce d'une bonne mort, et moi je lui demanderai pour vous celle d'une longue vie, persuadé que vous l'emploierez à procurer sa plus grande gloire et le salut de vos frères... »

Extrait d'une autre lettre au même, du 22 juin 1839 :

« J'arrive, après un mois d'absence, d'un petit voyage au nord de la France. Après avoir passé une dizaine de jours de retraite et de recueillement parmi les pieux cénobites de la Trappe, dite l'abbaye du Gard, et m'être édifié des bons exemples de ces saints religieux, j'ai pris mon essor et visité Amiens, Abbeville, Dieppe, le Havre et Rouen, passant quelques jours dans chacune de ces villes, et je suis enfin arrivé à mon gîte des Missions étrangères, assez fatigué et ma bourse beaucoup plus légère qu'elle n'était lorsque je suis parti de la capitale. Etant à Dieppe, et ne me trouvant qu'à 10 ou 12 heures de distance de Londres, par les bateaux à vapeur qui partent tous les jours de ce port de mer, j'ai été fortement tenté de croiser la Manche et d'aller faire mes der-

niers adieux aux nombreux amis que j'ai encore de l'autre côté du détroit ; mais me trouvant fort affaibli, étant seul et craignant quelque accident, j'ai résisté à la tentation et repris la route de Paris. Ce voyage sera vraisemblablement le dernier de ma vie. Ma faiblesse augmentant de jour en jour, je ne dois désormais plus penser qu'au grand voyage d'où personne ne revient, celui de l'éternité qui ne peut manquer de s'effectuer bientôt pour moi.

« Et vous, cher curé, qui, encore à la fleur de l'âge, voyez l'avenir dans le lointain, où en êtes-vous ? Les dernières lettres que j'ai eues de vous au carême dernier m'avaient affligé en m'apprenant que vous aviez été exposé à une sérieuse indisposition, mais, comme vous étiez alors en pleine convalescence, j'espère que votre santé est entièrement rétablie et que Dieu vous la conservera de longues années, pour être employées aux intérêts de sa gloire parmi mes compatriotes, qui certes sont de dispositions à mettre votre zèle, votre patience et votre charité à de dures épreuves. Il y a cependant du bien à faire parmi eux, et j'espère que, Dieu aidant, vous l'accomplirez. — En avril dernier, vous avez dû recevoir de mon neveu Chambon, de Bagnols, la somme de 300 francs pour les bonnes œuvres dont je vous ai laissé le dispensateur. Vous avez dû, en outre, recevoir du même 50 francs pour remettre à ma sœur. J'ai chargé Chambon de vous faire passer tous les trois mois la même somme pour lui être remise ; j'espère qu'il sera exact. Je ne sais pas dans quel état elle se trouve. Elle est mon aînée au moins de trois ans, et les peines sans nombre à travers lesquelles elle a passé doivent avoir entièrement ruiné sa santé... Faites lui mes compliments ainsi qu'à sa famille, et dites leur que je leur recommande instamment à tous de penser qu'ils ont une âme à sauver...

« La première fois que vous m'écrirez, n'oubliez pas, je vous prie, de me marquer ce qui vous reste entre les mains d'argent pour mon compte, car, ayant en vous une confiance entière et sans bornes, je ne le sais réellement pas.

« Avez-vous été content de vos récoltes cette année, surtout de celle des cocons ? Charmasson, Richard et autres parents ont-ils réussi ?...

« Il y a quelque temps que l'abbé Carron que vous connaissez,

me dit que notre vénérable vieux évêque, incapable de supporter plus longtemps le poids de l'épiscopat, pensait à donner sa démission et à se retirer. Je ne sais ce qui en est.

« Mes compliments à Richard et à sa famille. Que font-ils ? Comment vont leurs affaires ?... Si Paris n'était pas plus loin que Lyon, quel plaisir j'aurais d'aller passer un mois de vos côtes, dans cette belle saison ? »

Le 16 décembre 1839, l'abbé Dubois félicite son neveu Joseph Richard au sujet du mariage de son fils avec Mlle Dour : « Puisse cette union être heureuse. Ta bru est laborieuse, active, intelligente. Je crois qu'elle fera une bonne ménagère et que ta maison prospérera par ses soins... Je te souhaite ainsi qu'à ta famille une bonne et heureuse année. Quant à moi, je ne puis guère espérer de la finir dans ce bas monde, que je quitterai sans regrets. J'ai arrangé mes affaires, et tu n'as pas été oublié... Mais mon héritage ne sera pas considérable. J'ai déjà dépensé la plus grande partie de ma petite fortune pour l'entretien de nos missions de l'Asie, et si je vivais encore quelques années, il ne me resterait plus rien... Dieu nous fasse la grâce de nous revoir dans une meilleure vie — Amen. »

Le 9 janvier 1840, l'abbé Dubois écrit au fils Richard pour lui exprimer son affliction au sujet de la maladie du curé, M. Dour, son oncle, dont l'état est désespéré. En le perdant, dit-il, je perds le seul véritable ami que j'eusse dans la commune; je me console dans la pensée que si Dieu l'appelle de ce monde, c'est pour l'admettre dans une meilleure vie. Adieu, mon cher Richard, Dieu te conserve et bénisse tes entreprises. Mes souvenirs à toute la famille. Quant à moi, je m'affaiblis de jour en jour et je ne saurais aller loin. »

Le 14 janvier suivant (1841), après avoir remercié son neveu de ses souhaits de bonne année, il ajoute : « Si les miens pour toi et toute ta famille sont exaucés, vous vivrez tous longtemps et aussi heureux qu'on peut l'être dans ce bas monde, car le vrai et le solide bonheur, nous ne le trouverons que dans l'autre vie, si nous nous en rendons dignes par une vie vraiment chrétienne dans celle-ci... Je voudrais t'écrire plus au long, mais ma main tremblante ne me le permet pas, non plus que ma vue très affaiblie... »

Sa dernière lettre à son neveu Richard est du 6 mars 1844 :  
 « J'ai reçu ta lettre, mon cher neveu, m'annonçant la mort prématurée de ton pauvre jeune frère. C'est certainement pour vous tous une perte cruelle, et je partage bien sincèrement votre juste douleur ; mais Dieu qui est le maître de nos destinées l'a voulu ainsi, et votre devoir à tous est de vous soumettre à sa sainte volonté et de baiser la main qui vous a frappés. C'est d'ailleurs un mal sans remède, et vos pleurs et vos regrets ne vous rendront pas celui que vous avez eu le malheur de perdre. Prions tous pour le repos de son âme. J'espère que Dieu lui aura fait miséricorde et que nous nous reverrons un jour tous réunis dans le ciel. Travaillons tous à mériter ce bonheur... »

En 1845, le pape Grégoire xvi fit remettre au Séminaire des Missions étrangères le corps d'un martyr, St-Phosphore, et adressa un bref aux deux plus anciens directeurs du Séminaire, MM. Langlois et Dubois. — Voici cette pièce :

Fils bien aimés, salut et bénédiction apostolique.

Bien que les témoignages certains de notre bienveillance, dont nous avons comblé les évêques des missions de Chine et des Indes, les ouvriers apostoliques et les élèves de ce Séminaire du plus haut mérite devant l'Eglise, doivent à juste titre se rapporter aussi aux directeurs de votre maison, cependant Nous voulons, très chers Fils, vous donner une preuve particulière de notre affection, et Nous Nous hâtons de mettre ce dessein à exécution en confiant cette lettre à notre vénérable Frère, l'évêque de Colombie.

Nous connaissons, en effet, combien sont vertueux et dignes d'éloges les prêtres directeurs de votre célèbre Séminaire, aussi environnons-nous chacun d'eux d'une égale bienveillance et charité. Mais vous, qui, après vous être épuisés dans les longs et continuels travaux du ministère apostolique, l'un au Tonkin, l'autre sur la côte de Coromandel, dépensez encore votre zèle à ces mêmes travaux, de préférence à tous les autres, vous nous avez paru dignes d'une attention particulière.

Nous savons tout ce que vous avez eu à supporter pour le nom de Jésus, et pour le salut des âmes, chacun dans la partie de la vigne que le Seigneur vous a confiée, et avec quelle sollicitude vous travaillez à instruire les missionnaires de leurs devoirs.

Les témoins de vos travaux et de votre vigilance sont d'abord tant de prédicateurs illustres de la parole de Dieu, tant de héros au courage invincible, qui n'ont pas craint de verser leur sang pour féconder les Eglises d'Asie et attester leur foi. Il nous faut y ajouter aussi tous les évêques et les missionnaires si dignes

d'estime et dont nous sommes heureux de voir le nombre s'accroître, et de constater le zèle véritablement catholique à fonder le clergé indigène, qui s'affermir et prospère chaque jour davantage. Nous rappelons avec joie qu'au nombre de leurs plus belles qualités, les membres de votre société ont toujours professé et préféré à tout l'obéissance constante envers le Siège apostolique et envers notre Congrégation de la Propagande. C'est pourquoi, très chers Fils, nous ne pouvons que vous honorer d'une marque de notre bienveillance paternelle dont le souvenir dure jusqu'au dernier jour. Nous voulons donc faire à la chapelle du Séminaire un présent digne de votre piété, c'est le corps du bienheureux Phosphore retiré naguère d'un cimetière de Rome et que bientôt nous vous enverrons. En gage de notre charité, nous vous donnons de tout cœur la bénédiction apostolique, ainsi qu'aux autres directeurs de votre Séminaire.

Donné à Rome, à Ste-Marie Majeure, le 6 juillet 1845, la 15<sup>e</sup> année de notre Pontificat (1). »

L'abbé Dubois mourut au Séminaire des Missions étrangères le 17 février 1848.

La note suivante, qui se trouve dans le manuscrit d'un ancien secrétaire de la mairie de St-Remèze, dont nous avons donné un aperçu détaillé dans un autre ouvrage (2), montre qu'il n'avait pas oublié au lit de mort, son pays natal :

« Dans ce mémorial doivent trouver place les bienfaits de deux hommes pieux dont la mémoire doit être transmise aux derniers habitants de St-Remèze... Le second, c'est M. l'abbé Dubois (Jean-Antoine), né dans la commune de St-Semèze le 10 janvier 1766. Cet apôtre de la foi reçut les ordres à l'âge de 24 ans. Bientôt après il partit comme missionnaire pour les Indes Orientales où il prêcha l'Evangile pendant trente ans. Au bout de ce temps, attiré par ses parents, il revint en France et se fixa pour quelque temps à St-Remèze et à Bagnols. Ensuite il se retira au Séminaire des Missions étrangères à Paris où il finit ses jours. Ses mérites et ses bonnes œuvres lui avaient procuré une petite fortune qu'il a distribuée en bonnes œuvres de son vivant. Il avait donné une somme de 14,000 fr. à.... pour l'intérêt de cette somme servir à entretenir à St-Remèze des Frères Maristes pour l'école des garçons, et des sœurs de la Présentation pour l'école des filles, bienfait dont la commune a joui avec avantage... »

(1) ADRIEN LAUNAY — *Histoire des Missions étrangères*, III, 168.

(2) *Voyage le long de la rivière d'Ardèche*, p. 295.

Ce qui n'a pas empêché nos gouvernants modernes de laïciser l'école des Frères, en attendant de faire subir le même traitement à l'école des Sœurs.

Il en a donc été de même à St-Remèze qu'en tant d'autres communes de l'Ardèche : ce sont toujours des prêtres — ces prétendus obscurantistes — que l'on trouve dans l'histoire locale comme fondateurs ou protecteurs d'écoles, alors que les non-obscurantistes se réservent pour s'emparer plus tard de leur œuvre et l'employer au gré de leurs passions politiques ou religieuses.

A. MAZON.



## CONFRÉRIE

DES

PÉNITENTS BLANCS DU CONFALON

à LAVOULTE-SUR-RHONE

---

(Suite II et fin)

---

Teneur de la lettre écrite à Monsieur le Recteur :

« Je seray toujours ravy, Messieurs, d'entrer dans des vuës qui marquent votre piété et votre religion ; je ne puis assez vous exhorter et tous vos confrères à justifier par votre conduite et à convaincre toute la paroisse que vous n'êtes occupés qu'à faire respecter la religion et à la soutenir par vos exemples ; vous voyez que je vous ai accordé ce que vous souhaitez et que j'ai prévu ce que vous auriez été dans le cas de me demander pour la feste de Ste-Madelaine.

Je suis, Messieurs, avec le plus tendre attachement, votre très humble et très obéissant serviteur, † j., évêque de Viviers. A Viviers le 26 avril 1769. »

Le 15 avril 1770, Jean Charon, chargé d'entretenir le couvert

de la chapelle, en lui fournissant les matériaux et en l'exemptant de payer les 10 sols annuels de pension, étant mort le 6 du présent mois d'avril, le même entretien aux mêmes conditions est confié à Pierre Teste, maître maçon.

Le 29 septembre 1782, le don de 300 livres fait par Martial Michel Azémard (6 novembre 1768) devrait selon son désir être employé à empêcher la vente du chasal près de leur chapelle, à agrandir l'église et faire une tribune de ce même côté ; ainsi s'explique en ce dit jour, 29 septembre 1782. Le frère Molière de Vienne a alors représenté qu'en acceptant toujours le don d'Azémard, il est néanmoins possible de tirer un avantage de ce chasal jusques au terme ordonné (*après son décès*) par ledit frère d'Azémard, et pour y parvenir il propose d'appentionner led. chasal sous les conditions suivantes : 1° que le preneur payera une somme fixe et annuelle ; 2° qu'il sera stipulé dans l'acte d'appentionnement que toutes les fois que la confrairie aura un besoin de ce même chasal pour l'aggrandissement de la chapelle, le preneur sera obligé de l'abandonner et, d'en délaissier la possession sans aucune répétition de toutes les réparations qu'il pourra y avoir fait qui céderont au profit de la confrairie, laquelle possession sera délaissée après un simple comendement ; 3° que sous ces conditions, Jean Comtier, ménager de cette ville, offre de prendre en appentionnement led. chasal et d'en donner annuellement une rente de trois livres payables à chaque jour de St-Michel vingt neuf septembre sans aucune retenue de tributs royaux créés et à créer et sous les charges naturelles dud. chasal, priant les confrères de délibérer. (Accepté).

Le 12 octobre 1783, le f. Gilbert Molière, de Vienne, premier maître de cérémonie a représenté aux confrères assemblés que le public s'est aperçu d'un grand relâchement dans les exercices de piété et de dévotion de la confrérie, que pour remédier aux abus qui se sont glissés et édifier ce même public et exécuter ponctuellement les promesses faites lors des réceptions dans cette confrérie, il propose de renouveler les articles suivants tirés de nos statuts, homologués par les seigneurs évêques de Viviers et y ajouter tout ce qui peut tendre à une plus haute perfection. — Les confrères assemblés, d'un commun accord, avec promesse de la plus scrupuleuse observation, ont délibéré :



1° Qu'aucun confrère ne pourra s'absenter aux saints offices, processions, exercices de piété, entèrements et autres assemblées de la confrérie sans des excuses légitimes dont il demeurera tenu de donner connaissance par écrit au retour ou à celui qui le représentera en ses fonctions, et s'il arrive que l'excuse ne soit point légitime, sur la représentation du Recteur, il sera pointé par le portier et payera deux sols chaque fois qu'il s'absentera des offices entre les mains du trésorier de la confrairie à leur entrée à la chapelle, et en cas de reffus l'entrée de la tribune leur sera interdite, et si ce confrères'absente un mois de suite sans donner aucune raison ou qu'elle soit déclarée non légitime, il sera rayé du catalogue en la forme ordinaire, et son livre et son sac resteront au profit de la confrairie.

2° Qu'aucun confrère ne pourra quitter sa place ny sortir de la tribune sans en avoir demandé la permission au recteur, ny quitter son sac avant les offices finis et avant le recteur, et dans le cas qu'il y contrevienne pendant trois fois, l'entrée de la tribune luy sera refusée.

3° Que les confrères qui entreront dans la tribune seront obligés de prendre leur sac, et en cas de reffus pendant trois fois, ils seront rayés du catalogue.

4° Que le portier ne laissera entrer dans la tribune que les confrères, et quant à ceux qui désirent se faire recevoir dans la confrérie, il sera tenu d'en avertir le recteur qui leur accordera l'entrée s'il le juge à propos.

5° Que nul confrère ne pourra s'exempter de faire son heure d'adoration devant le St-Sacrement, garder le corps des frères décédés au temps qui leur sera marqué, sauf à eux de se faire remplacer par quelque autre confrère, et dans le cas de n'y satisfaire, il sera tenu de donner douze sols au trésorier de la confrairie, et en cas de reffus, il sera rayé du catalogue.

6° Qu'il ne sera permis à aucun confrère de donner un sac pour revêtir un particulier sans la permission du recteur.

7° Que dans le cas un confrère entrera dans la tribune après l'office commencé, il sera tenu de prendre son sac, se mettre à genoux à sa place, commencer l'office et le continuer.

8° Qu'il est deffendu à tout confrère de parler dans la tribune

soit avant soit pendant l'office, et en cas d'avertissement pendant trois fois, il sera rayé du catalogue.

9° Qu'il est défendu à tout confrère de parler de ce qui peut concerner la confrairie dans aucun lieu ny occasion hors de la tribune, et en cas qu'il soit constaté du fait pendant deux fois, il sera rayé du catalogue.

10° Que le frère Fabien Claude Molière est autorisé à demander le paiement à tous les confrères de leur réception, des arrérages de leur pension, et sur le refus pendant trois fois et sur son rapport, ils seront rayés du catalogue ; autorisant les trésoriers à venir à faire les mêmes demandes sous les mêmes peines.

11° Et attendu que la cloche de la chapelle est fendue, qu'elle ne donne qu'un mauvais son, il a été délibéré que les frères d'Azémard, Fuzier, Valentin, Molière du Bourg, Bacon et Molière de Vienne s'informeront ce qu'il en coûterait pour la refonte pour, sur l'avis qu'ils en auront reçu, être par eux formé une liste de tous les confrères qui doivent contribuer au paiement, et être par eux taxés ce qu'ils devront donner relativement à leur faculté, et en cas de refus de leur part qui sera annoncé par le trésorier, les refusant être rayés du catalogue.

Le 25 mars 1786, a été représenté par le frère Gilbert Molière de Vienne, conseiller, que plusieurs confrères étant instruits que le sieur Claude Rosier, maître fondeur de Chaumont-la-Ville en Lorraine était dans cette ville, le sieur Bacon, recteur, et plusieurs confrères luy proposèrent la refonte de la cloche, qu'en suite il fust passé une convention dont la teneur suit :

« Entre nous soussignés Gilbert Molière de Vienne, Jean-Jacques Bleymet, Claude Denojean et Louis Marolle faisant pour la confrérie des pénitents du Confalon de la ville de La Voulte en Vivarais, et Claude Rosier, maître fondeur de Chaumont-la-Ville en Lorraine, avons convenu ainsy suit, que nous dit Rochier (*sic*) nous obligeons de fondre la cloche de la chapelle des pénitents moyennant le prix de douze sols par livre sous contrôle, qu'elle pèsera au moins 150 livres, et nous obligeons en outre d'y mettre les escrits qui nous seront donné et de faire l'ouvrage dans le courant d'avril prochain. Fait double à La Voulte le 20<sup>e</sup> mars 1786. »

Représente encore que la cloche actuelle ne pèse que 111 livres et que, pour la porter au poids de 150 livres, il faut acheter au moins 60 livres de matière ; en conséquence il requiert les confrères de délibérer ce qu'ils jugeront à propos.

(*En marge* : Ordonnance de Mgr Lafond de Savine, évêque de Viviers, du 19 avril 1786, qui commet M. Lévêque, curé de La Voulte, pour la bénédiction de la cloche qui l'a été le 7 may 1786).

(*En marge de la page suivante* : La cloche a été fondue le 2 mai 1786, elle pèse 181 livres 8 onces ; il y est écrit les mots suivants : « Sancta Catharina. Donnée en 1617 par le duc de Ventadour, « refondue en 1786 sous les rectorats des frères A. Bacon, et J.-J. « Bosse Boissy ; mon parrain a été M. Gilbert Molière de Vienne, « avocat en parlement ; ma marraine, dame Catherine Bouvier, « son épouse. Claude Rosier, fondeur. ) » (Accepté.)

Le 21 mai 1786, on voté la construction d'un déshabilleur dont le devis s'élève à 72 livres dans l'emplacement qui est à côté de la sacristie, selon les délibérations du 15 février 1767 et 6 novembre 1768, pour que les confrères se revêtent de leur sac avant d'entrer à la tribune, et pour défendre l'entrée de la tribune aux étrangers et spécialement à tous les enfants qui ne font que parler, se mettent aux bancs des confrères et souvent se revêtent d'un sac aux processions contre toutes les règles et statuts.

Le 11 juin 1786, Gilbert Molière de Vienne, trésorier, représente que beaucoup sont retenus d'entrer dans la confrérie par des raisons et motifs qui paraissent néanmoins bien légers, savoir l'horreur et la répugnance qu'ils ont à l'enterrement des confrères que l'on porte dans la bierre et que l'on enterre le visage découvert, qu'il est instruit que plusieurs confrairies ont aboli cet usage, c'est pourquoy il requiert les confrères de délibérer sur ce. Ont convenu, conclud et délibéré qu'à compter de ce jour les corps des confrères décédés seront portés au cimetière dans la bierre et enterrés couverts d'une planche. Comme aussy ont délibéré, sur la représentation du f. Molière de Vienne, qu'il est autorisé et prié de faire l'achat d'un ostensor avec ses rayons en argent, d'une élévation assez grande et dans la dernière forme, et donner en paiement par échange l'ostensor et le ciboire sur lequel il est placé servant à lad. confrairie, et dans le cas que ce

dernier fût d'une plus grande valeur que celui qui sera acheté, ont délibéré que le prix en provenant sera employé à la construction du déshabilleur qu'ils ont résolu de faire construire par délibération du 21 may dernier.

Le 14 juin 1787, le frère Martial Michel d'Azémard, recteur, a exposé que depuis l'érection de la confrairie faite dans le mois de mars mil six cent, les révérends pères Augustins ont fait faire le service de lad. confrairie par un de leurs religieux ; que le seize novembre mil six cent vingt deux il fut passé une convention entre lesdits religieux et Monseigneur François Christophe de Levy Ventadour, recteur de la confrairie par laquelle la rétribution de ce service fut fixée annuellement à la somme de douze livres ; — que postérieurement par acte du 4 juillet mil six cent cinquante cinq, reçu M<sup>e</sup> Jean Rast, notaire de cette ville, il fut passé une autre convention entre lesdits religieux, M. Louis Molière, recteur, assisté de plusieurs autres confrères, par laquelle cette rétribution fut fixée annuellement à vingt quatre livres. — Le frère d'Azémard, recteur, expose encore que depuis quelques jours il a été prévenu par le révérend père Izard, prieur des Augustins au couvent de cette ville ; qu'il ne pourrait faire acquitter le service ; qu'il avait été résolu, dans le chapitre de leur ordre tenu le mois d'avril dernier en la ville de Nismes, qu'il serait le seul religieux prêtre au couvent, que par suite il est tenu d'acquitter dans la chapelle des seigneurs de cette ville les messes de fondation faites par les seigneurs prédécesseurs. — C'est d'après cet exposé qu'il propose aux confrères assemblés, pour éviter l'enlèvement ou le dépérissement, de prier un des confrères de retirer et mettre chez lui jusque à ce que le service de la chapelle puisse se faire, ce qui ne paraît pas bien éloigné attendu que led. père Izard, prieur, espère d'avoir un autre religieux : 1<sup>o</sup> les vases sacrés consistants en l'ostensoir placé sur le ciboire ; 2<sup>o</sup> le calice et sa patenne, le tout en argent ; 3<sup>o</sup> les deux burettes et la coupe en argent ; 4<sup>o</sup> tous les ornements en laine ou soye consistants en chappes, chasubles, étoles, manipules, voiles, écharpes, devants d'atel et autres ; 5<sup>o</sup> les aubes, amits, surplis, corporaux, purificatoires, lavabo, chandeliers, te igitur, croix, nappes, pierre sacrée, vases, bouquets, livres de chant et

autres à l'usage de la confrairie, écusson, clochettes, cierges, burettes étein, enfin tous les autres petits meubles ; 6° tous les livres des contracts, délibérations, statuts et autres papiers appartenants à la confrairie, enfin tous ce qui peut y être luy appartenant ; de tout quoy sera fait un inventaire et le tout placé dans un coffre qui sera fait ; de charger ce confrère de retirer toutes les pentions dues et arrérages, d'en concéder quittance, et à déffaut de paiement de les poursuivre en justice, de faire acquitter exactement les messes de fondation, de faire entretenir les couverts de la chapelle et de faire faire les réparations nécessaires, tenir un compte exact de ce qu'il aura reçu et dépensé pour le rendre à la première sommation qui luy en sera faite, et a ledit frère Azémard, recteur, signé. — Les confrères assemblés ont délibéré que l'on continuera à chanter l'office dans la chapelle les dimanches, fêtes et autres jours de l'année accoutumés, qui sera commencé, depuis Notre-Dame de mars à la St-Michel, à 7 heures du matin, et le reste de l'année à huit heures du matin. 2° Que les frères Martial Michel d'Azémard et Bernard Molière sont priés de procurer une messe à la suite des offices pour être dans la chapelle sous la rétribution de douze sols, et quant à celles dites les jeudy et vendredi saint, le jour de l'Annonciation et de sainte Madelaine sous la rétribution de vingt quatre sols. 3° Que dans le cas la messe ne puisse point être dite dans la chapelle à la suite de l'office, tous les confrères s'assembleront toujours pour le chanter, à l'issue duquel ils se rendront à la messe du révérend père Izard, prieur des Augustins, qui la dit dans la chapelle des seigneurs de La Voulte attenant à l'église paroissiale, lequel sera prié par lesd. frères d'Azémard et Molière de vouloir accepter les remerciements de la confrairie. 4° Que chaque confrère donnera annuellement vingt quatre sols au trésorier de la confrairie à commencer depuis la fête de la Pentecôte dernier pour les besoins de la chapelle, que à déffaut de paiement ils seront rayés du catalogue. 5° Que ceux qui s'absentent depuis long temps d'assister aux exercices de la chapelle seront invités de s'y rendre par les frères Sautel et Boissy dans le délai d'un mois, passé lequel ils seront rayés du catalogue. 6° Qu'ils renouvellent les dispositions de la délibération prise le 12 octobre 1783 pour être

exécutée dans tout son contenu. 7° Attendu que le joug de la cloche a besoin d'être refait à neuf, il a été délibéré qu'on en donnera le prix fait au moins disant et que les offres seront reçues par le frère d'Azémard, recteur. 7° Aussy a été délibéré que chaque confrère se servira d'un capuchon dans les processions, et qu'ils seront invités de s'en procurer.

Le 25 mai 1788, Gilbert Molière de Vienne, conseiller et trésorier, a représenté que, par acte du 23 avril 1685, reçu M<sup>e</sup> Bergeron, notaire à La Voulte, Jean Courtial et Jean Angelvin vendirent à la confrérie une maison au quartier de la Meilhe, actuellement en chasal, qui confronte du levant maison du frère Jacques Freidier, acquerreur du f. Augustin Ferrier, rue entre deux, couchant maison de François Duché au nom de Jeanne Robert, sa femme, et en partie rue publique, allant à la porte de la Meilhe, vent ladite rue publique, et de bison chasal de la confrérie où est édifiée la sacristie ayant appartenu à Maurice Veiranne, que par cet acte de vente la confrérie fut chargée de payer toutes les charges et pentions dues sur laditte maison. Représente que ce chasal n'est d'aucune utilité pour la confrérie et propose de le donner à location perpétuelle sous lesd. charges à celui ou ceux qui en feront les conditions meilleures sous les offres qui seront faites et reçues par le recteur. (Accepté.)

Le 4 décembre 1788, dans la maison du frère Louis Vincent d'Azémar, recteur, le frère Gilbert Molière de Vienne, conseiller et trésorier de la confrérie, a représenté que, par un acte du 4 juillet 1655, reçu M<sup>e</sup> Rast, notaire, les révérends pères religieux Augustins de cette ville s'obligèrent, à l'acceptation des frères Louis Molière et Gilbert Masson, recteur et vice-recteur, de dire une messe basse dans la chapelle de la confrérie chaque jour de dimanche et fête de commandement, d'assister à l'office de la semaine sainte et processions accoutumés, aux entèremens des confrères et de dire, deux jours après l'entèrement d'iceux, une messe haute en lad. chapelle avec diacre et sous-diacre, de dire une grande messe comme dessus le jour et fête de Ste-Marie-Madeleine chaque année, et encore cinq messes basses tous les lendemains des fêtes de la Purification, Annonciation, Assomption, Nativité et Conception de Notre-Dame-la-Vierge-Marie,

moyennant la rétribution annuelle de vingt quatre livres. Qu'aux termes de cet acte obligatoire de part et d'autre, lesd. religieux Augustins ont fait le service y porté à l'exception néanmoins des cinq messes qu'ils s'étaient soumis de dire le lendemain des fêtes de la Ste-Vierge, et la confrérie leur a toujours fait payer par son trésorier lad. somme de vingt quatre livres. Que le mois de juin mil sept cent quatre vingt sept, lesd. religieux ont crû ne pouvoir satisfaire au service réglé par l'acte reçu M<sup>e</sup> Rast, notaire, vu qu'il n'y avait qu'un seul religieux prêtre dans leur couvent, que depuis environ quinze jours le révérend père Izard, prieur, s'est procuré un second religieux qui a dit la messe dans la chapelle deux dimanches ; mais que led. révérend père prieur l'a prévenu qu'il ne pouvait faire faire le service de lad. chapelle que sous la rétribution annuelle de soixante livres. D'après cet exposé, le frère Molière de Vienne, propose aux confrères icy assemblés de délibérer sur la demande dud. sieur prieur, leur observant néanmoins 1<sup>o</sup> que l'acte reçu M<sup>e</sup> Rast, notaire, est un contrat qui devrait être exécuté et contre lequel aucune des parties ne peut porter atteinte ni s'en écarter, devant subsister perpétuellement ; 2<sup>o</sup> que quoique lesd. religieux disent la messe dans lad. chapelle, ils ne l'appliquent point pour la confrérie, mais à leur volonté, ce qui leur fait par suite une augmentation de rétribution ; 3<sup>o</sup> que cependant pour témoigner auxd. religieux combien la confrérie désire que le service soit continué par eux, s'en étant acquittés dignement et méritant les plus grands éloges et toute la reconnaissance de la confrairie, il paraîtrait juste d'augmenter la rétribution ; 4<sup>o</sup> qu'au moyen de cette augmentation, il est indispensable d'augmenter la pension annuelle des confrères de douze sols et la porter à trente six sols ; 5<sup>o</sup> enfin de charger le frère recteur, le frère d'Azémard et le frère Fuzier, conseiller, de donner connaissance au révérend père prieur de la présente délibération, qui conviendront avec lui de l'augmentation de la rétribution et qui lui observeront que le nombre des confrères est si petit qu'à peine peut-on subvenir aux besoins actuels de ladite chapelle.

Ont délibéré 1<sup>o</sup> que le frère recteur, d'Azémard, maître de cérémonies, et Fuzier, conseiller, voudront bien offrir au prieur

des Augustins la somme de trente six livres pour le service de la confrairie, sans néanmoins vouloir se départir de l'acte de convention reçu M<sup>e</sup> Rast, notaire, et à défaut par led. sieur prieur de consentir et d'accepter lad. somme, ils donnent pouvoir aud. sieur recteur de lui faire signifier led. acte et d'en demander l'exécution aux formes ordinaires et par devant qui de droit. 2<sup>o</sup> Qu'à compter du vingt cinq de ce mois, la rétribution annuelle de chaque confrère demeure fixée à vingt quatre sols qu'ils seront tenus de payer aussi le même jour au frère recteur actuel, nommé trésorier par la présente, à peine contre les refusants d'être rayés du catalogue et l'entrée de la tribune leur être défendue. 3<sup>o</sup> Ils donnent pouvoir en outre auxd. frères recteur et vice-recteur de passer un bail à loyer de partie d'un chazal attenant à la sacristie sans en pouvoir ôter le jour, à ceux qui en feront la condition meilleure pour le terme de neuf années, à la charge par le preneur de faire faire une porte en bois pour fermer led. chazal qu'il sera tenu néanmoins de laisser ouverte tous les jours que la confrairie s'assemblera.

Le 29 mai 1791, le révérend père Louis Armans Rames, religieux Augustin, notre aumônier, a dit la messe dans notre chapelle, et comme nous n'avons plus de couvent d'Augustins à La Voulte, que tous les corps religieux sont supprimés par les décrets de l'assemblée nationale sanctionnés par le roy, les religieux de ce couvent se sont retirés, ce qui est cause qu'il ne se fera plus d'office dans la chapelle. *Fiat voluntas tua.* — Molière de Vienne, secrétaire.

On a continué à dire l'office attendu que Monsieur Silve, curé de la paroisse St-Jean de la ville de Valance, et M. Dauteville, prieur curé de St-Laurent-d'Autussac-du-Pape, qui habitent La Voulte, disent la messe dans la chapelle. Fait à La Voulte, ce 5 septembre 1791. — Molière de Vienne, secrétaire.

Par décret du 6 avril 1792, l'assemblée nationale a supprimé toutes les confrairies de pénitents sous quelques dénominations et couleurs qu'elles soient érigées ; on ne fera plus d'office dans la chapelle à compter du 15 dud. mois. *Fiat voluntas tua.* — Molière de Vienne, secrétaire.

Le 27 mai 1792, jour de la Pentecôte, à l'issue de la messe dite



dans notre chapelle, après avoir chanté le *Veni, creator*, il a été procédé à l'élection des officiers de la confrairie.

Le 16 décembre 1792, jour de dimanche, à l'issue de l'office, le sieur Roch Béraud, prêtre de Montdragon, en visite à La Voulte, a célébré la messe dans la chapelle et qui est et sera la dernière.  
— Molière de Vienne, choriste.

Le même jour, 16 décembre 1792, la confrairie fut supprimée, et la chapelle fut vendue par le gouvernement d'alors.

En janvier 1812, sous Monsieur Rasclat, curé de La Voulte, la confrérie a été rétablie dans la paroisse en la chapelle attenante à l'église paroissiale (chapelle Ste-Croix.)

Dans le même mois, il a été procédé à l'élection *provisoire* des officiers, ainsy qu'il suit.... Ainsy a été procédé à l'élection provisoire par les anciens confrères présents qui ont signé, excepté deux pour ne le savoir.

Le 17 mai 1812, jour de la Pentecôte, à l'issue des Vêpres, après avoir chanté le *Veni creator*, il a été procédé à l'élection des officiers de la confrairie comme suit..... La présente a été faite en présence de M. le maire qui a signé, et avant la signature il a été arrêté que le discours du recteur serait transcrit à la suite de la présente élection.

Suit la transcription du discours prononcé avant l'élection par le frère Gilbert Molière St-Alban, recteur :

Mes frères,

Il était d'usage dans la confrairie des Pénitents de renouveler, tous les deux ans, tel jour qu'aujourd'hui, les confrères qui avaient été en charge ou de réélire les mêmes, si tel était l'avis de la majorité.

Cette confrairie n'étant rétablie que depuis quelques mois, et ceux qui occupent maintenant les places n'ayant été nommés que provisoirement, c'est à vous, mes frères, à procéder aujourd'hui à la nomination pour deux ans des charges attachées à notre confrairie en choisissant parmi les confrères ceux d'entr'eux que vous croirez le mieux en état d'en remplir les fonctions.

Vous avez à nommer un recteur, un vice-recteur.... etc.

Je ne doute pas un instant que ceux qui seront nommés à ces charges ne s'acquittent avec zèle des soins qui leur seront confiés.

Je dois vous observer, mes frères, qu'il est de votre devoir d'assister assiduellement aux offices à moins d'une raison bien valable et, dans ce cas, vous devez la veiller en prévenir ou faire prévenir le recteur.

Vous devez y assister avec piété ; aux processions avec ordre et recueillement, donner un bon exemple aux assistants et, par cette conduite, édifier le prochain.

Et vous, mes frères, qui allez être nommés aux charges de maitres de cérémonies, c'est vous qui devez veiller avec soin à faire observer l'ordre qui doit régner tant dans cette chapelle qu'aux processions ; vous en contractez l'obligation en acceptant cet employ.

Chacun de vous doit la soumission à Monsieur le Curé et aux officiers supérieurs de la confrairie ; nous devons leur obéir, sans contrevenir à ce qui nous sera par eux ordonné.

Je vous invite de lire souvent nos statuts ; il est essentiel que vous connaissiez parfaitement ce que vous prescrit chaque article ; et rappelez-vous que, lors de votre réception, vous avez promis en face de l'autel de les observer fidèlement.

Dans cette société, mes frères, il doit y avoir de l'union, de la concorde : s'entr'aider mutuellement les uns les autres, c'est ce qu'on appelle la charité chrétienne.

Avant de procéder aux élections, nous allons chanter le *Veni creator* pour demander au St-Esprit ses lumières sur le choix que nous allons faire.

Ainsy transcrit ledit jour 17 may 1812, en présence des confrères, par nous secrétaire de la confrairie soussigné : Contier, pour le secrétaire.

Le 17 mars 1816, le frère Gilbert Molière St-Alban, recteur, a fait lecture d'une délibération prise par la confrérie le 12 décembre 1783, relative à un grand relâchement dans les exercices de piété et de dévotion de la confrérie, et pour y remédier les articles des statuts sont rappelés ; le recteur demande qu'il soit arrêté que tous les articles mentionnés dans ladite délibération soient rigoureusement exécutés et qu'il en soit fait une copie qui demeurera affichée dans notre chapelle, afin que chaque confrère puisse en prendre connaissance et s'y conformer ponctuellement. (Accepté).

Le 11 avril 1819, Jacques Jacquet de Beauchastel faisait partie de cette confrérie à Beauchastel ; mais comme il n'y a point de prêtre à Beauchastel, il a demandé, le jour dit 11 avril 1819, à être agrégé à la confrérie de La Voulte. (Accepté).

Le 18 avril 1819, le frère Gilbert Molière St-Alban, recteur, a exposé qu'il a été trésorier depuis le 29 may 1814 jusqu'au 10 novembre 1818 et qu'il remet ses comptes ; que, sur les vives instances de M. le Curé, il a accepté d'être recteur le 4 de ce mois ; qu'il est nécessaire qu'il sache quel est le nouveau trésorier, et qu'il demande que ce nouveau trésorier soit continué jusques aux prochaines élections, attendu qu'il se démet d'hors et déjà de cette charge. Il demande aussy que si, pendant son absence, on eut destitué verbalement quelque confrère de sa charge, il soit dès aujourd'hui rétabli dans ses fonctions, attendu que l'on ne peut priver aucun confrère de l'emploi qui lui a été conféré sans de bien grandes raisons, et que pour les destitutions il faut l'assentiment de la majorité de la confrérie, et enfin il faut que la destitution et les motifs qui y ont donné lieu soient couchés dans les registres, sans quoi tout ce qui est arreté verbalement ne peut ni ne doit avoir aucune force et devient nul de plein droit.

Les confrères ont déclaré que, pendant son absence, ils avaient nommé verbalement pour trésorier le frère Jean Chabanis et, à la majorité, ils le continuent jusques aux prochaines élections de la Pentecôte 1820. Quant aux dignitaires élus le 10 may 1818, ils sont invités à garder leur charge jusqu'aux prochaines élections.

Le 20 avril 1819, les confrères assemblés ont unanimement délibéré que le frère Jean-Pierre-Léon Contier doit à la confrérie une somme de deux cent francs provenant du bénéfice qu'il a fait sur la vente de l'ancienne chapelle appartenant anciennement à la confrérie, que le frère Contier ne peut consciencieusement retenir cette somme à son profit parce qu'il ne peut pas disconvenir que, dans une assemblée de confrères, on le pria de se charger de cette chapelle qui luy fut remise par les adjudicataires du gouvernement lors de la vente des biens dits nationaux, et qu'il accepta la remise que les adjudicataires luy firent sous la condition expresse de la rendre à la confrérie, s'il arrivait qu'elle vint à être rétablie ;

et attendu qu'elle l'a été dans l'Eglise de la paroisse, il convient que le frère Contier exécute la promesse qu'il avait manifestée non-seulement à l'époque que la chapelle luy fut remise par les adjudicataires, mais encore dans bien d'autres occasions.

D'après cet exposé unanime, les frères icy assemblés arrettent qu'ils chargent le recteur de faire part à Monsieur le Curé de la présente délibération et de le prier d'engager le frère Contier à verser de suite entre les mains du trésorier de la confrérie ladite somme de deux cent francs luy faisant grâce des intérêts quoique légitimement dûs, laquelle sera employée à des réparations indispensables à faire à la chapelle que la confrérie occupe dans l'église paroissiale, et comme cette chapelle est extrêmement petite pour recevoir commodément les confrères dont le nombre augmente tous les jours, il convient d'y faire faire des bancs pour leur donner une place fixe et leur ôter par là tout prétexte d'aller et de venir dans la chapelle ; par ce moyen le silence s'observera, et alors les louanges du seigneur se chanteront avec recueillement.

Il a été enfin arreté qu'il sera donné connaissance au frère Contier de la présente délibération par un extrait que le secrétaire de la confrérie demeure chargé de luy envoyer.

Le 9 juillet 1821 (il est observé que) au mois de janvier 1810, Gilbert Molière St-Alban céda aux instances du respectable Monsieur Raslat, curé de La Voulte, pour contribuer à rétablir la confrérie de Notre-Dame du Confalon qui avait été détruite dans la Révolution ; les gens comme il faut et les notables de La Voulte qui la composaient avant sa destruction n'existant plus lorsqu'il fut question de la restaurer, me trouvant seul à même, j'ose le dire, de la guider dans ses différents exercices soit pour les offices ou autres cérémonies, étant à même, j'ose le dire encore, d'y donner quelque considération, je ne crus pas devoir me refuser au désir de Monsieur le Curé Raslat et à celluy de quelques anciens confrères ; mais la multiplicité des réceptions faites sans choix ayant formé une société ignorant que la règle exige une soumission à celluy qui s'en trouve le chef, sans vouloir rien exiger personnellement de cette soumission nécessaire au maintien de l'ordre de toute société, il n'en est pas moins vray que l'insubordination survenue pendant mon rectorat m'a mis

dans le cas de me retirer ; en conséquence, pour que cela soit authentique, je me signe en donnant ma démission, ce neuf juillet 1821. Molière St-Alban.

Le 15 septembre 1828, Nous membres soussignés de la confrérie des Pénitents du Confalon, sommes convenus et convenons d'observer dorénavant les statuts de la dite confrérie.

En conséquence, pour nous y conformer de plus en plus, nous réglons : 1° Que l'amende portée par les statuts contre ceux qui manqueront trois dimanches de suite à l'office ou aux Vêpres, sera de cinq sous que le trésorier sera obligé de retirer. 2° Le recteur ou le vice-recteur seront obligés de pointer ceux qui manqueront. 3° Ceux qui malgré l'amende s'obstineraient à manquer, après les représentations convenables, seront rayés du catalogue. Ainsi, ceux qui après avoir payé trois fois l'amende continueraient à manquer, seront exclus définitivement. 4° L'assemblée du conseil se réunira une fois tous les deux mois pour délibérer sur les affaires de la confrérie. 5° Tous les trois mois il y aura une réunion générale des confrères pour s'exciter mutuellement à bien observer les statuts et règlement de la confrérie.

Aug. ROCHE.



# NOTICE

## SUR MIRABEL EN COIRON, ET SES SEIGNEURS

---

« Jacques de Chambaud sieur dudict lieu et de Vacheroles, gouverneur et commandant en Viverez soubz l'auctortté de Monseigneur le duc de Montmorency, pair et mareschal de France, gouverneur et lieutenant général pour le roy en Languedoc, à Loys de Mirebel escuyer sieur dudict lieu, salut. Estant très requis et nécessaire de pourvoir à la seureté et garde dudict Mirebel sur les occurances qui se présentent de quelque vertueux et confident personnaige ; à ceste cause à plein nous confiants de vostre velleur et expérience au faict des armes vous avons donné et donnons le soing et charge de commander comme chef et cappitaine sur la dicte ville et chasteaux que dessus pour la tenir et conserver pour le service du roy soubz l'obéissance de mondiet seigneur de Montmorency et noz commandementz, avec tel nombre de soldats que y sont de présent et qui seront à l'advenir par nous y estre stables aux despens du pays et avec iceulx et habitants dudict lieu de Mirebel qui seront tenus y vacquer par tour et ordre, et en cas reffus contrainctz par prison et amendes pécunières et aultres voyes, en tel cas requises et nécessaires. Et à ce faire nous avons et donnons plein pouvoir et auctorité. Mandans et demandans aux consulz, officiers et habitantz dudict lieu, et à toutz aultres que besoing sera, subgetz à la garde et déppendantz d'icelluy, vous recognoystre et obéyr comme à nostre propre personne, sur peynes de désobéyssance, et comme telz estre pugniz. Donné à Aubenas, soubz le seing et seau de noz armes, le vingt septième jour de novembre mil cinq centz huictante cinq. »

CHAMBAUD.

Par mandement du susdit sieur gouverneur,

GEBELIN (1).

---

(1) Au bas de cette pièce est un sceau plaqué. — Armes : un lion au chef chargé de trois fleurs de lis.

## PRISE DE VILLENEUVE-DE-BERG

LE 5 MARS 1621

Villeneuve-de-Berg, située sur un lieu de passage, était occupée depuis longtemps par les religionnaires qui mettaient à contribution les voitures de sel et toutes les marchandises qui passaient d'un pays à l'autre par cette route. C'était là une branche de leur industrie qui les aidait à soudoyer leurs troupes. Le duc de Montmorency, arrivé en Vivarois, résolut de faire cesser ce brigandage et d'avancer vers la ville pour en entreprendre le siège. Il fit sommer en premier lieu les habitants de se rendre au roi ; il leur envoya pour cela M. de Montréal, et à leur refus, il ordonna que la ville fût investie.

Le 5 mars 1621, le régiment de Pérault attaqua le faubourg appelée Basse-Chareyre, qu'il força après quelques pertes. M. de Montréal, à la tête de son régiment s'empara du faubourg Notre-Dame, action dans laquelle se distinguèrent M. de Vinezac et de Largier ; tandis que M. de Lestrangé s'emparait du faubourg Jacob, le régiment de Ducros prit le faubourg du Cerf.

« Toutes les barricades des faubourgs ayant été aisément emportées, les ennemis furent enclos dans la ville, de sorte qu'on n'eut à combattre que les mousquetades tirées des murs ou des tours d'icelle, qui tuaient et blessaient à tout moment de nos gens ; la nuit suivante, le sieur de Brison qui appréhendait, et non sans cause, la perte de cette place, voulut tenter d'y jeter un secours de deux cents hommes, desquels il donna la conduite à Chambonnet, son fils naturel, lequel prit le dessein d'entrer du côté de l'église, lieu le plus mal gardé, et l'avenue la plus aisée, à cause qu'il n'y a point de faubourg de ce côté-là, M. de Montréal prévint bien que s'il devait venir du secours ce serait cette nuit-là et par le susdit endroit, de sorte qu'il fit loger le sieur de Laras, son second fils, avec deux cents hommes, le long du chemin de St Jean, lequel, vers minuit, ayant découvert l'ennemi, le chargea si vivement qu'il le mit en fuite ; l'obscurité empêcha qu'il y eut grande perte d'un côté ni d'autre, mais il fit si bien qu'il n'entra pas seulement un homme dans la ville : les assiégés

voyant qu'il n'avait pas de quoi espérer aucun secours, et que M. de Montmorenci était arrivé à St-Jean, à demi-lieue d'eux, ils demandèrent la permission à M. de Montréal de députer vers sa Grandeur pour savoir d'elle l'obéissance qu'elle désirait d'eux ; mais c'était en effet pour voir s'il était arrivé à St-Jean deux gros canons dont ils étaient menacés ; ne croyant pas qu'on eût pu en conduire par ce mauvais pays, n'y en ayant jamais eu aucun autre ; ils trouvèrent que la chose était et qu'ils étaient menacés que si les canons s'approchaient, il n'y avait plus rien à espérer, ni aucune grâce à attendre ; et par ainsi ils se rendirent, ouvrirent leurs portes à M. de Montmorenci, et le sieur de Chabreilles avec plusieurs autres de la religion sortirent, et s'en allèrent à Privas. » (1)

---

## PRISE DU PRADEL

Lors de la prise de Villeneuve-de-Berg, le 5 mars 1621, deux ans après la mort d'Olivier de Serres, les troupes du duc de Montmorency s'emparèrent de la maison de l'illustre agronome.

« Le Pradel, château considérable dans le voisinage de Villeneuve-de-Berg, était gardé par la garnison de cette ville, et se trouvait souvent en embuscade avec les religionnaires de Mirabel. Le capitaine Abraham, commandant du Pradel tirait des secours de Villeneuve dans ces circonstances, Blacons crut que de la prise de ce château, devait procéder celle Villeneuve, et pour cela il plaça de nuit quatre-vingts chevaux et trois ou quatre cents soldats dans le bois du Pradel ; trois cents hommes furent postés à la Javalier et autant en Berg.

Le lendemain, le sieur de Blacons fit attaquer ceux du Pradel par les religionnaires de Mirabel, tandis qu'il faisait demander du haut d'une éminence de nouveaux secours à ceux de Villeneuve dont il voulait surprendre la ville lorsqu'ils seraient sortis.

(1) *Les Commentaires du soldat du Vivarais.*



A ce cri trompeur, les catholiques sortent à leur ordinaire pour secourir Pradel. La cavalerie était déjà partie, lorsque M. de Vinezac commandant de la place découvre le stratagème des religionnaires et leurs troupes cachées et fit échouer le projet de Blacons. Celui-ci, honteux du rôle qu'il jouait, ravagea le pays d'alentour pour faire subsister ses troupes. » (1)

Louis d'Arlempde avait dans ce temps-là une forte garnison à Mirabel pour tenir en échec Jean de Balazuc, sieur de Joannas et Louis de Charbonnel, sieur de Vinezac, qui commandaient les catholiques à Villeneuve-de-Berg. Leurs troupes escarmouchaient continuellement entre elles, sans avantage bien marqué de part et d'autre.

Louis d'Arlempde profitait des avantages que lui donnait la situation escarpée de son château, d'où il voyait tout ce qui passait sur la route de Villeneuve à Privas, pour faire des courses sur le grand chemin.

Un jour, il aperçut un convoi de mulets et de bestiaux dirigés vers Montpellier pour l'approvisionnement de l'armée. Il résolut de s'en saisir au moyen d'une embuscade qu'il dressa à Berg avec cent vingt fantassins et vingt-deux cavaliers. Il ramenait son butin, d'une valeur de plus de vingt mille livres, escorté par les capitaines Paulet et Marbonne, de Privas, lorsqu'au passage de la petite rivière qui coule entre St-Jean et Villeneuve, il se trouva face à face avec le sieur de Vinezac et les capitaines Régis et Grandval, ayant sous leurs ordres soixante-dix soldats et quatre cavaliers ; la rivière séparait les deux troupes ennemies.

Le combat s'engagea bientôt et il dura depuis deux heures avec un avantage égal quand les deux chefs se rencontrèrent et combattirent corps à corps, le sieur de Mirabel blessé, fut forcé d'abandonner la lutte, sa retraite se fit en désordre, une charge inopinée des paysans de St-Jean acheva de le mettre en fuite, laissant son butin et quinze morts sur le champ de bataille. Sa blessure l'incommoda le reste de sa vie.

Le sieur de Vinezac y perdit un sien caporal et cinq ou six soldats ; il eut son cheval blessé, trois ou quatre coups sur la

(1) SOULAVIE. — *Histoire du diocèse de Viviers*, man..

cuirasse et un peu au bras ; le sieur de Grandval eut cinq coups de mousqueton d'arquebusade sur la cuirasse, et fut légèrement blessé au bras. (1)



Dans les Mémoires de Daniel du Pradel, que, grâce à l'obligeance de M. Watré, nous avons parcourus, nous avons relevé ces lignes :

« J'ay esté mis en possession du Pradel par messieurs de Charbrilles et de la Croix, Com<sup>tes</sup> executeurs de l'Edict de paix, le samedy septiesme janvier 1623.

Huict jours aprez, suivat l'injonction à moy faicte par lesd. s<sup>rs</sup> C<sup>tes</sup> j'ay fait abatre les fortifications nouvelles de ma maison dud. Pradel, conformément aud. Edict et ord<sup>res</sup> desd. commisseres. J'ay treuvé mad. maison desbiffée et fort ruinée par le dedans, scavoir / les planchers du corps de logis bas presque tous ruinez, comme aussy les couvertz grand' faissez et gastez.

Item le beau lavemain de la salete que mon père avoit fait tailler en belle pierre blanche cruellement brisé et ruiné.

Plusieurs portes perdues et celles qui y sont toutes sans serrures et peu avec des barres. »

---

## SURPRISE DE MIRABEL

Louis d'Arlempde, seigneur de Mirabel, ardent religionnaire ne supportait pas la présence des catholiques à Mirabel, aussi en avait-il expulsé son cosseigneur Balthasar de Flotte, baron de la Roche, dont il saisit le château situé tout près de celui qu'il possédait lui-même. Il avait aussi chassé un paysan catholique appelé Arnoux. Celui-ci se concerta avec un charpentier d'Aubenas, du nom d'Ambroise. Dans le mois de mars 1626, ils réunirent environ cent vingt hommes et, passant par le Coiron, avec

(1) *Commentaires du soldat du Vivarais.*

de longues échelles, ils escaladèrent la place la nuit. Le corps de garde allait être pris. « Sur un signe qu'ils firent, cinquante hommes montèrent ; cinq ou six desquels allèrent sur la montée de la ville composée de plus de quatre-vingt-dix degrés avec bonnes portes, où un homme était capable d'arrêter tout ce qui fut venu ; les voilà donc maîtres absolus de la place, parce qu'ils n'avaient à faire qu'à un corps de garde de vingt ou vingt-cinq à plain pied de la terrasse où ils étaient, et sous une voûte à l'entrée du château de M. de Laroche, lequel était ruiné et ouvert de toute part. Celui de M. de Mirabel était sans aucune défense et fort bas, d'autant que l'enceinte du rocher fortifiait le tout. Arnoux dit à Ambroise qu'il allait voir le corps-de-garde, lequel il trouva endormi autour du feu. Les ayant comptés et trouvé qu'ils étaient environ trente, ils vint dire qu'ils étaient forts et qu'il fallait encore faire monter des gens ; Ambroise descendit toutes les échelles par lesquelles il fit encore monter trente hommes, ce qui étant joint au reste, il se dit fort d'aller tuer le corps-du-garde ; et comme il commençait à marcher, Ambroise dit à Arnoux d'aller voir s'ils étaient éveillés ; Arnoux y va, et en revenant prit un peu à gauche du chemin où il avait passé, Ambroise le voyant venir s'en va à lui, et lui criant *qui vive ?* car ils n'avaient point de mot d'ordre, l'autre lui crie de même ; des paroles ils en vinrent aux mains sans se connaître, et enfin Arnoux tomba mort d'un coup de pistolet que l'autre lui donna ; ce coup avec peine éveilla le corps-de-garde, lequel criant aux armes, nos catholiques furent si vaillants, qu'ils disputèrent lequel serait le premier, c'est-à-dire à regagner l'échelle, de laquelle plusieurs se précipitèrent et de cette sorte s'en tua dix à douze, trois ou quatre s'embrochèrent à la palissade sur laquelle ils tombèrent de bien haut.

Les ennemis se croyant perdus ne bougèrent pas de leurs quartiers, ils se contentèrent de prévenir M. de Mirabel qui se leva aussitôt et s'empessa de faire sa ronde, mais il ne trouva que le cadavre d'Arnoux abandonné par tous les siens. Ainsi échoua la plus hardie des entreprises. » (1)

---

(1) *Commentaires du soldat du Vivarais.*

## SIÈGE DU PRADEL

Au mois de mai 1628, les catholiques s'emparèrent du château du Pradel que le seigneur gouvernait lui-même. Les régiments de MM. de Montréal, d'Annonay et de Lestrange l'investirent sous prétexte que son maître, qui était religieux avait reçu honorablement le duc de Rohan.

Après quatre jours de siège, l'artillerie ayant battu continuellement les fortifications, la garnison demanda à capituler. On accorda la vie au seigneur et à ses soldats, mais on démolit son château jusqu'aux fondements. Et comme le fanatisme aveuglait, dans ces malheureux temps, tous les esprits de l'une et l'autre religion, les catholiques assiégeants ravagèrent avec fureur les plantations, les vergers et les jardins de botanique du seigneur du Pradel, qui s'occupait innocemment de la culture des plantes.

Voici comment cet événement est raconté dans les *Commentaires du soldat du Vivarais* :

« Après le passage de M. de Rhoan, M. de Ventadour demeura à Villeneuve, et M. le marquis d'Annonay, son frère, auprès de lui, qui lui proposa le bien que la prise du château apporterait, à cause des courses que cette garnison faisait, étant à un quart de lieue de Villeneuve, l'entre deux d'icelle à Mirabel, où le sieur de Mirabel faisait toutes ses parties pour courir sur le grand chemin du commerce, et incommodait les habitants de Villeneuve, qui ne pouvaient cultiver leurs terres sans se mettre au hasard de se perdre. La résolution de l'assiéger en fut donc prise, et deux pièces de canon, qui étaient au Bourg-Saint-Andéol, amenées pour ce dessein, que ceux de Mirabel crurent être pour eux, ce qui les fit travailler à se fortifier, et ne songèrent pas au Pradel, qui se trouva investi un matin lorsqu'on y pensait le moins. Le sieur du Pradel y était dedans avec une trentaine de soldats, lesquels firent très bonne contenance, et tuèrent ou blessèrent aux approches quinze ou vingt hommes...

« Cette maison était au milieu d'une plaine, fortifiée de hautes murailles hors d'échelles, de bonnes guérites, une parfaitement bonne porte, et tout autour un bon fossé rempli d'eau ; les assié-

geans étaient seulement les régimens d'Annonay, de Montréal et de Lestrangle, avec cent chevaux et les gardes dudit seigneur. Le sieur de Marsilhac, qui avait la charge du canon, emporta en deux jours les guérites et toutes les défenses, ce qui donna les moyens à MM. d'Annonay et de Montréal de faire approcher leurs régimens aux mantelets, du côté où le fossé n'était pas creusé et où il n'y avait point d'eau ; de sorte qu'étant à la sape, ils furent contraints de se rendre, la vie sauve, et le quatrième jour de leur siège, le château fut, dans aussi peu de temps que cela, entièrement démoli jusques aux fondemens, et ses arbres et vergers coupés avec moins de peine et de labeur que l'auteur du théâtre d'agriculture, qui en était seigneur, n'en avait mis pour les élever. »

« Le dimenche VII may 1628, dit Daniel de Serres, le Pradel « rendu à Mons<sup>r</sup> de Ventadour par composition vie et bague « sauues, après auoir s. 68 c. d. c. (souffert 68 coups de canon) « tout pillé et rasé, mon fils aîné y commandoit, ayant esté « inuesti le vendredi précédent, Myrabel, le village prins par « force, le chasteau par composition vie sauue, armes et bagages. « Aprez la baterie de trois jours par quatre canons, Monseigneur « de Montmorency comandoit en personne à l'armée; lad. redition « le XV juin aud. an 1628, le village ayant esté prins le jour « auparaduant.

« Le mesme jour, je me retirai en chemise à la Baume, ayant « esté mis dans ce piteux estat à la porte dud. Myrabel, dans les « bastions dud. Chasteau par les gens du Roy et de Mons<sup>r</sup> de « Peraut qui y estoit en quartier.

« Led. seign<sup>r</sup> de la Baume et de Rochevive m'y receut fort « humainement et m'y a entretenu avec mon petit Constantin, « sa nourrice et une chambrière jusques au 30 dud. juin, que, « par la permission de M. de Montréal, je me suis retiré à Ville- « neufue, en la maison de M. Veyrenc, atendant d'aler demeurer « en la mienne occupée par locataires.

• • • • •

« Ma maison du Pradel ayant esté rasée par ordre de Mons<sup>r</sup> « de Vantadour qui m'auoit assigé avec quatre mille hommes,

« battu de deux canons, ayant souffert soixante volées, étant par  
« composition moy et Sarrasin de La Gorce mon enseigne et  
« Jacques Perrotin mon sergent, l'espée au costé et vingt de mes  
« compagnons sans armes, n'ayant perdu qu'un soldat.

« Mouyennant l'ayde de Dieu, lequel je prie m'estre favorable,  
« je commence à faire rebastir ma maison sur le peu de muralies  
« qui y sont restés. »

---

### SIÈGE DE MIRABEL

Mirabel était commandé par son seigneur Louis d'Arlempde, capitaine sage et expérimenté, très estimé pour son courage et l'un des confidants du duc de Rohan pendant l'expédition qu'il fit en Vivarais au commencement de 1628.

Il lui était fort utile par la position avantageuse qu'il occupait à Mirabel avec une forte garnison qui gênait les mouvements de l'armée catholique et obligeait Guillaume de Balazuc de Montréal à tenir constamment des troupes à Villeneuve-de-Berg pour le surveiller et tenir libre la route de Privas où les commerçants ne pouvaient passer sans danger. Les habitants de Villeneuve étaient exposés, quand ils voulaient sortir de leur ville, et les paysans catholiques des environs couraient risque de la vie quand ils se livraient à leurs travaux des champs.

Les religionnaires de la place donnant sur tous les pays d'alentour exprimaient la nuit, à l'aide d'un nombre de luminaires convenu, leur état et leurs besoins, et ils recevaient à coup sûr, dans peu de temps tous les secours qu'ils demandaient. D'autres religionnaires se servirent encore pendant les troubles et avec le même succès des hauteurs du rocher de Gourdon qui forme la crête d'une montagne qui domine sur la plus grande partie des Cévennes.

Le duc de Montmorency, étant allé à Viviers, écouta les plaintes du Chapitre contre le seigneur de Mirabel qui, après avoir favorisé l'entrée du duc de Rohan en Vivarais, avait favorisé sa

retraite vers Lagorce, quand il avait été attaqué le 24 avril à St-Germain.

M. de Montréal se plaignait aussi de ce fâcheux voisinage et insistait sur le grand avantage qui résulterait pour le parti catholique de l'occupation de Mirabel. Le duc de Montmorency lui ordonna de traiter amialement avec Louis d'Arlempde et d'employer la force si elle devenait nécessaire.

Louis d'Arlempde, seigneur et commandant de la place avait introduit quatre cents soldats pour défendre ses foyers, sa religion et ses domaines ; il s'était pourvu de biscuits et de munitions de toutes sortes. La place, fortifiée par la nature paraissait imprenable, il ne pouvait croire que le canon pût être conduit sur ces lieux si élevés. Aussi refusa-t-il fièrement six mille écus que le duc de Montmorency lui fit offrir, somme d'ailleurs peu considérable pour le temps et pour le lieu. Il se prépara à défendre la place avec ses quatre cents hommes dont la moitié lui fut envoyée du Régiment de Gondin qui était à Privas. Il comptait d'ailleurs sur un secours de la part du duc de Rohan et plus encore sur les difficultés que l'ennemi trouverait à aborder sa position presque inexpugnable. Il était loin de croire qu'on voulût sérieusement l'attaquer.

(A suivre).

HENRY VASCHALDE.



# REVENUS DE LA SEIGNEURIE DE PRIVAS

(en 1394)

---

Si la mise en lumière des faits est précieuse pour l'histoire générale, la publication des moindres documents intéressant le côté économique ne l'est pas moins ; aussi croyons nous devoir publier, malgré sa brièveté, une note contenant le détail des revenus de la seigneurie de Privas au xiv<sup>e</sup> siècle.

Cette note est extraite d'un manuscrit (1) résumant les hommages aux Comtes de Valentinois pour certains fiefs en Vivarais. Malheureusement ce n'est là qu'une traduction (vraisemblablement faite au xviii<sup>e</sup> siècle) des actes originaux et paraissant fautive sur quelques points. Néanmoins il y a là des indications utiles à enregistrer, ne serait-ce que pour appeler sur elles le contrôle des érudits.

Le manuscrit en question nous apprend que : « l'État des « revenus de la chastellenie de Privas et Tournon (2) fut dressé « par Jean Garin, auditeur des comptes et Antoine Faure au mois « de Janvier de l'année 1394. »

Ces revenus consistaient en :

74 Cestiers (3) froment de cens (4).

23 — froment de vaingtain (5).

(1) Communiqué par M. F. Benoit.

(2) Il s'agit de Tournon-lès-Privas, aujourd'hui : le Petit-Tournon.

(3) Diverses pièces du xvii<sup>e</sup> siècle nous apprennent que dans le mandement de Privas le cestier pesait 120 livres ce qui équivaldrait au sac actuel à peu de choses près ; on sait que le sac pèse en moyenne 62 kilogramme et contient 80 litres. A Boulogne le cestier était plus faible et équivaldrait à 64 litres.

(4) Cens ou censives ; redevance annuelle payée par les emphyteotes au possesseur nominal des terres.

(5) Le produit du droit de vaingtain était affecté à l'entretien des fortifications. En ce qui concerne Privas, d'après la charte des libertés et franchises de Privas dont nous devons la publication à M. Mazon, ce droit de vaingtain ne pourrait être lésé que « dans le cas d'une évidente et urgente nécessité. » De là on pourrait conclure qu'en 1394 Privas était menacé ou que les fortifications étaient en très mauvais état.

(Voir à ce sujet : *Chartes des libertés et franchises de Privas en 1281*, par M. Mazon.



- 72 — seigle de cens.
- 41 — seigle de vaingtain.
- 96 — avoine de cens.
- 85 — avoine de vaingtain.
- .. Muids de vin de cens.
- 10 — de vin de vaingtain.
- 6 Quartes noyaux (1).
- 7 Livres de cire.
- 45 Chapons.
- 6 Poulets.
- 7 Quintaux de foin.
- 96 Livres 11 sols de cens et de taille.
- 10 Florins de langues de bœuf et nombles de pourceaux (2).
- 116 — 6 gros de lods (3).
- 105 — des condamnations.
- 13 — de clame (4).
- 3 — 6 gros de pulverage (5).
- 76 — de l'émolument du sceau et du greffe.
- 195 — du peage et de la leyde de Malpas (6).
- 32 — des fours (7).
- 37 — des menus baux.

(1) Il s'agit de noix cassées, c'est à dire du fruit sans coque.

(2) Ce droit était dû par les bouchers et autres qui abattaient des animaux dans la ville ; cette redevance est très ancienne et au début elle devait être perçue en nature, puis, comme la plupart des droits, se paya en espèces.

C'était une sorte de droit d'abbatoir comme celui que perçoivent aujourd'hui les villes.

(3) On trouve parfois ce mot écrit lauds ou laus, il représentait un droit de mutation pour les ventes de biens immobiliers constatées par un acte notarié lequel était ratifié moyennant le paiement des lods.

(4) De « Clamare » ; ce droit était perçu sur les appels ou citations en justice, il était proportionnel à la somme faisant l'objet du procès.

(5) Ce droit, peu élevé, était prélevé sur les troupeaux étrangers à la région traversant les routes et le territoire dépendant de la seigneurie de Privas, il avait été établi pour compenser les dégâts causés par les troupeaux qui passaient.

(6) Il s'agit ici du péage existant à Malpas sur la route de Mézilhac ainsi que le fait remarquer M. Mazon dans la « Charte des libertés et franchises de Privas ». P.P. 8-16.

(7) Les fours construits aux frais du seigneur étaient communs à tous les vassaux qui venaient y cuire leur pain moyennant une légère redevance. Ce droit est souvent appelé « banalité ».

- 25 — des revenus et paquérages des prés du Lac (1).
- 4 — de « l'Isquant » ?
- 4 Gros de louage de l'Hospice.



Il serait intéressant de connaître l'origine de ces droits aux noms barbares dont le sens nous échappe souvent ou dans lesquels certains se complaisent à trouver des preuves de l'oppression des grands.

En réalité ces mots qui nous semblent baroques correspondent à des mœurs, des habitudes, des usages qui ne sont plus les nôtres et que nous ne connaissons guère et ces droits qui nous effrayent furent au début de leur établissement parfaitement légitimes.

En effet, ils étaient la conséquence d'un accord survenu entre les petits et les grands. Les premiers, trop faibles pour se défendre, demandèrent aux seconds de les protéger. Jacques Bonhomme s'engagea à payer ses défenseurs et à pourvoir à l'entretien du château fort dans lequel lui et les siens se réfugiaient au moment du danger. D'autre part le chef militaire promit en retour de défendre Jacques Bonhomme et de combattre ses ennemis.

L'un donnait une part de son argent ou de ses denrées, l'autre risquait sa vie.

Voilà le début du contrat synallagmatique qui liait le paysan à un chef militaire devenu plus tard le seigneur et les droits qui nous occupent furent la sanction de ce contrat.

Remarquons aussi que, sauf les cens, la plupart des droits seigneuriaux étaient variables, c'est-à-dire produisaient plus ou moins suivant que les récoltes étaient bonnes ou mauvaises et que les transactions étaient actives ou restreintes ; c'étaient en quelque sorte des impôts indirects. Suivant la parole d'un socialiste de marque ayant beaucoup étudié l'époque féodale : «... le seigneur restait associé aux chances du laboureur... » Du reste lorsque arriva la Révolution beaucoup de ces droits moyennageux

(1) Certaines terres et prairies appartenant au Sgr de Privas n'avaient pas été données par lui à bail emphytéotique et étaient louées à divers cultivateurs qui y faisaient paître leurs bestiaux. (Pièces diverses xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècle).

avaient disparu ou n'existaient que de nom et en somme les revenus seigneuriaux n'avaient plus la même importance depuis déjà longtemps et diminuaient de jour en jour avec la transformation des mœurs et le mouvement du progrès.

La fameuse nuit du 4 août acheva brusquement le travail continu des siècles et supprima le peu qui restait des vestiges de la féodalité.



Maintenant, il nous resterait, pour terminer ces notes, à évaluer en francs les revenus dont nous avons parlé. La chose est malaisée et nous paraît même à peu près impossible dans l'ignorance où nous sommes du prix marchand des grains qui figurent pour une grosse part dans les redevances et auxquels nous ne pouvons donner une valeur hypothétique.

D'autre part il est difficile de déterminer exactement le florin dont le poids variait suivant les lieux de frappe, d'où par conséquent une valeur intrinsèque différente.

Enfin, quel était en 1394, le « pouvoir » de l'argent ? Pour répondre à cette question il faudrait connaître le prix d'une quantité de denrée en 1394 et le comparer avec le prix actuel de la même quantité de la même denrée.

Ce point de comparaison nous faisant défaut nous avons dû recourir aux ouvrages spéciaux. Là encore nous nous heurtons à une autre difficulté : chaque auteur assigne aux métaux précieux un « pouvoir » différent !

M. Vallartin du Cheylard, le savant collaborateur de la *Revue*, à l'obligeance duquel nous avons fait appel, nous conseille de nous arrêter à 11 fr. pour la valeur intrinsèque du florin et au chiffre : 5 comme « pouvoir », ce qui revient à dire que en 1394 on payait 11 fr. (ou 1 florin) la même marchandise pour laquelle on déboursait aujourd'hui cinq fois plus, c'est-à-dire 55 fr. environ. (1)

Ces évaluations étant modérées nous pensons qu'elles peuvent être acceptées, mais nous tenons cependant à déclarer que nous ne considérons les résultats obtenus avec ces chiffres que comme dès à peu près.

(1) M. Mazon dans son intéressant travail sur la Baronnie de la Voulte évalue le florin à 10 fr. 87 et calcule à 4 le pouvoir des métaux précieux.

Ces réserves faites : les revenus seigneuriaux s'élevant, quant aux florins à 616 florins (en chiffres ronds), nous obtenons 6,776 fr. représentant la valeur intrinsèque des florins puis si nous multiplions cette somme par 5 « pouvoir » présumé de l'argent en 1394 nous trouvons que 6,776 fr. équivalaient à 33,880 fr. de nos jours.

Il faut ajouter à cela la valeur des redevances en nature, valeur que nous ne pouvons déterminer mais qui représentent évidemment une somme importante.

Maintenant, ces revenus rentraient-ils bien exactement dans les caisses du seigneur ? le seigneur en usait-il à sa guise ? Non assurément, car c'était à qui chercherait à esquiver le paiement des droits (les nombreux procès nous le prouvent) tout au moins à n'en payer qu'une partie comme le montrent les transactions continues qui encombrant les minutes notariales.

De plus la perception des divers droits ne se faisait pas sans frais et était souvent cédée avec un rabais sur le total à un fermier des revenus qui en poursuivait la rentrée à ses risques et périls.

Enfin le seigneur avait à prélever sur ses revenus les fonds nécessaires pour la solde de ses soldats mercenaires, pour l'entretien du château, les dépenses nécessitées par ses séjours à l'armée, ou les guerres pour lesquelles le Roi le convoquait, etc., et avait des frais de maison considérables. Tout cela constituait des charges très lourdes qui devaient rendre fort difficile l'équilibre de son budget et l'obligeait fréquemment à faire appel à l'emprunt.

Les minutes des notaires sont là pour nous renseigner, et nous voyons, que malgré l'importance relative des droits seigneuriaux, les seigneurs se trouvaient bien souvent dans une situation financière plus précaire que leurs vassaux dont le bas de laine contenait toujours quelques écus alors que la caisse du suzerain était souvent vide car il dépensait autant et plus qu'il recevait, tandis que le vassal, lui, pouvait économiser et n'y manquait pas.

Ce n'est donc pas dans les châteaux qu'il faut chercher des trésors cachés et ce serait une mauvaise spéculation que de les démolir pour découvrir les fameuses tonnes pleines pleines d'or que l'imagination populaire se plaît à y placer.

A. B.





## SUR MIRABEL EN COIRON, ET SES SEIGNEURS

---

Louis d'Arlemde se trompait dans ses prévisions. Le secours envoyé de Privas fut arrêté dans la vallée de Rochessauve, entre Privas et Berzème, par les troupes que M. de Montréal avait embusquées sur un passage étroit où les huguenots ne pouvaient passer qu'à la file.

Le siège fut entrepris le 11 juin ; M. de Montréal vint investir la place, ou plutôt la montagne de Mirabel, son régiment, de concert avec ceux de Lestrangle, d'Annonay, de Tagnat fermèrent toutes les avenues, six cents rebelles sortis de Privas avaient essayé de s'opposer au passage de M. de Montréal, mais il les mit totalement en déroute, n'ayant perdu qu'un caporal et cinq ou six morts ou blessés.

MM. Melchior de Vogué, seigr de Rochecolombe et Guillaume de Julien, seigr de Rochevive, essayèrent en vain de décider Louis d'Arlempe à accepter les six mille écus proposés, avec l'assurance de la conservation de ses revenus et la promesse que la place lui serait rendue à la paix. Louis d'Arlempe persista dans son refus se persuadant qu'Antoine de Beaumont, sieur de Chabreilles, beau-frère de son fils et chef des religionnaires, ne manquerait pas de le secourir.

Le régiment de Lestrangle se porta du côté de la descente de Lussas, village des environs ; ceux d'Annonay et de Tagnat se placèrent à la droite du précédent ; celui de M. de Montréal se saisit du lieu où était bâtie l'ancienne église, les uns et les autres se battirent si vigoureusement contre les rebelles, qu'ils les obligèrent à leur laisser les postes les plus favorables et à se retirer dans Mirabel, dernière ressource.

Le duc de Montmorency arriva ensuite au camp avec son oncle le maréchal de camp Hercule de Budos, marquis des Portes ; il s'approcha de la place avec son régiment et celui de Pérault et se plaça sur le Coiron, proche de celui de M. de Logères. La cavalerie fut logée à Villeneuve-de-Berg et à Lavilledieu.

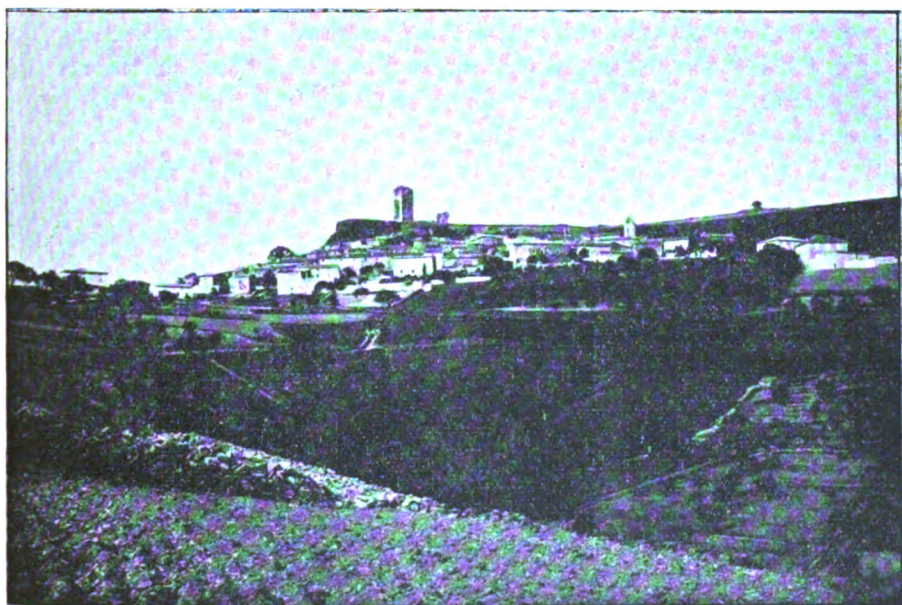
M. de Montréal fit traîner les canons absolument nécessaires pour battre la place ; il fallut à force de leviers et de cordages faire monter ces lourdes machines de destruction à travers les pics. Le mont Coiron, montagne la plus élevée du Bas-Vivarais, voyait pour la première fois ces instruments de guerre sur son sommet ; les soldats à force de bras les avaient conduits à travers les précipices, car on n'avait pas encore tracé des chemins dans le rocher de la montagne ; aussi travailla-t-on pendant trois jours de suite pour les transporter de St-Jean-le-Centenier jusqu'aux sommités du Coiron, en les faisant passer sous le château de Labeaume. Il y en avait trois de quatre. Deux canons furent dressés sur une plate-forme au quartier de M. de Montréal et un autre au poste de M. de Logères. Les canons assis, deux volées furent tirées le soir même. Les assiégés se crurent perdus, et M. de Mirabel se repentit d'avoir refusé le parti qu'on lui avait offert. Il espérait encore que les gros canons ne pourraient jamais être montés sur la montagne ; ils se trompait beaucoup. Un quatrième canon, destiné pour la ville, fut monté et mené au quartier des régiments d'Annonay et de Tagnat. Il commença à battre de ce côté-là, en un endroit très faible, où les maisons joignaient les murailles ; les autres trois d'en haut furent pointés contre le château de M. de Mirabel et le bastion de la poterne, où ils battirent quatre jours.

Les assiégés se défendaient comme des lions et leurs coups de mousquets faisaient bien du mal aux assiégeants qui s'avançaient toujours vers Mirabel. Les habitants allumèrent une grande quantité de bois pour les empêcher d'entrer dans la place et pour se reposer un peu en gagnant du temps. La première activité du feu étant passée, les assiégeants s'avançaient toujours et foulaient aux pieds des brasiers ardents, les assiégés étaient ainsi repoussés jusque dans leurs derniers retranchements.

Le canon battait toujours les fortifications de Mirabel, une tour ébranlée s'écroula après trois cents coups ; dans sa chute, elle écrasa plusieurs religionnaires. Les assiégés demandèrent alors, par deux députés, d'être reçus à composition. Après avoir employé tous les moyens de résistance, Louis d'Arlempde et son fils furent obligés de se rendre à discrétion.

M. de Montmorency le laissa sortir avec trois cents des siens vies et armes sauves, et les fit escorter dans leur retraite vers Privas pour les mettre à l'abri de la fureur des soldats. C'était le 15 juin 1628.

La place fut donnée en commandement à M. de Montréal et ensuite au baron de la Roche, catholique et cosseigneur de Mirabel, avec cent hommes de garnison. Le château de Louis d'Arlempde fut rasé jusques aux fondements et le village en grande partie brûlé. Daniel de Serres, qui s'était retiré à Mirabel le 7 mai, après la destruction de son château du Pradel, fut obligé de se retirer en chemise au château de La Baume, où il fut reçu par Guillaume de Julien (1).



VUE DE MIRABEL. Côté du couchant.

\*  
\* \*

Dans l'*Histoire de Montmorency* par Ducros, nous lisons :  
« Aussitôt que l'ennemi eut mis le feu au village, les nôtres se précipitèrent avec perte de 50 soldats et quelques officiers. Le

(1) Mémoires de Daniel de Serres.

plus grand combat fut à coups de pierres, les ennemis disputant une maison après l'autre, jusques au château imprenable de ce côté, mais si ébranlé de l'autre par 300 coups de canon qu'il avait soufferts, que Mirabel commença de parlementer...

« Le duc de Montmorency donna la vie à 300 hommes, et jamais il n'eut plus de peine à faire observer la capitulation que celle-là et à retenir ses soldats qui croyaient que ces misérables seraient immolés à leur rage ou à la rigueur de la justice » (1).

« Après que la ville et le château furent rendus au Duc de Montmorency, le sieur de Mirabel qui y commandait comme seigneur et chef protestant jura entre les mains du vainqueur, d'être désormais bon serviteur du Roi, et lui remit un soldat du régiment de Pérault qui s'était jeté dans la place pour découvrir aux habitants l'ordre et l'état du siège. Il fut pendu par le commandement du Duc de Montmorency, 8 drapeaux pris sur l'ennemi furent envoyés au Roi faisant alors le siège de la Rochelle. » (Merc. Franc ; *Bernard*, hist. de Louis XIII) (2).

Pendant les guerres de religion qui désolèrent la France, le Vivarais surtout, au commencement du dix-septième siècle, la place de Mirabel est une de celles qui donnèrent le plus de mal au duc de Montmorency, à cause sans doute de sa position qui la rendait presque imprenable. Le château comme la tour étaient protégés par des précipices inaccessibles, et la résistance du châtelain fut désespérée. Des prodiges de valeur furent faits à ce siège qui dura trois jours et qui coûta au vainqueur le tiers de son armée. La place fut prise le 15 juin 1628.

La relation de cet événement fut imprimée en 1628. Cette pièce est de la plus grande rareté : un exemplaire, en mauvais état, a été vendu 30 francs à Paris, par le libraire Dumoulin, il y a plus de vingt ans.

Voici la copie textuelle de cette plaquette rarissime :

*Relation de la Prinse de la Ville et Chasteau de Mirabel en Vivarez —  
Par Monseigneur de Montmorency Duc et Pair de France, Gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc — A*

(1) *Commentaires du soldat du Vivarais.*

(2) *Commentaires.*



*Tolose, par I. Bonde et Nicolas d'Estey, près le Collège de Foix.*  
1628 : in-18, 5 pages.

« Mirabel est une ville située sur la pente d'une montaigne, au feste de laquelle il y a un chasteau, où on monte de la Ville par un degré taillé dans le rocher, qui est si estroict qu'à peyne un homme y peut passer.

La montaigne est inaccessible des trois costez, et l'autre par lequel on peut aborder, le chasteau estoit régulièrement fortifié de deux Bastions, et d'ailleurs si apre et si difficile qu'on n'y peut monter le canon qu'à force de bras.

Ceste place est dans le Diocèse de Viviers, proche d'une lieuë de la ville de Villeneuve-de-Ber, qui est dans l'obéyssance, sur le chemin de Privats, et des Sevènes à Barjac, Lagorsse, Uzès et Nisme : tellement que la prinse d'icelle oste la communication de ces lieux, et réduit Privatz à une extrême nécessité, parce qu'il ne peut estre secouru que d'Uzès ou de Nismes.

Elle appartient en partie à un Gentil-homme qui y estoit dedans avec son fils et trois cens hommes de guerre ravageant tous ses quartiers : tellement que Monseigneur de Montmorency qui n'a que des généreux dessains pour le service du Roy, et soulagement de ses bons et fidelles sujets, continuant la route glorieuse des signalées victoires que son insigne valleur luy acquiert tous les jours : après avoir pris le Poussin et pourveu à la seurté d'icelluy alla attaquer ce lieu avec quatre canons, et les régiments de Portes, d'Annonay, de Pérault, de l'Estrange, Tazenac et Montréal, faisant en tout trois mil hommes. Il emporta de vive force la Ville au travers des flammes, que les assiégés y avoient allumés de toutes parts, et principalement à la bresche. L'embrasement et la fureur des soldats qui y entrèrent l'espée à la main, ostèrent au Bourreau l'exercice auquel il s'estoit ja préparé, et obligèrent ceux qui restèrent des assiégés, cent au plus, en ayant esté tués, de se retirer dans le Chasteau, desquels Monseigneur de Montmorency eust fait un exemple ; mais le malheur qui survint à ses canons dont il ne luy demeura qu'un en estat de servir, les trois autres s'estans esvantez et rendus inutiles, luy fit suivre le conseil qu'on luy donna, de les prendre à mercy, et de

les laisser sortir la vie sauve avec leurs espées, après avoir juré de ne plus servir contre le Roy.

Le quinziesme de ce mois de Juin la composition fut faite au point du jour et exécutée à neuf heures de matin.

Monsieur le baron Desimieux a apporté au Roy les drapeaux qu'on a prins aux ennemis dans cette place. »

Il a été imprimé, la même année, 1628, une autre relation de la prise de Mirabel, dont voici le titre : « *Le Récit véritable fait aux Princes par le sieur de Montgasin, gentilhomme ordinaire de M. de Montmorenci, de la prise de la ville et château de Mirabel, avec l'exécution d'un soldat du régiment de Pérault, lequel s'était jeté dans la ville.* »

## SEIGNEURS DE MIRABEL

Armes de d'Arlempde — Mirabel : *D'argent à dix mouchetures d'hermines de sable, 4, 3, 2, 1 (1).*

Cette maison, aujourd'hui éteinte, est très ancienne en Vivarais. Jean d'Arlempde était chevalier de Rhodes en 1475 (VERTOT, VII, 7) Elle prouva sa noblesse devant M. de Bezons depuis Gabriel d'Arlempde, vivant en 1500, par jugement du 12 juillet 1669.

La terre de Mirabel fut érigée en marquisat en 1745.

LOUIS 1<sup>er</sup> d'ARLEMPDE, cosseigneur de MIRABEL, Saint-Montan et Fenouillet, fut convoqué le 30 mai 1478 et en 1495 au ban et arrière ban du baillage de Villeneuve-de-Berg, comme brigantinier à deux chevaux — son testament est de l'an 1526. On ignore le nom de sa femme, dont il eut :

LOUIS II d'ARLEMPDE DE MIRABEL, qui fut père de Gabriel d'Arlempde, seigneur de Mirabel, capitaine dans l'armée des princes de Condé et de Nassau, épousa Marguerite de Massu-gier, qui lui donna le fils qui suit : (2)

(1) Louis de La Roque — *Armorial de la noblesse de Languedoc*, T 1<sup>er</sup>

(2) R. de Gigord, *La Noblesse de la Sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg*, en 1789.

LOUIS III d'ARLEMPDE, seigneur de Mirabel, épousa le 7 avril 1586, Marthe de BORNE DE LIGONNÈS. Il fut député du Vivarais à l'assemblée générale des protestants de France, tenue à Loudun en 1619 et à celle de la Rochelle en 1621. Le 11 mai 1610, le roi Henri IV, trois jours avant sa mort, signa sa commission de capitaine au Régiment de Chambaud. Il joua un rôle considérable pendant les guerres de religion ; nous avons raconté comment son château fut assiégé et détruit par les troupes du duc de Montmorency, en 1628. De son mariage il laissa : Louis qui suit, et Louise, mariée le 5 décembre 1624 à François de Serres, seigneur du Pradel.

LOUIS IV d'ARLEMPDE, cosseigneur de MIRABEL, épousa le 21 avril 1624, Françoise de BEAUMONT DU ROURE, fille de Rostaing et de Jeanne de Cayres de la Bastide d'Antraigues, et sœur de Joachin, maréchal de camp, connu sous le nom de brave Brison. Il eut de cette alliance :

1° Jacques, qui suit ;

2° Antoine, seigneur de Vendrias, capitaine de chevaux légers, reçut le 24 février 1668 commission de lever un régiment pour concourir à l'expédition de Crète contre les Turcs.

JACQUES d'ARLEMPDE, cosseigneur de MIRABEL, fut envoyé au synode de Laudun en 1659 ; il se convertit au catholicisme en 1678, il avait épousé, en 1658, Jeanne DU ROURE DE BEAUMONT, fille d'Antoine, seigneur de Chabrilles et de Françoise du Roure de Beaumont-Brison. Ses enfants furent :

1° François-Rostaing, qui suit :

2° Jacques, seigneur de Chabrilles ;

3° Antoine ;

4° et 5° Jeanne et Anne ;

6° Marguerite, mariée à N. Justet de Sardiges, seigneur de Pallères ;

François-Rostaing d'ARLEMPDE, hérita avec ses sœurs, en 1694, des biens de Constantin de Serres, du Pradel. Il acheta, en 1719, devant Faujas, notaire, la cosseigneurie de Mirabel, pour le prix de 50,000 livres, d'Honnest, Adhémar de Monteil, comte de Marsanne, donataire de Françoise de Flotte des Astars de Laudun, comtesse de Marsanne, sa mère.

FRANÇOIS-ROSTAING d'ARLEMPDE DE MIRABEL, épousa le 29 juin 1698 Jeanne DE GARNIER, fille de feu Pierre de Garnier et d<sup>lle</sup> Marie de Barrès, de Privas.

De ce mariage nquirent :

- 1° Louis-Jacques, curé de Mercuer ;
- 2° Antoine d'Arlempde, chevalier de Mirabel, qui suit ;
- 3° Jacques, sieur du Pradel ;
- 4° François, sieur de Vendrias ;
- 5° Alexandre, sieur de Senouilhet ;
- 6° Paul-Rostaing, sieur de Seueyras, prêtre ;
- 7° Jean-Baptiste-Alexandre, sieur de Monteilhet, prêtre ;
- 8° Antoine-Xavier ;
- 9° Anne ;
- 10° Thérèse ;
- 11° Anne seconde.

ANTOINE d'ARLEMPDE, marquis DE MIRABEL, épousa le 31 octobre 1734, Marie-Benoîte DE MAILHET, dont il eut :

- 1° Antoine-Régis-Augustin, qui suit ;
- 2° Mariane-Suzanne-Benoîte, épousa Pierre-Henry-Marie Mésange de St-André, capitaine au régiment de Barrois, qui suit également.

ANTOINÉ-RÉGIS-AUGUSTIN d'ARLEMPDE, comte de MIRABEL, épousa le 18 février 1751 ; Antoinette-Yphigénie DE GEYS DE MONTGAILLARD dont il eut :

Marie-Pauline qui suit ;

MARIE-PAULINE d'ARLEMPDE DE MIRABEL, épousa, le 4 mars 1786, Jean-Joseph-Etienne MARQUIS DE SURVILLE, fusillé au Puy, le 19 octobre 1798.

De ce mariage naquit une fille qui mourut le 20 septembre 1791.

PIERRE-HENTY-MARIE MÉSANGE DE St-ANDRÉ épousa, le 29 octobre 1766, Marianne-Suzanne-Benoîte d'ARLEMPDE DE MIRABEL, dont il eut :

- 1° Casimir Mésange de St-André, général de division ;
- 2° Régis de St-André ;
- 3° Mariane-Christine de St-André, qui épousa Auguste-Henry de Wattré, qui suit ;

AUGUSTE-HENRY DE WATRÉ, épousa Clémentine de SAINT-ANDÉOL, sœur de l'archéologue. dont il eut :

1<sup>o</sup> Léonce de Watré, marié en 1869, avec M<sup>lle</sup> Zoé Malmazet de DE ST-ANDÉOI ;

2<sup>o</sup> Marie de Watré, mariée en 1867 avec M. Emile MILLET, mort en 1884.



VUE DE MIRABEL. Côté du midi.

## ÉTAT DE LA TERRE DE MIRABEL

AVANT LA PRISE DE LA PLACE EN 1628

Nous avons découvert un document très intéressant sur l'importance de la seigneurie de Mirabel avant les guerres de religion ; en voici la copie textuelle :

« La terre de Mirabel relève du sgr évêque de Viviers, elle a deux mandemens contigus et qui ont sept à huit lieux de tour.

« Elle est composée de la petite ville murée de Mirabel, son chef-lieu est paroisse et village, un grand château où le sgr de Mirabel habite. Elle a la paroisse de Darbres qui est un prieuré considérable, la moitié de celle de Lussas, plus de la moitié de celle de Freissenet, plus de la moitié de celle de St-Genest, partie de celle de Villeneuve-de-Berg, siège royal.

« Dans ladite terre, le sgr d'icelle y a un fief en propriété consistant en un fons noble qui a une lieu de tour, où il y a un beau château, ce qui produit 4,000 livres de rante.

« Les droits en cense de ladite terre portent aussi 4,000 livres de rante, ou lesd. ou fons nobles, ou four banal, courvées et bois dans ladite terre portent encore 2,000 livres de rante.

« Les paroisses ci-dessus qui forment lesdits deux mandemens sont composées de la petite ville murée de Mirabel, du village de Darbres et des hamaus la plus part considérables, scavoir de celui apelé les granges de Mirabel, des Bonbis, de Toulouse, du Bouschet, de Vendriac, de Cornas, de Bouleygues, de Bosc, de Seveirac, de Monteilhet, des Avias et de celui apelé le mas Boirel, sans parler de toutes les maisons et domaines épars dans lesdits deux mandemens.

« Ladite terre a 13 ou 34 homajables dont la plus part gentils-hommes, scavoir ; MM. le comte de Lussan ; le comte de Vinesac pour son chateau et terre en toute justice de Labeaume, des rochers, le colombier et autres rantes ; le marquis de Moretton Chabrilian pour son château et terre de St-Jean-Centenier, paroisse où il habite, le tout en toute justisse et pour autres rantes ; la marquise de Choisinet à raison de sa terre de Scautres, en justisse ; les hoirs de M. le comte de Vallon pour rantes ; la dame de Chadenac de la Rivoire pour rantes ; la maison de Surville pour rantes ; le comte d'Antraigues pour les biens à Seveirac ; les ayant droit de vicomte de Lestrangle d'Hautefort pour rante.

« Outre de cela le sgr de Mirabel en cette qualité a des droits honorifiques sur les cures de Villeneuve-de-Berc et de Fraissinet comme réception distinguée à la porte de l'église par ledit curé

qui doit lui venir présenter un sierge à laditte porte ; il nomme encore en qualité de sgr de Mirabel à plusieurs chapelles considérables tant dans l'église de Mirabel que dans celle de Ville-neuve-de-berc.

« Plus outre les choses spécifiées non comprises les paroisses ci-dessus, le sgr de Mirabel, en cette qualité a des directes dans autres paroisses contigues à laditte terre et toutes icelles directes dans le chateau de Mirabel. »



Aujourd'hui s'étendent à l'ombre de la vieille tour de Mirabel les maisons rebâties de ses 918 habitants, cultivateurs de ces gorges plantées autrefois de vignes qui produisaient l'excellent vin de Montfleury, célébré par Olivier de Serres dans son *Théâtre d'agriculture*. On y voit des oliviers, des cerisiers et des amandiers ; on y récolte beaucoup de truffes, on nous en a cité une maison qui en porte pour trois ou quatre cents francs chaque année à Aubenas.

Le plateau de Mirabel est en partie couvert de prairies arrosées par des sources assez abondantes. On se rappelle du reste qu'au sommet de l'Escrinet coulent également plusieurs sources qui fertilisent les belles prairies de St-Etienne-de-Boulogne.

On voit partout des vestiges de la ceinture de murailles qui défendaient la place en 1621 et plusieurs maisons sont adossées à quelque vieux pan de mur. L'ancien château et la tour, où nichent les pigeons, appartiennent aujourd'hui à M. Avias, conseiller municipal.

De St-Jean-le-Centenier, on arrive au pied de la tour de Mirabel, en une petite heure. Le magnifique paysage qui s'y développe aux regards suffit pour ne pas laisser regretter au touriste son temps et sa peine.

HENRY VASCHALDE.



# NOTES GÉNÉALOGIQUES

## SUR LA MAISON DE BOULIEU

D'ANNONAY

*Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du  
Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne.*

(SUITE V).

---

1532. — *Marguerite du Lac*, veuve de noble *Albert de Boulieu IV<sup>e</sup>*, fit son testament le 26 juillet 1532. Il y est dit que de son vivant ledit *Albert* était *Seigneur de Jarnieu*.

Elle institue pour son héritier universel son très cher fils *Louis de Boulieu*.

Elle nomme pour exécuteurs testamentaires *Pierre de Boulieu* et vénérable et égrègre homme *Antoine Gamon*, licencié en droit. Les témoins furent *François Quintoin* et *Jean Filhol d'Annonay*, *Janin Jobert*, *Guillaume Aléon*, *Philibert Vevrin*, de *Boulieu*.

*Brenas*, notaire recevant, dressa cet acte au château de *Charlieu*, devant la maison forte (*ante domum fortem*). Ce testament est écrit sur une feuille de parchemin longue de 53 cent. sur 40, de bonne conservation et lecture.

1543. — Contrat d'échange et de partage du 17 mai 1543, reçu *Gonod*, par lequel vénérable *Pierre de Boulieu*, chanoine de l'église collégiale d'Annonay et *Louis de Boulieu*, seigneur de *Jarnieu* échangent des terres de *Fenivol* et de la *Chevance de Pupy* ou *Pupin*, les moulins et partie des terres de ladite *Chevance* restant la propriété de *Louis de Boulieu*.

Les confins sont indiqués pour les parcelles données en échange et le mot *Rif* est employé pour désigner le ruisseau de *Challon* passant à *Fenivou*.

(Parchemin d'une seule peau).

1553. — Dans une requête au sénéchal de *Beucaire* impétrant lettres royaux pour poursuivre la revendication d'un pré de *Charlieu* dit *pré nouvel*, qui était compris dans une donation à lui faite par *Marguerite du Lac* sa mère, *Louis de Boulieu*, écuyer, seigneur de *Charlieu*, expose que la prescription ne saurait être invoquée



contre lui, à raison des longues absences qu'il a faites à diverses reprises.

Il explique « que depuis l'an 1513 jusques à l'an 1535 il a toujours été au service du feu roy au faict des guerres des compaignies des feus duc de Bourbon, du seigneur de Bonnyvet en son vivant amiral de France et du seigneur de Brion ».

« Il dict davantaige que depuis l'an 1548 au moys de may jusque en l'an 1553 au moys de juing certains seigneurs malveillants et ennemis l'avoient poursuyvi de crimes cappitiaux a locasion de quoy partye du dict temps se seroit absenté et le reste dud. temps auroit demeuré aux arrests en la cité de Nismes ou tant fut prouvê comme led. impétrant fust trouvé innocent des cas a luy imputés et par sentences deslinitives passées en force de chouze jugée absous et relaxé et décerné adjournement personnel contre ceulx qui des dits cas lavoyent chargé et faict plusieurs faulses procédures ».

Par cette requête en vertu des lettres royaux obtenus par *Louis de Boulieu*, celui-ci conclut à l'annulation et rescision des contrats passés par erreur et indûment par *Marguerite du Lac* sa mère, veuve d'Albert de Boulieu, au profit de *Méraud de Boulieu* son frère, notamment en ce qui concerne le pré nouvel de Charlieu qu'il prétend avoir toujours été compris dans les biens de Charlieu non susceptibles d'échange ou d'aliénation et dont Marguerite du Lac s'était réservé l'usufruit, sa vie durant, dans les donations faites à Louis de Boulieu son fils.

Dans la même pièce qui précède, il est exposé :

1<sup>o</sup> Qu'Albert de Boulieu (IV<sup>e</sup>) décéda au *mois de février suivant* de la date de son testament soit en février 1515.

2<sup>o</sup> Que Marguerite du Lac a joui *longtemps* encore après la mort de son mari des biens qu'il lui avait délaissés.

3<sup>o</sup> Que le 3 juin 1523 ladite *du Lac* donna et remit par donation entre vifs à *Louis de Boulieu* toute la chevance et héritage dudit lieu de Charlieu et qu'il en devint le vrai maître et possesseur.

4<sup>o</sup> Que du vivant d'Albert de Boulieu et de ses prédécesseurs le grand pré et pré nouvel était toujours compris dans l'accensement et pactes de grangeage de l'héritage dont s'agit, que les réparations aux *levées et biels* étaient faites par les grangers, que

le foin et *revivre* (1) étaient fauchés, fanés et charroyés par les grangers avec le bétail de Charlieu.

Que ledit bétail de Charlieu était la plupart du temps de l'année dans ledit pré *pour depaistre le revivre* et herbe d'icelluy. La *mayère* (2) des *vernats* (3) *pibouls*, (4) saules, a toujours été coupée et charroyée par les grangers et employée aux vignes de Charlieu, le surplus étant partagé entre le seigneur et les grangers.

5° Que *Marguerite du Lac* par erreur et ignorance passa le 14 août 1528 un contrat d'échange avec Méraud de Boulieu, par lequel elle lui donna un pré appelé de Charlieu, lequel était indivis avec celui compris dans la donation faite à Louis. Et Méraud donna en échange le pré nouvel en stipulant la faculté de rachat moyennant le prix de 80 écus d'or sol ou huit vingt livres, et que ce pré nouvel ne pouvait être baillé ni aliéné ayant fait partie de la donation de 1523.

6° L'article 18 rappelle la donation de 1531 en faveur de Louis de Boulieu (voir à cette date).

7° L'article 20 nous donne la date de la mort de *Marguerite du Lac*, veuve d'Albert IV de Boulieu.

Elle décéda au mois de mars 1540, soit 25 ans après son mari.

1560. — *Pierre de Boulieu* après avoir joui paisiblement de la quatorzième des biens de feu Albert de Boulieu (IV) son père, pendant l'espace de 46 ans, mourut en 1560 et par son testament du 2 mai 1553 il institua pour héritier *Méraud 1<sup>er</sup>* son frère, en le grevant de la restitution à *Méraud second*, son fils, et neveu de Pierre.

*Jeanne Pelette*, par son testament du 28 juillet 1545, reçut Sauzée, institua héritier Méraud I son mari, et ledit *Méraud* Flory, et ledit Flory Christophe, *Pierre Pellet* fit son testament le 19 avril 1562 et institua son héritier Flory, et *Flory Christophe*.

#### MÉRAUD DE BOULIEU

1565. — Par lettres de provision sur parchemin signée par lui et scellées de ses armes, *Just*, seigneur et baron de Tournon,

(1) Regain.

(2) Branchages, fagots des élagages.

(3) Vernes (alnus viridis).

(4) Nom patois du peuplier, encore en usage dans le Vivarais et le Languedoc.

comte de Roussillon, chevalier de l'ordre et capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roy, nomme *Méraud de Boulieu*, écuyer s' de *Jernieu*, à l'office de bailli de Tournon, etc.

Ces lettres sont datées du château de Glenay le 6 décembre 1565, et contresignées par le commandement de mond. s' Boucheron. Elles furent enregistrées à la cour ordinaire de Tournon en audience publique le 18 décembre de la même année, procès-verbal signé Chavaignac.

Il s'agit ici de Méraud II de Boulieu, dont le père, Méraud I<sup>er</sup> avait été bailli d'Annonay et avait testé en 1554. (Voir à cette date l'analyse de ce testament).

1566. — *Acte de permutation et d'échange*, sur parchemin, reçu le 3 septembre 1566 par Gonod et Flory Columbi, notaires royaux, par lequel *Louis de Boulieu*, écuyer, seigneur de Charlieu cède et échange avec Pierre Bonnet, marchand drapier d'Annonay, un sien toutel tènement de maison assis en lad. ville, situé au dessus de la *place nouvelle* qui contient plusieurs étages dhaut en bas, confrontant du matin maison dud. Pierre Bonnet, rue publique entre deux du rez quant au dessous la rue publique allant de l'église N. Dame au Portel du Champ et quant aux étages qui sont au dessus lad. rue, la maison de *Flory de Boulieu* écuyer, seigneur de Jarnyeu, de vespre, les maisons de Charles Chabal et des hoirs à feu M<sup>e</sup> Estienne Massabonis rue publique entre deux et de bise les maisons des hoirs à feu Anthoine Bonnet et Catherine Santone, mariés et maison des hoirs à feu Michel Boyer avec ses autres confronts, etc.

Cette maison est noble, exempte de toute servitude, etc., excepté de la contribution accoutumée pour le ban et l'arrière ban. En échange Pierre Bonnet cède et remet au dit Louis de Boulieu deux vignes précédemment acquises par led. Bonnet dud. seigneur de Charlieu sous faculté de reachapt pour le prix de 827 livres comme il appert par lesd. contrats de vente et de rachat, reçu M<sup>e</sup> Georges Gonod en date du 23 août 1556, l'une des deux vignes assise au terroir de *Deomas*, appelé le Cloz de Charlieu, contenant environ 30 flessoirées, confrontant du matin les vignes de Jehan Bolfard et des hoirs de M<sup>e</sup> Louis Astier, du vent la vigne de Cyprien Agier et Isabelle Chapuise mariés, de vespres

la vigne de M. Guillaume Baud, notaire, de bise la vigne de Claude Plantier qui fut de Pierre Bonnet, etc.. L'autre vigne au terroir de Charlieu.

Les témoins appelés à cet acte d'échange furent M<sup>rs</sup> Mathieu Indy, licencié en droit, Achille Gamon, docteur ès lois, Pierre Chabert, Mathieu Faure de Boulieu, marchands de lad. ville, signés avec le notaire.

Cet acte contient les origines de propriété des dites vignes et d'autres avec leurs confronts, qui pourraient intéresser la topographie des vignobles d'Annonay et de Boulieu à cette date.

Christophe de Boulieu dont je possède un portrait peint sur bois, alors qu'il n'avait que 13 ans, ainsi qu'il est indiqué sur ce portrait, était né en 1566 puisque la daie de 1579 est inscrite en blanc sur l'angle droit du fond de ce tableau, (anno 1579 ætatis sue 13).

Marié en 1594, il avait donc 28 ans lorsqu'il épousa Louise de St-Héran et devint la souche de la branche des Boulieu-Montpentier, d'Auvergne, sur laquelle j'ai pu réunir quelques données.

Donation sur parchemin, en date du 7 octobre 1566, reçue Columbi, notaire, et insinuée à la cour d'Annonay le 10 octobre, par devant M<sup>r</sup> Jehan du Port, licencié ès-droit, plus ancien avocat etc. et signé Baud greffier, par laquelle noble homme *Floury de Boulieu*, seigneur de Jarnieu, enseigne de la compagnie de cinquante hommes d'armes de monseigneur le comte de Roussillon, bailli d'Annonay, y habitant, « lequel considérant avoir reçu plusieurs amyties et civillités de noble homme *Meraud de Boulhieu* son frère, homme d'armes de ladite compagnie et bailli de Tournon et qespère recevoir et car ainsi luy plaict il donne et donne par donnation pure et irrévocable faicte entre vifs et de présent etc... une sienne maison dhault en bas *posée dans le fort du château d'Annonay*, confrontant du matin, maison du seigneur de Luppès, de bise les murailhes dud. chasteau, du couchant la place estant entre l'auditoyre de la Court ordinaire dud. Annonay et lad. maison et du vent la rue publique allant aud. chasteau.

*Item* une estable au-dessoubs led. auditoyre de la cour contenant un estaige confrontant du matin et bise la rue publique allant aud. chasteau et à Bourg ville, du vent et couchant maison de Pierre

du Mas près dud. Annonay avec les autres confronts entrées, yssuesoictsr, d et appartenances mouvans de qui se trouveront mouvoir et sous la cense qui se trouveront pourter que led. donateur a dict ignorer moyennant son serment sans autre charge ni servitudes quelconques ni avoir requis jusque au jour présent, pour lesd. maison et estable sur ce données par ladit. donation avoir tenir et posséder et en disposer comme de sa chose propre saulf touteffoys que led. seigneur donateur a retenu et réservé retient et réserve du consentement aussi dud. noble *Meraud* donnataire que au cas ou icelluy donnataire alle de vie a trespasser sans avoir aulcungs enfans naturels et légitimes de son corps que lesd. maison et estable sus données par plâin droict retournent et appartiennent aud. seigneur donateur ou aux siens sans aucune contraison et desquelles maison et estable susdonnés sest destitué et son dict frère donnataire a *investu par le bailh de la pleume comme de coustume*, etc.. »

Les parties constituent leurs procureurs pour faire l'insinuation de la donation conformément aux ordonnances royales sur les donations entre vifs, et ils obligent réciproquement leurs biens pour garantir l'exécution des conventions ainsi réglées assurées sur les saints évangiles de Dieu, etc.

L'acte est rédigé et signé en la maison du seigneur donateur en présence de Pierre Monyer, Clerc, Anfhoine Lemeur de Tournon, signés en la cedde avec les parties. Flory de Jarnieu, M. de Jarnieu et Flory, Columbi not. royal.

Quittance de 37 sols 9 deniers donnée à M. de la Roche payant pour Monsieur de Charlieu par *Nycolas Montchal* apothicaire à Annonay. suivant détails de drogues contenus en la note.

1579. — Quittance d'une note de huit écus pour médicaments fournis à feu M. de Charlieu pendant sa maladie, pour Manoha apothicaire à Annonay, et payés par Meraud de Boulieu, ces fournitures remontent à 1577, époque où M. de Charlieu paraît avoir été frappé d'apoplexie, car plusieurs de ces médicaments ou emplâtres devaient être appliqués sur le cerveau et l'épine dorsale.

1567. — Le 6 juin 1567 le certificat suivant est délivré à Meraud de Boulieu.

Nous François de la Barge, lieutenant de la compagnie de Monsieur de Tournon, comte de Roussilhon, François du Paillier, seigneur de la Tropidon et Claude Foucher, commissaire et contrôleur des guerres, certifions que cejourd'hui faisant la montre de ladite compagnie avons vu *Merault de Boulieu* homme d'armes de lad. compagnie monté et armé en état et équipage pour faire service de sa majesté et dicelluy prise sur le serment à la manière accoustumée en tel cas requis par quoy lui avons signé le présent certificat.

À Chambéri le sixième jour de june 1567, signé : du Paillier, Labarge, Foucher.

(Original en papier in-4°).

8 novembre 1567

—  
AGDE

LETTRE DU DUC DE JOYEUSE,  
à Mademoiselle de Tournon.

Nous extrayons de nos archives particulières la lettre ci-dessous du duc de Joyeuse à Mademoiselle de Tournon, en copie de l'époque, collationnée à l'original estant au pouvoir de ladite demoiselle de Tournon, par des Serres.

*« Mademoyselle par le sieur de la Grulerie présent porteur ay entendu de vos nouvelles et en ay esté bien ayse scavoir que vous estes a Tournon et que vous avez gardé lad. ville et les envyrons en l'obeyssance du Roy, c'est un temps aujourd'hui ou tous bons subjects du Roy se doibvent demeurer et employer comme vous avez faict. Mais vous supplie adviser bien que ne soyez trompée par ceulx de la nouvelle religion qui sont encord en votre ville en liberté car il est a craindre qu'ils introduysent en icelle ceulx de leur party et par ainsi vous ferez bien de vous en assurer. Vous priant aussi de vous prendre garde de tout ce cousté ça que jeusse envoyé commission ample a quelqu'un de par de la pour y commander généralement mais je nai seu a qui et je vous prie madvertir quy pourra prendre ceste charge je luy employerai volontiers. Cependant vous envoye tousjours un brevet pour estre levés des gens de pied lesquelles pourrez remplir de ceulx que connaistrez debvoir estre employés en ceste charge. Et pour l'entretenement des soldats vous les pourrez faire nourrir par ceulx de la nouvelle religion ou bien faire distribution de vivres et y employer les bleds vins grains et aultres denrées attendues de ceux de ladicte nouvelle religion qui se sont rebellés contre sa majesté et sont autheurs de ces malheureuses guerres.*

*Pouvez encore les emprunter et au default des dictz biens en prendre aussi sur les catholiques veu quil sagit de leur conservation et en tels affaires ny faut espargner aucusne chose. Si jay moyen de vous servir en cest endroit ou en quelque aultre chose vous concernant particulièrement vous prie de my employer. Remettant à la suffisance du présent porteur a vous dire toutes nouvelles qui passent en mes cartiers. Et en cest endroit je me recommande humblement a vos bonnes graces et prie Dieu.*

*Mademoiselle quil vous donne tres bonne et longue vie. Escript en Agde ce VIII<sup>e</sup> jour de novembre 1567, signé : votre très humble et affectiouné cousin a vous faire service,*

JOYEUSE.

*Commission de Monseigneur de Joyeuse à noble Méraud de Boulieu pour une compagnie de 300 hommes en date du 31 octobre 1567.*

Guillaume, vicomte de Joyeuse, chevalier de l'ordre du roy, cappitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, lieutenant général pour sa majesté au pays et gouvernement de Languedoc.

A Méraud de Bolliu sieur de Geruyen (1) salut. Estant requis et nécessaire pour le service du roy seureté et conservation de ses bons et loyaux subjects fere levée de gens de guerre a pied.

A ces causes nous deument informé de vos sens vaillance et dextérité et bonne diligence au faict de la guerre vous avons commis et depputé commettons et depputons et vous baillons charge par ces présentes de fere et assembler une compagnie du nombre de trois cents hommes de pied des plus aguerris mieulx armés et équipés que vous saurez choisir pour iceulx mener et conduire et exploicter comme de la part quil vous sera par nous commandé pour le service du roy.

De ce fere vous avons donné et vous donnons autorité commission et mandement, par ces présentes mandons et commandons a tous justiciers officiers et sergents du roy et aulx consuls de Tournon et auttres ou nous avons coutume ces assemblées sans faute vous bailler et aux soldats de votre compagnie logis et vivres modérément vous enjoignant faire vivre iceulx soldats

(1) Pour de Jarnieu.

doulcement et gratieusement au soulagement du peuple de façon que nous n'ayons aucune plainte.

*Donné à Pézenas* soubz notre seing et scel de nos armes ce dernier jour d'octobre l'an mil v<sup>e</sup> soixante-sept.

JOYEUSE.

Par Monseigneur, MEISSONAT.

(Lettre autographe original sur papier in-f<sup>o</sup> oblong avec les ceau de cise du vicomte de Joyeuse, de nos archives).

1568 — Lettre du Vicomte de Joyeuse à *Méraud de Boulieu s<sup>r</sup> de Jernyeu*.

« Guillaume Vicomte de Joyeuse etc. à Méraud de Boulieu sieur de Jernyeu cappitaine de troys cents hommes de guerre salut ;

Comme il soit requis pour l'entretènement et solde des compagnies de gens de pied qu'avons faict lever pour la garde de lad. ville de Tournon et aultres lieux du haut pays de Vivarois recouvrer certaines sommes de deniers au plus grand soullaigement pour ce est-il que nous en vertu du pouvoir qu'avons de sa majesté vous avons commis et depputé commettons et depputons par ces présentes que appelés avec vous les consuls de la ville de Tournon de faire lever sur les habitants de lad. ville de Tournon, d'Annonay et aultres lieux du haut pais de Vivarois *qui sont de la prétendue religion nouvelle* la somme de *cing mille livres* tournois et ce par manière d'emprunt et a ces fins enferez le département et les cottisations sur les dits habitants de lad. prétendue nouvelle religion ayant esgard à leurs facultés et aysances, au payement de laquelle somme iceulx habitants seront constrains chacun d'eulx pour sa cottité, par toutes voyes deues et raisonnables arrest et emprisonnement de personnes et tout ainsi quest accoustumé fere aux deniers du roy, lesquels deniers ferez mettre entre les mains du trésorier de l'extraordinaire des guerres ou de son commis aux fins de les employer au payement et solde desd. gens de guerre estant en garnison aud. pays, de quoy fere vous donnons autorité et commission par ces présentes *mandons* et commandons à tous gentilshommes cappitaines et aultres justiciers, officiers et subjets du roy que nous en ce faisant obéissent presentent et donnent ayde faveur prisons et escorte si besoin est et requis en sont.

*Donné* a Bolonne soubz nos seing et scel à nos armes le VI<sup>e</sup> jour de mars lan mil cinq cent soixante huit.

JOYEUSE.

Par Monseigneur Meysonat Lettre originale avec signatures et sceau aux armes de Joyeuse.

(In f<sup>o</sup> papier, de nos archives.)

Commission donnée par Monseigneur de Joyeuse, Lieutenant



général pour le Roi au pays de Languedoc pour noble MÉRAUD DE BOULIEU aux fins de dresser des gens de guerre, en date du 19 juillet 1568.

GUILLAUME Vicomte DE JOYEUSE chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et lieutenant général pour Sa Majesté au pays et gouvernement de Languedoc, au capitaine JARNIEU ayant charge d'une compagnie de gens de pied SALUT.

NOUS VOUS MANDONS ET ORDONNONS par ces présentes de remuer et ouster votre compagnie de la ville de Tournon pour la mener et conduire à ... ou nous l'avons ordonnée et voulons estre establie en garnison pour le service du Roy conservation de ses subjets et observation de ses ordres a quoy nous vous mandons de avoir l'œil et tenir la main et y contraindre tous ceulx qui appartiendra par toutes voyes donct et en tel cas requises et nécessaires.

De ce faire, vous donnons pouvoir commission et mandement par ces présentes. Mandons et enjoignons a tous justiciers officiers et consuls des lieux esquels votre passage s'adonner a changemens de garnison et à ceulx dudit qu'ils aient à vous recepvoyr bailler et administrer logis et vivres moderremment et à la moindre foule du peuple que faire se pourra sous peine de désobéissance.

En tesmoing de quoy nous avons signé ces présentes de nostre main et y fait metre scel de nos armes. Donné à Béziers le sixième jour de juillet l'an mil cinq cent soixante huit

JOYEUSE.

Par mondit Seigneur,

MEYSONAT.

(Original en papier, in 4° oblong avec le sceau des armes de Joyeuse très-bien conservé.)

*Arrentement* passé le 14 octobre 1568, par noble *Méraud de Boulieu*, capitaine de Tournon, a Jean de Ruolz *mosnier* de Pupy, des molins de Pupy, avec le *treulhe d'huyle et pierre à chanvre* pour le temps de trois ans et trois prises, commençant à la fête de Toussaint moyennant le prix de 18 sestiers seigle pour les moulins et pour le treulhe de l'huile et la pierre a chanvre de 13 livres de monnaie de roy courant, 18 chapons et mille œufs et autres choses contenues aux paches précédentes.

Cet arrentement est reçu par Mical notaire en présence de Mosnier Pierre praticien et de Pierre Ronas d'Annonay.

*Passeport* pour le *Capitaine Jarnieu*. Le Baron de Rieux chevalier de l'ordre du roy gentilhomme ordinaire de sa chambre etc.

A tous gouverneurs capitaines officiers et consuls gardes des villes ports ponts et passaiges et tous aultres qu'il appartiendra

salut. Nous vous mandons neaulmoings prions et requérons de laisser passer librement sans aucun destourbes ny ampeschement le cappitaine *Jarnieu* et 8 hommes qui sen vont en poste devers Monseigneur le Maréchal de Dampville pour des affaires concernant le service du roy avec leurs pistollets et auttres armes leur administrant logis vivres en payant raysonnablement et leur donner toute faveur assurance de chemin pour qu'ils puissent fere led. voyage seurement. Mandons à tous chevaucheurs de fournir et bailler chevaulx de poste sans fere retarder auculnement.

Faict à Béziers ce 9 septembre 1569

RIEUX.

Par mondit sieur Beauregard.

Original sur papier in 4° avec le sceau.

#### LOUIS DE BOULIEU

Le 13 avril 1569, Louis de Vaussèche, seigneur de Vaussèche et de la Tourette commandant pour le service du roi en haut pays de Vivarais en l'absence de Mgr de Joyeuse, gouverneur pour sa majesté au pays de Languedoc, mande de Tournon à noble *Louis de Boulieu*, seigneur de Charlieu, de prendre toutes les mesures et tenir tous gens en armes du département des légionnaires, des lieux circonvoisins de la ville de Boulieu, depuis la rivière de Doulx jusque au ressort et limite de Forest étant de son gouvernement, afin de mainfenir sous l'obéissance de sa Majesté, assurer l'exercice de la religion catholique et romaine et empêcher suivant les édits celui de la nouvelle prétendue religion, dans ladite ville de Boulieu et lieux circonvoisins.

Louis de Boulieu a tout pouvoir d'agir et de se faire oheir comme si le gouverneur était présent.

Cette commission est contresignée pour ledit seigneur de Vaussèche par Lebat et extraite de son original par François.

(Sur papier).

*Meraud de Boulieu*, seigneur de *Jarnieu* dresse le rôle des francs-élus du haut Vivarais, qui doivent daus chaque paroisse se rendre équipés, armés et munis de la quantité de poudre désignée, dans trois jours de la convocation, en la ville et magasin de Tournon, pour être employés au service du Roi.

Le rolle comprend 58 paroisses, devant fournir 314 archers, 177 piquiers, et 817 livres de poudre.

La ville d'Annonay avait à fournir à elle seule 64 archers, 34 piquiers, et 417 livres de poudre.

La ville de Tournon devait fournir 27 archers, 18 piquiers, 55 livres de poudre. Serrières venait après avec 12 archers, 8 piquiers et 20 livres de poudre.

Les francs-élus convoqués devaient être exclusivement de la religion catholique, apostolique et romaine comme il est spécifié dans l'ordre de levée donné au nom du Roy par le capitaine de Jarnieu au commissaire chargé de faire partout la levée, Pierre Granjon lanvesparade de la compagnie commandée par Jarnieu (Meraud de Boulieu).

Le 16 mai 1569, *Meraud de Boulieu* écuyer seigneur de Jarnieu, capitaine de trois cents hommes de guerre, ensemble des francs-élus de haut pays de Vivarais, bailli et gouverneur de Tournon, s'étant rendu à St-Jeure pour y recevoir les francs-élus armés et équipés ainsi que le rôle en avait été publié conformément au département fait par messieurs des États généraux et particuliers du Vivarais pour la présente année, et qu'il devait prendre sous sa charge pour les employer au service du Roy, il ne s'est trouvé personne en état suffisant.

Ce que voyant, le capitaine de Jarnieu a protesté par devant témoins et notaire contre la rebellion faite au roi, et en a fait dresser acte pour lui servir à l'assemblée des francs-élus du Haut Vivarais.

3 juillet 1570. — Passe-port pour le capitaine de Jarnieu (Meraud de Boulieu).

Nous Henry de Montmorency, seigneur de Damville, Maréchal de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc et commandant généralement pour son service es province de Guyanne, province de Dauphiné; certifions à tous qu'il appartiendra que nous avons donné congé et permission au capitaine *Jarnieu* daller en sa maison pour negocier ses affaires particullières ensemble a dix soldats de sa compagnie portant leurs armes et avec bastons à feu pour seuretté et la deffense de ladite personne et après nous revenir trouver la part que nous serons.

Parquoi nous deffendons à tous gouverneurs de villes consuls et administrateurs dicelles mestres de ports ponts et passaiges de ne leur donner aucung empeschement soit en allant ou en restour-

nant, ce faisants administrer vivres logis et auttres choses nécessaires en païant raisonnablement.

Faict à Beaucaire soulz notre seing et scel de nos armes, ce IIII juillet mil six cent soixante dix.

MONTMORENCY.

Par mon dit seigneur,  
(illisible.)

(Original sur papier in-4° oblong avec le scel de Montmorency).

Passeport de Monseigneur Dampville Montmorency, maréchal de France du 13 décembre 1570 pour M. de Jarnieu capitaine des gens de guerre a pied, etc.

*Le seigneur de Dampville maréchal de France (1).*

Ayant permis comme nous permettons par ces présentes au sieur de Jarnieu lun des cappitaines des gens de guerre a pied entretenus en nostre gouvernement de Languedoc de sen aller jusques en sa maison et y séjourner durant ung moys pour y donner ordre en ses affaires, *mandons* et commandons a tous quil appartiendra de laysser passer et repasser librement avec ses hardes armes serviteurs et chevaulx par les lieux et endroits de leurs pouvoirs sans y en luy donner aulcun empeschement, ains quilz ayent a luy faire administrer vivres logis et auttres choses requises en payant raysonnablement le tenant avec tout ce qui luy appartiendra soulz la protection et sauvegarde du roy nostre sire où nous l'avons mis et mettons par ces présentes signées de notre main et scellées du scel a nos armes, faict à Lion ce 23<sup>e</sup> jour de décembre 1570.

Signé : DAMVILLE MONTMORANCY.

sceau.

Par Monseigneur,

CHARRETIER.

A l'occasion de ce passe port, l'on peut conjecturer que Méraud de Boulieu seigneur de Jarnieu et bailli de Tournon, avait pris ce congé d'un mois pour vaquer a son mariage avec Jeanne de Luc, dont le contrat fut signé le 13 janvier 1571, ainsi qu'on peut le voir a sa date.

Il se serait donc marié postérieurement à cette date avec Suzanne Davity, car lorsqu'il mourut le 11 novembre 1597, sa fille Anne la plus âgée de ses enfants n'avait que 16 ans, et son

(1) Henri 1<sup>er</sup> duc de Montmorency fils d'Anne de Montmorency et connu sous le nom de Damville né a Chantilly en 1534, fait Maréchal en 1567 à l'âge de trente deux ans prit le titre de duc de Montmorency en 1579, après la mort de son frère. Il fut nommé connétable en 1593. Il était gouverneur du Languedoc en 1563.

filz Louis son héritier, 14 ans, ce qui reporterait son mariage vers 1580 avec demoiselle Davity, en supposant qu'elle fut devenue mère dès la première année de son mariage.

La première union aurait été courte et sans enfants.

Henry de Montmorency, seigneur de Dampville délivre un passe-port au capitaine de Jarnieu, a la date du 3 juillet 1570, pour aller dans sa famille accompagné de dix soldats de sa compagnie avec leurs armes et *bastons à feu* pour sa sureté.

(Original sur papier avec signature et sceau.)

Le 26 mai 1570, la dépêche suivante était adressée au capitaine de Jarnieu (Méraud de Boulieu) :

*Henry de Montmorency seigneur de Dampville maréchal de France Gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc* et commandant généralement pour le service de Sa Majesté es provinces de Guyane et Dauphiné, aux capitaines Cros et Jarnieu ayant charge chacun d'une compagnie de gens de guerre a pied salut : estant adverty que de l'armée des Cévennes de Sa Majesté se sont desbandées plusieurs compagnies de gens de cheval et de pied et retirées dans les villes et lieux de ce gouvernement par eulx occupés, pour empescher la récolte des fruits des autres villes et pays circonvoisins... sous son'obeyssance et désirant d'y procurer et de prevenir a leurs desseings et entreprises au soulagement du peuple et a ce quil puisse plus librement et en seureté faire lad. recolte.

*Nous mandons* et recommandons de conduire et mener vos compagnies en toute diligence par le plus droict et seur chemin que vous pourrez en la ville de Montpellier où nous les avons establies et ordonnées en garnison pour de la en ors courir sus auxd. ennemis les incommoder en toutes choses possibles, et empescher a lad. recueillir des fruits des lieux par eulx occupés, favoriser et assurer celles des bons et fidelles subjects de Sad. Majesté afin que ceulx ennemis ne s'en puissent prévaloir.

Si mandons et recommandons tres espressement aux consuls et habitants des villes et lieux ou votre passage s'adonnera a ceux de lad. ville de Montpellier de vous y recepvoir avec lesd. compagnies et de vous y administrer vivres logis et autres choses requises suivant nos réglemens a payne destre desobeyssants chasties si rigoureusement quil en sera une perpétuelle et exemplaire mémoire. Vous enjoignons toutefois de chasser toute la cavallerie qui pourroit estre en vostre compagnie conservant que jusques a douze en chacune d'icelles pour led. service et les membres dicelles réduisant aussi le nombre des équipages de vos soldats tellement quil ny en ait tout au plus que de deux en deux soldats ung, et que le peuple en devienne soulagé tenant loeil a les faire vivre sans oppression de manière quil ne nous en advienne aucune plainte le tout a payne destre cassé, et de nous en respondre.

Et pour ce faire vous avons donné et donnons plain pouvoir et commission et mandement spécial.

Escrit nos dites lettres ... à Villeneuve-de-Berc sous le seing et contre scel à nos armes le 26<sup>e</sup> jour de may l'an mil cinq cent soixante dix. (1)

Signé : D'AMPVILLE MONTMORENCY.

Par mon dit seigneur : WARTS.

*Henry de Montmorency* seigneur de Dampville etc...

Au capitaine Jarnieu ayant charge d'une compagnie de deux cens hommes de guerre à pied salut :

Nous vous mandons et ordonnons de faire la *creue* (2) de votre compagnie jusques au nombre de deux cens hommes les plus aguerris vaillants et expérimentés que vous pouvez choisir qu'à ces fins vous mandons assembler dans la ville de Beaulieu pour iceux assemblés les conduire et amener avec le reste de votre compagnie sa parquelque sera, et enjoignons très expressement aux consuls des villes et lieux où votre passage s'adonnera en les conduisant à la dite compagnie et de vous administrer vivres logis et autres choses requises suivant nos réglemens et à peyne de leurs biens. A ces fins vous avons donné et donnons pouvoir autorité commission et mandement spécial par nos dites lettres.

Données à Beaucaire ce viii<sup>e</sup> juillet mvcclxx.

DAMPVILLE MONTMORENCY.

sceau.

Lettre sur parchemin en date du 5 août 1570 confirmant et ratifiant l'office de bailli de Tournon en faveur de *Meraud de Boulicu*, par dame Claude de Latour de Turenne, dame de Tournon, comtesse du Roussillon, usufruitière universelle des biens et maisons de Tournon, mère de Just de Tournon de son vivant seigneur et baron de Tournon, comte de Roussillon, chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de 50 hommes d'armes.

Il est dit dans cette lettre de provision, que ledit Meraud de Boulicu, seigneur de Jarnieu, était déjà pourvu dudit office du bailli par le fils défunt.

Scellé et contresigné : du commandement de Mad. dame, Romanet.

(Original en parchemin avec sceau.)

(1) La teneur de cette dépêche peut être opposée aux jugemens de certains historiens qui ont accusé le maréchal de Montmorency de cruauté dans ses campagnes, notamment de celle de Provence où il avait tout détruit et saccagé dans une étendue considérable sous prétexte de faire le vide derrière lui et de couper les vivres à l'ennemi qu'il attendait aux limites de ce désert.

P. A.

(2) Augmentation d'effectif.

*Commission de Monseigneur de Montmorency à noble Meraud de Boulieu pour armer et forcer le château de la Motte où commandait le capitaine de Verdure qui s'était rendu rebelle à ses commandements.*

Henry de Montmorency seigneur de Dampville maréchal de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc et commandant généralement pour le service de Sa Majesté les provinces de Guyane Provence et Dauphiné.

Au cappitaine Jernyeu ayant charge d'une compagnie de gens de guerre a pied ou son lieutenant salut, comme il soit venu à nostre notice despuis peu de jours que le sieur de Verdure capitaine du chasteau de la Motte de voye et de fait et par force et violence seroit allé en la ville d'Aigues Mortes en la maison d'une desmoyselle Loyse de la Ryvoire tante de la demoysselle vefve de Ferraudy de Nymes ou il auroit trouvé quelques coffres qu'il prétend appartenir au feu capitaine Verdure son frère dans lesquels avoit plusieurs documents et tittres de grande importance desquels elle se serait fice aud. feu cappitaine Verdure sous l'espérance que ladicte vefve de Ferraudy son vivant le mariage commencé entre eulx se parachèveroit et ayant icelle vefve de Ferraudy faict requérir led. cappitaine de la Mothe par diverses fois de le luy rendre pour se servir au jugement de quelques procès pendant en la cour de parlement de Tholozé, néantmoins a la supplication quelle nous auroit faiste luy en aurions escript et commandé de la réintégrer a quoy il n'aurait obeyt, se fiant en la forteresse dud. chasteau de la Motte et aussi de fere sa retraite en Provence hors la juridiction des magistrats de Languedoc, et sous ces présentes dempescher les actes de justice que pourroit estre faicts contre luy pour par ce moyen priver et frustrer lad. vefve des droits et actions quen vertu de ses tittres elle peut agir en la cour du parlement, ce que nous ayant esté remonstré de la part dicelle vefve et désirant luy subvenir sellon l'exigence du cas et actendu le peu d'hobeyssance quen recepvrait la justice ordinaire.

POUR CES CAUSES nous mandons et commandons quavec tel nombre de soldats de votre compagnie que vous adviserez vous vous transportiez aud. chasteau de la Mothe ou ailleurs ou besoing sera et requis serez, et illec prendre et saisir au corps led. de Verdure; et iceluy conduire et mener par devers nous pour a droict et répondre de la désobeyssance qu'il nous a faicte.

Néantmoins affin que lesd. documents ne sesgarent luy présent et appelé ferez fere ouverture de tous les coffres qu'il peut avoir dans led. chasteau de la Mothe et dans iceulx prenez par inventaire tous lesd. titres appartenant a lad. vefve et les remettez par devers nous pour en estre faicte la délivrance a qui il appartiendra, et pour ce fere vous donnons plein pouvoir avec commission et mandement expres par ces présentes. Mandons et commandons aud. Verdure ou autres estant dans led. chasteau de

la Mothe de vous faire ouverture des portes, obeir et entendre diligemment comme à nous sur peine de la vie.

Donné à Montpellier sous nos seing et scel ce VIII d'octobre mil VC soixante dix.

H. MONTMORENCY.

Par mond. Seigneur,

VIAIS.

(Original sur grand papier in f° avec petit scel).

*Commission* pour le capitaine *de Jarnieu* et le capitaine Gros de mener leurs compagnies en garnison à Nîmes.

Henry de Montmorency seigneur de Dampville maréchal de France gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc de sa Majesté es provinces Guyenne Provence et Dauphiné.

Aux cappitaines Gros et Jarnieu ayant chacun charge d'une compagnie de gens de guerre a pied, salut.

Nous vous mandons et ordonnons de conduyre et amener en toute dilligence par le plus seur et droit chemin que vous pourrez vos compagnies en la ville de Nîmes ou nous les avons establies et ordonnées en garnison pour fere observer et entretenir en icelle ledict de sa Majesté sur la pacification des troubles de son royaume et y tenir ses subjets en toute seureté et sous son obéissance. Mandons et enjoignons aux consuls et habitants des villes et lieux ou votre passage s'adonnera et a ceux de lad. ville de Nîmes de vous y recevoir et administrer vivres logis et autres choses requises sur tous ledit descret d'observation des susd. edicts en lobeissance deue a sa Majesté et a ce nous de ce fere vous avons donné et donnons mandement spécial et espres par ces présentes données à Beaucaire sous notre scel et seing le premier jour de septembre lan mil cinq cent soixante dix.

HENRI MONTMORENCY.

Par mond. Seigneur (illisible).

(Original grand in f° papier avec sceau, de nos archives).

Le 10 avril 1570 *Antoine de Boulieu* de Charlieu, de la licence de noble Louis de Boulieu son père confesse avoir reçu de Jehan de Blancheleyne seigneur de Chanalost absent, le notaire pour lui stipulant, la somme de quarante livres tournois, en déduction de la dot et verchière de feue demoiselle Jeanne de Blancheleyne, mère en son vivant dud. noble Antoine, et dont il quitte led. noble Jehan de Blancheleyne, sous pact de ne les demander outre ces autres quittances que se trouveraient excédantes, et ainsi l'a juré.

Fait a Charlieu et reçu Columbi, not.



1571. — *Quittance* du 13 mars 1570 reçue Columbi, pour la somme de 24 livres 19 sols payée par Jehan de Blancheleyne par les mains de sa femme Anne de Chanalost, en déduction de ce qui restait dû a Louis de Boulieu et a ses enfants sur la constitution dotale de 300 écus faites par le contrat de mariage de 1543.

Noble *Méraud de Boulieu*, reçoit le 29 janvier 1571, de Dame Claude de la Tour de Turenne dame de Tournon, comtesse de Roussillon, usufruitière des biens et maison de Tournon et tutrice de haut et puissant seigneur messire Just Louis de Tournon comte de Roussillon son fils, commission et procuration pour la représenter et présider au lieu et tour de baron de Tournon en l'assiette de Vivarais, qui se tiendra en la dite ville de Tournon, en l'année mil cinq cent soixante....

*Méraud de Boulieu seigneur de Jarnieu* était a ce moment bailli de la Comtesse de Tournon.

La procuration est reçue par Jean Camet notaire, au *château neuf* de la dite dame en sa chambre, témoins présents Jean Josserand docteur en droit juge de Tournon et du Comté de Roussillon et Antoine Balmat notaire de St Didier en Velay. (Original en parchemin).

Le notaire Camet se qualifie de Roussillon en Dauphiné, notaire et tabellion royal et delphinal du nombre des réduits.

La dame de Tournon jure sur les saints évangiles tenir pour agréable ferme et stable ce que fera son fondé de procuration et subrogé. Cette procuration sur grand parchemin spécifie en détail le mandat à remplir par le subrogé au cours de l'assiette ou états du Vivarais et réserve le droit de révocation au cas où le comte de Tournon pourrait siéger lui-même comme baron de tour, à une autre assemblée. Les droits des barons de tour sont amplement définis dans cette formule de procuration qui devait être celle des subrogations en usage en pareil cas.

Par contrat du 13 janvier 1571 reçu Le Meur, notaire de Tournon, *Méraud de Boulieu, seigneur de Jarnieu, bailli de Tournon*, épousa honneste fille *Jeanne de Luc* fille a feu honneste Antoine de Luc et d'*Ennemonde de Philiboy*s de Tournon sur le Rhône, en haut Vivarais.

Sont personnellement établis par devant ledit notaire, *Méraud*

*de Boulieu et demoiselle Jeanne de Luc* assistée de honnête homme *Anthoine de Luc* son frère, M<sup>re</sup> Geoffroy Allemand doyen de Tournon son cousin-germain et de ses autres bons amis et alliés.

Et ledit Anthoine de Luc avec l'assistance de M. M<sup>re</sup> Jehan Josserand, docteur es droit lieutenant pour le Roy au siège royal d'Annonay son beau-père, ayant ce mariage agréable, constitue en dot et verchière à sad. sœur, pour tous droits sur les biens de leurs père et mère, la somme de 3,790 livres tournois, moyennant quoi *Jeanne de Luc* renonce à toutes actions et successions au profit de son frère.

Les parties donnent chacune pouvoir à leurs procureurs désignés de faire faire l'insinuation dudit contrat aux cours de St-Marcellin et d'Annonay. Le contrat est rédigé en la maison de M. Josserand lieutenant présent. Les témoins sont François Josserand licencié es droit procureur pour le roi au baillage de Vivarais, Geoffroy Josserand, garde pour le Roi au Grenier à sel de Tournon, Tain, Valence, St-Vallier, M<sup>e</sup> Charles Chavagnac, Pierre Davity bourgeois de Tournon, signés à l'original avec les parties et le notaire.

Mention de l'insinuation au greffe de la cour royale d'Annonay du 15 février 1571 signé : Massebeuf, greffier, et certificat sur parchemin du greffier de la cour de St-Marcellin du 13 mars de la même année signé Gilbert, l<sup>e</sup> principal et le nom du greffier illisible, avec le sceau de la cour sur papier, cire entre deux.

Le contrat est écrit sur parchemin assez grand mais d'une seule peau. C'est une expédition insinuée.

Le contrat de mariage que je viens d'analyser d'après l'expédition en forme que j'ai trouvée dans les archives de la maison de Boulieu, était chose assez imprévue pour moi, car la mention de ce mariage de Meraud de Boulieu, seigneur de Jarnieu et bailli de Tournon, à la date de 1571, ne figure ni dans la généalogie dressée par les divers membres de ladite famille qui s'en sont occupés, ni dans le testament de Meraud de 1597, année de sa mort, ni dans les autres actes et titres, où il est cependant fait mention de Meraud II<sup>e</sup> du nom, le seul auquel puisse se rapporter ce contrat de 1571.

Ce Meraud avait épousé Suzanne Davity (comme le démontrent

plusieurs articles de cette généalogie) par contrat du 14 janvier 1581.

Il faudrait donc supposer que Méraud II s'est marié deux fois ou bien qu'il existait un troisième Méraud, seigneur de Jarnieu et bailli de Tournon également.

Toutefois rien n'empêche d'admettre que ce Méraud, issu du mariage de Méraud I et de Jeanne de Pelet fut marié une première fois à Jeanne de Luc en 1571 sans avoir de postérité de cette union, et se soit marié en secondes noces en 1681 avec Suzanne Davity, à un âge assez avancé et après la mort de son père et de sa mère qui avaient testé en 1554 et 1545.

1572. — *Transaction* passée entre *Louis de Boulieu* seigneur de Charlieu et *Nicolas de Blancheayne* commandeur de Malte, reçue *Gonod*, le 14 octobre 1572.

Comme père et légitime administrateur de *Antoine*, *Anne*, *Claude* de Boulieu enfants issus de son mariage avec feu *Jehan* de *Blancheleyne*, *Louis* de Boulieu réclamait à demoiselle *Magdeleine* de *Vigne*, veuve et héritière fiduciaire de feu *Jehanne* de *Blancheleyne* en son vivant seigneur de *Chanalost*, tant à son nom que comme mère et tutrice de *Just* et *Marguerite* ses enfants, la légitime et portion en supplément d'icelle que lad. défunte *Jehanne* de *Blancheleyne* sa femme avait tant des biens de feu *Jehan* de *B.* en son vivant seig. de *Chanalost* père dud. *Jehan* que de demoiselle *Anne* de *Chanalost* sa mère, laquelle légitime le demandeur prétendait monter à la douzième partie des biens dud. *Jehan* le père, attendu que il serait décédé ayant délaissé ses d. enfants ne venant en compte frère *Claude* de *Blancheleyne* religieux de l'ordre de *St Benoit* en l'abbaye de la *Chaise-Dieu*, d'autant qu'il avait fait profession auparavant le décès dud. *Jehan* leur père. Demandait aussi la dixième partie des biens délaissés par le trépas de lad. demoiselle *Anne* de *Chanalost* leur mère offrant rapporter et précompter la somme de 291 livres reçue en déduction de sa constitution dotale faite par led. feu *Jehan* son père au contrat de mariage dud. sieur de *Charlieu* et *Jehanne* de *Blancheleyne*.

Et en outre demandait la cinquième partie des biens délaissés

par le trépas de feu Antoine de Blancheleyne fils dud. Jehan le père décédé ob intestat le tout avec restitution des fruits.

Antoine de Boulieu dit que les quittances et renonciations faites par Jehanne de Blancheleyne sont nulles et sans cause parce quelle avait moins de 25 ans, quelle n'avait point eu de constitution par son premier mariage avec Pierre Chenisson et que celui-ci n'avait point entendu la valeur et la qualité des biens de sa femme Jehanne. etc.

Il dit qu'au contrat de mariage d'entre Pierre Chenisson et Jehanne de Blancheleyne, dame *Blanche de Tournon* vicomtesse de *Rochechouard* aurait constitué en dot à la dite Jehanne, la somme de 400 écus, ce qu'il soutenait avoir été fait en contemplation du dit Jehan de Blancheleyne le père, et que la dite somme serait depuis au contrat de mariage d'entre le sieur de Charlieu et ladite Jehanne, du 26 novembre 1543. La défenderesse dit que les sommes reçues par le sieur de Charlieu et Jeanne de Blancheleyne sont suffisantes et que leurs héritiers doivent en être contents et satisfaits attendu que la valeur des biens sur lesquels ils peuvent prétendre des droits de légitime paternelle maternelle et fraternelle ne sont de plus grande valeur, etc.

Bref, après discussion des prétentions et objections des parties, entre M<sup>e</sup> François *Columbi* lieutenant en la baronnie d'Annonay et *Merlin de Villiers* docteur es droit, de l'expert du demandeur, et M<sup>e</sup> *Périer* et *Achille Gamon* aussi docteur es droit pour la défenderesse fut faite le 14 octobre 1572 une transaction par l'intervention amicale de noble homme messire *Nicolas de Blancheleyne* chevalier de l'ordre de *St-Jean-de-Jérusalem*, commandeur de *Chazelles*, frère dudit Jehan de Blanchelegue dernier décédé et oncle commun des enfants cohéritiers, tant dudit Jehan de Blancheleyne dernier décédé que de ladite Jehanne de Blancheleyne dessus dite.

Il fut convenu que pour descharger les enfants de son frère, et gratifier d'un autre côté ses revenus, Nicolas de Blancheleyne payerait mille livres tournois, savoir la moitié dans six mois, l'autre moitié dans deux ans, et par moitié d'année à année.

La dite somme sera employée pour le mariage des filles du sieur de Charlieu ou de l'une d'elles suivant que parti se trouvera.

Elle sera en déduction de leurs droits de légitime.

Ainsi convenu promis et juré sur les saints évangiles, *le commandeur mettant la main sur la poitrine à la manière des religieux*, etc... et tous obligent eux et leurs biens, etc.

Fait et récité en la ville d'Annonay maison de noble André des Gurins sieur de Mathon en présence de Messieurs M<sup>res</sup> Sébastien de Chane, Mathurin Indy licencié en droit soussignés avec les dites parties André de Cussonnel écuyer, Louis de Boulieu, Magdeleine de Vigne de Blancheleyne, et Gonod notaire. (Double de la transaction, sur papier, écriture de l'époque).

De cette pièce il ressort, au point de vue généalogique, que Jehan de Blancheleyne père, marié à Anne de Chanalost avait un fils, Jehan, seigneur de Chanalost, marié à Madeleine de Vigne dont étaient issus : Just et Marguerite de Blancheleyne. Antoine, Anne et Claude de Boulieu étaient enfants de Jehanne et de Louis de Boulieu de Charlieu.

Commission du maréchal de Dampville pour noble *Méraud de Boulieu, seigneur de Jarnieu* :

Henry Demontmorency seigneur de Dampville maréchal de France gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc et commandant généralement pour le service de Sa Majesté es provinces de Lyonnais Dauphiné et Provence au sieur de Jarnieu salut.

Nous confiant de votre intégrité fidélité et affection au service du roy longue expérience au fait des armes et se présentant loccasion dassembler forces pour résister aux incursions, pilleries, rançonnements et aultres actes d'hostilité et de rébellion que aucuns subjects de sad. Magesté commettent en plusieurs et divers lieulx de notre gouvernement au grand préjudice des bons et loyaulx subjects de Sad. Magesté et désirant y subvenir selon le pouvoir quil a plu a Sad. Magesté nous donner vous avons commis et ordonné commettons et ordonnons par ces présentes pour chef et conducteur dune compagnie de gens de guerre a pied de deux cens hommes desquels vous mandons en toute dilligence assembler au lieu de Tournon bien aguerris armés et de la qualité quil est requis pour les employer au fait de la guerre et lesquels et aussitôt tous vous conduirez au lieu que par nous vous sera ordonné par le plus court et seur chemin en toute dilligence en les faisant vivre doucement el modestement en cette façon quil nen advienne faulte ny plainte auxquels vous mandons et commandons et a tous les consuls manans et habitans des villes et lieulx ou votre passaige sadressera administrer logis et vivres et aultres choses requises et a ce nul ny fasse faulte sur

tant qu'ils doivent estre dicts maintenus et déclarés obéissans et fidèles subjects de Sad. Magesté de ce fère vous avons donné pouvoir commission et mandement par ces présentes.

Donné au Saint-Esprit le xxii<sup>e</sup> jour d'octobre lan mil v<sup>e</sup> soixante douze.

H. MONTMORENCY

Par commandement de Mons. le Maréchal,

CHARRETIER

(Original sur papier in-f° oblong avec sceau).

Lettre adressée le 24 octobre 1572, par Monseigneur d'Amville, maréchal de France au capitaine Jarnieu (Méraud de Boulieu) ayant charge d'une compagnie de gens de guerre à pied pour le service du Roy, à Tournon.

Capp<sup>ne</sup> Jarnyou, je m'asseure que maintenant vous avez receu mes lettres par laquelle je vous mandois de tenir vostre compagnie preste a une fin ou autre. Or depuis en sa jay esté résolu de ceulx de Privas et qu'ils ne veullent aulcunement obeyr, tellement que je me suis delibéré de jours apres faire et de ne mamuser plus aux belles parolles des ungs ny des aultres. A ceste cause je vous envoie une commission pour conduire votre compagnie en toute diligence ou je serai vers Beaucaire sur la riviere et par bateaulx que vous ferez de deux cens bons hommes est les mieulx armés que vous pourrez et comme vous serez pres de moy advertissez men et en ce mespargnez vos moyens car je vous ferai tel appoinement que vous aurez contentement de moy.

Avant je prieray le createur, cappitaine Jarnyou quil vous doinct sa sainte grace, du Pont Saint Esprit le 22 octobre 1572.

Votre antièrement bon amy,

DAMPVILLE.

Original, avec le sceau, sur papier grand in-4°.

1573. — Par acte du 17 juin 1573 *Méraud de Boulieu*, achète de André Gamonnet et de Magdeleine Joussode sa femme, habitants du lieu du Puy de Davezieux un petit pré sis au terroir de Pailheras ou Do perdu, contenant quatre coupparées et demi, etc., moyennant le prix de 8 livres et demi. La tradition de ladite propriété se fait par la plume.

Contrat reçu Mical, notaire d'Annonay.

*Pactes* en date du 28 août 1573, reçu Mical, notaire, entre noble Méraud de Boulieu, seigneur de Jarnieu, bailli et capitaine de Tournon et Jchan de Ruolz pour planter une vigne dans une terre sise au terroir de *Pupy* appelée le *suc de las bruyeras*, conte-

nant cinq quartes, confrontant du vent la vigne des hoirs de Michel Fourneyron, de vespres, la vigne de Flory Sauze, de bise la terre dessus confrontée, du matin les terres dud. seigneur, etc.

La plantation devra être faite dans quatre ans, bien et dûment comme est tenu faire un bon père de famille, « et y faire les *challetz* (1) et murailles au devant dicelle et la bien et deuement clostre (2) tout au tour de pierres sèches en tout de l'auteur. De Ruolz aura la moytié des fruits après 4 ans et il sera tenu bien entretenir et nourrir ladite vigne pendant 8 ans et après ce terme la vigne sera divisée en deux parts égales dont le seigneur choisira celle qu'il préférera.

Et dans le cas où ledit de Ruolz voudrait vendre sa moitié, le seigneur l'aura au prix qu'il en pourrait trouver ailleurs sans fraude.

Ledit de Ruolz sera tenu tenir ladite vigne bien garnie de *paulx* (3) sous peine de tous dépens. Ledit de Ruolz reconnaît tenir ladite vigne de la directe seigneurie susdite sous la cense de quatre pors vin bon et marchand mesure d'Annonay payable chaque an à la Toussaint commençant la première paye à la Toussaint prochain en trois ans et *aux usaiges des nobles*.

Fait en la maison du seigneur de Jarnieu, témoins Jehan Indy, Claude Tardy dict Marlhes, Antoine du Cert dit.... et Anthoine Laboigne d'Annonay (4).

(Expédition sur papier).

*Subarrement* passé par noble Méraud de Boulieu seigneur de de Jarnyeu bailli et capitaine de Tournon à Jean de Ruolz des moulins et de la chevance de Pupy, par acte du 18 octobre 1571, prorogé par acte à la suite en date du 27 septembre 1573 également reçus Mical, témoins Jehan Indy lieutenant de bailli et Anthoine Lavergne chanoine de N.-D. d'Annonay.

Les 2 baux sont faits pour une période de 3 années chacun, au prix de 18 sestiers seigle pour le moulin, et pour la pierre à chan-

(1) Petits murs de soutènement pour relever les déclivités du sol, ou *échamps*.

(2) Clore.

(3) Echalas.

(4) Cette pache donne une idée des conditions dans lesquelles se faisaient alors ces sortes de plantations de vignes a forfait et à mi fruits.

vre et treulh d'huyle de 13 livres tournois, 18 chapons, 200 œufs et 4 livres de beurre, et les fruits de ladite chevance à moitié. Le premier bail est fait dans la maison de Méraud de Boulieu, le second dans la maison de la rectorie de N.-D. de l'Aumône d'Annonay.

*Arrentement* des moulins de Pupy par *Méraud de Boulieu* à Jean de Ruolz meunier, reçu Mical, notaire, le 27 septembre 1573.

Ce bail est fait pour 3 années et n'est que la continuation d'un autre de 1571, et aux mêmes conditions. Me Jehan Indy, lieutenant de bailli d'Annonay est témoin avec Antoine Lavergne.

Commission du baron de Tournon pour *Méraud de Boulieu seigneur de Gernieu*.

Just seigneur et baron de Tournon comte de Roussillon chevalier de l'ordre du roy et cappitaine de cinquante hommes d'arme de ses ordonnances salut ; Au seigneur de Gernieu gouverneur de notre chasteau de Tournon, nous vous donnons pouvoir charge et commandement expres vous entremettre cognoistre et tenir main forte en toutes choses touchant et concernant notre service et affaires qui pourront survenir en notre ville chasteau de Tournon et de leurs dépendances et vous mandons et enjoignons de contraindre par toutes voyes deues et raisonnables tous nos subjects en tout ce qu'il appartiendra au joucs de l'obéissance et ce faisant avec justice et équitables commandements et commissions qu'ils auront de vous et que seront toutefois délibérez par bon conseil tous ainsi que nous en pourrions fere si estions présent ; en foy de ce avons signé ces présentes et y faict mettre le scel de nos armes, a Vienne ce vingtième jour de mars l'an mil v<sup>e</sup> soixante treize.

TOURNON.

Par commandement de mon dit seigneur,

BOUCHERON.

1574. — Passeport du vicomte de Joyeuse chevalier de l'ordre du Roy conseiller en son Conseil privé cappitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et lieutenant général pour Sa Magesté au pays des gouvernements de Languedoc.

A tous gouverneurs cappitaines gens de guerre juges officiers, consuls, gardes des portes ponts et passaiges et aux autres quil appartiendra salut, nous vous mandons ordonnons laisser seurement et librement passer le sieur de Jarnyeu pourvu des présentes sen allant à la ville de Tournon en sa maison sans lui donner auleun arrest trouble destourbes ni empchement ne semblable-



blement à ses gens armes et chevaux et avec toute ayde et faveur lui faisant administrer logis vivres et autres choses nécessaires en payant raisonnablement. Faict à Thoulouse ce 20<sup>e</sup> jour d'octobre 1574.

Signé : JOYEUSE.

Par monseigneur : BRUCHENILLE.

(Original en papier, avec signatures et sceau.)

1575. — Passeport délivré au *capitaine de Jarnieu*, le 28 mars 1575.

Le seigneur de Dampville, maréchal de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc et commandant généralement en l'absence de Monseigneur le prince de Condé en tous ses royaumes pays et terres de son obeysance pour la conservation et manutention de sa couronne et de son Estat..... et libertés de ses subjects tant catholiques que de la religion refformée.

A tous Gouverneurs Baillifs Maistres des ports peages et passages cappitaines leurs lieutenants et autres gens de guerre, justiciers officiers et subjects du Roy quil appartiendra et auxquels ces présentes seront monstrées, salut : *Vous mandons* et commandons a ceux auxquels nostre authorité et commandement sestant et aux autres prions et requerons laisser passer par leurs villes lieux destroits juridictions et pouvoirs. *Le s<sup>r</sup> de Jarnieu* luy quatrième à cheval avec leurs armes hardes et équipages sans leur donner ny souffrir leur estre donné arrest destourbes ny empeschement quelconque s'en allant sous nostre sauf conduit la protection et sauvegarde du Roy notre sire à Tholoz vers le s<sup>r</sup> de Joyeuse lieutenant général pour sa Majesté en ce pays de Languedoc en nostre absence, leur faisant administrer vivres logis faire ouverture de portes et autres commodités dont il pourrait avoir besoing en payant raisonnablement en ce qui méritera payement mesmement escorte sils en ont besoing pour la seureté de leur personnes et passages.

Donné à Anduze le xxviii<sup>e</sup> jour de mars mvclxxv.

Signé : DAMPVILLE, MONTMORANCY.

Sceau.

Par mond. seigneur le maréchal,

CHARRETIER.

(Original en papier grand format).

1576. — *Arrentement* du 19 décembre 1576, reçu Tourton, passé par *Méraud de Boulieu* seigneur de Jarnieu etc., de ses moulins et Chevance de Pupy à Jehan de Ruolz déjà mosnier dudit lieu avec la pierre a chanvre et le treulh a huile, pour la durée de 3 ans au prix de 18 sestiers seigle et treize livres en argent, 18

chapons, plus 10 livres de fromage par vache à lait et 2 livres et demi de fromage par brebis ayant lait, plus 4 livres de beurre et 200 œufs. Le fermier nourrira enfin deux pourceaux qui seront partagés lorsqu'ils seront engraisés, et cela pour chaque année du bail.

*Extrait* des actes et registres du pays de Viverois et de l'assiette générale diceluy tenue au Bourg-St-Andéol au mois de may mil cinq cens soixante seize.

Sur la requeste presentée par noble *Méraud de Bolieu* sieur de *Jarnieu* commandant cy devant par commission de monseigneur le mareschal Dampville en la ville de Tournon pour le service du Roy pour son estat de quinze mois achevez a la fin de janvier quinze cens septante trois.

*Conclud* que led. sieur de Jarnieu sera payé de son estat de cappitaine et chef commandant à Tournon pour les quinze mois qu'il a fait le service au feu de *soixante livres* tournois le mois comme les autres cappitaines dudit pays et ce par le recepveur d'icelluy pays et des deniers que proviendront des cottes deues par les habitants de Tournon du temps dud. service au payement desquelles seront contraincts par led. recepveur assisté du sindic dicelluy pays qui en cas de refus en prendra la poursuite au nom et despens dud. pays. Et où et quant lesdits habitants de Tournon se trouveroient avoir payé leurs cottes par acquits ou descharges dud. recepveur et quil ny eust deniers a ce souffisants pour le payement dud. sieur de Jarnieu en ce cas le pays luy assignera son payement sur les autres deniers dud. pays par impositions ou autrement comme sera advisé. »

(Signé) DES SERRES, Greffier.

Cet extrait sur papier in 4° est une expédition en forme de la délibération a sa date.

1577. — « *Extrait* des actes et registres du pays de Vivarois et de l'assiette générale diceluy tenue à Joyeuse au mois de juing mil cinq cent soixante dix sept.

Sur l'exposition du sindic que seroit deu au sieur de *Jarnieu* la somme de neuf cens livres pour son estat du temps quil auroit commandé a Tournon et autres sommes par voyages et vacations par luy faicts par le pays comme appert par la lettre missive

envoyée aud. sindic par led. sieur de Jarnieu et aultre lettre envoyée par monseigneur le maréchal Dampville a la présente assemblée des quelles lettres a esté faicte lecture requerant le dict sindic y estre pourveu. »

« *Conclud* que l'assemblée n'estant complete ainsi deffectueuse que messieurs les baillifs et consuls du hault Vivarois que *causant les dangers des chemins nont peu sy trouver* ne peult procéder a aucune audition de verifications et arrest de comptes.

Au moyen de quoy ledit sieur de Jarnieu baillera par desclaration les parties quil pretend luy estre deues avec les pièces veriffians pour a la prochaine assemblée générale ou particulière qui se fera des deputés dud. pays tant hault que bas soit faicte verification de ce qui se trouvera du aud. sieur de Jarnieu et pourvu au payement comme sera advisé et délibéré.

Ainsi a esté délibéré cy devant pour tous auttres comptables aud. pays mesmes a la verification et payement des comptes dud. sindic pour lequel a esté faict semblable renvoy. (1)

(Signé) DES SERRES, Greffier.

Cet extrait en forme delivré a sa date est sur papier in-4°, de belle écriture de l'époque.

1578. — Antoine Faure, seigneur de Fenivou, âgé de 23 ans.

Imbert Dangerest seigneur du Mein et de Gruzon.

Méraud de Boulieu bailli des terres et seigneuries de Tournon, héritier de feu noble Louis de Boulieu seigneur de Charlieu, figurent dans une enquête sur un crime commis a Charlieu au préjudice du seigneur du dit lieu, par Pierre Bonnefond et ses complices, au cours d'une poursuite de la Cour ordinaire d'Annonay, le 11 juillet 1578.

Faure seigneur de Fenivou est dit mari de Anne de Boulieu sœur de Claude de Boulieu, fille de feu Louis.

Ledit seigneur de Fenivou signe à l'enquête Roc Barbières, et son nom était noble Roc de Faure seigneur de Barbières comme on le voit ailleurs.

Claude de Boulieu, fille cadette de Louis avait 22 ans en 1578.

(1) Cette délibération indique que l'état de troubles de cette époque ne permettait pas aux députés de se rendre aux Etats particuliers a la date où ils avaient lieu cette année 1577.

Elle en paraissait 18.

Dans l'inventaire des biens et des papiers de feu *Méraud de Boulieu* dressé en 1598 nous extrayons les mentions suivantes, qui peuvent avoir quelque intérêt :

— Acquisition faite par le seigneur Imbert Dangères, seigneur du Mein de noble Antoine de Gaste de la rente y mentionnée, reçue Payan le 19 décembre 1578.

— Acquisition de Méraud de Boulieu à lui passée par Jean Danty d'un petit pré au terroir de Pailharès, reçu par Mical le 15 juin 1573.

— Transaction passée entre noble Louis de Raye d'une part et honorable Philibert de Belmont comme procureur de noble Louis de Boulieu du 18 mai 1578, reçue et signée Paille Juste, notaire.

— Copie de la sentence portant condamnation de mort contre Pierre Bonnefont avec l'exécution d'icelle du 25 août 1580, signée Charles de Bénéfice prevost de Vivarais et Cussonnel, notaire.

— Quittance concédée audit défunt (Méraud) par Pierre Bonnefont porteur, pour la somme de 10 écus. Reçu Richard, notaire le 15 octobre 1578.

— Acquit de cinq sestiers seigle au profit dud. défunt et à lui concédée par M. Syméon Vivier, Robert Gautier, consuls de Boulieu et distribués aux pauvres par les dits consuls, signé le 4 août 1576.

— Quittance concédée par demoiselle Claude de Lucinge dame du Peloux aud. défunt pour la somme de 66 livres, reçue A. Tourton le 12 septembre 1579 par assignation contre noble Louis de Boulieu au profit de demoiselle Claude du Peloux, reçue A. Tourton le 15 juillet 1573.

— Quittance générale concédée par noble Antoine Faure mari de Anne de Boulieu de la somme de 500 livres pour le légat fait par ledit feu Louis de Boulieu. Reçue Tourton le 18 novembre 1580.

Par son testament du 28 juillet 1578 *Louis de Boulieu* seigneur de Charlieu, institue pour ses héritiers *Imbert Dangères*, seigneur du Mein et noble *Méraud de Boulieu* ses neveux en cas que le sieur du Mein vienne à décéder sans enfants mâles il substitua en tous ses biens l'aîné des enfants mâles dudit Méraud de

Boulieu et les mâles des mâles jusqu'à la quatrième génération, préférant les aînés aux puînés et les mâles aux femelles, le tout sans aucune distinction de quarte trebellianique qu'il prohibe.

Noble Dangères se départit de la moitié de cet héritage en faveur de Méraud de Boulieu.

*Méraud de Boulieu* par son testament du 8 novembre 1597, institue pour son héritier noble Louis de Boulieu son fils avec substitution au profit de demoiselle *Anne* sa fille et des siens.

*Louis de Boulieu* héritier désigné par Méraud son père par testament du 26 mars 1652 institue pour héritière demoiselle *Suzanne de Villars* sa femme, à charge de remettre son héritage à noble Louis de Boulieu leur fils ou à l'un des enfants de cedit fils issus de son mariage avec demoiselle Jeanne de Garnier tel que bon lui semblera, sans réserve de quarte trebellianique, et au cas où elle décéderait avant d'avoir pu faire cette rémission d'héritage, il substitue ledit noble de Boulieu son fils, et au cas que ledit noble décéderait sans enfants ou sans disposer de ces biens par testament, il lui substitue noble Jacques de Boulieu, son fils.

Noble *Louis de Boulieu* par le mariage dudit noble Jacques de Boulieu, son fils, avec demoiselle *Lucrèce le Seigle*, du 11 mai 1671, lui fit donation de tous ses biens y compris l'héritage de feu dame Jeanne de Garnier sa mère sous les charges et conditions portées par le contrat du dit mariage et sous les réserves y contenues.

Après le décès de Louis de Boulieu, son fils Jacques n'accepta cette donation que sous bénéfice d'inventaire. A la suite de cette succession un long procès s'engagea entre Louis de Boulieu et les créanciers de son père au sujet de la substitution faite dans le testament de Louis de Boulieu son bisayeul et qui s'étendait jusqu'à la 4<sup>e</sup> génération.

1579. — Le 22 juin 1579, noble *Anthoine Faure dict de Barbieres*, et de sa licence et autorité demoiselle *Anne de Boulieu* sa femme habitants du lieu de Fenivol donnent quittance à *Meyraud de de Boulieu, écuyer, seigneur de Jarneyu*, bailli et capitaine de Tournon, héritier avec bénéfice d'inventaire de feu noble *Louis de*

*Boulieu* sieur de Charlieu, des objets suivants légués par le testament de Louis de Boulieu :

Une robbe de dessus appelée *Cotte* de satin tané a cueue (queue) bordée de velours tané.

Ung devant de cotte velours incarnat.

Ung paire manchons de damas rouges cramoyz.

Une mentonnière de satin noyr usé.

Ung collet de satin noyr usé.

Une cornette aureilhete et *tores* de velours noyr neuf.

Une coiffe satin blanc pour ung petit enfant.

A cet acte reçu Tourton notaire figurent comme témoins en la maison de noble Faure a Fenyvol, *Jehan de Ruolz*, *mosnier du molin de Pepyn*, François de Bosc, de Vanosc, ne sachant écrire. (Quittance sur papier in-4° cloche).

Dans une quittance passée entre *Méraud de Boulieu*, seigneur de Charlieu et demoiselle Claude de Boulieu, fille de feu Louis de Boulieu, pour une somme de 20 écus d'or donnés par Méraud. figure comme payant de ses mains ladite somme, Monsieur Messire Jehan Judy, lieutenant du baillien la baronnied'Annonay.

Ce paiement est fait en vertu d'un arrêt de la cour de parlement de Toulouse et d'un jugement de la cour ordinaire d'Annonay, dont il a été relevé appel, et à titre de provision alimentaire à condition que la demoiselle Claude de Boulieu se retirera chez un de ses parents ainsi que le portent les arrêts et jugements.

(A suivre.)

PAUL D'ALBIGNY.



NOTES  
SUR  
LE MANDEMENT DE CRUSSOL  
AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

(SUITE XIV).

L'un des plus renommés mégissiers était originaire de Cornas. Le 22 novembre 1706, Jacques Tracol, cordonnier en ce lieu, « se voyant fort incomodé de sa personne, estant estropié et en cest estat avoir reçu des bons et agréables services dans son pressant besoing », donna tous ses biens à « Maistre Estienne Meysonneuve, chamoiseur du susdit lieu de Cornas, habitant la ville de Bagnols ». L'un des témoins de l'acte fut maître Adam Dupoux, tanneur dans la même ville (1).

On n'avait pas encore trouvé la trace d'une tannerie quelconque à Valence avant 1668 (2).

Cependant Mathieu Biousse, originaire de Saint-Péray, s'intitulait, dès 1650, « marchand tasneur de Valence » (3). Bien plus, nous avons découvert le testament de Guillone, femme de Raymond de Vienne (*de Vianna*), « coyratier » à Valence (*coyraterii Valencie*), à la date du 2 décembre 1407 (4).

Il est curieux de constater que l'industrie de la tannerie, qui obtient même de nos jours un certain rang à Valence, fut d'abord installée à St-Péray et qu'elle abandonna ce lieu après les guerres de religion. Il y avait bien, dès le XV<sup>e</sup> siècle, quelques corroyeurs, mais le nombre en était relativement restreint et ils ne s'occupaient exclusivement que de corroierie.

Le substantif *chamoiseur* que nous avons relevé dans l'acte de 1706, était donc employé à Bagnols, mais inconnu ou à peu près à Valence et aux environs. A une époque fort ancienne, on employait fréquemment les peaux de chamois. Les ouvriers qui les

(1) *Registre des insinuations laïques du bureau de St-Péray*, f° 16.

(2) J. OLLIVIER, *Essais hist. sur la ville de Valence*, 2<sup>e</sup> édition, p. 155.

(3) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame (Etude Seyve)*, f° 212.

(4) *Archives dép. de la Drôme*, E. 2467, *Minutes de M<sup>e</sup> Jean de Sala*, f° 56.

apprêtaient étaient dénommés chamoiseurs. On finit par attribuer ce titre à tous ceux qui appropriaient aux usages domestiques d'autres peaux, même celles de mouton ou de veau, même si ce n'était pas à la façon des peaux de chamois.

### LE MOBILIER

« Et pour ce qu'il est de coustume que les femas pourtent « verchière aux hommes, affin qu'ilz supportent les frais et charges de mariage plus facilement et honnorablement » (1542) (1). Cette formule était la plus ordinairement adoptée dans la rédaction des contrats de mariage. Que l'on n'en conclue pas que l'on puisse trouver de nombreux détails dans les actes de cette nature au sujet du mobilier de nos aïeux.

La femme (*fema*) d'un tisserand de Saint-Péray reçut en dot « deux robbes nubciales, une dessus et l'autre de dessous, de « drap de boutique, jusques à la somme et valeur de vingt-quatre « florins. petite monoye susdicte, que seront achaptées à dicte de « parengs et amys communs » (1542) (2).

La fiancée d'un propriétaire de Guilherand eut de même en verchère deux robes nuptiales en drap de boutique et deux en drap de maison. Une de chaque nature était de dessus, une autre de dessous (1543) (3).

La coquetterie de ces futures épouses devait être flattée à la vue de ces belles robes, mais comme entrée en ménage, c'était quelque peu insuffisant. Un apport en numéraire eût été certainement le bienvenu. Du reste ce trousseau était lui-même bien léger.

A cause du rôle important joué jadis par les notaires, il est intéressant de retrouver tout d'abord leurs testaments et les clauses de leurs contrats de mariage et de ceux de leurs filles, concernant les apports. Elles prouvent combien nos aïeux recherchaient peu le luxe, sauf bien entendu les grandes familles.

Il existait un hôpital à Beauchastel. Aucun établissement simi-

(1) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier*, f<sup>o</sup> 194.

(2) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 189.

(3) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 196.



laire ne se voyait dans l'étendue du mandement de Crussol. Le notaire de Beauchastel, Guillaume Garin, lui légua « pour le « service des pauvres une flassa et deux linseulz bons et compé- « tens » (1541) (1). Les dispositions, en faveur des déshérités de la fortune, étaient autrefois fréquentes, à juste titre.

Une *flassa* était une couverture de laine.

Drevone de Sapets, fille de Pierre, notaire à Saint-Péray, et de feu Béatrix Nonier, épousa, le 5 septembre 1546, Jean Jacquin, drapier à Valence. Elle apporta en dot 100 écus au soleil et deux robes (2).

Louise de Sapets, autre fille de Pierre, fut unie, le 13 janvier 1549, avec Laurent Lesche, marchand à Valence. Son père lui remit une maison avec un jardin, sis rue Ferrachat, que sa mère lui avait légués. Elle reçut en outre 350 livres tournois et quatre robes (3).

En donnant 100 écus au soleil à sa fille Drevone, dont le prénom était une aphérèse d'Andrevonne, M<sup>e</sup> de Sapets devait vouloir rétablir au profit de celle-ci l'équilibre rompu par sa femme. En 1546, l'écu valait 45 sols. Par conséquent cent écus représentaient 4,500 sols, c'est-à-dire 225 livres tournois. On le voit, Louise de Sapets était singulièrement avantagée. Elle n'était pourtant point l'aînée. Voilà encore un préjugé à contester. L'aînesse n'était prise en considération par les ascendants, que pour les enfants mâles, le plus ordinairement.

Beaucoup plus tard, Anne Ducros, femme d'Antoine Crozat, notaire à St-Sylvestre, recueillit dans la succession de ses parents « un paire franges courtines pour le tour d'un lit », 1,991 livres 10 sols, 12 serviettes, 8 linceuls, 3 moutons de l'âge de 3 à 4 ans et 9 grandes brebis. Dans cette énumération figure le montant de la dot (1673) (4).

Le substantif *paire* était du genre masculin primitivement ; en latin, *par* était neutre. La formule « un paire franges courtines » mérite une explication. Les *courtines* étaient des rideaux de lit et ce terme se rencontre constamment dans les vieux papiers. Le

(1) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 134.

(2) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 399.

(3) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier*, f<sup>o</sup> 426.

(4) *Minutes de M<sup>e</sup> Daniel Flame*, f<sup>o</sup> 480.

mot *franges* s'emploie encore à notre époque. Anne Ducros avait hérité de ses parents d'une paire de rideaux à franges pour lit.

La nature des serviettes n'est pas spécifiée, ni celle des draps. On pourra admettre que ces serviettes et ces draps étaient des plus communs.

Une reconnaissance de dot, datée de 1658, relate :

« Six thoueaux bois de chayne ou chastagnier, teneur l'un de  
« quinze baralz, aultre de douze, aultre de unze, aultre de huit,  
« aultre de six et l'aultre de quatre baralz, moyenne valleur, un  
« aultre vieux thoueau, teneur d'environ trois baralz, de peu de  
« valleur » (1).

Il s'agit de la fille d'un viticulteur.

Une autre reconnaissance de dot, remontant à la même époque, indique : « deux lichets à moytié uzés, deux esterpes, appellées  
« merlas. moyene grandeur et valleur, une piche fer, moyene  
« grandeur, deux esseptes, bonne valleur, une cougnée bonne  
« valleur, un gouyard peu de valleur » (2). Voilà un mobilier assez complet de ménager.

Un peu plus tard, nous relevons l'apport en mariage d'une femme dont le mari était cultivateur : 5 brebis, 2 agneaux, 4 linceuils et 6 nappes, évalués à 26 livres (1673) (3).

On le voit, les contrats renferment les énonciations les plus variées. Celui de 1658 mérite de retenir un instant notre attention. Un *merlin* est une hache servant à fendre le bois ; le nom local était *merlas* ou *esterpe*. Cette dernière dénomination a disparu. Si le texte n'avait pas été très explicite, il eût été peu aisé de s'y reconnaître. Une *piche* était une pioche. Les *cognées* et les *gouyards* sont bien connus. La *cognée* était destinée au gros bois, le *gouyard* était réservé au bois de moyenne grosseur.

L'*essette* désigne encore un marteau à tête ronde d'un côté et à large tranchant de l'autre. On le voit, la grande majorité des outils employés de nos jours même par les bûcherons, ont été inventés il y a bien longtemps.

Une troisième reconnaissance de dot, contemporaine (1658), rappelle l'usage des chaudrons de cuivre et des pots de fer :

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Combier*, f<sup>o</sup> 468.

(2) *Ibid.*, f<sup>o</sup>s 467-8.

(3) *Minutes de M<sup>e</sup> Daniel Flame*, f<sup>o</sup> 466.

« Un chosderon cuivre avec sa maneilhe fer teneur environ de  
« dix potz, trois potz fer teneur l'un d'environ quinze escullers,  
« autre de dix et l'autre de cinq escullers, tous trois ayant leur  
« maneilhe fer » (1).

*Maneilhe* est synonyme d'anse. La contenance des chaudrons était un multiple de la capacité du pot.

Jean Roche, de Guilhaerand, fils d'autre Jean et de Simonde Flame, épousa Jeanne Juventin, fille d'André et d'Isabeau Leyrisse, de Juventin au mandement de Boffres. Le futur était assisté par son frère François, par ses oncles Jean Flame et Isaac Brunet, praticien à Toulaud. Le 28 novembre 1673, leur contrat de mariage fut dressé par les notaires Flame et Crozat. Les contractants « ont promis et promettent soy prendre et espouze-  
« l'ung l'autre par parolles d'avenir à la première réquisition de  
« l'ung d'eux, nul légitime empeschement n'y survenant que Dieu  
« ne veulhe » (2).

L'engagement habituel pour les catholiques était : « ont promis  
« et promettent se prandre et épouzer l'un l'autre, et se présenter  
« en l'église catholique, apostolique, romaine, pour y recevoir la  
« bénédiction nuptialle à la première et seule réquisition de l'un  
« d'eux, tout légitime empêchement cessant » (3).

Il semble donc que les futurs, de 1673, n'appartenaient pas à la religion catholique. Cependant nous avons retrouvé un acte ultérieur, renfermant une formule analogue.

Dans un contrat de mariage du 11 avril 1697 entre un *ménager* habitant à St-Péray et la fille d'un marchand de Toulaud, il est spécifié que les futurs « ont promis de se prandre et espouzer l'un  
« l'autre et faire bénir leur mariage à la première et seule réqui-  
« zition de l'un d'eux ». Les témoins de cet acte dressé à Toulaud furent messire Charles de la Lombardière, curé de Toulaud, maître Antoine Daudigier, docteur en droit, avocat au parlement, noble Paul de Galbert, sieur des Fonds, et Antoine Briand, secrétaire de la communauté de St-Péray (4).

La présence du curé de Toulaud atteste qu'il s'agit de catho-

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Combier*, f° 467.

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Daniel Flame*, f° 515.

(3) *Minutes de M<sup>e</sup> Bouchardon*, f° 121.

(4) *Ibid.*, f° 96.

liques, mais comme Paul de Galbert était primitivement protestant, on peut présumer que ces catholiques étaient de nouveaux convertis, postérieurement à la révocation de l'édit de Nantes (1685). Malgré l'analogie des formules de 1673 et de 1697, on remarque dans le second contrat la présence du verbe *bénir*. Ce terme était essentiel. Effectivement les mariés du 28 novembre 1673 étaient protestants.

La future reçut une dot de 1,100 livres. Ses apports personnels se composaient de : « deux coffres, l'ung boys noyer et l'autre à « bahu, un tour de lict cadix de Nismes vert, quatre linseulz « toille fine, treize aulnes toille blanchie, une paire courtines, une « nappe à la petite Venize, une douzaine serviettes, six livres « fillet fin, unze bestes à laine », d'une valeur totale de 120 livres. En augment de dot, le futur lui donna 400 livres et 130 livres de bagues et joyaux.

L'acte fut reçu à Juventin, en présence du ministre « Monsieur « Maistre Jean Reboul », de Jacques, autre Jacques et Jean de Lespinasse, sieurs respectivement de Landoal, de Luzeux et de Rochegude, et de divers autres protestants. L'acte comportait 21 signatures, La Seauve, Devesnes, etc. (1).

L'une des personnes, dont nous venons de rappeler les noms, jouit d'une certaine notoriété. Isaac Brunet prit part au mouvement insurrectionnel de 1683 et s'enfuit à Genève (2) après avoir essayé inutilement de soulever ses compatriotes, sur lesquels sa qualité d'homme d'affaires lui avait valu un certain ascendant.

L'étoffe, dite *cadis*, obtint autrefois quelque réputation. C'était à Nîmes, surtout, qu'on la fabriquait dans notre région. Malgré sa vogue, ce n'était pas un tissu riche, mais une laine étroite et grossière.

Les conventions matrimoniales des personnes tenant un certain rang, n'étaient pas toujours en rapport avec leur situation sociale, à cause « du malheur des temps ».

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> D. Flame*, f<sup>o</sup> 516.

(2) ARNAUD, *Hist. des protestants du Vivarais et du Velay*, c. II, p. 376.



# NOTES GÉNÉALOGIQUES

## SUR LA MAISON DE BOULIEU

D'ANNONAY

*Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne.*

---

(SUITE VI).

---

1580. — Par extrait du 21 juillet 1580, noble François de Villars, garde du grenier à sel de Condrieu avait épousé Claude Tournon, fille de feu noble Claude Tournon en son vivant élu pour le roi de Forez et de demoiselle Antoinette des Gouttes.

Ledit de Villars procédait de l'autorité et consentement de noble Claude de Villars capitaine chatelain de Condrieu, son père et la demoiselle Tournon de ceux de noble Antoine Verdier sieur de Vaulprivas son oncle tuteur et curateur.

Le chatelain de Villars constitue à son fils le tiers de tous ses meubles et immeubles, ses droits présents et à venir en en retenant l'usufruit viager, et sous la réserve des substitutions contenues aux testaments de révérend père en Dieu messire Pierre de Villars, archevêque et comte de Vienne, conseiller du roi en son conseil privé et d'Etat, de noble François de Villars, conseiller du roi lieutenant particulier civil et criminel au siège présidial et sénéchaussée de Lyon. Le futur constitue à sa femme un douaire de 1200 écus outre les bagues et joyaux qu'il lui donne.

La future se constitue en dot tous ses biens meubles et immeubles et droits.

Le contrat est passé à Lyon dans la maison du sieur de Vaulprivas, présents l'archevêque et comte de Vienne, et le lieutenant particulier, oncles paternels du futur et noble Jérôme de Chatillon, conseiller du roi, président au siège présidial et sénéchaussée de Lyon, cousin de ladite *Claude de Tournon* (sic) signé Allard, notaire. Expédié par Claude Daleysieu, commis à la garde des protocoles de feu Jehan Daleysieu de son vivant

notaire royal de Condrieu. Délivré à M. de Charlieu et demoiselle Suzanne de Villars sa femme. (Femme de Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu).

Voir mariage en 1601.

*Quittance* du 30 juillet 1580, reçue Tourton, notaire de Boulieu par laquelle noble Anthoine Faure dit de Barbières, seigneur de Fenyvol, procédant tant en son nom qu'au nom de demoiselle Anne de Boulieu sa femme confesse avoir reçu outre autres quittances, de noble Méraud de Boulieu s<sup>r</sup> de Jarniost et de Charlieu, héritier universel avec bénéfice d'inventaire de feu noble Loys de Boulhieu s<sup>r</sup> de Charlieu *illec présent et acceptant* la somme de trente escus d'or sol en déduction du legat fait à ladite Anne de Boulieu par ledit Louis de Boulieu son père, etc..

Témoins Jehan Olier dit Bourgaud et André Olier, de Boulieu, ne sachant écrire. Signés à l'original de Barbières et Tourton, notaire.

(Expédition signée Tourton, sur papier, de sa date).

1581. — *Quittance* du 16 octobre 1581. reçue Tourton, par laquelle Imbert Clavel habitant du lieu et mandement de Vivier en Forest confesse avoir reçu tant pour lui et les siens que comme mari de demoiselle *Claude de Boulieu* fille de noble *Louis de Boulieu* en son vivant seigneur de Charlieu, par les mains de noble Méraud de Boulieu seigneur dudit Charlieu, bailli de Tournon, présent, la somme de seize écus d'or sol pour tous droits et légitime que pourrait prétendre la dite Claude de Boulieu sur l'hérédité de Louis de Boulieu son père, étant convenu que si elle ou les siens venaient à quereller Méraud de Boulieu sur ces droits et réclamaient autre chose, la dite somme de 16 écus serait préalablement restituée audit Méraud, ce que promet ledit Clavel, sous toutes les obligations de droit.

Cet acte est dressé dans la basse-cour dudit Charlieu en présence de Ennemond Laplace de St-Pol, Mondon Garnier de Samoyas, Jehan Chomel habitant de Charlieu, signés à l'original avec le constituant et le notaire. — Tourton.

Par un acte sur parchemin, reçu Tourton le 30 octobre, Guillaume Rivière habitant du faubourg de la Recluzière à Annonay vend, quite, cède, remet et transporte à perpétuité à noble Méraud

de *Boulieu* sieur de Charlieu, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, présent et acceptant pour lui et les siens, un tènement de terre en deux pièces qui autrefois en partie a été vigne au terroir de *Vidallon* appelé *la Coste*, contenant en tout environ trois émines, l'une confrontant du matin la vigne de la Chevance du Mas, de bise chemin tendant de *Vidallon* audit Mas, du vent vigne restant aud. vendeur, du soir terre aud. acheteur, qui fut de François Seux, l'autre du matin chemin de *Vidallon* aud. Mas, du vent terre dud. sieur, de bise terre du dit sieur, du soir la rivière de *Déome*, etc., se mouvant lesdites terres de la directe seigneurie de *Luppès* sous le cense d'une quarte seigle tant seulement sans autre charge ni servitude quelconque, pour le prix de trente écus d'or sol.

L'investiture se fait selon la manière accoutumée par *le bail de la plume* qui sert au notaire à dresser l'acte de vente.

L'acte est passé à Charlieu, témoins André Seigle et Gaichon, de *Boulieu*.

Par la lettre suivante du 27 avril 1581 Just Louis de Tournon, etc... donna à *Mérand de Boulieu* commission de le suppléer en son absence. Voici la teneur de cette lettre dont je copie l'original sur grand papier avec signature et sceau de Tournon.

*Just Loys, seigneur et baron de Tournon, comte de Roussillon*, chevalier de l'ordre du Roy cappitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances sénéchal d'Auvergne bailli gouverneur et lieutenant général pour sa Majesté en hault et bas pais de Vivarais au sieur de *Jarnieu* nostre bailli de Tournon salut. Le Roy nous ayant mandé de laller trouver pour quelque chose quil nous veult communiquer pour son service ou estant prest de nous acheminer pour recevoir ses commandements aurions advisé pendant nostre absence de commettre quelque honorable et digne personnage pour avoir lœil et se prendre garde sur tout ce qui echerra pour le service de sa Majesté en cest hault pais de Viverois et estant a plain certiffié de vos sens suffisance valleur et experience au faict des armes vous avons commis et commettons pour commander en nostre absence en ces pais vous donnant toute telle puissance tant du commandement des compagnies de gens de pied establies aud. pais que aultres affaires qui echerront en icelluy, quil a plu a sa Majesté et a Monsieur de Montmorency de nous en donner.

Mandons a tous cappitaines soldats consuls et villes et lieux officiers et subjects de sad. Majesté en ce faisant vous obeyr et

entendre vous prester et donner toute aide faveur et mainforte si besoing est.

Donné en nostre chasteau de Tournon ce xxvii<sup>e</sup> jour d'avril 1581.

Signé : TOURNON.

Et par mondict seigneur,

*Sceau de Tournon.*

ROBERT.

*Lettre du comte de Tournon en date de Blois le dernier de mai 1581, a monsieur de Jarnieu.*

Monsieur de Jernieu pour n'avoir apprins aucunes nouvelles de vous depuis mon despart de Tournon ne comme tout se passe et comporte en nostre Viveroys m'a faict vous fere ce mot pour vous prier de m'en adviser, et vous dire cependant comme il auroit plu au roy mordonner l'entretènement de ma compagnie de gendarmes et commandé la tenir preparée pour sen servir voir pour le Dauphiné près monseigneur le duc de Mayne ou bien audict Viveroys avecques huit compagnies de gens de pied, canons de batterie attirail et autre equipage suffisant pour forcer ses ennemis dudit pays de remettre en son obeissance les forts et places quil y occupent, à quoy je pretends avec layde de Dieu de me bien employer, javoys pour la subventir de tels frais supplié au jours passés sa dite Magesté de remettre et fere don a notre pauvre patric les deniers de ses tailles ains loctroy de la présente année pour estre emploies et destinés aux frais et despences de lad. guerre, ce quil mauroit accordé sans Monsieur de Villequier mais le treuvant sad. Magesté satisfaicte des services que je luy ay jusques icy fais et que je désire de continuer je masseure quelle m'accordera ceste resqueste, et lui expedions requeste comme je lescripts a monsieur de Peyre le priant de fere incontinent convoquer une assemblée pour pourveoir et adviser aux moyens plus prompts recouvrables pour lentretènement et equipage susd. ensemble de la garnison pour mad. compagnie à Pradelles pour sy assembler et pour parer tant pour la monstre que sad. Majesté ma assuré quelle fera bien tost que pour marcher diligemment la où son service le requerera ; je vous prierai donq en escrire aux habitants dud. Pradelles pour la recepvoir et bien entretenir attendant mon retour que jespere sera dans la my juing au plus tard. et d'avertir incontinent monsieur de St Pol pour y acheminer comme je luy mande avecques la meilleure troupe quil pourra, cependant vous manderez et pourvoirez a la seureté de Desagne à ce quil nen mésadvienne surveillant aussi soigneusement a tout ce que sera requis et nécessaire pour le service de sad. Magesté que je m'en confie et repose sur vos vertus suffisance, vous me ferez au reste tres grand plaisir de me fere savoir de vos bonnes nouvelles croyant que je les recepvrai tousjours daussi bon cœur que de vostre présente mon affectionné reconnaissance et que prie



Dieu vous donner Monsieur de Jernieu en santé heureuse et longue vye, de Blois ce dernier de may 1581

Votre entièrement meilleur amy,

TOURNON.

(P S) J'ai receu la lettre que mavez escripte touchant ceux de la religion auxquels il nest besoing de fere responce si nest les adviser de restituer les lieux et places que detiennent au pays puis allant en bref avec dix compagnies de deux cens hommes la chacune pour fere effectuer ledict de la paix auquel se sont saiges ils ne contreviendront.

Je vous prie dadviser avec le capitaine Descombes quelques villaiges propres qui puissent contribuer pour l'entretienement de vingt cinq ou trente soldats de ma garde que je veux retenir et bien fere que le recepveur se charge des deniers destinés pour les frais de la guerre.

Vous direz aussi s'il vous plait à Ballayn quil paye aud. capitaine Descombes la somme contenue au mandat quil a reçu de moy, laquelle nest que pour ses gaiges.

Lettre de M. de Tournon à Messieurs des églises de la religion réformée du pays de Vivarais, à Privas.

(Original sur papier in-4°. Signature autographe).

Messieurs, je vous avois escript de vous trouver à Tournon le premier de ce mois pour la conférance qu'avions délibéré de tenir mais d'autant que je suis en trainct de faire un voyage en court pour les affaires du Roy m'ayant mandé de laller trouver avec monsieur le duc du Mayne, j'ai donné charge à monsieur de Jarnieu (Méraud de Boulieu) d'avoir lors commandement en mon absence au haut Vivarais. Parquoy si avez envye de faire quelque chose vous en pourrez adviser ledit sieur de Jarnieu qui vous ouyra et resouldra avec vous tout ce quil sera requis, luy ayant donné à cet effect toute puyssance. J'espère d'être de retour dans trois septuaines ou ung mois pour le plus tost pour après suyvant l'intention de Sa Majesté pourvoir à tout ce quil sera besoing. Cependant je me recommanderay à vos bonnes grâces et prierai Dieu vous donner Messieurs en bonne santé longue vie, de Lyon ce 11<sup>e</sup> mars 1581.

Votre bien affectionné et bon amy,

TOURNON.

1582. — Quittances en date du 25 septembre 1582 reçues par François Brun, notaire, pour *Méraud de Boulieu*, du prix de l'acquisition du sieur de Fenivon, donnés par André Lacou, Jehan Mical et Jehan Gallot pour la somme de 54 écus d'or sol.

1584. — Par contrat sur parchemin, en date du 4 mai 1584, reçu Tourton, Flory Seigle, fils de feu Anthoine de St-Clair

vend une terre de 3 setérées sise au terroir de la Godde, à noble *Méraud de Boulieu*, seigneur de Jarnieu etc... pour le prix de 46 écus et deux tiers d'or sol (140 livres). Ladite terre est déclarée franche de toute servitude droits seigneuriaux et autres charges

L'investiture ou tradition de ladite propriété est faite *par le bail de la plume* du notaire écrivant, comme est de coutume.

Au bas de l'acte est la quittance en date du 11 août de la même année. Les témoins appelés sont : François Meyzonnat, cordonnier de Boulieu, Jehan Gay des Solliers, granger à Charlieu.

*Louis de Boulieu*, fils de Méraud, est né le 9 janvier 1584, d'après un acte public reçu Escomel, greffier de la cour royale d'Annonay, en date du 15 janvier 1639, devant M. Antoine Scigle conseiller du Roy et lieutenant de Bailly d'Annonay.

Contrat d'acquisition du 21 février 1584, reçu Claude Tourton notaire royal, par lequel André Bolfard, du faulxbourg de Boulieu vend à Méraud de Boulieu seigneur de Jarnieu et de Charlieu, etc... en se portant fort pour Anne Cholat sa femme, une vigne sise au vignoble de Boulieu, au terroir de Charlieu, contenant environ 3 fessoyrées et demie, moyennant le prix de 83 escus et un tiers d'écu d'or sol. (250 livres).

L'investiture ou tradition de la propriété se fait par le bail de la plume du notaire écrivant *comme de coutume est faire*.

La quittance générale du dernier jour de juin de la même année est au bas de l'acte reçu Tourton.

(Parchemin d'une seule peau, en français.)

1585 — Le 16 avril 1585, *Anne de Joyeuse* écrivit de Paris à Monsieur de Jarnieu (Méraud de Boulieu), *gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy*, la lettre ci-dessous :

Monsieur de Jarnieu, je ne doute pas que cette nouvelle rumeur de guerre que nous avons icy ne soit passée jusques en vos cartiers et que vous nen soiez bien adverty masseurant toutes-fois que cela ne vous sceuroit faire estre autre que ce que vous avez toujours esté au service du Roy et si les choses passent plus avant je me promets que vous ne laisserez pas vostre épée au croq comme l'occasion la plus signallée ou vous sceuriez tesmoigner la continuation de vostre fidellité au service de sa Majesté et si, particulièrement jay besoin destre assisté de mes amys et de les employer je scay bien que je puis faire estat de vous, et vous feray scavoir de mes nouvelles demeurant assuré cependant quil ny a

personne au monde qui vous ayme et honore plus que je le fais et qui ayt plus denvie que moy de vous en faire paroistre tous les bons effects que vous sceuriez désirer selon l'ancienne obligation que je vous ay, et de cette volonté après mestre de très bon cœur recommandé a votre bonne grace je priray Dieu.

Monsieur de Jarnieu vous donner en santé heureuse et longue vie de Paris ce 16<sup>e</sup> avril 1585.

Votre affectionné a vous servir,

ANNE DE JOYEUSE.

(Original en papier grand in-4°).

*Acquit* concédé à *Méraud de Boulieu* par le sieur du *Triac*, de tous les papiers que ledit Méraud avait en garde de Monseigneur le Maréchal de Joyeuse concernant les droits de la baronnie de La Mastre, par lui signé le 30 janvier 1585.

(Inventaire de 1598 des papiers de Méraud).

1587. — *Contrat d'acquisition* reçu Pierre Tourton notaire de Boulieu au profit de *Méraud de Boulieu* seigneur de *Charlieu*, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy, pour une terre d'environ trois sestérées au terroir de la Godde, relevant de la directe seigneurée de noble Christophle de Boulieu seigneur de Jarnieu sous la Cense contenue en son terrier, par Claude et Jean Couppa, laboureurs du faubourg de la ville de Boulieu, mandement d'Annonay, moyennant le prix de 55 écus sol et deux tiers d'écu, dont quittance est au bas du contrat, sous la date du 28 septembre, c'est à dire 20 jours après la date du contrat d'acquisition.

L'investiture et tradition de la propriété achetée se fait par le bail de la plume du notaire, *comme est de coutume*.

Les témoins sont Jean Ollier dit Bourgaud, de Boulieu, Claude Tallencyeu, de Samoyas et Jean Gay des Sollières, ne sachant signer.

(Parchemin d'une seule peau, en français).

1588. — Quittance concédée par noble *Christofle de Boulieu* avec l'autorité du seigneur du Peloux lors son curateur à Méraud de Boulieu et devant son tuteur, de tous les titres documents et papiers mentionnés en l'inventaire fait des biens de noble *Flory de Boulieu*, père dudit Christofle, reçu Tourton, le 9 février 1588. (1)

(1) Christofle se maria en Auvergne à d<sup>lle</sup> de St Heran ou St Herem, et emporta avec lui, comme aîné de la famille, le plus grand nombre de ces titres et

1589. — Sentence d'adjudication et de mise en possession rendue le premier février 1589 au nom de Just, seigneur et baron de Tournon comte de Roussillon, bailli de Vivarais, Gaultier, lieutenant au siège d'Annonay, au profit de *Méraud de Boulieu*, d'une terre, rochers et *seignas* (1) situés au terroir de Vidallon, lieu appelé les *Pupines*, saisis à l'encontre de Jean Seux, Mathieu Bazin et Marie Chomel, mariés, se disant héritiers de feu François Seux, et ayant pour pleges Eynard Chomel et Jehan Cheval.

Ladite terre, rochers et seignas, confrontant de bise terre, bois et rochers de la Chevance du Mas, appartenant au *seigneur et dame de Luppé*, et du couchant la rivière de Dôme. Contenance 3 sesterées et demi environ, adjugés pour le prix de 36 écus, tous les dépens et intérêts à la charge des expropriés. (Parchemin).

1590. — *Acte de vente* en date du 30 octobre 1590, reçu Tourton, par lequel Guillaume Rivière, habitant du faubourg de la Recluzière d'Annonay, vend à noble Méraud de Boulieu, sieur de Charlieu, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi, un tènement de terre en deux pièces qui autrefois en partie était vigne au terroir de Vidallon appelé la Coste, contenant environ 3 éminées desquelles confronte du matin la vigne de la Chevance du Mas, de bise chemin tendant de Vidallon au Mas, etc., etc., ledit tènement se mouvant de la directe seigneurie de Luppé sous la cense annuelle d'une quarte seigle tant seulement.

L'investiture se fait par le bail de la plume du notaire.

Témoins à ce André Seigle et Gachon, de Boulieu, l'acte passé au château de Charlieu.

(Parchemin 1/4 de peau).

1591. — *Testament* sur parchemin et en français du 6 septembre 1581, reçu Claude Tourton, de honnête homme Benoît Garnier de Boulieu, qui élit sa sépulture dans l'église paroissiale de Boulieu, en la chapelle des Garnier.

Il lègue à sa fille Isabelle Garnier, femme d'André Gaultier de

papers, dont Louis de Boulieu demanda communication et fit faire des extraits en forme en 1666, lorsqu'il fut appelé à faire ses preuves de noblesse devant M. de Bezons intendant du Languedoc, commissaire à la recherche des titres, ainsi que cela est expliqué à sa date, à l'article Louis de Boulieu.

(1) Prés marécageux, partie de terre ou de pré humide.

Boulieu outre ce qu'il lui a constitué par contrat de mariage, la somme de cinq sols.

Il lègue même somme à son autre fille Marie Garnier, femme d'honnête Louis Garnier de Samoyas, puis à Barthélemy Alléon, docteur ès droit de St-Désirat son neveu, la somme de 10 écus d'or sol, à condition de ne rien prétendre sur les biens de Jehan Garnier, père du testateur ; puis à Louise Dorel, fille de feu Etienne Dorel et de Marguerite Garnier, sa fille, la somme de 10 écus d'or sol aux mêmes conditions.

Il donne 5 sols à tous autres prétendant droits sur ses biens, et institue pour son héritier universel Michel Garnier son neveu. Le testateur ne peut signer à cause de sa grande maladie et vieillesse et sept témoins sont présents à l'acte.

1597. — *Méraud de Boulieu* fit son testament le 8 novembre 1597, à Charlieu, dans la chambre au-dessus de la cuisine basse, en présence de M<sup>rs</sup> Théodore Gamon, Pierre Piquet, docteurs es-droit, André François apothicaire, François Barjon notaire, Antoine Pommier, Jean Laurens André Seigle, Gascon et Garnier notaire recevant.

Après des legs particuliers à l'église de Boulieu, à ses serviteurs, à Anne et Marie de Boulieu ses filles, pour les droits qu'elles peuvent prétendre sur ses biens et sur ceux de Suzanne Daviti leur mère, 1666 écus chacune.

Il institue son héritier *noble Louis de Boulieu* son fils, lui substituant en cas de décès sans enfants, *Anne*, sa fille et les siens descendants, et à défaut de ces derniers, son autre fille *Marie* et les siens, et à défaut de ces derniers *noble Christofle de Boulieu, seigneur de Jarnieu*, son neveu et les siens, prohibant à ses substitués la quarte trabellianique. Il confie la tutelle et curatelle de ses enfants en bas âge à haut et puissant seigneur messire Nicolas du Peloux, seigneur de Gourdan, Marcland, la Motte et la Sablière, présent et à ce prié et requis.

*Méraud de Boulieu* mourut le mardi 11 novembre 1597, ainsi que le constate un acte d'institution de curatelle du 12 novembre datée au château de Charlieu pardevant Antoine de Sauzèa, lieutenant du bailli d'Annonay, en présence de Jean Boyron procureur d'office.

Il est déclaré par ledit procureur que Méraud de Boulieu est mort la veille, délaissant les enfants survivants ;

Noble Louis, âgé de 14 ans et demi ;

Anne, âgée de 16 ans ;

Marie, âgée de 10 ans.

Nés de son mariage avec *Suzanne Davity*, et qu'il a créé et ordonné tuteur et curateur de ses dits enfants haut et puissant seigneur messire *Nicolas du Peloux* seigneur de Gourdon, Marcland, La Motte, chevalier de l'ordre du roi, bailli et gouverneur de la baronnie d'Annonay.

Ledit du Peloux présent, prête serment requis à ladite tutelle et curatelle, et requiert inventaire des biens délaissés, dont il accepte de prendre charge ainsi qu'il l'a promis au défunt.

Le 14 novembre 1597, à la diligence de haut et puissant seigneur messire *Nicolas du Peloux* seigneur de Gourdon, Marcland La Motte, chevalier de l'ordre du Roi, bailli et gouverneur de la ville et baronnie d'Annonay, tuteur et curateur testamentaire des enfants de feu noble Méraud de Boulieu, seigneur de Charlieu et de Jarnieu, il est procédé à l'inventaire des biens meubles et immeubles que Méraud possédait à Tournon, savoir deux maisons et un jardin en dehors de la porte de Doux.

L'inventaire de Tournon est fait le premier février 1598 et jours suivants.

Il contient un grand nombre d'obligations au profit dudit Méraud, par divers.

Les enfants présents ont humblement supplié et requis led. seigneur du Peloux de vouloir être et l'ont nommé d'*habondant* leur curateur.

Messire du Peloux nomme pour ses procureurs généraux et spéciaux, messires Isidore Gauthier, Mondon et Théodore Gamon docteur en droit de la cour du sénéchal de Nîmes et conventions et nomme messire Blisson de Molin, docteur en droit, et en la cour souveraine de Toulouse, du Vergier, Chomier, Desupersantes, Baborier, et tous les autres procureurs et avocats en ladite cour. etc... sont présents à cet acte, MM. Antoine Seigle, docteur es droit, François Mical, apothicaire, Mondon Dhenri et moi Jean Perrier, curé de Boulieu, Garnier notaire.

Dans l'inventaire dressé à la requête de messire Nicolas du Peloux, tuteur des enfants de feu Méraud de Boulieu, et dans l'énumération des papiers trouvés dans les maisons de Tournon dudit défunt, figure un inventaire des papiers que Méraud de Boulieu, avait remis aux enfants de Louis de Boulieu et portant la quittance de noble *Antoine Faure*, mari de *Anne de Boulieu* et celle d'*Ambert Clavel*, mari de *Claude de Boulieu*, toutes deux filles de Louis de Boulieu.

Cette quittance reçue Tourton était datée du 17 juillet 1581.

(A suivre.)

PAUL D'ALBIGNY.



NOTES  
SUR  
LE MANDEMENT DE CRUSSOL  
AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

(SUITE XV).

Malgré l'opinion contraire soutenue par divers auteurs, on admet actuellement que tout instrument, rappelant la fourchette, était rigoureusement inconnu des Grecs et des Romains et que la fourchette a été inventée vers le XI<sup>e</sup> siècle. A partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les inventaires du mobilier des souverains et de quelques grands seigneurs mentionnent de très rares fourchettes en métal précieux, destinées à manger seulement des fruits, des compotes, etc.

Le dernier érudit qui ait étudié la question, après avoir rappelé ces données et indiqué que François I<sup>er</sup> ignorait l'usage de cet objet et qu'une satire contemporaine reproche aux mignons de Henri III d'y avoir recours, conclut en ces termes : « On peut  
« avancer que l'usage de la fourchette de table ne se répandit  
« dans les hautes classes que pendant la deuxième partie du XVII<sup>e</sup>  
« siècle, grâce à l'influence de l'honnête et délicat duc de Mon-  
« tpsier, et Rœderer, dans son *Histoire de la Société Puolie* le  
« félicite d'avoir fait adopter cette mode des grands couverts,  
« mode qui fut lente à pénétrer en province » (1).

L'auteur décrit ensuite deux fourchettes du XVII<sup>e</sup> siècle, à trois ou à quatre dents ; la nature de la première est du laiton. Le métal de la seconde n'est pas spécifié (2).

Au moyen-âge, on connaissait la *forselle* ou *furcina*, et la fourche ou *fourchel* ou *fourchette* ou *fourchala*. On doit traduire par *fourche*.

Nous avons étudié quelques textes de la deuxième période du XVII<sup>e</sup> siècle, où on lit « une fourchette de fer (1652) », « une paire

(1) DE SAINT-VENANT, *La cuillère à travers les âges*, Auxerre, 1898, in-8°. pp. 15-7. — Cf. FOURNIER, *Op. l.*, t. II, p. 362.

(2) P. 22 et pl. n<sup>o</sup> 64 et 66.



de fourchettes (1677) », « 11 fourchettes de fer (1697) » et « une fourchette de fer pour le pot (1697) ».

Sauf dans l'avant-dernier cas, il ne s'agit pas de fourchettes de table, mais de toute autre chose. Aux dates de 1652 et de 1677, la mention de la fourchette suit l'indication de deux cuillères de fer ou d'un chënet. L'examen des deux inventaires démontre que les objets cités, immédiatement avant et après, étaient destinés aux cheminées. La description de la « fourchette de fer pour le pot » (1697), donne la solution de la question.

On appelle *fourchette* un instrument de même forme que la fourchette de table, mais plus long et plus gros et dont on se sert pour tirer la viande des grandes marmites. Les fourchettes de 1652 et de 1677 étaient de ce modèle.

Comme terme de comparaison, nous publions l'« estat des petits meubles » se trouvant en 1682, au château de St-Bonnet-de-Valclérieux (Drôme) et remis par noble Georges de Chaponay, seigneur de ce lieu, à son frère noble François de Chaponay, seigneur de St-Roman, terre située sur les paroisses de St-Bonnet et de Montrigaud.

- « Quarante-cinq serviettes fines ou aultres.
- « Une grande nape fine, à la petite Venize.
- « Sept napes de cordailhes (1), grossières.
- « Cinq aultres petites napes.
- « Vingt-quatre linceux (2) tant grands que petits.
- « Treze assiettes d'estaing commung.
- « Cinq assiettes creuses et aussy d'estaing commung.
- « Six plats du mesme estaing.
- « Ung grand bassin (3) d'estaing fin.
- « Deux grands plats pottage, d'estaing fin.
- « Deux aultres grand plat du mesme estaing.
- « Deux aultres plat médiocre, d'estaing, comme dessus.
- « Deux grande assiette creuse, d'estaing fin.
- « Deux aultres petites assiette creuse d'estaing, comme dessus.

(1) Chanvre filé à la quenouille.

(2) Linceuls.

(3) Grand plat creux et non ustensile destiné aux malades, car il figure dans l'énumération de la vaisselle.

- « Douze aultre assiette du mesme estaing.  
 « Deux porte assiette (1) d'estaing commung.  
 « Une esguière (2) couverte, d'estaing fin.  
 « Un trouchon (3) aussy d'estaing.  
 « Quatre chandelliers d'estaing fin.  
 « Deux casse (4) blanche, une grande et une petite.  
 « Un petit chauderon de cuivre avecq deux pot de chambre  
 « d'estaing commung.  
 « Le lict garny, la tapisserie, la table, douze cheses (5) de  
 « tapisserie ou mouquette (6) et aultres choses qui se trouve à  
 « présent dans la grande salle haulte de derrière.  
 « Plus en la chambre au-dessus de la cuisine, la garniture de  
 « la tapisserie, une table, dix-sept chēze de tapisserie ou aultre-  
 « ment, deux placets (7), un petit cabinet de noyer, deux  
 « cheynetz garny de lotton et un lit garny de ligature (8) et sa  
 « couverte (9) pendant.  
 « Plus une garde-robbe de noyer à menuiserie, fermant à deux  
 « clefs, y ayant quatre portes, qui est à la chambre joignant la  
 « sus-dite.  
 « Plus un aultre garde-robbe de sapin, fermant à deux porte  
 « avecq une serrure en la dicte chambre.  
 « Plus deux grand coffres de noyer fermant à clefz, fort anti-  
 « ques.  
 « Dans lesquels lit des dictes deux chambres, il y a deux  
 « matellas, une coistre, (10) une couverte piquée (11), deux aultres  
 « couvertes de laine noyre et encore deux aultres de laine blan-  
 « che, fort petite, usée, avec leurs traversins de plumes » (12).

(1) Dessous d'assiette.

(2) Aiguières.

(3) Burette à l'huile plutôt qu'urne destinée à conserver l'huile.

(4) Sorte de poëlon.

(5) Chaises.

(6) Moquetté.

(7) Tabourets.

(8) Literie.

(9) Couverture.

(10) Matelas de plumes, protégeant du froid avec succès.

(11) Couvre-pieds.

(12) *Archives de la maison de Chaponay*. L'indice du pluriel est souvent omis dans cet inventaire.

Cet état est fort détaillé et la vaisselle du château y est décrite avec un soin minutieux.

On ne peut pas s'en servir cependant, pour affirmer que l'usage des fourchettes était inconnu à St-Bonnet, en 1682, car il n'y est question notamment ni des cuillers, ni des salières, ni des couteaux, dont l'emploi était général. Il y a là une lacune inexplicable.

On appelait *casse*, un poëlon à long manche, destiné à prendre de l'eau dans les gros vases et l'on distinguait les casses en laiton et celles en étain. Ces dernières étaient dénommées « *casses blanches* », à cause de la couleur du métal.

Nous aurons recours à un autre document, concernant encore le Dauphiné, mais d'un vif intérêt et qui se rattache à l'histoire de la bourgeoisie aisée.

Etienne Peyret ou Perret, notaire et procureur aux cours de Valence, mourut le 1<sup>er</sup> juin 1651. Sa veuve « damoiselle » Claudine Serret et son fils Helain (*sic*) ou Hellen Perret, docteur en droit, conseiller et avocat du roi à la sénéchaussée de Valence, firent dresser, le 9 juin suivant, l'inventaire de ses biens par devant Jehan-Edouard Brenat, docteur en droit, lieutenant du juge des conventions, en présence d'André Perret, procureur au siège présidial de cette ville, de Pierre Serret, conseiller du roi au même siège, et de Pierre Pan, docteur agrégé à l'université (1).

On trouva :

1<sup>o</sup> Dans la chambre à coucher du défunt :

« Une table bois noyer double avec ses bancz aussi noyer.

« Ung garde-manger bois noyer, où a trois armoires fermant à clef, avec ung tiroir presque neuf.

« Ung petit coffre bois noyer, fermant à clef à double ressort, dans lequel sont les papiers du défunct.

« Ung coffre à bahuc vieux, fermant à clef (2).

« Deux chèses acoudoir (3) garnies l'une sarge ver (*sic*) et l'autre de tapisserie.

(1) Sa famille a laissé son nom au domaine de Pan, sis à St-Marcel-lez-Valence. Elle comprenait des marchands, un professeur à l'université et des avocats.

(2) Contenant les vêtements.

(3) Chaises à bras, ou fauteuils.

« Ung chalit bois noyer bon, garny d'une garde-paille, une  
« coître, un matelas, ung cuissin (1) plume et une couverte  
« Catelogne, my uzés.

« Ung aultre chalit bois noyer my uzé.

« Ung dressoir bois noyer à deux tiroirs my uzé.

« Ung cabinet bois noyer à quatre armoires et deux tiroirs  
« fermant à cinq clefs, dans lequel a esté treuvé :

« Une escuelle argent, pezant une livre, moins demy cart.

« Une tasse aussi argent, pezant demy-livre, marquée d'un R  
« couronné (2).

« Une bague d'or servant de cachet au dict feu M<sup>e</sup> Peyret.

« Ung crimal fer attaché à la cheminée.

« Vielhe coutrelière garnie de quatre couteaux assés bons ».

2° Dans la chambre, au couchant de la cuisine :

« Une petite table noyer.

« Une petite garde-robe, bois sapin, fermant à clef.

« Ung petit goubeau (3) argent.

« Ung pestrin noyer.

« Ung vieux coffre, bois chastagnier, avec ses barres et serrure  
« fermant à clef.

« Quarante-une livre fillet estoupes

« Ung chalit bois noyer my uzé, garny d'une garde-paille, un  
« matelas, une couverte Catelogne et six lincheuls dedans ou  
« autour.

« Trois chères (4) bois noyer.

« Un escabeau noyer.

« Deux placetz vieux.

« Une vielhe arche sapin sans serrure ».

3° « En la chambre appellée *cuisine* ». De nos jours, le terme chambre désigne uniquement une pièce où l'on couche. Autrefois, il s'appliquait à une pièce quelconque d'une maison. Quelques dictionnaires conservent encore cette acception.

(1) Coussin, en langue vulgaire.

(2) Si l'atelier de Romans n'avait pas été fermé depuis de longues années, on eut pu supposer que cette tasse avait été poinçonnée à cette Monnaie.

(3) Gobelet.

(4) Chaises.

- « Deux landiers fer, ung grand et l'autre petit.
- « Un crimal fer.
- « Une poêle à frire.
- « Trois broches fer, un grand, un médiocre et un petit.
- « Ung eschaufe-lit (1) cuivre.
- « Quatre potz fer, l'un assés grand et les aultres trois petits.
- « Deux brocz (2) cuivre avec leurs couverseau (*sic*) (3) esquels,
- « y deffault (4) la broche (5).
- « Une lichefritte.
- « Une platine (6) loton.
- « Deux potz, loton, l'un grand et l'autre petit.
- « Ung piston (7) avec sa branche de fonte.
- « Une grand lichefrite.
- « Ung petit chauderon.
- « Aultre petit chauderon cuivre.
- « Une marmite cuivre, petite.
- « Deux coucasses (8), trois potz — deux demis, ung tiercelet —
- « deux feulhettes (9), un coucasson, une eyguière, vingt-quatre
- « platz, vingt-quatre assiettes, quatorze escuelles, deux salières,
- « deux truchés (10) et deux chandeliers, le tout estaing, pesant le
- « tout cent huictante-deux livres.
- « Une aultre poille à frire.
- « Ung buffet bois sapin avec deux armoires et ses barres sans
- « clef, my uzé.
- « Une casse loton.
- « Une grille fer.
- « Ung réchau fer.
- « Ung lavoir (11) cuivre avec son pied bois noyer.

(1) Bassinoire, plutôt que moire.

(2) Grand vase à une anse, destiné au vin.

(3) Couvercles.

(4) Manque.

(5) Tige reliant le couvercle au broc et formant la base de la charnière.

(6) Rond de cuivre servant à sécher et à repasser du linge.

(7) Instrument pour activer le feu et même l'allumer.

(8) Petit bassin.

(9) Pot à eau.

(10) Burette à l'huile.

(11) Bassin à laver les mains.

- « Ung chandelier loton.
- « Deux aultres petits chandelliers, loton, rompu.
- « Ung matelas.
- « Ung vieux coffre, bois noyer, avec ses barres et serrure, fermant à clef, dans lequel a esté treuvé :
- « Quatre douzaines serviettes de corda (1), my uzés.
- « Treze nappes de cordat, peu de vailleure.
- « Deux grandz aix noyer.
- « Une scie et ung crible, peu de valeur.
- « Ung escorche-veau.
- « Ung poix à pezer ».
- 4° Dans la chambre, située au-dessus de la cuisine :
- « Une baritellière sapin (2), peu de valeur.
- « Ung vieux chalit bois noyer, peu de valeur.
- « Ung tour à desvider fillet, avec son pied de fer ».
- 5° Dans la chambre voisine :
- « Trois arches bois sapin fort vielhes, en l'une desquelles n'a ne barres, ne serrure (3) y ayant dedans cinq couvertes Cathe-logne, peu de valeur.
- « Ung tapis Turquie (4) vieux, peu de valeur.
- « Ung pavillon (5) bleu, peu de valeur.
- « Une vielhe couverte, peu de valeur.
- « Une garniture de lict ver (6) fort uzé.
- « Ung tapis ver.
- « Une tapisserie pour un devant de cheminée, my uzé.
- « Ung escabeau noyer ».
- 6° Dans le grenier :
- « Ung eymine et une carte à mesurer bled.
- « Une bene, à mesurer noix.
- « Ung coffre sapin avec ses barres et serrure, peu de valeur,
- « dans lequel a esté treuvé six livres riste ».

(1) Même signification que *cordailles*.

(2) Blutoir, ou meuble destiné à bluter de la farine. La lecture de ce mot est très difficile.

(3) Emploi réitéré de la particule négative *ne*, selon l'usage du XVII<sup>e</sup> siècle.

(4) La réputation des tapis d'origine Turquie est ancienne.

(5) Tour de lit, plissé en haut, ou couronne.

(6) *Vert* est toujours écrit sans *t* dans ce texte.

7° Dans la chambre au-dessus du grenier :

« Une garde-robe sapin avec ses barres et serrure neuve.

« Une petite chère sapin.

« Autre petite chère noyer, peu de valeur.

« Deux estagières à tenir papiers, presque neufves, bois sapin.

« Une eschelle.

« Ung saloir ».

8° Dans la chambre grise, au-dessous du grenier :

« Une table bois noyer à deux tiroirs, l'un desquels ferme à clef, moyenne valeur.

« Ung chalit pour lict, bois noyer, bon, garny d'une garde-paille, un matelas, une coïtre, un cuissin pleume, deux linseuls, une couverte et six linseuls de moyenne valeur.

« Ung chalit de pavillon, bois noyer vieux et peu de valeur, garny d'une garde-paille, une petite coïtre et deux linseuls.

« Une grande chère acoudoir, garnie de tapisserie.

« Cinq aultres chères, bois noyer, my uzés.

« Ung grand coffre, bois noyer, fermant à clef, bon, dans lequel a esté treuvé, 74 linseuls, toille de deux ristes et partie riste et estoupes, moyenne valeur ; un aultre linseul, toille fine, bon ; 11 linseuls servant pour tour de lict, my uzés ; 2 garnitures de fustaine pour lict avec la couverte pendante, my uzés ; 1 longière fustaine ; 4 pièces courtines, deux ouvragées et les aultres deux de toille.

« Ung grand coffre à bahuc, fermant à clef, my uzé.

« Autre grand coffre, bois noyer, dans lequel a esté treuvé : 22 nappes fassonnées riste et estoupes ; 1 grand nappe fine de lin, my uzé ; 1 aultre nappe, moyenne valeur ; 10 douzaines, 8 serviettes, my uzés : 17 serviettes fines de lin, my uzés ; 1 aultre petite nappe uzé.

« Trois pommes pour pillier de lict.

« Deux landiers fer avec leurs pommes de loton.

« Une garde-robe bois sapin, fermant à deux serrures, moyenne valeur.

« Ung petit coffre bois noyer, peu de valeur.

« Une demye-picque avec son manche » (1).

(1) Souvenir des guerres de religion.

- 9° Au « charnier qui est au dernier la boutique ».
- « Une pierre à tenir huile (1), carrée, teneur de deux barreaux,  
 « ou environ.
- « Ung petit chauderon cuivre.
- « Deux molars (2).
- « Deux pals fer.
- « Une pale fer, avec son manche de bois.
- « Une grand barre fer, carrée.
- « Ung vieux canon d'arquebuze.
- « Ung petit coconnier cuivre.
- « Ung poix, appelé romaine, tirant cinquante-cinq livres,  
 « avec son boulon fer ».
- 10° Au-dessus du charnier :
- « Ung chauderon cuivre.
- « Ung grand pot fer.
- « Une garde-robbe sapin, fermant à clef, une baigne (3) noyer,  
 « une aultre sapin, ung vieux coffre noyer, sans serrure et ung  
 « grand banc, peu de valeur.
- « Une table noyer, moyenne valeur ».
- 11° Dans la cave :
- « Dix thouneaux, teneur d'ung muy pièce, plains de bon vin.
- « Trois aultres thouneaux, teneur de dix-huict barreaux, les  
 « trois, plains de bon vin.
- « Ung barral à mesurer vin uzé.
- « Ung aultre thouneau, teneur d'ung muy, ou y a environ  
 « huict barreaux, vin gasté.
- « Deux aultres petits thouneaux. peu de valeur.
- « Ung grand gerlon à faire lessive, tenant sept fais, avec son  
 « pied.
- 12° Dans une armoire dans la dicte cave :

(1) L'huile se conservait dans des blocs de pierres dures, taillés soigneusement et creusés profondément. On les recouvrait d'un couvercle, muni de charnières. Leur contenance atteignait 1 hectolitre parfois. Ces *pierres à huile*, pour recourir à l'expression locale, affectaient aussi la forme d'un parallépipède. Nous en avons examiné une, ornée d'un blason fruste, à St-Péray, au quartier de Rochette, au cours d'une excursion effectuée avec M. Joseph Viossat.

(2) Urne en terre grossière, pour contenir des saucisses et des saucissons, souvent de l'huile.

(3) Armoire.



« Une bassine cuivre, peu de valeur.

« Deux broches cuivre.

13° « En la cave, qu'ils tiennent à louage de la dame présidente Frère (1) :

« Unze thouneaux, y en ayant cinq plains de bon vin »

Ensuite, on trouva quatre tonneaux vides, un pressoir avec son couverseau (2), une cuve carrée contenant 60 charges, une autre ronde de la contenance de 25 charges, trois tonneaux de deux muids chacun, un autre de 11 barraux, « une douleure avec son manche » (3), une cuve de 50 charges avec sa broche de cuivre, un tonneau de 3 muids, un autre d'un muid, deux autres de 10 barraux et de 5 barraux respectivement, une « grand aix servant de planche pour la cuve » et « ung anthonnoir », dans une maison sise à Bourg-lez-Valence.

On procéda enfin à l'ouverture du « coffre, où le dict sieur Peyret tenoit ses papiers..... dans lequel ont esté treuvés les *culhiers d'argent* et papiers suivantz, *neuf culhiers argent* ».

L'examen des papiers révèle que le défunt avait été consul de Valence (Noël 1624 — Noël 1625) et mentionne noble Ennemond de Serment (1630). Etienne Peyret avait contracté un premier mariage avec Anne Rochette, fille des suivants, le 25 avril 1609, devant le notaire Palerne ; Louise Chalon ou Chalan, veuve et héritière de noble Pierre Rochette, de Chavana (*sic*) avait consenti une donation en faveur de Perret, son gendre, le 20 avril 1632, suivant acte dressé par Charrin, notaire. Anne Perret, fille d'Etienne, avait épousé Jacques Seytre le 24 juin 1634 (Durand, notaire), et reçut 2,250 livres de dot. Une autre fille, Hélène Perret, fut reçue au couvent des Clarisses d'Aubenas le 19 juillet 1648 ; sa dot s'éleva à mille livres.

L'inventaire se termine par la description de deux sacs, en peau d'agneau (*d'aniel*), trouvés dans le coffre et renfermant : 1 quadruple d'Italie, 1 demi-pistole d'Espagne, 1 quadruple et 1 pistole d'Italie, légères « pezant au marc quinze deniers », 3 réales et

(1) La veuve du premier président du parlement de Grenoble, Claude Frère. Cf. notre notice, *Claude Frère est-il né à Valence ?*

(2) Planches fixées entr'elles, servant à écraser les raisins et descendant au fur et à mesure que l'on tourne la vis du pressoir.

(3) Instrument servant à couper les raisins, lors du pressage.

demie, « pezant au marc deux onces et demy », 6 livres 15 sols en monnaie, 10 écus d'or pesant  $\frac{3}{4}$  d'onces, puis des quarts d'écu, des réales, des pièces de treize sols, des ducats courts, du poids total de 9 onces 3 deniers (1).

La maison de Chaponay est représentée de nos jours par certains membres des maisons de Monteynard, de Bouffier, d'Arces, de Monts, de Solages, etc. Elle est distincte d'une autre maison du même nom, dont un représentant a possédé quelques propriétés à St-Péray sous Louis XIV et qui subsiste encore. Nous avons publié l'état du mobilier du château de St-Bonnet uniquement pour mettre en relief la richesse relative du mobilier des diverses classes de la société.

Quelques parents d'Etienne Perret avaient des intérêts dans le ressort du mandement de Crussol. Cette famille n'est donc pas étrangère à l'histoire de ce dernier. Le notaire de St-Péray, Flame, dressa l'inventaire à Valence, parce qu'autrefois son étude avait été un office impérial et les notaires impériaux n'étaient soumis à aucune restriction de compétence territoriale.

Il n'est pas étonnant de rencontrer un certain luxe chez un notaire riche, ayant épousé une jeune fille noble ; il avait 9 cuillers en argent. En 1651, la fourchette était ignorée à Valence et aux environs, sans quoi Perret en aurait eu quelques-unes.

Passons à l'étude de l'intérieur des maisons de la classe moyenne.

Les biens de la femme d'un drapier de Charmes se composaient, en 1652, de :

Un pétrin en châtaigner.

Une arche en sapin.

Deux petites arches de même nature.

Deux taravelles (2).

Un poids de 55 livres.

Un pot de fer contenant 10 écuelles.

Un chênnet de fer de 20 livres.

Une cognée.

Une poêle.

(1) *Minutes de M<sup>r</sup> Daniel Flame*, f<sup>o</sup> 705 et s.

(2) Billots de charette, ou quelquefois tarière.

*Deux cuillers de fer.*

*Une fourchette de fer.*

Une pelle de fer.

Un crimacle de fer, pesant 9 livres.

Une paire d'*andaizes*.

Un pot d'étain, d'une pinte, du poids de 7 livres 1/2.

Dix plats, 6 assiettes, 5 écuelles, 5 cuillers et une salière d'étain, pesant 25 livres.

Une lampe de laiton.

Quatre linceuils de 3 aunes chacun, « toile d'estoupes ».

Un linceuil de même nature.

Trois linceuils de 4 aunes, servant de tour de lit.

Deux paires de franges courtines, dont l'une est à ouvrage.

Cinq nappes de corda.

Cinq serviettes, dont façonnées et 3 de corda.

Deux chevets de plume, garnis de toile, du poids de 25 livres.

Deux carreaux, garnis de toile, de 9 livres.

Un matelas de laine, garni de toile, du poids de 27 livres.

Un coître de plume, garnie « de fume » (1), de 19 livres.

Une garde-paille.

Douze livres, fils de riste.

Dix livres, fils d'étoupe.

Une scie, dite troussière.

Trente livres de lard salé.

Trois sacs.

Une bague d'or, valant 4 livres.

Une broche de fer.

Un petit fesouret de fer.

Quatre brebis et une chèvre (2).

Les cueillers et la fourchette de fer étaient destinés au service de la marmite. Le *crimacle* était une crémaillère, ou instrument en fer et à crans, fixé à la cheminée pour suspendre les marmites. Les *andaizes* ou *andes* étaient des trépieds à queue servant à soutenir la poêle sur le feu. L'énumération de la vaisselle, tout entière en étain, indique des *cuillers*, mais pas la moindre fourchette.

(1) Foin.

(2) *Minutes de M Combiér, n. à Charmes. (Etude Girard), f° 239.*

La toile d'étoupe était d'une qualité médiocre. L'étoupe était le premier rebut de la filasse du chanvre et du coton. Le *riste* au contraire était obtenu avec du chanvre de première qualité. Le *fesouret* ou *fesoullet* était le nom local de la vulgaire bêche.

Voici la description, dressée en 1677, du mobilier appartenant à Jacques Pérouse, propriétaire aisé de St-Péray, et parent du chirurgien Jean Pérouse.

Dans la cuisine, on trouva : un pétrin en bois de châtaigner avec un couvercle en bois de noyer, accompagné de ses deux bancs, une grille de fer, un crimal, une poile à frire, une paire « endes » (1), une lampe de fer, une autre de laiton, une pelle de fer pour le feu, un réchaud, un petit chenet, *une paire de fourchettes*, deux casses de laiton, six pots en fer, l'un de la contenance de quatre pots, deux autres de trois pots, un de deux pots, le dernier d'un pot, *deux cueillères de fer*, un chandelier de laiton, « un poix à briquet, tirant du grand costé soixante quinze livres », 32 livres et demie de vaisselle d'étain en plats, assiettes, *cuillers*, pots, pintes et salières, une arche en bois de sapin à serrure et renfermant une portion du linge de la veuve du de cujus, un coffre en bois de noyer orné de barres et d'une serrure contenant encore le linge de la veuve et celui du fils, un lit en bois de cerisier, garni de toile, une garde-paille, un chevet de plume, une couverture « Cathelogne », deux linceuils, une garniture de lit de serge grise, trois cognées, quatre serpes « bouscherrées », 2 essons, « quatre autres petites serpes servant à tailher la vigne », 2 tarières (*larrières*), 2 coins de fer, 1 pal de fer, une poile à frire, un chauffe-lit avec sa « cûe de fer » (2), 1 petit « archebanc » en bois de sapin et fermant à clef, une broche de fer pour rôtir.

Dans le « plant au-dessus la dicte cuisine », on découvrit :

Un chalit en bois de cerisier, 2 linceuils au tour, une « pente courtines », 2 linceuils, 2 garde-paille, « un chevet et quatre aix sapin pour le siel de lict », 1 lit à chariot, 1 tour « à faire escheveaux », 1 vieux coffre en noyer, une vieille arche de sapin, une grande arche en noyer avec ses bancs, 1 vieux coffre en noyer pourvu d'une serrure et renfermant les papiers de famille, une

(1) Ou *andes*, ou trépieds.

(2) Queue de fer, qui servait à l'emmanchement.

arche en cerisier, une vieille arche de sapin, 1 petit chevet de plumes, 1 tour à filel, 1 manteau de drap gris et troué, 1 crible, 7 sacs à moitié usés, 1 fer « appelé vulgairement goni servant à vider les rusches à miel », une grande arche en sapin à blé, 4 ais de chêne, une faux et ses marteaux, 7 faucilles, 2 paires de peignes pour le chanvre, *une fourche de fer*, une paire de joucles de chanvre.

A côté de la maison, une cuve cerclée avec 4 cercles et 1 « cours », 10 tonneaux de 50 barreaux, 1 gerlon, 2 pelles de fer pour bêcher, 5 pioches ou piches, 1 daïrd et 1 tireur, 1 breyon (brehon) pour fondre la chaux, 6 cornues, une scie, 1 vieux banc, 1 seau et sa corde, *une fourchette de fer à 3 becs*, 1 sac, 1 tarzillion, 1 coustra, 1 petit fesoullet, 1 trébuchet garni « fort vieux », 1 vieux pistolet, 1 petit fusil « fort vieux », 26 linceuls de toile commune, 17 nappes de cordat, une douzaine de serviettes « à la petite venize », 7 serviettes de cordat, 1 petit marteau, une paire de tenailles.

La veuve avait vendu une ânesse, 10 brebis, une chèvre et 1 pourceau (1).

Quelques expressions ont besoin d'être interprétées, ce qui n'est pas toujours facile. Le mobilier était le plus ordinairement confectionné avec du bois de sapin, de noyer ou de châtaigner. Les lits en bois de cerisier étaient à la mode sous Louis XIV. Nous avons découvert leur existence dès 1658, à St-Péray (2). C'était un meuble de luxe. Jacques Pérouse en possédait deux. On faisait aussi des buffets et des arches en bois de cette nature.

Un *crimal* était une crémaillère comme le *crimacle*. La *grille de fer* servait à faire *griller* la viande ; elle correspondait au *gril* actuel.

Les lampes de laiton étaient préférées à celles de fer ; les unes et les autres étaient rares, même au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Les chandeliers de laiton (*lolon*) étaient toujours à l'état d'unité. Nos recherches confirment cette particularité. Nous avons dans nos collections deux petits chandeliers de style Louis XIII, ayant la même provenance, mais ils ne sont pas tout-à-fait semblables. De

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Daniel Flame*, n° 765.

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Combier*.

même les « deux aultres petits chandeliers » d'Etienne Peyret étaient certainement dissemblables. Plus tard, les chandeliers d'étain furent groupés par paire. Ainsi nous possédons une *paire* de chandeliers d'étain, Louis xv. Il est probable que les « quatre chandeliers d'estaing fin » appartenant à Georges de Chaponay, étaient appareillés en deux couples (1682). Les chandeliers d'étain n'apparurent dans notre région que durant la deuxième moitié du xviii<sup>e</sup> siècle ; ils furent à l'origine « isolés » également, car l'inventaire de 1697, reproduit plus loin, renferme la mention : « plats, assiettes, cueillers et *chandelier* » en étain.

Le *briquet* était une petite romaine.

Les *essons* étaient de petites haches recourbées.

La serpe « *bouscherrée* » était destinée à tailler les arbres ; dans le latin du moyen-âge, *boscariare* signifie couper du bois. On la distinguait de la serpe « à tailher la vigne », sorte de couteau, de forme particulière. La *tarière* sert à percer et à cheviller le bois.

L'*archebanc* ou *archinbanc* était un meuble à double fin ; c'était un coffre en bois, servant de siège.

Le *chalit* était un bois de lit. Une « *pente courtine* » désignait la bande qui pend autour d'un ciel de lit, sur le haut des rideaux, suspendue au baldaquin. Le lit à chariot ou lit à roulette était un meuble de valeur ; les gens de la campagne couchaient sur des lits de camp.

Un *chevel* était un traversin. Au sujet de la formule « quatre aix sapin pour le siel de lit », nous rappellerons qu'on dit encore les ais d'un bois de lit. D'autre part le bois des lits à baldaquin était accidentellement dénommé *chalit* : *chalit de pavilhon*.

On a appelé à l'origine *damas* une soie à fleurs, faite à Damas (Syrie), puis par extension du linge de table ouvré. De même autrefois, le linge fin était tiré de Venise (Italie). L'apothicaire, noble Gabriel Durand, mort à Sisteron (Basses-Alpes), en 1486, laissa des nappes ornées d'un dessin à la *Venezie* (1). Nous avons retrouvé l'emploi des nappes fines, dites à la *petite Venize*, jusqu'au xviii<sup>e</sup> siècle. Les *longières* étaient des nappes plus longues que larges, conformément à la forme rectangulaire des tables à manger adoptées par les familles un peu nombreuses.

(1) ED. DE LAPLANE, *Histoire de Sisteron*, t. II, p. 512.

Le confortable commença à pénétrer dans les plus humbles demeures durant le règne réparateur de Henri iv. Un paysan de St-Péray se constitua dans son contrat de mariage, six serviettes, en 1623 (4). Les serviettes fines étaient de même « *à la Venise* » ou « *à la petite Venise* ». Les personnes, jouissant d'une réelle aisance, étaient seules à en posséder.

Les fourches, usitées à la campagne, étaient ordinairement en bois. Jacques Pérouse avait une fourche de fer. L'objet, inventorié à la suite, est « une paire joucles de chanvre. »

La *joucle* est actuellement une courroie ou longe de cuir servant à attacher le joug des bœufs. Jadis, elle était fabriquée avec du chanvre. Le *cours* servant à cercler la cuve de Pérouse était une *courbe* en bois ; les cercles étaient de fer. Les *cours* ne sont plus en usage. Le *dauid* et le *tireur* servent aux tonneliers pour mettre en place le dernier cercle d'un tonneau. Le *gerlon* était une cuve à lessive, le *coustra* un *coutra* ou *fer* de charrue, le *tarzillion* ou *targillon* une autre partie de la charrue.

La *fourchette de fer à trois becs* était un outil apte à travailler la terre ; on la dénomme de nos jours, vulgairement, un *béquart* ou *bécard*.

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.



(1) *Etendues de M<sup>e</sup> Mazon. (Etude Ponsard).*

NOTICE  
SUR LA  
BARONNIE DE LA VOULTE

---

(Suite XII) (1)

---

ANNE DE LÉVIS

Ses exploits en Flandre. — Il réprime les ligueurs dans le Limousin. — Transaction avec les Augustins (1594). — Les Etats du Vivarais tenus à la Voulte *au logis neuf* (1604). — Le *clos* et les jardins suspendus. — Le péage. — L'école des Clarisses. — Conseils de sagesse et de modération donnés par Anne aux Etats généraux (1612). — Anne de Lévis au lit de mort de sa fille, la comtesse de Tournon. — Premiers troubles de Privas (1619). — Le duc fait raser le donjon de Jaujac. — Nouveaux troubles de Privas (1621). — Anne cherche vainement à les apaiser. — Sa harangue et le serment d'union aux Etats du Vivarais. — Aggression des huguenots contre le Cheylard. — Anne en fait démolir les fortifications. — Il retire les canons de Chomérac. Pierre Marcha lui écrit de Paris les nouvelles de la Cour. — Blacons rend le Pouzin à Lesdiguières (mars 1622). — Ordonnance d'Anne pour la liberté de l'agriculture au Cheylard. — La paix signée à Montpellier (octobre 1622). — Discours d'Anne à l'ouverture des Etats généraux à Beaucaire. — Il y mourut le 8 décembre. — Le dévouement de la duchesse. — Portrait d'Anne. — Ses fondations. — Ses obsèques. — Ses enfants.

Anne de Lévis, que nous avons vu succéder à son père en 1591, avait déjà alors dix ans de services militaires. En 1581, il suivit en Flandre le duc d'Alençon, et un auteur contemporain raconte qu'ayant voulu se jeter dans Cambrai, assiégé par les Espagnols, et sa petite troupe ayant été mise en fuite, il se trouva seul au milieu de cinq cavaliers ennemis ; mais il se défendit si bien qu'il en blessa trois, et ne fut pris que lorsque son cheval s'abattit sous lui. C'était sa première campagne : « il était très jeune et, dit la chronique, chéri d'une grande dame, et son action fut fort vantée à la cour (2) ».

Anne de Lévis était, comme son oncle, le connétable de Montmorency, un ardent partisan d'Henri IV, et à ce titre fit, dans son gouvernement du Limousin, une rude guerre aux ligueurs. En 1589, il reprit sur eux en peu de jours, les villes de Tulle et de Brives, ainsi que les forts d'Emoustiers et de Belle-Chassaigne.

(1) Voir la *Revue du Vivarais* de... 1897 à septembre 1898.

(2) PONCER. *Mémoires sur Annonay*, I, 89.



Quelque temps après, il arrêta par son énergie, à Limoges, une sédition que l'évêque, Henri de la Marthonie, et le vicomte de Pompadour, fomentaient dans cette ville, et sur laquelle nous trouvons les détails suivants dans les mémoires manuscrits du chanoine de Banne : « On vouloit l'assassiner au festin que ledit évêque faisoit le jour qu'il célébra sa première messe. Mais les ligueurs furent déçus en leur résolution, Dieu ayant permis que ledit seigneur fut atteint de la goutte migraine ce jour là, qui le fit tenir au lit et ne put assister au banquet de perfidie. Néanmoins ces mauvaises gens ne quittèrent pas leur pernicieux dessein, ains (mais) ils s'en vinrent, en troupe, avec force soldats bien armés, tambour battant, enseigne déployée, pour le prendre et le faire mourir. Lui, oyant le bruit du tambour et les cris des soldats, se jette du lit à terre, regarde par les fenêtres ce que c'estoit. Il vit l'enseigne de la Ligue, l'évesque en tête des soldats, accompagné de quantité de noblesse et des officiers de justice dudit lieu qui crioient : tue ! tue ! De bonne fortune, se trouva à la porte le sieur des Aymards, son gentilhomme, qui ferma la porte avec quelques domestiques, et s'en montèrent à la chambre dudit seigneur ; lesquels sortirent par une porte de derrière du logis et se rendirent à une porte de la ville, et quoique les soldats qui la gardoient fussent subornés, si est-ce qu'ils lui rendirent obéissance, ne lui faisant aucun mal ni aux siens. Après, il se rendit à la maison de ville, fit fermer les portes d'icelle, et dans deux paroles, il changea le cœur des soldats qui s'estoient donnés aux traitres et les remit au service du Roy, fit braquer les canons et les tirer contre l'église St-Martial, où les ligueurs avoient fait dessein de se fortifier. L'épouvante fut grande parmi les habitants. Quantité se rendirent près dudit seigneur gouverneur, lequel, se voyant assez fort, laissant un des siens dans la maison de ville, il sortit de là, et en dépit de ses ennemis il fit fermer les portes de la ville. Les ligueurs effrayés, aucuns sautèrent des murailles, entre lesquels fut l'Evesque qui se rompit une cuisse ; les autres furent tous pris et, par ordonnance dudit seigneur gouverneur, les gentilshommes eurent la teste coupée, les officiers de justice pendus et estranglés avec leurs robes, avec plusieurs soldats. La ville continua au service du Roy, par la sage conduite de ce jeune

seigneur, n'estant alors que comte de la Voulte, d'autant que son père, messire Gilbert de Lévis, vivoit encore... »

Un autre chroniqueur contemporain nous fait connaître un incident caractéristique des événements de Limoges. « Un capucin que les ligueurs avaient aposté, après avoir vomé dans son sermon beaucoup d'invectives contre la mémoire d'Henri III et contre Henri IV, sort de l'église, tenant un crucifix d'une main, et de l'autre une grande épée qu'il faisoit flamboyer ; il fut bientôt suivi d'une nombreuse populace. Anne étoit alors à l'hôtel-de-ville avec le maire et les consuls ; il laisse avancer le moine, ouvre lui-même la porte, le prend par la barbe, le fait entrer, le fait pendre, fait jeter son cadavre par la fenêtre, sort ensuite ; et toute cette populace, qui seroit devenue audacieuse, insolente et terrible, s'il avoit paru la craindre, s'écoule et se dissipe (1) ».

Le 26 novembre 1591, ayant été joint par Henri de Noailles, Thémine et Saillant, Anne attaqua et défit entièrement, près de Souillac en Quercy, les Montpezat, beaux-fils du duc de Mayenne. Cette victoire affaiblit considérablement le parti de la Ligue dans le Quercy, le Rouergue et le Périgord.

C'est vers cette époque que son père mourut. L'année suivante le nouveau duc de Ventadour passa en Languedoc, probablement sur la demande de son oncle, le connétable Henri de Montmorency dont il allait devenir le gendre.

Anne de Lévis assista le 27 février 1594, au sacre et au couronnement d'Henri IV, qui eut lieu à Chartres ; il y représenta un des pairs de France, le comte de Champagne.

Le 18 août de la même année, il étoit à la Voulte, où il confirmait, par une transaction conclue avec Jean Munier, provincial des Augustins de Narbonne, une précédente transaction passée avec son père Gilbert III. L'acte porte que les Augustins de la Voulte seront au nombre de trois prêtres et deux novices et qu'ils feront le service de l'église de la Voulte. Le duc leur donne les deux chapelles de Sainte-Croix en l'église paroissiale, et de Ste-Catherine en la chapelle du château, avec tous leurs revenus, et de plus 10 livres pour l'intérêt de 200 livres, à l'effet d'acheter du

(1) Œuvres de St-Foix, VI, 469.

bois de chauffage, en attendant qu'il leur ait acheté un bois de cette valeur.

Voici le début de cet acte : « Comme il n'est aucune chose en ce monde si requise et si nécessaire à l'homme pour son salut que de servir Dieu, et qu'il est aussi requis à ces fins y avoir des temples pour s'y assembler et illec servir Dieu par prières et oraisons, entendre et retenir la prédication du saint Evangile et y faire tous divins offices ordonnés de Dieu et de son Eglise, et pour ce faire y avoir de bons, suffisants et doctes personnages de bonne vie et conversation, chose qui a esté depuis l'avènement de N.-S. J.-C., sauveur et rédempteur du monde, observé jusques à l'année 1562 que, par la malice des hommes et ambition du monde, seroit sortie une trop prompte et soudaine esmotion des guerres civiles, [sous] couvert de religion, et en plusieurs endroits de la France, les temples, églises, couvents, monastères et habitations des gens destinés au service divin auroient estés desmolis, abattus et ruinés, si que à présent il n'y appert autre choses que de vieilles masures et monceaux de pierre, du nombre desquels est le couvent des Frères Augustins et religieux de St-Michel de la Voulte, à l'occasion de quoi, illustre et puissant seigneur Gilibert de Lévy, duc de Ventadour, pair de France, auroit pris et retiré sous sa protection et sauvegarde les personnes et biens desdits religieux, et à iceux fait continuer le service divin dans ceste sienne ville de la Voulte, et ordonné pour leur entretien une pension annuelle de 40 cestiers blé mescle etc (1). »

On a vu, dans le précédent chapitre, la part considérable que le duc de Ventadour avait prise à la pacification du Vivarais, avant que la conversion d'Henri IV, en rassurant toutes les consciences, fut venue faire tomber la dernière résistance des ligueurs et rendre enfin la paix au pays. C'est lui qui, ayant remplacé le comte de Tournon au gouvernement du Vivarais, présida en personne, le 28 juillet 1595, à Viviers, l'assemblée des Etats dans laquelle fut conclu l'accord définitif avec M. de Montréal,

En 1604, Anne de Lévis, retenu dans le bas Languedoc par ses

(1) Voir le *Cartulaire des Augustins de la Voulte*, publié par M. l'abbé Auguste Roche, p. 41.

fonctions de lieutenant général, délégua son bailli, noble Giraud de Bezangier, seigneur de St-Lagier et de Montbouchier, pour présider à sa place l'assemblée générale ou Assiette des Etats du Vivarais qui se réunit à la Voulte « dans la grande salle du logis neuf » ; ce qui est une indication de la récente construction des gros bâtiments du château.

Le sieur de St-Lagier exposa, dans cette assemblée, « que, par devant MM. les commissaires procédant au rachat du domaine du Roy du pays de Dauphiné, aucuns personnages auroient poursuivi les estats et offices de chastelains de Bays et le Pozin dépendant dudit domaine, voulant déposséder ceux que Mgr le duc de Ventadour y auroit établis, comme seigneur desdites places, et d'autant que le changement de chastelains pourroit estre préjudiciable au public, il seroit expédient de supplier le duc de Ventadour de faire en sorte que les gentilshommes à qui il a donné lesdits offices y soient maintenus. »

Ce qui fut adopté par l'assemblée.

Au mois de juillet de la même année, le duc était à la Voulte et y présidait en personne une assemblée particulière des Etats.

L'année suivante, il termina le litige concernant le comté de Villars par sentence arbitrale. Cette affaire prenait sa source dans une vente de Jean de Lévis au duc de Savoie en 1469, vente qui avait contre elle une clause formelle d'inféodation faite à Philippe de Lévis.

A l'Assiette de 1606, qui fut tenue à Largentière au mois de janvier, il fut donné lecture d'une lettre du duc de Ventadour, écrite en faveur d'un chirurgien de la Voulte, nommé Pèrier ou Paret, qui demandait à être payé de ses soins et médicaments, donnés lors de la capture d'un nommé Moyère qui avait été blessé par le prévot Vernhes. L'assemblée décida que Vernhes serait requis de payer, sinon le pays payerait.

(Le chirurgien renouvela cette réclamation en 1610, mais cette fois l'assemblée lui répondit par un refus).

Dans cette session, le sieur François d'Arcons, lieutenant général en la judicature des terres du duc de Ventadour, fut reçu en l'absence du bailli de la Voulte.

Le duc de Ventadour ayant dit au syndic du Vivarais à Nar-

bonne qu'il serait à la Voulte vers le 5 février prochain, on nomma une députation pour aller conférer avec lui des affaires du pays. Mais Anne ne put venir à Lavoulte qu'au mois de juin, et il présida, le 19, une assemblée particulière des Etats, où il exprima ses regrets de n'avoir pu venir plus tôt.

Le chanoine de Banne raconte ainsi certaines particularités de la Voulte, se rapportant à l'année 1607, qui font un heureux contraste avec les agitations qui avaient si longtemps fait le malheur du pays. « La paix estoit si assurée parmi les hommes qu'on ne fermoit plus les portes de villes, et que les loups et les renards pouvoient y entrer de nuit. C'est ainsi qu'un loup entra dans les murs de la Voulte, ma patrie, lequel mangea, près de la maison du boucher, un mouton et en estrangla quelques autres, ce qui fut cause que M<sup>gr</sup> le duc de Ventadour ordonna aux consuls de faire fermer les portes la nuit, de peur que ces animaux ne fissent quelque dommages dans la ville.

« Ceste mesme année, le duc fit abattre deux montagnes ou petits costeaux de marne, qui donnèrent de très grandes pierres pour aplanir en un lieu qu'on appelloit le Clos de la Voulte, où il faisoit faire un jardin ; et, pour garder que les eaux qui descendent des montagnes, qui sont proches de ce lieu, ne tombassent dans ledit jardin, ni que les torrents qui passaient entre les montagnes, n'emportassent le terrain, il fit faire des voûtes au bas des dites montagnes, fort longues et larges de deux toises pour le moins, hautes de quinze à seize pieds. C'est un ouvrage de grand court. Deux hommes à cheval y passent de front en galopant, ce que j'ai fait bien souvent, lorsque j'avois l'honneur d'estre à son service, qu'estoit quelques années après. »

C'est donc de cette époque que datent les belles voûtes et les jardins suspendus qui font encore aujourd'hui l'admiration des étrangers qui visitent le château de la Voulte.

Le Vivarais était alors fort obéré par suite des guerres civiles. Le duc offrit de lui prêter jusqu'à 48.000 livres au denier seize, pour payer ses créanciers jusques là payés au denier douze et même dix. Son offre fut naturellement acceptée avec empressement.

En 1608, les privilèges de la Voulte sont remis en question par un arrêt du Conseil d'Etat du 8 mars, qui fait l'objet d'une

délibération aux Etats généraux du Languedoc. Les quatre lieux prétendus exempts de taille en Vivarais sont : Villeneuve-de-Berg, la Voulte, Borne et Boucieu ; l'arrêt du Conseil ordonna qu'ils fissent foi de leurs privilèges.

Giraud de Bezangier figure encore cette année-là, comme bailli de la Voulte ; mais il dut mourir peu après, car, à partir de 1609, il n'est plus question que de son fils Timothée ou Loys.



On comprendra, vu le rôle important joué par Giraud de Bezangier, pendant près d'un demi-siècle, que nous fassions suivre la disparition de ce personnage de quelques détails sur sa personne ou sur sa famille.

Le bailli de la Voulte figure, comme l'un des principaux membres dans les Etats protestants, dont les assemblées commencèrent à Privas en octobre 1585 sous la présidence de Chambaud.

C'est à lui (1) que Raymond de Saléon, de St-Fortunat, dédia son *Sommaire abrégé des ordonnances des rois de France*, ouvrage publié en 1586 ; ce Saléon était receveur pour ceux de la R. P. R. pendant les guerres civiles.

La seigneurie de St-Lagier comprenait le château de Granoux, ainsi qu'il résulte d'une reconnaissance de la communauté du Pouzin, faite au roi en 1617, qui en renouvelle une précédente de 1598, où il est dit que le château de Granoux, du mandement du Pouzin, appartient à noble Louis de Bezangier, seigneur de St-Lagier, et de Montbochier, en toute justice, haute, moyenne et basse, par inféodation, alberge et acquisition faite par son père lors de l'achat du château ».

M. Lacroix, dans sa belle monographie de l'arrondissement de Montélimar, nous apprend que Giraud de Bezangier avait acquis par échange, en 1588, de Gilbert de Lévis, le fief de Montboucher, en Dauphiné.

Le baron de Costou (*Hist. de Montélimar*, II, 437) donne, d'autre part, sur le bailli de la Voulte, les renseignements suivants :

« En 1585, Gaspard Borel, avocat catholique de Montélimar,

(1) Le nom du bailli de la Voulte étant imprimé Bezangier en tête de cet ouvrage, nous réparons aujourd'hui l'erreur orthographique que nous avait fait commettre l'identité de l'n et de l'u dans les anciennes écritures.

qui avait été fait prisonnier à la prise de cette ville par les protestants le 25 août, donna procuration à Antoine Rippert pour emprunter à Giraud de Bézangier, seigneur de St-Lagier, 2,058 écus d'or sol pour être employés à payer sa rançon. Une transaction, intervenue le 5 mai 1605 (Simond, notaire) entre Giraud et les consuls de Montboucher, fait connaître la triste situation des habitants de ce village. Lorsque Bezangier acheta le fief et le vingtain (vingtième) des fruits, les consuls lui constituèrent, pour lui en tenir-lieu, une pension de 450 livres (la valeur intrinsèque de la livre était d'environ 3 francs) : il trouva la commune presque déserte, parce que les habitants, ne pouvant payer les tailles énormes qu'on leur réclamait, s'étaient retirés dans les lieux voisins. Pour décider les émigrants à rentrer il prêta à la commune, le 5 novembre 1589 (Sablon notaire), 2,700 écus valant 8.100 livres pour acquitter ses charges. Depuis cette époque, il lui avait fait de nouveaux prêts, et les intérêts, qu'on ne lui payait pas, arrivaient à peu près à 2,000 écus ; il menaçait de faire saisir les récoltes et le bétail des habitants. Les consuls disaient que Bézengier exigeait des intérêts exagérés ; qu'il avait acheté des biens grevés de leur part dans les dettes et dans les tailles ; que le tout arrivait à plus de 5.000 écus, et qu'il y avait des comptes à régler. — En 1593, un procès était pendant entre Bézengier et la ville de Montélimar : le Conseil décida qu'on se pourvoirait en radiation de sa qualité de noble qui pourrait préjudicier aux habitants. Ce procès n'était pas fondé, car il résulte de la transaction de 1605 que les consuls de Livron avaient reconnu sa noblesse qui était ancienne. Bézengier mourut dans un âge fort avancé, car c'est seulement en 1649 (Breynat notaire) que ses nombreux créanciers provoquèrent la vente judiciaire de ses biens. — Louis, son fils, marié en premières noces avec Isabeau de Bologne, fille du seigneur d'Alençon, près de Taulignan, et en secondes noces avec Charlotte d'Armand de Luz, eut plusieurs enfants. Son héritière fut Anne-Suzanne, qui épousa, vers 1640, Pierre de Gilliers, sieur de Vallières, de Bourdeaux, maréchal de bataille, dont la famille s'est éteinte vers 1830. »

On verra au chapitre suivant, que Loys de Bezangier était encore, en 1628, bailli de la Voulte, quoique ne paraissant guère

en personne aux Etats du Vivarais, mais que, cette année-là, les Etats demandèrent au duc de Ventadour de nommer, comme bailli de la Voulte, un personnage catholique et de qualité requise, le bailli actuel étant de la R. P. R. et rebelle à S. M.

\* . \*

L'année 1609 est marquée pour Lavoulte par deux arrêts du conseil : l'un du 28 juillet, ordonnant que le duc de Ventadour jouira des péages de la Voulte, de Rochemaure et de Montélimar, conformément à l'avis de M<sup>e</sup> Miles Marion, trésorier en Languedoc (1) ; l'autre, du 4 août, défendant à Abraham Valentin de rien percevoir sur les denrées ou marchandises appartenant au duc de Ventadour, provenant de son comté de la Voulte ou de ses autres maisons du Vivarais et passant au Pouzin (2).

En 1610, les Etats du Vivarais se réunirent de nouveau à la Voulte, sous la présidence du duc de Ventadour qui avait tour de baron pour sa baronnie d'Annonay ; c'est donc dans cette dernière ville que normalement la réunion aurait dû avoir lieu ; aussi les représentants d'Annonay réclamèrent-ils ; comme compensation, l'année suivante, le duc, qui était encore baron de tour pour sa baronnie de Brion et Cheylar, fixa la réunion à Annonay. Le compte-rendu de 1610 fait présumer qu'il y avait alors à la Voulte une école tenue par des Clarisses ; les Etats allouent, en effet, 6 livres « à deux sœurs converses de Ste-Claire du Puy, qui sont à la Voulte ».

De 1610 à 1612, c'est Claude de Fontgarnaud, juge des terres de Mgr de Ventadour, qui assiste aux Assiettes comme subrogé du bailli de la Voulte.

Le 7 novembre 1612, aux Etats généraux de Languedoc, tenus à Pézenas, il y eut un service solennel à la mémoire d'Henri IV. Tous les membres de l'assemblée y assistaient. Le duc de Ventadour, comme lieutenant général pour le Roi en Languedoc, marchait seul dans le cortège, vêtu d'un grand manteau de deuil sur lequel brillaient les insignes du grand ordre du Saint-Esprit (dont il était chevalier depuis 1590). Parmi ceux qui tenaient le drapeau d'honneur (grand drapeau royal de satin bleu parsemé de fleurs

(1) *Archives Nationales*, E. 23<sup>a</sup> f<sup>o</sup> 97.

(2) *Idem*, E. 23<sup>a</sup> fol. 196.



de lys d'or) se trouvait le sieur de la Motte Brion, baron de tour du Vivarais.

Le 16 novembre suivant, le duc étant entré à la séance des Etats généraux, commanda aux Etats, à propos de quelques rassemblements armés en Vivarais, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les Edits, rétablir la tranquillité publique, et faire rentrer dans l'ordre tous ceux qui, sous prétexte de querelles particulières, nourrissent de mauvais desseins et veulent troubler le repos de la province. Il invita les Etats à se prêter assistance les uns aux autres. Il y a, dit-il, en France, et particulièrement dans cette province, des esprits brouillons qui fomentent et répandent dans le peuple divers faux bruits pour alarmer les villes. C'est aux Consuls de ces villes à remédier à cet état de choses. Le duc recommanda aux catholiques, là où ils sont les plus forts, de protéger les protestants, et aux protestants, là où ils sont les plus forts, de protéger les catholiques. Il insista pour l'observation des Edits interdisant le port des armes.

En 1614, il y eut encore Assiette à la Voulte, « dans la grande salle du château », sous la présidence de Loys de Bezangier, sieur de St-Lagier et de Montbouchier, subrogé du baron. La baronnie de la Voulte étant cette année là de tour, François de Chalendar, lieutenant de bailli du Vivarais au siège de Villeneuve-de-Berg, disputa l'entrée, comme commissaire ordinaire, à des Serres, juge du haut Vivarais, qui avait cédé précédemment la judicature du bas Vivarais à Maurin de Larque. Chalendar objectait que la Voulte étant du ressort du bas Vivarais, et Maurin de Larque ne se présentant pas, c'était à lui, lieutenant de bailli du bas Vivarais, que l'entrée revenait de droit ; mais des Serres allégua certaines réserves contenues dans son acte de cession, et finalement l'assemblée lui donna raison.

Une assemblée particulière des Etats du Vivarais fut encore tenue, le 29 août suivant, à la Voulte, dans la maison du sieur de Montbouchier.

A l'Assiette de 1616, le bailli de la Voulte, est Loys de Bezangier, sieur de Montbouchier.

L'année suivante, les trois baillis et consuls des baronnies du duc de Ventadour (la Voulte, Annonay et Brion) protestent contre l'admission de Fournier, comme bailli de Boulogne.

En 1617, Anne de Lévis éleva le nombre des Augustias de la Voulte de 5 à 11, soit 7 prêtres et 4 frères, « six desquels prêtres seront prédicateurs qui, pendant six mois de l'année, iront par toutes les terres de mondit seigneur et feront le catéchisme. De plus, seront obligés lesdits religieux Augustins célébrer trois basses messes des morts ; item, une fois le mois, chanter les vigiles des morts au chœur avec une grand'messe ; de plus, seront obligés d'entretenir le luminaire de l'église, savoir, les jours fériaux, deux cierges, les fêtes doubles, quatre cierges, et les grandes festes, six cierges. Item seront obligés d'entretenir le couvert de l'église, les vitres et fournir les cordes pour sonner les cloches et autres choses nécessaires à ladite église. Et pour tout ce dessus, ledit seigneur promet payer annuellement, et les siens à l'avenir, la somme de 900 livres tournois, et pour ce mondit seigneur hypothèque la somme de 60,000 livres dues par M. d'Alpéron et de St-Victor (1). »

En 1619, Loys de Bezangier figure encore comme bailli de la Voulte.

Cette année 1619 s'ouvrit d'une façon bien triste pour le duc de Ventadour. Il eut, en effet, la douleur d'assister à la mort de sa fille, la comtesse de Tournon, âgée seulement de 21 ans, et nous ne pensons pas qu'aucun de nos lecteurs puisse lire sans émotion le récit que le chanoine de Banne a laissé de cet événement :

« Le 1<sup>er</sup> jour de l'an 1619, environ les deux heures du matin, décéda très-haute et très-vertueuse dame, Madame Charlotte-Catherine de Lévis, comtesse de Tournon, âgée de 21 ans. Sa fin fut chrétienne, aussi avoit-elle vécu en la crainte de Dieu. Elle estoit fort dévote, charitable envers les pauvres et affligés ; très-douce et familière à l'endroit de ses sujets, les allant visiter dans leurs maisons ; d'une humeur douce et grave qui se ressentoit du lieu où elle estoit issue. Elle estoit belle dame, de bon esprit et de riche taille. Elle ne laissa qu'un fils unique, M. de Tournon. Son mari estoit en cour lorsqu'elle décéda. Mgr de Ventadour se trouva à sa mort, lequel elle pria de lui donner sa bénédiction ; ce qu'il fit en ces mesmes paroles : « Ma chère fille, vous ne m'avez jamais désobéi ; je suis extrêmement affligé de votre mal,

(1) *Cartulaire des Augustins*, p. 45.

« mais puisque c'est la volonté de Dieu, il faut que je prenne mon  
« affliction en patience, comme vous devez prendre votre mal.  
« Conformez-vous, ma chère fille, à sa très-sainte volonté, car  
« elle est juste et ne fait rien que pour notre plus grand bien.  
« Mettez toutes vos espérances en lui, et il vous donnera ce qui  
« vous est nécessaire. » Pour lors ceste bonne dame baissa la  
teste, et mondit seigneur le duc son père lui donna sa bénédiction  
en lui disant : « Ma bonne et très chère fille, la toute puissante  
« main de Dieu te bénisse par la mienne », et la baisa. Alors  
cette vertueuse dame le remercia avec des paroles si bien rangées  
et avec un discours si éloquent, que le cœur fendoit de douleur à  
tous les assistants. Elle lui recommanda son fils, le pria très  
humblement d'aimer M. de Tournon, son mari, et pria le P.  
Richard. Jésuite, de dire à mondit seigneur, son mari, qu'elle  
mouroit avec un regret sensible de ne le voir pas, et qu'elle le  
supplioit d'avoir soin de son fils, de le faire instruire en la  
crainte de Dieu, et qu'elle lui recommandoit ses demoiselles et  
tous ceux qui la servoient. Elle dit aussi à mademoiselle de  
Sicard, qu'avoit esté sa gouvernante et qu'estoit toujours avec  
elle, de demander pardon pour elle à M<sup>me</sup> la duchesse de Venta-  
dour, sa mère, qu'estoit alors en cour. Ce qu'ayant entendu mon-  
dit seigneur le duc, lui dit, en lui donnant sa bénédiction derechef :  
« Et de la part de votre mère, je prie le grand Dieu qu'il vous benisse  
« par ma main. » Alors elle pria mondit seigneur son père de se  
retirer, de peur qu'il n'incommodât sa santé. Ce seigneur, voyant  
qu'elle estoit déjà aux abois, il se retira en une chambre à part,  
où il se mit à genoux, et la pauvre agonisante pria le P. Richard  
de ne l'abandonner point, jusqu'à ce qu'elle auroit rendu son âme  
à Dieu. Pour lors elle se recommanda aux prières de la très  
sainte Mère de Dieu, laquelle elle invoquoit toujours pendant sa  
maladie. Le P. Richard, avec quelques Jésuites, firent les recom-  
mandations de l'âme, et après les avoir faites, on lui bailla un  
crucifix entre les mains, qu'elle baisa avec grande dévotion. On  
lui fit faire l'acte de contrition qu'elle fit, jetant quantité de  
larmes, et, après avoir récité l'*Tu manus tuas, Domine*, elle perdit  
la parole, le sens et la vie. Mgr de Ventadour fit mettre son corps  
en un lit de parade durant tout le jour, et la nuit il le fit embau-

mer et mettre dans un cercueil de plomb, et le lendemain inhumer sur la nuit, sans cérémonies autres que celles de l'Eglise. dans le tombeau des comtes de Tournon, qu'est dedans la chapelle de N. D. des Carmes ».

Le fils de la défunte n'était autre que le dernier descendant de la branche aînée de Tournon, qui fut tué à Philipsbourg en 1644.

De grandes préoccupations d'un autre genre surgirent, pour le duc de Ventadour, avec les troubles de Privas qui commencèrent à la fin de décembre de la même année. On sait que les protestants de l'endroit, ne voulant à aucun prix d'un seigneur catholique, essayèrent, même par une prise d'armes, d'empêcher leur dame, Paule de Chambaud, d'épouser le vicomte de Lestrangle. Il fallut que Montmorency arrivât avec une armée du fond du Languedoc pour les mettre à la raison.

La pacification, du reste, ne se fit qu'à la surface et un indice de l'agitation persistante des réformés se trouve dans une lettre du duc de Ventadour, lue à une assemblée particulière des Etats tenus à Aps au mois d'octobre. Le duc y annonçait son intention de faire raser le fort ou Donjon de Jaujac, qu'il avait racheté depuis quelques années, « afin d'obvier au préjudice qui résulterait si comme autrefois il était occupé par des perturbateurs du repos public ». Ce rachat lui avait coûté 1200'écus, soit 3,600 livres. Il désirait un dédommagement partiel qu'il fixait à 2.000 livres. L'assemblée fit bon accueil à cette proposition et nomma des délégués pour aller voir à Jaujac si le Donjon pouvait être démoli de façon à ne plus être un danger pour le pays. (Les 2.000 livres furent accordées en 1621).

Le 24 novembre suivant, le duc écrivait de la Voulte à Pierre Marcha qu'il avait donné des ordres au prévôt pour punir les attentats dont le futur auteur des *Commentaires du soldat du Vivarais* avait été victime de la part de ses ex-coreligionnaires.

Les troubles recommencèrent plus violents au mois de janvier 1621. Les habitants de Privas, assistés par le comte de Brison. avaient miné sourdement la grande tour du château qui avait sauté, et ils tenaient assiégée la petite garnison laissée au château par le duc de Montmorency. Le duc de Ventadour envoya à Privas M. de Boissy, châtelain de la Voulte, et M. de Chambaud,

pour apaiser les troubles. Mais on tira sur eux, et Vernhes le prévost du pays, faillit être tué. St-Palays, qui commandait au château, dût capituler le 10 février. Il se retira à Chomérac où le duc de Ventadour rassemblait des troupes pour coopérer avec celles que M. de Montmorency allait amener du Languedoc.

Nous n'avons pas à entrer dans les détails des événements militaires qui suivirent. Il suffira de constater que le duc de Montmorency s'empara successivement, dans le courant d'avril, de Villeneuve. Vals et Vallon, qui étaient les places principales des rebelles, et que tout était fini lorsque les Etats du Vivarais se réunirent, le 13 mai, au Bourg-Saint-Andéol, sous la convocation et sous la présidence d'Anne de Lévis, baron de tour, à cause de sa baronnie d'Annonay. Le procès-verbal dit qu'il ouvrit la session par « une très belle remontrance sur l'estat présent et calamités des affaires dudit pays, procédant des mouvements et troubles qui y sont naguères survenus par la rébellion et désobéissance aux Edits de pacification, des habitants de Privas et des lieux de Vals et de Vallon ».

Le lendemain, en vertu d'une délibération prise aux Etats généraux de Languedoc, tenus à Pézenas au mois de novembre, l'assemblée jura, par devant Mgr le duc de Ventadour, président en icelle, de demeurer et se maintenir toujours en bonne union et sous l'obéissance du Roy, sous le commandement de Nosseigneurs le gouverneur et lieutenant général pour S. M. au gouvernement de Languedoc ».

Anne de Lévis signala à l'assemblée les travaux de fortifications que faisaient les protestants du côté de Chomérac et de Barry.

Noble Antoine de Banne, sieur de Boissy, assistait à cette session pour le bailli de la Voulte.

Un incident qui intéressait particulièrement le duc de Ventadour, se produisit au Cheylard, au mois de juillet. Le 6, les huguenots, en majorité dans ce bourg, introduisirent une bande de leurs coreligionnaires du Vivarais et du Dauphiné, conduits par Blacons, et tous ensemble ils essayèrent de forcer le château qui était occupé par 50 hommes sous les ordres du sieur du Bourg de Largier. Mais celui-ci se défendit vaillamment, et beaucoup d'assaillants furent tués, entr'autres « le pétardier et le beau-père du ministre protestant qui les conduisait ».

Blacons se retira au château de la Chêze, où il fut reçu.

Furieux de leur échec, les huguenots s'en vengèrent sur l'église; ils brisèrent les autels, brûlèrent les images et livrèrent au pillage et à la profanation tous les objets du culte. Ils saccagèrent aussi les maisons du petit nombre de catholiques de l'endroit.

Le duc de Ventadour rendit compte, dès le 8 juillet, de ces événements dans une assemblée particulière des Etats du Vivarais tenue au Bourg-Saint-Andéol. Après avoir ensuite communiqué au bailliage du Vivarais le rapport de son châtelain, il ordonna le rasement des murailles et fortifications du Cheylard et décida aussi qu'il serait informé, tant contre les habitants rebelles que contre le seigneur son vassal, qui les avait reçus au château de la Chêze. L'ordre, daté du Bourg-Saint-Andéol 13 juillet, fut exécuté à la fin de ce mois.

Ces événements sont racontés dans deux plaquettes, imprimées à Lyon en 1621 et devenues aujourd'hui introuvables. Nous avons reproduit la première dans un autre de nos ouvrages (1).

Au mois d'octobre, le duc de Ventadour profita du passage d'un corps de troupes catholiques, appelé au siège de Montauban, pour retirer deux pièces de canon qu'il avait à son château de Chomérac. L'opération n'eut pas lieu sans difficulté, vu le grand nombre des protestants établis dans cette région.

Le 21 octobre, Anne de Lévis présidait une assemblée particulière des Etats du Vivarais, tenue très exceptionnellement à Bagnols, car il était de règle que ces assemblées fussent toujours tenues dans le pays. Quelques jours après, 27 octobre, il battait un corps de rebelles qui venait secourir les assiégés du Pouzin.

Le 11 novembre, une autre assemblée particulière des Etats se réunissait au Bourg et constatait que, malgré la défense du duc de Ventadour, on levait encore dans certains endroits, notamment au Teil et à Rochemaure, des impositions particulières pour les frais de garnison. L'assemblée envoya des députés au duc qui était à Bagnols. Ceux-ci rapportaient le lendemain « que le duc auroit déclaré qu'il auroit agréable que ladite assemblée traite, par les députés qu'on pourra commettre, avec ceux de la R. P. R. qui demeurent encore hors de l'obéissance du Roy au

(1) Voir notre *Notice sur le Cheylard*, p. 61 à 72.

présent pays de Viverois, sous les commandements du sieur de Blacons, des moyens qu'on pourroit rechercher pour rendre le commerce libre, tant pour le solagement du peuple, que pour avoir moyen d'augmenter, tout autant qu'il se pourra, le droit qu'on pourra exiger sur les marchandises et denrées et en rendre l'exaction libre et assurée ». Le duc avait promis, du reste, qu'on poursuivrait criminellement ceux qui avaient levé des impositions particulières au Teil et à Rochemaure.

La négociation projetée avec les protestants fut approuvée par Montmorency, mais elle ne paraît pas avoir donné de grands résultats.

Le 10 janvier 1622, il y eut une autre assemblée particulière au Bourg, qui fut présidée par le sieur de Boissy, subrogé du baron de la Voulte.

A l'Assiette qui se réunit au Bourg, le 22 février suivant, c'est noble Ysac Johannis qui est le subrogé du baron de la Voulte. Dans cette assemblée, le bailli d'Annonay exposa que le duc de Ventadour, « ayant vu, dans le séjour qu'il a fait en Vivarais, depuis les derniers mouvements et troubles qui y ont esté et sont encore, les grandes ruines, foules et oppressions que le pauvre peuple y a souffertes, tant à cause du logement et passage des armées que pour l'entretienement des garnisons, en auroit escript au Roy et à Messieurs du conseil pour tacher de procurer audit pays quelque solagement, comme il désire de continuer en tout ce qui sera possible... » ; mais le duc désire aussi que le pays pourvoie aux moyens nécessaires pour sa conservation, contre M. de Rohan qui s'apprêta de venir secourir Bays et le Pouzin, et qu'à ces fins il soit fait un fonds de 4 à 500 sesters de bled, 3 ou 4 milliers de poudre, et autant à proportion de plomb et mèche. Le bailli d'Annonay termina en informant l'assemblée que le duc s'était acheminé vers le Velay pour enjoindre aux Etats de ce pays de fournir de leur côté les munitions de bouche et de guerre que requéraient les circonstances.

Le 11 mars, le duc de Ventadour écrivait du Puy à Pierre Marcha, à Paris, pour le remercier des nouvelles qu'il lui donnait de la cour, et lui en demander la continuation. Il lui annonçait la réduction à l'obéissance du Roi des châteaux de Don (au-dessus

de Marcols) et du fort de Mézilhac, ainsi que l'échec d'une tentative faite par le capitaine protestant Barbier contre son château de Meyras. Le duc attendait la chute du Pouzin qu'assiégeait Lesdiguières, Le gouverneur général du Dauphiné avait, en effet, passé le Rhône, le 4 mars, et il préparait un assaut général, quand Blacons reçut du duc de Rohan l'ordre de rendre la place. Blacons se soumit et obtint pour quelques mois le commandement de Bays qu'il avait aussi rendu.

Pierre Marcha parle d'un échec subi vers cette époque par les troupes du duc de Ventadour du côté du Cheylard (1).

Quoiqu'il en soit, le duc était au Cheylard, le 16 avril, comme il résulte d'une ordonnance, datée de ce bourg ce jour-là, par laquelle, accédant aux remontrances et supplications faites, tant par ses sujets catholiques du Cheylar que par ceux de la R. P. R. retirés à la Chèze, il ordonne et défend « qu'il ne soit fait aucune ruine ni dégâts aux maisons, meubles, vignes et possessions des uns et des autres, comme il pourroit arriver en haine de guerre », et consent « que par manœuvres ils puissent faire travailler à la culture de leurs biens, avec permission aux domestiques de porter les vivres auxdits manœuvres sans contredit ni empeschement... »

On sait que la paix fut conclue à Montpellier au mois d'octobre. Le maréchal de Bassompierre, envoyé par le Roi, passa le Rhône le 8 novembre, sur le pont de bateaux, près du Pouzin, où les députés de Privas vinrent apporter leur soumission. Bassompierre envoya le sieur de Clastrevieille pour les recevoir et vint avec dix compagnies de gardes coucher à la Voulte. Le lendemain, il fit investir Beauchastel qui se rendit aussitôt, et Brison lui abandonna en même temps Charmes, Soion et Cornas, qu'il remit aux paysans voisins, leur promettant de retirer ses troupes, dès qu'ils auraient rasé tous ces petits forts ; « ce qu'ils firent avec une telle diligence qu'à 4 heures du soir il n'y en demeura aucun vestige ». En quoi l'on peut voir un indice non douteux du peu de faveur que rencontraient dans le cœur du pays les agitations huguenotes.

Le duc de Ventadour reçut, à ce moment, de Louis xiii l'ordre de tenir les Etats généraux de la province dans la ville de Beaucaire. Le *Mercur français* nous a conservé la harangue qu'Anne

(1) Voir notre *Notice sur le Cheylard*, p. 70.



de Lévis prononça à l'ouverture de cette assemblée le... novembre. Après avoir parlé du Roi et de ses exploits dans un langage, qui de nos jours paraîtrait emphatique à l'excès, mais qui s'explique et se justifie pour ceux qui savent qu'alors le Roi incarnait la nation et que l'attachement à sa personne répondait à ce que nous appelons aujourd'hui le patriotisme, le lieutenant-général du Languedoc, continue par les déclarations suivantes, où l'on peut voir son vif désir de soulager les charges des populations et de mettre fin aux abus dont elles souffraient :

«... Je me recognoy obligé de vous représenter comme vous serez responsables devant Dieu, de tout ce que vous conseillerez, procurerez et consentirez dans ces Estats, où vous devez embrasser de tout votre pouvoir le bien et le soulagement du pauvre peuple accablé de misères et de calamités, ceste province ayant servi depuis 22 mois de théâtre, où se sont jouées les plus sanglantes tragédies de toute la France, n'y ayant aucun diocèse qui ne se soit senti de cette calamité publique. Vous estes aussi obligés de vous despoiller et despartir de toutes passions et affections particulières, afin que le bien public marche toujours le premier et soit préféré à toutes choses. Je ne puis passer sous silence les grandes plaintes que l'on a faites au Roy premièrement, puis à la cour de Parlement de Tholose, des abus et malversations qui se commettent dans les Assiettes des 22 diocèses de ceste province, où l'on a usé de grands dons, gratifications, récompenses, taxations de voyages, doubles emplois de parties payées, et autres excessives despenses, qui tournent tellement à la foule et oppression des sujets du Roy, que de cent escus qui s'imposent, il n'en vient pas dix dans la bourse de S. M... »

Quelques jours après, Anne de Lévis était atteint d'une maladie qui l'emporta très rapidement.

D'après un chroniqueur contemporain, il aurait succombé au chagrin, occasionné par suite d'un manque de parole de Marie de Médicis qui, après lui avoir fait une promesse au sujet de Vendôme, l'aurait ensuite retirée. Nous donnons cette version pour ce qu'elle peut valoir.

Le chanoine de Banne, dans ses Mémoires manuscrits, donne d'intéressants détails sur la maladie et la mort du duc de Ventadour :

« Pendant la tenue des Etats, mondit seigneur fut atteint d'une fièvre continue et pourprée qui le réduisit à l'extrémité, et quels remèdes qu'on put lui faire, on ne put pas garder que sa mort n'arrivât le dimanche huitième décembre, feste de la Conception de Notre Dame. La mort ne le prit pas dépourvu des choses qui sont nécessaires à un bon chrétien, lorsqu'il est question de comparaitre devant le tribunal de Dieu, juge des vivants et des morts. Pendant sa maladie, il se confessa plusieurs fois et, la veille de Notre-Dame et du dernier jour de sa vie, il reçut avec très grande dévotion et repentance de ses péchés, le très-saint et très-sacré Viatique, et, quoique malade d'une maladie fort douloureuse et mortelle, à l'arrivée de son Dieu à sa chambre, il descendit de son lit à terre et se mit à genoux nus sur le pavé, ne voulant permettre qu'on y mît aucun carreau ni autre chose, et là il reçut son Sauveur et son Dieu en grande humilité et dévotion. En après, il fit son codicille, ayant fait son testament quelques années auparavant. M<sup>me</sup> de Ventadour, son épouse, ne l'abandonna jamais, le servant avec de grands soins, car elle ne se dépouilla point pendant toute sa maladie, et, quoique cette maladie fust venimeuse, si est-ce que cette vertueuse dame le touchoit, le remuoit et le servoit, non pas tant seulement à lui donner ses bouillons, mais mesmes aux offices que les valets de garde-robe ou femmes de chambre font aux malades, ne s'en empêchant point, quoique les médecins lui assurassent que ceste maladie estoit pestilentielle et communicable. Tous ces advisemens ne la purent faire résoudre de ne le pas approcher de si près comme elle faisoit, mais quelle peine qu'elle put s'y prendre, elle ne peut pas empescher que le lendemain qu'estoit le dimanche 8 décembre, il ne rendit son âme à Dieu fort chrétiennement, s'estant fait couvrir de l'habillement ou robe de capucin, sous lequel il mourut, âgé de 53 ans »

Le vénérable chroniqueur de Viviers, qui, étant de la Voulte, avait connu particulièrement Anne de Lévis, fait ensuite de ce personnage le portrait le plus élogieux :

« Ce seigneur, dit-il, étoit de moyenne taille, doux et humain, d'un visage, regard et geste agréables, grave et d'un maintien majestueux, éloquent et disert au possible, ami des pauvres,

grand et fidèle à Dieu et à son roi, de très-bon conseil et rare sagesse, plein de prud'homie et prudence ; digne d'être très-bien servi, car il payoit parfaitement bien ses serviteurs, et ne se trouve point aucun de ceux qui lui ont rendu service qui n'aye pas été payé (chose qui n'est pas tant commune en ce temps). Mais plusieurs de ses domestiques ont fait de très-belles fortunes dans sa maison. Il aimoit les arts libéraux et particulièrement la musique, ayant bon concert de voix et d'instrument très-rare. Il se plaisoit particulièrement à faire bastir tant ses maisons que des maisons de piété, églises, couvents de religieux et hôpitaux. Ami des lettres et de l'instruction des chrétiens, il fonda par son testament un séminaire à Ventadour de quinze escoliers qu'on prendroit de ses sujets, avec des professeurs pour les instruire à la grammaire, humanités, rhétorique, philosophie et théologie, et voulut que ces escoliers, estant en âge compétent, se fissent promouvoir aux saints ordres sacrés et de prêtrise, laissant des revenus suffisants pour entretenir cette fondation. — Il fit bâtir le monastère des Pères Augustins dans sa ville de la Voulte, qu'estoit autrefois hors la ville à un monastère nommé St-Michel, lieu très agréable et bien bâti, que les huguenots abattirent aux premiers troubles. Il fonda quatre religieux outre ceux qu'estoient de la première fondation ; il les mit tous, avec permission de M. l'Évesque de Viviers, dans l'église paroissiale St-Vincent dudit la Voulte, fit bâtir et embellir l'église de peintures et riches ornements. Il y fit faire des orgues qui depuis furent brûlées par accident après sa mort. Il fit refaire la chapelle qu'est dans ladite paroisse, qu'est un magnifique oratoire, où est son tombeau et de ses père et mère. Il fonda l'entretien d'un précepteur à la Voulte pour instruire la jeunesse dudit lieu, tant à la lecture qu'escripture, fit augmenter le bâtiment de l'hôpital, le meubla de quantité de meubles et donna des revenus pour soulager les pauvres de Jésus Christ, et 200 livres pour marier deux pauvres filles, et autres œuvres pies... »

Dans un autre endroit, le chanoine de Banne s'étend sur la charité d'Anne de Lévis : « Il estoit fort dévot, charitable envers les pauvres, même il vendit une terre de son patrimoine, avant que de mourir, 40,000 livres, dont il donna toute la somme tant aux pauvres qu'à réparer des églises ». De Banne, qui appartenait

à la maison du duc, lui a vu faire de très grandes charités ; et souvent, ajoute-t-il, il m'a fait cet honneur de me bailler de l'argent pour faire des aumônes, quoique je ne fusse pas son aumônier ; en ce temps-là je n'avois aucun ordre sacré et ne savois pas si je serois homme d'Eglise. Tant y a que toutes les fois qu'il faisoit son bonjour (qui estoit bien souvent durant l'année), il faisoit distribuer quantité de blé et d'argent, outre les aumônes quotidiennes que son aumônier faisoit en argent, et ses officiers à la porte de ses châteaux en pain et en vin. Madame Marguerite de Montmorency, sa très-chère épouse, y prenoit un très grand plaisir, et j'ai vu bien souvent ladite Dame prendre les pièces les plus délicates de sa table, qui estoit toujours magnifiquement servie, pour les envoyer aux pauvres malades. Ce bon seigneur estoit un des rares esprits de son temps aussi éloquent qu'homme de France, ami du peuple et de la paix... »

Ce témoignage explique suffisamment le surnom de *bonne duchesse*, que porte, dans les chroniques du temps, comme dans les traditions locales, la femme d'Anne de Lévis.

Or, bien que bon nombre de ces détails aient pu paraître minutieux et de trop peu d'importance, nous avons tenu à les reproduire, parce qu'ils nous paraissent donner des grands seigneurs d'autrefois une idée plus exacte que celle qu'on s'en fait généralement. Sans doute tous n'ont pas montré les hautes vertus qui distinguèrent le duc et la duchesse de Ventadour, mais, pour qui a étudié l'histoire aux sources et dans les documents authentiques, les grands et nobles caractères sont beaucoup plus nombreux qu'on ne pense dans la vieille aristocratie française, et notre siècle s'honorerait beaucoup plus, en lui rendant, à l'occasion, l'hommage qui lui est dû, qu'en la poursuivant d'attaques et de railleries le plus souvent injustes. En définitive, l'ancienne noblesse unie à la royauté a fait ses preuves, en contribuant à l'unité et à la puissance du pays, et, s'il est évident que sa longue existence doit être attribuée à ces fortes convictions religieuses qu'on vient de voir se manifester avec tant d'éclat chez Anne de Lévis, n'est-il pas à craindre que les tendances contraires aujourd'hui dominantes aient finalement pour la France un résultat funeste (1) ?

(A suivre).

A. MAZON.

(1) *Notice sur le Cheylard*, p. 74.





COLONEL DE CHALENDAR

# LES HUSSARDS DE CHAMBORANT

(2<sup>e</sup> HUSSARDS)

Par le général de CHALENDAR

---



L'auteur de ce beau volume, publié récemment par la librairie Didot, étant un de nos compatriotes, puisqu'il appartient à la famille vivaroise de ce nom, dont plusieurs membres ont joué un rôle important dans notre histoire locale, les lecteurs de la *Revue du Vivarais* ne pourront que lui savoir gré de reproduire ici son portrait et ses états de service, tels que nous les trouvons dans son ouvrage, parmi ceux des commandants successifs de ce célèbre régiment de cavalerie.

DE CHALENDAR (Ferdinand). Né le 18 décembre 1843 au Mans (Sarthe), élève de l'école de St-Cyr le 5 novembre 1861 ; sous-lieutenant au 8<sup>e</sup> lanciers le 1<sup>er</sup> octobre 1863 ; lieutenant le 3 septembre 1870 ; passé au 9<sup>e</sup> lanciers le 2 novembre 1870 ; au 1<sup>er</sup> lanciers le 29 mars 1871, devenu le 14<sup>e</sup> dragons le 4 septembre 1871 ; capitaine le 8 mars 1873 ; passé au 4<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique

le 22 décembre 1877 ; major au 3<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique le 1<sup>er</sup> mars 1882 ; passé au 11<sup>e</sup> chasseurs le 14 mai 1882 ; chef d'escadron le 29 juillet 1885 ; lieutenant-colonel au 12<sup>e</sup> hussards le 1<sup>er</sup> septembre 1889 ; passé au 1<sup>er</sup> chasseurs d'Afrique le 30 novembre 1890 ; colonel le 29 décembre 1892 ; passé au 2<sup>e</sup> hussards le 4 mai 1894.

*Campagnes* : Contre l'Allemagne, 1870-1871 ; en Afrique, de 1878 à 1881 ; Sud-Oranais, d'avril 1881 à mars 1882 ; en Afrique, de mars à avril 1882 et de décembre 1890 au 25 mai 1894.

*Décorations* : Légion d'honneur, chevalier le 25 décembre 1885 ; médaille coloniale 1895.

Promu, depuis, au grade de général de brigade, M. de Chalendar est aujourd'hui à la tête du 2<sup>e</sup> régiment de cuirassiers en garnison à Paris.

Quand son ouvrage tomba pour la première fois sous nos yeux, notre intention fut d'abord de lui consacrer simplement quelques lignes dans le bulletin bibliographique que la *Revue* donne chaque année dans sa livraison de décembre. Nous avons pensé ensuite qu'il y avait mieux à faire, et le public patriote, qui a suivi les événements de ces dernières années, comprendra aisément qu'en présence d'une campagne, trop visiblement inspirée par nos ennemis du dedans et du dehors, nous ayons senti vibrer plus fortement dans notre âme l'amour que tout véritable enfant de la France doit éprouver pour la patrie française. Quand une presse, stipendiée par l'étranger, traîne tous les jours dans la boue l'armée nationale et le drapeau national, toutes les voix qui s'élèvent pour défendre l'une et l'autre, et tous les ouvrages destinés à les glorifier, trouvent naturellement dans nos cœurs, plus qu'en temps ordinaire un écho sympathique. C'est ainsi que les circonstances du moment ont doublé pour nous l'intérêt que présentait déjà la lecture des *Hussards de Chamborant*, tant à cause du sujet lui-même que de la qualité d'enfant du Vivarais de son auteur.

Ce volume, un des plus beaux spécimens sortis des presses de l'imprimerie Didot, se recommande aussi au point de vue artistique, car il est illustré de deux planches en couleur, d'après Grammont et Dodelier, et de vingt-quatre planches hors texte en noir d'après Carle Vernet, Eugène Lamy, Charlet, etc.

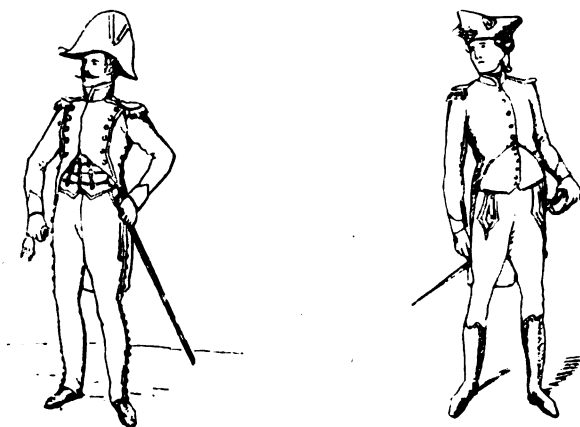
On en jugera par le dessin suivant de Charlet :



HUSSARD du 2<sup>e</sup>, d'après Charlet.

Il nous a paru enfin que, pour donner à nos lecteurs une idée exacte du livre et de l'esprit qui l'anime, le meilleur était d'en reproduire l'introduction, et c'est pourquoi nous nous hâtons de céder la place à l'éminent compatriote à qui les *Hussards de Chamborant* assurent dès maintenant une place distinguée dans la littérature militaire.

A. MAZON.



## LES HUSSARDS DE CHAMBORANT

### *(Introduction)*

Parmi nos vieux régiments, quelques-uns sont devenus légendaires.

Tels Royal Auvergne, la 32<sup>e</sup> demi-brigade, les hussards de Chamborant.

Tout le monde les connaît, ou, du moins, connaît leurs noms ; mais, officiellement, ces noms célèbres n'existent plus. Nos régiments sont uniquement désignés par leurs numéros d'ordre — et cela depuis plus de cent ans.

Certes, ils conservent pieusement leurs vieilles légendes et les souvenirs qui les rattachent à leur glorieux passé ; mais, dans le public, les érudits seuls savent quelle était l'ancienne désignation de tel ou tel régiment de dragons ou de chasseurs, d'infanterie, de cuirassiers ou de hussards.

Il est pourtant une exception : Chacun sait, en effet, que le 2<sup>e</sup> hussards actuel est l'héritier direct des anciens hussards de Chamborant.

Un jour, un ouvrier d'humeur joviale s'approche d'un colonel de hussards pour voir à quel régiment il appartient ; il lit sur son collet le numéro deux ; sa figure devient grave ; il s'arrête et

s'écrie : « 2<sup>e</sup> hussards ! Chamborant ! » et il fait le salut militaire.

C'est que Chamborant est populaire.

Le 2<sup>e</sup> hussards a toujours conservé son vieux nom d'autrefois, aussi bien dans les guerres de la République que dans les campagnes d'Afrique, pendant l'épopée napoléonienne comme dans l'année terrible.

Voilà quelques cent cinquante ans qu'il le porte sans aucune interruption ce glorieux nom de Chamborant si sonore et si français, et quelques cent cinquante ans aussi qu'il est fidèle à sa belle devise :

NOBLESSE OBLIGE  
CHAMBORANT AUTANT (1).

Cependant, les hussards de Chamborant remontent encore plus haut et ont illustré d'autres noms avant de prendre celui qui leur est resté.

Le régiment dont nous écrivons l'histoire fut créé, en 1735, par le comte Esterhazy, descendant d'une antique famille de magnats Hongrois réfugiée en France dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle — une branche de cette famille existe encore en Autriche.

Les premiers hussards au service de la France avaient été recrutés parmi des déserteurs hongrois ; le régiment du comte Estherazy fut recruté de même. Mais quoi ! notre armée toute entière, devenue si nationale et si honnête, tout en restant si brave, n'a-t-elle pas sa première origine dans les bandes de routiers essentiellement cosmopolites de la fin du moyen âge ?

Les Montmorency ne descendent-ils pas d'une sorte de chef de brigands nommé Bouchard, grand détrousseur de voyageurs aux environs de Paris ? Ils sont devenus les premiers barons chrétiens : ils ont acquis une grande renommée par leurs hauts faits, par d'éminents services rendus à la France.

Il en est de même de nos hussards : déserteurs hongrois d'abord, vrais bandits à cheval (2), soit, hardis cavaliers et vaillants soldats, au surplus, ils se sont épurés peu à peu ; ils ont

(1) C'est la devise du régiment, celle du marquis de Chamborant est : « Oncques ne failli. »

(2) C'est l'expression même dont se sert pour les désigner le colonel du régiment « la Colonie » qui les eut quelque temps sous ses ordres.

fini par se franciser, perdant leurs défauts en même temps qu'ils portaient au plus haut degré leurs brillantes qualités de bravoure et d'audace.

Eux aussi allaient devenir célèbres.

Le régiment Esterhazy-hussards fait en Corse sa première campagne en 1738. En 1741, il se signale dans la fameuse expédition de Bohême du maréchal de Belle-Isle. Le comte Esterhazy meurt au retour de cette expédition ; son lieutenant-colonel, le chevalier David lui succède, et David-hussards se comporte vaillamment dans la campagne d'Allemagne de 1743-1744.

En 1747, le chevalier David voit ses services récompensés par le grade de brigadier ; il est remplacé par le comte Turpin de Crissé. Avec son nouveau chef, Turpin-hussards se couvre de gloire à la bataille de Laufeld sous le maréchal de Saxe. Il se distingue ensuite dans la guerre de sept ans. Le comte de Turpin est nommé maréchal de camp en 1761 et cède son régiment au marquis de Chamborant. Chamborant-hussards prend alors le nom qu'il ne doit plus quitter.

Le marquis de Chamborant était issu d'une des plus vieilles familles du Poitou ; né le 25 février 1732, il était entré au service comme page à la petite écurie du roi en 1741. A sa première campagne, il avait reçu une épée avec une lettre du Ministre pour témoigner de « la satisfaction que l'on a eue de ses services ».

A peine a-t-il pris le commandement de son régiment, qu'il prélude aux célèbres Raids américains en exécutant d'audacieux coups de main sur les derrières de l'armée anglo-prussienne. Aussi, dès 1762, il est fait brigadier, maréchal de camp en 1770, puis inspecteur général de la cavalerie hongroise, plus tard lieutenant-général et cordon-rouge, il conserve toujours son régiment. Lauzun intrigue pour obtenir qu'il le lui cède. Chamborant en refuse 800.000 livres et le conserve jusqu'en 1791, époque de la suppression des mestres de camp propriétaires.

C'est lui qui dota les hussards de Chamborant de ce fameux dolman brun marron qu'ils portèrent près de cent ans ; voici dans quelle circonstance : En 1776 les mestres de camp furent consultés sur la couleur distinctive de leurs régiments. En bon courtisan, le marquis de Chamborant supplia la reine Marie-Antoinette de

daigner choisir elle-même la couleur de son uniforme. Par manière de plaisanterie, la reine lui montra un capucin qui passait en ce moment sur la Place d'armes de Versailles : « N'est-ce pas là, lui dit-elle, le costume qui convient à vos hussards ? — Parbleu, Madame, on verra mes moines à l'œuvre », repartit le marquis, et il adopta pour son régiment la nuance des robes de capucin, le brun marron.

Le dolman brun marron ! Les moines de Chamborant, — les frères bruns — l'ont rendu célèbre, populaire comme leur nom. Ils le portaient à Valmy, à Jemmapes, à Fleurus, à Hohenlinden, à Austerlitz, à Friedland, comme plus tard à Isly, à Sidi-Brahim, à Solferino et à Mars-la-Tour.

Mais où il faut suivre les Chamborant, c'est dans mille petites actions de guerre moins célèbres, sans doute, mais où sans cesse officiers et soldats montrent leur bravoure et la solidarité qui les unit.

C'est Drazdianski blessé, retournant au combat pour délivrer ses hussards prisonniers. C'est le commandant de Ghigny, avec deux escadrons, faisant mettre bas les armes à un bataillon autrichien après avoir mis en fuite deux escadrons de cuirassiers et pris deux canons. C'est le maréchal des logis Fuchs tuant plusieurs canonniers autrichiens sur leurs pièces, et s'emparant de deux bouches à feu. C'est Jean Mellinger, à Hohenlinden, sonnant la charge et sabrant l'ennemi tout à la fois. C'est Drazdianski, encore, mettant en fuite avec son seul escadron toute une division espagnole, et assurant ainsi le gain de la bataille de Médellin. C'est Ducis à Montereau avec 50 recrues du 2<sup>e</sup> hussards, se tenant si mal sur leurs chevaux qu'ils chargent en se cramponnant aux crins pour ne pas tomber, mais avec un tel élan qu'ils sont irrésistibles. C'est Courby de Cognord et Gentil Saint-Alphonse chargeant à Sidi-Brahim les trois mille réguliers d'Abd-el-Kader avec soixante hussards. C'est le colonel Gagnon avec trois escadrons dispersant à El-Affir toute une armée arabe... j'en passe et des meilleurs.

Nos hussards sont de rudes cavaliers ; au besoin ils sont aussi fantassins et artilleurs : le 9 septembre 1799 à Manheim, une de nos batteries avait perdu tous ses servants, les hussards du 2<sup>e</sup> manœuvrèrent les pièces ; ils se voient cernés par l'infanterie hon-

groise, alors ils redeviennent les terribles hussards de Chamborant, sautent à cheval et, le sabre à la main, se font jour à travers les balles et les baïonnettes.

Aucune gloire ne leur a manqué, pas même celle de l'opérette : « Les hussards d'Augereau sont des hommes », chante-t-on dans la *Fille de M<sup>me</sup> Angot*. Ces hussards, c'étaient les Chamborant envoyés par Hoche à Paris pour prêter main-forte au Directoire ! Voilà donc nos hussards dans la capitale, ils y sont bientôt populaires, et lors de la fête donnée à Bonaparte, le 10 décembre 1797, le compte rendu officiel cite en ces termes parmi les troupes qui y ont figuré : « la 2<sup>e</sup> demi-brigade de cavalerie ci-devant Chamborant, l'effroi de toute l'Allemagne ! »

Feuilletons l'histoire des Chamborant, nous y verrons s'étaler à chaque page toutes les vertus guerrières : le *sang-froid* : Drazaianski rectifiant l'alignement de son escadron à Médelin. L'*audace* : Paulet de la Bastide chargeant avec quelques hussards une division ennemie, et enlevant au général autrichien sa croix de Marie-Thérèse. Le *dévouement à ses chefs* : le hussard Testard, à Sidi-Brahim, mettant pied à terre pour donner son cheval au commandant Courby de Cognord qui a perdu le sien. La *discipline* : aux moments les plus troublés, pendant les émeutes militaires de Nancy de 1791, à l'armée de la Fayette, à celle de Dumouriez, quand tout le monde autour d'eux jette ses armes et crie à la trahison. La *bonne confraternité d'armes* : Le 2<sup>e</sup> hussards chargeant à Solférino pour dégager la brigade La Charrière, ou encore, en décembre 1795, nos hussards allant, sous le feu de l'ennemi, prendre en croupe des fantassins fort compromis pour leur faire traverser la Glass.

La *bravoure*... d'un bout à l'autre. Je ne ferai pas le compte des canons qu'ils ont pris, des drapeaux qu'ils ont enlevés, des prisonniers qu'ils ont faits ou de ceux qu'ils ont délivrés, nous n'en finirions pas.

Et qu'ils étaient chevaleresques nos hussards !

En 1807, ils ont pour adversaires les Hussards de la Mort prussiens ; et le 23 février, à Braunsberg, le colonel des Hussards de la Mort reçoit un billet ainsi conçu : « les Frères bruns saluent les Frères noirs, à demain midi ! » et le lendemain à l'heure dite les Frères bruns enlèvent les avant-postes des Frères noirs !

Chevaleresque aussi, le brave général Legrand (1) à Mars-la-Tour. On lui demande s'il ne serait pas à propos d'envoyer quelques salves à la cavalerie prussienne. « Non, non ! au sabre ! au sabre ! » s'écrie-t-il et il lance sa division — le 2<sup>e</sup> hussards en tête — à cette charge célèbre où il devait trouver la mort, où les hussards de Chamborant allaient laisser — tués ou blessés — vingt-trois officiers sur trente-deux !

N'est-il pas vrai qu'il y a là de belles leçons à méditer, de beaux exemples à suivre ?

Certes nos jeunes hussards ont un lourd héritage à porter !

Ils en ont conscience, aussi font-ils tous leurs efforts pour s'en rendre dignes.

La vie qu'ils mènent ne ressemble guère à la vie de garnison désœuvrée d'autrefois ; elle est fécondée par le travail. Mais l'esprit de corps des Chamborant s'est maintenu. Ils savent tous que le régiment auquel ils ont l'honneur d'appartenir était surnommé jadis le régiment modèle, et ils se font remarquer par leur tenue, par leur discipline, par leur entrain en toutes circonstances : aux grandes manœuvres de 1894 comme à celles de 1896 faites sous une pluie continuelle qui n'a pu altérer leur bonne humeur, comme à cette belle revue du camp de Châlons où ils ont eu l'honneur de contribuer, pour leur modeste part, à cimenter l'alliance franco-russe.

On peut en être certain, si la France, un jour, a besoin du dévouement de ses enfants, les hussards du 2<sup>e</sup> se montreront toujours dignes de leur vieille devise :

NOBLESSE OBLIGE — CHAMBORANT AUTANT.

*Senlis, 1895-1896.*

COLONEL DE CHALENDAR.

(1) Le général Legrand avait été sept ans sous-officier au 2<sup>e</sup> hussards.



# UN HÉROS CATHOLIQUE

VIVAROIS

(LOUIS DE CHARBONNEL, *seigneur de Vinezac*)

---

## INTRODUCTION

En cette fin de siècle pleine de veulerie et de scepticisme, au milieu des tristesses de l'heure présente, en face des inquiétudes de l'avenir, nous avons voulu chercher dans le passé quelques consolations et quelques exemples, et nous nous sommes reporté à une époque qui ne fut pas moins troublée que la nôtre, mais où mieux qu'à présent sans doute on implorait l'aide de Dieu, où surtout on appliquait le vieux dicton : *Aide-toi, le ciel t'aidera* ; car alors les caractères étaient bien trempés, et si la foi était vive, elle était agissante aussi.

Cette foi vive et pratique animait notre héros, Louis de Charbonnel, seigneur de Vinezac. Il représente, au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, ce que certains journalistes de nos jours appellent élégamment l'alliance du sabre et du goupillon, s'imaginant, pauvres gens ! insulter l'armée et la religion ! Mais cette alliance très ancienne déjà — on disait autrefois : *Gesta Dei per Francos*, — a été féconde, puisqu'elle fit les croisades avant d'enfanter Jeanne d'Arc. Sans remonter à ces illustres exemples, nous trouverons quelque intérêt à en étudier une manifestation moins célèbre assurément, mais assez complète aussi : Vinezac, disons-nous, représente bien, en effet, le sabre, car il fut un vaillant soldat, et le goupillon, car il fut, sinon un ecclésiastique, du moins le recteur d'une confrérie de pénitents ! Chez lui, une chevaleresque bravoure est unie à une grande et sincère piété. Avant la bataille, sur le terrain même de l'action, ses soldats et lui entendent pieusement la messe dite par un capucin : ils en reçoivent l'absolution de leurs fautes, puis ils s'élancent au combat, 500 contre 4000 ! (Combat de St-Germain, 24 avril 1628).

F. C.



## 1

Les Charbonnel, leur origine, diverses branches. — Les Charbonnel de Chauzon. — François de Charbonnel. — Charles, son fils, devient par son mariage coseigneur de Vinezac. — Louis, fils de Charles, épouse la fille cadette de Pierre de Chalendar de la Motte, principal seigneur de Vinezac. — La famille de Chalendar, sa piété. — Fondation de la confrérie des Pénitents noirs de Vinezac. — Louis de Charbonnel en est le premier recteur. — Mouvement religieux catholique de 1611-1612.

Les Charbonnel sont parmi les plus vieilles d'entre les vieilles familles vivaroises. Pierre de Charbonnel fut présent, l'an 1020, à une donation faite par Bermond d'Anduze à la cathédrale de Nîmes. Pons de Charbonnel est nommé dans un accord fait vers l'an 1029 entre les abbés d'Aniane et de St-Guilhelm, touchant la construction d'un pont sur l'Hérault. Guy de Charbonnel fut à la première croisade ; il s'y distingua particulièrement, et ayant fait prisonnier l'un des chefs des mécréants, il mit dans ses armes un croissant accompagné de trois molettes d'argent (1). D'Audigier, rapportant le même fait, dit que Guy habitait Chauzon et qu'il partit pour la croisade avec Pons de Balazuc, Raymond de Vogue et Bernard de Montlaur, ses voisins. Jean de Charbonnel, dit Lachesnaye-Desbois, fut l'un des plus grands capitaines de son siècle ; il se joignit à Pierre de Brézé, amiral de France, pour faire une descente en Angleterre. D'après le même auteur, les Charbonnel fournirent plusieurs chevaliers au Temple et un évêque au Puy.

Une branche de cette famille habitait le haut Vivarais ; elle établit sa filiation sans interruption depuis Pierre de Charbonnel, chevalier vivant en 1275. Elle est elle-même subdivisée en deux branches au xvii<sup>e</sup> siècle : celle des comtes de Charbonnel de Betz et celle des comtes de Jussac. A la première, appartiennent plusieurs officiers généraux et monseigneur de Charbonnel, évêque de Toronto, au Canada (né en 1803, mort en 1891) ; à la seconde, Joseph, vicomte de Charbonnel de Jussac, qui fut condamné par une commission militaire, le 15 novembre 1798, et fusillé au Puy, avec le marquis de Surville, comme agent du Roi dans les départements du Midi.

(1) Saint-Allais, t. IX p. 155.

Une autre branche habitait le bas Vivarais : c'est celle des seigneurs de Chauzon. Nous n'en n'avons malheureusement pas une généalogie bien complète. On sait que Pierre de Charbonnel de Chauzon et Antoine de Charbonnel figurent dans plusieurs actes de notaires du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle. Au xvi<sup>e</sup> siècle seulement, nous avons une filiation suivie, à partir de Charles de Charbonnel, seigneur de Chauzon, qui épousa, vers 1538, Claude de Chalendar, fille d'Aimé, coseigneur de Vinezac, syndic du Vivarais ; nous n'avons pas la date exacte de ce mariage, mais le testament (1) d'Aimé de Chalendar du samedi 30 avril 1541, nous apprend qu'à cette époque Claude de Chalendar, damoiselle de Charbonnel, était morte, laissant deux enfants : François et Jeanne de Charbonnel.

En 1567, le chevalier de la Vernade, ayant été nommé par le vicomte de Joyeuse, lieutenant général pour le Roi en Languedoc, surintendant et gouverneur du bas Vivarais, était assisté d'un conseil composé du seigneur de Montréal, de Guillaume de la Motte, de François de Charbonnel et de quatre autres seigneurs du pays.

En 1573, François de Charbonnel était gouverneur de Largentière et défendit vaillamment cette ville contre les huguenots d'Aubenas (2). Il assista au contrat de mariage de son cousin-germain, Pierre de Chalendar de la Motte, fils du syndic général du Languedoc, Guillaume de la Motte, et de Catherine de Ponhet, avec damoiselle Louise du Roure, fille d'Antoine Grimoard, baron du Roure et de Grisac, et de Claude de la Fare (29 juillet 1584) (3). Il est visé dans le testament du 19 juillet 1586 de son oncle, le syndic Guillaume de la Motte, qui le substitua en tous ses biens après ses enfants, et le désigne comme l'un de ses exécuteurs testamentaires (4). En 1609, il reçut un legs de son autre oncle, frère du syndic, le commandeur de la Motte (5). Le 7 décembre 1610, il assista au mariage de son petit-fils, Louis de

(1) Bibliothèque Nationale MSS. Carrès d'Hozier, t. 161, p. 251.

(2) MSS. de M. Deydier.

(3) Carrès d'Hozier, t. 161, p. 261.

(4) Idem, p. 263.

(5) Idem, p. 267.

Charbonnel (1). Son service funèbre fut célébré en la chapelle des Pénitents bleus de Chassiers, le 21 avril 1611 (2).

François de Charbonnel avait épousé Anne de Chambon dont il eut quatre enfants (3). L'ainé, Charles de Charbonnel, épousa Anne de Tardieu de Servissas : la famille de sa femme avait une petite part dans la seigneurie de Vinezac (4), dont le principal coseigneur était le syndic Guillaume de la Motte, son grand'oncle. Charles assista, le 16 août 1598, au contrat de son cousin, Jean de Chalendar de la Motte, quatrième fils du syndic Guillaume, avec Jeanne de la Baume d'Uzer (5) ; il testa en 1629. Anne de Tardieu lui donna quatre enfants (6) : Jeanne, qui épousa, en 1623, Estienne Lagarde, vignier de Villeneuve-de-Berg ; Claudine, femme d'Isidore Molner de Grandval, lequel se signala dans les guerres civiles du Vivarais ; Anne, unie à Claude Olivier de Chalendar de La Motte, cinquième fils du syndic Guillaume, capitaine des gardes du duc de Ventadour ; et enfin notre héros, Louis de Charbonnel, devenu seul seigneur de Vinezac par son mariage avec sa cousine Claude de la Motte (7), fille de Pierre de Chalendar de la Motte (le fils aîné du syndic Guillaume) et de Louise du Roure. Ce contrat de mariage est du 7 décembre 1610 ; dans le tome 161 de Carrés d'Hozier, il est reproduit ainsi qu'il suit (p. 290) :

Contrat de mariage de noble Louis de Charbonnel, fils naturel et légitime de noble Charles de Charbonnel, seigneur de Chaulzon, coseigneur de Vinezac au diocèse de Viviers, assisté de son dit père et de damoiselle Anne Tardive (8), sa mère, accordé le 7

(1) Idem, p. 290.

(2) Registres des Pénitents bleus de Chassiers, publiés par Payan.

(3) Montravel.

(4) Guigon de Chalendar avait acquis la plus grande partie de la seigneurie de Vinezac par voie d'échange avec Alzassius de Joanas le 20 février 1486 (Carrés d'Hozier t. 101, p. 218) et marié une de ses filles, Paule, avec Jean de Servissas, coseigneur de Vinezac, le 9 juin 1504. (Carrés d'Hozier 161 p. 237.

(5) Carrés d'Hozier, 161 p. 271.

(6) Montravel.

(7) Par son dernier codicille du 11 juillet 1597, le syndic Guillaume lègue à sa petite fille et filleule, Claude de la Motte, 30 écus d'or. (Carrés d'Hozier, t. 161, p. 276).

(8) Le copiste a écrit Anne Tardive au lieu d'Anne de Tardieu, et Catherine de Pouguet au lieu de Catherine de Pouhet ; les fautes d'orthographe de noms propres sont extrêmement fréquentes dans les anciens manuscrits et il n'est pas rare de voir dans la même pièce le même nom écrit de trois ou quatre façons différentes, ce qui a lieu, du reste, ici pour Catherine de Pouhet.

décembre 1610, avec noble Claude de la Motte, fille naturelle et légitime de noble Pierre de la Motte, seigneur dudit lieu, coseigneur de Vinezac, habitant au lieu de Chassiers, diocèse de Viviers, assistée de noble Catherine de Pougnet son ayeulle, dudit seigneur son père, et de noble Louise du Roure, sa mère. En faveur duquel mariage, ledit sgr de la Motte donne à ladite future épouse la moitié de tous ses biens, et la dite noble Louise du Roure, sa mère, lui donne la moitié des siens, et la dite d<sup>lle</sup> Catherine de Pougnet, veuve de noble Guillaume de la Motte, sgr du dit lieu, coseigneur du dit Vinezac, syndic du pays de Languedoc, et noble Claude de la Motte, prieur de Charays, grand'oncle de la dite future, donnent à la dite future leur nièce, savoir : la dite d<sup>lle</sup> de Ponhet, la moitié de ses biens qu'elles s'étaient réservée par les pactes de la donation de l'autre moitié qu'elle avait faite au dit noble Pierre de la Motte, son fils, par le contrat de son mariage avec la dite d<sup>lle</sup> Louise du Roure, et de plus, tous les droits à elle appartenant sur les biens dudit feu noble Guillaume de la Motte son mari, se réservant la portion à elle échue par la succession directe de feu noble Anthoine de la Motte (1) son fils ; et le dit noble Claude de la Motte, grand'oncle de ladite future, luy fait donation de tous ses biens paternels, maternels, fraternels et sororaux, et de la somme de 2000 livres sur ce qui lui était dû par le sieur des Ondis, sieur de La Vernade, habitant en Normandie. Et lesdits noble Charles de Charbonnel et d<sup>lle</sup> Anne Tardive mariés, sgr de Chauzon et coseigneur du dit Vinezac, père et mère dudit futur, lui donnent la moitié de tous leurs biens. Ce contrat passé au lieu de Chassiers, en présence de messire Guillaume de Balazuc, sgr de Montréal ; Guillaume Rivière (2), docteur en droit, de Largentière ; noble Anne de Hautvillar ; Estienne Rochier, sieur du Prat ; François Charbonnel, Olivier de la Motte, Jean Boisson, Pierre Tailhand ; Jean Rivière, fils de M<sup>e</sup> Guillaume ; Pierre La Blache et Jean Rieuffrey, habitant à Uzer, et devant François Bellidentis, notaire royal.

Sans avoir une origine aussi ancienne que les Charbonnel,

(1) Antoine de la Motte, deuxième fils de Guillaume de Chalendar de la Motte et de Catherine de Ponhet était prieur d'Assions.

(2) Guillaume Rivière, seigneur de Chames, était juge de la baronnie de Largentière et du duché de Joyeuse et cousin-germain de Pierre de la Motte.

les Chalendar étaient cependant aussi une des vieilles familles du Vivarais. Ils ont fourni :

Quinze ecclésiastiques (prieurs, archiprêtres, curés, chanoines, grand vicaire, jésuite ou capucin) ;

Quatre magistrats (lieutenants généraux du bailliage de Ville-neuve-de-Berg (xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècle) ou président au siège de Valence (xvii<sup>e</sup> siècle) ;

Quatre syndics généraux des Etats généraux du Languedoc pour la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes (Guillaume de Chalendar de la Motte, Pierre et Jean ses fils, Anne, son petit-fils, ont occupé cette charge de 1562 à 1634) ;

Trois officiers de marine, dont deux chevaliers de St-Louis ; l'un d'eux, François de la Motte, était capitaine de vaisseau sous Louis xiv et fut tué en 1684 ;

Quatorze militaires, depuis Mathieu de Chalendar de la Motte, tué en 1557 à la bataille de St-Quentin, jusqu'au général de Chalendar actuellement vivant.

Sur ces quatorze soldats, six furent tués ou blessés, trois furent chevaliers de St-Louis, deux furent généraux (dont l'un général de division et grand'officier de la légion d'honneur).

Le premier Chalendar dont il soit fait mention est Jacques de Chalendar reconnu noble en 1389 (1) et qui vivait avant 1370 ; il eut pour fils Pierre de Chalendar (2) et peut-être Bertrand, père d'Armand et de Guigon (xv<sup>e</sup> siècle), à partir de qui nous avons une filiation bien suivie : les Chalendar de Cornillon, descendant d'Armand ; les Chalendar de la Motte, descendant de Guigon ; ce sont ceux-là surtout qui nous intéressent en ce moment.

Guigon avait épousé, en 1474, Pétronille le Franc (3), dont le frère, Jean, fut évêque d'Orange ; il était lieutenant du bailliage du bas Vivarais et fut à diverses reprises commissaire aux Assiettes des Etats du Vivarais ; nous avons beaucoup d'actes le concernant qui montrent que ce fut un homme fort entendu. Il se rendit acquéreur, par voie d'échange, avec Alzassius de Joanas,

(1) Voir la délibération des Etats du Vivarais du 25 novembre 1551.

(2) Nous donnerons plus loin en note un extrait de son testament 2 juin 1372, retrouvé dans les registres de notaires de Chassiers.

(3) Les actes du temps disent La Franche (Carrés d'Hozier, 161 p. 239).

de la seigneurie de Vinezac (1) pour la plus grande partie, et possédait, d'autre part, le château de la Motte, à Chassiers, qui lui avait été donné par Bertrand de Chalendar le 10 avril 1474 (2). Il maria une de ses filles, l'aule, à Jean de Servissas (3) qui possédait une petite partie de la seigneurie de Vinezac, et c'est ainsi que Charles de Charbonnel, par son mariage avec Anne de Tardieu de Servissas, devint coseigneur de Vinezac.

Aimé, fils de Guigon, fut syndic du Vivarais, et épousa en 1510 (4) Catherine de La Vernade, fille de Louis et de Claude de La Tour; par son testament (5) du 30 avril 1541, il ordonna à son héritier de prendre les noms et armes de la Motte, pour éviter la confusion avec les autres Chalendar ses cousins, dans les actes (6). Ce testament ordonnait aussi que les terres de la famille et particulièrement la Motte et Vinezac devaient être conservées par « son héritier universel et autres successeurs universellement succédants sans faire de partage ».

Guillaume de la Motte, son fils aîné, lui succéda comme syndic du Vivarais, puis devint syndic général du Languedoc; il joua dans la province un rôle considérable, surtout au moment des guerres de religion. Nous avons quantité de documents concernant ce personnage, les archives de l'Ardèche contiennent beaucoup de lettres à lui adressées ou par lui écrites. Son nom revient à chaque instant dans les registres des délibérations des Etats généraux

(1) Idem, p. 228.

(2) Idem, p. 237.

(3) Idem, p. 237.

(4) Idem, p. 241.

(5) Idem, p. 252.

(7) Certains généalogistes ont cru que sa seconde femme, Marguerite de la Motte, lui avait apporté le château de la Motte, mais il le tenait d'une libéralité de Bertrand. D'après d'autres, Pétronille La Franche, sa mère, aurait été une Lefranc de la Motte. Quoi qu'il en soit, son testament indique bien pour quel motif il a chargé son fils de prendre le nom de la Motte. Aimé eut dix enfants: 1° Guillaume; 2° Mathieu, tué en 1557 à la bataille de St-Quentin; 3° Claude, prieur de la Beaume, appelé communément le Commandeur de la Motte; 4° Claude, mariée à Charles de Charbonnel; 5° Catherine, épouse de Claude de Chambaud St-Lager, capitaine et châtelain du Pouzin, dont nous retrouverons les descendants au cours de cette histoire; 6° Marguerite, mariée à Jean Blanchon, sgr de St-Gineis; 7° Louise Anne, mariée à Antoine de Largier, dont nous retrouvons aussi plus loin un descendant; 8° Jehanne, religieuse; 9° Anne, mariée à François du Roux, conseiller au présidial de Nîmes; 10° Jeanne, mariée à Guillaume d'Audigier.

du Languedoc ; enfin la seconde partie de son livre de raison est conservée dans les archives du château de Vaurenard (1).

Guillaume épousa Catherine de Ponhet (2) de Villeneuve-de-Berg, il en eut sept enfants : 1° Pierre, communément désigné sous le nom de la Motte et à partir de son mariage sous celui de Vinezac ; 2° Antoine, prieur d'Assions puis de Sablières, après la mort de son frère Noël ; 3° Noël, prieur de Sablières, chanoine-comte de Brioude, mort à 32 ans en 1588 ; 4° Jehan, d'abord destiné au sacerdoce et qui succéda à Pierre son frère aîné quand celui-ci se démit en 1592 de sa charge de syndic général du Languedoc ; 5° Olivier, qui fut capitaine des gardes du duc de Ventadour, écuyer de la duchesse et châtelain de Meyras, et épousa sa cousine, Anne de Charbonnel, sœur de notre héros ; 6° Anne, mariée à François de la Baume d'Uzer veuf de Suzanne de Beaumont Brison ; 7° Françoise, qui avait épousé Guillaume Rivière, juge de la baronnie de Largentière et du duché de Joyeuse.

Pierre de la Motte, l'aîné des fils du syndic Guillaume, avait épousé, le 15 septembre 1584, Louise de Beauvoir du Roure,

(1) M. de Lubac en a publié quelques extraits dans la *Revue du Vivarais* de 1897 ; malheureusement la première partie était écrite sur un autre cahier qui n'a pu être retrouvé.

(2) Carrés d'Hozier, t. 161, p. 255, le contrat est du 2 mai 1546. Ce même volume contient p. 256, une pièce fort curieuse, c'est un extrait des délibérations des Etats du Vivarais du 25 novembre 1551, reconnaissant que la noblesse « des Chalendars » (*sic*) remonte à trois générations. A cette époque, les Chalendars » formaient, à notre connaissance trois branches :

1° La branche aînée représentée à cette date par Pierre Louis de Chalendar, lieutenant général de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg et qui devait être fils ou petit-fils d'Armand de Chalendar, mais dont nous ne connaissons pas les ascendants de façon positive. Pierre Louis joua dans le Vivarais un rôle important pendant les guerres de religion ; quoique bon catholique, il sauva la vie des protestants de Villeneuve-de-Berg à la St-Barthélemy (voir à ce sujet les *Recherches* de l'abbé Mollier, p. 121). Son fils François lui succéda dans sa charge. Nous avons son testament et une épître en vers latins qu'il adressa en 1599 à Olivier de Serres (publiée dans les œuvres d'Olivier de Serres, édition François de Neufchâteau, avec une imitation en vers français de l'éditeur. Guillaume, fils de François, céda à son cousin, le Président de la Motte, petit-fils du syndic Guillaume) la grange Chalendar et le patronat de la chapelle de la famille dans l'église de Chassiers. (Registres des notaires de Chassiers). Cette branche s'éteignit en 1697 en la personne de César de Chalendar, fils de Guillaume ;

2° La branche de Chalendar de Cornillon dont nous avons la filiation suivie jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette branche se subdivisa elle-même en deux, Claude de Chalendar, frère cadet d'Antoine de Cornillon, étant allé faire souche en Velay en 1589. La branche du Velay est la seule qui ne soit point tombée en quenouille ; nous avons sa filiation suivie jusqu'à nos jours ;

3° La branche de Chalendar de la Motte tombée en quenouille au commencement de ce siècle.

veuve du seigneur de Ville et fille aînée d'Antoine Grimoard de Beauvoir, baron du Roure et de Grisac et de Claude de La Fare (1).

Pierre de Chalendar de la Motte eut quatre enfants : un fils, Antoine, qui se fit prêtre, et trois filles : Jacqueline, religieuse ; Catherine, née en 1586 et mariée, le 29 juillet 1606, à Anne de Hautvillar ; enfin Claude, la femme de notre héros.

Cette famille de Chalendar dans laquelle entraît Louis de Charbonnel avait joué dans le pays un rôle assez important parmi les catholiques, elle y avait dès longtemps une réputation bien établie de haute piété (2) ; les fondations pieuses qui lui sont dues

(1) Le livre de raison de Guillaume de la Motte nous donne d'intéressants détails sur ce mariage. Lorsqu'à cette époque un mariage s'arrangeait entre deux familles, il y avait une première réunion de parents et amis des deux parts, pour préparer ce qu'on appelait les pactes du mariage. Ce n'était pas encore le contrat, bien qu'il y soit question des apports des deux futurs, mais il y était aussi question des convenances de famille de toute nature ; c'est ce que nous appellerions les *accordailles*. Elles eurent lieu pour Pierre de la Motte et Louise du Roure le 17 mars 1584, à Ruoms, dans la maison du seigneur de Chaussy. S'y étaient assemblés : d'une part, le seigneur des Vans et de St-Privat et le sgr de St-Florent ; de l'autre, les seigneurs de Laugières, de Montréal, de Sanilhac, de Chaussy, François de Charbonnel de Chauzon, le commandeur de la Motte et le syndic Guillaume pour « adviser et délibérer sur les pactes de mariage, dont il fut passé articles signés par toute la compagnie ». Il y eut ensuite le *contrat*, le 29 juillet 1584, au château du baron du Roure, avec une assemblée beaucoup plus nombreuse. Se trouvaient là, outre les mêmes seigneurs qu'aux *accordailles*, M. de Braic, M. le vicomte de Portes, les seigneurs de Malaree et de Rozilhes, le conseiller du Roux, Claude de Chambaud, les capitaines Benoit et Largaud, le lieutenant Allamel, le Sgr du Prat, le juge Rivière et autres. Ensuite, le 15 septembre 1584, les *épousailles*, celles-ci, au contraire, en tout petit comité, au point du jour, en cachette en quelque sorte « pour fourir aux charmes et magies accoutumées ». Finalement, les *amenaïlles* eurent lieu le 5 janvier 1585. Ce jour là « damoiselle Louise du Roure, fille du seigneur baron du Roure et de Grisac, après avoir espousé mon fils Pierre de la Motte, a été conduite céans en la dite maison de la Motte, par une grande et honorable compagnie, entre laquelle étaient MM. ses oncles seigneurs des Vans et de St-Privat, vicomte de Portes, de Morangiès, de Brisac, de Chambronas, de Lambrandès, de Montbrun, de Rozilhes, de Laugières, de Montréal, du Chaussy, de Ville et autres plusieurs notables personnaiges, parants et « alliés de sa dite maison et notre, qui furent reçus avec le meilleur traitement qu'on se peult adviser. » (Livre de raison de Guillaume de la Motte. Archives du château de Vaurenard, fonds de Hautvillar). Assez généralement les généalogistes donnent la date du contrat pour celle du mariage, ce qui tient sans doute à l'habitude de faire les mariages à l'église en se cachant, mais il en résulte parfois de singuliers erreurs, certains mariages n'ayant pas été consommés quoique le contrat eût été fait.

(2) Voir à ce sujet l'histoire des évêques de Viviers par le P. Columbi (p. 175). La famille de Hautvillar était également connue par ses sentiments pieux ; voir le très intéressant article publié par M. de Lubac dans la *Revue du Vivarais* de 1897 (p. 14 et suivantes), sur Marcellin du Hautvillar, fondateur en 602 de la confrérie de Notre Dame du mont Carmel du Hautvillar. Nous y retrouvons, outre Marcellin, prieur de la confrérie et Pierre de la Motte « sous-prieur » Antoine de Chalendar de Cornillon, son frère Louis, prieur de St-Michel de Chabrillanoux et de St-Apollinaire, d'Assions, et bientôt après curé de Chassiers,



sont nombreuses Jacques de Chalendar reconstruit, en 1396, l'église de Chassiers et y fonde la chapelle de Notre-Dame qui est depuis la sépulture de tous ses successeurs. Cette fondation est rappelée dans le testament de son fils Pierre du 2 juin 1432 (1). Pierre y ajoutait plusieurs legs de terres et maisons.

Par son testament de 1541, Aimé de Chalendar fonde une chapelle sous le vocable de Notre-Dame et St-Christophe dans l'église de Vinezac (Carrés d'Hozier, 161, p. 252). Guillaume de Chalendar

Claude, Joseph, Anne et Jacques du Hautvillar, et parmi les confrères, madame du Hautvillar, ses deux nièces, Claude et Isabeau du Hautvillar, damoiselle Isabeau de Mars de Liviers, femme d'Antoine de Chalendar et damoiselle Catherine de la Motte, la future femme d'Anne du Hautvillar etc.. Enfin, d'autre part, Joseph du Hautvillar et son fils, Anne, le gendre de Pierre de la Motte, faisaient partie de la confrérie des Pénitents bleus de Chassiers et en furent recteurs, le premier en 1596, le second en 1626 (Registre des délibérations des Pénitents bleus de Chassiers publié chez Cheynet à Aubenas).

(1) Extrait du testament de Pierre de Chalendar du 2 juin 1432 (Papiers de Chassiers) : Au nom de Dieu, étant moi, Pierre Chalendar, sain de mon entendement par la grace de Dieu et en bonne mémoire, quoique débile et infirme de mon corps, sachant que les jours de l'homme sont brisés et passent comme l'ombre, et me remettant en mémoire qu'il n'y a rien de plus certain que la mort etc. Veux être enterré en la chapelle Ste-Marie, qui est sous le chœur de l'église paroissiale de St-Hilaire, fondée par mon père et augmentée par moi. Je veux qu'assistent à mes funérailles tous les prêtres tant séculiers que religieux de Chassiers, Largentièrre, Vinezac et Prunet, qui diront dix messes et autres divins offices pour mon âme. A chacun on donnera deux gros. Neuf jours après ma mort, seront assemblés en ma chapelle tous les prêtres de Chassiers et Largentièrre et les Frères Mineurs pour célébrer messe et autres divins offices : à chacun on donnera un gros ; item à ma quarantaine, on y convoquera aussi les prêtres de Vinezac, Uzer, Joanas et Prunet ; mon héritier leur donnera à dîner dans ma maison et à chacun deux gros ; on fera mon offrande de pain et luminaire à l'église de Chassiers pendant l'année de ma mort. Je lègue au curé qui est présent ou sera à l'heure de ma mort cinq sols, au vicaire deux sols et demi, au clerc six deniers, au curé 2 moutons d'or, le priant de s'en contenter... Je veux qu'il soit dit mille messes en cinq ans après ma mort par les prêtres des églises susnommées, savoir cent à l'église Ste-Marie de Largentièrre, aux Frères Mineurs autres cent, à l'église d'Ailhon vingt. Vinezac autres vingt, Prunet vingt, Joanas vingt, et le reste à l'église de Chassiers. Je lègue à l'église St-André d'Ailhon pour acheter un calice dix moutons d'or ; idem à l'église de Prunet ; à Benoist Dupré, chapelain de ma chapelle de Chassiers, deux moutons d'or pour dire trente messes ; à Pierre Gontier, deux moutons d'or pour autres trente messes ; pour l'ornement de l'autel de l'église St-Benoist de Chassiers, cinq florins ; au luminaire de St-Claude et St-Pierre de Luxembourg, deux semblables pièces d'or ; aux hôpitaux de St-Antoine du Viennois, de St-Antoine d'Aubenas, de N.D. du Puy et du Pont-St-Esprit, un mouton d'or à chacun. Je veux qu'on distribue aux pauvres de Chassiers, en pain cuit, à payer en deux ans après ma mort, deux quarts de seigle. Je lègue à l'université des prêtres de Chassiers servant la dite église, pour mon anniversaire perpétuel en ma chapelle, pour dire des prières pour la rédemption de mon âme, le jour anniversaire de ma mort, dix sols par an ou dix livres en une fois ; . . . pour un anniversaire semblable au Frères Mineurs de Largentièrre, deux moutons d'or payables en cinq ans ; au père Boisse, religieux de ce couvent, un mouton d'or ; . . . à Pierre Noble, Guillaume Dumas, Pons Chabrol, Jean Lacharrière, et Jean la Planche, prêtres de Chassiers, à chacun dix sols pour dire messe et prières pour mon âme ; à Philippe de Monteillet, prieur de Sanilhac, quatre moutons d'or etc..

de la Motte, son fils, est l'un des fondateurs des Pénitents bleus de Chassiers, en 1584 ; il en est le deuxième recteur en 1585. Son frère Claude, commandeur de la Motte, ses fils : Pierre, Antoine, Jean, Olivier, en sont à diverses reprises recteurs ou vice-recteurs. De même d'Antoine, fils de Pierre, d'Anne du Hautvillar, son gendre (beaux-frères de Louis de Charbonnel) ; de même encore des Chalendar de Cornillon.

La piété était aussi de tradition dans la famille de Charbonnel et dans celle des Tardieu de Servissas ; Louis avait été élevé sans doute dans la pratique d'une dévotion sincère. Nous manquons de détails sur sa jeunesse, mais le reste de sa vie montre bien la pieuse éducation qu'il avait reçue. Lui aussi fit partie d'une confrérie de Pénitents, celle des Pénitents noirs de Vinezac. Cette confrérie fut fondée à Vinezac en 1612, sur le modèle de celles des Pénitents blancs de Largentière et des Pénitents bleus de Chassiers ; Charles de Charbonnel, à la tête d'une députation des nouveaux confrères, alla soumettre à Mgr Jean de L'Hôtel, évêque de Viviers, les statuts de cette confrérie. Son fils Louis en fut élu le 1<sup>er</sup> recteur ; Claude et Charles, les deux fils de Louis, furent eux mêmes reçus pénitents en 1633.

Nous savons peu de chose sur les Pénitents noirs de Vinezac, mais les registres des Pénitents bleus de Chassiers nous ont été conservés et nous y trouvons de précieux renseignements sur le but de ces curieuses institutions, sur leur organisation et leur façon de faire. La foi, profonde toujours, naïve parfois, de leurs membres est véritablement touchante. Les pauvres comme les riches, les seigneurs et les gens du peuple y sont également admis, et sous leurs uniformes cagoules rien ne distingue les uns des autres. Tous paient en principe la même cotisation « pour le luminaire », mais il est des confrères si pauvres qu'une délibération de la confrérie de Chassiers, du 5 octobre 1586, porte que « pour respect de la pauvreté d'aucuns confrères, ils payeront « leur luminaire selon qu'ils se sentiront, s'ils ne peuvent bailler « les 6 sols portés par les statuts ; mais, s'il y en a qui abusent, « sous ombre d'être pauvres, aimant plus l'employer à jeux, taver-  
• nes et autres choses illicites, qu'au service de Dieu et entretien  
« de cette chapelle, seront admonestés de n'y retourner plus ».

Les confrères doivent donner les bons exemples, être un modèle pour le reste de la population. Ces cotisations donc sont en principe destinées à payer le luminaire de la chapelle, mais le receveur de la confrérie a d'autres fonds à manier : ce sont les legs pieux fait par certains confrères et dont les testaments du temps sont remplis. Il en est ainsi pour Charles de Charbonnel qui teste en 1629 et fait un legs de vingt livres à la confrérie des Pénitents noirs de Vinezac, à la charge de dire tous les ans, vingt responsos à son intention. (Notice sur Vinezac, par A. Mazon). De même, pour Louis de Charbonnel, qui fait en 1636 un legs de même importance à la chapelle des Pénitents noirs.

Il y a aussi les dons en nature. Le premier dimanche d'octobre 1589, Pierre de la Motte (le beau-père de Louis de Charbonnel) offre aux Pénitents de Chassiers un tableau qu'il avait fait faire en toile, où il y a un Jésus-Christ, peint à Viviers, couleurs à l'huile, lorsqu'on le mettait au sépulcre, pour placer au grand autel (Registre des délibérations des Pénitents de Chassiers).

Tous les ans, les pénitents élisent leurs « officiers » : recteur, vice-recteur, secrétaire, receveur, etc.. Cette élection est toujours précédée de la messe du St-Esprit ; puis généralement, avant de résilier ses fonctions, le recteur en charge adresse aux confrères ses exhortations ; c'est une sorte de sermon. On célèbre à la chapelle de longs offices à certaines fêtes et pour le repos de l'âme des confrères décédés ou de certains membres de leur famille ; si, un pénitent meurt en dehors du siège de la confrérie, ses collègues envoient une députation à ses obsèques ; il y a des confessions et des communions générales, de très nombreuses processions, soit pour apaiser l'ire de Dieu dans ces temps de calamités publiques, soit pour obtenir de la pluie, soit pour gagner les indulgences de quelques grand jubilé.

La fondation des Pénitents noirs de Vinezac est l'une des manifestations d'une recrudescence du sentiment religieux à cette époque. Les registres des Pénitents de Chassiers constatent aussi cette recrudescence. La ferveur de ces pénitents, très vive au début et tant que les luttes religieuses ont duré, était un peu tombée en 1568, au moment où l'Edit de Nantes avait mis fin aux guerres de religion ; et en effet nous ne voyons plus d'élections de recteurs

de 1598 à 1611 ; Jean de Chalendar de la Motte reste en charge pendant cette longue période où sans doute les Pénitents se négligèrent quelque peu ; mais, si nous ouvrons leurs registres à la date de 1611, nous y voyons : « le lundi de Pâques, 4 avril 1611, le recteur Jean de la Motte donne l'habit tout d'un coup à quatorze confrères de Chassiers ; puis il demande à être relevé de ses fonctions ; il est remplacé par son frère, Olivier de la Motte ; Antoine de Chalendar de Cornillon est nommé vice-recteur. Le lendemain, 5 avril, le nouveau recteur donne l'habit à onze nouveaux confrères ; le 10, à neuf ; le 17, à trois ; le 19, prières pour un confrère par Louis de Chalendar de Cornillon, curé de Chassiers ; les 21, 22 et 23, services pour François de Charbonnel (grand-père de Louis), pour Jean de Chambon et Antoine de la Motte, prieur d'Assions (ses oncles par alliance) ; le 5 juin, grande réunion, lecture des statuts de la confrérie, serment d'observance et, après vêpres, procession solennelle, le curé, Louis de Cornillon, portant le St-Sacrement, cinquante-huit pénitents suivent ; le 7 août, allocution du curé de Chassiers les exhortant à faire une procession pour avoir de la pluie ; le lendemain 8, procession, Pierre de la Motte portant la croix ; le 9, pluie abondante ; le 14 octobre, service funèbre de Jean de la Baume ancien recteur ; le 16, don par Olivier de la Motte d'une chasuble pour les enterrements et funérailles des confrères ; le 21 mars 1612, Guillaume de la Vernade est reçu pénitent à Chassiers ; le jeudi saint, 19 avril, réception comme confrère du baron de la Roche, puis a lieu la cène des pauvres ; l'après-dîner, « MM. les Pénitents blancs de Largentièrre » vinrent gagner les pardons avec un grand nombre de gens de « bien et fort bonne musique ; lesquels partis, MM. les bleus en « allèrent faire autant à Vinezac, d'où, étant de retour et MM. les « noirs arrivés à la nuit, tous ensemble descendirent à Largentièrre « bien pourvus de luminaire, pour gagner les pardons à l'accoustumée, où il y eut une très grande dévotion (1). »

La confrérie des Pénitents noirs, tout récemment fondée, marchait, sous l'influence de son recteur, sur les traces de ses devancières de Chassiers et de Largentièrre.

Tout ce mouvement religieux coïncide, comme le remarque très

(1) *Registre de la confrérie des Pénitents bleus de Chassiers.*

judicieusement M. Mazon, avec la menace de nouvelles tentatives huguenotes ; il en est la conséquence parmi les populations profondément catholiques du bas Vivarais.

F. C.



## ENCYCLOPÉDIE DE L'ARDÈCHE

---

**La Bastide d'Uzer.** Ancien château fort, à 500 mètres de la gare d'Uzer, la vraie position dominante du bassin d'Uzer.

Selon l'abbé Constant, la Bastide ne vient pas du latin, mais du gaëlique : « *baz*, *bast*, construction faite avec des pieux, des pierres et de la terre glaise, dont les soldats romains savaient entourer leur poste ou leur camp ».

Célestin Dubois constate qu'on y a trouvé divers objets romains ou gallo romains, ainsi que de nombreux ossements ; il n'y a donc rien que de raisonnable à supposer que ce lieu fut une station militaire romaine destinée à surveiller la voie romaine d'Aubenas à St-Laurent-les-Bains par Rosières et Planzolles, qui passait à environ 300 mètres de là (1).

Au xvi<sup>e</sup> siècle nous trouvons la Bastide possédée par des membres de la famille de Borne : Guigon en 1507, François en 1538. Le testament de Guigon de Borne, que nous avons retrouvé dans un vieux registre de notaire, est daté du 14 mars 1534, et contient des détails caractéristiques des mœurs du temps.

C'est dans la salle basse de « la Bastie lez Uzer », dont il était seigneur, que teste Guigon, « sain d'entendement, combien qu'il soit en maladie corporelle détenu ». Après les formules religieuses

(1) Voir notre *Notice sur Uzer*, pp. 10, 14 et 31.

d'usage, le testateur dit qu'il veut être enterré à l'église d'Uzer dans la chapelle qu'il a fondée, sous le titre de St-Jean. On convoquera vingt prêtres à ses obsèques, à chacun desquels on donnera 2 sols, « y compris les *Exaudis* qu'ils seront tenus de dire, avec leur disner, les jours de la quarantaine et bout de l'an ». Il donne au curé d'Uzer, pour son lit funéraire, 5 sols, et 2 sols et 6 deniers pour la recommandation annuelle à faire du repos de son âme. Il veut qu'une messe des morts soit célébrée dans sa chapelle tous les jours de sa neuvaine par les prêtres d'Uzer, à tour de rôle, et qu'ils soient tenus de dire sur sa sépulture un *Libera me* ; il lègue 10 sols pour ces neuf messes et le *Libera me*. Son offrande de pain, de vin et de luminaire à l'église d'Uzer doit être faite par son héritier durant l'année de sa mort. Il lègue « aux bassins des âmes du Purgatoire et de Notre-Dame, courant dans l'église d'Uzer », à chacun d'eux, 5 sols.

Nous apprenons ensuite qu'il a une fille légitime, noble Marguerite de Borne, veuve de noble Charles de Vilete du Crest. Il lui lègue 20 sols, en outre de la dot qui lui a été constituée.

Mais il a de plus des enfants naturels :

D'abord noble Jehan de Borne, et il veut que ce « bastard » soit entretenu, c'est-à-dire nourri, vêtu et chaussé comme un des autres enfants, tant qu'il restera dans la maison, « ainsi qu'il sera raisonnable, en prenant garde des affaires de la maison et en travaillant honnêtement selon sa faculté et estat », et il lui lègue la somme de 40 écus d'or, au cas qu'il se colloque en mariage ;

Puis deux filles naturelles, nobles Jehanne et Madeleine de Borne, à chacune desquelles il lègue 45 livres « avec des robes nuptiales de drap marchand et de couleur », payables quand elles se colloqueront en mariage.

Finalement, il institue pour héritier universel son fils naturel et légitime, noble François de Borne, qu'il charge de payer ses legs et ses autres dettes.

Parmi les témoins de l'acte se trouvent trois prêtres : Pierre Monseret, de la Chapelle, Guillaume Daude et Antoine Prévost, d'Uzer, avec noble Jean de Servissas, coseigneur de Vinezac (1).

D'autres actes nous montrent ce Jean de Servissas, qualifié

(1) Registre d'Etienne Vincent, notaire (chez M. Soulerin, de Chassiers).

coseigneur de Vinezac et d'Uzer, achetant, en 1538, des rentes que François de Borne possédait à Uzer. Peut-être le fief de la Bastide était-il compris dans cette acquisition, car on trouve en 1553 un Guillaume de Servissas (peut-être le fils de Jean), condamné à rendre hommage à Antoine de la Baume, sgr d'Uzer, pour le fief de la Bastide, et enfin, en 1560, ce même Guillaume cédant à noble François de Borne le fief de la Bastide et ses dépendances.

En 1584, Louis de la Vernade, coseigneur de Laurac et Tauriers, est qualifié seigneur de la Bastide (1).

Vers cette époque, la Bastide fut surprise par les protestants qui y mirent une garnison et l'occupèrent pendant quelques semaines. Le syndic du Vivarais, M. de Leyris, y reçut une grave blessure. A ce moment, la ville de Largentièrre était en quelque sorte bloquée, les protestants ayant également surpris le château de Tauriers et le château de la Vernade à Chassiers (2).

Le château de la Bastide appartenait, avant la Révolution, ainsi que le château d'Uzer, à M<sup>me</sup> de la Motte. Ce dernier fut acheté par Chabert, et l'autre, acquis par Lapierre, négociant à Largentièrre, échut plus tard à son gendre Bastide, de Sanilhac, lequel le vendit, en 1817, à une famille d'honnêtes cultivateurs, appelés Blachère. Ce n'est plus aujourd'hui qu'une propriété rurale, mais qui garde encore quelques traits de son ancienne physionomie de place de guerre.

Le mur d'enceinte renferme une cour spacieuse sur laquelle s'ouvre le vieux manoir, grand bâtiment carré, auquel a été ajouté une tour pour loger l'escalier qui en dessert tous les étages. Cet escalier a conservé sa vieille porte à gros clous, que surplombe une meurtrière.

La cour a deux entrées, l'une au nord et l'autre au sud. On y remarque un vénérable mûrier, contemporain d'Olivier de Serres, dont le tronc caverneux, rempli de cailloux, paraît ne conserver un souffle de vie que grâce à l'appui d'un mur de pierres sèches sur lequel il est péniblement courbé.

(1) *Notice sur Vinezac*, pp. 39 et 48.

(2) *Procès-verbaux des Etats du Vivarais*.

Les quatre angles du château sont bâtis en belles pierres, taillées en diamant, comme celles des tours de Montréal.

Les allures architecturales du bâtiment, à l'intérieur comme à l'extérieur, sont celles de la maison du Prat, qui appartenait aux de Rochier, sieurs de la Baume, et il y a lieu de croire, par conséquent, que les deux constructions sont contemporaines — probablement du xvi<sup>e</sup> siècle. De vastes pièces avec de hauts plafonds montrent dans tous les cas que les anciens propriétaires du lieu étaient plus riches et de condition plus élevée que ceux d'aujourd'hui, ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, qu'ils fussent plus heureux.

Une citerne de six mètres carrés et de cinq de profondeur, taillée dans le roc, est un des vestiges les plus significatifs du passé militaire de la Bastide. On pouvait avec cela avoir sa provision d'eau pour plusieurs mois. La citerne ayant été négligée depuis, les propriétaires actuels sont parfois obligés d'aller chercher l'eau à la rivière.

De la Bastide, on aperçoit, non seulement tous les points culminants du voisinage, comme le clocher de Chassiers, et les tours de Tauriers, Montréal et Vinezac, mais encore la tour de Brison, le rocher de Sampzon et jusqu'au col de Lescrinet, ce qui fait tout de suite comprendre l'importance que ce lieu a eue jadis, tant comme observatoire que comme place de guerre.

A. MAZON.





## TROIS LETTRES DE L'ABBÉ DUBOIS

---

La lettre suivante, dans laquelle notre illustre compatriote de St-Remèze faisait ses adieux à sa famille, et qui n'a été communiquée à M. Mazon qu'après la publication de ses articles dans la *Revue du Vivarais*, montre dans quel esprit de charité évangélique et avec quelle profonde abnégation le nouveau missionnaire partait à la conquête des âmes en pays lointain :

A Lorient, le 17 février 1792.

L'époque de notre départ est enfin fixée, mon cher frère, et, si le vent nous est favorable, dimanche, 19 du courant, sera le jour de notre embarquement. Je connais et j'ai vu le vaisseau sur lequel nous devons nous embarquer ; il est très-grand et très-solide ; on l'appelle la *Chancelière du Brabant*. Il doit transporter à Pondichéry 400 soldats du régiment de Bervick ; nous ferons voyage avec eux ; voyez si nous ne serons pas bien accompagnés. Nous nous attendons à avoir à souffrir dans ce voyage, mais nous sommes résignés à tout, et nous avons déjà offert au Seigneur toutes les peines et tous les désagréments que nous aurons à essuyer durant la traversée des mers. Nous faisons à Dieu le sacrifice même de notre vie, et s'il veut que nous périssions avant d'être arrivés à destination, que sa sainte volonté soit faite ! Ce n'est pas qu'il y ait d'aussi grands dangers sur la mer qu'on se l' imagine dans nos pays où on ne connaît pas les voyages de mer. Quand on est sur un aussi bon vaisseau que le nôtre, qui est conduit par d'habiles pilotes, on ne risque pas plus dans un voyage de six mois sur mer, qu'on ne risque dans un voyage d'une heure sur le Rhône. Les personnes que nous avons vues ici nous ont bien rassurés sur les dangers de la mer, et des gens qui ont été toute leur vie sur cet élément nous ont dit qu'il ne leur faisait pas plus de peine de faire un voyage de six mois sur mer qu'il ne leur en ferait d'aller de Paris à Lorient. D'ailleurs, il semble que la Providence protège les missionnaires d'une manière particulière et qu'elle veille sur eux avec une attention spéciale. car, depuis deux cens ans que notre maison de Paris envoie des prêtres dans les missions étrangères, on n'a jamais ouï dire qu'aucun des vaisseaux où ils étaient eût péri par le naufrage ; ainsi, je suis tranquille de ce côté-là.

Il y a apparence que je serai déjà sur mer lorsque vous recevrez ma lettre, et que ce sera la dernière que vous recevrez de moi de longtemps. Cependant, je vous donnerai de mes nouvelles aussitôt que je serai arrivé à Pondichéry, et je profiterai du premier vaisseau qui viendra en France pour vous donner des détails de

mon voyage, mais il ne sera guère possible que mes lettres puissent vous parvenir avant dix-huit mois ou deux ans, à cause de la longueur du trajet. Soyez toujours tranquilles sur mon sort et ne vous mettez jamais en peine de moi ; il ne m'arrivera que ce qu'il plaira à Dieu de m'envoyer ; je me livre entièrement entre les bras de sa miséricorde ; c'est un trop bon père pour abandonner un de ses enfants qui veut se consacrer à sa gloire ; je crois faire sa volonté, et si je me trompe en faisant une entreprise téméraire, j'espère qu'il ne m'imputera pas mon erreur, car je crois être dans la bonne foi.

La seule chose que je vous demande avant de partir, la seule marque d'attachement que j'attends de vous tous, c'est de vous ressouvenir de moi auprès de Dieu. Si nous sommes séparés de corps, tâchons d'être unis d'esprit par les liens de la charité et des bonnes œuvres. Et à cet égard je vous prierai d'une chose : comme je ne pourrais dire la sainte messe que très rarement sur mer, je désirerais que vous en fissiez dire deux par mois à mon intention, durant l'espace de six mois que je serai sur la mer, afin d'obtenir de Dieu la grâce de faire toujours sa volonté dans ma mission ; mais je vous prie de ne pas faire dire ces douze messes à un jureur, car j'aimerais mieux n'en point avoir que si elles étaient dites par un prêtre qui a juré (1). De mon côté, soyez persuadé que je ne vous oublierai de ma vie ; toute ma famille sera sans cesse présente à mon esprit, et il n'y aura que mon corps qui sera éloigné de vous tous. Vous aurez part à toutes les prières et à toutes les bonnes œuvres que je pourrai avoir le bonheur de faire. Je prierai tous les jours le Seigneur qu'il nous fasse la grâce de vivre et de mourir en saints, afin qu'après avoir été séparés les uns des autres dans cette vie, nous puissions nous voir tous réunis dans la gloire des bienheureux. Notre salut doit être l'unique objet de nos pensées et de nos sollicitudes. C'est pour nous sauver que nous sommes dans ce monde, et c'est pour y travailler uniquement à devenir des saints que Dieu nous y a placés. Ce n'est pas pour y acquérir des richesses ni pour y vivre heureux que nous sommes ici-bas, c'est pour y mener une vie pauvre et pour y endurer des peines que Dieu nous a mis dans ce monde.

Je ne vous réitère pas ici les avis que je vous ai tant de fois adressés ; ce que je vous répète, c'est que vous ne trouverez le bonheur et la tranquillité qu'en observant vos devoirs de chrétien et en vivant dans l'union et dans la paix qui fait le bonheur des familles chrétiennes. Souvenez-vous bien tous que si cette paix ne règne pas à jamais parmi vous tous, Dieu ne bénira jamais aucune de vos entreprises, et il ne répandra sur vous aucune des consolations et des bénédictions qui sont le partage des familles qui vivent pour lui.

Je ne saurais trop vous recommander aussi d'élever chrétiennement les enfants que Dieu vous donnera. Tachez de leur inspi-

(1) C'est-à-dire qui a prêté serment à la Constitution civile du clergé.

rer, avec douceur et avec bonté, les sentiments qui distinguent un vrai chrétien, surtout qu'ils soient instruits des principes de la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle nous devons tous vivre et mourir.

Une autre chose qui me tient à cœur, et de laquelle vous demeurez chargés spécialement, c'est le soin et les égards que vous devez avoir pour notre mère. Les devoirs de la religion vous obligent de supporter ses défauts et de ne la laisser manquer de rien. Je ne pourrai lui être d'aucun secours pour le temporel et je vous laisse le soin de pourvoir à tous ses besoins. Je compte sur votre attachement et sur votre fidélité à remplir vos devoirs, et j'espère qu'elle trouvera en vous un soutien dans sa vieillesse et dans ses infirmités ; la religion et la nature vous obligent à cela.

J'ai vu, comme je vous l'ai déjà dit, le vaisseau où nous nous embarquons. Nous y aurons, chaque missionnaire, une chambre de six pieds de long sur quarante pouces de large et cinq pieds et demi de haut. Il a fallu encore de bonnes recommandations du ministre de la marine pour obtenir ces chambres. Nous mangerons à la table du capitaine et on nous a fait espérer que, d'après la recommandation du ministre, nous serions traités avec tous les égards auxquels nous pouvons nous attendre. Au reste, il arrivera ée qu'il plaira à Dieu, et quand nous aurions quelque chose à souffrir pendant six mois que nous serons sur la mer sans voir la terre, il n'y aurait pas grand mal à endurer quelque chose pour un Dieu qui a tant souffert pour nous.

Je vous fais donc mes adieux à tous. Adieu, ma chère mère, il y a apparence que nous ne nous reverrons plus dans cette vie. Travaillons pour nous revoir éternellement heureux dans l'autre. Souvenez-vous, ma chère mère, que vous avez un fils qui ne vous oubliera qu'à la mort et qui demandera tous les jours à Dieu pour vous la grâce de mourir dans son amour.

Adieu, mon cher frère. Souvenez-vous que le même sang coule dans nos veines et que nous devons être unis le plus étroitement par les liens de la plus sincère amitié. Ayez moi présent dans votre esprit comme vous serez présent dans le mien. Adieu, mes chères sœurs, n'oubliez pas votre frère qui vous souhaite toutes sortes de prospérités et de bonheur, et qui vous sera tendrement attaché toute sa vie. Adieu, mes chers beaux-frères, mon cher oncle, je n'oublierai jamais aucun de vous. Je prierai sans cesse le Seigneur qu'il vous comble de ses bénédictions ainsi que vos familles. Adieu encore une fois, tous mes parents et amis, priez le Seigneur pour moi, demandez lui tous qu'il m'accorde les vertus nécessaires pour me soutenir et lui gagner des âmes. Il faut que nous nous séparions, c'est la volonté de Dieu : il en coûte beaucoup à mon cœur pour faire ce sacrifice ; vous ne sauriez croire la peine que je ressens en m'éloignant de parents que j'estime et que j'aime. Toutes les fois que je pense à cette séparation, je ne puis m'empêcher de verser des larmes et, au moment que je vous écris, mes yeux en sont inondés. Mais que faire ? Dieu m'appelle

à la conversion des infidèles ; il faut que j'obéisse à sa voix, et je serais le plus coupable des hommes si je lui résistais. Ce qui me console, c'est que je crois faire la volonté de Dieu en quittant cette terre maudite, et j'espère qu'il me dédommagera dans l'autre vie du sacrifice que je lui fais en quittant ma patrie, mes parents et mes amis. D'ailleurs, l'espérance de vous être plus utile dans les pays où la Providence me conduit soutient mon courage, car si je ne puis pas vous procurer des biens temporels dans le pays où je vais, je pourrai peut-être vous en procurer de plus solides, en vous faisant participer à toutes les bonnes œuvres que j'aurai occasion de faire, et soyez tous persuadés que je ne vous oublierai pas devant Dieu.

\*  
\*  
\*

Les deux autres lettres, écrites plus de trente ans après, et d'un ordre tout différent, ont été déjà mentionnées dans la *Notice sur l'abbé Dubois* (1). En voici le texte :

Rue du Bac, n° 120.

27 octobre 1823.

Monsieur,

Je me suis présenté ce matin chez M. de Villebois, dans l'espérance qu'ainsi que vous aviez eu la bonté de me l'annoncer vendredi dernier, lorsque j'eus l'honneur de vous voir, il aurait reçu le rapport qu'il vous avait prié de lui faire au sujet de mon ouvrage. Mais il m'a positivement opposé qu'il n'avait rien reçu de vous sur ce sujet et que si vous lui aviez effectivement écrit, votre lettre avait été perdue. Il a ajouté qu'il attendait toujours votre rapport pour faire le sien au Garde des Sceaux, quoiqu'il m'ait dit en même temps qu'il serait peut-être encore nécessaire après cela d'envoyer l'ouvrage à l'examen d'un censeur.

Voilà où en sont les choses. Voilà cependant plus de deux mois que je suis à courir de côté et d'autre pour tâcher de disposer, de manière ou d'autre, de cet ouvrage, sans pouvoir en venir à bout. Je désirerais bien cependant voir cette affaire terminée. Voudriez-vous donc bien, monsieur, avoir la bonté d'écrire à M. de Villebois une seconde fois, puisqu'il paraît qu'il n'a pas reçu votre première lettre ? Si je n'ai rien à attendre de ce côté-là, je prendrai alors un autre parti.

En sortant de chez M. Villebois, je suis allé voir M. Dondey-Dupré, ainsi que vous aviez eu la bonté de me le recommander, et je lui ai promis de lui apporter mon manuscrit sous peu de jours. Si les personnes attachées au ministère continuent de me balloter ainsi en m'envoyant de Pilate à Hérode, je tâcherai de m'arranger avec M. Dupré en lui vendant mon manuscrit. En

(1) Voir p. 197 de la *Revue* 1899 (et p. 47 du tirage à part).

attendant, je vous serai très obligé, si vous avez occasion de le voir, de lui dire ce que vous jugerez à propos en ma faveur. Si je ne réussis pas à m'arranger avec lui, il y a à parier que mon manuscrit deviendra la proie des flammes, car je suis las de courir de côté et d'autre pour m'en défaire, sans pouvoir en venir à bout.

Excusez. Monsieur, ma liberté et ma mauvaise humeur, et croyez-moi, avec la plus parfaite considération, Monsieur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

J. A. DUBOIS (1).



A propos de l'ouvrage : *Mœurs, Institutions et cérémonies des peuples de l'Inde*, cité par M. Mazon dans le dernier numéro de la *Revue du Vivarais*, on nous saura gré de donner ici la copie textuelle d'une intéressante lettre autographe de l'abbé Dubois, que nous possédons, adressée à Messieurs Treuttel et Wurtz, libraires, rue de Bourbon, n° 17, à Paris.

« Paris, Missions étrangères, rue du Bac, 120, 13 novembre 1824.

« Messieurs,

« Comme je pense que vous avez examiné, et fait examiner le  
 « premier volume de mon ouvrage sur les peuples de l'Inde, et  
 « formé votre jugement sur les mérites de cette composition.  
 « lundy prochain, vers les dix heures, j'aurai l'honneur de me  
 « rendre chez vous, pour traiter avec vous, si vous êtes dans  
 « l'intention d'acquérir la propriété tant de l'édition qui s'imprime  
 « à l'Imprimerie Royale, que du *Copy Right* pour les éditions  
 « futures. Le 2<sup>e</sup> volume, dont il y a déjà 13 feuilles imprimées.  
 « et qui j'espère, sera fini vers la fin de janvier, sera plus étendu  
 « que les premières, et tout l'ouvrage comprendra entre 11 et  
 « 1200 pages ; je vous apporterai un exemplaire de la traduction  
 « anglaise dans laquelle vous verrez les témoignages portés par  
 « quelques-uns des meilleurs orientalistes en Angleterre. Cepen-  
 « dant vous ne devrez pas juger de l'édition actuelle par celle  
 « qui fut publiée en Angleterre il y a huit ou dix ans, cette der-  
 « nière est très importante ; depuis que je la composai. j'ai  
 « continué mes recherches, et la nouvelle édition que j'offre au

(1) Cette lettre se trouve dans la collection de M. Louis Fuzier, de la Voulte.

« public renferme un grand nombre de chapitres nouveaux, et  
« des additions considérables aux chapitres nouveaux, en sorte  
« que l'ouvrage a été entièrement refondu. Avant de livrer  
« l'ouvrage à la presse, je remis mon manuscrit entre les mains  
« de nos meilleurs orientalistes dans Paris, nommément à MM.  
« le baron de Sacy, Rémuzat, St-Martin et feu M. Langlès. Ces  
« MM. s'accordèrent tous à donner les plus grands éloges à  
« cette composition, à laquelle ils anticipèrent beaucoup de  
« succès, et ce fut sur leur rapport favorable que le Gouvernement  
« décida de m'accorder un secours de 3000 francs pour faire  
« imprimer l'ouvrage à l'Imprimerie Royale.

« Je désire traiter avec vous, Messieurs, préférablement à tout  
« autre libraire, tant à cause de la réputation dont vous jouissez  
« dans le public, que parce que MM. Longmen et Co, mes  
« libraires à Londres, m'adressèrent à vous, lorsqu'à mon retour  
« de l'Inde, je les priai de m'indiquer quelqu'un à Paris en qui  
« je puisse me confier ; et j'ai la confiance que je terminerai  
« l'affaire avec vous.

« J'ai l'honneur d'être avec la plus parfaite considération,  
« Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur,

J. A. DUBOIS, *Prêtre.*

Nous possédons aussi une lettre autographe d'un compatriote adressée aux mêmes libraires, c'est une lettre d'un M. Eugène Labaume, né à Viviers, écrivain ardéchois à peu près inconnu ; nous la donnons ici textuellement, comme contribution à la Bibliographie ardéchoise ;

« Messieurs,

« Vers la fin du mois d'avril il paraîtra de moi un ouvrage en  
« deux forts volumes in-8°, orné de huit planches, intitulé :  
« *Histoire de la chute de l'Empire français*, s'il vous est agréable  
« que ce livre soit annoncé chez vous, vous m'obligeriez en  
« voulant bien m'en donner l'autorisation. Vous jouirez de la  
« remise extraordinaire que j'accorde aux libraires qui prennent  
« l'ouvrage en nombre.

« Agréer MM. l'assurance de la plus parfaite considération.  
« Votre très humble et très obéissant serviteur »

E. LABAUME  
rue Michodière N° 6.

Jeudi 30 mars.

Suscription : A MM. Wurtz et Treuttel, rue de Bourbon N° 17,  
Paris, timbre de la poste : Mars 31 1820. »



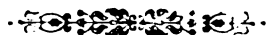
Nous avons consulté le *Manuel du libraire* de Brunet, et nous voyons au tome VI col. 1433 : N° 25453 *Histoire abrégée de la République de Venise*, par Eugène Labaume, Paris 2 vol. in-8°.

A la col. 521 N° 8768 nous voyons encore un autre ouvrage du même auteur : *Relation complète de la campagne de Russie en 1812*, par Eugène Labaume, 6<sup>e</sup> édition Paris, 1820, in-8°.

Cet écrivain ardéchois nous était tout à fait inconnu ; le docteur Francus n'en parle pas du tout dans son *Voyage au pays Helvien*, au chapitre de Viviers.

Une lettre autographe que nous possédons de l'abbé Soulavie, adressée à MM. Treuttel et Wurtz indique que ces libraires jouissaient d'une grande réputation.

HENRY VASCHALDE.



NOTICE  
SUR LA  
BARONNIE DE LA VOULTE

---

(SUITE XIII)

---



Anne de Lévis avait donné son cœur aux Capucins de Beaucaire qui le conservèrent durant de longues années, dans un vase de cristal richement ciselé. Quant à son corps, il en avait ordonné la sépulture dans son caveau de famille à l'église Saint-Vincent de la Voulte.

Un service solennel fut célébré pour son âme dans l'église de Beaucaire. Les États du Languedoc, tout le clergé séculier et les ordres religieux de la ville, une foule considérable y assistèrent. Le lendemain, le convoi funèbre se mit en route. La duchesse, dans une voiture de deuil, ouvrait la marche ; des serviteurs du duc, vêtus de noir, précédaient et suivaient le cercueil ; puis venait une suite assez nombreuse de seigneurs qui avaient tenu à donner ce dernier témoignage de reconnaissance aux restes mortels de celui qui avait été leur ami fidèle et dévoué. Dans toutes les paroisses où passait le cortège, on sortait en foule pour aller saluer le char funèbre et témoigner au noble défunt combien étaient profonds les sentiments de respect et d'amour des populations à son égard. Lorsqu'on arriva sur le territoire de la Voulte, le clergé et les habitants du lieu allèrent en procession recevoir le cercueil que l'on porta à l'église de Saint-Vincent ; il fut déposé dans une chapelle ardente que l'on avait élevée au milieu de la nef. C'est là qu'il resta pendant plus de deux mois, attendant les magnifiques funérailles que lui préparaient sa veuve et ses enfants. On put se convaincre alors combien le duc et sa famille étaient estimés et aimés dans la localité ; car durant tout ce temps, on voyait chaque jour des personnes de tout âge et de toute condition prier et pleurer devant la chapelle funéraire.



Cependant, Henri de Lévis, fils aîné du défunt, qui avait hérité, par suite de la mort de son père, du duché de Ventadour, du comté de la Voulte, et de la lieutenance générale du Languedoc, devait épouser, au commencement d'avril 1623, la princesse Marie Liesse de Luxembourg, et la fête des noces devait avoir lieu au château de la Voulte. On crut devoir auparavant, afin que la vue du cercueil ne vint pas troubler la joie d'un si beau jour, tirer le corps d'Anne de la chapelle ardente pour le déposer dans le tombeau de sa famille, qui était à côté du chœur de l'église paroissiale.



L'évêque de Valence vint faire le service des obsèques, assisté d'un grand nombre de prêtres et de religieux. La cérémonie fut très-belle, car la duchesse et ses enfants n'avaient rien épargné pour rendre ces obsèques magnifiques. « L'église, dit le chanoine de Banne, fut toute tapissée de drap noir avec une bande au-dessus de velours noir, sur laquelle, de huit en huit pans, estoient posées les armoiries du duc peintes et dorées ; sur toutes lesquelles il y avoit des bras dorés qui portoient de gros flambeaux de cire blanche allumés. Le chœur ou presbytère estoit tout tapissé de velours noir, y ayant sur chaque tente ou tapis lesdites armoiries en broderies d'or et d'argent. La couverture du tabernacle, les petits rideaux de costé, les carreaux, devant d'autel, chasubles, dalmatiques, chapes et garnitures des pupitres, estoient de velours noir avec des bandes de toile d'argent, et en chasque desdites pièces estoient aussi en broderie d'or et d'argent lesdites armoiries. La chapelle ardente, de deux toises et demie, couverte de velours noir avec double courtine tout autour frangée de soie noire, blanche et filet d'argent, avec des bandes de toile d'argent. Le soubassement estoit de mesme. Le chevalet en représentation qu'estoit au milieu, estoit couvert d'un grand drap de velours noir, qui descendoit dudit chevalet, qu'estoit de la hauteur de quatre pieds et de cinq pieds de longueur, couvroit tout le pavé. Ledit drap estoit brodé d'hermine tout autour, de la largeur de deux pieds et demi, avec une grande croix de toile d'argent, large de deux pans et demi, qui s'en alloit respondre de quatre costés à ladite broderie d'hermine, et aux quatre costés de la croix estoient quatre grandes armoiries de broderie d'or et d'argent. Ladite chapelle ardente et toute l'église estoient garnies de longs et gros cierges de cire blanche. Durant une année et plus, ces ornements durèrent tendus et les cierges allumés pendant le service divin qui se faisoit pour l'âme dudit seigneur défunt, qu'estoient trois messes hautes tous les jours et les vigiles des morts le soir. On allumoit aussi les cierges quand on chantoit les heures canoniales et les grandes messes de l'office du temps tous les jours. La grande salle du château, les chambres de Madame et de Messieurs furent tapissées de serge noire. Je me tais des habillemens de deuil de Madame, de Messieurs ses enfants, gentilshommes et

demoiselles, de tous les domestiques et autres officiers de la maison, qui coustèrent beaucoup... »

Après l'absoute, le cercueil fut retiré de la chapelle ardente et porté à l'oratoire des ducs de Ventadour. Là, l'évêque bénit une dernière fois la dépouille mortelle d'Anne de Lévis qui fut ensuite descendue dans le caveau.

La pompe des funérailles du duc, et les services que l'on fit faire pour le repos de son âme, sans y comprendre les diverses fondations établies par le testament du défunt, coûtèrent cinquante mille écus.



On a vu qu'Anne avait épousé en 1593, sa cousine-germaine, Marguerite de Montmorency, fille d'Henri, connétable de France, et de sa première femme, Antoinette de Lamark. Ce mariage eut lieu à Alais, le 25 juin.

Le chanoine de Banne, mieux placé que personne pour parler exactement de la famille du duc (1), dit qu'il eut douze ou quinze enfants de ce mariage, dont bon nombre moururent en bas âge. « Son aînée, qui s'appelait Diane de Lévis, mourut, avant d'être mariée, à l'âge de 18 ans ou environ, à Paris. M<sup>me</sup> Charlotte Catherine fut mariée à messire Just Henry de Tournon, laquelle mourut en 1619, avant son père. — Françoise-Marie fut faite religieuse, et fut abbesse d'Avenay, et en après abbesse du monastère de St-Pierre de Lyon, et est encore en vie (2) ; elle fut faite religieuse à l'âge de quatre ou cinq ans. — L'an 1619 mourut Mademoiselle Félise Marguerite de Lévis, au château de la Voulte, à l'âge de 7 ans.

« Mondit seigneur le duc laissa les enfants qui suivent :

« Msgr Henri de Lévis qui fut lieutenant du Roi après lui [entra dans les ordres sacrés en 1631] ;

« Charles de Lévis, comte de Vauvert, marquis d'Annonay [succéda à son frère comme duc de Ventadour] ;

« François de Lévis [nommé d'abord évêque de Lodève, reprit

(1) La plupart des généalogistes ont commis à ce propos de nombreuses erreurs.

(2) Le manuscrit de Banne s'arrête vers l'année 1647.

ensuite l'habit séculier et fut tué en 1625 dans un combat naval contre les Rochellois] ;

« Cristophle de Lévis, comte de Brion, [dont nous avons raconté ailleurs les aventures (1), mort en 1661] ;

« Anne de Lévis, abbé commendataire de Moissac et autres abbayes [archevêque de Bourges, mort en 1662, âgé de 56 ans] ;

« Louis Hercule de Lévis, dernier fils [évêque de Mirepoix, mort en 1679] ;

« Et une seule fille, qui est Madame François-Marie de Lévis, abbesse de St-Pierre [morte en 1649]. »

Dans son testament en date de 1617 (2), Anne instituait pour son héritier universel son fils aîné, Henri de Lévis, en léguant 200,000 livres à chacun de ses autres fils (Charles, François, Christophle, Anne et Hercule) ; 10,000 livres à sa fille Catherine, comtesse de Tournon, outre ce qu'elle avait reçu en dot ; 160,000 à Marguerite pour tous ses droits de légitime, et 7,000 à Marie, la religieuse. Il donne la tutelle de ses enfants à sa femme « laquelle, demeurant en viduité, il veut qu'elle ait pour sa demeure et douaire le château de la Voulte, avec 12,000 livres de rente, quoique par son contrat elle ne dût avoir que 6,000 de douaire ». Il exhorte son héritier « d'avoir toujours la crainte de Dieu devant les yeux, de vivre et de mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine, et d'être toujours bon et fidèle sujet et serviteur du Roy et de tous ses successeurs rois de France... »

Ce testament fut dicté à Jean Roffi, habitant de la Voulte, le 23 juin et déposé le même jour chez Sicard — Gardet, notaire de la Voulte. A cet acte est joint un codicille, du 30 novembre 1622, par lequel Anne élève à 300,000 livres la part des cinq cadets et confirme au comte de Tournon les 10,000 livres léguées à feu sa mère.

Testament et codicille furent ouverts, le 24 avril 1623, à la cour royale de Villeneuve-de-Berg, mais le principal héritier, Henri de Lévis, n'en accepta les dispositions que sous bénéfice d'inventaire, craignant sans doute que les charges onéreuses qui lui étaient

(1) *Notice sur le Cheylard.*

(2) BIBL. NAT. MSS. *Nouveau d'Hozier*. Fonds français, 31.435.

imposées n'atteignissent pas l'actif de la succession ce qui était un cas assez ordinaire pour les testaments des grands seigneurs d'autrefois.



ANNE DE LÉVIS, *duc de Ventadour*.  
(1569—1622)

Le portrait d'Anne de Lévis, que nous donnons ici, a été dessiné sur la collection des chevaliers du St-Esprit, qui se trouve à la Bibliothèque Nationale (MSS. fonds Clairambault).

On peut voir encore, à la Bibliothèque, section des Estampes, sous la rubrique Ventadour :

Deux grands portraits de Marguerite de Montmorency, la femme d'Anne, l'un porte l'indication : *Grégoire Huret fecit* ; et l'autre : *Frosne sculpsit 1617* ;

Et quatre portraits de Marie de la Guiche, femme de Charles de Lévis. Le premier portant l'indication : *A Paris, chez Mariette, rue St-Jacques* ; le second : *Beaubrun pinxit. N. de Larmessin sculpebat 1660* ; le troisième : *Tous les portraits de la cour se vendent chez Bonnard, rue St-Jacques*. Dans ces trois portraits, la duchesse de Ventadour est jeune et richement costumée. Dans le quatrième, elle est vieille. On y lit : *février 1722, chez Guérard, rue du Petit-Pont*.

On nous a signalé un portrait d'Henri de Lévis, le fils aîné et successeur d'Anne, comme se trouvant en tête d'un petit livre intitulé : *Discours de l'instruction des jeunes seigneurs*, par Antoine de la Porte, dédié à Henri de Lévis, comte de la Voulte, Paris, Charles Sevestre, 1612. Mais ce livre n'existe ni à la Bibliothèque Nationale, ni dans les autres grandes bibliothèques de Paris, et il nous a été par conséquent impossible d'y prendre une reproduction du portrait.

Ci-devant la photographie de l'inscription funéraire mise sur la tombe d'Anne de Lévis (1).

(1) La pierre tumulaire appartient à M<sup>me</sup> Bac. C'est à l'obligeance de M. Louis Fuzier que nous devons la photographie.

*LA VOULTE PENDANT LA DERNIÈRE GUERRE CIVILE*

(1623 à 1629)

Henri de Lévis. — La dette du pays à l'égard du duc de Ventadour. — Les réformés du Cheylard. — La reprise d'armes des protestants en 1626. — Lesdiguières prépare le siège du Pouzin. — La place rendue par Brison moyennant 40.000 écus. — Les préludes de nouveaux troubles. — L'expédition du duc de Rohan en Vivarais (mars et avril 1628). — Lettres du comte de Tournon, de M. de Montréal et autres, priant instamment le duc de Ventadour, qui est au Puy, de revenir en Vivarais. — La tentative de Chabreilles contre la Voulte (19 mars). — Les protestants s'emparent du Cheylard (21 avril). — La cause de la prolongation du séjour d'Henri de Lévis au Puy. — Rohan battu par les moines de Cruas. — Sa retraite. — Le combat de St-Germain (24 avril). — La prise du Pradel par le duc de Ventadour (7 mai). — Le duc de Montmorency reprend toutes les places qui s'étaient rendues à Rohan. — Les États du Vivarais requièrent le remplacement de Loys de Bezaugier comme bailli de la Voulte. — La conspiration des huguenots de la Voulte et leur vengeance contre la Pimpie, juge du comté. — Appréhensions d'un retour de Rohan. — Le traité de Rohan avec l'Espagne (3 mai). — La prise de Privas (28 mai). — Le duc de Ventadour est employé pendant ce siège dans la région de Castres. — La duchesse de Ventadour conduite par son mari aux Carmélites.

Henri de Lévis était bien jeune (26 ans) quand il succéda à son père comme duc de Ventadour et lieutenant général pour le Roi en Languedoc. Il avait en cette qualité une lourde tâche à remplir dans une province où la tranquillité n'avait été rétablie qu'à la surface, et où, sous prétexte de religion, le parti protestant allait tenter une nouvelle aventure pour fonder solidement sa suprématie politique. Quelques détails de l'histoire du pays, pendant les années qui vont suivre, peuvent faire douter que le génie du nouveau lieutenant général ait été à la hauteur des circonstances : il ne faut pas perdre de vue cependant que la situation était exceptionnellement difficile, et, à la distance où nous sommes des événements, il est à peu près impossible de juger si Henri de Lévis, avec les ressources dont il disposait, pouvait faire mieux qu'il ne fit.

Les trois premières années de l'exercice de ses nouvelles fonctions furent relativement calmes.

L'Assiette de 1623 s'ouvrit à la Voulte, le 27 mars, « dans la maison joignant le château, naguère acquise par le sieur de Montbouchier », par devant le comte de Tournon, bailli du Vivarais, et aussi par devant messire Antoine de la Motte-Brion, « subrogé par M<sup>me</sup> la duchesse de Ventadour, en l'absence de son

« fils, baron de tour pour sa baronnie de Brion ». L'assemblée alloue 50 livres au sieur de Boissy, à raison des dépenses qu'il a faites « pour la conservation du lieu de la Voulte où il commandoit, y ayant établi bon nombre de soldats en garnison du commandement de M. le Connestable ».

On entend ensuite la Grange, secrétaire du duc de Ventadour, qui, « ayant représenté les causes et raisons pour lesquelles la mémoire de Mgr le duc défunt doit estre en singulière recommandation à la postérité pour les bons et signalés offices qu'il auroit rendus au public, notamment en ce pays de Viverois, remet un estat des sommes et parties que M<sup>me</sup> la duchesse de Ventadour, en l'absence de Mgr le duc son fils, prétend lui estre dues par le présent pays de Viverois. consistant : aux arrérages des garnisons de ses maisons à raison de 140 hommes pour 8 mois, outre ceux qui auroient esté couchés aux estats d'icelles garnisons dressés par Mgr de Montmorency ; remboursement des dépenses faites par feu mondit seigneur le duc pendant son séjour en Boutières, perte de chevaux, payement des apothicaires chirurgiens pour les blessés, démolition de ses maisons joignant le château du Cheylar et autres choses contenues audit estat. Sur quoy, après que l'affaire a été traitée par divers jours avec madite dame, la duchesse de Ventadour, l'assemblée a accordé pour toutes prétentions à mondit seigneur le duc, et notamment pour lesdites garnisons, la somme de 8,000 livres, outre ce qui est contenu en l'estat d'icelles garnisons pour 4 mois finissant au 20 octobre dernier... Et moyennant ce, le duc est supplié de pourvoir au remboursement des paroisses qui ont fourni argent ou vivres auxdites garnisons... »

Henri de Lévis présidait en personne, le 23 mai suivant, une assemblée particulière des Etats, également tenue à la Voulte, à l'effet de pourvoir au logement des gens de guerre dans la région de St-Martin-de-Valamas et du Cheylar. L'assemblée supplia le duc, d'agir auprès du maréchal de Valençay, commandant militaire de la province, pour en faire décharger le pays.

A l'Assiette de 1624, tenue aux Granges-lez-Valence, du 17 au 28 juin, « le sieur de la Pimpie, juge général ès terres de Msgr le duc de Ventadour, fait enregistrer des lettres du duc, portant

qu'en l'absence des sieurs baillis desdites terres, il aura entrée et voix délibérative aux assemblées générales et particulières du pays, sans qu'on ait égard aux subrogations que lesdits baillis pourroient faire, ni même aux ordonnances que le duc pourroit rendre au préjudice de celle-ci ». En quoi il est aisé de voir les suspensions dont était l'objet le bailli titulaire de la Voulte, Loys de Bezangier, sieur de Montbouchier, à raison de ses sympathies ou même de ses menées huguenotes.

Le 7 août suivant, le duc de Ventadour signe, à la Voulte, une ordonnance pour la démolition d'un bâtiment commencé par les protestants du Cheylard dans le but d'y établir un temple. Nous avons publié ailleurs (1) le texte de cette pièce. Il suffira ici de faire remarquer qu'elle n'indique nullement une interdiction du culte réformé dans cette localité, mais seulement l'interdiction de l'emplacement choisi par les réformés de l'endroit, comme pouvant faciliter de nouvelles entreprises contre la sûreté de la ville, le duc leur offrant même un autre emplacement gratuit à leur choix.

À l'Assiette de 1625, Pierre Marcha est reçu à la place du bailli de la Voulte absent, mais il ne siège qu'un jour, le sieur de Bezangier, bailli titulaire, étant arrivé le lendemain et paraissant avoir été admis sans aucune difficulté.

On connaît les graves événements qui marquèrent les premiers jours de l'année 1626.

Le 1<sup>er</sup> janvier, les huguenots surprirent Chomérac et le Pouzin.

La baronnie de Montlor, étant de tour, le subrogé du baron réunit, le 6 janvier, à Aubenas, quelques membres des Etats, au sujet de la réponse à faire au marquis de Portes, qui avait convoqué pour le 8 janvier, à Beaucaire, les officiers de la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes. On lit dans le procès-verbal de cette réunion :

« Le subrogé a été prié de faire entendre aux députés le danger imminent de la perte d'aucunes places importantes du pays par les courses et ravages des rebelles qui se sont emparés depuis peu des châteaux du Pouzin et de Chaumeyrac... Le syndic et d'autres députés ne sont pas venus à cette assemblée, en s'excusant

(1) *Notice sur le Cheylard*, p. 75.



sur les dangers du chemin. Ils prient les députés de venir à Viviers... L'assemblée insistera pour qu'ils viennent à Aubenas où l'assemblée est légitimement convoquée par le subrogé du baron... ».

Le 8 janvier, le roi Louis XIII, informé de la surprise du Pouzin et autres lieux du Vivarais, écrivait à M. de Montréal qu'il avait résolu, « pour arrêter le cours de ces entreprises, d'envoyer au comte de Tournon ses commissions pour la levée de gens de guerre, » en ajoutant qu'aussitôt cette lettre reçue, il eût à se rendre auprès du comte pour lui servir de maréchal de camp.

Le 10 janvier, les protestants de la région du Pouzin, entre autres exploits, pillaient le cellier de Pierre Marcha à Burine -- fait attesté devant le notaire Dupré, le 2 février suivant, par deux prêtres réfugiés à la Voulte, savoir, Bessonnet, curé de Creyssac, et Perrin, curé de Rompon-le-Vieux.

Le subrogé du baron de Montlor, n'ayant pu déterminer les membres de l'Assiette à venir à Aubenas, se rendit à Viviers, où nous le voyons présider, le 23 février, une assemblée particulière dans laquelle le syndic avait à peine annoncé la reprise du Pouzin par Charrier, passé au parti catholique, qu'il recevait la nouvelle que la place était de nouveau retombée au pouvoir de Brison (1).

D'autres assemblées tenues aux mois d'avril et de mai témoignent des difficultés d'argent que rencontrait la levée des troupes. Cependant le connétable duc de Lesdiguières avait été chargé du siège du Pouzin, et les préparatifs faits dans ce but faisaient réfléchir Brison. Dès le 20 juin, dans une assemblée tenue à Viviers, le syndic parlait des négociations secrètes, entamées par l'intermédiaire du marquis de Bressieux, « pour un certain accommodement de la réduction du lieu du Pouzin tenu par le sieur de Brison, afin d'éviter les grandes et immenses despenses qui se feront par l'attaque de la place en forme d'armée, tout ainsi qu'il a esté arrêté au conseil de S. M., pour lequel accommodement tant la province de Dauphiné, que celles de Lionnois, Forest, Beaujo-

(1) Voir les *Commentaires du Soldat du Vivarais*, p. 119 à 125.

lois, Provence et Languedoc, sont exhortées de contribuer les sommes nécessaires... »

Le 28 juin, deux membres de l'assemblée, qui avaient été députés à Valence auprès de Lesdiguières, rapportaient qu'ayant rencontré à Lorient Bressieux, celui-ci leur avait dit « que le traité du Pouzin était fort avancé et en termes d'estre bientôt mis en sa perfection... »

Le traité fut signé à Valence, le 27 juillet et le 3 août la paix fut publiée à Privas. On congédia aussitôt l'armée. La quotepart du Vivarais pour la réduction du Pouzin avait été fixée à 6.000 livres. Brison avait livré la place au roi moyennant 40.000 écus.

Cette année-là, on détruisit les châteaux de Bays sur Bays et du Pouzin.

L'Assiette fut tenue à Lavoulte, le 16 septembre, par devant Anne de Ferrières, sieur de Lastours, subrogé du duc de Ventadour, baron de tour pour sa baronnie de la Voulte.

Ferrières représenta, de la part du duc, « les grands frais qu'il avait dû faire, en sa charge de lieutenant général du Roi en ces derniers temps, notamment pour ce qui concerne l'intérêt particulier du Viverois, dont il a eu des soins plus particuliers que des autres diocèses, attendu qu'il y possède une bonne partie de ses biens et revenus, ayant ledit sieur subrogé un estat en main des justes demandes que mondit seigneur a à faire au présent pays ».

Cet état fut renvoyé aux députés déjà chargés d'examiner les demandes formées par diverses communautés. Un peu après, on accorda au duc de Ventadour 7.000 livres.

Le sieur de Montbouchier, qui siégeait comme bailli de la Voulte, fut moins heureux dans une requête qu'il fit, le lendemain ou le surlendemain, pour être indemnisé « des grands dommages qu'il avoit éprouvés dans ses métairies près le Pouzin lors de la surprise du lieu par Brison au commencement de l'année présente ». L'assemblée lui opposa une fin de non recevoir « à cause de la conséquence », c'est-à-dire pour ne pas créer un précédent dangereux, mais aussi sans doute à cause de ses relations notoires avec les huguenots.

L'Assiette de 1627 fut tenue à Tournon au mois de juin. Le sieur de Montbouchier y assiste comme bailli de la Voulte. Le

comte de Tournon, bailli du Vivarais, y fait **pressentir** le prochain renouvellement des troubles, en disant que « le duc de Montmorency a été informé que ceux de la R. P. R. veulent encore remuer et se saisir de quelques places importantes du pays... »

Dans une assemblée particulière, tenue aussi à Tournon le 12 août, le comte, qui venait de conférer à Beaucaire avec le duc de Montmorency, gouverneur de la province, fut encore plus explicite. On avait reçu divers avis des desseins du duc de Rohan et de ses adhérents pour s'emparer prochainement de diverses places, « même le long du Rhône, désirant gagner le passage pour la liberté du trajet des rebelles du Dauphiné ». Et le bailli du Vivarais demandait qu'on levât des troupes, pour éviter d'être surpris par les événements.

L'exécution des desseins protestants pour le Vivarais qui avait déjà commencé par la surprise du Pont d'Arc et par l'occupation de Soyons et de Beauchastel, s'accrut par la surprise de Vals qui eut lieu le 23 décembre.

Malgré la mort de Brison, leur chef, tué par accident ou autrement, le 4 janvier 1628, à Privas, les huguenots du Vivarais, qui venaient de le remplacer par Chabreilles, son frère naturel, poursuivirent avec ardeur leurs projets, en appelant à grands cris le duc de Rohan à leur aide. Celui-ci ne tarda pas à arriver du fond du Languedoc avec ses meilleures troupes, 5 à 6,000 hommes pourvus de canons, et l'on va voir, par un bref aperçu des lettres adressées durant cette période au duc de Ventadour, quelle crise terrible le pays eut alors à traverser (1).

Dès la fin de janvier 1628, le sieur Dubourg de Largier, qui commandait au château du Cheylard, signalait au duc, qui était au Puy, les menées des huguenots de l'endroit. Dubourg tenait alors en prison quelques-uns de ces derniers, entre autres le ministre Richard, convaincus d'avoir comploté avec feu Brison pour lui livrer la place, et il refusait de rendre la liberté à Richard, malgré l'ordre du duc, à qui les protestants de Privas avaient offert, comme compensation, la délivrance de Des Aymars retenu prisonnier dans leur ville.

(1) Nous avons retrouvé ces lettres dans les papiers de Soulavie, qui sont aux archives du ministère des affaires étrangères, fonds de France n° 1626.

Le 11 février, M. de Montréal écrivait du Pont-Saint-Esprit que le duc de Rohan s'avancait vers le Vivarais avec quantité de troupes de pied et de cheval, et qu'il était déjà du côté de Barjac.

Le 19 février, un autre chef catholique, la Pojade, informait le duc que son château de la Voulte était menacé. Une force protestante de 1400 hommes avec 18 pétards se réunissait dans ce but au pont des Ollières.

Le 10 mars, Montabonet, commandant à St-Agrève, prévient le duc que Chabreilles est à Vernoux avec 8 ou 900 hommes en vue d'attaquer la Voulte ou le Cheylar.

Le 13 mars, le comte de Tournon écrit de Valence à son très cher frère, le duc de Ventadour, que les ennemis faisant mine d'occuper St-Romain-de-l'Air, d'où ils auraient dévasté tout le voisinage, il y a envoyé cent hommes. Il croit que Rohan doit être déjà entré dans le bas Vivarais. « Chabreilles, ajoute-t-il, est à Vernoux avec 8 ou 900 hommes, force pétards et échelles. Cependant il ne se lève pas un homme pour s'opposer aux ennemis. Je prévois que vous vous trouverez surpris et que le peuple en pâtira sans grand remède. Au nom de Dieu, cher frère, ne croyez pas toute sorte de gens. Aujourd'hui, la plupart des hommes ne visent qu'à l'intérêt particulier. Il y va du vôtre, qu'il ne mésadvienne d'aucune chose dans votre charge. Les garnisons qui sont le long du Rhône ne craignent point les forces ordinaires du pays, mais considérez bien, s'il vous plaît, qu'étant mal payées comme elles sont, il est impossible de subsister, outre que M. de Rohan, venant avec 5000 hommes de pied et force gens de cheval et qu'il roule le canon, lesdites places ne sont pas tenables. Ceux qui sont dedans feront bien ce que doivent des gens de bien, mais cela s'entend tout ce qu'ils pourront et non plus... » La lettre insiste donc vivement pour que le duc de Ventadour se hâte de venir dans le pays.

(A suivre.)



MAZON.



# NOTES GÉNÉALOGIQUES

## SUR LA MAISON DE BOULIEU

D'ANNONAY

*Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du  
Mazel, en Velay, de Montparquet, etc., en Auvergne.*

(SUITE XII).



1600. — Par contrat en date du 3 octobre 1600, *Christophe Arenc de la Condamyne*, fils de noble *André Arenc* sieur de la Condamyne, mandement de St-Julien Molin-Molette, en Forez, épousa demoiselle *Anne de Boulieu* fille de feu noble *Méraud de Boulieu*, de son vivant sieur de Charlieu au mandement d'Annonay.

Le futur procède de l'autorité et licence de son dit père, et la future, de celles de puissant seigneur messire Nicolas du Peloux son curateur et de noble Louis de Boulieu, son frère. Elle se constitue en dot 5,000 livres et ses bagues et joyaux.

Son frère Louis lui constitue en dot 1000 livres pour supplément de légitime. Haute et puissante dame Catherine du Puy, femme dud. seigneur du Peloux constitue en dot à Anne de Boulieu 300 livres.

Plus le père du futur, André d'Arenc, constitue à son fils tous ses biens meubles et immeubles, droits et actions présents et à venir.

Il se réserve toutefois moitié de l'usufruit des biens et meubles, pendant sa vie.

Plus mille écus.

Plus que les légitimes des autres enfants seront prises sur lesdits biens, et que ces enfants seront nourris et entretenus par les futurs.

Au cas où le donateur ne pourrait cohabiter avec ses donataires, ces derniers demeureront aux maisons de la Condamine et que le donateur occuperait telles autres maisons qu'il lui conviendrait d'habiter.

André Arenc de la Condamine affecte outre ses biens, la maison et domaine de la Condamine pour restitution de dot et augment.

L'augment étant égal au tiers denier de la constitution de dot est évalué à 2200 livres.

Les bagues et bijoux à 500 livres. Présents au contrat : noble Jean de la Fressange, M<sup>e</sup> Théodore Gamon, docteur ès-droits, vénérable François de Giesvres, prieur de N.-D. d'Annonay, Mathieu de Bessey.

Reçu Garnier, notaire, en la maison de Nicolas du Peloux, à Annonay.

1601. — Obligation de commande souscrite à *Louis de Boulieu* par André Martinol, meunier de Pupy, pour le cheptel qu'il a reçu du seigneur pour l'exploitation des moulins et chevance de Pupy. Acte reçu le 8 septembre 1601 en la grande salle haute du château de Charlieu, par André Tourton, notaire royal, témoins Antoine Chomel de Combes, granger à Charlieu et Jean Verdier d'Annonay.

Ce cheptel se composait de un âne, une anesse, deux grandes vaches à poil rouge, 14 brebis et huit agneaux qui sont à moitié ou mespartie.

Les vaches et ânes sont remis par le seigneur au chapt de 29 écus quarante sols, le reste devant être rendu tête par tête et non en argent.

Par contrat du 27 mai 1601 reçu Deremillieu notaire, insinué et enregistré à la cour royale d'Annonay le 6 septembre et en la sénéchaussée de Lyon le 17 août de la même année, noble *Louis de Boulieu* épousa demoiselle *Suzanne de Villars*, de Condrieu.

Il est dit à ce contrat dont je possède deux expéditions en forme sur parchemin que noble *Louis de Boulieu* est fils de feu *Méraud de Boulieu*, quand vivait seigneur de Charlieu, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et de feu demoiselle *Suzanne Daviti*, habitant au lieu de Charlieu, mandement d'Annonay.

Suzanne de Villars était fille légitime de noble François de Villars, capitaine châtelain de Condrieu et de feu demoiselle Claudine de Tournon.

Le futur procède de l'avis et conseil de noble *Christophe de Boulieu*, sieur de Jarnieu son cousin, de noble Pierre Daviti son

oncle maternel, de nobles André et Christophe d'Harenc de la Condamine, ses alliés et beaux-frère, de nobles Joseph et Jean de Baronnat, sieurs de la Mure, et de licence et autorité de M<sup>e</sup> Jean Boyron, notaire royal dudit Annonay, son curateur.

Et la dite épouse de l'autorité, congé, voloir et licence dudit noble François de Villars son père, avis et conseil de noble Claude de Villars, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et lieutenant de Monsieur de . . . . . au Gouvernement de Bresse, son oncle, tous présents conseillant et autorisant.

Le père constitue à sa fille pour tous ses droits 2000 écus sol de 60 sols pièce. Le futur constitue à sa future un douaire de 50 écus par an plus 200 écus pour joyaux.

*Suzanne de Villars* était de la branche cadette de Villars, illustrée par une longue suite de prélats qui occupèrent les sièges épiscopaux de Mirepoix, d'Agen et pendant plus d'un siècle se succédèrent sur le siège archiepiscopal de Vienne, le plus ancien des Gaules, et compta parmi ses membres des maréchaux de camp, un maréchal de France et des gouverneurs de provinces ou de villes. Voici une généalogie sommaire de cette maison dans les deux branches où elle se partagea, d'après un arbre généalogique manuscrit qui fait partie des archives de la maison de Boulieu dressé par Claude de Lisle au XVIII<sup>e</sup> siècle. (Après 1770).

I. — *Claude de Villars*, second fils de Pierre et de *Suzanne Jobert*, seigneur de La Chapelle et de Maclas, capitaine de Condrieu, épousa le 26 juin 1544 Charlotte de Gayan, dont il eut :

1<sup>o</sup> *Claude de Villars*, seigneur de la Chapelle et de Maclas, *dit le Jeune*, marié le 30 juillet 1581 à *Anne de Fay*, fille de Jean, baron de Virieu, qui suit.

2<sup>o</sup> *Nicolas de Villars*, conseiller clerk au parlement de Paris, évêque d'Agen ;

3<sup>o</sup> François, qui suivra.

4<sup>o</sup> Jeanne ;

5<sup>o</sup> Claudine.

*Claude* qui précède eut de son mariage avec *Anne de Fay* ;

II. — 1<sup>o</sup> *Claude de Villars* III<sup>e</sup> du nom, seigneur de la Chapelle et de Maclas, marié le 16 décembre 1620 à *Charlotte de Louvel de Nogaret-Cauvion* ;

2° *Pierre de Villars*, deuxième du nom, archevêque de Vienne ;

3° *Elisabeth*, abbesse de St-André-le-haut, de Vienne.

4° *Charlotte* ;

5° *Louise*.

II. — *Claude III de Villars* eut de son mariage avec *Charlotte de Louvel* :

1° *Pierre de Villars*, dit le marquis, seigneur de la Chapelle et de Maclas. gouverneur de Besançon, marié le 24 janvier 1651 à *Marie Gigaut de Bellefonds* (1) ;

2° *Henry*, archevêque de Vienne ;

3° *Charles*, chevalier de Malte ;

4° *Louise*, mariée à *Hector de Charpin*, seigneur de la Forest des Halles ;

5° *Charlotte*, mariée à *Jean André de Castelier*, seigneur de Milieu, près de Vienne.

III. — *Pierre de Villars* eut de son mariage avec *Marie Gigaut de Bellefonds* :

1° *Louis Hector de Villars*, maréchal de France, marié le 1<sup>er</sup> février 1702 à *Jeanne Angélique de Varengeville* (2) ;

2° *Félix*, abbé de Moustiers en Argonne, agent du clergé de France ;

3° *Armand*, dit le comte de Villars, chef d'escadre ;

4° *Thérèse*, mariée à *Jean de Frétat*, seigneur de Boissieux ;

5° *Louise*, mariée à *François-Eléonore de Choiseul Traves*, dit le comte de Choiseuil, dont une fille qui suit ;

6° *Charlotte*, mariée à *Jacques de Vogué*, seigneur de Gourdan, dont un fils qui suit ;

7° *Agnès*, abbesse de Chelles.

(1) *Marie de Villars*, connue sous le nom de marquise de Villars, était née en 1624, épousa en 1650, le marquis de Villars et le suivit dans les diverses missions diplomatiques auxquelles il fut employé comme ambassadeur du roi de France. C'était une grande dame et une épistolière fort originale dont certaines correspondances avec la marquise de Sévigné, à Madame de Coulanges, Mesdames de Tencin et de Lafayette, des beaux esprits de son époque, ont été publiées et rééditées même longtemps après sa mort arrivée en 1706.

(2) *Louis Hector*, duc de Villars né à Moulins en 1653, mort à Turin en 1734 a laissé la réputation d'un vaillant et brillant chef d'armée et l'histoire militaire de la France, a consacré le souvenir des campagnes victorieuses auxquelles il présida en Flandre, en Alsace, en Allemagne, et en France contre les réformés des Cévennes où ses dragons laissèrent un souvenir que l'art dramatique et lyrique s'est chargé de populariser.



IV. — Louis Hector de Villars, eut de son mariage avec Jeanne Angélique de Varengeville :

Honoré Armand, gouverneur de Provence, marié le 6 août 1721 à Amable Gabrielle de Noailles et mort sans postérité.

D'autre part, *Louise de Villars* eut de son mariage avec le comte de Choiseul susmentionné :

*Marie-Sophie-Eléonore de Choiseul de Traves*, mariée en juin 1721 à Charles-Joseph d'Andigné, comte de Vesins, sans postérité.

D'autre part encore, *Charlotte de Villars* eut de son mariage avec Jacques de Vogué ci-dessus ;

*Pierre*, comte de Vogué, seigneur de Gourdan, brigadier des armées du Roy, sans postérité.

D'où il suit que la branche aînée des de Villars s'est éteinte avec ces trois derniers représentants morts sans laisser de postérité, savoir : *Honoré-Armand de Villars*, *Marie-Sophie-Eléonore de Choiseul*, *Pierre de Vogué*.

Dans la branche cadette des Villars, la descendance se poursuit beaucoup plus loin, par Suzanne de Villars entrée dans la maison de Boulieu de Charlieu en 1601, ainsi qu'on l'a vu précédemment.

*Claude de Villars*, fils de Pierre et de Suzanne Jobert, eut 5 enfants dont 3 fils et 2 filles. Les 2 fils aînés, Claude II et Nicolas formèrent la branche aînée de la maison de Villars dont la filiation précède.

*François de Villars*, le troisième des fils et ses sœurs *Jeanne* et *Claudine* appartiennent à la branche cadette.

1. — *François*, seigneur de la Garde, épousa le 11 septembre 1580 *Claudine ou Clauda de Tournon*, fille de noble Claude de Tournon élu de Forez pour le roy et de Antoinette des Gouttes, contrat reçu Daleysieu notaire de Condrieu.

*Jeanne de Villars* fut la mère de Gélas, évêque d'Agen.

*Claudine* épousa *Philippe Clapisson*, seigneur de Monteynard, capitaine châtelain des baronnies de Dargoire et de Châteauneuf.

Du mariage de François de Villars et de Claudine de Tournon, naquit entre autres enfants, une fille Suzanne, mariée à Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, et leurs descendants mâles et femelles savoir : Louis et Jacques de Boulieu et leurs enfants, Marie de Boulieu et les enfants qui naquirent de son mariage

avec Antoine de Lisle, Claude de Lisle et les enfants nés de son mariage avec Marguerite-Claire de Laube de Bron, et les enfants issus de ces enfants ont continué jusqu'à nos jours la descendance de Suzanne de Villars, à défaut de postérité dans la branche aînée.

1802. — Le 13 août 1602, Louis de Boulieu vendit la maison et jardin de Tournon dont il avait hérité de Méraud de Boulieu en 1597.

La maison était sur le bord du Rhône et portait l'enseigne du *Lion d'or*. Le jardin était hors la porte du Doux.

Le tout fut vendu à un sieur Jean Chambon, charpentier, de Tournon, au prix de 300 écus sols, valeur selon l'ordonnance. Louis de Boulieu était alors sous la curatelle de Jean Boyron, notaire à Annonay, qui l'assiste dans cette vente, reçue M<sup>e</sup> Antoine Combedemenge, notaire à Tournon.

1604. — Quittance du 24 novembre 1604, reçue Guérin, notaire royal de 16 sestiers seigle que André Martinol, fermier des moulins et chevance de Pupy, devait au seigneur de Charlieu, *Louis de Boulieu*, payable à la fête de St-Jean-Baptiste, 1605.

1607. — *Transaction* et accord passé entre noble Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu et noble Louis de Vaugueil et demoiselle Marguerite du Peloux mariés, sieurs de Gourdan, du 5 mars 1607, reçu Claude Garnier, notaire royal.

Cette transaction a pour objet de mettre fin au procès et différend qui s'était élevé entre *Louis de Boulieu*, fils et héritier de feu Méraud de Boulieu, demandeur en reddition de compte et prestation de reliquat d'administration tutellaire d'une part, et noble *Louis de Vaugueil* et demoiselle *Marguerite du Peloux* mariés, sieurs de Gourdan, comme héritiers sous bénéfice d'inventaire de feu messire Nicolas du Peloux, chevalier de l'ordre du roi.

Louis de Boulieu, dont la tutelle avait été confiée à Nicolas du Peloux et après le décès de ce dernier à la dame Catherine du Puy, sa veuve et héritière fiduciaire, avait demandé à celle-ci la remise de l'héritage de Méraud suivant l'inventaire fait en 1597 au décès de celui-ci.

Mais à la suite de sentences rendues contre elle, Catherine du Puy avait remis l'héritage de Méraud de Boulieu à demoiselle

Marguerite du Peloux, placée sous la tutelle de Christophe de Boulieu, seigneur de Jarnieu, lequel dut être mis en cause dans le procès, Marguerite du Peloux s'étant mariée dans l'intervalle du différend avec Louis de Vaugueil, lesdits époux avaient été appelés à rendre compte et à garantir le demandeur contre les agissements de Catherine du Puy, et en reddition de meubles, bijoux et arrérages dûs pour la gestion de l'héritage laissé par Méraud de Boulieu à ses enfants.

Louis de Boulieu procédant de l'autorité et avis de Jehan Boyron, contrôleur du grenier à sel d'Annonay son curateur, et les mariés de Vaugueil, s'accordent et transigent en acceptant les règlements faits par les auditeurs des comptes et moyennant la somme de cinq mille livres que les sieurs de Gourdan mariés promettent de payer dans un an pour règlement de tous comptes de tutelle, arrérages, etc., sous réserve de leur garantie contre la dame du Puy avec subrogation pour Louis de Boulieu de tous ses droits et actions contre ladite dame. Ledit Boulieu reçoit à l'instant 240 livres pour fraicts et intérêts légitimes de la somme principale pour l'an prochain venant, et en donne quittance, les parties s'engageant sur tous leurs biens à l'entière exécution de la transaction.

Fait à la maison des mariés de Gourdan, en présence de M<sup>e</sup> Pierre Picquet, docteur ès-droit, juge dud. Annonay, honorable Jehan Molynot et Messieurs M<sup>rs</sup> Anthoine Colomb et André Darmand aussi docteurs ès-droit, avec M<sup>e</sup> Boyron, noble Jacques de Cussonel signés avec les parties, de Jarnieu, Gourdan, M. du Pelloux et Claude Garnier, notaire recevant. (Expédition en forme sur papier).

Cette transaction ne mit pas fin aux contestations auxquelles donna lieu le règlement des comptes de tutelle des enfants de Méraud, car une série d'autres procédures prolongea le règlement définitif qui sera mentionné à la date de 1620, époque à laquelle une transaction nouvelle eut lieu entre les parties.

*Arrentement du moulin de Puy et grange d'icelui par Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, à André Martinol, pour une durée de 3 ans, en date du 9 juin 1607, reçu Léorat notaire.*

Le prix est fixé à 55 sestiers seigle, 5 sestiers froment et pour

les poules 300 œufs et 2 douzaines de chapons, et pour chaque vache ayant lait dix livres de fromage et cinq de beurre, et pour chaque brebis deux livres et demie de fromage. Le labourage que le fermier aura fait la dernière année de son bail sera fait par moitié et le blé récolté à fruits communs et partagé, entre le bailleur et le preneur. Le fermier ne pourra couper aucun arbre vert par le pied sous peine de 10 sols par arbre.

Bail du ... juillet 1607 reçu Boyron, notaire à Annonay par lequel *Louis de Boulieu*, seigneur de Charlieu, afferme à André Martinol, laboureur d'Annonay, la chevance et moulins de *Pépin* (Pupy) pour la durée de trois années et 3 prises au prix de huit sestiers de blé seigle à la fête de la Magdeleine, l'argent et les chapons à la Toussaint. Le précédent granger des moulins et chevance de Pupy était un sieur de Creux qui remet à Martinol successeur, le bétail que lui avait fourni le seigneur de Charlieu.

Pendant la durée de son bail, ledit Martinol devait planter aux endroits favorables cent plantons de *pibou* ou de saule et douze arbres fruitiers. Il devra nourrir deux pourceaux qui lui seront bailés à son entrée et qu'il devra rendre à la fête de St-Michel.

Par acte du 12 septembre 1607, reçu Tourton, *Louis de Boulieu*, seigneur de Charlieu, inféoda et albergea franc et perpétuel à Jean Messonnet de Boulieu et aux siens. une partie de la terre de Charlieu, appelée le Grand-Champ, moyennant l'alberge de quatre sommées de vin claret bon et de recette mesure dud. Annonay avec tous droits de lauze investi et par prélation, revenu et autres emportant seigneurie et directe, etc...

1612. — *Accord et quittance* passés entre noble *Louis de Boulieu*, mari de Suzanne de Villars, et nobles *François de Villars* et *Pierre de Villars*, père et fils, le 16 juin 1602. reçu Granjon, notaire royal de Condrieu.

L'acte est passé dans la maison de Villars à Condrieu, en présence de Christophe d'Arenc de la Condamine et de Charles Dernien, tailleur d'habits, témoins requis,

*François de Villars* est désigné comme père, et *Pierre de Villars* docteur ès-droits et avocat en la sénéchaussée de Lyon, comme frère de Suzanne de Boulieu.

Il s'agit d'une somme de 3.000 livres payée par les deniers de

Pierre de Villars en déduction de la dot et verchères de sa sœur, constituées par le contrat de mariage du 27 mai 1601, reçu François Remillien et qu'on trouve à sa date.

Par contrat en date du 19 février 1612, Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, fit l'acquisition d'une vigne de 7 fessoyrées au terroir de Fenivou, confrontant du matin, vigne de Jehan Androl père d'autre Jehan Androl, dit Rouchon, vendeur audit acte, du vent, le chemin de Boulieu à Davézieu, du soir, plantée du vendeur, qu'il tient en albergement dud. acquéreur et de bise, vigne restant aud. vendeur, et ce moyennant le prix de 330 livres tournois monnaie du roy, etc...

Fait à Boulieu, maison du notaire, témoins Antoine Chastagnier, Antoine Béraud et André Tameyne de Boulieu, Garnier, notaire recevant.

1612.—*Marie de Boulieu*, fille de feu Méraud, testa par acte le... juin 1612, après avoir élu sa sépulture dans la tombe de ses prédécesseurs elle donna à demoiselle Anne de Boulieu sa sœur, femme de Christophle Arenc, sieur de la Condamine, la somme de 60 livres.

A Suzanne de Villars, femme de Louis de Boulieu son frère, même somme.

A Anne de Boulieu, sa nièce, même somme.

A Marie Anne de la Condamine sa nièce, fille de Christofle, 40 livres.

Aux pauvres, pour charité, 30 livres.

Elle nomme pour son héritier universel, Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, son bien-aimé frère, fils de Méraud, à charge de payer ses dettes et légats.

1616. — *Un mémoire* écrit de la main de Louis de Boulieu et signé par Suzanne de Villars sa femme, en 1616, fait connaître le cheptel et le mobilier remis à Jacques Chomeil, meunier du moulin de Pupy et qu'il doit rendre à sa sortie. Cette note a son intérêt au point de vue de la simplicité du mobilier industriel d'un moulin à blé et à huile à l'époque dont s'agit.

« Je luy ai donné premièrement deulx vaches, ung asne et ugne anesse sous le chapt de cinquante sept livres, dix-neuf grandes brebis ou agneaux. De plus luy ay laissé les 4 martels pour *enchapler* le moulin.

Plus 2 grands cribles et ung petit ;  
 Plus 2 barlets d'huyle ;  
 Plus ung brochet d'huyle ;  
 Plus la grande poyle de lhuyle ;  
 Plus les draps de luyde de poil de chèvre ;  
 Plus ugne *baritelière* ;  
 Plus 3 grands coffres de sapin ;  
 Plus un aultre bon coffre de sapin pour mettre les moudures ;  
 Plus ugne grosse corde et le tour pour lever les meules ;  
 Plus 2 quartes et une monture de fer.

1616. — *Commission pour une compagnie de cent hommes de pied du duc de Savoye, au sieur de Charliu.*

CHARLES EMMANUEL, *par la grâce de Dieu, duc de Savoye, Chablais, Aoust et Genevois, prince et vicaire perpétuel du sacré empire Romatn, marquis en Italie, prince du Piedmont, marquis de Saluces, comte de Genève, Nice, Ast et Tendes, baron de Vaud et Faucigne... Verceil, du Marquisat et de Ceue d'Oneille du Marre, etc ..*

*Au sieur de Charliu salut :*

*Estant nécessaire de mettre promptement sur pied le régiment de Monsieur de Virieu pour nous en servir aux présentes occasions et informés de votre valeur et expérience militaire nous vous avons commis et commettons pour lever une compagnie de cent hommes de pied tous capables bien armés et de nation française soub led, régiment pour la conduire la part que par ledit sieur vous sera assignée si vous en chargerons fort expressément de fere contenir officiers et soldats en bonne police sans permettre aucun désordre sur nos peuples soub la payne portée par nos édicts militaires irrémissiblement le requérant ainsi notre service.*

DONNÉES à Turin, ce 3<sup>e</sup> de julliet 1616.

EMMANUEL.

UTA VIVALDO

PERNET

(Original in-f° sur papier avec le grand sceau du duc de Savoye au bas.)

1620. — *Claude de Villars, frère de Suzanne de Villars, femme de Louis de Boulieu.* — Un inventaire du 2 juin 1620 dressé par Laurent Péliisson, juge ordinaire des Clostiers de la grande église

de St-Maurice de Vienne, dans la maison capitulaire appelée de Palanin où habitait feu *noble Claude de Villars*, chanoine de Vienne, établit les biens meubles délaissés par le défunt.

Il est dit qu'il est frère de Suzanne de Villars, femme de Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu et de Jarnieu.

Cet inventaire ne relate que des terriers du prieuré de Beaumont dont le défunt était titulaire, des pièces de compte et d'arrentement quelques sommes en espèces et le détail d'un mobilier et de hardes assez ordinaires.

Cet inventaire est fait à la requête des sieurs Pierre de Villars et de Boulieu, ce dernier au nom de sa femme Suzanne de Villars, et tous deux frères et beaux-frères du décédé Claude de Villars, chanoine, et ses héritiers naturels, le chanoine étant décédé *ab intestat*.

1620.—Le 29 novembre 1620, acte de remise de la chatellenie de Ay, Seray et Mahun, par-devant le notaire royal, personnellement établi illustre et puissant seigneur messire *Just-Henri, seigneur et baron de Tournon*, Ay Seray et Mahun et autres places, comte de Roussillon, grand sénéchal d'Auvergne et bailli de Haut et Bas pays de Vivarais lequel de gré et franche volonté pour lui et les siens a vendu, cédé etc... à perpétuité à *Blaise Granjon*, écuyer, sieur de la Faurie pour lui et les siens, pour lui absent noble François de Sauzée, juge des susdites terres de Seray et Mahun, pour lui acceptant et stipulant des charges et offices de capitaine et châtelain des châteaux et juridictions d'Ay, Seray et Mahun, avec tous les droits, honneurs, privilèges, émoluments et profits compétents auxdites charges, aux gages de 30 sestiers blé seigle à prendre et s'en payer sur les grains du dit seigneur à raison de la rente appelée du Baillage, ladite faite moyennant le prix de 3000 livres payées en écus testons et autres monnaies dont se contente ledit seigneur.

Le baron de Tournon se réserve le droit de rachat, aux mêmes conditions, mais seulement après la mort du sieur de la Faurie, etc...

Fait et passé à Bourg-Argental dans la maison du notaire recevant, présens ; nobles Christophe de Montchenu, seigneur de Beaussemblant, Antoine Fournel, demeurant à Annonay et Isaac Robert, clerc à Bourg-Argental.

Cet original sur papier porte les signatures autographes de Tournon, Beaussemblant, de Moncheu, de Sauzeta Fournel, Robert, Mayol notaire recevant.

1621. — Le 7 septembre 1621, par acte reçu Claude Garnier, praticien d'Annonay, *noble Louis de Boulieu* fait une donation au monastère de Ste-Claire pour demoiselle *Marie de Boulieu*, sa fille, faisant profession audit couvent.

Il donna 1200 livres tournois en capital, dont il servira annuellement le revenu sur le pied de 72 livres payables par semestre. Le capital deviendrait exigible à défaut de paiement régulier desdits règlements semestriels.

Lucrèce de Platel est abbesse dudit monastère et les religieuses capitulaires présentes sont : Barbe de Craus, Anne de Faure, Catherine de Fay, Marie de Boulieu, Claude Barjon et Marie Gauthier.

Louis de Boulieu fit également une donation au couvent de N.-D. d'Annonay. lorsque sa fille y fut reçue religieuse, le 21 mars 1631, acte reçu Charon, notaire d'Annonay.

Il lui donna une somme de 1500 livres tournois plus des meubles dont mémoire fut dressé. La supérieure était Louise Blanc assistée de la supérieure de Tournon, Marie de Gaches.

1629. — Par contrat du 23 juin 1629, Gaspard de Laube, seigneur de Bron, épousa demoiselle Marie de Roussillon, reçu Bonnard, notaire royal.

Ledit noble Gaspard testa le 6 juillet 1638, reçu Gacon notaire.

Il mourut le 23 août 1639, laissant trois enfants sous la tutelle de leur mère.

Marie de Roussillon fit son testament le 11 octobre 1669, reçu Gougaud, notaire.

Elle mourut le 18 avril 1676, d'après un inventaire de sa succession à la date du 23. Bouton greffier.

— Contrat de mariage de Claude de Doujon avec Louise de Laube du premier février 1648.

— Testament de ladite Louise de Laube du 7 mai 1649, avec codicille de même date.

— André de Laube était fils de Claire de Peissonnel.

1621. — Par un acte de rémission, reçu en date à Boulieu du



7 février 1621, reçu Tourton, *Michel Garnier*, du lieu de Samoyard, paroisse de Savas, mandement d'Annonay, héritier et fils de feu Benoit Garnier, son aïeul maternel, fils de feu Jean Garnier, neveu et héritier de feu messire Pierre Garnier prêtre, incorporé à l'église archiépiscopale de St-Maurice de Vienne, cède et remet à noble *Louis de Boulieu*, seigneur de Charlieu, le droit de patronage et de présentation des chapelles de St-Jean-Baptiste en l'église de St-Maurice de Vienne, de N.-D. de St-Sébastien dans l'église de Boulieu, lesquelles chapelles furent fondées par Pierre Garnier, prêtre et prébendier de l'église de St-Maurice de Vienne, par son testament du 20 mars 1522, reçu Barberii.

Ce droit de patronage et de nomination approuvé par l'archevêque de Vienne à diverses dates, fut effectivement exercé depuis 1622 et jusqu'à la fin du siècle dernier, par les héritiers successifs de Louis de Boulieu et ses descendants, et plusieurs membres ecclésiastiques des familles de Boulieu et de Lisle, furent pourvus de ces bénéfices sur la nomination des leurs.

Les recteurs des chapelles de N.D. de l'Aumône et de St-Philibert en l'église de N.-D. d'Annonay, et de la chapelle de Ste-Croix de Vernosc étaient également à la nomination de la famille de Boulieu, dont plusieurs membres furent pourvus de ces bénéfices, fort peu importants d'ailleurs, et qui étaient plutôt honorifiques.

Les archives de la maison contiennent toute la série des actes de nomination et de prise de possession de ces divers bénéfices pendant près de deux siècles, ainsi que des litiges qui s'élevèrent plus d'une fois, surtout avec le chapitre de Vienne, au sujet du patronage héréditaire des Boulieu, qui fut contesté en certaines occasions par ledit Chapitre, mais finalement confirmé par des sentences ou des transactions, qu'il serait oiseux de mentionner plus amplement (1).

1623. — Le 14 décembre 1623, Pierre de Bouliéu, chanoine de la cathédrale de Vienne est mis en possession de la chapelle de St-Sébastien de Boulieu, appelée chapelle des Garniers, dont il a

(1) Outre l'acte de rémission du 7 juin 1621, ci-dessus mentionné, voir le testament de Pierre Garnier du 20 mars 1592, et celui de Benoit Garnier de Samoyard, du 6 septembre 1591, reçu Tourton, et tous les actes de résignation, nominations, provisions et mise en possession desdits bénéfices. (Mes archives).

obtenu provision de Pierre, évêque d'Ephèse, coadjuteur de l'archevêque de Vienne, M<sup>e</sup> Jean Dallier prêtre, incorporé en l'église de Boulieu l'assiste dans cette cérémonie, dont le procès-verbal est signé Tourton.

Le 21 septembre 1750, le recteur est messire Jean de St-Priest de Châteauneuf.

Le 31 octobre 1651, Louis de Boulieu, patron de ladite chapelle, nomme messire André Chotet, curé de Ste-Marguerite de Davézieu, recteur et bénéficiaire de St-Sébastien, reçu Tourton.

M<sup>e</sup> André Chotet succédait à Pierre de Boulieu, décédé. Les provisions de l'archevêché sont du 3 février 1652, signées Pierre de Villars, archevêque de Vienne.

Par provisions du 26 août 1657, Jacques de Boulieu, fils de Louis, écuyer, clerc, est nommé recteur de St-Sébastien, après le décès de M<sup>e</sup> Chotet. Il est mis en possession le 30 du même mois, par M<sup>e</sup> Desvernay Pierre, curé de Boulieu, acte reçu A. Dumas, notaire.

Le 4 août 1651, Estienne de Boulieu, chanoine de St-Ruf est nommé recteur, sur la présentation de son père Louis. Reçu Floury François, notaire à Boulieu.

Le 21 novembre 1757, *Claude de Lisle de Boulieu*, seigneur de Charlieu nomme son fils Antoine-François de Lisle, aux bénéfices de la même chapelle et de celle de Notre-Dame de l'Aumône, de l'église d'Annonay, vacants par la démission de messire Jean de St-Priest de Châteauneuf.

Antoine François était clerc tonsuré et habitué du noble chapitre de St-Chef de Vienne. Il devra faire dire les messes auxdites chapelles en attendant de pouvoir les dire lui-même

M. de St-Priest était en même temps recteur des chapelles de St-Sébastien de Boulieu, de Ste-Croix de Vernosc, et de celles de l'Aumône et de St-Philibert, dans l'église de N.-D. d'Annonay.

Antoine François de Lisle lui succéda dans ces diverses rectories.

Il fut mis en possession le 15 janvier 1758 à Boulieu, M. Desfrançois, curé.

1620. — *Transaction* du 14 mai 1620, obtenue par l'entremise de messire Gabriel de Fay, seigneur de Gerlande, baron de Saussac, chevalier de l'ordre du roi, noble Christophe Arenc de

la Coudamine et messieurs M<sup>es</sup> Antoine Scigle, lieutenant du bailli de Vivarais, Pierre Picquet et Pierre Dodin, docteurs ès-droit, lesquels après cinq jours de calcul et de vérification des griefs réciproques avaient arrêté les bases de ladite nouvelle transaction, faite entre Louis de Boulieu et les mariés de Gourdan complétant ainsi la transaction faite entre les mêmes parties en 1607, mais dont les règlements n'avaient pas été entièrement faits encore.

Fait à Annonay, en la maison des mariés de Gourdan en présence de noble Jacques de Cussonel, Isaac Gauthier, docteur ès-droit, avocat en la cour royale d'Annonay. Reçu André Tourton, notaire royal, signé.

La quittance générale des comptes de tutelle est reçue Tourton Samuel, le 26 octobre 1638.

1623. — *Extrait* des actes et registres du baillage de Forez, siège de St-Ferréol, procès-verbal d'enterrinement des lettres de grâce accordées à Jean Faure du Prestrin (ou Pestrin), prisonnier aud. St-Ferréol en présence de Jacques Jean, Bonne et Anne Bertoulier, enfants de feu Pierre Bertoulier et Françoise Pisson, veuve de feu Antoine Berthoulier, joints à eux le procureur du roi au présent siège, intimés et défendeurs d'une part et Victor de Ville, conseiller du roi, lieutenant général civil et criminel au bailliage de St-Ferréol, commissaire à ce député de sa Majesté.

En vertu de ces lettres de grâce du mois de février, signées Louis données à Paris, scellées du grand sceau de cire verte à lacs de soie rouge, le roi abolissait la sentence de mort déjà exécutée en effigie à laquelle ledit Jean Faure du Pestrin avait été condamné pour meurtre commis sur les personnes de Pierre et Antoine Berthoulier, moyennant 1200 livres d'amende, dommages et intérêts payés par ledit Faure aux enfants et veuve Berthoulier et à tous les dépens de l'instance et taxes au profit des officiers du bailliage (19 juin 1622).

1623. — *Sommaire apprinze* pour Pierre Barthélemy Rabier, laboureurs d'Annonay, contre les sieurs religieux Célestins à raison des tènements de *Vidalon*, reçu Baud, notaire, le 8 février 1623.

Cette expertise des lieux est faite à la demande du frère *François Le Clerc* procureur au couvent des seigneurs religieux célestins

de Notre-Dame-de-Colombier-le-Cardinal et de Pierre Rabier, laboureur au bourg de la Récluzière d'Annonay, lesquels ont exposé scavoir le dit sieur procureur au nom que procède tenir et posséder un tenement de masures autrefois *mollins*, avec le droit de perception deaux levée beal chounevrier, terres, rochers et autres curtilhages dépendant du *Mollin appelé de Vidallon ou de St-Peyre*, partie desquels fonds ils possèdent comme vacquants, autre partie au moyen du guerpissement de M. Isaac Bazin cy devant possesseur d'icelle ». Le monastère veut alberger ces fonds à Rabier, mais celui-ci demande un état de lieu préalable qui est confié à des experts.

Il résulte du procès-verbal descriptif ainsi dressé, que ces moulins à chanvre étaient en ruine depuis 1588 environ ainsi que les biefs d'aménée et tout ce qui jadis permettait de faire fonctionner la pierre à chanvre, le tout est en pente rapide descendant à la rivière de Deume qui forme la limite au couchant, et les terres du sieur de Charlieu celle du nord et du levant, et du sud les terres de Paul Briansson et la vigne de Jean Gard dit Rivat, et de Jean Bazin, etc...

Briansson déclare avoir acquis son bien de feu Mathieu Bazin.

Les chemins allant de Vidallon ou St-Peyre à Davézieu, à Annonay en passant près du Mas, étaient complètement ruinés depuis l'abandon du moulin, tandis qu'environ 35 ans en deça ils étaient larges et spacieux et qu'on pouvait y passer à chars et bœufs.

Acte a été dressé de ces constatations en présence de Christophe Boiron, docteur ès-droits, juge des juridictions d'Ay, Seray, Pierre Rignol praticien d'Annonay, Chappuis et Merlin, Baud notaire, contresigné ; Seigle, licencié.

A la fin de l'acte il est expliqué que ce verbaile a été extrait en bonne forme de l'original aux mains de noble Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, fils d'autre noble Louis de Boulieu, et collationné par Jean Gourdan, notaire royal au bailliage du Vivarais, siège royal d'Annonay, commissaire député pour nosseigneurs des requêtes du Palais à Toulouse, à la requête du seigneur de Charlieu, contre le syndic des religieux Célestins de N.-D. de Colombier-le-Cardinal, le 30 janvier 1659.

Signé : Gourdan not. et comm<sup>re</sup>.

(Expédition en forme sur papier de 8 pages in-8°, de mes archives).

1627. — Quittance donnée le 17 février 1627 à noble *Louis de Boulieu* sieur de Charlieu, de la somme de 100 livres pour la *Chappe* de noble *Pierre de Boulieu* fils dudit sieur de Charlieu, laquelle *chappe* il doit à son entrée de son canonicat du chapitre de St-Maurice de Vienne.

Signé : Gombert, rectorier.

1630. — Testament de *Pierre Davity*, fait à Mauras en Dauphiné le 26 septembre 1630, et demeuré pour ordonnance du Vibailly de St-Marcellin entre les mains de M. Levault, greffier du vibaillyage dudit St-Marcellin.

Le 20 avril 1635, M. de la Condamine en prit une expédition en forme dudit greffier, ainsi que de toutes les procédures faites en justice en suite de l'ouverture dudit testament et d'un codicile fait par *Pierre Davity* et reçu par *Nourry* et *Saulnier*, notaires royaux du châtelet de Paris, le 17 février 1635 (Année de la mort de *Davity*).

Dans le préambule de ce testament *Pierre Davity*, oncle de *Louis de Boulieu* et mari de demoiselle *Mademoiselle Marie de Fasson*, se qualifie noble *Pierre Davity*, sieur de Montmartin, gentilhomme de la Chambre du Roi, maistral et capitaine du château de Moras.

Il dit faire son testament parce qu'il est sur son départ pour aller en Italie, avec le reste de la noblesse de cette province pour le service du Roi.

Il s'en remet à ses héritiers du soin des honneurs de ses funérailles et sépulture.

Il lègue 30 livres à l'église Notre-Dame de Moras pour la réparation d'icelle et du cimetière payable à son décès ou quand les réparations seront faites.

Il lègue 300 livres à l'hôpital de Tournon, plus 100 livres à *Pierre de Daulz*, dit *Barrault*, son filleul de Tournon.

Il donne à titre de legs particulier à *Madeleine de Fasson*, sa femme, tous ses biens meubles et immeubles de Montmartin, ainsi qu'il les a acquis du comte de Belin, et cela à la vie à la mort, mais en l'excluant de tous ses autres biens.

Il fait ses héritiers universels ladite demoiselle Madeleine de Fassion sa femme et noble Claude Daviti son fils, à la condition que sa femme reste maîtresse de gouverner ses biens pendant sa vie à charge de les remettre à son décès à son fils sans aucune distraction et au cas où ledit Claude décéderait avant l'âge de 25 ans, il lui substitue noble Christophe de Haranc, sieur de la Condamine et demoiselle Anne de Charlieu mariés, à la charge qu'après leur décès, ils laissent ledit héritage à noble Pierre de la Condamine leur fils et son filleul.

Et au cas où ladite substitution arrive audit sieur de la Condamine, il donne et lègue à noble Claude de Giraud sieur de Saint-Sauveur, son neveu, la somme de 6000 livres pour tous ses droits.

Il donne et lègue à noble Claude de Boulieu, sieur de Charlieu, fils aîné de noble de Boulieu, 3000 livres. et si ledit de Boulieu décède avant son père aussi neveu du testateur, il veut que ce légat revienne au père, pour tous les droits qu'il pourrait prétendre.

Mais ces légats particuliers et substitutions seraient nuls et caducs si Claude Daviti, fils du testateur atteignait l'âge de 20 ans.

Il donne suivant la coutume 5 sols à tous autres prétendants droits à son héritage et les faisant ainsi héritiers particuliers.

1631, — Du 19 novembre 1631, certificat du maréchal de Toiras, dont suit la teneur :

Le Maréchal de Toiras, lieut. général de l'armée du Roy en Italie.

Certifions à tous ceux qu'il appartiendra que le *sieur de Charlieu* (1) cy devant capitaine au régiment de Montezat a bien et fidèlement servi Sa Majesté sous notre charge pendant tout le temps que nous avons sesjourné dans le Montferat et s'est trouvé à toutes les occasions qui sy sont présentées particulièrement au siège de Casal où il auroit esté blessé nous ayant par tout donné des preuves de son courage.

Fait à Pignerol ce 19<sup>e</sup> jour de novembre 1631.

TOIRAS (2).

Par mondit seigneur,

VERT.

(1) Méraud de Boulieu, fils de Louis.

(2) Jean du Caylar de St-Bonnet, originaire des Cévennes en 1585, mort à l'attaque de Fontanelle dans le Milanais en 1636.

1635. — L'an mil six cent trente cinq et le onzième d'avril dans la ville d'Annonay, par devant nous Anthoine Seigle, conseiller du roy, lieutenant général au baillage de Vivarais, siège royal d'Annonay et dans notre maison d'habitation.

A comparu noble *Louis de Boulieu*, sieur de Charlieu lequel ensuite du commandement à luy fait par Bourdet sergent et en vertu de lordonnance de Monseigneur le duc d'Alluyn, pair de France, gouverneur et lieutenant général en cette province de Languedoc, ensemble de lordonnance rendue en ce baillage et siège, nous auroit exposé pour sexcuzer légitimement dese mettre en esquipage darmes et chevaulx pour servir au ban et arrière-ban commandé, que depuis quatre ou cinq ans en ça il a dans le service du roy et dans ses armées nobles *Claude-Méraud et Pierre-François de Boulieu* ses fils, scavoir ledit Claude-Méraud dans le régiment du sieur de la Motte et ledit Pierre-François dans celui du sieur Févron pour lesquels mettre en esquipages soit darmes ou chevaulx il se serait jetté dans des grands frais et despances ne pouvant abandonner sa maison composée d'un grand nombre d'enfants sans lexposer à des grandes incommodités sur quoy il se réserve faire des preuves et soufissamment appuyées si besoing est. alleguant touttefois toutes les susdites escuzes sans préjudice du désir et de l'affection qu'il a de servir Sa Majesté tant de sa propre vie que de tous ses biens et de ce quil a de plus cher de quoy nous a requis actes, que nous lieutenant luy avons octroyé. etc (1).

Sous ce titre : *Coppie du servisse que doit au Roy M. de Charlieu pour l'arrière-ban du Languedoc et quitanse diseluy.*

Je trouve l'état suivant d'une très-belle écriture administrative du xvii<sup>e</sup> siècle :

Le seigneur de *Péraud* et la damoysselle de *Joannas* sa femme...  
III<sup>e</sup>. II liv. IV sols IV deniers.

*Anthoine Arenc*, sieur de la *Condamine*, lIII liv. VII s. 6 deniers.

*Louis de Boulieu*, sieur de *Charlieu*, lxx VII liv. VI den.

*Jean de Blancheleyne*, s<sup>r</sup> de *Chanalost* xxv liv. XVI s. VI den.

(1) Louis de Boulieu, fils de Méraud, avait de son mariage avec Suzanne de Villars 15 enfants dont 8 fils et 7 filles, et au moment de cette requête, il avait 7 enfants en bas âge, en outre des 2 fils dont il invoque la présence dans les armées du roi.

Total <sup>iiii</sup>° lxx liv. <sup>xiiii</sup> s. <sup>iiii</sup> d.

1637. — Dans la production de titres faite pour *Louis de Boulieu*, devant M. Claude de Veyras, docteur en droits, avocat en la sénéchaussée de Beaucaire et Nismes, commissaire subdélégué par Messieurs de Miron et du Pré, conseillers du roy en ses Conseils, intendants de la justice, police et finances en Languedoc, commissaires députés par Sa Majesté sur le fait des francs fiefs nouveaux acquis au ressort de la cour et parlement de Thoulouse, je relève cet article de la dite déclaration :

« Plus exhibe un extrait tiré du livre des monstres et services faicts par les nobles du pays de Vivarois, le 27 aoust 1517 devant le sieur de Meurles, lieutenant lay du sieur sénéchal de Beaucaire et Nismes, en la ville de Béziers, par lequel appert que les seigneurs de la Voulte, Joyeuse, d'Antraigues et autres seigneurs se présentèrent devant led. s<sup>r</sup> commissaire pour faire le service deu à Sa Majesté et avec eux plusieurs autres nobles et gentils hommes entre lesquels est led. feu noble *Méraud de Boulieu*, ayeul dudit produisant qui se fut bien gardé de se présenter en cette action importante sil neust été vrayment noble et au rang de ceux qui estoient tenus aud service. Aussi n'aurait-il esté receu avec lesd. seigneurs et gentilshommes s'il n'eust esté de lad. qualité. Ledit acte tiré des archives de lad. senechaussée de Nismes et signé de la Gorce.

Plus exhibé, le testament dud. noble *Méraud de Boulieu*, ayeul du produisant receu Gonod le 11 avril 1554.

Auquel testament appert que noble *Méraud de Boulieu* estoit seigneur de la seigneurie de Jarnieu en Lyonnais comme aussy les susdits Albert estoient seigneurs de la mesme seigneurie. Et davantage, il conste par le même acte que led. *Méraud* estoit balif de lad. ville d'Annonay. Laquelle qualité de balif n'a jamais esté donnée par les seigneurs comte de la Voulte à aucun qui ne fut vrayment noble.

Et par le même acte est justifié du légat que led. *Méraud* avoit laissé à frère *Laurens de Boulieu* un de ses fils chevalier de l'ordre de St-Jean de Hyérusalem séant à Malte, lequel *Laurens* estoit frère d'autre *Méraud* père du produisant, et au siège de Malte qui fut faict en lan 1565 par Solyman, Grand Empereur



des Turcs. led. Laurens fut employé par le seigneur grand Maître de l'ordre pour conduire au fort St-Elme trois cens hommes entre lesquels y avoit plusieurs chevaliers et deux compagnies du Bourg pour repousser les assiégeants dud. fort, comme il se voit en l'histoire faicte par le sieur de Boisset, livre 6, vol. 2, fol. 847.

Et il n'y a personne qui ne sache que pour posséder lad. qualité de chevalier aud. ordre il faut estre noble de quatre générations tant du costé paternel que maternel, et avoir prouvé sans contredit d'aucun sadite noblesse de tout led. temps.

Plus exhibe cinq arrests donnés en la cour de parlement de Tholose es années 1537 et 1538 par lesquels led. Méraud a tousjours esté qualifié de la qualité d'escuyer et balif dud. Annonay.

1638. — Lettre du maréchal de Schomberg à *M. de Charlieu* écrite de Montpellier le 18 juin 1638, reçue le 7 août suivant, par le destinataire :

*Monsieur,*

*Les advis que je reçois de toutes parts du dessaing que les espagnols ont d'entreprendre de rechief sur la Provence mayant esté confirmés par plusieurs courriers du Roy venus exprès pour ce subject mobligent a vous fere scavoir la vollonté de Sa Majesjé qui me commande d'assembler la noblesse de mon gouvernement pour m'opozer avec vigueur a leurs premiers efforts, la pensée que j'ai tousjours eu de soulager le pays est cause que j'ai consenty facilement a laisser partir tous les corps de cavallerie qui sy sont levés et qui y ont hiverné et je croirois me trouver surpris en ceste rencontre sy je neslois assuré de la fidellité de tant de gentilshommes qui prodiguèrent si courdgeusement leur vie lannée passée au combat de Caucato, le témoignage que jen ai rendu au Roy et à S. E. a fait telle impression en leur esprit quils eussent semblé maintenant nous laisser en proye aux ennemis sils ne scavoient qu'a la première semonce toute la noblesse monterait à cheval et que cella étant il y avoit peu à craindre. Le rang que vous tenez vous rend des plus considérables en cette qualité.*

*Je vous en escriis des premiers outtre que je vous considère comme mon amy particulier de vous rendre à Béziers le 30 de ce mois avec le meilleur équipage que vous sera possible en tel nombre de vos amis que vous aurez en estat de marcher et jespère quen ceste occasion*

*comme en beaucoup d'autres je pourroy vous fere paraistre que je suis véritablement*

*Monsieur,*

Votre très affectionné serviteur,

SCHOMBERG.

Montpellier, ce xviii juin.

*Ne voulant vous mettre en despens sans subject je vous prie de vous tenir prest à la première semonce que vous en aurez dans le temps que je vous marque.*

1639. — *Certificat* délivré par noble Méraud de Luc, commissaire ordinaire des guerres, en date du 5 juillet 1639 à Tournon, attestant que noble Louis de Boulieu s'est présenté à la Montre tenue à Annonay pour le ban et arrière-ban le premier juin de la dite année, en présence des sieurs lieutenant du bailli et procureur du roi au siège du haut Vivarais suivant le règlement de Sa Majesté et que ne pouvant faire lui-même le service en raison de son incommodité et santé il aurait présenté en son lieu et place le sieur Pierre de Bergèdde qui aurait été trouvé en bon et suffisant équipage de guerre et capable de servir le roi, lequel se rendra à Narbonne avec la troupe des gentilshommes du haut Vivarais qui auront à aller prendre leur quartier au temps et suivant la route que leur assigneront messieurs de Miron et du Prê, intendants de la justice et finances du Languedoc, suivant et conformément aux ordres de Monseigneur le prince (in-4° papier).

D'un extrait en forme des registres de la Chambre des comptes de Montpellier délivré à la requête de *Louis de Boulieu*, il apert que noble *Méraud de Boulieu* aïeul du dit Louis avait été bailli d'Annonay de l'année 1546, et par conséquent vraiment noble, la charge de bailli ne se donnant qu'aux dits nobles et gentilshommes d'ancienne noblesse pouvant seuls avoir entrée aux Etats du Languedoc en qualité de baillis et même alors que le marquisat d'Annonay appartenait au roi Henri III.

Cet extrait collationné fut mis au dossier des preuves de noblesse fourni à la commission des titres de l'intendance du Languedoc.

Méraud de Boulieu fut colloqué dans lesdits comptes de juin et

septembre 1546 pour la somme de 26 livres pour 13 journées où il avait vaqué en deux voyages aux affaires du diocèse de Viviers et au département de l'assiette de ce diocèse, à raison de 2 livres tournois par journée.

(*A suivre.*)

PAUL D'ALBIGNY.



## MONOGRAPHIE

### *DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS*

---

#### RUOMS

##### I.

Dans les anciens titres le nom de cette paroisse est écrit : Ruonis, Ruons, puis Ruoms.

Elle est fort étendue, limitée au nord par la rivière de l'Ardèche, et au-delà par la paroisse de Labaume, au midi par Vallon et à l'est par Pradons et la Gorce.

Environ le tiers de son territoire est en plaine et les deux tiers en bois taillis de chênes. Le sol est calcaire, fertile, produisant les mêmes récoltes que celles des vallées de Chassezac et de la Basse Ardèche. Le chef-lieu situé sur la rive gauche de cette rivière, gros village fort ancien, clos de murs épais, flanqués de part en part de tours carrées, existant encore en partie, ce qui lui donne un air de moyen-âge. Des ruelles étroites, tortueuses et sales, de vieilles maisons et l'église au centre, contre laquelle était le prieuré, dont il ne reste rien.

Aujourd'hui il s'est formé en dehors de cette enceinte, sur la grande route, une rue aux maisons modernes.

Importante station du chemin de fer du Teil à Alais, desservant les villes de Largentière, Joyeuse et Vallon, cause de sa prospérité croissante.

Deux brasseries fournissent aux environs de l'excellente bière, des carrières de belles pierres calcaires qui s'exportent au loin et occupent de nombreux ouvriers.

L'Ardèche est traversée sur un pont suspendu entre les deux rives, encaissée entre deux hautes assises de bancs calcaires à pic, la route en partie creusée en tunnel est fort remarquable. Depuis quelques mois le pont suspendu a été remplacé par un beau pont en pierres (1897).

Cette route construite il y a une quarantaine d'années remonte l'Ardèche jusqu'au confluent de la Ligne, puis cotoie celle-ci jusqu'à la route d'Aubenas à Joyeuse.

Il y a une quarantaine d'années, il n'existait aucun pont, on traversait souvent l'Ardèche avec difficulté, soit en bac, soit à gué. La route au lieu de remonter l'Ardèche et la Ligne, montait sur les côteaux de Labaume et Chapias à travers les vignes et les bois de chênes et descendait en un lieu nommé Baraud, pour s'y joindre à celle d'Aubenas à Joyeuse, ce chemin difficile pour les voitures était désert et exposé aux voleurs, d'où son nom de Malpas.

Ce chemin se bifurquait dans le bois pour descendre à Bellevue et à Largentière. Ils sont tous les deux abandonnés, ne servant qu'à l'exploitation de ces pauvres terrains.

Une autre route à la sortie du pont, se dirige au couchant, traverse la rivière de Baume, sur un pont submersible et remontant le cours du Chassezac, traverse les paroisses d'Auriolles, St-Alban et Chandolas et va se souder à la Maisonneuve à celle de Joyeuse à Alais.

Une troisième partant de Ruoms, cotoye en descendant le cours de l'Ardèche et conduit à Vallon et au Bourg-St-Andéol. A deux kilomètres de Ruoms il s'en détache une autre qui traverse l'Ardèche et remonte la vallée de Chassezac, sur la rive droite, desservant Sampzon, Grospierres, Comps et aboutissant à la même route de Joyeuse à Alais.

Enfin d'autres bonnes voies de communication partant de Ruoms remontent l'Ardèche passant à Balazuc, Vogué, Aubenas, avec embranchement sur Villeneuve-de-Berg, le Teil et Viviers.

Ruoms est donc admirablement pourvue sous ce rapport sans compter les chemins vicinaux desservant Pradons, Chauzon, St-Maurice, etc., toutes causes contribuant à la prospérité de Ruoms.

Autrefois la route de Ruoms en sortant du village, au lieu de suivre le cours de l'Ardèche, montait dans les bois, était fort accidentée, mal entretenue et sauvage.

C'est à feu M. Valladier, conseiller général de Vallon, que sont dues ces améliorations.

Ruoms se trouvant sur le passage des armées catholiques et protestantes pendant les guerres civiles, eut moins à souffrir que les contrées environnantes, grâce à ses remparts. Si son église fut dévastée, ce dont nous n'avons pas la preuve, du moins elle ne fut ni ruinée ni incendiée, comme tant d'autres. Elle existe toujours et paraît remonter à une haute antiquité. Son clocher est une haute tour carrée percée d'ouïes, au dessus desquelles la bâtisse est formée d'un damier de pierres taillées de mêmes dimensions, blanches et noires.

## II.

Le seigneur temporel de Ruoms était le prieur.

Un seul château se trouve sur cette paroisse, celui de Chaussy, autrefois nommé du Ranc. Situé à un demi kilomètre de Ruoms, proche la route de Vallon qui traverse le domaine, sur un mamelon dominant la plaine et le cours de l'Ardèche et d'où la vue s'étend au loin, au midi le rocher de Sampzon, au couchant la Lozère et au nord le Tanargue.

L'époque de sa construction n'est pas connue, nous savons seulement qu'au commencement du xv<sup>e</sup> siècle il était habité par une famille noble du nom du Ranc, dont les aïeux sans doute tiraient leur nom.

Noble Louis du Ranc (Ludovicus de Ranco) est dit demeurer à

Ruoms avec sa femme Brunette de St-Genest, dans le contrat de mariage de leur fils André du Ranc du 6 février 1442, avec d<sup>lle</sup> Françoise de Lespinasse.

Fait à Thueyts en présence de nobles Etienne des Pressis, Jehan de Gast, Guignard de la Roussière, Guillaume du Ranc, cousin ; Etienne Fabri, notaire.

Leur fils Gaspard du Ranc, n'est connu que par une quittance du 6 juin 1468.

On trouve ensuite plusieurs membres de cette famille qu'on ne peut rattacher aux autres, entre autres, noble Pons du Ranc, prieur de St-Alban-sous-Sampzon en 1570.

Les Vinduol, *alias* Venduol, étaient seigneurs de Chaussy en 1400, terre qui se trouve dans les bois de Ruoms, nommée aujourd'hui : Le Petit Chaussy.

Cette famille n'est connue que par quelques actes concernant certains membres. Ils durent s'allier ou acquérir le château du Ranc, auquel ils donnèrent le nom de Chaussy.

Noble Jean de Venduol, sg<sup>r</sup> de Chaussy, épousa noble Blanche d'Adillon de Sampzon. Il est dit demeurer dans la paroisse de Ruoms, dans un acte par lequel Jacques d'Adillon, frère de Blanche, règle ses droits légitimaires, dont Balthazard de Chaussy son fils donne quittance à Gaspard d'Adillon en 1552.

Balthazard de Chaussy épousa Guyonne de Balazuc, dont vinrent : 1<sup>o</sup> Loys dont le tuteur Jean de Balazuc, reçut pour lui une reconnaissance le 19 décembre 1563 (Sabatier, notaire). Il mourut jeune. 2<sup>o</sup> Léonarde, fille aînée, épousa noble Louis de Bonas qualifié sg<sup>r</sup> de Chaussy. Laquelle testa le 14 décembre 1574, se disant fille de Balthazard de Venduol, sg<sup>r</sup> de Chaussy, veut être inhumée en la forme catholique en l'église de Ruoms, au tombeau de ses prédécesseurs. Lègue à l'église une robe de tafetas pour en faire une chasuble, fait des legs à ses sœurs Anne et Clauda et fait héritier son mari (Pierre Faure, notaire). 3<sup>o</sup> Claudine épousa en 1578 Jean Sabatier de Lachadenède, de l'autorité et licence de noble Jean de Bonas son beau-frère.

On trouve d'autres Vinduol bien antérieurs à ceux-ci :

Noble Giraud de Vinduol, sous-diacre du lieu de Ruoms en 1461. (Roberti, notaire).

On voit ainsi que les Vinduol étaient tombés en quenouille et que les Bonas leurs succédèrent.

Ceux-ci paraissent être sortis de Villeneuve-de-Berg et de Valvignières, devaient être de bonne race, si on en juge par leurs alliances avec les plus anciennes familles du pays.

Béraud de Bonas (Bonasio) rend hommage à l'évêque du Puy en 1285. En 1358 noble Pons de Bonas et Catherine sa femme, fille de feu noble François de Lanas, font hommage à Pierre de Balazuc, pour ce qu'ils possèdent à Lanas.

Ce fut à la VII<sup>e</sup> génération que Louis de Bonas devint sg<sup>r</sup> de Chaussy où il vint demeurer, par suite de son mariage avec Léonarde de Vinduol.

Au x<sup>e</sup> degré Jean de Bonas, époux de Jacqueline de Merle de la Gorce, fit de mauvaises affaires et fut forcé de vendre par acte du 14 octobre 1659, reçu Jacques Pagès, notaire de Bane, son château de Chaussy et droits seigneuriaux à Scipion de Beauvoir, comte du Roure, qui en reçut l'investiture par Henri de Merle de la Gorce, le 18 octobre 1663. Jean de Bonas se réserva seulement dans cette vente, le patronage de la chapelle fondée par les Vinduol, dans l'église de Ruoms. Il se retira à Viviers où il mourut ab intestat en 1699, laissant trois filles :

L'aînée, se maria trois fois et en dernières noces le 7 mai 1676 à noble Pierre Jacques d'Yzarn de Montjeu, baron de Coursoules (Monpas, notaire). Par suite des mauvaises affaires de son père, elle dut rapporter sa dot de seize mille livres par sentence du sénéchal d'Uzès.

La seconde, Marianne épousa en 1686 noble Louis Datdé, sg<sup>r</sup> de Planzolles, morte sans postérité.

Enfin la cadette Marie, alliée en 1673 à André Faure, docteur et avocat.

Ainsi s'éteignit la famille.

Nous n'avons pu découvrir pourquoi les Bonas et les Beauvoir du Roure, rendaient hommage aux la Gorce pour la terre de Chaussy.

En 1659 au mois de juin, quatre à cinq mois avant la vente de Chaussy, Jean de Bonas présenta une supplique à l'évêque de Viviers pour l'autoriser à faire dire la messe dans la chapelle de

son château de Chaussy, comme étant *éloigné* de Ruoms (un demi kilomètre). Mgr de Suze délégua à cet effet M<sup>re</sup> de Gages, official de Largentière. Son procès-verbal du 7 avril 1659, porte que cette chapelle approuvée autrefois par Mgr de l'Hostel, a été profanée et qu'il y a lieu de la réparer. Elle peut contenir dix à douze personnes sans gêner le prêtre et que nombre de personnes peuvent assister au service divin, y ayant en face une grande salle.

Le procès-verbal de la bénédiction et de la célébration de la messe est signé par François Salel, curé de Ruoms, assisté par M<sup>re</sup> Pierre Guérin, curé de Pradons, le 23 avril 1659.

En 1632 Marguerite de Beauvoir du Roure, femme de Jacques de Bonas, zélée protestante, résista à toutes les instances de son mari et d'autres savants prédicateurs pour se convertir. Lorsqu'étant en grave danger de mort, son mari lui mit secrètement sous les reins une relique du bienheureux martyr, le père de Salez et bientôt revenue d'une profonde léthargie, elle promit d'abjurer ce qui mit en fureur M. de St-Florent son frère et une de ses sœurs. Il fallut dit-on quatre puissants hommes pour expulser ces fanatiques et alors le missionnaire put administrer la malade qui mourut peu après, dans le sentiment de foi et de repentir. (Mission à Ruoms par les Pères Capucins).

(Voir tous les détails fort longs dans la généalogie des Bonas).

Disons encore que deux ans après le martyr du Père Salez et de son compagnon, Jésuites massacrés à Aubenas par les protestants, Madame de Bonas, née Léonarde de Vinduol, obtint de Chambaud, chef des calvinistes, la permission de faire exhumer les restes des deux martyrs. Elle les fit porter en procession dans sa chapelle de l'église de Ruoms, où elles demeurèrent une vingtaine de mois. Alors sur les réclamations des Jésuites, ces reliques furent transportées à Avignon. Les Bonas cependant en conservèrent des parcelles et on en distribua quelques autres en divers lieux.

La maison du Roure posséda longtemps le château de Chaussy, mais personne n'y demeura, jusqu'à la vente qu'elle en fit aux Tourre, dits depuis de Chaussy.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1785, Jean-Baptiste Tourre se qualifiait sg<sup>r</sup> de Chaussy, habitait le château et en rendait hommage à Louis-Charles de Merle de la Gorce.



De nos jours il a passé à M. Lauriol, gendre de M. Tourre. Cette terre, celle de La Baside-de-Sampzon et celle de Bournet sont les plus vastes du Bas-Vivaraïs.

### III.

L'église est sous le vocable de St-Pierre, on y remarque une chapelle dédiée à Notre-Dame des Pommiers, comme à Largentièrre.

Le seigneur temporel était le prieur, appartenant à l'ordre des Bénédictins de Cluny, qui avait sous sa dépendance les églises voisines de Pradons et d'Auriolles, et qui relevait lui-même du prieuré de St-Saturnin-du-Port (Pont-St-Esprit).

Le prieuré de Ruoms fut fondé peu après la fondation de la maison mère de Cluny, par St-Benoît, l'an 529, mais ce n'est qu'à partir de 964 que nous savons quelque chose de certain sur Ruoms.

En ces temps anciens, un riche personnage nommé Séguin, fit une donation au monastère de Cluny, dont l'abbé était le vénérable Mayeul, de l'église des saints Pierre et Paul de Ruoms, lieu « situé au comté de Vivaraïs dans la viguerie de Sampzon, « sur la rivière d'Ardèche, ainsi que de quatre autres églises. » Cartulaire de Cluny, vol. A. p. 171.

En l'an 1111 Léger, évêque de Viviers, unit l'église de Notre-Dame de Rosières au prieuré de Ruoms, qui alors devait avoir un prieur, trois moines et un sacristain.

En 1259 le 18 juillet, Aymon de Genève, évêque de Viviers, passa une convention avec Reymond de Barjac, prieur de Ruoms, au sujet d'un échange de dîmes. (Abbé Roche, *Armorial des Evêques*, vol. p. 233).

1408, dernier mars, acte passé par sg<sup>r</sup> André de Chalarv, prieur de Ruoms. (De Nuce, notaire).

1459, investiture faite par noble Amalratus de Salles comme procureur de religieux frère Béraud de Caissac, prieur de Ruoms, pour certains biens. (N....., notaire).

1464, sg<sup>r</sup> Pierre de Caissac, moine, prieur de Langogne avec sg<sup>r</sup> Giraud de Caissac, moine, prieur de Ruoms, assistent leur neveu Malrington de Salles, fils de Michel et de demoiselle de Caissac, à son mariage en 1464 avec Gabrielle de Balazuc (1).

? Jaucelin de Caissac, prieur de Ruoms, année incertaine.

1509, 18 décembre, demoiselle Isabelle de Rochessaube arrentait les revenus de l'église de Pradons, appartenant à Dom Jausselin de Caissac, prieur de Ruoms. (Sobolis, notaire).

1514, 24 novembre, reconnaissance féodale à noble et religieux homme Jaucelin de Caissac, prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms, par noble Antoine du Ranc, fils de noble Jean et de Catherine de Rochessaube.

1544, 28 mars, par noble Balthazard de Venduol, sacristain du prieuré de Ruoms et séquestre des fruits d'icelui ; investiture donnée pour fonds mouvants dudit prieuré, vendus par noble Claude du Ranc, licencié ez lois, prêtre, prieur de Lussan à son frère noble Louis du Ranc, sg<sup>r</sup> de Comeyrac.

1566, 4 mars, M. Guillaume Gaudi était prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms et avait pour vicaire et procureur M. Benoyt du Roure, prieur de St-Christol. (Sabatier, notaire).

1609, 30 mai, M. Thomas Roudil, curé de Ruoms est parrain à Joyeuse de Thomas Roudil, fils de Jean.

1618, dernier mois, arrentement du prieuré de Ruoms par M<sup>re</sup> Pierre Cathalon, recteur des Motelz diocèse de Narbonne, procureur de vénérable homme Dom Hector Dumorié, prieur de St-Pierre de Ruoms, arranté à M<sup>re</sup> Claude de Borne, sg<sup>r</sup> de Mirandol et à M<sup>re</sup> Jacques de Ginestoux, sg<sup>r</sup> de Vernon, de tous les fruits et rentes dudit prieuré, pour trois cent livres, et soixante livres pour les frais de voyage et à charge qu'ils seront tenus de payer toutes les charges dudit bénéfice, suivant les conditions du précédent arrentement ci-devant fait auxdits sgrs, devant Lafont, notaire de Joyeuse. (Mourgues, notaire).

Quittance dudit Cathalon comme procureur de M<sup>re</sup> Louis de Potier, jadis prieur de Ruoms. suivant sa procuration du dernier avril 1618 de la somme de 270 livres suivant le contrat d'arrentement auxdits sgrs.

(1) Voir généalogie de Balazuc.

1624, 3 juillet, M<sup>re</sup> Claude Roussel, curé de Ruoms est témoin d'un mariage à Joyeuse. (Roussel, notaire).

1626, 15 février, investiture faite par Dom Jean de Corbon, sg<sup>r</sup> et prieur de Ruoms à Antoine Guigon. (Lenoyer, notaire).

1629, 16 janvier, investiture par Dom Jean des Combes, prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms, supérieur du monastère du Pont-St-Esprit, aumônier ordinaire du Roi. (Salel, notaire).

1629, 16 juillet, prise de possession du prieuré de Ruoms par Dom François de Laurès, religieux profès de l'ordre de Cluny, vacant par le décès de R. P. en Dieu Jean des Combes.

1629, 11 août, M<sup>re</sup> Gabriel Mauloner, curé de Lablachère, procureur de Dom Guache, religieux de Cluny, prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms, afferme la table mensalle du cloître de Ruoms, pour la nourriture du curé, du sacristain et d'un clerc. (Salel, notaire).

1629, 4 octobre, le sacristain de Ruoms étant Dom Jean Bertrand, le sieur Jean Rodes, de Largentière, s'étant porté au port du bateau de Ruoms sur l'Ardèche, n'ayant pas osé passer à cause du danger de la peste qui était à Ruoms, fait clairement entendre qu'il constitue son procureur général ledit Dom Jean Bertrand, sacristain, son beau-frère, pour aller à Lanas recouvrer cinq cartes de blé. (Salel, notaire).

1630, 14 décembre, le sg<sup>r</sup> de Cabiac (un de Borne) est dit *prétendu* sg<sup>r</sup> de Ruoms. (Salel, notaire).

1642, 7 février, inventaire des meubles et ornements de l'église de Ruoms, de la part de M<sup>re</sup> noble Emeric de Trimon, conseiller du Roi, juge de la sénéchaussée de Beaucaire, chanoine et archiprêtre de Nismes, sg<sup>r</sup> et prieur de Ruoms, fait par Salel, notaire, Dom Philippe Chaud, alors sacristain et M<sup>re</sup> Claude Roussel, curé.

1642, 11 février, permission donnée par Dom Emeric de Trimon, prieur, à noble Loys de Tourton, sg<sup>r</sup> de Barry, de faire construire un moulin à blé en la terre qu'il a de sa femme Marguerite Bertrand, au terroir de la Goulette, de la directe dudit prieur, sous la cense d'un sétier de froment. (François Salel, notaire).

1646, M<sup>re</sup> Claude Roussel, curé de Ruoms fait un baptême à Joyeuse, son pays natal.

1647, 11 octobre, permutation entre ledit Claude Roussel, curé

de Ruoms et M<sup>re</sup> François Salel, curé de Balazuc. Noble Guillaume de Montaud, au nom de Jean de Montaud, chanoine archidiacre de Viviers, chargés de la procuration des permutants. (Faure, notaire).

Ledit Roussel mourut à Joyeuse le 3 avril 1651.

1659, 23 avril, ledit M<sup>re</sup> François Salel, curé de Ruoms, bénit la chapelle du château de Chaussy.

1659, 26 novembre, lods de l'achat fait par le comte du Roure à Jean de Bonas, de la terre de Chaussy, par M<sup>re</sup> Laurent du Puy, procureur de Dom Laurent de Cortel, prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms, reçu par Etienne Marié, notaire de Montpellier.

Transaction (sans date, acte incomplet) entre M<sup>re</sup> Emeric de Trimon, prieur de Ruoms et dame Isabeau de Fortia, dame de Brison, comme mère et administrresse de Jean de Bonas, sg<sup>r</sup> de Concoules.

1666, 15 janvier, prise de possession de la cure de Vals par M<sup>re</sup> François Salel, curé de Ruoms, sur résignation à lui faite par M<sup>re</sup> Claude Duloyer ? curé de Vals. (Puech, notaire).

1689, 10 mars, quittance par noble Etienne de Renoard, écuyer, de Joyeuse, procureur de Dom Claude-Jacques de Girard, prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms, à Jean André. (Salel, notaire).

1690, 23 mai, Dom Symon, prieur du prieuré-collège de Saint-Martial d'Avignon et vicaire général de l'ordre de Cluny, chargé de faire les visites des prieurés, visite d'abord Vogué le 22 mai et le lendemain St-Pierre de Ruoms, dépendant immédiat de St-Pierre du Pont-St-Esprit dit St-Saturnin-du-Port. Il y est reçu avec honneur par Dom Octavy Verneti, religieux prêtre profès, titulaire du prieuré, en l'absence du prieur commandataire M<sup>re</sup> Jacques de Girard, résidant habituellement à Paris.

Il examine l'état des lieux et des choses. Trouve tout en mauvais état, le prieuré fort ruiné et rend des ordonnances en conséquence. (Bibliothèque Cluniacensis, p. 1730).

1700, 9 octobre, obligation par Jacques Boissin s<sup>r</sup> de la Roche, à M<sup>re</sup> Claude Jacques de Girard, prieur commandataire et sg<sup>r</sup> de Ruoms, de 530 livres 2 sols pour prêt ci-devant fait. (Lafont, notaire).

Ledit Girard fit un second testament le....., devant Freydier,

notaire, en faveur de sa mère Magdeleine de Plaisse, dame de la Panze, femme du marquis de la Fare et fille de François de Plaisse de la Panze et de Marie-Magdeleine de Girard, sœur du prieur de Ruoms (1).

1708, 19 octobre, Jean Bonnas, curé de Ruoms, signe la prise de possession du prieuré de Rosières, par M<sup>re</sup> Achille Rogier de Guast, abbé d'Artigny.

1729, 15 juin, M<sup>re</sup> Jean Mestier, clerc tonsuré du diocèse de Paris, ayant la présence de M<sup>re</sup> Jean Bonnas, curé de Ruoms, est mis en possession du prieuré commandataire de Ruoms. (Bouvier, notaire).

1732, 20 novembre, vente faite par noble Louis-Claude Scipion de Beauvoir, marquis du Roure, baron de Barjac, à M<sup>re</sup> Claude-Jacques de Girard, prieur commandataire de Ruoms, de deux moulins sur la rivière de Claisse, paroisse de St-André-de-Cruzières, au prix de 12,500 livres, plus mille livre d'épingles pour Madame la marquise.

Fait au château du comte de Vallon, à Vallon, témoins :

Noble Pierre Darque, de la ville de Barjac, Dupont, de Vallon, Antoine Freydier, notaire.

1733, 14 octobre, prise de possession par procuration, par Dom Jean-Michel Couart, clerc tonsuré de Paris, demeurant au Séminaire de St-Magloire, faubourg St-Jacques, du prieuré de Ruoms, quoiqu'ayant le refus de S. A. S. Mgr Armand de Rohan, chanoine de Strasbourg, prieur commandataire de St-Saturnin-du-Pont, St-Esprit et du prieuré de Ruoms, ordre de St-Benoit, congrégation de Cluny, vacant par le décès de Dom Claude Girard, dernier prieur de Ruoms. (Bouvier, notaire).

1735, 20 avril, ledit Couard prit possession du prieuré de Ruoms en présence de M<sup>re</sup> Joseph Masneuf, curé de Pradons et de Jean-François Fabre, vicaire de Ruoms. (Bouvier, notaire).

Le 23 avril 1735, le même Couard, en qualité de prieur de Ruoms, donne en emphytéote, à Joseph Bonaure et autres, la faculté de faire en leurs maisons un four à cuire le pain de la

(1) Plaisse *alias* Duplaix, sgrs de la Panze, paroisse de Malbosc. Magdeleine était fille unique de François. Elle épousa le 3 septembre 1720 François Gabriel, marquis de la Fare, baron de la Tour, cosgr. de St-Marcel-d'Ardèche, fils de Joseph et de Jeanne de Bernis.

famille et non d'autres, à charge de payer chacun et porter au prieur en son château de Ruoms la rente de deux cartières de froment à la St-Michel, dont la moitié sera pour les pauvres de Ruoms. Et si leurs maisons sont brûlées, la rente cessera et ils seront tenus de cuire au four banal. (Bouvier, notaire).

Le même jour il afferme à divers les revenus du prieuré de Ruoms pour six ans, au prix de trois mille livres, plus cent livres d'épingles, se réservant les droits seigneuriaux, la chasse, la pêche et les lods, quitte de toutes charges. Visites, congrues des curés, sacristains, soixante livres de pension aux religieux du Pont-St-Esprit, même des ornements de l'église, de la maison claustrale, comme l'ont fait les précédents fermiers à leurs risques et périls, n'ayant à cette cause affermé à si bas prix. Fait à Pradons, maison curiale, témoin M<sup>re</sup> Joseph Masneuf, curé dudit lieu. (Bouvier, notaire).

1740, 10 novembre, concordat passé entre ledit Dom Couard, prieur et sg<sup>r</sup> de Ruoms et les habitants d'Auriolles à propos de la construction d'une église. (Voir Auriolles).

1761, liève foncière pour Dom Symon Fournier, prêtre religieux profès de l'ordre de Cluny, prieur de Bonnetterre et sacristain de l'église de Ruoms, des rentes qu'il a droit d'exiger en ladite paroisse de Ruoms et mandements de St-Alban et Pradons.

1776, M<sup>re</sup> Jean Sévénié, curé de Ruoms.

1786, M<sup>re</sup> Etienne de Villot, prêtre, vicaire général du diocèse de Comminges, est dit prieur commandataire de Ruoms dans la prise de possession de la cure d'Auriolles. (Voir cette paroisse).

1788. En cette année les dimes et revenus du prieuré de Ruoms s'élevaient à trois mille cent quarante livres. soit à Pradons 1500, à Auriolles 900, à St-Alban 600. Les charges étaient : au curé de Ruoms 700 livres, au vicaire 332, au curé de Pradons 740 livres, à celui d'Auriolles 730, aux Bénédictins du Pont-St-Esprit 60 livres, à la procure de Cluny 23 livres.

1792, 29 février, lettre écrite de Privas par laquelle on engage M<sup>re</sup> Tourre, de Chaussy, à ne pas donner asile à M<sup>re</sup> l'abbé Balmelle, ancien curé de Ruoms, de crainte que par trop de bonté, il se compromette.

*Joyeuse, janvier 1893.*

V<sup>te</sup> L. DE MONTRAVEL.

NOTES

SUR

LE MANDEMENT DE CRUSSOL

AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

---

(SUITE XVI).

---

Le *trébuchet* était une balance pour peser les monnaies, car les espèces se pesaient à cette époque. Il était dit *garni*, lorsqu'il était revêtu de tous ses poids.

Le mobilier vendu par une veuve de St-Péray, à la date de 1698, comprenait :

Une garde-robe en sapin, un coffre en châtaignier, une arche en sapin, un pétrin « fort vieux » en châtaignier, deux salières, un crimal, une pelle pour le feu, une paire « d'andes ou chenets » (1), deux pots de fer, une bêche, une « esterpe », deux « palliasses à porter le pain au four », un petit tour à déplier le fil, une poêle, trois « aix sapin », trois ruches à miel, quatre linceuls, deux serviettes, deux nappes et une couverture.

Les *paillasses* étaient des paniers de paille. Nous possédons un tour « à déplier le fil » d'une hauteur de 104 centimètres, fort beau, mais d'une époque un peu postérieure à 1698.

Le tout fut estimé 24 livres 13 sols (2).

La même année, une maison, sise à Cornas, renfermait « un buffet, bois serizier, fermant à deux portes, une grande arche à tenir blé, autre arche bois serizier avec son couvercle et barres, une autre grande mesme (3) y ayant quatre séparations sans couvercle, un vieux bois de lit, un garde-lampe ou cuillierier attaché à la muraille de la cheminée, un acoitte (4), un chevet,

(1) En se reportant à l'explication des termes *andaiçes* et *anles*, on verra que les *andes* étaient différents des chenets.

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Bouchardon*, f° 201.

(3) Arche.

(4) Matelas.

« une basaque (1), cinq draps ou linceulz taings et la crèche » (2)

Les meubles, délaissés par une bourgeoise de Saint-Péray, Isabeau Pirot, en 1697, comprenaient :

|                                                                                            |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Une table en noyer estimée .....                                                           | 4 l.            |
| Une autre,                                                                                 | 3 l.            |
| Un chaudron de cuivre,                                                                     | 8 l.            |
| Un chaudron, dit « tien »,                                                                 | 7 l.            |
| Une cruche de cuivre,                                                                      | 5 l.            |
| Une grande casse de laiton,                                                                | 2 l. 10 s.      |
| Une casse,                                                                                 | 2 l.            |
| 19 livres d'étain en plats, assiettes, <i>cueillers</i> et chandelier, à 18 sols la livre, | 15 l. 2 s.      |
| Un chandelier de laiton,                                                                   | 17 s.           |
| Un poids à balance, « la coupe estant de cuivre, « tirant du grand costé un quintal »,     | 4 l. 10 s.      |
| 11 <i>fourchettes de fer</i> ,                                                             | 1 l. 7 s. 76 d. |
| 5 couteaux de table,                                                                       | 150..           |
| 6 chaises en noyer,                                                                        | 4 l.            |
| 2 poêles,                                                                                  | 6 l.            |
| 1 tamis et 1 cuillère percée, en laiton,                                                   | 1 l.            |
| 1 cuillère de fer,                                                                         | 5 s.            |
| 1 <i>fourchette de fer pour le pot</i> ,                                                   | 6 s.            |
| 1 bernard de fer pour le feu (3),                                                          | 12 s.           |
| 1 poêle de fer percée, « à rôtir chastagnes »,                                             | 10 s.           |
| 1 lichefrite,                                                                              | 1 l.            |
| 2 machiers (4),                                                                            | 16 s.           |
| 2 trépieds ( <i>tripiers</i> ) (5),                                                        | 1 l. 10 s.      |
| 1 crochet « à pandre viande » à 6 branches,                                                | 1 l. 16 s.      |
| 1 fer « à bassiner linge »,                                                                | 1 l. 10 s.      |
| 1 trépied ( <i>tripier</i> ) « avec sa cûe »,                                              | 1 l. 10 s.      |
| 2 petits chenets « à petites pommes »,                                                     | 1 l. 10 s.      |
| 4 petites broches « à embrocher oyseaux »,                                                 | 1 l.            |

(1) Pour *bassaque*, pailleasse.

(2) *Mêmes Minutes*, f° 280.

(3) Vulgairement pique-feu.

(4) Aujourd'hui « machèt », instrument pour couper la viande.

(5) Ustensile à trois pieds servant à soutenir une poêle sur le feu.



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 2 broches à rôtir, « l'une servant à roue, et<br>« l'autre à la main »,                                                                                                                                                                                                                                                 | 4 l. 5 s.   |
| 1 petit pot de fer,                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 15 s.       |
| 1 miroir,                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 3 l.        |
| 1 crémaillère (crimalnière) avec des anses (1),                                                                                                                                                                                                                                                                         | 4 l.        |
| 1 crible,                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 6 s.        |
| 1 fauteuil,                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 7 l.        |
| 1 seau,                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 1 l.        |
| 1 entonnoir de fer-blanc,                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 6 s.        |
| 1 mesure à huile,                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 8 s.        |
| 3 sétiers mescle,                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 16 l. 10 s. |
| 2 cartes de légumes,                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 3 l. 10 s.  |
| 1 barral,                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 1 l. 10 s.  |
| 1 garde-robe de sapin, à deux portes, avec une<br>serrure,                                                                                                                                                                                                                                                              | 7 l.        |
| 1 lit en noyer avec son ciel, des ais en sapin et<br>« sa garniture au tour, filozelle vulgaire-<br>« ment appelée bourette », sa garde-paille,<br>une accoite (2), un matelas, un traversier<br>ou chevet de plume, une couverture « Ca-<br>« logne » et deux autres « couvertes,<br>« d'ailhons (3), sans linceulz », | 64 l.       |
| 1 coffre en noyer, à serrure.                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 14 l.       |
| 11 nappes,                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 30 l.       |
| 13 linceuls,                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 24 l.       |
| 2 douzaines de serviettes,                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 14 l. 8 s.  |
| 1 enclume,                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 24 l.       |
| 2 bagues d'or,                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 16 l.       |
| 2 tonneaux, l'un de 17, l'autre de 18 barraaux,                                                                                                                                                                                                                                                                         | 15 l. (4).  |

Un *tian* désigne aujourd'hui toute autre chose qu'un chaudron, fût-il de cuivre ; c'est un plat à gratin. La mode avait introduit l'usage d'une grande quantité d'objets en cuivre, même des cruches de cette nature. Elles remplacèrent durant un certain

(1) Cette acception de « anses » pour crochets, n'est pas ordinaire.

(2) Ou *acoitre*, ou *coistre*.

(3) Pour *haillons*.

(4) *Mêmes Minutes*, f° 38.

temps les cruches en étain. Ces dernières sont devenues peu communes. Un assez joli spécimen de cruche en étain du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle se trouve dans nos collections.

Les onze *fourchettes de fer*, appartenant à Isabeau Pirot, étaient incontestablement destinées au service de la table. On les distinguait, lors de l'inventaire, de la « *fourchette de fer pour le pot* » (1697). Nous répétons à dessein cette date afin de montrer que le début de l'emploi des fourchettes dans la vallée du Rhône peut être fixé aux dernières années du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, pour les classes moyennes. L'influence du duc de Montausier ne saurait être niée, mais Rœderer a eu tort d'avancer que cette mode fut lente à pénétrer en province. D'un autre côté, notre bisaïeul paternel Edouard de Laplane a déchiffré un texte de 1464, relatant la présence à Sisteron de « *culheriorum et brocheriorum argenti* ». Selon ce savant, les *brocheriorum* désigneraient des fourchettes (1).

Contrairement enfin à ce que l'on croit, les premières fourchettes du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle furent dans notre région, non pas en *laiton* ou cuivre jaune, mais de *fer*.

L'invention de la *fourchette en étain* est bien postérieure.

On a eu recours au mot *traversier* avant de créer *traversin*.

Le linge fin était tiré, on l'a vu, à l'origine, de Venise. De même les couvertures « façon de Catalogne », puis « Catalogne » par abréviation, obtinrent un légitime succès. Leur dénomination rappelait le nom d'un Etat sis en Espagne, ayant pour capitale Barcelone. Cette particularité peut être élucidée. La République de Venise faisait un commerce étendu avec tous les peuples. L'introduction en France du linge fabriqué par ses sujets n'a donc rien de surprenant ; ce sont eux d'ailleurs qui y importèrent les tapis de Turquie, que nous avons déjà rencontrés, à la date de 1651.

Raimond-Bérenger, comte de Barcelone, devint souverain de la Provence et du Gévaudan, par sa femme Douce (1113). Ce n'est qu'en 1226 que la Provence passa à la maison d'Anjou. Les rapports du sud-est de la France avec la Catalogne furent donc très étroits autrefois. D'autre part la seigneurie de Montpellier

(1) *Hist. de Sisteron*, t. II, p. 309,

devint la propriété de Pierre d'Aragon (1204), puis des rois de Majorque jusqu'en 1349.

La *bourelle* était une étoffe confectionnée avec les débris du tirage des cocons ; c'était une soie grossière.

Françoise Pirot seservait d'un miroir. Les *miroirs* de son temps n'étaient ni plus ni moins que des *glaces* de dimensions moyennes. On définit aujourd'hui une *glace*, en disant que c'est un *grand miroir* ; jadis on avait recours à la formule contraire.

On découvrit au domicile de Jean Saussier, à Charmes, en 1660, les objets suivants :

« Plus une basgue d'or appelée roze, que ledict Saussier avait acquize pour gage.

« Plus une *petite lanterne fer blanc*, *presque neufve*.

« Plus un fuzil, deux pistolets à fuzil, l'un grand et l'autre de « poche » (1).

Deux ans plus tard (1662), on rencontra dans la maison d'un autre habitant de Charmes, encore une bague d'or « appelée roze » valant 5 l. 16 sols, un pistolet à fusil et « une *petite lanterne fer blanc* » estimée 16 sols (2).

D'autres documents établissent le succès au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle des bagues en or, dénommées *rozes*, suivant l'orthographe du moment.

Tout le monde connaît, au moins de nom, les *roses de diamant*, de *rubis*, etc. Il semblerait dès lors tout naturel de penser qu'il s'agit de bagues, ornées d'un diamant, taillé en *rose*. De nos jours, on appelle *bague-en-rose*, celle qui porte un gros brillant entouré d'autres plus petits. Eh bien ! Cette interprétation paraît être erronée. Le texte de 1662 nous a heureusement conservé la valeur qu'on attribuait à une bague. La prise de 5 livres 16 sols indique assez clairement, même en considérant le pouvoir comme étant égal à 2, même en rappelant que le sol de 1662 n'était pas de cuivre, mais de billon, qu'il ne saurait être question de diamant. En monnaie actuelle, ces 5 livres 16 sols représentent en effet 35 francs en chiffres ronds. Il est probable que les bagues, dites

(1) *Minutes de M<sup>r</sup> Combier (Etude Ponsard)*, f<sup>o</sup> 235.

(2) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 434.

rozes, étaient ornées d'une verroterie quelconque, taillée d'une manière rappelant vaguement une rose.

Si cette argumentation n'était pas pleinement suffisante, on pourrait développer d'autres considérations. Le diamant ne peut être entamé que par sa propre poussière. Après avoir longtemps cru que sa taille, de cette manière, avait été inventée par un lapidaire de Bruges, Louis de Berquem, vers 1476, on admet actuellement que l'art de le travailler remonte au moins au XIII<sup>e</sup> siècle. En réalité, cette question n'est pas encore définitivement tranchée.

Les diamants n'étaient pas communs avant le XVIII<sup>e</sup> siècle. Nous n'avons trouvé que de faibles traces de leur usage aux époques antérieures. Le riche chanoine de Valence, Odon de Jante, mort en 1528, avait un anneau ou bague ornée d'une turquoise et une autre, pourvue d'un rubis :

« Item plus unum anulum, cum una torquesa, advaluatum et  
« venditum reverendo domino Nicolos Mistralis. . . . III ff.

« Item plus unum anulum, cum rubisso. advaluatum et venditum  
« reverendo domino Helderardo de Ambello, precio IX librarum V  
« grossorum. valent. . . . XV ff. V gr. » (1)

Un peu plus tard, le trésorier du chapitre fit recette d'une bague décorée d'un diamant :

« Plus idem dominus, unum anullum, in quo est ung dyamant,  
« quem habuerat a domino Desiderio de Manisseno . . . .  
XI ff. VIII S. » (2).

Une grande dame Avignonaise, Magdeleine de Montferrat, femme d'Olivier de Coucils, ne possédait pas le moindre diamant, mais seulement une turquoise et un rubis. Son testament du 12 août 1532, spécifie qu'elle légua une bague d'or avec turquoise à son fils aîné et une fourrure parée d'un rubis (*balays*) à son fils cadet (3).

La tradition populaire, si souvent erronée, a pris constamment

(1) *Compte 38 du chap. de St-Apollinaire aux Archives départementales de a Drôme* (Fonds non classés).

(2) *Ibid.*, *compte de 1533-5*.

(3) Cf., notre mémoire *Du mode de nomination des prévôts généraux de la Monnaie d'Avignon*, p. 8. Nous avons publié en même temps la liste des pierres précieuses et leur couleur, dressée en 1511 par un Avignonnais.

de beaux spécimens de cristal de roche pour des diamants. C'est ainsi que le fameux *diamant de la reine Jeanne*, ornant le clocher du couvent des Dominicains à Sisteron, était un cristal de roche de 7 centimètres et demi de hauteur, qui a résisté aux intempéries, duraut six cents ans (1).

De même la sacristie de l'église de St-Jean à Valence était réputée pour conserver des diamants. L'inventaire inédit, dressé en 1376, sur l'ordre de Louis de Villars, évêque, prouve le contraire. On y lit : «..... Item unam crucem argenti, cum octo « lapidibu cristalli albi et cum viginti octo lapidibus aliis « victriosis, etc. Item plus decem lapides vitruosas. Item unam « crucem de cristallo » (2). *Vitrum* recevait fréquemment le sens de cristal de roche. mais ici les *lapides victriosae* ou *vitruosae* étant opposées aux *lapides cristalli albi*, doivent s'appliquer à des objets de verre.

Autrefois les lapidaires taillaient les diamants, selon leur volume, en *pierres en table* ou *faibles* et en *pierres épaisses*. Nos vitrines renferment une belle paire de boucles d'oreilles, Louis xv, en argent doré et garnies de *diamants en table*. La taille en *rose* ou en *brillant* remonte à plus de cent ans, mais elle était ignorée au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle. Les bagues, appelées « *rozés* » à cette époque, ne pouvaient donc pas être ornées d'un diamant façonné en *rose*.

Jean Saussier avait, dans son domicile, un fusil et deux « pistolets à fuzil ». Ces derniers ne pourraient pas être des *pistolets*, encore moins des *fusils-revolvers*, si l'on s'en rapportait aux dires de nombreux auteurs, mais simplement des *pistolets à rouet*. Un *fusil* était à l'origine une pièce d'acier mobile, destinée à battre une pierre à feu et recouvrant le bassinet où la poudre ou amorce était déposée. Le choc de la pierre contre le *fusil*, le faisait soulever et la poudre s'enflammait grâce à l'étincelle provoquée.

En l'état actuel de la science, on admet que la batterie à silex, fut probablement inventée en France de 1630 à 1640 et que le

(1) DE LAPLANE, *Op. l. t. II*, pp. 392-3.

(2) *Fonds de St-Apollinaire aux Archives départementales de la Drôme, Valence, 136.*

*fusil* fut adaptée aux pistolets, seulement à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle (1).

La mention d'un *fusil* en 1662, ne saurait infirmer la première partie de cette proposition, mais la description de deux « pistolets à fusil, l'un grand et l'autre de poche » indique surabondamment que l'adaptation du *fusil* aux pistolets, non seulement ne date pas des dernières années du xvii<sup>e</sup> siècle, mais encore qu'elle est antérieure à 1662. Voilà un fait bien certain.

Nous irons plus loin. Nous avons publié plus haut sous la rubrique *Le port de l'épée*, un court extrait d'un inventaire dressé à Touloud, le 31 mai 1651 :

« Ung arquebuzé à *fusil*.

« Une espée.

« Ung paire pistolés à *fusil*, le montage desquels est deub au dict sieur Chaban ».

Le procès-verbal de vente du 14 juillet 1651 contient les articles suivants :

« Une arquebuzé à *fusil*, deslivré (sic) au dict Brunet pour « trois livres.

« Ung paire pistoletz à *fusil*, deslivrés à s<sup>r</sup> Jean Seauve, de « Chambaud, pour douze livres » (2).

Au contraire l'inventaire transcrit après le décès de Jacques Mazel et celui de sa femme Marie Fressinet, habitant le Mas du Roure (1652), mentionne uniquement : « Une vielhe arquebuzé « avec son rouet » (3).

Il ne saurait subsister le moindre doute. Les *arquebuses à fusil* étaient en usage à l'entour de Crussol, dès 1651 et le mot *arquebuse* était tantôt du genre masculin, tantôt du genre féminin. Les *pistolets à fusil* étaient également connus ; ils étaient même accouplés. Chaban à qui « le montage » était dû, était le beau-frère du de cujus. Ce « montage » remontait à peu de temps, très probablement. Dans tous les cas, les *pistolets à fusil* étaient peu communs. Ceux d'Antoine Faurie étaient des *pis'olets à rouet*,

(1) DEMMIN, *Guide des amateurs d'armes*, etc., pp. 544 et s.. — FOURNIER, *Le Vieux-Neuf*, t. I, pp. 313-4.

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, f<sup>o</sup> 449-450.

(3) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 662.

transformés en *pistolets à fusil*, sans quoi l'expression « le montage desquels » serait vide de sens. Le procès-verbal de vente prouve qu'une arme de cette nature valait le double d'une *arquebuse à fusil*.

Après avoir appelé les nouvelles arquebuses, des *arquebuses à fusil*, on supprima promptement les deux premiers de ces trois mots et l'on disait déjà, en 1662, couramment, un *fusil*. Cette synecdoche est fort rationnelle ; on prend souvent dans la langue française la partie, pour le tout. Relativement aux pistolets, ils furent promptement mis en harmonie avec les progrès de l'armurerie. Etant tous devenus des *pistolets à fusil*, on se borna, à juste titre, à les appeler des *pistolets*, tout bonnement, le terme *fusil* désignant uniquement l'*arquebuse* modifiée.

On ne déchiffre jamais sans profit les anciennes minutes notariales. Peut-être pourra-t-on prouver, quelque jour, comme nous le pensons, que l'invention de la batterie à silex est un peu antérieure à la période de 1630 à 1640, où l'on place son apparition.

Il n'a pas été indiqué par le rédacteur de l'inventaire, si l'« anthonnoir » ayant appartenu à Etienne Perret était de fer blanc ou non (1651). Nous estimons qu'il était réellement de fer blanc. Quoiqu'il en soit, le silence gardé à cet égard est regrettable.

Certains érudits affirment que l'introduction du fer blanc en France est due à Colbert. Nous pensons au contraire que les ustensiles de cette nature ont été usités avant le gouvernement de cet habile ministre.

Le fer blanc n'est après tout que du fer doux mis en lames et trempé dans de l'étain. Le grand développement de l'usage de l'étain, selon nos constatations, ayant commencé sous Louis XIII, il est naturel que le fer blanc ait été inventé peu de temps après.

Le grand Colbert fut recommandé à Louis XIV par Mazarin, à son lit de mort (1661). Le roi le combla tout d'abord de faveurs et dès 1669, à part la direction de la guerre, Colbert se trouva investi de l'administration entière de la France. Sully avait tout sacrifié au profit de l'agriculture. Une juste réaction en faveur du commerce s'en était suivie et Colbert ne fit que la favoriser.

Une lanterne en fer blanc qualifiée « presque neuve », en 1660,

était en service depuis plusieurs mois au moins. Il est donc certain que le fer blanc était usité en France, avant l'arrivée au pouvoir de Colbert, jusque dans les plus petites bourgades.

Ce serviteur passionné de son pays ne put donner à l'industrie un essor inouï qu'insensiblement. La mention d'une autre lanterne de fer blanc en 1662, prouve à l'évidence que les lanternes de cette nature étaient d'un usage courant. Le prix médiocre de 16 sols démontre que cet objet n'était pas d'une provenance lointaine, mais qu'il était fabriqué à peu de distance de Charmes ou du moins en France. Les deux lanternes, que nous avons signalées, se trouvaient d'ailleurs chez des personnes d'une modeste aisance.

On lit dans l'une des bonnes éditions du *Siècle de Louis XIV* : « *Le fer-blanc*, l'acier, la belle faïence, les cuirs maroquinés, « qu'on avait toujours fait venir de loin, furent travaillés en France. Mais des calvinistes, qui avaient le secret du fer-blanc « et de l'acier, emportèrent en 1686 ce secret avec eux, et firent « partager cet avantage et beaucoup d'autres à des nations étrangères » (1). Ce paragraphe existe identiquement, dans l'édition assez rare de cet ouvrage célèbre, imprimée à Berlin, en 1751 et dont les deux beaux volumes reposent dans notre bibliothèque (2).

Nous avons établi que le secret du fer-blanc était connu de nos aïeux avant Colbert. Un court examen du texte de Voltaire indique que cet auteur est tombé dans une confusion regrettable. Si en effet Colbert avait emprunté à l'étranger la formule de la composition du fer-blanc, les protestants, à la suite de leur émigration, n'auraient pas eu besoin de le livrer à des puissances rivales de leur patrie, car il est impossible d'admettre que ce secret fut devenu la propriété exclusive de quelques Français, tous protestants, après avoir été pris à un peuple voisin de notre pays.

Voltaire a très certainement commis une erreur. Le procédé de la fabrication du fer-blanc était répandu en France, antérieurement à Colbert ; les étrangers ne l'ignoraient pas. Que des protes-

(1) Paris, Furne et Cie, in-8°, 1854 p. 367.

(2) *Le Siècle de Louis XIV*, publié par M. de Francheville, conseiller aulique de sa Majesté, etc. Berlin, Henning, MDCCLI, in-12, t. II, p. 118.



tants, à la tête de manufactures d'objets en fer-blanc aient émigré, à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, cela est très possible. Qu'ils aient installé, chez un état voisin de la France, leur industrie, il n'y a là rien d'anormal. Mais qu'ils aient porté préjudice de ce chef à la France, cela n'est pas admissible, puisqu'à la date de 1697 la valeur d'un entonnoir de fer-blanc n'atteignait que 6 sols. Bien plus les deux seuls objets de fer-blanc fabriqués au <sup>xvii</sup>e siècle, d'après les textes les plus sérieux, n'étaient que des entonnoirs et des lanternes. Au <sup>xviii</sup>e siècle, le fer-blanc était peu estimé, telle est la vérité. De nos jours, au contraire, on fait les ustensiles les plus variés avec le fer-blanc, dont la vogue semble avoir atteint son apogée.

Une cuillère de fer ayant appartenu à Isabeau Pirot, était estimée 5 sols ; c'était une cuillère destinée à la marmite. Le prix de l'entonnoir de fer-blanc était fixé à 6 sols. De notre temps, le rapport de la valeur de ces deux ustensiles a singulièrement varié. Les cuillers de fer, accompagnant les grandes marmites, valent de 75 cent. à 1 franc, le prix d'un entonnoir moyen ne dépasse pas 25 ou 30 centimes. Le fer-blanc est devenu beaucoup plus commun qu'à la fin du <sup>xviii</sup>e siècle, mais d'autre part l'usage de ces cuillères de fer a sensiblement diminué et le prix en a été augmenté d'autant.

Puisque nous en sommes à une variété du fer, essayons de rectifier une autre légende. On prétend volontiers que le *fil-de-fer* a été imaginé, il y a peu de temps, ou mieux, sous Louis XIV, au plus tôt. Cette théorie est inexacte. Le 11 avril 1565, Michel Arthod ou Artaud, travailleur à St-Apollinaire (Isère), vendit à Joachim de Arzag ou d'Arzag, conseiller du roi, vice-bailli au baillage de St-Marcellin, une terre. L'acte est ainsi terminé : « Faict « et passé en la dicte parroysse de Saint-Apollinaire, en la terre « terre du dict sieur achepteur appelée Gatarel. Présentz « Enymond de Arzag. escuyer de Sainct Marcellin, Michiel dict « *Fil de Fer*, Anthoyne dict du Villar et Pierre Vier, clerc, fils « d'André du mandement de Blagnieu, tesmoingt » (1).

On enseigne que la brouette a été imaginée par le célèbre

(1) Archives de la maison de Chaponay.

Pascal, né en 1623, mort en 1662. Nous n'avons rien découvert qui permit de contredire cette assertion. Voici un inventaire, du 6 novembre 1652, dressé à St-Péray, au quartier du Roure. C'est le seul qui mentionne une *barrulle*, nom patois de la brouette.

« Ung pestrin, bois sapin, avec son couverseau (1) servant de  
« table.

« Ung vieux coffre, bois de noyer peu de valeur, dans lequel  
« n'a esté rien trouvé.

« Une arche sapin avec sa serrure sans clef, peu de valeur.

« Ung chalit avec une garde paille peu de valeur.

« Ung demy estaing (2).

« Quatre potz de fer.

« Ung crimal fer.

« Une poille à frire.

« Ung poix à pezer.

« Une couverte, peu de valeur.

« Ung coffre, bois assés bon, avec ses barres et serrure. Dans  
« lequel coffre a esté trouvé une escuelle de terre et dans icelle  
« trois réalles et deux livres dix sols trois denyers en monoye,  
« une vieille bource de tapisserie et dans iceelle six réales, deux  
« escus blancs, quatre demy escus blancs, trois cartz d'escu blanc,  
« cinq cartz d'escu à vingt un sols pièce, deux demy-cartz d'escu  
« à onze sols six deniers pièce, cinq testons, un teston d'Orengé,  
« une pièce vingt-sept sols, une pièce de treize sols six deniers,  
« une pièce de cinq sols et ung ducator de Venize.

En ce cas, meuble à double fin comme un archibanc.

« Ung petit sac de toille et dans icelluy sept realles, deux demy-  
« réales, trois cartz d'escu de vingt-deux sols pièce, ung demy-  
« cart d'escu de dix sols six deniers, deux pièces cinq sols, ung  
« cart d'escu et demy escu blanc et en monoye, trente-trois livres  
« neuf sols.

« Ung petit gand de peau noir et dans icelluy, deux livres, six  
« sols, six deniers.

« Toutes lesquelles espèces reviennent à la somme de cent  
« trente livres seize sols, neuf deniers.

(1) Couvercle

(2) Un demi-pot, en étain.

- « Ung paire audechausses (1) et ung propoint, drap grix pres-  
 « que neuf.  
 « Huict livres fillet riste ou estoupes.  
 « Ung trébuchet avec ses pierres (2).  
 « Ung petit marteau fer sans manche.  
 « Soixante livres, chanvre teille (3).  
 « Une couverte de chanvre et retallons (4), peu de valeur.  
 « Une garde-paille peu de valeur.  
 « Une garde pallière (5) de paille.  
 « Une garde arche sans serrure.  
 « Trois molars (6), dans lesquelz peult avoir quatre potz d'huylle  
 « de noix.  
 « Une esterpe.  
 « Une vielle arquebuze avec son rouet.  
 « Dans la cave a esté trouvé, cinq thonneaux de teneur d'envi-  
 « ron ung muy pièce, plains de vin.  
 « Deux aultres petitz thonneaux vuides.  
 « Une grande ache.  
 « Ung petit achon (7).  
 « Dans l'estable à côté treuvé :  
 « Six grandz chèvres.  
 « Deux jeusnes chèvres.  
 « Au tinal a esté treuvé :  
 « Une cuve avec ses cercles, sans cours (8), moyenne valeur.  
 « Deux thonneaux, teneur d'environ six barraux pièce, plains  
 « de vin.  
 « Une grande arche bois chastagnier, à tenir bled, de teneur  
 « d'environ douze sestiers, dans laquelle y a deux sestiers seigle.  
 « Deux banastées noix.  
 « Ung bast pour anesse.  
 « Une vielhe *barrulle* peu de valeur » (9).

(1) Haut-de-chausses. Pourpoint.

(2) On appelle encore vulgairement les poids, des « pierres ».

(3) Chanvre à faire de la toile.

(4) Restes de diverses natures, chiffons.

(5) Tas de paille.

(6) Urnes en terre.

(7) Petite hache.

(8) Courbe en bois. Le cercle est de fer.

(9) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, f<sup>o</sup> 661 et suivante.

Cette *vielle barrutte* pouvait bien avoir été faite, dix ans plutôt ou même à une date plus ancienne. Cette circonstance serait de nature peut-être, à première vue, à permettre de reculer l'époque de l'apparition de la brouette moderne, Pascal étant né en 1623.

Cette interprétation n'est pas admissible. Le terme *brouette* indique aujourd'hui une sorte de tombereau réduit à une roue que l'on pousse devant soi. Autrefois, il s'appliquait uniquement à un petit chariot à deux roues, vulgairement chareton, dont on se servait et dont on se sert toujours de la même manière ; c'était le *sarracum* des Romains. L'innovation essentielle, due, dit-on, à Pascal, consista à supprimer les roues latérales et à les remplacer par une roue unique, placée devant la *barrutte* ou *barule*, dont les dimensions furent d'autre part considérablement diminuées.

La *vielle barrutte* de 1652 n'était pas une brouette avec l'acception moderne de ce mot, mais un petit chariot, traîné sans doute par une ânesse, dont le bât figure à l'inventaire.

Jacques Laurier, commis à la recette du grenier à sel des Granges, habitant à Beauchastel, donna décharge, le 25 mars 1649, du bétail d'une ferme qu'il avait louée aux Granges : « soixante  
« cinq moutons, au chap de trois livres dix sols pièce, vingt huit  
« brebis autanes ou autanèses, au chap de cinquante cinq sols  
« pièce, ung paire bœufs, au chap de nonante trois livres cinq sols,  
« ung aultre paire bœufs, au chap de septante-huict livres, une  
« vache. au chap de trente livres, deux pourceaux, chapés dix-  
« huict livres et une *charrette*, chappée vingt-une livres », au total de 544 livres 15 sols. (1)

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHEYLARD.



---

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, f<sup>o</sup> 45.



## LE VIEUX TOURNON

---

Le passé romain de Tournon. — L'étymologie de Tournon. — La légende de St-Just. — *Tauredunum*. — Des *missi dominici* à Tournon en 814. — Tournon et l'Eglise de Lyon. — Pons de Tournon, évêque du Puy. — Les plus anciens Tournon. — L'hommage d'Odon à Philippe-Auguste (1188).

Laissant de côté les origines fabuleuses de Tournon, dont Jean Pélisson, le premier principal du collège de cette ville, s'est fait naïvement l'écho (1), nous allons essayer de dégager des monuments locaux et des archives locales, les plus anciennes données historiques sur Tournon.

Le passé romain de cette ville est attesté par la découverte, faite à diverses époques, d'une foule de monnaies et autres objets antiques, dans toute la région qui s'étend de Châteaubourg au Doux, notamment du côté de Mauves, au quartier de Lolme ou de Cornillac, et même au delà du Doux, dans la plaine de Saint-Jean-de-Muzols ; d'où, le marquis de Satillieu, se faisant l'organe des traditions populaires, croyait pouvoir conclure à l'existence de trois autres petites villes formant en quelque sorte les faubourgs de Tournon. Sans contester absolument cette manière de voir, nous ferons observer que les découvertes de ce genre sont si communes sur tout le littoral vivarois du Rhône et présentent des groupes si rapprochés, qu'il faudrait alors conclure à l'existence d'une ville s'étendant presque sans interruption de Pont-Saint-Esprit à Lyon.

Le marquis de Satillieu, dans ses notes pour dom Bourotte (1763), constate qu'on trouvait encore souvent de son temps, aux environs de Tournon, des vestiges de maisons, de tombeaux, d'aqueducs. Il parle, notamment, d'un bain et d'un fragment de pierre sépulcrale récemment exhumée à Cornillac. Le bain, dont le pavé était en mosaïque, avait son pourtour en marbre blanc ; la pierre, de dimension très petite, portait une inscription assez maltraitée et difficile à lire.

On y trouvait aussi souvent des urnes, des bas-reliefs, des

(1) Voir nos articles dans *l'Indépendant de Tournon* des 10, 17, 24, 31 juillet et 9 août 1898.

statues en bronze de divers dieux, des Mercure surtout, des inscriptions et quantité de médailles.

Il y avait au château une tour appelée la *tour des marbres*, où, à côté des statues et autres objets d'art collectionnés par les seigneurs de Tournon et envoyés de Rome en grand nombre par le cardinal, se voyait un riche trésor des épaves trouvées dans le pays. Malheureusement tout fut dilapidé après la mort du dernier Tournon (1644), alors que le château fut abandonné et son personnel réduit à un concierge.

Les Pères Jésuites avaient, eux aussi, formé un médaillier considérable qui fut plus tard vendu à Paris. Outre 208 marbres ou fragments de bas-reliefs, il ne contenait pas moins de 850 médailles à l'effigie des empereurs romains, Auguste, Caligula, Vespasien, Gordien, Valérien, Dioclétien, Constantin, Constance, Aurélien, Adrien. On en trouvait aussi de Nîmes avec l'inscription *Colonia Nemausensis* et, au revers, un crocodile.

On parlait encore d'une petite Cybèle en or, qui avait été vendue à vil prix à des étrangers, et, au milieu de bien d'autres épaves, on venait de découvrir dans le Rhône, une petite grille en or aussi, ayant encore des charbons et des cendres (1).

« Mais, à côté de ces richesses, dit le marquis de Satillieu, combien d'autres qui se sont perdues, ont été gaspillées, vendues à la livre, comme vieux cuivre, par des paysans qui n'en connaissaient pas la valeur. »

Notons ici l'existence d'un autre médaillier plus moderne, formé tout entier de monnaies et médailles trouvées à Tournon et aux environs, et qui malheureusement fut vendu à des amateurs de Nîmes, après la mort de son infatigable et érudit collectionneur, M. Jules Rousset.

L'importance de Tournon à l'époque romaine s'explique aisément par sa position géographique et permet même de supposer que Tournon, soit comme ville, soit comme simple fort, existait bien avant les Romains. L'inscription des Nautes du Rhône, conservée à St-Jean-de-Muzols, le pont de St-Estève, dont on voyait encore, au siècle dernier, le môle quand les eaux

(1) Voir la notice sur Tournon de M. l'abbé Mazon, reproduite dans le tome 3 de *l'Histoire d'Annonay*, de l'abbé Filhol.

étaient basses, et enfin la grande voie romaine des Boutières, qui passait sur le pont de *César*, suffisent, à notre avis, pour justifier cette supposition. Les voies romaines ont presque toujours suivi les anciennes voies celtiques et, puisque l'embranchement partant du Doux était, sous les Romains, la voie la plus courte ou la plus commode de Marseille et de Vienne au Puy, il est à présumer qu'elle était déjà reconnue comme telle avant eux et que Tournon avait dès lors, bien avant les Romains, bénéficié de cette situation.

La logique et la nature des lieux semblent donc assigner à Tournon une très haute antiquité, mais qui, pour être démontrée, aurait besoin d'autres arguments que ceux du bon Pélisson. Quant à l'étymologie de Tournon, et contrairement aux étymologistes à tous crins, qui vont ordinairement chercher midi à quatorze heures, nous sommes porté à croire que Tournon, ayant certainement commencé par le château perché sur le rocher qui domine le Rhône, et le château ayant probablement commencé lui-même par une simple tour, le nom de l'endroit est non moins probablement venu de là.



D'après une tradition, dont il est difficile d'apprécier la valeur, mais qui cependant nous paraît mériter quelque attention, la famille des anciens seigneurs de Tournon se rattacherait à St-Just, archevêque de Lyon, dans la seconde moitié du iv<sup>e</sup> siècle. On raconte que St-Just occupa le siège de Lyon jusqu'au jour où un fanatique fut mis en pièces par le peuple et que cet événement l'affligea si fort qu'il se retira dans les déserts de l'Égypte où il mourut.

Le P. Jacques Gaultier, d'Annonay, rapporte qu'il a lu à Lyon un vieil écrit de l'église de St-Just, portant que Saint-Just était fils du comte d'Angers et que, sa mère étant calomnieusement accusée d'adultère, l'enfant parla miraculeusement dès sa naissance et témoigna, de sa propre bouche, que le comte était son père, ce qui délivra sa mère et de soupçon et de prison. « Or cecy, ajoute le bon Père Jésuite, n'empesche point qu'il n'appar-

tienne à la très-illustre et très ancienne maison de Tournon, comme plusieurs estiment, soit pour l'ancienne alliance que j'ay sceu de bonne part avoir esté jadis en la maison de Tournon et celle d'Angers, soit pour ce que, au chasteau de Tournon, il y a un quartier qu'on nomme encore à présent de St-Just (1) ».

Il est certain que cette tradition était acceptée par le chapitre de St-Just de Lyon, et les manuscrits du marquis de Satillieu contiennent à ce sujet un passage intéressant qu'on nous saura sans doute gré de reproduire.

« Quoique S. Just, évêque de Lyon, vécût sous les empereurs Valentinien I<sup>er</sup> et Gratien, son fils, il se trouvait au concile de Valence, vers l'an 374. Cependant les seigneurs de Tournon prétendaient descendre de la même race, et cette opinion, bien que fabuleuse selon les apparences, se trouve du moins appuyée sur des titres bien honorables pour cette maison et remarquables par leur singularité. Les archives du château de Tournon renferment quatre actes scellés du sceau de Tournon. Le premier est du 28 avril 1333 passé entre Guillaume, seigneur de Tournon, et les chanoines de St-Just sur Lyon, capitulairement assemblés, par lesquels il est certifié que *ledit seigneur est de la lignée de St-Just et fondateur de ladite église* : comme tel, il se charge des affaires dudit chapitre *comme des siennes propres et promet de le garder de toute injure et oppression*. Il prit en même temps possession du canonicat attaché à la seigneurie de Tournon. Les trois autres actes prouvent que, le 12 avril de l'an 1493, Jacques, seigneur de Tournon ; le 12 septembre 1513, Just I<sup>er</sup> de Tournon ; et le pénultième juillet de l'an 1542, Just II de Tournon, prirent de même possession, dans ladite église, du canonicat honoraire attaché à leur maison, après avoir fait preuve qu'ils étaient seigneurs de Tournon. »

L'inventaire juridique des archives du château de Tournon, commencé en 1552, fait par M<sup>e</sup> Balmat, notaire, vérifié par de Villiers, juge de Tournon, explique comme ci-après le cérémonial qui s'observait lors desdites réceptions :

« Cette cérémonie se faisait en grande solennité au son de de toutes les cloches. Le chapitre, revêtu des plus belles chapes,

(1) *Chronographie du Christianisme*, p. 224.



venant au-devant du seigneur de Tournon pour le recevoir, le revêtissait du surplis et de la chape sans quitter son épée et ledit seigneur, occupant le lieu le plus honorable, était installé au siège du prévôt comme fondateur, et recevaient son logis, lorsqu'il était à Lyon, le pain et le vin comme les autres chanoines. Ce que je puis certifier, ajoute M<sup>e</sup> Balmat, pour en avoir été souvent témoin. »

Le même notaire ajoute encore le fait suivant dans ledit inventaire ;

« L'an 1562, les huguenots s'étant emparés de Lyon et ayant abattu l'église de St-Just, les chanoines s'adressèrent à Just de Tournon, Il<sup>e</sup> de ce nom, comme fondateur de leur église, pour, avec son aide, en réédifier une autre. Il leur donna de grandes sommes à cet effet, et commit le sieur de Jarnieu, bailli d'Annonay, pour poser la première pierre en son nom, se trouvant occupé ailleurs pour les affaires du roi. Il mourut en 1563, mais son intention fut suivie également. Le 1<sup>er</sup> des nones d'avril 1565, l'archevêque de Lyon et le seigneur de Lescure, gouverneur pour le roi de la dite ville, assistèrent à cette cérémonie en procession générale ; le tout comme appert des actes capitulaires de St-Just expédiés par Bonnançon, secrétaire des chanoines (1). »

Ce sont là sans doute des faits dont il faut tenir compte, mais qui cependant ne doivent pas être acceptés sans aucune réserve, vu la longue période d'années écoulée depuis S. Just jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, et vu aussi l'influence que pouvaient avoir les libéralités et les services réels d'une famille sur l'esprit des chanoines.



Une légende d'un autre genre qu'il faut encore écarter, est celle qui se base sur un passage mal compris de Grégoire de Tours pour faire entrer Tournon dans l'histoire avant le vi<sup>e</sup> siècle. Cet écrivain rapporte, dans son histoire de France, que le château de *Tauredunum*, situé en une montagne sur le Rhône, fut, à une époque qu'il ne précise pas, le théâtre d'un événement extraordinaire : la montagne fit entendre des mugissements pendant

(1) Mémoires du marquis de Satilieu.

soixante jours, puis elle s'ouvrit et se sépara d'une autre montagne voisine, de telle sorte que les maisons et les églises qui étaient dessus tombèrent dans le Rhône et obligèrent les eaux du fleuve à passer d'un autre côté.

Ni la tradition ni l'inspection des lieux n'autorisent à voir Tournon dans ce *Tauredunum* ; au reste, il ressort clairement du texte de Grégoire de Tours, que la localité dont il s'agit n'a aucun rapport avec le Vivarais. On y lit, en effet, que le Rhône en cet endroit est resserré entre les montagnes et que l'inondation, suite de l'événement, eut des suites fâcheuses jusqu'à la ville de Genève (*Genabum*), dont elle dépassa les murailles. Finalement, dom Ruinart mentionne une chronique de Marius *Aventicensis* qui désigne le Valais comme le théâtre de la catastrophe.

Le savant jésuite Papire Masson, qui cependant connaissait Tournon, pour l'avoir habité, commet donc une erreur dans sa *Descriptio fluminum Gallicæ* en traduisant *Tauredunum* par Tournon. Il en commet une autre, qui est relevée par un de ses commentateurs, en oubliant que Tain en latin s'appelait *Tegnæ* et en voyant dans cette ville l'ancien *Tinurtium* ou *Trenorchium*, c'est-à-dire le lieu, situé sur la Saône, où Septime-Sévère battit son rival Albin et fit jeter dans le fleuve le corps du vaincu.



Avant d'arriver aux témoignages écrits sur le parchemin ou le papier, constatons que les ruines de pierre, qui sont l'écriture du temps, en disent beaucoup plus long, sur le versant de la montagne qui domine à l'ouest Tournon, que toutes les imaginations du bon Péliisson. Deux murs parallèles descendent de la montagne, aboutissant à deux tours, dont une est surmontée aujourd'hui d'une statue de la Vierge. L'espace intermédiaire était évidemment occupé par un *castrum*, mais les habitations dont il se composait ont entièrement disparu, et le seigneur inconnu du lieu s'était depuis longtemps déplacé, suivi de ses vassaux, pour venir s'installer sur le rocher où s'élève le château actuel, quand la période historique s'est ouverte pour Tournon. Le vieux *castrum* correspond à l'époque gauloise, sinon même à une époque plus

éloignée, où les besoins de la défense dominaient tous les autres, et où il n'y avait ni navigation sur le Rhône, ni grandes routes sur ses bords. Les Romains durent bâtir le premier fort sur le rocher de Tournon, et l'importance de ce poste, auquel était naturellement attaché un droit de péage, fut l'origine de la fortune des barons de l'endroit.

Au moyen-âge, la viguerie de Tournon (*vicaria Tornonensis*) est mentionnée dans le cartulaire de St-Barnard de Romans ; elle partait de Châteaubourg et s'étendait sur la portion orientale de l'ancien archiprêtré de St-Félicien situé sur la rive gauche du Doux.

Jusqu'au commencement de ce siècle, les plus anciens documents connus sur Tournon n'allaient pas au delà de l'année 856 ; nous reparlerons plus loin des deux chartes dont il s'agit. La publication du Cartulaire de Cluny est venue depuis lors remonter d'un demi-siècle plus haut la preuve certaine de l'existence de Tournon (1). Il contient, en effet, une charte, écrite dans un latin passablement barbare, qui se rapporte à une sorte de cour d'assises tenue à Tournon (*in castro Tornone*) où commandait un comte Ostorik, en février 814, c'est-à-dire quelques jours après la mort de Charlemagne. Les *missi dominici* du nouvel empereur, Louis le Débonnaire, se réunissent à ceux de l'archevêque (de Lyon sans doute) et à d'autres personnages, pour mettre à exécution les ordres de l'empereur qui voulait qu'on rendit à qui de droit ce qui avait été enlevé injustement du temps de son père. Un nommé Vualardus se présente alors et réclame, avec pièces à l'appui, l'église St-Désirat et ses dépendances, ainsi que tout le territoire situé entre le ruisseau d'*Alzone*, la terre de *St-Maurice* ou de *St-Elienne* et le ruisseau *Pichone*, territoire situé au *pagus* viennois, dans l'*ager* d'Annonay, au lieu appelé *Sacaratis* (2). Il s'agit évidemment de Sécheras qui est situé entre le ruisseau d'Auzon et le ruisseau d'Iserand, au sommet duquel est un quartier appelé *Péchat*. Il y aussi, au nord-est de Sécheras, un quartier qui porte le nom de *St-Elienne*.

(1) Le Cartulaire de Cluny a été publié de 1876 à 1885, d'après les manuscrits laissés par Auguste Bernard mort en 1868.

(2) Cartulaire de Cluny, I, 6. — *Notes sur l'origine des églises du Vivarais*, II, 2.

Les autres chartes, depuis longtemps connues, auxquelles nous faisons allusion plus haut, sont très intéressantes par le fait des rapports qu'elles indiquent entre Tournon et l'Eglise de Lyon (1).

La première est de Charles, roi de Provence (856-863), d'où il résulte que son père, l'empereur Lothaire, avait fait rendre à l'Eglise St-Etienne de Lyon Tournon et son château (*castrum seu villa de Tornone, quod situm, in pago Lugdunensi juxta fluvium Rodanum*), dont s'étaient emparés des usurpateurs laïques. Le roi Charles, sur la demande de l'archevêque Remi, premier chapelain du palais, confirme cet acte de son père.

Peu après, Lothaire II, frère de Charles, confirme les actes de son père et de son frère qui avaient donné à l'Eglise de St-Etienne, premier martyr de Lyon, Tournon et Courtenay (*Turnonem et Curtinacum*) avec les églises, les villages et les fermes qui en dépendaient.

Ces deux chartes ont donné lieu à quelques discussions. M. le chanoine Rouchier n'est pas sans s'étonner de voir le *pagus lugdunensis*, se prolongeant par delà les montagnes du Forez, embrasser la plus grande partie du territoire compris entre l'Erieux et le Doux : « circonscription étrange, dit-il, que nous aurions bien de la peine à admettre, si elle n'était attestée par plusieurs monuments et justifiée d'ailleurs par toutes les autres anomalies que présente la géographie politique du Vivarais au moyen âge (2). »

M. Auguste Bernard, citant ce fait, dit : Il « s'agit videmment ici de Tournon en Vivarais ; mais il est certain que cette ville était dans le *pagus Viennensis* ; la confusion provient peut-être de ce que ce *pagus* était alors compris dans le *duché* de Lyon (3). »

D'autres ont voulu voir là une erreur de copiste : mais la chose n'est guère admissible si l'on songe que la même indication se retrouve deux fois dans le Cartulaire de St-Chaffre, d'abord à propos de la viguerie de Soion, qui est encore plus au sud que Tournon, et ensuite à propos de l'église de Macheville

(1) Ces deux chartes, déjà mentionnées dans l'*Histoire du Languedoc*, sont reproduites par M. le chanoine Rouchier, *Histoire du Vivarais*, pp. 606 et 687.

(2) Idem, p. 359.

(3) *Cartulaire de Savigny et d'Ainay* II, 1071.

(Lamastre), dans des termes très significatifs : *in pago quondam Lugdunensi, quod nunc est in episcopatu Valentiniensi* (en 961). Il n'est donc pas douteux que cette partie du Vivarais ait appartenu, au moins pendant une certaine période, à l'Eglise de Lyon. On sait par une charte de l'empereur Louis l'Aveugle, qu'en 885, Tournon avait changé de juridiction et faisait alors partie du *pagus Viennensis*.

Il nous faut encore signaler ici une observation d'un de nos confrères de la Drôme, M. Brun-Durand. Le rapprochement, dans la seconde charte, de Tournon et de Courthenay (canton de Morestel, Isère), malgré la distance de 80 à 100 kilomètres qui sépare ces deux localités a fait penser au savant président de la Société d'archéologie de Valence, qu'il s'agissait non de Tournon en Vivarais, mais « d'une petite localité de la commune d'Amblagnieu, appelée Tarnond ou Turnon par Casimir et Tournon par Guy-Allard, tout-à-fait voisine du Rhône, laquelle formait très-anciennement, de même que Courthenay, une paroisse de l'archiprêtré de Morestel, diocèse de Lyon ».

En attendant que la découverte d'autres documents permette d'élucider complètement la question, il nous semble que les plus fortes apparences de vérité sont en faveur de la thèse admise par l'auteur de l'*Histoire du Vivarais*. On remarquera, d'ailleurs, que cette opinion puise une nouvelle force dans la charte du Cartulaire de Cluny. La présence au château de Tournon en 814 des envoyés d'un archevêque, réunis là avec les *missi dominici* de l'Empereur Louis le Débonaire et d'autres personnages, pour faire rendre à qui de droit ce qui leur avait été enlevé injustement sous le règne précédent, n'est-elle pas une sorte de confirmation de la version généralement admise jusqu'ici sur l'histoire de Tournon à l'époque la plus nuageuse du moyen-âge ?

Comment l'Eglise de Lyon avait-elle acquis cette partie du Vivarais et comment l'a-t-elle perdue ? Sur le premier point, on peut, à défaut de pièces authentiques, rappeler la tradition d'après laquelle Tournon lui aurait été donné par St-Just. Sur le second point, bornons nous à rapporter que les écrivains vivarois de la première moitié de ce siècle, MM. Albert du Boys et de Valgorge, qui paraissent avoir surtout puisé dans les renseigne-

ments de Jules Rousset, parlent d'une longue guerre survenue au sujet de Tournon entre l'Eglise de Lyon et les seigneurs vivarois. Le premier dit que les archevêques de Lyon armèrent vainement leurs vassaux et que le château de Tournon leur opposa une résistance invincible. Le second, précisant encore davantage, raconte que Charles-Martel, au retour de son expédition dans le Midi contre les Sarrasins, vers 738, donna Tournon à un de ses lieutenants. L'Eglise de Lyon protesta, mais sans succès et c'est seulement en 919 qu'à la suite d'une transaction, l'Eglise de Lyon aurait recouvré son ancien domaine.

Or, comment celle-ci pouvait-elle s'y prendre pour défendre des possessions si éloignées contre la cupidité et les ambitions des barons voisins ?

Le seul moyen efficace était de les opposer les uns aux autres et de choisir pour alliés les plus puissants d'entre eux. C'est pour cela sans doute que les archevêques de Lyon cédèrent Annonay et Bourg-Argental aux Dauphins du Viennois, en même temps qu'ils inféodaient Tournon à un seigneur de l'endroit qui, descendant ou non de St-Just, devint la tige de la famille de ce nom.

Voilà probablement comment se passèrent les choses, mais, il faut bien l'avouer, les documents certains manquent à cet égard, comme ils manquent aussi pour établir d'une façon sûre et suivie la généalogie des premiers seigneurs de Tournon. Au XII<sup>e</sup> siècle, on trouve une famille féodale solidement fixée à Tournon. Rien ne prouve qu'elle descendait des précédents seigneurs de Tournon, mais rien n'infirme cette descendance qui a pour elle la probabilité, car il est naturel qu'une race forte et puissante se soit maintenue, et quand la race des Tournon modernes apparaît indubitablement, son prestige et sa force autorisent à penser qu'elle appartient à la race ancienne.

..

Le premier personnage qui porte dans l'histoire le nom de Tournon est un moine du Velay, Pons de Tournon, qui, élu abbé de la Chaise-Dieu en 1094, alla, en cette qualité, l'année suivante, au Puy, demander au Pape Urbain II de vouloir bien

faire la consécration de la basilique de son monastère. Le Pape y consentit et la cérémonie eut lieu le 11 août. Le Pape déclara alors le monastère de la Chaise-Dieu affranchi de toutes les juridictions subordonnées et relevant directement du Saint-Siège. Le F. Théodore, dans son *Histoire de l'église angélique du Puy*, nous apprend que Pons reçut en 1099 à la Chaise-Dieu la visite d'Anselme, primat d'Angleterre, que l'injuste courroux de son roi tenait exilé à Lyon, à son retour de Rome, et raconte à ce sujet un incendie miraculeusement éteint par les prières du saint Abbé. C'est en 1108 que Pons de Tournon devint évêque du Puy. Mais alors, dit le chroniqueur déjà cité, « il s'aperçut qu'il avait pris la charge d'un diocèse que la jalousie et l'avidité de divers seigneurs rendaient un théâtre de discussions et de rapines ; il recourut aux voies les plus convenables à sa profession pour arrêter le cours de ces désordres et, après avoir pacifié les principales inimitiés, il fit battre des sommes de monnaie pour satisfaire quelques âmes intéressées qu'il ne sut obliger au repos d'une autre sorte. »

Quand Guy, archevêque de Vienne, devint Pape en 1119 sous le nom de Calixte II, Pons alla saluer le nouveau Pontife et « le suivit à la dédicace de la cathédrale de Viviers, » avec quatre autres évêques : Lambert, d'Ostie ; Lambert, d'Avignon ; Ismidon, de Dic, et Eustache, de Valence. Pons de Tournon vivait encore en 1130, lors du concile du Puy où fut excommunié l'anti-pape Anaclet. Le Pape Innocent II, étant venu au Puy, « Pons proportionna sa dépense à cette occasion si peu commune, sans avoir égard à la médiocrité qu'il s'était imposée, et le Pontife que la renommée avait si puissamment disposé en sa faveur, fit une distinction toute particulière de sa personne, et lui conféra le pallium avec les mêmes immunités de la bulle de Pascal II. » Le Pape alla tenir un concile à Clermont, mais l'évêque du Puy ne put, à cause de ses infirmités, l'y accompagner.

Il mourut le 25 janvier 1131 et son corps fut transporté au prieuré de Rochepaule, fondé (dit le F. Théodore) par ses aïeux dans le diocèse de Valence et alors dépendant de la Chaise-Dieu. On y voyait autrefois son tombeau qui a été détruit au xvi<sup>e</sup> siècle par les calvinistes.

A la même époque existait un Gilbert de Tournon qui figure dans les chroniques de Pons de Balazuc comme ayant pris part à la première croisade. Peut-être était-ce un frère de l'abbé de la Chaise-Dieu.

Pons de Tournon appartenait-il à la puissante famille vivaroise de ce nom ? Bien que le F. Théodore le dise, le fait n'est rien moins que prouvé.

Les anciens généalogistes de la famille de Tournon ne la faisaient remonter qu'à l'année 1188, c'est-à-dire à l'hommage rendu par Odon de Tournon à Philippe-Auguste.

Une charte, de date antérieure, découverte par le marquis de Satillieu, constate l'existence d'un Guillaume de Tournon, dont le fils, Guillaume Astorg, épousa la fille d'Arnaud de Crest (*de Cristo*), seigneur de Durtail. Le beau-père céda à son gendre la seigneurie de Durtail, moyennant un prêt de 4,500 sols.

Astorg est mentionné, d'autre part, dans l'histoire de St-Hugues, abbé de Bonnevaux, comme ayant vers 1185, refusé l'hommage de son château de Tournon à Hugues III, duc de Bourgogne, mari de Béatrix, dauphine de Viennois et comtesse d'Albon. Il y aurait eu même guerre entre eux (1), et il semble difficile de ne pas trouver quelque relation entre cet événement et l'hommage que son fils Odon prêta peu après au roi de France, sans doute pour s'en faire un protecteur.

Quoi qu'il en soit, l'acte est trop important pour ne pas être reproduit ici dans le texte original :

*In homine Sanctæ et individue Trinitatis. Amen. Philippus Dei gratiâ Francorum rex.*

*Noverint universi presentes pariter et futuri quoniam Odonem, dominum de Tornon, de castro suo Tornon, in hominem ligium recepimus, et ipse nobis inde fidelitatem præstitit, et nos ei concessimus quod neque nos neque nostri successores Reges Franciæ illius castri dominium extra manum nostram mittemus, neque a coronâ Franciæ separabimus. Quod, ut ratum permaneat in posterum presens scriptum sigilli nostri auctoritate ac regii nominis caractere inferius annotato præcepimus confirmari.*

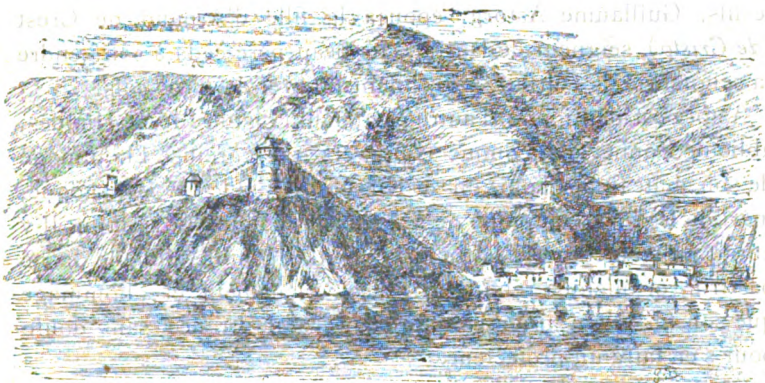
(1) Bibl. Nat. MSS. Nouveau d'Hozier., t. 318, fol. 16.



*Actum apud Podium anno ab Incarnatione Domini MCLXXXVIII, regni nostri nono, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa.*

*S. comitis Theobaldi dapiferi nostri (1). S. Guigonis buticularii (2). S. Mathei camerarii (3). S. Radulphi constabularii (4). Data vacante cancellaria.*

Cette pièce, que Jean Pélisson avait transcrite sur un *Vidimus* de 1339, et dont Poncer (*Mémoires sur le Vivarais*, IV, 109) donne la traduction, se trouve en tête du *Cartulaire de Tournon*, qui existe aux Archives Nationales (KK. 1238). Le marquis de Satillieu nous apprend qu'elle était sur un parchemin de 7 pouces de largeur sur 6 de hauteur (5).



Les historiens du Languedoc ont conclu de cet hommage que le roi de France étendait alors sa domination jusqu'au Vivarais, ce qui paraît une conséquence un peu forcée d'un acte, qu'on retrouve à chaque pas de l'histoire avec une portée purement personnelle, ne touchant en rien à la situation générale du pays auquel appartenaient les hommageants. Tout au plus, comme

(1) Ecuyer tranchant.

(2) Echanson.

(3) Chambellan.

(4) Ecuyer d'écurie.

(5) *Notes sur l'origine des Eglises du Vivarais*, I, 224.

l'observe le président Challamel, pourrait-on en conclure que Philippe Auguste cherchait à étendre sa domination sur le Vivarais, mais il est bien établi que ce pays ne fut réuni à la couronne qu'à la suite du traité de 1229. En tous cas, l'importance du baron de Tournon ressort suffisamment de ce fait que, s'il fait hommage-lige au roi, celui-ci s'engage, de son côté, à ne remettre le seigneur de Tournon sous la mouvance d'aucun autre seigneur inférieur à sa qualité.

Odon possédait, outre Tournon, les lieux de Tain, Plats, Vion et Glun (1). Il était mort en 1295.

Le Cartulaire de St-Pierre du Bourg-les-Valence mentionne un *Durand de Tournon*, chanoine de St-Pierre, et un *Pierre de Tournon C. S. R.* ce qui veut dire sans doute *Canonicus Sancti Rufi*, comme figurant dans des chartes de 1191 et 1192. Mais rien ne prouve que ces religieux fussent de la famille du seigneur de Tournon.

A. MAZON.



Le joli dessin, de M. G. Bonneton, de Tournon, représente Tournon à une époque reculée du moyen âge, alors que le Rhône battait le pied du rocher et que la ville et le château étaient encore à l'état rudimentaire.

(1) Et non pas la Roche de Glun, comme le disent quelques-uns. La Roche de Glun, située sur la rive gauche du Rhône, en face de Glun, rive droite, appartenait aux Clérieux.

# MONOGRAPHIE

## DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS

---

### ANTRAIGUES

#### I.

Ce nom commun à plusieurs lieux de France, a cela de particulier qu'il a son orthographe à lui seul, On se demande pourquoi ce privilège inexplicable, attendu que l'étymologie ne peut être que la même partout. Il est choquant de voir écrit en Vivarais seulement, Antraigues par un A, tandis que tous les Entraiguës sont écrits par un E, véritable étymologie : *Entre* les eaux, en latin ; *inter* aquarum et en patois : Entré aygo, entre l'eau.

En effet ce lieu ne pouvait être mieux nommé. Qu'on se figure un énorme cône tronqué, surgissant du fond d'une vallée, au confluent de trois cours d'eaux ; la Bize, le Mas, qui se jettent dans la Volane, qui se précipitent et rongent par les rocs qu'ils entraînent, depuis des siècles, la base du tronc volcanique.

La ville est accrochée sur le pourtour du sommet du cône, comme une couronne, autour d'une grande place, dont tout le côté du levant fait face à l'église, flanquée à gauche d'une énorme et haute tour et à droite par ce qui reste de l'ancien cbâteau.

Au milieu de la place une abondante et fraîche fontaine, amenée des hauteurs voisines, car de tous les cotés s'élèvent de hautes montagnes couvertes de chataigners jusqu'au pied des pics volcaniques. Rien de plus pittoresque que ces profondes et sinueuses vallées, bordées de fraîches et verdoyantes prairies, remplies d'arbres fruitiers, parfois encaissées entre des murailles de basaltes, aux eaux bondissant de cascades en cascades.

Celles-ci ont été si bien utilisées qu'il serait difficile de trouver ailleurs et sur un parcours seulement de cinq à six kilomètres, un nombre si considérable d'usines à soie, près d'une trentaine.

L'accès d'Antraigues, n'est possible pour les voitures que du coté du couchant, par un embranchement sur la route de trois à

quatre cent mètres, montant par des lacets forts raides. Et pour les gens à pied, par un sentier escarpé au midi.

A partir de Vals la route monte sans cesse, suivant les méandres de la Volane, elle continue à monter jusqu'au point culminant à Mézilhac, point de partage du versant des eaux de l'Ardèche et de l'Eyrieux.

Là elle se partage en trois dans la direction du nord elle descend vers le Cheylard, du côté du levant elle cotoye les hauteurs jusqu'à Privas et du couchant elle se déroule sur les hauts plateaux, passant à la Champ-Raphaël, tout près de St-Eulalie et au pied du Gerbier des Joncs et va se souder au Béage à la route de Montpezat au Puy.

Une nouvelle route construite depuis peu, part d'Antraigues, passe à Genestelle, à l'Escrinet et Privas. Une magnifique source, l'Espissart, tout près d'Antraigues, sort des roches volcaniques. Elle a été conduite il y a quelques années à Aubenas, sur un parcours d'une quinzaine de kilomètres et non sans les protestations des propriétaires de prairies et d'usines.

Antraigues était autrefois la porte par laquelle il fallait forcément passer pour aller de la plaine à la montagne, tout autre passage étant impraticable et la place ou château pour ainsi dire imprenable.

Dès les premiers temps historiques, Antraigues était un fief dépendant de la puissante maison des Montlaur et devint plus tard une parerie entre diverses familles, dont nous allons dire quelques mots.

La plus ancienne dont on ait connaissance est celle des de Cayres, Alias Quayres, Cayron et même Cadris, qui paraît être venue d'Auvergne. Une autre du même nom existait à Avignon en 1370 d'après Pithon-Curt, mais ne paraît pas être la même, les armoiries étant différentes et les possessions hors du Vivarais.

Barau iv p. 56 cite plusieurs personnages du nom de Cayron, en Rouergne.

Dès le commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, on trouve des chevaliers de Cayres en Velay et Vivarais.

Albert de Cayres sgr. d'Antraigues en Vivarais, s'alliait en

1340 avec la maison de Lestranges et leurs descendants contractèrent des alliances avec les plus grandes familles du Vivarais.

Malheureusement les documents font défaut pour établir une filiation suivie.

La dernière de la famille, Marie de Cayres, fille d'Antoine cosgr d'Antraigues, veuve en premières noces de Samuel de Beaumanoir, se remaria le 29 mai 1601 à Trophime Delaunay, auquel elle porta tous les biens de sa maison.

Ce mariage donna une grande considération aux Delaunay, par la grande fortune que Marie apporta, considérablement accrue par la condamnation à mort en 1603 de ses trois frères, convaincus de meurtres et de pillages (1).

Les Delaunay depuis de Launay sgrs. comtes d'Antraigues, étaient étrangers au Vivarais, famille de traitants, ayant fait une grande fortune, qui leur permit d'acquérir de nombreuses possessions.

Mais leur noblesse douteuse ou de fraîche date ne permit pas au dernier comte d'Antraigues de satisfaire aux preuves nécessaires pour monter dans les carrosses du Roi ; malgré la tentative qu'il fit de se rattacher à l'ancienne famille de Launay de la Boissière, en l'Isle de France.

Néanmoins et ensuite des grandes alliances qu'ils contractèrent et par leur fortune, ils s'acquirent en Vivarais une haute situation.

En 1861, au huitième degré ils s'éteignirent en la personne de Jules de Launay mort sans enfant, fils unique du célèbre comte d'Antraigues et la Saint-Huberty, dont tout le monde connaît la vie aventureuse et la fin tragique. Jules son fils resté orphelin et sans fortune, fut recueilli par quelques amis de son père qui lui fit épouser en 1813 Henrica Fitz Gérard de laquelle il fut séparé judiciairement le 25 août 1827, n'en ayant pas eu d'enfant. Il vivait d'une modique pension que lui faisait sa femme à laquelle s'ajouta plus tard celle que lui fit Napoléon III, sur sa cassette. Il mourut obscurément à Dijon où il s'était retiré le 12 août 1861, sa femme étant décédée le 1<sup>er</sup> février de la même année.

(1) Par une ironie frappante cette race de guerroyeurs portaient dans leurs armoiries, trois colombes, emblème de la paix.

Le château d'Antraigues peu confortable pour d'aussi grands sgrs. et d'ailleurs occupé en partie par les autres coseigneurs et les officiers de justice fut abandonné par les de Launay, pour le château de la Bastide paroisse d'Ayzac voisin d'Antraigues, qu'ils avaient fait construire magnifiquement à grands frais, tellement qu'il passait pour un des plus beaux du Vivarais.

Cette splendeur ne fut pas de longue durée, car à peine achevé, la révolution étant survenue, les de Launay étant en émigration, les Paysans, se rappelant les exactions cependant déjà anciennes des de Cayres, brûlèrent le château et le rasèrent de fond en comble, de telle sorte qu'aujourd'hui à peine peut-on reconnaître son emplacement. (1)

Le château d'Antraigues fut vendu nationalement, il est occupé aujourd'hui par la Mairie et divers services municipaux.

Parmi les Coseigneurs d'Antraigues nous trouvons l'ancienne maison de Goys dont nous avons parlé dans notre notice sur Thueys.

Ensuite celle d'Ucel (Yssello, Vissello, Ucello et même du Sel, jamais Ussel qui est une famille d'Auvergne.)

Une des plus anciennes du Vivarais, établie dès l'an 1160 au château d'Ucel, sous Aubenas, aujourd'hui en ruine, d'où elle se transporta au château de Craux paroisse de Genestelle, vis à vis Antraigues, sur les hauteurs de la rive gauche de la Volane.

On possède de nombreux actes concernant cette famille pendant les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. Mais ce n'est qu'à partir de Reymond d'Ucel III<sup>e</sup> du nom, Seigneur de Craux, Antraigues, fils d'Hugues et de noble Louise Flandin, époux de noble Marguerite de St-Bonnet, dont nous connaissons des actes pendant une période de 66 ans, de 1369 à 1435.

Louise Flandin étant contemporaine des Cardinaux Flandin, tout porte à croire qu'elle était leur sœur ou leur nièce.

La Généalogie se continue pendant dix générations jusqu'à l'extinction de la maison, en la personne de Marie Thérèse dernière de son nom, fille et héritière de Charles Antoine d'Ucel,

(1) L'album du Vivarais (Grenoble 1842 p. 245) donne une vue des ruines, ainsi qu'une autre assez bonne d'Antraigues.

sgr. de Craux, Antraigues, Gènesstelle, Marquis d'Ucel et de Charlotte Sébire de la Bonnerie.

Elle épousa à Aubenas le 13 mai 1750 Joseph Antoine de Raymond de Mourmoiron, Marquis de Modène. Le 14 août 1752 ils vendirent à Christophe de Sauzet de Fabrias, Conseiller du Roi, le château, terre et seigneurie de Craux, plus la part appartenant à ladite Dame, des terres, et seigneuries d'Antraigues et de Gènesstelle, en paréage avec le comte de Launay, pour le prix de cent dix mille livres et pour être les dits biens tenus des dits vendeurs en fief noble, sous l'alberge d'un verre d'eau aux fêtes de Noël. (Louis Blachère notaire d'Aubenas)

La famille Sauzet et de Fabrias originaire de Thueyts dont nous avons parlé à la notice de cette paroisse, possède encore le château de Craux.

Les Castrevieille avaient aussi une part dans la Coseigneurie d'Antraigues (Voyez Jaujac.)

Après les familles Seigneuriales, rappelons pour mémoire quelques personnages marquants, nés dans la paroisse, trop connus pour insister.

François Joseph Gamon né le 16 avril 1767 député à la Convention, proscrit en 1793, renommé plus tard dans cinq départements. Puis Juge à la Cour d'appel de Nismes, Député en 1815, mort en 1832.

Claude Gleizal beau-père de Gamon, né aussi à Antraigues, fut aussi représentant de l'Ardèche à la convention nationale, successivement Député aux cinq cents, au corps législatif et à la chambre des représentants, mourut en 1833.

## II.

L'Eglise d'Antraigues est sous le vocable de St-Baudile. Dès le commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, elle était sous la dépendance des moines de St-Chaffre, qui y faisaient le service. Le prieuré relevait de celui d'Ucel, qui dépendait lui-même du monastère St-Chaffre.

L'histoire Ecclésiastique de ces époques lointaines ne nous est

pas parvenue, à peine trouvons nous quelques actes des **xiv** et **xv**<sup>e</sup> siècles.

1307, 14 des Kalendes de mai, M<sup>re</sup> Pierre Berard (Berardo) prieur d'Antraigues, fut présent à l'acte libellé en latin de l'établissement d'un curé, avec son consentement, à Ayzac, paroisse, dit l'acte, nouvellement détachée de la mense du prieuré d'Antraigues. Acte passé a Viviers au château vieux (Castro Veteri) reçu Hugues de Crozet notaire. (1)

1340, Reymundus Radulfi curé d'Antraigues, signe un acte.

1410 1<sup>er</sup> avril M. Jean des Artigiis prieur d'Antraigues présente comme jus patron, à la cure d'Ayzac M. Etienne Cellier, installé ledit jour par M. Jean Marquezi, curé de Thueyts.

1443, 28 mai M. Guillaume de Tiern prieur d'Antraigues est témoin d'un acte passé par Albert de Cayres sgr. d'Antraigues. Il est encore nommé dans un acte de 1448.

1530, 3 décembre, échange de quelque fond de terre passé entre noble Jean de Surville, de Vaisseau et noble et vénérable personne M. Guillaume de Veyron ou Deneyron (de Neyrosi) prieur d'Antraigues. (Vital Sabatier, notaire.)

1531, 21 juin, mise en possession par M<sup>re</sup> Jacques Mapan prieur de Genestelle, du prieuré d'Antraigues de M<sup>re</sup> Pons Costavol récemment pourvu d'icelui par M<sup>re</sup> Charles de St-Nectaire abbé de St-Chaffre ensuite de l'échange passé entre lui et M<sup>re</sup> Guillaume Dyneron de ce bénéfice et prieuré d'Antraigues, contre le prieuré d'Ucel (Sabatier, notaire.)

1531, 8 décembre M<sup>re</sup> Arthaud Accénat religieux de St-Téofred de St-Chaffre est mis en possession du prieuré d'Antraigues, comme procureur de M<sup>re</sup> Antoine de St-Nectaire, Docteur en droit, prévôt de l'Eglise séculière de St-Pierre de (Ludovessi) au diocèse de Clermont, pourvu par lettres de M<sup>re</sup> Charles de St-Nectaire, abbé de St-Chaffre du 22 juin 1531 (Sabatier notaire.)

1532, 21 avril, prise de possession de la cure de St-Baudile d'Antraigues par M<sup>re</sup> Blaise Béranger alias de Monte-matrem, (Nogier notaire.)

(1) Voir l'acte en entier à la notice d'Ayzac.



1543, 6 mars M<sup>re</sup> André Monnier prieur d'Antraigues est témoin d'un acte reçu Michel du Rohier notaire.

On voit que dans certains cas, que nous ne connaissons pas, on changeait souvent les prieurs.

1546, 27 avril M<sup>re</sup> Antoine Salavert curé d'Antraigues est témoin du testament du noble Jean Maurel protonotaire apostolique (Michel du Rochier notaire).

1556, 7 janvier, mise en possession de la cure et vicairie perpétuelle d'Antraigues de M<sup>re</sup> Michel Guaryment-le-vieux, recteur d'icelle (Liautier notaire).

Le 20 décembre précédent des lettres de collation par R. P. en Dieu Eucherius de sancto Vitalo évêque de Viviers avaient été délivrées audit Michel Garyment pour prendre possession de la cure d'Antraigues (du Rochier notaire).

1594, 28 janvier testament de M<sup>re</sup> Pons Escoffier prêtre, prieur d'Antraigues, habitant à Genestelle, en faveur de ses neveux. Témoins noble Jacques d'Ucel de Craux, prieur de Meyras et Marc Antoine de Sibleyras (Antoine Salomon notaire).

1605, dernier mai. Achat de pension pour l'université des prêtres d'Antraigues, par M<sup>re</sup> Charles Chambon curé du dit lieu. (Claude Salomon notaire).

1619, 14 mai. Accord entre M<sup>re</sup> Claude Guichard curé d'Antraigues, au nom de Jean Guichard, son père. (Farenget notaire),

1624, 24 décembre. Mise en possession de la cure d'Antraigues pour M<sup>re</sup> Jean Olivier, prêtre d'Aubenas, installé par M<sup>re</sup> Jean Félix, curé de Juvinas, sur la résignation de M<sup>re</sup> Jean Fangié curé précédent. (Brousse notaire).

1641, 5 septembre. Prix fait donné par M<sup>re</sup> Jean Neyran, curé d'Antraigues pour le fêlement de la cloche de l'Eglise. (Gamon notaire).

1645, 28 juillet. Prise de possession de la chapelle de Jésus en l'église d'Ayzac, par M<sup>re</sup> Jean Neyran docteur en théologie, curé d'Antraigues, vacante par le décès de M<sup>re</sup> Pierre Baratier prieur de St-Cirgues en montagne, installé par M<sup>re</sup> Mathieu Maussion vicairie d'Antraigues. (Gamon notaire).

1663, 3 juin. M<sup>re</sup> Claude Beaussier, curé d'Antraigues, signe au contrat de mariage d'Antoine Baratier (Arnaud notaire).

1708. Installation de M<sup>re</sup> Antoine Beaussier, comme curé d'Antraigues, d'après la visite de l'Eglise.

1713, procès verbal de la fonte d'une cloche, par M<sup>re</sup> Baussier curé d'Antraigues ; extrait des registres curiaux de l'année 1713 le 27<sup>e</sup> mai jour de lundi dans l'octave de l'Ascension. La cloche de l'église d'Antraigues fut fondue environ les cinq heures du soir dans le cimetière derrière le grand autel, du côté du levant. Trois jours auparavant qui était le 24 du même mois, on n'en avait entrepris la fonte, mais par un accident imprévu, la pierre qu'on appelle l'autel selon les termes de l'art, ayant éclaté par la violence du feu, environ trois quintaux de métal coulèrent à travers la fente et on fut obligé de renvoyer la fonte au 27 mai déjà marqué.

Le prix fait en avait été baillé à Jacques Bonnefoy et Claude Deydier fondeur, le premier de Meyras et l'autre de Pradelles, pour la somme de 150 livres payable en deux termes, l'un de 30 livres après la fonte et le surplus à la St-Michel prenant avec condition qu'ils payeraient à la paroisse la diminution du métal s'il elle échéait, sur le prix de 15 sols la livre, de même que si la cloche augmentait on leur en payerait l'augmentation au même prix. La paroisse outre cela était obligée à fournir du bois, moitié noyer et moitié chesne vert avec l'argile nécessaire pour la fonte et on y consumma pour la cuite des moules où la fonte de la cloche environ cent fagots et quarante faix d'argile qu'on employa.

Dans cette refonte notre cloche diminua de vingt six livres et ne pèse plus que 916 livres ; auparavant elle était du poids de 943 livres et avait été fondue sous M<sup>re</sup> Guimbert alors curé d'Antraigues.

Autour de cette ancienne cloche étaient gravés ces mots : *a fulgure et tempestate delende nos Domine, Sancte Bandili intercede pro nobis*. Aujourd'hui on y a mis ; *a fulgure tempestate libéra nos Domine, sancte Baudili intercede pro nobis*, avec les noms du curé d'Antraigues et du Sgr. du lieu, dans cet ordre : Antoine Beaussier curé, J. A. c'est à dire Jules Alexandre de Launay, comte d'Antraigues. Le lendemain 28 mai on tira la cloche des moules, le 29 on la nettoya et pesa et le mardi 30 du mois par une commission spéciale, j'en fis solennellement la bénédiction au

cimetière, sous l'invocation de St-Baudile. Le 31 on la monta au clocher pour la somme de trois livres et le 1<sup>er</sup> juin elle fut placée dans un joug et sonnée au vent, environ les 11 heures du matin.

J'avais choisi pour parrain M. le Comte d'Antraigues, qui devait en nommer la marraine. Un voyage survenu ne lui ayant pas permis d'y assister, personne ne fit les fonctions de parrain et de marraine.

Ainsi l'atteste signé Beaussier curé. (1)

1715, 22 octobre. Visite de l'Eglise d'Antraigues par M. Antoine Ferret. « L'Eglise sous le titre de St-Baudile est située « dans le lieu d'Antraigues, tournée au levant, elle est à un « seul vaisseau ayant dix neuf pas de longueur sur 7 de large « y compris quatre pas de long que contient le presbytère. Elle « est bien pavée, voutée, couverte, éclairée par trois fenêtres. « une fort grande à la nef sur la tribune, non vitrée ni grillée « quoique assez basse ce qui expose l'Eglise à être volée. Deux « au presbiterre et elle reçoit encore le jour par les fenêtres des « chapelles.

« Derrière l'autel il y a une petite sacristie qui n'est séparée que « par des planches, peinte fort étroite et qui est si humide à « cause de la terre du cimetière élevée jusqu'à six ou sept pieds « de hauteur contre la muraille qu'on ne peut y garder les « ornements. Les pénitents font leur office dans une tribune au « dessus de la grande porte.

« La chapelle du côté de l'Épître, mal entretenue, appartient « au Comte d'Antraigues. L'autre chapelle du même côté sous le « titre de notre dame, entretenue par le peuple ; du côté de « l'évangile la plus proche de l'autel, la chapelle de St-Sébastien « mal entretenue. Le Seigneur de Prunet en prétend le patronage. « La chapelle au dessous est aussi sous le vocable de Saint- « Sébastien fondée le pénultième janvier 1542 par des prêtres, « acte reçu Barthélemy notaire d'Antraigues.

« Le cimetière joignant l'Eglise en bon état.

« Le Prieuré régulier de l'ordre de St-Benoit en commande, « dépend de l'abbaye du Monastier, possédé depuis cinq ans par

(1) Communiqué par M. Doize, notaire d'Antraigues.

« M<sup>re</sup>. Joseph Solaque curé de Vallon, qui prend la dime de  
« toute la paroisse savoir : les blés et vin au 15<sup>e</sup> des raisins fort  
« peu, et des agneaux au 10<sup>e</sup>, des cochons un de chaque maison.  
« Le domaine consiste en un pré et bois de châtaigners d'environ  
« 30 livres de revenu, une maison et quelques censives. Tous  
« lesquels revenus avec la dime du prieuré d'Ayzac annexe de  
« celui d'Antraigues, ne sont arrentés que cent soixante et dix  
« livres quittes.

« Le S<sup>r</sup>. Antoine Beaussier prêtre du diocèse, âgé de 31 ans  
« curé depuis sept ans. Le S<sup>r</sup>. Jacques Luquet âgé de 30 ans vicaire  
« depuis huit mois, résident au lieu de la Violle qu'il dessert,  
« annexe de la paroisse.

« La paroisse composée de cent soixante familles faisant environ  
« huit cent communiant. Le Comte d'Antraigues seigneur. »

La chapelle de la Violle fut visitée le même jour.

« Elle est sous le titre de Notre-Dame, au milieu de 5 à 6  
« villages, soixante dix familles, trois cent communiant à cinq  
« quart de lieues de l'Eglise d'Antraigues, servant de succursale  
« trop petite et petit cimetière. »

1720, 7 juillet. M<sup>re</sup> Jean Solaque curé de Vallon, prieur  
d'Antraigues, présente pour la cure d'Ayzac M<sup>re</sup> Jean de Clauzoles  
(Garcin notaire).

1721, 30 septembre. Testament de M<sup>re</sup> Antoine Beaussier curé  
d'Antraigues, en faveur de son frère, (Pizon notaire).

1725, 30 janvier M<sup>re</sup> Jean Solaque prieur d'Antraigues et  
Vallon, obtient un canonicat prébende à Viviers, vacant (Garcin  
notaire).

1730, 21 février. M<sup>re</sup> Antoine Beaussier encore curé d'Antraigues  
installe M<sup>re</sup> Marc de Calvières de Massillargues curé de St-Pierre-  
de-Colombier, au prieuré simple de St-Andéol de Fourchades.  
(Marles notaire).

1835, 28 avril. Arrentement du bénéfice d'Antraigues par le  
chapitre de Viviers au prix de quinze cent dix livres sur lesquelles  
le fermier payera les congrues d'Antraigues, d'Ayzac et du  
Vicaire de la Violle. (Garcin notaire).

1739, 1<sup>e</sup> décembre. M<sup>re</sup> Maximilien Bathélemy de Brueq  
demeurant à Paris, prieur d'Antraigues, afferme par procureur

les dimes d'Antraigues, d'Ayzac et de la Viole au prix de quinze cent soixante cinq livres. (Carcin notaire).

1754, 13 juillet. M<sup>re</sup> Antoine Beaussier curé d'Antraigues (1) vend à Messieurs du séminaire de St-Sulpice de Viviers, représentés par M<sup>re</sup> Michel David supérieur, tous les livres qui lui appartiennent, désignés dans un catalogue de 16 pages au prix de mille livres. (Bouvier notaire).

1777. M<sup>re</sup> Soulavie vicaire d'Antraigues de 1777 au 3 juillet 1778, fut ensuite curé de Sept-Vent, se maria à la fin de 1792 à Marie-Marguerite Meynaud. (2)

1777, Barthe curé de 1777 à 1780.

1782, 9 novembre. M<sup>re</sup> Michel Delon ou Delhom curé d'Antraigues signe comme témoin le testament du Comte d'Antraigues.

1789. M<sup>re</sup> Beau fils curé d'Antraigues est présent à l'assemblée de Villeneuve-de-Berg pour l'ordre du Clergé, les 26 mars et 5 avril 1789.

Nous ne savons ce qu'il devint pendant la Révolution. Ce fut en 1854 que M<sup>re</sup> Froment curé d'Antraigues fonda la chapelle de St-Roch, qui se trouve sur une hauteur dans un bois de châtaigniers au nord d'Antraigues.

V<sup>ie</sup> DE MONTRAVEL.



(1) Il avait alors 70 ans.

(2) Voyez histoire de Soulavie par M. Mazon, librairie Fischbacher 1893 2 vol.

# NOTES GÉNÉALOGIQUES

## SUR LA MAISON DE BOULIEU

D'ANNONAY

*Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du  
Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne.*

---

(SUITE VIII).

---

1640. — Contrat du premier décembre 1640, reçu Coupe, par lequel demoiselle Denise de Coursas, femme séparée en biens de sieur Pierre Gonod, vend sous faculté rédemptive à noble Flory Lefebvre, sieur des Blaches, un pré situé au terroir de Nève, dépendant de son domaine de Beauregard, contenant environ 3 journaux d'homme avec leurs confronts, etc., plus la quantité de 2 sommées vin de pension annuelle acquise par ledit Gonod de Blaise Connaresse sur le capital de 90 livres, par contrat reçu Escomel le 8 mai 1625 et adjugée à ladite demoiselle sur la liquidation de ses droits contre son mari.

Le tout au prix de 500 livres que paye led. sieur des Blaches.

Témoins Pierre-André Gautier, docteur ès-droit, avocat au bailliage du Vivarais et André Romanet, bourgeois du Morres.

1640. — Nous Just Henri de Ginestoux, baron de la Tourrette, commandant la noblesse du ban et arrière-ban du Hault et bas Vivarez, certiffie à tous quil appartiendra que noble Pierre de Bergette sieur de Lenps a servi en larmée du Rossillon commandée par Monseigneur le prince et Monseigneur le maréchal de Schomberg dans la compagnie dud. ban en fort bon équipage tout le temps porté par le règlement du Roy tant pour noble Louis de Boulieu, sieur de Charlieu, que pour noble Nicolas de Bergette de Lemps, son frère, ainsin quil appert par le certificât que Monseigneur le Prince luy a donné, voire de Monsieur de Machaud dont jai loriginal a mon pouvoir lequel je promets exhiber quand il sera nécessaire. Fait à la Tourrette ce 27 mars 1640.

LA TOURRETTE.

1641. — *Arrentement* passé par noble *Louis de Boulieu* sieur de Charlieu à honnestes Isac et Estienne Raucour père et fils, du premier janvier 1641, de partie de son grand pré de Charlieu, reçu par M<sup>e</sup> Louis Tourton notaire et beau-fils dudict Isac Raucour.

Les Raucour étaient marchands d'Annonay. Ledit grand pré avait été arrenté précédemment à Bernardin Buet et à la veuve de François Seignard et ce au prix de neuf vingt livres tournois, de 30 livres fromage pour chacune année payable le premier août.

Dans l'arrentement n'est pas compris le *brin* qui proviendra aux arbres soit plançons ou autres, mais seulement *l'herle mayenche* du dit pré, le sieur de Charlieu ayant le droit de faire depaistre son bétail jusqu'au premier mars (1).

Les réparations nécessaires au grand béal et à la levée seront à la charge du bailleur. Témoins M<sup>e</sup> Estienne Chomel et Estienne Chappuis juge grenetier au grenier à sel d'Aunonay.

1641. — *Provisions* de chapelain de la chapelle de Saint-Jean Baptiste de l'église cathédrale de Vienne en faveur de noble *Pierre de Boulieu* alias de Charlieu, données le 26 mars 1641 par Mgr Pierre de Villars, archevêque et comte de Vienne. (Original en parchemin avec le sceau de l'archevêque) et la mention d'enregistrement desdites provisions.

1641. — Par acte reçu du Boys, notaire de St-Jullien-Molin-Molette, le 10 avril 1641 demoiselle Anne de Boulieu remet à noble Pierre de Harenc son fils présent et acceptant et humblement remerciant, tout le bien héritage de succession de feu noble *Christofle de Harenc* sieur de la Condamyne, son père, ainsi que toutes ces choses lui avaient été délaissés et remis par le testament dudit feu sieur Chistofle de Harenc son mari, reçu par Mayol de Bourg-Argental en l'année 1638.

Pierre de Harenc donne quittance du tout à sa mère.

En considération de ce la dite mère fait donation entre vif à son fils de la moitié de tous ses biens mobiliers et immobiliers sous certaines réserves : 1<sup>o</sup> cette donation tiendra lieu à son fils de tous ses droits de légitime et autres qu'il pourrait prétendre sur les biens de la dite Anne de Boulieu sa mère.

(1) *Mayenche* ou première coupe de foin. Le regain était *revivre*.

2° Que la dite moitié des biens donnés demeurera chargée de la moitié des dettes et charges dont tout le bien donné ou retenu peut être chargé.

3° Que Anne de Boulieu pourra habiter avec son fils et que celui-ci pourvoira à son entretien et nourriture et à ceux d'une servante.

Moyennant quoi Pierre de Harenc jouirait des revenus des biens de sa mère en acquittant les obligations que celle-ci avait passées aux dames religieuses de Ste-Ursule de Boulieu pour la constitution de dot faite par elle à Suzanne de Harenc sa fille, religieuse de cette communauté, et qu'il serait chargé également de la somme de 318 livres empruntée par sa mère à M. Jean de Baronnat sieur de la Mure, pour le mettre en équipage lorsqu'il alla à la guerre pour le service du roi. Plus le fils serait tenu de tenir à la disposition de sa mère pour en user à son plaisir, une somme de 6000 livres et 100 sesters de seigle.

Pierre de Harenc payerait aussi la pansion de 22 livres 10 sols que sa mère payait annuellement à *Marie de Boulieu* sa sœur, religieuse de Ste-Claire d'Annonay, pour son vestiaire.

Enfin l'acte prévoit les dédommagements de toute nature que le fils devra fournir à sa mère dans le cas où la vie en commun ne pourrait avoir lieu et stipule la nullité de la donation ci-dessus dans le cas où le donataire ne remplirait pas les obligations qu'il a acceptées au dit acte.

Témoins présents à la Condamine et signés : honorable Bernardin, Guigon, commis à la recette du bureau de Valence et abbé à St-Julien, M<sup>e</sup> Jean du Pré praticien dudit lieu de St-Julien.

Le même jour *Anne de Boulieu* donne procuration à M<sup>e</sup> Jacques Seytre, avocat au Bourg-Argental pour en son nom assister au mariage arrêté entre son fils Pierre de la Condamine et demoiselle Claude de Baronnat, fille de *Imbert de Baronnat sieur de la Mure* et de demoiselle *Reine de Guast de St-Gervais*. Reçu du Boys, notaire.

Le contrat de mariage fut dressé le lendemain 11 avril par du Boys notaire, entre Pierre de Harenc de la Condamine et demoiselle Claude de Baronnat, le premier agissant de l'avis et conseil de sa mère et du consentement exprès du sieur Jean Seytre



fondé de pouvoir de sa mère et en outre par avis et conseil de M. de Villars, archevêque de Vienne et de M. le baron de Virieu.

La future procède de l'avis et autorité de ses père et mère.

Le mandataire de Madame de la Condamine ratifie et confirme la donation entre vifs faite le 10 avril en faveur de Pierre de Harenc et le futur se constitue à lui-même tous et chacun ses autres biens.

Les père et mère de la future lui constituent en dot 15000 livres et 1000 livres pour robes et joyaux, moyennant renonciation à tous autres droits qu'elle pourrait prétendre du chef de son père et de noble Jean de Baronnat sieur de la Mure son oncle paternel, ainsi que du chef de Reine de Guast de St-Gervais sa mère.

Le contrat fixe les termes des paiements de cette constitution.

Le futur donne en augment de dot à sa future la somme de 5334 livres 6 sols 8 deniers formant le tiers de sa constitution, etc.

« Ledit contrat fut fait et récité au Peyron, mayson desdits sieurs de Baronnat la Mure et de St-Gervais, présents messire Pierre Royer, curé de Quintenas, noble Antoyne Bollioud sieur du Regard, du Bourg-Argental, honorable Bernardin Guigon, de St-Julien commis des douanes, et François Bouveyrond habitant au dit Peyron.

Pierre de la Condamine n'ayant pas tenu ses engagements vis-à-vis de sa mère, donatrice sous certaines réserves, celle-ci se décida à aller habiter en dehors de la maison de son fils et les discussions allaient se manifester par un procès de la mère contre son fils, lorsque par une transaction intervenue entre les parties par l'amiable intervention du baron de Virieu et de l'archevêque de Vienne, et signée le 22 avril 1643, Madame de la Condamine consentit à de bienveillantes et larges concessions sur les revenus auxquels elle avait droit, et le conflit fut apaisé.

1642. — Par contrat du 13 août 1592, reçu Royer, notaire royal, messire Peyssonnel épousa honneste fille Jeanne Palerne. Il testa le 25 février 1614.

Par contrat du 15 mars 1642, Michel Peissonnel épousa Jeanne Robert, de Tournon. Reçu Cellard, notaire.

Au premier mars 1689, acte de fondation de la chapelle de

N.-D. de Pitié, construite en l'église paroissiale de Maclas, à main droite, proche du chœur, par Madame de St-Jean et demoiselle Anne Peissonnel.

Michel de Peissonnel était recteur de ladite chapelle d'après une reconnaissance de pension en date du 21 janvier 1636.

Extrait de reconnaissance faite par dame Claire Palerne à M. de Villars, alors seigneur de Maclas, du 24 janvier 1636 (Inventaire d'André de Laube de St-Jean du 20 septembre 1722).

1639. — *Quittance* pour la taxe du ban et de l'arrière-ban de la somme de 213 livres, pour noble *Louis de Boulieu*, à lui donnée par le sieur Pierre Bergède de Lemps, acte reçu Demoutau notaire, à Tournon, le 4 juillet 1639. (Ecriture très mauvaise).

Une ordonnance royale portant la date du 13 mai 1639, convoque le ban et l'arrière-ban dans toutes les provinces, et Pierre de Sève seigneur et baron de Flechères, conseiller et président et lieutenant général en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon, fait publier par affiches et clameur publique, ladite convocation pour la province de Lyonnais, afin qu'il y ait plus d'infanterie que de cavalerie suivant les dessains de Sa Majesté, et que les hommes soient rendus à Lyon le 20 juin, pour être passés en revue sur la place Bellecour.

Une note manuscrite au bas de l'affiche de convocation très détaillée, nous fait connaître que malgré cet ordre de se rendre le 20 à Lyon personne ne s'était présenté, et qu'on ne savait quand tout serait prêt.

1644. — A cette date, Louis de Boulieu rédigea un mémoire généalogique que voici :

« Noble Louis de Boulieu, seigneur de Charlieu, deuxième du nom, l'un des cadets de la maison noble de Boulieu a trouvé parmi ses papiers des anciens titres de la maison étant à présent au pouvoir de noble Nicolas François de Boulieu, seigneur de Jarnieu en Lionnais, comme ayeul et héritier de ladite maison.

En 1332, vivait noble Albert de Boulieu lequel par son testament, reçu Salubas notaire, institua ses héritiers universels nobles Arthaud et Albert de Boulieu ses enfants naturels et légitimes qui avaient issu de son légitime mariage avec demoiselle Guitte Jordanette. Desquels enfants Artaud mourut sans avoir

lignée et partant tous les biens de sond. père parvinrent aud. Albert 1<sup>re</sup> frère dud. Artaud.

Après quoy led. Albert 1<sup>re</sup> descedant, par son testament du 2 avril 1375 reçu par Veglla notaire, institua héritier de tous ses biens noble Jean de Boulieu son fils naturel et légitime quil avait eu de son mariage.

Et led. noble Jean de Boulieu par son testament aussy de l'an 1422 reçu par M<sup>e</sup> Jacques de Bressieu, notaire, institua héritier universel de tous ses biens, noble Albert de Boulieu 11<sup>re</sup> son fils naturel et légitime qu'il avait eu de son légitime mariage avec demoiselle Béatrix Gorse.

Après quoy led. Albert 11<sup>re</sup> fils dud. Jean, par son testament du mois d'octobre de l'an 1440 reçu par Durand Valvassoris, notaire de Mallevall, institue son héritier universel noble Jean de Boulieu 1<sup>re</sup> du nom, son fils naturel et légitime qu'il avait eu de son légitime mariage avec demoiselle Méraude de Gletens, à condition que venant à décéder sans enfants mâles il substituait aud. Jean noble Albert de Boulieu 1<sup>re</sup> du nom, son autre fils, et à deux filles qu'il avait eu aussy de son mariage, scavoir : à Eléonor et Clémence et leur fils des légats considérables ; lad. Eléonore fut mariée en Dauphiné à la maison noble de Godefroy, près de Bressieu et lad. Clémence à noble Jean Dubois, seigneur de la Combe, près la Roche en Reynier, en Velay.

Il arriva donc que led. Jean 1<sup>re</sup>, héritier institué dud. Albert 11<sup>re</sup> son père, mourut sans enfants et partant led. Albert 1<sup>re</sup> recueillit tous les biens dud. Jean, son père, en vertu de lad. substitution.

Et bientôt après, ceux de la maison noble de Gletens, à laquelle appartenait la seigneurie de Jernieu en Lionnais, la Roche, Chatmonla, Briard, la prévosté de Sales et ses dépendances et les prairies de Coussy au pays dud. Lionnais, Dombes, Baujollais et Bresse, parce que noble Antoine de Gletens et dame Marguerite du Lac mariés, auxquels appartenaient lesd. biens par donation du 12 mars 1462 reçue par François Rosolo notaire de Lyon, led. Antoine de Gletens du consentement de lad. Dulac sa femme, donna tous ses biens aud. Albert de Boulieu 1<sup>re</sup> et aux siens héritiers, successeurs à l'avenir, de sorte que, outre ses biens de la maison de Gletens, led. Albert 1<sup>re</sup> et Marguerite du Lac mariés,

recueillirent ceux de ladite du Lac première leur tante, en vertu de l'institution et de la substitution faite au testament dud. Antoine de Gletens, reçus par J. Blondet le 5 septembre 1472, parce que par iceluy il institua ses héritiers universels noble Albert de Gletens son frère, et lad. du Lac 11<sup>e</sup> mariés, ses neveu et nièce par égale portion et aux leurs jusqu'à l'infiny.

Mais led. Albert de Gletens mourut tôt après sans avoir eu d'enfants de lad. du Lac 11<sup>e</sup> sa femme et de même led. Antoine de Gletens. De sorte que lad. du Lac 11<sup>e</sup> ayant convolé à secondes noces avec led. noble Albert de Boulieu 14<sup>e</sup> recueillirent tous les biens tant de la maison de Gletens que ceux de lad. du Lac 11<sup>e</sup>.

Donc led. Albert de Boulieu 14<sup>e</sup> et lad. Marguerite Dulac mariés, ayant recueilli les biens tant de Gletens que de Boulieu, ledit Albert 14<sup>e</sup> et Dulac 11<sup>e</sup>, mariés, eurent de leur mariage trois fils et deux filles scavoir : *Méraud, Louis, Pierre, Françoise et Catherine* (1).

Led. Louis fut marié à demoiselle *Jeanne de Blancheleine*, du Dauphiné;

*Pierre* fut ecclésiastique et protonotaire du Saint-Siège apostolique;

*Françoise* fut mariée à noble Hector *Dangères, seigneur du Main* et chevalier de l'ordre du Roy;

Et *Catherine* fut aussy mariée à noble *Philibert de Taverno*, seigneur et baron de St-Lagier du Baujollais, desquels mariages ont été procrées des personnes de grand mérite et grande considération, et Méraud fut héritier dud. Albert, Ballif d'Annonay, homme de guerre de grande considération pour les grands services qu'il avait rendus à Sa Majesté.

Led. Albert 14<sup>e</sup> par son testament de l'an 1514, reçu Bruery, institue héritier universel de tous ses biens led. Méraud de Boulieu son fils aîné, avec substitution au profit de ses autres enfants mâles et aux mâles desdits mâles, comme aussy aux seconds enfants mâles de ses dites filles, le cas arrivant que sesd. enfants mâles et les enfants mâles de leurs enfants mâles décé-

(1) Il y a une erreur dans cette liste des enfants d'Albert 14<sup>e</sup> et de Marguerite du Lac. Ce n'est pas 5 mais 8 enfants qu'ils eurent ainsi que nous le montrent les actes et autres pièces justificatives qu'on peut voir à leur date.

dassent sans mâles avec injonction aux seconds enfants mâles de ses filles ayant recueilli ladite substitution en ce cas de porter le nom et armes de la maison de Boulieu.

Led. Méraud 1<sup>er</sup>, héritier dud. Albert 1<sup>er</sup>, eut de son mariage avec demoiselle Jeanne de Pellet, issue de la noble et ancienne maison des Pellets, quatre fils et une fille, scavoir : *Méraud II<sup>e</sup>*, *Théode*, *Laurent* et *Marguerite* de Boulieu (1).

Led. Flory son fils aîné, fut son héritier et ballif d'Annonay, Méraud de Boulieu, seigneur de Charlieu fut gouverneur de l'amiral, des trois frères de la maison de Joyeuse, scavoir, du cardinal et de l'amiral et de du Bouchage, il fut aussy gouverneur de Montpellier baillif et gouverneur de toutes les terres de la maison de Tournon ; il avait commandé quatre régiments d'infanterie, un cornette et une enseigne de cavallerie et une compagnie de chevaux-légers sous Monseigneur le maréchal de Dampville de Montmorenci.

Ce fut lui qui chassa entièrement les hérétiques de Tournon et qui se signala si fort par les bons services qu'il rendit à sa majesté durant les troubles de ceux de la religion huguenote, qu'il s'était fait admirer et était estimé de tout le monde.

Il se maria avec demoiselle Suzanne Davitty duquel mariage furent procréés Louis de Boulieu 1<sup>er</sup> du nom seigneur de Charlieu son fils unique, Anne et Marie de Boulieu.

Lad. Anne fut mariée à noble Christophle de Harence seigneur de la Condamine ; Marie fut religieuse et ledit Louis fut aussy marié à demoiselle Suzanne de Villars de Condrieu duquel mariage furent aussy procréés huit fils et sept filles, trois desquels fils scavoir Claude Méraud et François sont morts à la guerre pour le service du Roy, le premier d'une blessure qu'il reçut, soutenant le siège de Casal, sous M. le maréchal de Teyras lorsqu'il fut commandé d'aller brûler la nuit la batterie des ennemis ; le second, d'une mousquetade, commandant les enfants perdus en Allemagne sous l'ordre de M. le duc de Veynard en qualité de capitaine au régiment de M. le maréchal de la Motte, ainsy qu'il appert dans une des gazettes de ce temps-

(1) Il y a encore là une erreur car ledit Méraud eut de J. Pellet 7 enfants et non 5 Voir aux testaments à leur date.

là, sous le n° 150 du nom de Charlieu, et le troisième mourut aussi dans Cazal des blessures qu'il avait reçues pour le service du Roy, tant en Allemagne Lorraine qu'en Italie.

Tous les autres furent ecclésiastiques or un nommé Louis et une fille nommée Catherine, mariée à noble Jean de Praron et led. Louis avait aussi commandé une compagnie au régiment du baron de Virieu pour le service du Roy. Mais pour revenir aux autres enfants de feu noble Méraud 1<sup>er</sup> Théode servait la cour et fut tué la nuit se retirant du Louvre à son logis.

Laurent fut chevalier de Malte et si vaillant qu'il se signala servant généreusement sa religion au siège de Malte où il fut fait prisonnier du Grand Turc et après écorché tout vif. Et Marguerite fut mariée à noble Rhoc de Faure seigneur de Barbières et coseigneur d'Oriol.

Donc Méraud 1<sup>er</sup> descédant fit son testament et par iceluy il institua son héritier universel ledit Flory en l'année 1554.

Et ledit Flory de son légitime mariage avec demoiselle Claudine du Peloux eut un fils nommé Christophle et une fille qui mourut au berceau.

Ledit Christophle avait commandé sept régiments, un cornette de cavalerie, une compagnie de chevaux-légers pour le service du Roy et fut ballif du marquisat d'Annonay.

Ledit Flory par son testament de l'an 1567 institua son héritier universel led. Christophle de Boulieu son fils unique. Lequel Christophle fut marié à demoiselle Louise de Saint-Eyrand (1) d'Auvergne et de leur légitime mariage ils eurent 3 fils et 2 filles. Deux des fils moururent en bas âge et le troisième nommé Nicolas François a été aussi ballif et gouverneur du marquisat d'Annonay, et l'une des dites filles mourut aussi jeune et l'autre nommée Madeleine est mariée à noble Christophle de la Rivoire seigneur de Chadenac et le dit Christophle mourut *ab intestat*.

Le dit Nicolas François, héritier substitué de tous les biens de la maison de Boulieu et fils dudit Christophle de Boulieu, fut marié avec demoiselle Claude de Gayant de Condrieu et de son

(1) Pour St-Héran ou Hêrem, suivant les différentes orthographes de ce nom.

dit mariage sont issus un fils et deux filles qui sont à présent en bas âge et led. Nicolas François vit encore. (2)

Il faut noter que la première Marguerite Dulac tante germaine de la seconde du Lac qui fut mariée avec noble Albert de Boulieu iv<sup>e</sup> d'où sont descendus tous les enfants de la maison de Boulieu, depuis l'année 1514, était fille de puissant seigneur Dulac baron de la Garde de Bord près Aubert le Lac, Blanval, Ressouches, Mauriers et le Monteils, chevalier de l'ordre du Roy, conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur du pays d'Auvergne, et de dame Arguette de La Fayette.

Elle fut mariée avec Antoine de Glettens écuyer et seigneur de Jernieu (Jarnieu) en l'année 1432, de l'autorité et permission de messire Antoine Dulac archevêque de Lyon, son curateur.

D'ailleurs il faut remarquer que la dite dame Arguette de La Fayette mère de lad. Dulac était fille de puissant seigneur Gilbert de la Fayette comte de Pontgibaud et autres places, maréchal de France, et de dame Anne de Vienne, sa mère.

Aussy que M. du Monteil de Gironde d'Auvergne héritier de la maison Dulac près de Billon a tous les titres qui justifient du contenu ci-dessus quant à la dite Dulac première et seconde. »



Tel est le petit mémoire rédigé par Louis de Boulieu, fils de Méraud.

Il contient quelques indications que je n'ai pas rencontrées ailleurs, mais il présente certaines contradictions ou lacunes qu'il sera possible d'éclaircir ou de combler à la faveur des actes et titres dont je donne une longue série et des analyses assez étendues pour que tous les enfants d'un testateur y soient mentionnés, et même tous les légataires particuliers.

C'est pour cela que j'ai cru devoir négliger de noter au passage, dans la reproduction de ce mémoire d'un membre de la famille,

(2) Voir les notes géneal. sur les Boulicu d'Auvergne marquis de Montpansier.

les points contestables ou erronés, les rectifications devant s'opérer à la lecture des pièces authentiques.

1647. — Le 8 mai 1647, *noble Louis de Boulieu-Charlieu* arrêta avec noble de Garnier, et cela dans le parloir du monastère royal de St-André de Vienne en Dauphiné, les articles du contrat de mariage convenu entre *Jeanne de Garnier*, fille de Monsieur de Garnier et de dame *Peronne de la Poipe* sa femme, avec *Louis de Boulieu*, fils d'autre Louis et de demoiselle Suzanne de Villars.

Noble de Garnier constitue à sa fille Jeanne une dot de 12,000 livres, et 500 livres pour ses robes.

La dame de la Poipe constitue à sa fille 3000 livres, payable aux fêtes de Pâques 1651.

Louis de Boulieu donne à son fils Louis, futur époux, tous ses biens présents sous réserve de 3000 livres et de quelques autres charges au profit de sa femme en cas de survie ou pour leur entretien viager.

(A suivre.)

PAUL D'ALBIGNY.





## NOTES

SUR

# LE MANDEMENT DE CRUSSOL

AU XVI<sup>e</sup> ET AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

---

(SUITE XVII).

---

*Chap* avait donné naissance au verbe *chaper*. Ainsi deux pourceaux étaient *chapés* 18 livres, c'est-à-dire évalués 18 livres. Une « charrette chapée vingt-une livres », n'était pas une charrette d'une forme particulière, mais une charrette, estimée 21 livres.

Les charrettes étaient assez rares dans le ressort du mandement de Crussol. La charrette de la décharge de 1649 était-elle réellement une charrette ou un tombereau, c'est-à-dire une charrette qui se décharge en basculant ? Il est bien difficile de se prononcer, de même que pour le texte qui suit.

Le cheptel d'un domaine appartenant à François Fournier, notaire à Guilherand, comprenait 1 porc, 1 *charrette*, 26 moutons (de 4, de 3 ou de 2 ans), 18 brebis (4, 3 ou 2 ans), 15 agneaux, 16 claies de parc, 5 rateliers doubles ou simples, 1 charrue et sa « chenette », y compris le fer du « taboulier », 1 coudre (contra) ou couteau et 2 tarzillons (tersilhons), 1 pal de fer du poids de 16 livres et demie, 2 fesours et 2 bourboussats (bourbousas) du poids de 15 livres, 1 tarière (taresre), 1 taravelle, 1 essette (escette), 2 mulets, 2 pourceaux, 2 chèvres, 11 poules et « deux bimes » (1676) (1).

Voilà une énumération assez curieuse du mobilier d'une ferme importante, énumération faite sans ordre d'ailleurs par le notaire. Il eût dû tout au moins grouper le bétail.

La « chenette » devait être la petite chaîne servant à attacher la charrue aux traits des bœufs et le « taboulier », l'anneau de fer reliant la chaîne à la charrue.

(1) *Minutes de M<sup>r</sup> Daniel Flame*, n<sup>o</sup> 769.

Les *fesours* étaient des bèches fortes ; nous avons déjà rencontré le *fesouret* ou *fesoullet*.

Les *bourboussats* sont des curons ou bâtons, munis ordinairement d'un fer, avec lequel les laboureurs curent ou nettoient leurs charrues, La *taravelle* désigne vulgairement une variété de la tarière ; l'*esselle* n'était pas une hache recourbée, plus petite que l'*esson*, mais un marteau, à large tranchant d'un côté.

Quant aux *bimes* qui figurent après les onze poules, c'étaient de jeunes chèvres âgées d'un an à deux ans ou des brebis d'un an.

Le tombereau était connu des anciens, car Columelle, agronome Romain, vivant au premier siècle et auteur d'un traité sur l'agriculture, explique que le *plaustrum* servait à charrier le fumier (1). De même, nous constatons que dans le bail du domaine des Gères, appartenant à Guillaume de Geys, écuyer, valet de chambre de François I<sup>er</sup>, originaire de St-Péray, il fut stipulé que du fumier provenant des bestiaux de ce domaine « icelluy de Geys pourra aussi prendre huict charretées pour mettre en ses vignes » (1539) (2). Le bail d'une vigne, située à St-Péray, quartier de Combe, au siècle suivant, indique que le bailleur devait fournir sept « charretées » de fumier (1624) (3). Il est clair que le tombereau était en usage aux environs de Crussol, la charrette également, aussi bien que la barrutte.

Le 29 octobre 1673, noble Claude de Lamotte, baron de Durtail, afferma le domaine de la Beylesse. Le 14 novembre suivant, eut lieu l'*exprine* du cheptel. Nous lisons dans ce document la mention d'une *charrette ferrée*, évaluée 22 livres (4). Ce n'était pas là une charrette spéciale, mais une véritable charrette, munie des fers de ses roues et de toutes ses parties en fer, c'est-à-dire en parfait état.

Un acte de décharge de dot relative à une femme mariée à St-Péray mentionne « la somme de unze livres, une robe de drap de « maison ou de pays et deux brebis en déduction de sa dote et

(1) *Nomenclator*, p. 294.

(2) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sapets*, f<sup>o</sup> 266.

(3) *Etendues de M<sup>e</sup> Mazon*, f<sup>o</sup> 71.

(4) *Minutes de M<sup>r</sup> Daniel Flame*, f<sup>o</sup> 501.

« verchière » (1539) (1). Un autre, daté de 1537, relate la même formule « dot et verchière » en « quinze solz, une robe, une couverte et deux linseulx nubciaulx » (2).

Antoine Roure, habitant au mas de Roure (*Rore*), sur le mandement de Crussol, en qualité de mari de Catherine Roche, donna décharge à son beau-père de « la somme de quarante florins, « monnoye de roy, deux robes nupciaulx et lict nubcial en déduction de dot » (1539) (3).

Verchère était synonyme de dot, tout simplement. Selon que la fortune publique était en décadence ou qu'elle s'accroissait, les dots renfermaient quelques objets mobiliers ou bien elles étaient constituées uniquement en numéraire.

Etienne Morier, de Montoisson (Drôme), reconnut avoir reçu 3 livres tournois en à-compte sur la dot de sa femme Françoise Ravel, originaire de St-Péray (1535). Cette somme était payée par le notaire André Gamon et sa femme Catherine Ravel (4). L'acte suivant constate un paiement de pareille somme, faite pour le même motif, par les mêmes époux, à Antoine Dorgne et autre Françoise Ravel, habitant également Montoisson (5). Le 7 juin 1533, Peyronon Lubac, de Cornas, en qualité de mari de Laurence Ferat, fille de Pierre Ferat et sœur de Jacques Ferat, donna décharge de 20 florins, monnaie de roi, à valoir sur sa dot (6). Cornas avait eu à souffrir, en 1533, de la peste et de la disette, comme St-Péray. Les apports dans les contrats de mariage des paysans ont à peu près consisté, de tout temps, en bestiaux et en denrées. Les données que nous venons d'énumérer, concernent uniquement des propriétaires assez aisés ou des bourgeois. Exceptionnellement, on voit des constitutions bizarres : « un lict, une couverte et trois linseulx » (1543) (7). La cherté des draps

(1) *Notes brèves de M<sup>e</sup> de Sapels*, f<sup>o</sup> 210.

(2) *Ibid.* f<sup>o</sup> 272.

(3) *Ibid.* f<sup>o</sup> 310.

(4) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 296.

(5) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 297.

(6) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 165.

(7) *Etendues de M<sup>e</sup> Nonier*, f<sup>o</sup> 195.

s'opposait à ce qu'on les donnât par paires. Le futur était, en 1543, un cultivateur. Pour se rendre compte des progrès de l'aisance, on peut invoquer une déclaration, postérieure de 131 ans.

Dans le testament d'un *travailleur* de St-Péray, on lit qu'il a reçu pour le compte de sa première femme « un vieux coffre boys « noyer avec sa serrure sans clef, une arche sapin fermant à clef, « un vieux pestrin, un vieux châliet de lict, un crimal, un petit « landier à panier, un pot fer teneur d'environ douze escuelles, « huit livres vesselle estain, deux brebis et uu poix à pezer » (1674) (1).

Les *landiers* étaient de grands chenets et les *paniers* des crocs ou crochets auxquels on suspendait les paniers et d'autres choses dans les cuisines. Jusque-là nous n'avions pas rencontré la mention d'un *landier* à *panier*. Cet objet est introuvable actuellement.

Claude Maisonneuve, drapier, originaire de Tence (Hte-Loire), contracta mariage le 9 juillet 1651, avec Marguerite Berrioux, de Cornas. La future apporta le mobilier suivant : « 4 linseuls, 8 « nappes neufves, une douzaine serviettes neufves, la garniture « d'un lict, toile de deux ristes neufve, 4 autres linseuls neufz, « ung bois de lict neuf, ung coffre noyer fermant à clef, une « brebis, un pestrin, une poille à frire, une cuillère fer, ung pot « fer, ung crimal, une couverte, 3 nappes, deux serviettes, une « casse loton, 2 cuillères, ung plat, 4 escuelles, ung tiers de pot, « 4 salières et deux taces (2) estaing », évalué le tout 84 livres. Elle reçut en outre une bague d'or, estimée 5 livres (3).

Le « tiers de pot » apparaît pour la première fois. La vaisselle d'étain était très variée. A ce sujet, nous donnerons un renseignement inédit. Des potiers d'étain assez renommés exerçaient leur métier à Valence. Le 31 octobre 1651, Louise de Sassenage, abbesse du monastère de St-Jean l'Evangeliste à Soyons, approuva la vente d'une terre à St-Georges et perçut les droits de lods qui lui revenaient. L'acte fut dressé à Valence, à la grille du

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Daniel Flame*, f<sup>o</sup> 581.

(2) Tasses.

(3) *Minutes de M<sup>e</sup> Flame*, f<sup>o</sup> 459.

parloir. L'un des témoins fut : « Jean Courtois, potier d'estain du dict Valence, illetéré » (1).

Ce n'est guère que vers la fin du règne de Louis XIII que le trousseau des jeunes mariées commença à comprendre, à titre d'accessoire, de la vaisselle d'étain.

Le 25 juin 1634, Pierre Lionnet, propriétaire à Pied-la-vigne (Péallavigne), au mandement de Châteaubourg (2), donna décharge à son beau-père Daniel Montméa, en qualité de mari de Judith Montméa de : « douze livres pour une robe, six linceulz, « une pente courtines avec leurs franges, une couverte Catalogne « de la valeur de dix livres, quatre nappes, six serviettes, et six « brebis portant agniaux » (3). La suite de l'acte établit que les 12 livres s'appliquaient uniquement à la robe. Une couverture « Catalogne » coûtait moins cher qu'une robe simple. Aujourd'hui, le prix d'une robe commune est bien inférieur à celui d'une couverture de laine.

Le détail d'un apport, inscrit après coup à l'intérieur d'une lettre adressée le 16 août 1672, par le bailli Dupont à l'abbesse de Soyons, démontre une seconde fois la plus-value des robes sur les couvertures :

|                    |               |   |                |
|--------------------|---------------|---|----------------|
| « 17 linseuls,     | 25 livres.    | } | 58 livres 4 s. |
| « 2 napes,         | 3 id.         |   |                |
| « 8 serviettes,    | 3 l. 4 sols.  |   |                |
| « 8 aulnes toille, | 4 livres.     |   |                |
| « 1 couverte,      | 9 id.         |   |                |
| « 1 brebis,        | 2 id.         |   |                |
| « 1 arche,         | 2 id.         |   |                |
| « 1 robe,          | 10 id. » (4). |   |                |

Pour apprécier la valeur relative des choses, on peut examiner un autre acte de 1672 :

|                  |            |
|------------------|------------|
| « Trois moutons, | 12 livres. |
| « 3 brebis,      | 9.         |

(1) *Ibid.*, fr 505.

(2) Aujourd'hui commune de Cornas.

(3) *Minutes de M<sup>e</sup> Veyret (Etude Ponsard)* fr 384.

(4) Notre collection.

|                             |                          |
|-----------------------------|--------------------------|
| « 7 linseulz,               | 14.                      |
| « 3 nappes,                 | 3.                       |
| « Une serviette,            | 10.                      |
| « 2 aulnes toille,          | 2.                       |
| « Une arche,                | 1, 10.                   |
| « 8 livres fillet,          | 4, 16.                   |
| « Jacquet doit argent,      | 8.                       |
| « Argent,                   | 6.                       |
|                             | <hr/> 60 : 16.           |
| « 13 livres chanvré teilhe, | 1, 19.                   |
| « Une esmine bled,          | 2, 10.                   |
| « 4 sest 1/2 froment.       | 20 :                     |
| « 12 livres laine serge,    | 3.                       |
| « Un tour à filler,         | 2.                       |
| « Un habit sargette,        | 11.                      |
|                             | <hr/> 101 l. 5 s. » (1). |

Le plus ancien document, que nous ayons relevé, mentionnant dans une constitution dotale, de la vaisselle d'étain, remonte seulement à 1628. Le 28 juin 1634, Jacques Poustoly, propriétaire à Pény, au mandement de Crussol, déclara avoir reçu de ses beaux-parents Mathieu Trouiller et Catherine Issartel (Yssartier), habitant Châteaubourg ; « six linseuls, trois nappes, six serviettes, une pante courtines, une garde-palhe, toille commune « et neufve, une couverte, une robbe drap de boutique, dix brebis, portant agniaux, deux chièvres, une poille, ung crimal, « deux plats et deux assiettes estaing de grandeur commune » le tout « donné et constitué à sa dicte femme par ses dicts père et « mère en son mariage, reçu le 25 janvier 1628 » (2).

L'usage de donner 2 plats et 2 assiettes s'introduisit rapidement. Un contrat du 15 juin 1634 contient une déclaration de : « dix linceulx, ung payre courtines, toille presque neufve, trois « napes bonne valleur, deux plats, deux assiettes estaing, deux « pots fer assez grandz, une poille à frire, la moitié d'un lard « sallé, une arche bois sapin, fermant à clef, ung chalict bois

(1) Notre collection.

(2) *Minutes de M<sup>e</sup> Veyret*, f<sup>o</sup> 403.

« noyer, ung thoneau teneur d'environ quatre barralz, plein de  
« vin, une chièvre, quatre brebis et quatre aigneaulx, ung pestrin  
« bois de chastanier » (1).

« La moytié d'un lard salé » doit s'appliquer à la moitié du  
lard salé d'un porc. On engraisait des porcs, jadis, avec autant  
de soin que de notre temps.

(A suivre).

R. VALLENTIN DU CHIEYLARD.



## L'EGLISE DE ST-ETIENNE DU LAC (Légende)

Au temps jadis, il y avait dans la plaine du Lac une Eglise  
dédiée à Monseigneur St-Etienne.

Longues années, les prêtres de Dieu remplirent, dans la paix,  
leur saint ministère en ce temple protégé par le premier martyr.

Mais voilà que la nuit de Noël de l'an 1421 arriva et avec elle  
les bandes redoutées des Routiers qui désolaient le pays.

Les bandits avaient déjà tenté de mettre à sac le monastère de  
Charaix, repoussés par de vaillants hommes de guerre, ils étaient  
descendus dans la vallée et après avoir enlevé d'assaut et incendié  
le château de St-Priest avaient pris la direction de Chomérac où  
de riches demeures leur semblaient proie conquise.

Pour le malheur des gens du Lac, ce lieu était sur leur chemin.

Au moment où la cloche sainte annonçait l'office de minuit, les  
misérables se précipitent dans l'Eglise, massacrent les prêtres et  
les fidèles et dans une orgie infame souillent et profanent le  
Temple du Seigneur.

(1) *Minutes de M<sup>e</sup> Combier (Etude Girard)*, n<sup>o</sup> 68.

Mais le ciel irrité ne voulut pas que le crime restât sans châtiment : soudain le sol s'entr'ouvrant, l'Eglise, les victimes et les bourreaux disparurent dans les abîmes.

Depuis cette horrible nuit, chaque année, quand vient Noël, on entend à minuit les cloches de St-Etienne tinter sous terre en mémoire du sacrilège et en l'honneur de l'Enfant-Dieu.

G. V.

Dans toute légende, il y a, dit-on, un fond de vérité et notre aimable correspondant nous permettra d'ajouter à sa légende une courte note historique.

Il existait en effet dans la plaine du Lac, en face de Privas, une paroisse dont l'Eglise était dédiée à St-Etienne. Il en est fait mention dans le *Charta vetus* et dans les *Eglises du Vivarais* de M. Mazon, nous voyons que St-Etienne du Lac, avec plusieurs autres églises, fut donnée en 1112 au prieuré de Rompon par l'Evêque Léger.

Le monastère de Charaix situé sur la montagne qui domine St-Priest fut menacé et attaqué même plusieurs fois par les routiers. En 1362 il reçut une garnison et en 1427 les religieux récompensèrent Guillaume de Presles qui avait défendu le couvent avec ses hommes d'armes.

Enfin une tradition locale rapporte que le château d'Entrevaux à St-Priest eut lieu aussi en 1421 à subir les assauts des bandes armées qui parcouraient le pays. Il reste à savoir si c'est vers cette époque troublée de la guerre de Cent ans que fut détruite — en admettant qu'elle ait été détruite — l'Eglise de St-Etienne du Lac.

(Note de la Rédaction).





# MA VIEILLE HORLOGE

---



Le temps — plus d'un siècle — a posé sa sombre patine sur la robe de ma vieille horloge. Et, si maintenant ses lignes sculpturales sont effacées, mon Horloge ne s'en dresse pas moins fièrement au centre — place d'honneur de l'antique maison. Tout au tour d'elle gravitent respectueusement comme des satellites les pendules modernes dans leur coquet mais bien léger revêtement.

Les aiguilles de ma grande Horloge n'ont rien de la légèreté, du fini de celles de ses petites sœurs fin de siècle. Rondes et longues elles enserrent — tels de longs bras — le cadran mat. Sur ce large cadran les chiffres ne sont pas roses, verts ou bleus comme sur les pendulettes, ils sont noirs. Mais leur aspect sévère me plaît.

.....  
Soudain, un joyeux carillon réveille les échos de l'ancien logis — car tout est vieux ici ; mais éternellement jeune pour mon cœur — ce sont les petites sœurs qui égrènent leurs notes cristallines : tel un gazouillis d'oiseaux.

Mais silence — sonore et grave le marteau de ma vieille Horloge frappe sur le gros timbre de bon cuivre, et majestueusement dominant le vacarme des petites étourdies — retentissent les coups à espace régulier.

Quelle patraque ! semblent dire les minuscules pendules, en reprenant en chœur, leur carillon, comme pour jouer un bon tour à leur aînée.

Patraque ! Oh mes Belles. Vous êtes jeunes, vous ne pouvez, il me semble, que sonner des heures de gaieté, de joie, de printemps et de vie. On laisse, n'est-ce pas, aux vieux les heures tristes de chagrins et de larmes.

Détrompez-vous, ma vieille Horloge a été tout comme vous, au beau temps jadis, coquette et pimpante : elle a connu bien des joies, mais hélas ! bien des chagrins.

Maintenant que les ans se sont appesantis sur elle, vous voudriez peut-être la déloger de sa place d'honneur ! Eh ! bien, apprenez, petites pécores, que tant que je vivrai elle restera à ce poste.

Car je l'aime plus que vous toutes ; étant pour moi la Grande Horloge des Souvenirs !...

RENÉ DES POMEYS.

---

## CHANTS ET CHANSONS POPULAIRES DU VIVARAIS

---

Nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux une circulaire adressée récemment par M. le Préfet de l'Ardèche aux fonctionnaires des administrations de l'État, du département et des communes. M. Cruchon fait ressortir, avec raison, l'importance qu'aura au point de vue historique, le recueil de nos chansons populaires anciennes et modernes ; et nous ne saurions trop engager nos lecteurs et collaborateurs à seconder les efforts de M. le Préfet.

Sa lettre s'adresse aux fonctionnaires, mais elle intéresse tous

les ardéchois qui aiment leur « petite patrie » et qui sont heureux de voir le premier administrateur du département s'intéresser lui aussi à l'histoire de leur pays. A.B.

COLLECTION DE CHANTS ET CHANSONS DU VIVARAIS  
POUR L'EXPOSITION DE 1900

Le Préfet de l'Ardèche, à Messieurs les membres du Comité départemental de l'Exposition universelle de 1900, les Sous-Préfets, les Maires, l'Inspecteur d'académie et les Inspecteurs primaires, les Instituteurs, l'Archiviste départemental et les fonctionnaires des diverses administrations de l'Etat du département et des communes.

Messieurs,

Sur le désir que lui en a exprimé le Comité départemental de l'Exposition universelle de 1900, M. Vincent d'Indy a bien voulu se charger de réunir, non seulement les chansons et les chants si nombreux, si variés du Vivarais, depuis les plus anciens jusqu'aux modernes, jusqu'aux contemporains ; mais de noter leurs airs. L'éminent compositeur ardéchois, qui a déjà publié, en 1892, une brochure intitulée : « *Chants populaires recueillis dans le Vivarais et dans le Vercors* » était, mieux que personne, qualifié pour une telle entreprise. Il a déjà réuni un très grand nombre de chansons et de chants de l'Ardèche ; mais il importe que la collection soit aussi complète que possible. Elle formera un ensemble de documents des plus intéressants ; soit au point de vue de l'histoire, dont ils interprètent souvent les événements avec autant d'humour que de bon sens, une grande finesse d'observation et une élévation de sentiments qui honore la petite patrie vivaraise ; soit au point de vue des coutumes, des mœurs qu'ils décrivent en un style pittoresque, louent ou ridiculisent dans des strophes de noble allure ou des couplets satiriques. Les inquiétudes, les souffrances, les deuils et les joies du Vivarais ; les passions populaires, les charmes purs de l'enfance ; les aspirations généreuses de la jeunesse, les fortes résolutions et la saine gaieté de l'âge mur, la sagesse et la bonté des vieillards ; la vie de la ville, du bourg, du hameau ; du seigneur féodal, du vilain, de l'Ardéchois devenu homme et citoyen ; de l'ouvrier, du cultivateur de la plaine, des

vallées et des hauts plateaux ; les dissensions religieuses et civiles qui désolèrent l'Ardèche ; la grande Révolution de 1789 qui la transforma au point de vue politique et social ; les combats ou s'illustrèrent ses enfants en défendant la Patrie, et, notamment, ceux de Château-Robert et de Vernon ; les gloires et les célébrités ardéchoises ; les croyances, les préjugés, les illusions, les vérités, les erreurs ; tout ce qui a fait battre le cœur de nos pères, frappé ou fait travailler leur esprit, nous sera rendu vivant par ces chants et ces chansons et pourra être redit et chanté par les Ardéchois d'aujourd'hui, et, étudié par ceux qui voudront chercher dans ces légendes, ces gestes, ces récits rythmés des bardes, des ménestrets et des poètes vivarais, l'histoire de l'Ardèche.

Nous devons tous collaborer à cette tâche patriotique ; chercher dans les parchemins, les vieux papiers, les vieux livres, à rappeler la mémoire des vieillards.

Il faut envoyer la copie du texte et de la musique, si elle a été écrite ; se faire chanter la chanson, si l'on ne trouve pas la musique, la noter comme on pourra. A l'aide de ses notes, M. Vincent d'Indy saura, le plus souvent, reconstituer la musique ; tel, l'épigraphiste, habitué aux écritures lapidaires, peut, avec des mots à peine ébauchés, rétablir sûrement l'inscription, malgré des lacunes.

Ces chansons, avec leur musique, seront réunies par M. Vincent d'Indy dans un volume qui figurera à l'exposition de l'Ardèche au troisième groupe, classe 13. Elles seront interprétées dans les « *Concerts Ardéchois* », qui associeront la voix de l'Ardèche et du vieux Vivarais aux voix qui célébreront le passé et l'avenir des petites patries, l'histoire et les destinées de la Grande ; et leur union en une puissante démocratie nationale, marchant sans se lasser, vers le progrès, toujours plus étroitement solidaire, plus généreuse, plus juste, plus républicaine et plus française.

L'œuvre à laquelle je vous convie est une œuvre de décentralisation et une œuvre nationale.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Le Préfet de l'Ardèche,*  
G. CRUCHON.

Les manuscrits devront être adressés à M. Vincent d'Indy, avenue de Villars, 17, Paris, jusqu'au 15 février, dernier délai.





## UNE MAISON BOURGEOISE *DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE, A VOGUE*

---

Il y a encore de par le monde des gens qui croient qu'avant 1789 la société se composait uniquement de tyrans et d'esclaves et qu'entre le noble et l'artisan, il n'y avait pas place pour le bourgeois. De même vis à vis du château seigneurial on ne trouvait que la chaumière.

Pendant longtemps ces dires ont été acceptés comme parole d'Évangile et bien peu cherchaient à les contrôler. Mais disons-le à l'honneur de notre fin de siècle : grâce aux recherches historiques et à l'étude des documents originaux que notre génération ne craint pas d'exhumer et de publier, on revient, maintenant, à une plus juste appréciation des hommes et des choses du passé.

Ami des ancêtres et de leur temps, nous sommes heureux de voir grossir le bataillon de ces chercheurs qui comprennent enfin que noircir ou ignorer systématiquement les siècles disparus pour exalter exclusivement le nôtre, est une œuvre malsaine et anti-patriotique. N'est-ce pas la grande école de la vie, ce passé qui nous montre les écueils où chaque génération vient se briser quand elle veut s'émanciper de ses devoirs vis à vis de la famille et de la patrie, et ne nous montre-t-elle pas que si nous voulons être respectés de nos descendants, la première des conditions est de ne pas renier nos pères et de chercher au contraire à les mieux connaître.

Enfin, pour venir à l'appui de nos idées, nous emprunterons à un homme peu suspect d'exagération pour ce que nous aimons à appeler le bon vieux temps, la belle expression qui suit : « Il faut défendre contre l'indifférence et l'oubli le patrimoine légué par les aïeux, maintenir précieusement le lien qui doit unir le présent au passé » (1).

C'est pour cela que nous n'avons jamais négligé l'étude des moindres documents anciens, car en eux se trouve l'explication

(1) M. Leygues, ministre de l'Instruction publique : Discours prononcé le 8 avril 1899 au congrès des Sociétés savantes tenu à Toulouse.

de bien des problèmes historiques et la réfutation de nombreuses erreurs.



Ainsi l'habitation bourgeoise que nous nous proposons de décrire, la généalogie de ses propriétaires sont des documents portant en eux des enseignements et des indications qui ne sont pas à repousser.

D'abord le luxe avec lequel cette demeure a été construite et ornée, nous apprend que jadis comme aujourd'hui, chacun usait à sa guise de sa fortune et qu'il n'y avait pas que des chaumières en face des manoirs ; qu'il y avait non seulement des nobles et des artisans, mais encore de bons bourgeois aimant les belles choses, tout comme aujourd'hui.

La généalogie des Roussel, propriétaires de la maison en question, nous prouve de son côté que sans être titré on pouvait parfaitement contracter de belles alliances, occuper des emplois importants et frayer avec les nobles qui ne croyaient pas déroger en étant témoins aux mariages, parrains aux baptêmes, etc..., ce qui, l'on comprend, ne va pas sans quelque intimité.

En résumé, cette société que l'on nous peint parfois si divisée, l'était peut-être moins que la nôtre où chaque classe garde jalousement ses distances et... ses haines. Mais arrêtons-nous dans ces réflexions qui nous conduiraient plus loin qu'à Vogué où nous voulons retenir le lecteur.

Dans une excursion récente, nous avons pu étudier les archives de Vogué et relever de nombreuses notes sur la famille Roussel, dont nous trouvons le nom mentionné dans les registres paroissiaux dès 1619, ce qui peut faire préjuger son existence dans ce bourg antérieurement à cette date.

A partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les registres mieux tenus, les actes plus détaillés nous permettent de suivre pas à pas cette famille et de voir quel était son rang social.

Nous notons seulement ici quelques personnages nous paraissant avoir droit à une mention spéciale et nous renvoyons le lecteur à la généalogie qui termine cet article.

En 1689-99, sieur Jacques Roussel, lieutenant de juge et maire de Vogué.

En 1718, M<sup>e</sup> Jacques Roussel, juge-mage de la ville de Joyeuse.

En 1723, M. M<sup>e</sup> Louis Roussel, avocat en parlement et juge de Joyeuse.

En 1726, sieur Jacques Roussel, bailli de Montlor.

En 1730, sieur Charles Roussel, bailli de Montlor et juge d'Aubenas.

En 1734, Messire Melchior Roussel, chantre bénédictin de de Saint-Esprit.

En 1735, Messire Marc-Henry Roussel, prieur claustral de Saint-Pierre de Saint-Esprit.

En 1745-50, M. M<sup>e</sup> Charles Roussel, avocat en parlement, conseiller du Roi, expert-bailli, juge et maire d'Aubenas.

En 1747, M<sup>e</sup> Jacques-Louis Roussel, avocat en parlement.

En 1774, Messire Charles-Dominique Roussel, bailli de Montlor.

En 1774, Messire Claude Roussel, prieur bénédictin de Saint-Esprit.

En 1774, Messire Charles Roussel, bailli d'épée.

Vers le commencement de ce siècle, époque à laquelle la maison Roussel vint se fixer à Lyon, elle laissa à Vogüé une demeure bourgeoise des plus intéressantes.

Cette habitation qui n'est pas la seule de même importance dans cette ville, est aujourd'hui la propriété de M. le maire de Vogüé. C'est à son amabilité que je dois de l'avoir visitée en détail et de pouvoir ajouter à ces pages quelques croquis.

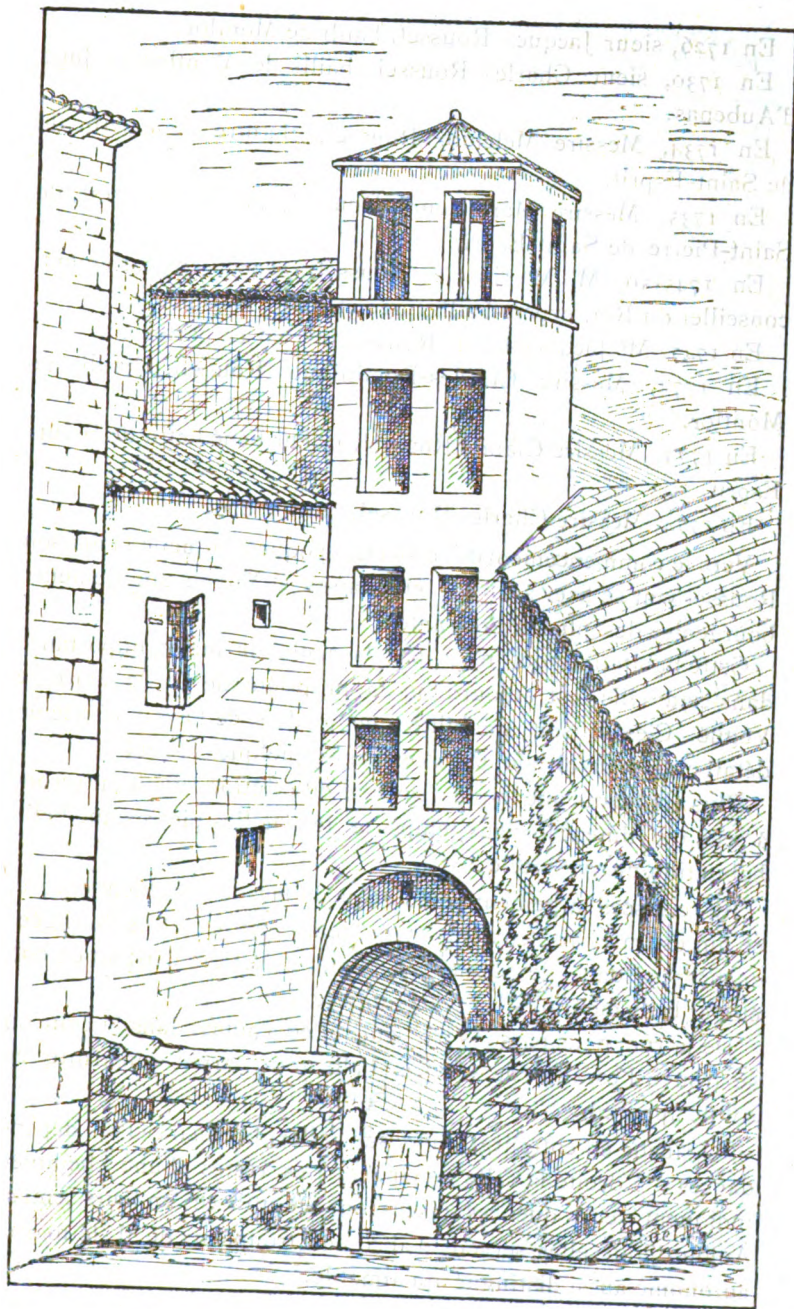
Plus éloquents que la plus savante description, ils montreront à ceux qui aiment le vieux temps et les vieilles pierres une belle habitation du xvi<sup>e</sup> siècle.

Les croisées largement percées sur la façade possèdent encore, ce qui est rare, au deuxième étage, leurs petites vitres lozangées enchassées dans des lames de plomb ; derrière existent en bon état et bien moulurés les volets intérieurs.

De la rue, nous passons par une allée voûtée, dans la cour où se trouve l'escalier de service, belle tour carrée construite en solide appareil.

A gauche en entrant, s'ouvre sur l'allée, la cuisine et ses dépendances ; à droite la salle à manger. Les restes d'une cheminée indiquent seuls que ces pièces ont été utilisées en leurs temps. Aujourd'hui, elles servent d'abri aux troupeaux de M. le maire, agronome aussi distingué qu'aimable.





Au premier étage nous pénétrons dans une grande salle ; sur la cheminée sont sculptées les armes des Roussel : « *d'Azur, à trois soleils d'or* », dessin et sculpture sont d'un artiste.

Une pièce à côté, outre son beau plafond à la française possède un vrai chef-d'œuvre. C'est une cheminée du xvii<sup>e</sup> siècle. Le principal sujet du trumeau est un médaillon ovale soutenu par deux amours. Il représente une Annonciation de la Vierge ; composition et exécution ne laissent rien à désirer, les figures sont exquises et la pose des personnages parfaitement étudiée.

L'artiste a su mettre toute son âme dans cette scène chrétienne et sous la fièvre de l'inspiration a modelé admirablement cette charmante et douce vision de la Vierge Immaculée, s'arrêtant dans sa prière, pour voir et écouter le céleste envoyé.

Si l'artiste a apporté à son sujet toute l'attention qu'il méritait, il n'est pas resté au dessous de sa tâche pour l'encadrement de son tableau. Il a traité avec un incontestable talent, frises, corniches, rinceaux et tous les motifs qui accompagnent le médaillon au dessus duquel, dans un cartouche soutenu par deux amours plus petits, se trouve le monogramme des Roussel.

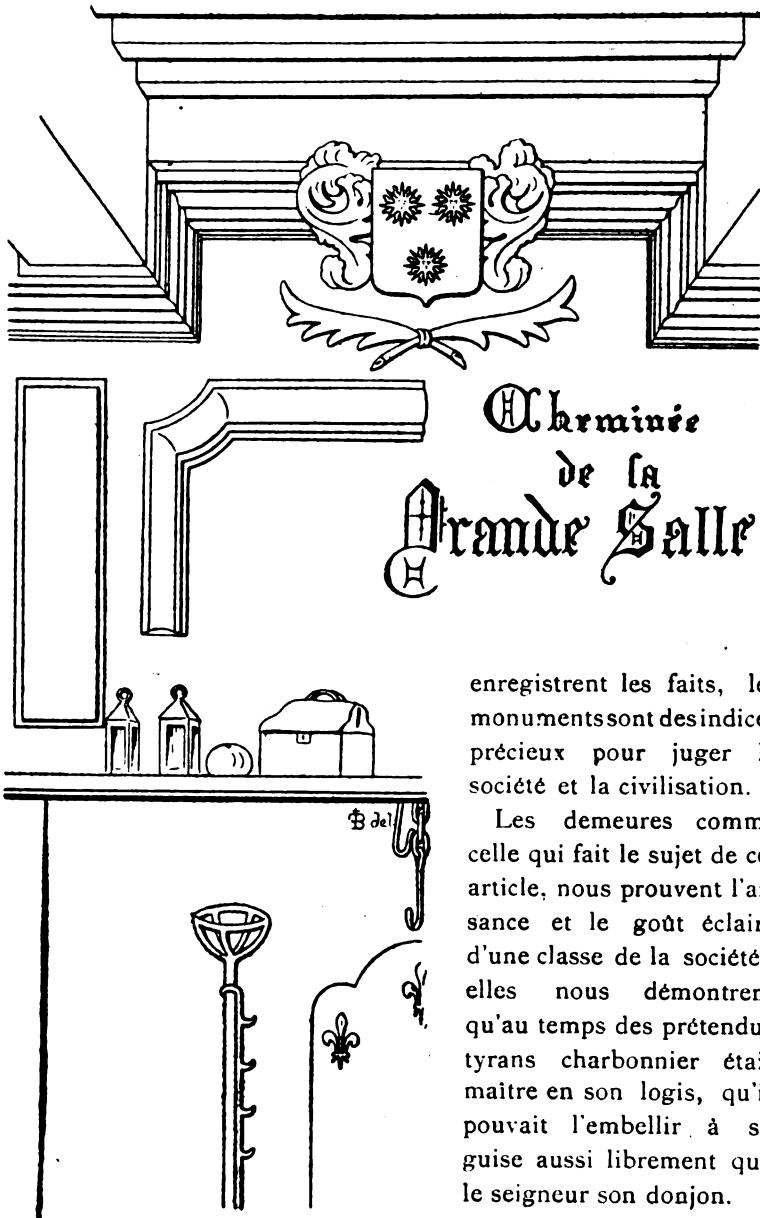
Cette cheminée en stuc et traitée en demi bosse, est dans son ensemble un fort joli morceau d'architecture ornementale qui ne déparerait pas les salons de nos grandes villes.

Que deviendront ces vestiges du bon vieux temps ? tout cela, sans doute disparaîtra comme tout disparaît en ce monde, à moins que quelque ami des arts ne s'éprenne de ces jolies choses et ne les entretienne pieusement.

Actuellement nos bons propriétaires ne peuvent plus restaurer leurs demeures comme il le faudrait ; aussi, les plafonds à la française tombent-ils souvent en lambeaux et les riches sculptures s'effacent elles. Encore quelques années et nous perdrons une de nos plus intéressantes pages d'histoire locale.

Il serait regrettable qu'il en fut ainsi car ces maisons bourgeoises sont des témoins que l'historien aime à citer à sa barre et à étudier au même titre que les parchemins jaunis et poussiéreux.

Tout s'enchaîne, se contrôle en histoire, et si les chroniqueurs



## Cheminée de la Grande Salle

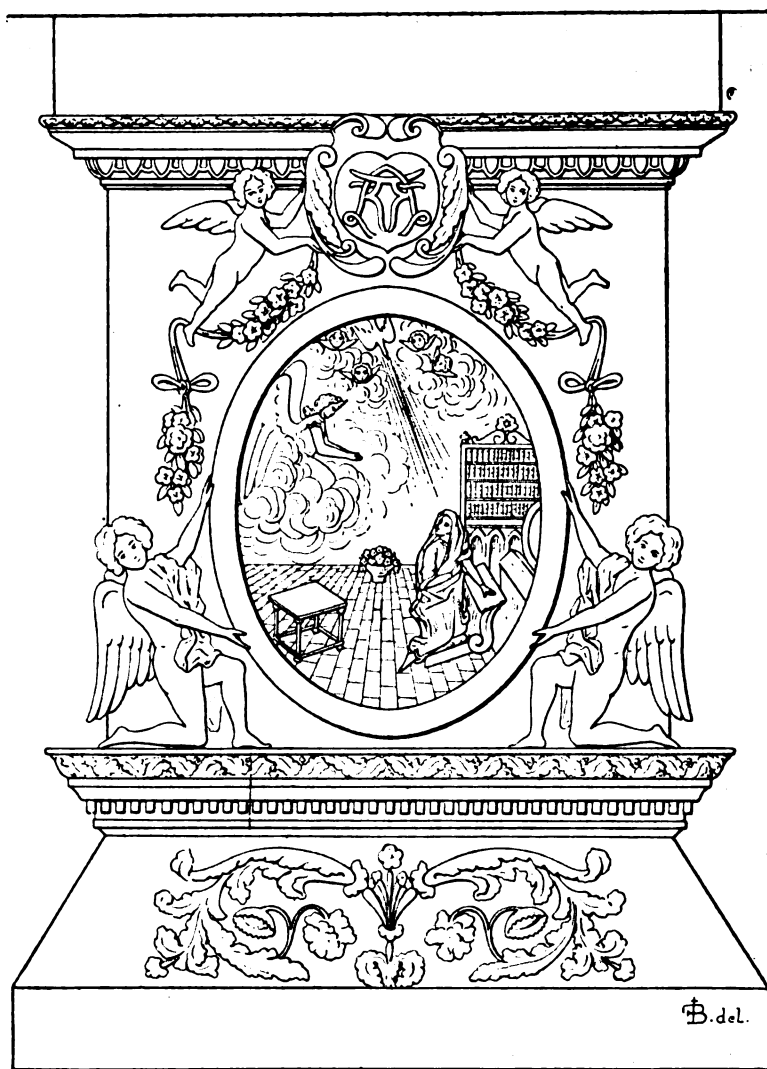
enregistrent les faits, les monuments sont des indices précieux pour juger la société et la civilisation.

Les demeures comme celle qui fait le sujet de cet article, nous prouvent l'aisance et le goût éclairé d'une classe de la société; elles nous démontrent qu'au temps des prétendus tyrans charbonnier était maître en son logis, qu'il pouvait l'embellir à sa guise aussi librement que le seigneur son donjon.

Comme dans le château voisin, les enfants y grandissaient et s'y instruisaient pour l'honneur de leur famille et la grandeur de leur pays.

Telle fut la maison Roussel, telle nous la montrent les registres paroissiaux dans les notes suivantes.

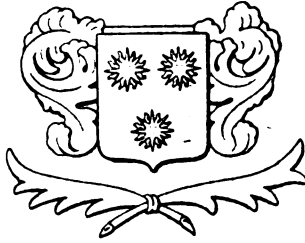
---



TRUMEAU DE CHEMINÉE

## NOTES

## POUR SERVIR A LA GÉNÉALOGIE DES ROUSSEL



I. JACQUES ROUSSEL, d'un mariage que nous ne connaissons pas, eut :

1° JEAN, *parrain* en 1619, décédé le 26 février 1672 à l'âge de 70 ans ; il est dit fils de *Jacques* et frère de *Cerice*.

2° CERICE, qui suit, est *parrain* en 1623.

*Vivaient à la même époque :*

*Marguerite Roussel, marraine en 1620.*

*Suzanne du Clap, baptisée le 25 avril 1625, fille à Guillaume et à Marie Rousselle.*

*Son parrain : Jacques Roussel.*

*Sa marraine : Suzanne Raousse*

*Noé du Clap, baptisé le 19 janvier 1645, fils à Guillaume et à Marie Rousselle.*

*Son parrain : Guillaume Rigaud.*

*Sa marraine : Suzanne Rousselle.*

*Pierre-Imbert du Clap, épouse le 2 juin 1625 Claude Rousselle.*

*Sont présents : Jacques Roussel et Claude Dussault.*

*Jane Rousselle est marraine le 4 avril 1638.*

II. CERICE ROUSSEL, marié le 4 mars 1631 à Anne FAURE.  
dont :

1° MARIE, baptisée le 6 décembre 1631.

*Son parrain* : Jacques Roussel.

*Sa marraine* : Marie Hébrarde.

Marie ROUSSEL, épousa le 5 février 1654, sieur Louis PLANTIN, notaire de Berrias.

*Sont présents* : M. Danglejan, M. Melchior Gros.

2<sup>o</sup> CERICE, qui suit.

3<sup>o</sup> SUZANNE, baptisée le 26 février 1635.

*Son parrain* : Jacques Roussel.

*Sa marraine* : Suzanne Raousse.

Suzanne ROUSSEL, épousa le 6 octobre 1655, sieur Mathieu CHEVALIER, de St-Jean-de-Cruzières.

*Sont présents* : M. Plantin, prieur de Saint-Sauveur et Cerice Hébrard, clerc de Vogué.

### III. CERICE ROUSSEL, marié à Marie PLANTIN.

dont :

1<sup>o</sup> JACQUES, qui suit, baptisé le 11 mars 1656.

*Son parrain* : Jean Roussel.

*Sa marraine* : Damoiselle de « Mouquin ».

2<sup>o</sup> FRANÇOIS-SIMON, baptisé le 13 août 1658.

*Son parrain* : Messire Simon Plantin, prêtre et prieur de Saint-Sauveur.

*Sa marraine* : Madame la comtesse de Vogué.

3<sup>o</sup> N...., baptisé le 24 mars 1660.

*Son parrain* : N...., Chabert.

*Sa marraine* : Suzanne Rousselle.

4<sup>o</sup> JEANNE, baptisée le 20 août 1661.

*Son parrain* : Le sieur Plantin.

*Sa marraine* : Marie Chaussy.

5<sup>o</sup> MARIE, baptisée le 1<sup>er</sup> février 1664.

*Son parrain* : Sieur Louis Plantin.

*Sa marraine* : Jeanne Chabert.

6<sup>o</sup> N...., baptisée le 4 mai 1666.

*Son parrain* : Messire Balthazar Plantin, prêtre.

*Sa marraine* : Marie Rousselle.

7<sup>o</sup> JACQUES, baptisé le 24 mai 1668.

*Son parrain* : Jacques Chabassol.

*Sa marraine* : Françoise Corronelle.

8° CATHERINE, baptisée le 2 juin 1669.

*Son parrain* : Chabassol.

*Sa marraine* : Catherine Plantin, de la ville d'Alais.

9° GABRIELLE, baptisée le 24 août 1671.

*Son parrain* : Sieur Guillaume Chabert, de Vinezac.

*Sa marraine* : Madame la marquise de Vogué.

IV. JACQUES ROUSSEL, lieutenant de juge, maire de Vogué, puis bailli de Montlor, décédé le 2 août 1726, avait épousé demoiselle Louise TUECH, décédée le 20 mai 1737, âgée de 75 ans.

dont :

1° JACQUES, baptisé le 17 février 1682.

*Son parrain* : M<sup>e</sup> Cerice Roussel.

*Sa marraine* : Damoiselle Louise Depetit, d'Alais.

2° ANTOINE, baptisé le 20 février 1683.

*Son parrain* : M<sup>r</sup>... Tuech.

*Sa marraine* : Marie Plantin.

Le 6 septembre 1741, décède sieur Antoine Roussel, bourgeois.

3° MARGUERITE, baptisée le 10 décembre 1684.

4° MELCHIOR, baptisé le 15 août 1686.

*Son parrain* : Noble Melchior de Vogué.

*Sa marraine* : Clermonde Tuech.

5° PIERRE, baptisé le 25 août 1688.

*Son parrain* : Charles Richard.

*Sa marraine* : Marie Tuech.

6° CLAUDE, baptisé le 19 mars 1690.

*Son parrain* : Sieur Claude Rimbaud, notaire.

*Sa marraine* : Jeanne Roussel.

7° MARIE, baptisée le 10 août 1691.

*Son parrain* : Noble Marc Plantin, seigneur de Villeperdrix.

*Sa marraine* : Damoiselle François de Vogué.

8° CHARLES, qui suit ; baptisé le 18 mai 1693.

*Son parrain* : Sieur Charles Richard.

*Sa marraine* : demoiselle Marie Roussel.



JACQUES-LOUIS, baptisé le 7 août 1695.

*Son parrain* : Jacques-Louis Roussel.

*Sa marraine* : Marguerite Roussel.

10<sup>e</sup> THÉRÈSE-FRANÇOISE, baptisée le 22 janvier 1699. Mariée le 13 février 1720 à Monsieur Jean-Baptiste ROCHIER, médecin de la Faculté de Montpellier, de la ville de Largentière.

*Sont présents* : Sieur Etienne Roussel, habitant de Montréal; M<sup>e</sup> Jacques Roussel, juge-mage de Joyeuse, frère de ladite demoiselle.

11<sup>e</sup> MARC, qui forma la branche C. (1)

V. CHARLES ROUSSEL, avocat, expert-baillif de Montlor, juge et maire d'Aubenas, épousa à Viviers le 23 avril 1738 demoiselle Marie-Gabrielle Aoust, fille de Monsieur Dominique Aoust, ancien receveur des tailles du pays de Vivarez, et de demoiselle Françoise Giraud.

*Sont présents* : Messieurs Noé Laniel, bourgeois de Viviers, beau-frère de l'épouse; Louis Bastide, juge de Berrias; Marc Roussel, bourgeois frère de l'épouse; François Champagnet, docteur en médecine. (2)

dont :

1<sup>o</sup> CHARLES-DOMINIQUE, qui suit, baptisé le 9 août 1745. (3)

*Son parrain* : M<sup>e</sup> Marc-Henry Roussel, prieur Claustral de Saint-Pierre de Saint-Esprit.

*Sa marraine* : dame Marguerite de Lauseas-Daoust, de la ville de Viviers.

2<sup>o</sup> MARIE-THÉRÈSE, baptisée le 22 décembre 1746.

*Son parrain* : Sieur Charles Roussel.

*Sa marraine* : Demoiselle Marianne Roussel.

3<sup>o</sup> JOSEPH-FRANÇOIS, baptisé le 12 février 1750.

VI. CHARLES-DOMINIQUE ROUSSEL, bailli d'épée, marié à damoiselle Marie RÉGNAUD DE ROZE, de la ville de Lyon.

dont :

1<sup>o</sup> CHARLOTTE-MARIE-ANNE, née le 24 mars et baptisée le 20 mai 1771.

(1) Tout ce qui précède est extrait des Archives de Vogué.

(2) Archives de Viviers.

(3) Archives d'Aubenas ainsi que ce qui suit.

*Son parrain* : M. M<sup>e</sup> Charles Roussel, son grand père,  
juge d'Aubenas.

*Sa marraine* : Dame Marie Regnaud de Roze.

Furent présents : M. Aymé Rose, bourgeois de Lyon  
et M. Paul-Charles-Jean-Baptiste de La Chadenède,  
bailli de St-Remézy.

2<sup>o</sup> AIMÉ-CHARLES, décédé le 1<sup>er</sup> août 1791 âgé de 20 ans.

3<sup>o</sup> CHARLES-PROSPER-CLAUDE, baptisé le 2 novembre 1774.

*Son parrain* : messire Claude Roussel, prieur des  
bénédictins de Saint-Esprit, remplacé par Monsieur  
Charles Roussel, bailli d'épée.

*Sa marraine* : dame Jeanne-Marie Roussel de St-Arcons.

4<sup>o</sup> JULIE-VICTOIRE, baptisée le 23 janvier 1776.

*Son parrain* : François Imbert, du lieu de Prades.

*Sa marraine* : Marie Duchier.

5<sup>o</sup> CLÉMENT-FRANÇOIS, baptisé le 11 décembre 1777.

*Son parrain* : François Luotier, du lieu de Saint-Pons.

*Sa marraine* : Marie Crouzier, du Pont-d'Aubenas.

6<sup>o</sup> JULES-FÉLIX, baptisé le 27 juillet 1783.

*Son parrain* : Monsieur Aimé-Charles Roussel.

*Sa marraine* : Demoiselle Marie-Anne Roussel, sa sœur.

7<sup>o</sup> ALPHONSE-SILVESTRE, qui suit : baptisé le 26 janvier 1786.

*Son parrain* : Joseph-Sabattier.

*Sa marraine* : Marie Giraud.

8<sup>o</sup> MARIE-URSULE, baptisée le 23 octobre 1787.

*Son parrain* : Aimé-Charles Roussel, son frère aîné,  
Clément-François, son troisième frère tenant la main.

*Sa marraine* : Demoiselle Marianne Roussel, sa sœur  
aînée (1).

VII. ALPHONSE-SILVESTRE, décédé le 8 février 1842 à  
Lyon, docteur en médecine, avait épousé le 16 novembre 1829  
Pauline-Marie-Claire SAINT-OLIVE.

dont :

1<sup>o</sup> CLÉMENT, mort sans postérité à Valence le 24 février 1898.

2<sup>o</sup> JEANNE-ÉMILIE, mariée à Charles PAYEN.

3<sup>o</sup> PAULINE-ADÉLAÏDE, mariée à Adrien GOURD.

(1) Archives de Vogué.

## BRANCHE C.

V. MARC ROUSSEL, fils à Jacques et à Louise TUECH, épouse le 16 avril 1720 demoiselle Anne MARCHAT, de la ville d'Aubenas (1).

dont :

- 1<sup>o</sup> CLAUDE, baptisé le 10 janvier 1721.  
*Son parrain* : sieur Claude Marchat.  
*Sa marraine* : demoiselle Louise Tuech.
- 2<sup>o</sup> MARIE-LOUISE, baptisée le 27 décembre 1721.  
*Son parrain* : sieur Pierre Roussel.  
*Sa marraine* : demoiselle Marie Chastagnon.
- 3<sup>o</sup> JACQUES-LOUIS, qui suit, baptisé le 23 novembre 1723.  
*Son parrain* : M. M<sup>e</sup> Louis Roussel, avocat en parlement et juge de Joyeuse.  
*Sa marraine* : demoiselle Marie Marchat.
- 4<sup>o</sup> CLAUDE, baptisé le 5 janvier 1726.  
*Son parrain* : sieur Claude Marchat.  
*Sa marraine* : Marie Chastagnon.
- 5<sup>o</sup> ANTHOINE, baptisé le 21 mai 1728.  
*Son parrain* : sieur Antoine Roussel.  
*Sa marraine* : demoiselle Marie-Cécile de Fages.
- 6<sup>o</sup> FRANÇOISE, baptisée le 10 avril 1730.  
*Son parrain* : M. M<sup>e</sup> Charles Roussel, juge d'Aubenas.  
*Sa marraine* : demoiselle Françoise Marchat.
- 7<sup>o</sup> JEAN-JOSEPH, baptisé le 18 juin 1731, décédé en 1735.  
*Son parrain* : sieur Louis Bastide, tenant la place de M<sup>e</sup> Joseph Plantin, avocat.  
*Sa marraine* : demoiselle Jeanne Chevalier.
- 8<sup>o</sup> MARIANNE, baptisée le 28 janvier 1734.  
*Son parrain* : Messire Melchior Roussel, chantre bénédictin de Saint-Esprit.  
*Sa marraine* : demoiselle Jeanne Maynier.

VI. JACQUES-LOUIS ROUSSEL, avocat en parlement, épousa demoiselle Magdeleine Ducros,

(1) Ce qui suit, archives d'Aubenas.

dont :

1<sup>o</sup> JEAN-FRANÇOIS, baptisé le 29 août 1747.

*Son parrain* : M. Jean Ducros, lieutenant du maire d'Aubenas et de Montlor.

*Sa marraine* : demoiselle Louise Aymard.

2<sup>o</sup> JEANNE-MARIE, baptisée le 17 juin 1751.

*Son parrain* : M<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Charles Roussel, juge-maire et bailli de Montlor.

*Sa marraine* : demoiselle Jeanne Aymard.

A CLASSER :

30 août 1689, baptême de *Jean Roussel*, fils à sieur *Jacques Roussel*, lieutenant de juge et à *Jeanne Roussel*.

*Son parrain* : Jean du Clap.

*Sa marraine* : Jeanne du Bois.

18 décembre 1692, baptême de *Louis Roussel*, fils à *Jean Roussel* et à *Marie Giselonne*.

*Son parrain* : Antoine Chabrun.

*Sa marraine* : Louise Toussaint.

Nous terminons ici notre modeste travail en laissant aux sociologues et à tous les hommes de bon sens le soin de tirer les conclusions que comporte l'étude de cette généalogie. En tous cas elle éclaire d'un jour particulier les rapports des classes entre elles avant la Révolution et apporte une donnée de plus au problème.

En donnant ces notes généalogiques, nous avons pensé qu'elles seraient bien accueillies par tous ceux qui s'intéressent à la vie des familles qui nous ont précédé sur ce sol vivarois et il ne nous reste qu'à remercier la *Revue du Vivarais* d'avoir bien voulu accorder l'hospitalité à un travail qui n'a qu'un mérite : celui d'avoir été fait avec le soin le plus scrupuleux au point de vue de l'exactitude des faits, des noms et des dates.

FL. B.



NOTICE  
SUR LA  
BARONNIE DE LA VOULTE

---

(SUITE XIV)

---

Deux lettres de M. de Montréal, en date de Villeneuve 17 mars, sont encore plus significatives :

Monseigneur,

Je crois que mes lettres vous importunent ou que je m'explique si mal que vous ne les comprenez pas. Par tout ce que je vous ai écrit, je redis une même chose, qui est que le salut du pays et celui de la réputation de votre charge, consistent à renvoyer promptement une partie de l'argent que le pays a décidé d'emprunter. De cet argent vous ferez faire un fonds de munitions, de vivres et de guerre pour subsister avec vos troupes, et sans cela vous ne ferez du tout rien.

Monseigneur, vous me commandez, par une de vos lettres, de mettre mon régiment sur pied sans me donner de quoi vivre, je ne dis pas de quoi les lever ; mais au moins qu'on mange... Jugez si je puis faire le miracle d'entretenir des troupes sans argent, pain et vin. Je m'en décharge, Monseigneur, de vous l'avoir dit et écrit, et ne demeure point responsable de l'événement qui nous menace...

Monseigneur, si je n'aimois le service du Roy et le vôtre comme un particulier serviteur de longue main de votre maison, j'en ferois pas toutes ces représentations, qui demeureront, s'il vous plait, justifiées, ensemble mes libertés, par l'affection de laquelle je proteste d'être etc.

Extrait de la seconde lettre :

... Je vais mettre sur pied tout autant d'hommes que je pourrai faire nourrir par mon crédit, en attendant un meilleur ordre, qui consiste, comme je l'ai tant et si souvent dit, à se trouver quelque argent à prêter au pays pour avances, avec commissaires des vivres et de munitions de guerre. J'ai jeté de bons hommes dans Salavas et poudres et autres choses, tout à mes frais ou de ma fille de la Gorce. Voilà comme je fais la guerre, si c'est en soldat, ce n'est pas en bon marchand. Le bruit commun est que M. de Rohan investira Salavas dans deux ou trois jours...

Le siège de Salavas par Rohan commencé le 16 mars ne se

termina que le 26 par une honorable capitulation de la Chadenède et de ses 25 compagnons restés vivants sur 45 dont se composait sa petite garnison.

Au début de ce siège, Chabreilles avait tenté, de son côté, de surprendre la Voulte (le 17 mars).

La première nouvelle de cette tentative fut donnée au duc par le comte de Tournon, qui lui écrivait de Valence, le même jour, à 10 h. du matin :

Monsieur mon très-cher frère,

Je vous donne avis comment ce matin, à l'aube du jour, le pétard a joué à la Voulte, et l'on s'y bat encore fort et ferme. L'on m'en a envoyé l'avis du lieu même, et je suis partout pour avoir des hommes à y envoyer. Je fais partir aujourd'hui ma frégate pour faire tout ce qu'on pourra pour votre service. Vous voyez si j'ai eu tort de vous convier de vous en venir. Votre retour en diligence est nécessaire, car toute autre chose est inutile. Venez donc, je vous en supplie...

Les Mémoires du chanoine de Banne donnent les détails suivants sur cet événement :

«... Le 17 mars 1628, Chabreilles s'en alla avec huit cents hommes pétarder de nuit une des portes de la ville de la Voulte, nommée de Londe (1) près du Rosne. Il fit mettre une boîte de bronze, remplie de poudre, en un trou de la muraille de la ville sous ma maison. Le pétard joua, mais il ne put enfoncer ladite porte, d'autant qu'elle avoit été bastie quelques jours auparavant. Le pétardier fut assommé à coups de pierre qu'on jeta par dessus la courtine. [Le jour] de bonne fortune éclaira les habitants catholiques, [qui] avec la garnison commandée par noble Claude de Banne de Boissy, mon cousin germain, gouverneur du chasteau, bistour et ville de la Voulte, commencèrent à tirer sur l'ennemi, desquels ils tuèrent beaucoup, que les huguenots jetoient dans le Rosne. Il y avoit trois compagnies d'infanterie en garnison : la première, dudit sieur de Boissy ; la seconde, du sieur de Fay, gentilhomme du haut Vivarais, seigneur de Felais et de Dol ; la troisième, du sieur de la Pimpie, sieur du Colombier. Ce qui donna bien de la peine et de fatigue, c'estoit qu'il falloit se garder

(1) La ville avait deux portes : au nord, la porte d'*Onle* ou de *Londe* (probablement du latin *unda*, parce qu'elle était près du Rhône), au midi la porte de *Meile*.

des huguenots dudit lieu, qu'estoient en aussi grand nombre dans la ville que les habitans catholiques et qu'on disoit estre d'intelligence avec le sieur de Chabreilles, ; mais quand ils virent que leur affaire avoit mal réussi, ils firent les bons valets. Il y avoit quelques-uns des huguenots de la ville qui étoient avec le sieur Chabreilles, l'un desquels fut pris et pendu à la place de la Voulte. Le lendemain matin, on trouva quelques échelles, les pièces du pétard, la plaque au marteau d'iceluy et la susdite boîte de bronze toute chargée. Tout fut porté à l'église de la paroisse St-Vincent. ; le *Te Deum Laudamus*, chanté par les religieux et le peuple catholique ; et [fut] ordonné qu'à jamais tous les ans on feroit une procession générale, le 17 mars, en actions de grâces de la faveur que Dieu leur avoit fait à tel jour. Ces canailles s'en allèrent mescontents, car ils croyoient la prise de ce lieu indubitable, et le pillage du chasteau, des habitans catholiques et du grenier à sel très assuré, mais Dieu qui protège toujours les siens les fit tomber en confusion et honte (1). »

Les faits suivans, relevés, dans les registres consulaires de la Voulte (2), servent à éclairer les événemens :

En premier lieu, au sujet des huguenots de la Voulte : « Par délibération verbale prise par les habitans du 17 décembre 1627, « M<sup>re</sup> Jean Duchier et Laurent Dupré, notaire, Jacques Talart auroient esté députés à Privas pour procurer la continuation de l'union avec les Eglises de ce pays de Viverois, ce que leur auroit esté accordé par le sieur de Brison, leur gouverneur, et pour leur despense et de leurs montures durant deux jours, ledit Azémar, procureur de la communauté, leur auroit payé et remboursé la somme de 9 livres...

« Par délibération verbale du 10<sup>e</sup> janvier année 1628, les M<sup>re</sup> Duchier et sieur Aurel auroient encore esté députés audit Privas pour continuer ladite union avec le sieur de Chabreilles, qui, après le décès du sieur de Brison, auroit esté élu gouverneur

(1) Deux passages des Mémoires du chanoine de Banne sont relatifs à cet événement. Nous avons reproduit le plus détaillé. Il n'y a de différence sensible entre eux que sur le chiffre des assaillants qui, dans l'autre passage, est porté à quinze cents.

(2) Nous devons à l'obligeance de M. Louis Fuzier la communication des extraits assez nombreux des archives de la mairie de la Voulte, dont nous avons pu faire usage pour cette Notice.

desdites Eglises, et pour la despense de quatre journées qu'ils y auroient vacqué, estans à cheval, ledit Azémar leur auroit payé la somme de 12 livres. »

Voici maintenant pour les mesures de précaution qui précéderent la tentative du 17 mars :

Le 3 janvier 1628 on résolut de murer la porte de Girou.

Le 10 janvier, les sieurs Danjol, premier consul, et André Bobiou étaient députés au duc de Ventadour « pour lui représenter les affaires de la communauté et pauvreté des habitans et le supplier de les protéger et de les exempter du logement des gens de guerre.

On trouve aux dates des 10, 25, 30 et 31 janvier, 5, 14 et 15 février, l'indication de divers payements effectués par les consuls pour des réparations à faire au corps de garde de la porte de Girou, ainsi qu'à la porte Neuve et au corps de garde de la Meilhe.

Le 9 mars, « Monseigneur, ayant par son ordonnance ordonné que les trois compagnies, commandées par les sieurs de Felaix, Dupré et du Colombier, estans en garnison dans la présente ville pour la conservation d'icelle au service du Roy, seroient nourries par ceux de la R. P. R., estans deschargés à ceste occasion du guet et garde, laquelle estoit faite par les catholiques, suivant la réquisition à eux faite par lesdits de la R. P. R. par deslibération verbale prise en maison consulaire, auroient député M. le juge de la Pimpie et le sieur Adolphe Michel devers Sa Grandeur estant au Puy, pour le supplier de les vouloir descharger de ladite nourriture, ce que ne leur auroit esté accordé, leur ayant baillé aide sur la terre de Boffres ; pour les dépenses desdits députés, leur est alloué la somme de 36 livres plus 10 livres....

Le 10 mars, on achète une corde pour lever le pont-levis de la porte Neuve, et le 13 mars on paye encore 33 livres pour le corps de garde de Girou et les guérites.

L'échec de la tentative du 17 mars est ainsi relaté dans les registres consulaires :

« Les rebelles au service du Roy, ayant entrepris de prendre et de se saisir de la présente ville, et voulant exécuter leur mauvais dessein, le 17<sup>e</sup> mars, auroient fait jouer le pétard à la porte de Londe ; ayant par la grâce de Dieu esté repoussés par



les habitans et gens de guerre qui y estoient dedans. De quoy, Mgr le marquis d'Annonay (1) ayant eu advis, y auroit envoyé cinq compagnies de son régiment et auroit ordonné que la communauté fourniroit par advance leur nourriture. Pour à quoi subvenir, les consuls, ensuite des délibérations ci-devant cotées, auroient pris du bled et vin des particuliers et d'autres qui y en auroient réfugié, ensemble quelques pièces de vin appartenant au sieur Jean Geoffre, de quoi auroit esté dressé estat... »

Après l'échec des huguenots, nous trouvons indiquées, entre autres dépenses de la communauté de la Voulte :

24 mars : Pour le travail de cinq banastes de chaux employées à fermer la porte de Londe, après que le pétard eut joué, 2 livres 9 sols ;

— Pour boucher des trous aux murs de la ville au quartier de la Meilhe, 4 livres ;

— Pour boucher des trous aux murs du costé de la tour de Pierregourde et de la Meilhe, 2 livres 3 sols.

26 mars : Pour avoir changé la fontaine de Girou et l'avoir mise contre le corps de garde, 12 livres ;

28 mars : Pour des gabions pour le service de la ville, 2 livres, 8 sols.

Nous voyons ailleurs, dans les comptes du consul Danjol, qu'à la suite de la tentative du 17 mars, il y eut à la Voulte, dans le cloître des Augustins, une assemblée particulière des plus notables habitants catholiques, « sur le subject de poursuivre le crime de la trahison et pétardement de ceste ville, en suite de quoi le sieur Danjol auroit fourni la somme de 91 livres, comme appert de l'estat et parcelle arrestée par M. le juge de la Pimpie le 7<sup>e</sup> avril 1629.... »

. . .

Cependant, le duc de Ventadour, qui était encore au Puy lors de la tentative de Chabreilles sur la Voulte, avait envoyé, le 18 mars, aux députés du bas Vivarais l'ordre de se réunir au lieu qu'ils jugeraient le plus commode pour prendre les mesures nécessaires à l'entretien des troupes.

(1) Charles de Lévis, le frère cadet du duc de Ventadour.

Les députés se réunirent à Viviers le 24 mars. Etienne de Lagarde, viguier à Villeneuve-de-Berg, fut chargé de la fourniture des vivres, et « pour reconnaître les bonnes affections de M. de Montréal, on lui délivra, des magasins de Viviers, la quantité de 3 quintaux de poudre, 2 de plomb et 2 de mèche ».

Le château de Salavas ayant été obligé de capituler après une résistance héroïque, M. de Montréal écrit, le 27 mars au duc :

« Tandis que M. de Rohan s'amusait à Salavas, je me suis préparé du mieux que j'ai pu, et, outre mon régiment, j'ai de fort bonnes troupes, et tout bien calculé, elles font près de 3.000 hommes en tout et 150 maîtres. Demain nous saurons où cette armée trouvera la tête. »

Les huguenots s'étant avancés par Vallon, St-Germain et Lussas qu'ils avaient pillés et brûlés, le comte de Tournon écrit au duc le 29 mars, une lettre encore plus pressante que les autres :

« Je viens de recevoir un député de Vivarais, qu'on m'envoie pour vous conjurer, au nom de Dieu, de venir promptement et avoir le plus de gens que vous pourrez. Excusez-moi si je m'émancipe de vous dire que vous avez très grand tort. Au nom de Dieu venez-vous en. A quoi songez-vous ? Quant à moi, je ne sais plus que vous dire. Vous abandonnez tout le monde et le laissez en péril. Venez donc et encore soyez ici demain, afin de donner ordre à tout en diligence. »

L'armée huguenote, sous les ordres de Rohan arrivait à Privas le 31 mars.

Le même jour, M. de Leugières, qui commandait au Teil, rendait compte des mesures qu'il avait prises pour repousser Rohan, si, comme on le croyait, celui-ci venait l'attaquer.

Une lettre, signée Mariet, et datée de la Voulte 31 mars à 8 heures du matin, signale au duc les dangers que courait Chomérac où se trouvait la compagnie de M. de la Rollière. On avait aussi des craintes pour La Voulte même : « Envoyez-nous vos gardes, dit la lettre, s'il ne se peut d'autre, car il faut disputer le faubourg, car par eau ils peuvent entrer ici en 2 heures. J'écris à MM. de Montréal et leur donne avis de tout. Je crois que, si M. de Rohan est à Privas, qu'il faudrait que vous joignissiez en diligence les troupes du Vivarais, et faire du guet avec de la cavalerie et

infanterie, faire remonter, s'il y a des munitions, les canons de Bays... Je ne crains que pour le faubourg, car pour la ville ce n'est pas de leur portée. Envoyez nous des gens ce soir, car je crois que nous en aurons à faire. »

La présence du duc de Ventadour dans le pays, indiquée par cette lettre, se trouve confirmée par le procès verbal d'une assemblée particulière des États du Vivarais, qui fut tenue à Valence, le 2 avril, sous la présidence du comte de Tournon. Le duc était arrivé le 31 mars, en même temps que Rohan à Privas, et avait ordonné de pourvoir promptement à l'entretien des troupes qu'il mettait sur pied pour s'opposer aux envahisseurs.

Le lendemain, l'assemblée s'étant transportée à Tournon, le duc s'y présente en personne et ordonne « de faire un emprunt suffisant sur les villes et lieux contribuables, sauf à être remboursé sur le général du pays et leur estre tenu en compte en déduction de leurs tailles. » L'assemblée fixe cet emprunt à 60.000 livres, et envoie des délégués à Lyon pour y acheter des munitions jusqu'à concurrence de 10.000 livres.

Le 5 avril, le duc expose que le Pouzin est investi depuis la veille et qu'il n'y a que le fort qui tienne encore, mais est sur le point de se rendre, à cause de la reddition de la tour qui le commande. « Il est nécessaire de faire tenir promptement de la farine à la Voulte, où il y a des troupes qui sont sur le point d'être attaquées et où il n'y a pas de moulin pour faire moudre leurs bleds, et ils seroient en danger de se perdre, s'ils estoient investis, faute de farine ». On charge Martial Geoffre de la Voulte de cet approvisionnement.

Une autre assemblée a lieu, le 6 avril, à Viviers. On y apprend que le régiment de Pérault est venu pour assister le duc de Ventadour contre Rohan qui a pris le Pouzin et Bays.

Ce jour-là, le duc de Ventadour est aux Granges de Valence, où il signe une ordonnance pour la levée de l'emprunt.

M. de Montréal lui écrit le 7 avril :

«... Monseigneur, je n'ai jamais fait cas du plus haut chateau de Bays. C'est au bas où les ennemis trouveront la résistance, quoique ce ne soit qu'un réduit à pierre sèche et gabionnade. Monseigneur, il importe que vous veniez à . . . ou à Roche-

maure. Vous ne sauriez jamais bien adjuger vos affaires de Valence en hors, quoi que l'on vous die, et croyez en votre petit serviteur... »

Le 10 avril, Chomérac se rendait, après avoir résisté deux jours à un corps huguenot envoyé par Rohan, lequel avait établi son quartier général à Privas.

En attendant, Chabreilles, renforcé de quelques compagnies de Roban stationnait à Vernoux, menaçant à la fois la Voulte et le Cheylard de quelque fâcheuse surprise.

M. de Marcilhac, enseigne de la compagnie d'ordonnance du duc de Ventadour, qui commandait la garnison de la Voulte, écrivait au duc, le 13 avril :

« Monseigneur, je me suis grandement réjoui de savoir que vous alliez joindre vos troupes. Il y a huit jours que cela devrait être fait, et me semble que le plus tôt que pourrez faire avancer vos troupes vers Rochemaure et du côté de St-Vincent-de-[Barrès], sera le meilleur pour incommoder les ennemis le plus qu'il se pourra, et si nous étions renforcés de 200 hommes, je tâcherais en ce temps là d'en faire autant du côté du Pouzin. Pour votre place, n'en soyez point en peine, car, à la charge qu'il vous plaira de pourvoir à l'entretien des gens de guerre qui sont ici et éviter la confusion que ce manquement nous apporteroit, vous en aurez infailliblement du contentement, et nous la gloire de vous avoir bien servi. »

Dans une autre lettre, adressée à son colonel, M. de Lignerac, le commandant de la Voulte, dit :

«... Si les ennemis viennent à nous, nous nous défendrons jusqu'à la mort, car c'est jusques-là que nous sommes résolus de tenir. Ne tirez peur de nous, car si les ennemis nous attaquent, assurez-vous que nous ferons ce que nous avons promis. Pourvoyez, s'il vous plaît, à ce qui nous est nécessaire. »

Les registres consulaires de la Voulte indiquent pour cette période :

Une fourniture de 65 livres de poudre, faite par Salomon Leyris, pour le service de la ville (3 et 18 août) ;

La démolition du fort de Notre-Dame près Beauchastel, ordonnée par le sieur de Vegenais (?) « pour l'utilité des circonvoisins », et à laquelle furent appelés deux maçons de la Voulte (avril) ;

La démolition de trois maisons, situées au-dessous du bourg, près la porte Neuve ;

Des délibérations de la communauté pour envoyer des députés au duc à Villeneuve-de-Berg à l'effet d'être déchargée de la nourriture des gens de guerre mis en garnison dans le lieu (17 avril) ;

Un paiement de 10 livres 13 sols « pour despense qu'auroit esté faite, du commandement de Mgr le marquis d'Annonay, pour des soldats escortant ceux qui conduisoient les papiers de mondit seigneur à Valence, après que la ville fust pétardée » ;

Un autre de 48 sols fait à des soldats, pour les faire travailler, du commandement de M. de Marcihac, aux réparations du bourg ;

Un autre de 10 livres « pour accomoder la fontaine, fermer la porte de Girou et celle de la cave de M. Gaspard de Banne et du sieur Geoffre » ;

Un autre pour « une estrapade dressée sur la place du chasteau », sur l'ordre du marquis d'Annonay, pour donner abri aux soldats et les tenir en crainte.... » etc.

C'est sans doute autant par suite de ces dispositions qu'il devait bien connaître, que de l'échec déjà subi le 17 mars, que Chabreilles résolut de tourner ses efforts contre le Cheylard. L'attaque de cette ville paraît avoir commencé le 15 avril. Le château résista jusqu'au 21 avril, où son commandant, le brave Dubourg, dut capituler, après une vigoureuse résistance. Le duc de Ventadour qui était alors à Villeneuve, avait envoyé à son secours un corps de troupes, sous les ordres de Lignerac, mais les troupes apprirent en chemin la capitulation (1).

\*  
• •

C'est ici le lieu de dire quelques mots des retards, de prime alors inexplicables, qu'avait mis le duc de Ventadour à revenir du Puy pour s'occuper de la défense du Vivarais, malgré les vives instances qu'il en avait reçues de tous côtés.

Une lettre du 5 mai, adressée par le comte de Tournon à M. de

(1) Nous avons donné dans notre *Notice sur le Cheylard*, toutes les pièces concernant le siège et la capitulation.

Marcillac, nous initié aux récriminations que les deux beaux-frères avaient échangés au sujet de leurs responsabilités inspectives dans la marche des événements en Vivarais. Le partage suivant de cette lettre en résumé le sens : « Au surplus de ce que vous me marquez que mon frère n'avait pas pressé sa descente du Valay sur l'opinion que j'eusse assemblé des troupes en quantité et fait tenir l'assemblée des députés du haut Viverois, qu'il avait ordonnée, pour pourvoir à l'étape et entretienement des troupes, je vous répondrai, premièrement, que toutes les lettres que je lui ai écrites au Puy, plus de six jours avant l'entrée du duc de Rohan et continuellement depuis, feront foi de l'état de ce pays et de mes soins sur ce sujet. Car pour ce que vous me dites qu'il m'avait prié, plus de quinze jours avant la prise du Pouzin, de faire 500 hommes, et que, si je les eusse mis sur pied, le Pouzin ne se seroit pas si facilement perdu, je vous dirai que quand mon frère m'envoya cinq commissions pour M. de Tagenat, mondit frère ne peut nier que ledit sieur de Tagenat ne le soit allé trouver pour recevoir ses commandements et apprendre ses intentions, lesquelles siennes il a autant diligemment qu'il lui a été possible exécutées, moi-même lui ayant baillé les armes, excepté des piques, sous l'assurance de mon frère ; mais, par contre, je vous dirai que, si mon frère eut exécuté ce qui avait été résolu à Valence, lorsqu'il montoit du Velay, qui étoit de faire 500 hommes promptement pour aller sur la Chaude ôter les troupes de Chabreilles, qui, à sa vue, comme vous savez, prit Vernoux, où même je lui offris de les mener, pourvu qu'il me baillât sa compagnie d'ordonnance et quelques carabins, cela auroit bien changé de face aux affaires, et ces 500 hommes se seroient trouvés levés pour les mettre et au Pouzin et ailleurs où la nécessité auroit requis ; mais la chose quoique résolue, même l'argent pour la levée étant assuré par emprunt, fut aussitôt rompue et réduite au néant. Voilà la vérité de toute cette affaire... »

(A suivre).

A. MAZON.



# UN HÉROS CATHOLIQUE

VIVAROIS

LOUIS DE CHARBONNEL, *seigneur de Vinezac (Suite)*

---

## AVANT PROPOS

Avant d'entrer dans le récit de la guerre civile qui désola le Vivarais de 1620 à 1629 nous croyons devoir dire quelques mots de la manière de combattre à cette époque.

Au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, les armes à feu étaient encore relativement rares ; plus de la moitié des gens de pied étaient armés de pertuisanes, de hallebardes ou de piques ; les autres avaient en mains des arquebuses à mèche ou à rouet ; ces dernières plus portatives constituaient un grand progrès quoique ratant encore assez souvent ; du moins un seul homme pouvait-il les employer ; les autres se tiraient appuyées sur une fourche ou « forchine » et exigeaient deux hommes ; depuis quelque temps, on avait adopté le mousquet beaucoup plus léger bien qu'encore très lourd, et l'on n'allait pas tarder à voir l'infanterie divisée en mousquetaires et piquiers, l'arquebuse et la hallebarde disparaissant à peu près simultanément. On mettait un temps considérable à charger ces armes ; aussi, lorsqu'on avait tiré, fallait-il, pour les recharger à loisir, s'abriter, soit derrière les obstacles naturels ou autres, soit derrière les hallebardiers ou les piquiers

Le pistolet était alors, contre tout bon sens, l'arme préférée des cavaliers et pourtant Dieu sait qu'ils donnaient de beaux coups d'épée ! Mais ces énormes pistolets, qui rataient aussi souvent que les arquebuses, étaient à la mode ; jamais on ne vit des cavaliers s'aborder autrement que le pistolet au poingt ; quand, le plus souvent sans résultat, ils ont échangé leur unique coup de pistolet, ils mettent l'épée à la main et s'en servent merveilleusement.

Les canons sont relativement plus rares encore que les armes à feu portatives, et d'autant plus encombrants qu'ils n'ont pas

d'attelages constitués régulièrement ; le plus souvent, quand on les met en mouvement, ce qui est rare, on les conduit à destination au moyen d'attelages de bœufs réquisitionnés aux paysans (1) ; on conçoit que, dans ces conditions, leur apparition sur un champ de bataille est un événement ; mais leur rareté même augmente d'autant leur effet moral et l'on voit des villes défendues très bravement jusqu'à l'arrivée du canon, se rendre dès que celui-ci est en batterie avant même qu'il ait tiré. (2)

Les armes défensives diminuent d'importance ; pourtant les gens d'armes continuent à porter la cuirasse et beaucoup de fantassins le corselet ; comme coiffure, le chapeau de feutre remplace souvent la « Salade » et le « Pot ». Ce dernier casque fut encore en usage cependant pour les cavaliers.

On se forme en ordre profond, sur dix à quinze rangs et plus. L'infanterie est ordinairement en gros bataillons compacts, épais, lourds, difficiles à remuer que leur masse rend sans doute aussi difficiles à rompre, et c'est leur raison d'être. Nous n'en sommes pas à l'ordre mince (sur 3 rangs) d'il y a cent ans, moins encore à l'ordre dispersé de nos jours. Il y a cependant des précurseurs ; Vinezac en est un : il fractionne d'ordinaire sa troupe en petits pelotons très maniables, (3) il étend son front pour masquer son infériorité numérique (4) ; il arrive même parfois à entourer un ennemi plus nombreux mais trop massé ; il l'attaque de toutes parts, utilisant ainsi tout son monde, alors qu'une partie seulement de ses adversaires peut réellement combattre. (5) Car Vinezac est un tacticien très en avance sur son époque ; il sait faire de fausses attaques de front et lancer la principale sur le flanc ou le revers de l'ennemi, (6) ce qui est le fin du fin de la tactique moderne. Il possède d'ailleurs et à un haut degré toutes les qualités

(1) Réunion de notables à Joyeuse le 16 novembre 1587 il s'agit de prendre des mesures pour se procurer 22 paires de bœufs destinées à amener l'artillerie et l'armée (Registre de délibération des États du Vivarais) Archives de l'Ardeche.

(2) Autiège à Vallon en 1621.

(3) Combat de St-Jean le Centenier, 23 octobre 1622 ; combat près d'Alais, 1621.

(4) Combat de St-Germain, 24 avril 1628.

(5) Combat près d'Alais, 1621.

(6) Combat près de Villeneuve, 24 avril 1620, et combat à Vallon, 22 avril 1621.



de l'homme de guerre ; il a le sang-froid, le coup d'œil et l'audace ; il est à la fois chevaleresque et rusé, prévoyant, vigilant, prudent, tenace, téméraire et sage. Son premier mouvement est toujours de courir sus à l'ennemi et de l'attaquer, même lorsqu'il a sur lui une supériorité numérique écrasante ; mais, arrivé sur le terrain, il l'examine d'un coup d'œil sûr et voit tout de suite le parti qu'il en peut tirer, il sait aussi ce qu'il peut demander à ses hommes ; il leur a inspiré le sentiment de la solidarité et celui de l'initiative, et ils ont d'autant plus de confiance dans un tel chef, qu'animés comme lui d'une piété sincère et d'une foi profonde, ils implorent avec lui la protection divine.

## CHAPITRE II (1)

Etat politique du Vivarais à la mort de Henri IV ; assemblées protestantes, la paix menacée. — Paule de Chambaud et ses prétendants. — Soulèvement de Privas. Combat près de Villeneuve de Berg. — La messe à Privas. — Deuxième soulèvement de Privas. — Siège et prise de Villeneuve de Berg, de Vals et de Vallon. — Expédition de Vinezac près d'Alais. — Siège du Pouzin par Leslignières. — Secours huguenot battu par Montréal et Vinezac. — Combat de St-Jean le Centenier ; duel entre Mirabel et Vinezac. — Puis à Montpellier entre le Roi et le duc de Rohan.

Certes le règne de Henri IV fut essentiellement réparateur et dans certaines provinces sans doute la fameuse « Poule au Pot du dimanche » était passée dans le domaine des faits, mais en Vivarais elle était restée à l'état de *desideratum* : Dans ce pays assez pauvre en lui-même la guerre civile s'était prolongée plus

(1) Pour cette deuxième partie de notre travail, nous avons consulté un curieux petit manuscrit anonyme de la bibliothèque (nouvelles acquisitions françaises, n° 1910). Nous avons eu à notre disposition les notes inépuisables de M. Mazon. M. Auguste Le Sourd a bien voulu nous communiquer d'intéressants renseignements pris par lui dans les archives de Montpellier et dans celles du Pouzin. Enfin nous nous sommes surtout servi des *Commentaires du Soldat du Vivarais*, que nous citons même parfois *in extenso*. Nous ne saurions, en effet, trouver un meilleur guide pour la guerre de cette époque en Vivarais. Ce curieux ouvrage est généralement attribué à Pierre Marcha, et nous ne contestons pas cette opinion ; elle ne paraît guère discutable, il est cependant bien évident pour nous que si Marcha a tenu la plume, ça été pour une grande partie tout au moins à peu près sous la dictée de Vinezac lui-même. Car, si l'on retranche des *Commentaires* ce qui concerne Vinezac, il en reste bien peu de chose. Remarquez, du reste, les expressions élogieuses employées pour certains des personnages cités et qui n'ont pas à leur actif, à beaucoup près, les exploits de Vinezac, pour lesquels l'auteur est bien plus sobre d'éloges. Vinezac aurait rédigé lui-même cet intéressant ouvrage qu'il n'aurait pu être plus modeste.

qu'ailleurs et malgré une trêve du « Laborage » (1) assez mal observée les campagnes étaient tellement ravagées par la famine, la peste, les pillages qu'en 1590 plus de soixante paroisses vivaroises étaient absolument désertes (2). Ce fâcheux état de choses s'était sans doute amélioré ; cependant de 1605 à 1610 beaucoup de gens dans les campagnes mouraient encore de faim (3).

Les habitudes de brigandage prises durant les guerres civiles s'étaient perpétuées malgré les « chevauchées » des lieutenants de prévôts et de leurs « archers » malgré de nombreuses exécutions, malgré l'intervention active de certains seigneurs animés d'un véritable amour du bien public. (4)

D'autre part, beaucoup de protestants n'avaient jamais pardonné au Roi sa conversion. Plusieurs il est vrai, soit pour lui faire

(1) Registre des délibérations des Etats du Vivarais : le 21 octobre 1586, à Viviers, président, Nicolas de Vesc, subrogé de l'Evêque ; « Loys de Chalendar, lieutenant du bailli de Vivarais, commissaire. Le syndic expose qu'il serait bon, expédient et nécessaire, attendu l'extrême nécessité et pauvreté du peuple provenant de la peste, famine et guerre, qui nourrit et apporte toutes sortes d'inconvénients, de rendre le commerce et laborage libres audit pays ». Une trêve du Laborage fut en conséquence négociée ; les négociations durèrent plus d'un an. (Archives de l'Ardeche).

(2) Le 4 janvier 1590, à l'assemblée de la Voulte, le syndic expose que à cause de la longueur des guerres passées d'où est « provenu la ruine et désolation du pays, joint la peste, famine et stérilité du puits advenue depuis quatre ou cinq ans, il y a grand nombre de lieux et paroisses inhabités ». Le 5, il expose que « beaucoup refusent de payer leurs cotes..., personne ne veut accepter les fonctions de consul ou d'exacteur, un cahier de doléances envoyé à Montmorency constate qu'il y a dans le pays, soixante villages ou paroisses déserts dont les habitants sont morts de faim ou de la contagion. (Archives de l'Ardeche). Voir aussi le livre de raison de Guillaume de La Motte à l'année 1586 (article de M. de Lubac, *Revue du Vivarais* de 1897). L'original est dans les archives du château de Vaurenard.

(3) A ces dates, beaucoup de testaments commencent par cette formule : « Vu les malheurs du temps, la rareté des matières alimentaires, un grand nombre de personnes meurent de faim » registres du notaire Gautier de Burzet communiqués par M. de Montravel qui remarque que ces gens avaient sans doute quelque bien puisqu'ils testaient et que cependant ils mouraient de faim faute de récoltes à cause aussi sans doute des difficultés de transport des denrées et des préjugés économiques de l'époque qui interdisaient par exemple la circulation des blés d'une province à l'autre.

(4) Etats du Vivarais tenus à Aubenas en 1603, séance du 10 janvier : Le syndic expose que « le château de Sampzon ayant esté prins et saisi dernièrement par un nommé le capitaine Parau et autres ses complices, le Sgr de Montréal, par commandement de Mgr le duc de Ventadour et à la prière que luy en feust faicte de la part du pays, se seroit dignement employé pour les en faire desloger ayant conduit bon nombre de soldats, si que les ayant assiégés, il les auroit contraincts d'en desloger en quoy il auroit faict un tres bon office pour le service du Roy et le repos du pays ».

leur cour, soit par conversion sincère, avaient suivi son exemple (1) ; mais les violents du parti n'en étaient que plus ardents ; ils ne trouvaient pas suffisants les privilèges pourtant exorbitants qu'ils tenaient de l'Edit de Nantes et ne se conformaient nullement aux obligations qu'il leur imposait, et cela n'était pas sans indisposer les catholiques. La pacification du pays, surtout dans les régions où il y avait des agglomérations huguenotes de quelque importance, et c'était tout à fait le cas en Vivarais, était donc plus apparente que réelle. La paix tenait à l'existence même du Roi, tout le monde en avait le sentiment.

Il éclata à sa mort ; à cette nouvelle beaucoup de villes du Vivarais ferment leurs portes réclament ou organisent des garnisons et font bonne garde (2) ; personne ne doute que la guerre va éclater. La masse des catholiques ne la désire pas — le pays à tant souffert des guerres précédentes ! — mais elle la craint et fait tout le possible pour l'éviter. Aux Etats de Languedoc, tenus cette année 1610 à Pézenas, Anne de Lévis, duc de Ventadour, lieutenant général au gouvernement du Languedoc, adresse aux catholiques et aux protestants, les plus pressantes objurgations de vivre en paix les uns avec les autres et de se protéger mutuellement.

Aux Etats du Vivarais, tenus en janvier 1611 à Annonay, les députés jurent union et concorde « protestant unanimement les « catholiques et ceux de la dite religion vouloir demeurer inviolablement fermes au service de sa dite majesté, se prenant à cet « effet en protection et sauvegarde les uns les autres ».

(1) En 1606, par exemple, la conversion de Jacques d'Hillaire de Joyrac, gouverneur de Rochemaure, entraînant celles de ses trois fils, du 1<sup>er</sup> consul et d'une vingtaine de notables de cette ville, à la suite d'une controverse entre des ministres protestants et des missionnaires jésuites.

(2) Aux Etats généraux de Pézenas, novembre 1610, les habitants de St-Agrève réclament pour « estre pourvus de l'entretien d'une garnison au chateau « du dit lieu, de l'autorité de Mgr de Tournon lors de la nouvelle de l'assassinat du feu Roy, que Dieu absolve, comme étant le dit lieu important au « repos de la province ». Aux Etats du Vivarais, d'Annonay (janvier 1611), réclamation du sieur du Bourg ; sur le commandement du duc de Ventadour sur la nouvelle du malheureux assassinat commis sur la personne du feu Roy, il a mis douze soldats au chateau du Cheylard pour la garde d'iceluy. Ils y resteront un mois payés à raison de 10 livres chacun, soit en tout 120 livres dont il demande le remboursement : « Conclud qu'il n'y a lieu, pour la conséquence, d'avoir esgard à la demande du sieur du Bourg, attendu que, sur les « memes considérations, toutes les autres villes et lieux du pays, ont pourvu à « leurs frais et despenses à leur garde et conservation »

Les protestants n'avaient pas osé refuser de prêter ce serment, mais, en général, ils n'étaient pas du tout dans les mêmes sentiments pacifiques que les catholiques. Ils sentaient le gouvernement de la Régente moins bien disposé à leur égard que celui du feu roi, mais aussi ils le sentaient faible. Le roi est mineur, soyons majeurs, disait Duplessis Mornay. Ils demandèrent l'autorisation de tenir leur assemblée *triennale* ; on leur opposa quelques difficultés ; alors Chamier, ministre de Montélimar, dit hardiment au Chancelier : « Si on ne nous accorde pas la permission, nous saurons bien la prendre ».

Les députés des seize provinces ecclésiastiques de la France protestante se réunirent à Saumur, en mai 1611, sous la présidence de Duplessis Mornay. Le duc Henri de Rohan, gendre de Sully, eut un rôle prépondérant à cette assemblée ; sous son influence, elle réorganisa les anciens conseils provinciaux supprimés par l'Edit de Nantes et créa des cercles à l'instar de ceux de l'Empire. C'était l'Etat dans l'Etat toujours rêvé par les chefs du parti. (1)

Le 24 mai 1612, il y eut à Privas un synode général présidé par le fougueux Chamier. (2) Les protestants y prêtèrent un serment solennel d'union générale et l'on y jeta les fondements du régime républicain qui fut adopté à la Rochelle en 1621. Et un mois auparavant, aux Etats particuliers de Privas, protestants comme catholiques avaient renouvelé le serment d'obéissance au Roy prêté en 1611 aux Etats d'Annonay !

Le connétable mourut en 1614 et la paix était si précaire qu'on craignit fort que cet événement ne fût une occasion de troubles dans le pays. (3)

(1) Le premier cercle comprenait tous les pays au nord de la Loire plus le Berry moins la Bretagne ; le deuxième, la Bretagne et le Poitou ; le 3<sup>e</sup>, l'Angoumois, la Saintonge, les îles de Ré et d'Oléron ; le 4<sup>e</sup>, la basse Guyenne et le Quercy ; le 5<sup>e</sup>, le Béarn ; le 6<sup>e</sup>, le haut Languedoc, la haute Guyenne et Montauban ; le 7<sup>e</sup>, le bas Languedoc, les Cévennes et le Vivarais ; le 8<sup>e</sup>, le Dauphiné, la Provence et la Bourgogne. Chaque cercle avait son assemblée dirigeante, où les ministres avaient la principale influence et parmi eux les plus ardents. En 1621 l'assemblée générale de la Rochelle organisa un commandement militaire par cercle (Reglement de la Rochelle).

(2) Le titre pris par les présidents de ces assemblées était celui de « Modérateur » ! Chamier — Modérateur — c'est de l'ironie !

(3) Lettre de Marie de Médicis au Sgr de Montréal (Guillaume de Balazuc jadis Sr de Sanilhac). « Monsieur de Montréal, ayant eu avis de la mort de mon cousin le Connétable, j'ai aus itôt résolu d'escire aux bons serviteurs du Roy mon fils au nombre desquels je vous tiens, et des plus affectionnés, afin

La même année un synode provincial se tint au Cheylard ; à cette occasion, le duc de Montmorency, gouverneur de la province, rendit une ordonnance interdisant toute assemblée réunie sans sa permission, et, en ce cas, d'y délibérer d'autres affaires que celles portées par les édits. (1)

En 1615, il y eut quelques prises d'armes isolées de protestants des Cévennes. En décembre, les députés des Eglises protestantes du Languedoc nommèrent pour leur chef militaire M. de Châtillon (petit fils de Coligny) en lui donnant l'ordre d'opposer la force à la force. Il n'y eut cependant pas à ce moment de faits de guerre bien sérieux.

En mars 1616 le duc de Montmorency donna l'ordre de faire des réparations à certaines places fortes, dont quelques unes avaient des gouverneurs protestants. On ne doutait pas alors de leur fidélité.

Vers 1617, les troubles des Cévennes et des Boutières sont à peu près calmés ; il n'y reste plus que quelques coureurs de grands chemins, justiciables des prévôts. Le Vivarais reste assez pacifique jusqu'à la fin de 1619 ; mais à ce moment survint un événement, peu important en lui-même, qui devait pourtant amener une longue guerre civile.

La baronnie de Privas, qui formait avec Chalencon, l'une des baronnies de tour du Vivarais, après avoir été longtemps dans la maison de Poitiers, était passée par plusieurs mains après la mort de la célèbre Diane de Poitiers, et, finalement, avait été

d'avoir l'œil et prendre garde qu'il ne se passe rien en la province, à l'occasion de cet accident, au préjudice du service du Roy mondit seigneur et fils, en attendant que j'y envoie mon cousin le duc de Montmorency, son fils, ou mon cousin le duc de Ventadour pour y donner l'ordre qui sera nécessaire. Vous faisant ceste cy pour vous prier d'y apporter tout ce qui sera de votre prudence et du crédit et pouvoir que vous avez par delà, à ce que chacun se contienne en son devoir, et empêcher que ceux qui auroient quelque mauvaise volonté ne puissent troubler le repos qui y est établi, vous assurant qu'avec le mérite que vous aurez de rendre service au Roy, mondit seigneur et fils, en ces occasions, je vous en saurai gré et la reconnaitrai fort volontiers, priant Dieu, Monsieur de Montréal, vous avoir en sa sainte garde. Ecrit à Paris ce 1<sup>er</sup> d'avril 1614.

MARIE.

Bien qu'il ne soit pas parmi les grands seigneurs du pays, Guillaume de Balazuc, le brave Montréal, comme tout le monde l'appelait, y jouissait d'une considération toute particulière due à son amour de la « République » ainsi qu'on disait déjà, autant qu'à ses hauts faits.

(1) Datée de Pézenas 2 décembre 1614.

achetée en 1590 par Jacques de Chambaud, (1) Sgr de Vacherolles, le principal des chefs protestants des dernières guerres de religion. Jacques eut pour héritière sa fille, la belle Paule de Chambaud. Celle-ci, mariée à René de La Tour du Pin Gouvernet, lui imposa son nom, et René de Chambaud avait succédé à son beau-père comme seigneur de Privas.

Paule et René avaient eu une fille, mariée à Joachim de Beaumont, Sgr et baron de Brison, mestre de camp d'un régiment d'infanterie et qu'on appelait le brave Brison.

En 1619 Brison était veuf, sa belle mère l'était également, ayant perdu son mari dans les guerres de Piémont en 1617. La belle mère et le gendre étaient en fort bons termes ; la dame de Privas avait subrogé Brison comme baron de tour aux États du Vivarais tenus en 1619 au château de Privas. (2) Paule avait environ 40 ans, mais elle était encore très belle ; elle était de plus fort riche ; Brison, qui n'était rien moins que désintéressé, la brigua en mariage, ce qui était quelque peu extraordinaire de la part d'un gendre ; il l'aurait peut-être emporté cependant sur quelques autres prétendants, si un rival redoutable n'avait surgi en la personne de Claude d'Hautefort de Lestrangle, vicomte de Cheylane.

Tandis que Brison était le principal chef des protestants du pays, Claude de Cheylane était le fils d'un des seigneurs catholiques qui s'étaient le plus signalés au temps de la Ligue. Son père, René de Lestrangle, avait été avec Montréal, parmi les derniers ligueurs du pays.

Qui l'emporterait des deux rivaux ? la chose était d'importance pour les catholiques comme pour les protestants ; Privas était la capitale du pays tout huguenot des Boutières ; c'était la Genève vivaroise ; allait-elle devenir catholique ?

(1) Les Chambaud de Vacherolles n'ont, que nous sachions, rien de commun avec les Chambaud St-Lager qui se sont aussi signalés dans les rangs des protestants.

(2) Registres de délibérations des États du Vivarais. A la mort de Diane de Poitiers sa baronnie de tour avait été divisée entre ses deux gendres, en sorte que le baron de Privas, comme le baron de Chalencon, n'ayant plus chacun qu'un demi-tour, ne pouvaient alternativement présider les États du Vivarais et assister aux États du Languedoc qu'une fois tous les vingt ans. C'est ainsi que le seigneur de Privas étant de tour en 1619, le seigneur de Chalencon devait l'être en 1629.

La décision de la belle Paule intéressait tout le pays et jusqu'au Roi lui-même averti par Montmorency. Enfin la dame de Privas parut donner la préférence à Claude. Alors les habitants de Privas se soulevèrent, mirent Brison à leur tête et bloquèrent le château pour en empêcher l'accès au prétendant catholique (décembre 1619-janvier 1620). Le 5 janvier, Brison congédia ses auxiliaires venus des paroisses voisines ; quelques uns d'entr'eux, passant à Vesseaux, terre du baron de Lestrangle, y firent quelques dégâts, le vieux baron prévenu monta à cheval avec ses fils et les seigneurs de Gimars et du Hautvillar (1) et avec quelques hommes de pied tomba sur les Huguenots bien plus nombreux, en tua bon nombre et mit le reste en fuite. Ce fut le signal de la guerre.

Le 26 mars le Vte de Cheylane pénétra dans le château de Privas et conclut son mariage, (2) il y fut de suite assiégé par Brison avec 1500 hommes ; mais le vieux Lestrangle et Montréal appelèrent aux armes les seigneurs catholiques ; ceux-ci vinrent en foule se mettre sous les ordres de Montréal. En deux jours il eut plus de deux mille hommes (3) amenés par le baron de la Gorce, son gendre, par M. de Laugères, par Jean de Largier, Etienne Mollier de Grandval.

(A suivre).

F. C.



(1) Anne du Hautvillar, époux de Catherine de Lamotte et beau frère de Louis de Charbonnel.

(2) Il allait donc devenir un des plus puissants barons de tout le Vivarais, puisque, déjà futur héritier de la baronnie de Boulogne, entrée dans la maison de Lestrangle vers 1480, il acquerrait par son mariage le demi-tour de la baronnie de Privas.

(3) On est vraiment surpris, fait observer l'auteur d'un manuscrit anonyme de la bibliothèque Nationale (nouvelles acquisitions françaises n° 1920), qu'un pays comme le Vivarais, hérissé de montagnes, rempli d'immenses forêts par conséquent d'une très médiocre population, ait trouvé dans ces temps de crise et de calamité autant de ressources dans son propre sein pour repousser tant les factions des protestants de cette province même que les efforts réunis de ceux du dehors. Dans une journée, on rassemblait en totalité des troupes de plusieurs milliers d'hommes avec les généraux nécessaires pour les commander, et les provisions utiles à leur subsistance.

# NOËL

## COUTUMES POPULAIRES DANS LA RÉGION DE PRIVAS

---

Dans tous les pays du monde, les chrétiens marquent la fête de Noël par des coutumes particulières variant avec les contrées, mais ayant toutes ce quelque chose de doux et de poétique qui fait de Noël la fête patriarcale et familiale par excellence.

Ceux là même qui ne reconnaissent pas un Dieu dans le fils de Marie, s'inclinent avec respect devant le berceau de l'Enfant destiné à devenir le libérateur des hommes et le réformateur de la société.

Ces coutumes, comme beaucoup d'autres, tendent à se perdre, cependant les traditions sont encore suivies dans bien des familles et particulièrement dans les communes rurales des environs de Privas.

La veille de Noël tout le monde est affairé à la ferme ; hommes, femmes, enfants, vont, viennent, commandent, s'interpellent, grondent ou rient ; c'est un branlebas général car il faut préparer des montagnes de « *bugnes* » (1) et les « *pompes* » (2) gigantesques, sans lesquelles Noël ne serait pas Noël.

Les hommes chauffent le four, les femmes pétrissent et les enfants se poulèchent en pensant au repas du soir ; jugez donc, nous voilà au fameux jour « *où l'on mange tant* » !

Tous les efforts (toutes les pensées aussi) sont dirigés vers un seul objectif : les bugnes et le souper.

Ce fameux repas, si désiré, si attendu est composé d'une façon invariable et l'on peut connaître d'avance le menu du 24 décembre, il n'y a que le millésime à changer.

Voici donc ce que l'on mange dans les maisons où l'on respecte les traditions :

(1) Beignets sucrés.

(2) Grands gateaux très compacts



Potage (*ad libitum*).

Morue (lisez : *merluche*).

Pommes de terres sautées (autrement dit : *fricasse*).

Macaroni (*pour les richards*).

Salade de celeri.

Vin pur pour les grands et les petits.

Les plats sont copieux, chacun peut y revenir et Dieu sait, si l'on y revient, une fois, deux fois, trois fois ! C'est bien décidément le jour où l'on mange tant !

Dans les familles chrétiennes, avant de se mettre à table, le père fait le signe de la croix et prononce un sonore *bénédicite* que tout le monde écoute respectueusement, debout et chapeau bas ; puis le festin commence et se prolonge jusqu'à ce que les estomacs crient merci.

Après le souper, on se réunit autour du foyer ; le père place l'énorme buche qui doit durer jusqu'à l'Épiphanie ; il l'arrose de quelques gouttes de vin et la flamme brille dans l'âtre éclairant de ses reflets mouvants les joyeuses figures de tous ces braves gens.

On cause, on raconte des histoires, les légendes du passé, on chante en chœur les vieux Noël's, en attendant le premier coup de la messe de minuit.

La cloche tinte.... C'est l'heure ; mais avant de partir la ménagère a soin de ranger un peu le couvert sans lever la table qui doit rester mise toute la nuit pour les anges qui vont descendre sur la terre comme il y a dix-huit siècles.

Puis toute la maisonnée, bravant la neige et la bise, précédée d'un porte-lanterne, se dirige vers l'Eglise du village. Elle est souvent très loin, le temps et les chemins sont bien mauvais, mais qu'importe, la cloche appelle et comme les bergers de jadis il faut aller à la crèche. On va entendre de si beaux cantiques ! Tant de cierges illumineront l'autel ! le curé aura de si brillants ornements !

Aussi malgré la tempête qui fait rage ou la neige qui tombe épaisse et glacée, on marche, on rit, on chante, on interpelle les groupes de voisins qui viennent grossir la caravane et si quelqu'un glisse et tombe, de formidables éclats de rire saluent sa chute.

A l'Eglise, la cérémonie est longue, on dort quelque peu pendant le sermon, on est transi, aussi est-on bien aise de retrouver au logis les reliefs du festin ; et comme c'est jour gras, minuit passé, on y ajoute une tranche de jambon ou de saucisson que l'on déguste en baillant, puis chacun gagne son lit pour revoir en rêve les splendeurs de la messe de minuit. Parfois le retour à la maison ménage de désagréables surprises.

On avait laissé la part des anges, mais d'autres en ont profité. De mauvais plaisants ou des maraudeurs de profession ont pris la place des envoyés du ciel et ont consciencieusement achevé les plats ; bien heureux, quand ils n'ont pas profité de l'occasion pour dévaliser les armoires et le garde-manger.

C'est même pour cette raison que dans beaucoup de paroisses de la campagne la messe de minuit a été supprimée : on a sagement fait, n'empêche que l'on regrette cet office de nuit que nos pères suivaient fidèlement malgré tous les inconvénients qu'il pouvait entraîner.

A.



## BIBLIOGRAPHIES

---

Aux bureaux de la publication, 7, rue des Canettes, Job, le dessinateur militaire si connu, et plusieurs membres de la Sabretache, vont faire éditer une publication artistique qui paraîtra en livraisons mensuelles à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Chaque livraison en plus du texte contiendra quatre aquarelles.

Cette publication a pour titre :

### **TENUES DES TROUPES DE FRANCE**

L'abonnement coûtera par an : 32 francs pour la France et 34 francs pour l'Etranger.

Les souscriptions sont dès à présent reçues au bureau de la publication et chez les libraires.

Nous avons sous les yeux la première livraison spécimen. Les dessins de Job sont merveilleux. La publication est à coup sûr des plus intéressantes pour tous ceux qui s'intéressent à l'armée tant en France qu'à l'étranger : artistes, amateurs ou soldats.

Ajoutons qu'une *véritable* prime d'une *réelle* valeur est offerte aux abonnés par les éditeurs.

Chaque année, les quarante-huit aquarelles originales de Job seront tirées au sort entre tous les abonnés.

---

Nous recevons de chez MM. Charavay et Martin, 7, rue des Canettes, les trois premiers volumes d'une nouvelle collection intitulée :

### **MA BIBLIOTHÈQUE**

Chaque volume imprimé avec soin sur beau papier vaut, broché, 0 fr. 75 net, et élégamment relié 1 fr. 50 net.

Il contient 128 pages illustrées par les meilleurs artistes de notre époque.

Les trois premiers volumes sont :

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE. **Paul et Virginie**, illustrations de *Maurice Leloir*.

VOLTAIRE : **Candide**, illustrations d'*Adrien Moreau*.

LONGUS : **Daphnis et Chloé**, illustrations de *Raphaël Collin*.

La collection comprendra chaque mois un volume de plus au minimum.

Cette jolie collection, qui contiendra, disent les éditeurs « des ouvrages complets et sans coupures », est éditée dans des conditions de bon marché et de luxe vrai incontestables.

Nous la signalons tout spécialement à nos lecteurs, qui voudront tous la posséder.

A notre avis, *Ma Bibliothèque* est une véritable et réelle révolution en librairie.

On la trouvera chez tous les libraires.




---

### RAFALES D'AUTOMNE — HEURES DISPARUES (1)

---

Sous ce titre la librairie A. Côte (Effautin successeur) vient de faire paraître un volume fort intéressant dû à la plume d'un de nos compatriotes M. René des Pomeys.

Ce livre élégamment habillé d'une couverture en plusieurs couleurs et illustré de nombreuses gravures hors texte, est un recueil de souvenirs d'enfance et de jeunesse ; c'est d'un style vif, alerte, rempli d'humour, la note mélancolique y résonne cependant en des récits qui remplissent l'âme d'une émotion douce et pénétrante.

Mais qu'il soit amusé ou attendri, le lecteur sera toujours charmé par ces petites pièces fugitives, où le sourire chasse les larmes sous la touche délicate de l'auteur.

---

(1) *Rafales d'Automne — Heures disparues*, chez A. Effautin, 8, place Bellecour. Lyon. 2 fr. 75 franco par la poste.

# TABLE DES SOMMAIRES

DES DOUZE LIVRAISONS DE 1899

N° 1. — 15 JANVIER



|                                                                                                                                                     | PAGES |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1° ETUDES FRANCISCAINES SUR LA RÉVOLUTION, dans le département de l'Ardèche (Suite II), par le R. P. Apollinaire. . . . .                           | 1     |
| 2° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite X), par Roger Vallentin du Cheylard : . . . . .    | 23    |
| 3° LE PRIX DES DENRÉES. — <i>Comestibles, vêtements et autres objets très variés, de 1732 à 1736</i> (Suite II et fin), par Paul d'Albigny. . . . . | 31    |

## GRAVURES

|                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| 1° R. P. Casimir, d'Aubenas. . . . . | (Hors texte) |
|--------------------------------------|--------------|

N° 2. — 15 FÉVRIER

|                                                                                                                                                                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1° L'ABBÉ DUBOIS, de St-Remèze, par A. Mazon. . . . .                                                                                                                                                                           | 49 |
| 2° ETUDES FRANCISCAINES SUR LA RÉVOLUTION, dans le département de l'Ardèche (Suite III et fin), par le R. P. Apollinaire. . . . .                                                                                               | 58 |
| 3° NOTES GÉNÉALOGIQUES SUR LA MAISON DE BOULIEU, d'Annonay, <i>Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne</i> (Suite III), par Paul d'Albigny . . . . . | 77 |
| 4° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite XI), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . .                                                                                 | 89 |

## GRAVURES

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| 1° L'Abbé Dubois, de St-Remèze . . . . .  | 49 |
| 2° Le P. Apollinaire de Valence . . . . . | 59 |

## N° 3. — 15 MARS

|                                                                                                                                                                                                                                | PAGES |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1° L'ABBÉ DUBOIS, de St-Remèze (Suite II), par A. Mazon . . . . .                                                                                                                                                              | 97    |
| 2° NOTES GÉNÉALOGIQUES SUR LA MAISON DE BOULIEU, d'Annonay, <i>Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne</i> (Suite IV), par Paul d'Albigny . . . . . | 110   |
| 3° MONOGRAPHIE DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS. — <i>Beaulien et Bec de Jun</i> , par le V <sup>te</sup> L. de Montravel . . . . .                                                                                         | 129   |
| 4° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite XII), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . .                                                                               | 140   |

## N° 4. — 15 AVRIL

|                                                                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° L'ABBÉ DUBOIS, de St-Remèze (Suite III), par A. Mazon . . . . .                                                                               | 145 |
| 2° LA MISSION DES JÉSUITES A ANNONAY — <i>Le P. Gaultier et le P. Lombard</i> , par E. Nicod. . . . .                                            | 163 |
| 3° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite III), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . . | 178 |
| 4° NOTICE SUR MIRABEL EN COIRON ET SES SEIGNEURS, par Henry Vaschalde. . . . .                                                                   | 186 |

## GRAVURES

|                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------|-----|
| 1° <i>Portrait de l'abbé Dubois en costume Hindou.</i> . . . . | 145 |
| 2° <i>Mirabel en 1621.</i> . . . .                             | 186 |

## N° 5. — 15 MAI

|                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° L'ABBÉ DUBOIS, de St-Remèze (Suite IV), par A. Mazon . . . . .                                                                   | 193 |
| 2° MONOGRAPHIE DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS. — <i>Grospierres et Comps</i> , par le V <sup>te</sup> L. de Montravel. . . . . | 211 |
| 3° CONFRÉRIE DES PÉNITENTS BLANCS DU CONFALON, à Lavoulte-sur-Rhône, par l'abbé Auguste Roche . . . . .                             | 221 |

## N° 6. — 15 JUIN

|                                                                                                                        | PAGES |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1° L'ABBÉ DUBOIS, de St-Remèze (Suite V et fin), par A. Mazon . . . . .                                                | 241   |
| 2° CONFRÉRIE DES PÉNITENTS BLANCS DU CONFALON, à Lavoulte-sur-Rhône (Suite II et fin), par l'abbé Aug. Roche . . . . . | 259   |
| 3° NOTICE SUR MIRABEL EN COIRON ET SES SEIGNEURS (Suite II), par Henry Vaschalde . . . . .                             | 274   |
| 4° REVENUS DE LA SEIGNEURIE DE PRIVAS en 1394, par A. B. . . . .                                                       | 284   |

## N° 7. — 15 JUILLET

|                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° NOTICE SUR MIRABEL EN COIRON ET SES SEIGNEURS (Suite III et fin), par Henry Vaschalde . . . . .                                                                                                                            | 289 |
| 2° NOTES GÉNÉALOGIQUES SUR LA MAISON DE BOULIEU, d'Annonay, <i>Seigneurs de Charlieu, en Virarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne</i> (Suite V), par Paul d'Albigny . . . . . | 300 |
| 3° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite XIV), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . .                                                                              | 331 |

## GRAVURES

|                                                      |     |
|------------------------------------------------------|-----|
| 1° <i>Vue de Mirabel, côté du couchant</i> . . . . . | 291 |
| 2° <i>Vue de Mirabel, côté du midi</i> . . . . .     | 297 |

## N° 8. — 15 AOUT

|                                                                                                                                                                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° NOTES GÉNÉALOGIQUES SUR LA MAISON DE BOULIEU, d'Annonay. <i>Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne</i> (Suite VI), par Paul d'Albigny . . . . . | 337 |
| 2° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, au XVI <sup>e</sup> et au XVII <sup>e</sup> siècles (Suite XV), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . .                                                                                | 348 |
| 3° NOTICE SUR LA BARONNIE DE LA VOULTE. — <i>Anne de Lévis</i> (Suite II), par A. Mazon . . . . .                                                                                                                              | 364 |

## N° 9. — 15 SEPTEMBRE

|                                                                                                     | PAGES |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1° LES HUSSARDS DE CHAMBORANT, (2 <sup>e</sup> Hussards), par le général de Chalendar . . . . .     | 387   |
| 2° UN HÉROS CATHOLIQUE VIVAROIS (Louis de Charbonnel, seigneur de Vinezac), par F. C. . . . .       | 396   |
| 3° ENCYCLOPÉDIE DE L'ARDECHE. — <i>La Bastide d'Uzer</i> , par A. Mazon. . . . .                    | 409   |
| 4° TROIS LETTRES DE L'ABBÉ DUBOIS, par H. Vaschalde. . . . .                                        | 413   |
| 5° NOTICE SUR LA BARONNIE DE LA VOULTE. — <i>Anne de Lévis</i> (Suite XIII), par A. Mazon . . . . . | 420   |

## GRAVURES

|                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° <i>Colonel de Chalendar</i> . . . . .                         | 386 |
| 2° <i>Hussards du 2<sup>e</sup></i> , d'après Charlet . . . . .  | 389 |
| 3° <i>Photographie de l'inscription funéraire</i> . . . . .      | 421 |
| 4° <i>Anne de Lévis</i> , duc de Ventadour (1562-1622) . . . . . | 425 |

## N° 10. — 15 OCTOBRE

|                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° NOTES GÉNÉALOGIQUEE SUR LA MAISON DE BOULIEU, d'Annonay. <i>Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, en Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne</i> (Suite VII), par Paul d'Albigny . . . . . | 433 |
| 2° MONOGRAPHIE DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS. — <i>Ruoms</i> , par le V <sup>ie</sup> L. de Montravel. . . . .                                                                                                            | 455 |
| 3° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, <i>au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles</i> (Suite XVI), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . .                                                                           | 467 |

## N° 11. — 15 NOVEMBRE

|                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° LE VIEUX TOURNON, par A. Mazon . . . . .                                                                                                                                                                                   | 481 |
| 2° MONOGRAPHIE DES PAROISSES DU DIOCÈSE DE VIVIERS. — <i>Antraigues</i> , par le V <sup>ie</sup> L. de Montravel. . . . .                                                                                                     | 495 |
| 3° NOTES GÉNÉALOGIQUES SUR LA MAISON DE BOULIEU, d'Annonay. <i>Seigneurs de Charlieu, en Vivarais, de Jarnieu, Lyonnais, du Mazel, en Velay, de Montpantier, etc., en Auvergne</i> (Suite VIII), par Paul d'Albigny . . . . . | 506 |



|                                                                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 4° NOTES SUR LE MANDEMENT DE CRUSSOL, <i>au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles</i> (Suite XVII), par Roger Vallentin du Cheylard . . . . . | 517 |
| 5° L'ÉGLISE DE ST-ÉTIENNE DU LAC ( <i>Légende</i> ), par G. V. . . . .                                                                                 | 523 |
| 6° MA VIEILLE HORLOGE, par René des Pomeys . . . . .                                                                                                   | 525 |
| 7° CHANTS ET CHANSONS POPULAIRES DU VIVARAIS, A. B.. . . .                                                                                             | 526 |

## GRAVURES

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° <i>Dessin représentant Tournon à une époque reculée du moyen âge.</i> . . . . | 493 |
| 2° <i>Ma vieille Horloge</i> . . . . .                                           | 525 |

## N° 12. — 15 DÉCEMBRE

|                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° UNE MAISON BOURGEOISE DU XVI <sup>e</sup> SIÈCLE, A VOGUÉ, par Fl. B.. . . .                                | 529 |
| 2° NOTICE SUR LA BARONNIE DE LA VOULTE. — <i>Anne de Léris</i> (Suite XIV), par A. Mazon . . . . .             | 545 |
| 3° UN HÉROS CATHOLIQUE VIVAROIS ( <i>Louis de Charbonnel, seigneur de Vinezac</i> (Suite II), par F. C.. . . . | 555 |
| 4° NOËL. — <i>Coutumes populaires dans la région de Privas</i> , par A.. . . .                                 | 564 |
| 5° BIBLIOGRAPHIES. . . . .                                                                                     | 567 |
| 6° TABLE DES SOMMAIRES DES DOUZE LIVRAISONS DE 1899. . . . .                                                   | 569 |
| 7° LISTE DES ABONNÉS DE LA « REVUE DU VIVARAIS ILLUSTRÉE » . . . . .                                           | 574 |

## GRAVURES

|                                                 |     |
|-------------------------------------------------|-----|
| 1° <i>Maison Roussel, à Vogué.</i> . . . .      | 530 |
| 2° <i>Tour de l'escalier</i> . . . . .          | 533 |
| 3° <i>Cheminée de la grande salle</i> . . . . . | 535 |
| 4° <i>Trumeau de cheminée.</i> . . . .          | 537 |
| 5° <i>Armes des Roussel.</i> . . . .            | 538 |



# LISTE DES ABONNES

## DE LA REVUE DU VIVARAIS ILLUSTRÉE

- MM. Abrial Victorin, à Valence (Drôme)  
 Albigny (d'), 96, avenue des Ternes, à Paris  
 Albon (marquis d'), 95, rue de l'Université, à Paris  
 André, archiviste du département de l'Ardèche, à Privas  
 Arbod (Madame née de Lapérouse), à Bourg (Ain)  
 Arlempdes (baron d'), à Salornay-d'Hurigny (Saône-et-Loire)  
 Armand (Emile d'), banque de France, à Grenoble  
 Arsac Henri, 27, rue Jean-Moët, à Epernay (Marne)  
 Autanc (comte d'), 104, rue de Rome, à Marseille (Bouches-du-Rhône)  
 Battendier, chanoine, vicaire général de l'Evêché, à Viviers  
 Beaumefort (de), ingénieur civil, à Privas  
 Béchetoille Camille, à Annonay  
 Béchetoille Léopold, 7, rue du Valgelas, à Annonay  
 Benoit d'Entrevaux A., à St-Priest, par Privas  
 Benoit Florentin, 29, rue Ste-Hélène, à Lyon  
 Bergeron Léon, conseiller d'arrondissement, propriétaire, au Cheylard  
 Bernardy (Chalamon de), conseiller général de l'Ardèche, 66, rue de  
 Vaugirard, à Paris  
 Bertrand, officier d'administration principal en retraite, à Bourg-Saint-  
 Andéol  
 Besset (Charles du), 1, avenue Victor-Hugo, à Valence (Drôme)  
 Bibliothécaire de la ville, à Annonay  
 Bibliothécaire de la ville, boulevard de l'Esplanade, à Montpellier (Hé-  
 rault)  
 Blachère Ernest, ancien député, 14, boulevard Raspail, à Paris  
 Blache, docteur en médecine, maire à Privas  
 Bonneton G., 18, avenue des Gobelins, Hôtel de l'Avenue, à Paris  
 Boulay, professeur, 5, rue Mercier, à Lille (Nord)  
 Bourras Eugène, 5, avenue Montaigne, Paris  
 Bournet (Arsène de), à Grospierres  
 Braibant Maurice, avocat, 24, rue Thiers, à Reims (Marne).  
 Brihat (veuve), libraire, à Privas (3 exemplaires)  
 Brion (Jules de), 30, rue Vaubecourt, à Lyon  
 Brion (Adolphe de), juge à Embrun (Htes-Alpes)  
 Broët Tony, château de Faveyrolles, par Pierrelatte (Drôme)  
 Burine de Tournais (docteur A. de), médecin-major à l'hôpital militaire de  
 Constantine (Algérie)  
 Cercle littéraire, 23, rue Montgolfier, à Annonay  
 Chaigne, ancien sous-préfet, à Bourg-St-Andéol  
 Champanhét Régis, avocat, à Aubenas  
 Chazotte (Michel de), à Arlebosc  
 Chenivresse, chanoine, à Viviers  
 Chiron Léopold, instituteur communal, à St-Just-d'Ardèche.  
 Combier Frédéric, à Aubenas  
 Comte Albert, rentier, à Privas  
 Conservateur de la Grande Bibliothèque de la ville de Lyon, 27, rue  
 Gentil  
 Coudere Henri, ingénieur des mines, à la hastagnère, par Prades  
 Coudere Georges, propriétaire à Aubenas  
 Courcival (marquis de), 112, rue Marcadet, Paris  
 Courras (abbé Maurice), vicaire à St-Ferdinand-des-Ternes, 21, rue  
 d'Armaillé, à Paris  
 Couvert, vicaire général de l'Evêché, à Viviers  
 Crès Auguste, pasteur, président du Consistoire, à Vallon  
 Durand-Saladin, avoué, à Privas  
 Falgairolle, membre de l'Académie de Nîmes, à Vauvert (Gard)

- MM. Fargier Louis, propriétaire, à Burzet.  
 Faucher (P. de), membre de la Société française d'archéologie à Bollène (Vaucluse)  
 Faure (abbé), 36, rue Washington, à Paris  
 Fillet (abbé), curé, d'Allex (Drôme)  
 Fontbonne, président de la Société des « Enfants du Vivarais », à Tunis  
 Forterre, instituteur, 13, rue de la Vieille-Casbah (Oran)  
 Fortoul D., à Tournon  
 Frachon Gabriel, à Annonay  
 Fuzier, rentier, à Lavoulte-s/-Rhône  
 Gaillard Jules, à Valence (Drôme)  
 Galle Léon, 1, Quai de la Pêcherie, à Lyon. (*Revue du Lyonnais*)  
 Garidel, relieur, 4, rue d'Assas, à Paris  
 Gayffier (A. de), 5, rue Bruyère, au Mans (Sarthe)  
 Geoffre de Chabrignac (comte de), château des Roches, près Montélimar (Drôme)  
 Giraud Ferdinand, négociant, à Annonay  
 Gleizal, ingénieur civil, impasse Magali, Monclar, à Avignon (Vaucluse)  
 Grellet de la Deyte, conseiller général, à Allegre (Haute-Loire)  
 Grille (comte de), au château de Pampelonne (Ardèche)  
 Hauteville (Madame d'), 56, rue de la Charité, à Lyon  
 Iggonnet, rentier, à Condrieu (Rhône)  
 Indy (Vincent d'), aux Fausgs, par Boffres (Ardèche), et 7, avenue de Villars, Paris  
 Jouanin Ovide, Directeur de *Vals Thermal*, à Vals  
 Labrély Robert, rentier, à Bourg-St-Andeol  
 Lacharrière (M<sup>me</sup> Charles de), 14, rue Halévy, à Paris  
 Lacharrière (Docteur Jules de), 3, quai Malaquais, à Paris  
 Lacharrière (Paul de), à Coux  
 Lafarge (Auguste de), conseiller général, au château de Verchaüs, par Viviers  
 Lafayolle Henri, ancien magistrat, au Cheylard  
 Lamotte, docteur, au Pouzin  
 Langlois (M<sup>me</sup>), née d'Albigny, 96, avenue des Ternes, à Paris  
 Lascombe Adrien, bibliothécaire de la ville et secrétaire de la Société agricole et scientifique de la Haute-Loire, au Puy (2 exemplaires)  
 Le Blanc Paul, à Brioude (Haute-Loire)  
 Le Sourd, docteur, 226, boulevard St-Germain, à Paris (2 exemplaires)  
 Lestrangé (comte Henri de), 43, avenue Montaigne, à Paris  
 Longevialle (de), propriétaire, à Bourg-St-Andéol  
 Lubac (de), ancien sous-préfet, à Vernoux  
 Malbos (Paulin de), à Berrias  
 Mallet, président de Chambre, à la Cour d'appel d'Aix (Bouches du-Rhône)  
 Mallosse (M<sup>lle</sup>\*), libraires, à Privas (2 exemplaires)  
 Marin de Carranrais (François de), La Marine, St-Barthélemy, à Marseille  
 Marthoret Auguste, négociant, à Annonay  
 Marze Emile, banquier, à Aubenas  
 Massip, bibliothécaire de la ville, à Toulouse  
 Mayaud Henri, entrepreneur, à St-Martin-de-Valamas  
 Mazon A., 18, rue du Vieux-Colombier, à Paris  
 Messié Georges, notaire, à Bourg-St-Andéol  
 Michelon Jules, 1, rue des Jardins, à Privas  
 Milliard L. et C<sup>o</sup>, négociants en vins, à St-Péray  
 Mimerel, avocat à la Cour de cassation, 205, boulevard St-Germain, à Paris  
 Molière Jules, à Lavoulte  
 Montgolfier (Auguste de), ancien député, à St-Marcel-les-Annonay  
 Montravel (vicomte Louis de), à St-Pierre-de-Colombier  
 Neuvesel (comte de), 16, place Carnot, à Lyon  
 Nicod Emmanuel, négociant, 6, rue de Roanne, à Annonay  
 Nicod Alexis, à Annonay  
 Nivoche-Marchand, libraire, à Valence

- MM. Ollier de Marichard Jules, archéologue, à Vallon  
 Oriol (l'abbé B.), M<sup>e</sup> de cérémonies, à Annonay  
 Pampelonne (Henri de), rue Pelleterie, à Valence (Drôme)  
 Peloux de St-Romain (comte du), au château de St-Romain, à Saint-Didier-la-Scève (Haute-Loire)  
 Perrin Albert, aux Aix d'Angillon (Cher)  
 Pingaud Léonce, professeur à la Faculté, 17, rue St-Vincent, à Besançon (Doubs)  
 Poidebard Georges, ancien notaire, 40, rue du Plat, à Lyon  
 Ponsard Daniel, notaire, à Alboussières  
 Pontbriant (comte de), Villa Martinière, à Bollène (Vaucluse)  
 Pontmartin (comte de), au château des Angles, par Villeneuve-les-Avignon (Gard)  
 Poulain, inspecteur d'enregistrement, à Privas  
 Pradal Gabriel, sénateur de l'Ardèche  
 Pradelle Paul, banquier, à Bourg-St-Andéol  
 Privat Gaston, avocat à la Cour d'appel internationale, au Caire (Egypte)  
 Regnier, employé à la préfecture, à Melun (Seine-et-Marne)  
 R. P. dom. Jaubert Henri, bénédictin, 189, rue de France, à Nice (Alpes-Maritimes)  
 Ribes René, propriétaire, à Fontanes, par Annonay  
 Rioufol, notaire honoraire, 9, place du Breuil, au Puy (Haute-Loire)  
 Roche (abbé), Collège St-Michel, à St-Etienne (Loire)  
 Rochemure (comte de), conseiller général à Largentière  
 Roque (baron de la), au château des Prés, par Sarraz (Ardèche)  
 Rostaing (M<sup>me</sup> Henry), au château de Montbréton, par Saint-Rambert (Drome)  
 Rostaing Léon, Villa Ste-Emilie, à Davézieux, par Annonay  
 Roure (abbé), curé-archiprêtre, à Privas  
 Rozières (Ernest de), 1, place du château, à Blois (Loir-et-Cher)  
 Saint-Prix René, négociant, à St-Péray  
 Saléon-Terras, conseiller général, au Cheylard  
 Servier (de), ancien magistrat, à Bourg-St-Andéol  
 Stuer Alexandre, minéralogiste, 40, rue des Mathurins, à Paris  
 Supérieur du Grand-Séminaire, à Viviers  
 Tausin (Henri), rue de Tunis à St-Quentin (Aisne)  
 Thomas aîné, maire de Gravières, par les Vans  
 Tourasse Amedée, propriétaire, à St-Agreve  
 Tourrette (marquis de la), à Tournon  
 Vacheresse, avocat, à Cluac, par Lamastre  
 Vachez A., avocat, 24, rue de la Charité, à Lyon  
 Vachon de Lestra, conseiller général, château des Ricux, à St-Alban-d'Ay (Ardèche)  
 Valette-Viallard (M<sup>me</sup>), à Cruas  
 Vallentin du Cheylard, Roger, receveur des domaines à St-Péray  
 Vascalde Henry, à Vals-les-Bains  
 Vedesche, clerc de notaire, à Aubenas  
 Vidon Henri, négociant, à Annonay  
 Villeperdrix (abbé de), vicaire général de l'Evêché, 3, rue de la Faïence, à Nîmes (Gard)  
 Vitalis (colonel), Directeur des Vivaraises, à Vals  
 Vogüé vicomte Melchior de), de l'Académie française, 15, rue Las Cases, à Paris  
 Vogüé (marquis de), ancien ambassadeur, 2, rue Fabert, à Paris.









